
3 1761 07993120 0

L'EUROPE

AU JOUR LE JOUR

DU MÊME AUTEUR

—

LES ORIGINES DE LA GUERRE EUROPÉENNE, un volume in-16 (5e édition) Ouvrage couronné par l'Académie française (prix Halphen). Librairie Armand Colin. Prix .... **3 fr. 50**

L'EUROPE AVANT LA GUERRE, un volume in-16, (2e édition) Librairie Armand Colin. Prix.............................. **3 fr. 50**

L'AFFAIRE GRECQUE. Un volume in-16 Bossard, 204 pages, 7e mille. Éditions Bossard. Prix.......................... **3 fr. »**

LA QUESTION YOUGOSLAVE, un volume in-16 Bossard, 106 pages. Une carte en couleur; 4e mille. Éditions Bossard. Prix.......... **2 fr. 40**

L'ENCERCLEMENT DE L'ALLEMAGNE, un vol. in-16-Bossard, 170 pages, 3e mille. Éditions Bossard. Prix .... **3 fr. »**

L'EUROPE AU JOUR LE JOUR. Recueil grand-in-8° d'histoire contemporaine :

Tome I. — *La Crise Bosniaque* (1908- 1909). Prix .... **7 fr. 50**
Tome II. — *De la Contre-Révolution turque au Coup d'Agadir* (1909-1911), Prix... **7 fr. 50**
Tome III. — *Le Coup d'Agadir* (1911), Prix.................... **7 fr. 50**
Tome IV. — *La Première Guerre Balkanique* (1912).Prix......... **7 fr. 50**
Tome V. — *La Deuxième Guerre Balkanique* (1913). Prix .... **9 fr. »**
Tome VI. — *Les Préliminaires de la Guerre Européenne*. Prix...... **9 fr. »**

Les Tomes I à VI ont été couronnés par l'Académie des Sciences Morales et Politiques (Prix Drouyn de Lhuys).

Sous presse :

Tome VIII. — *La Guerre Européenne* (février 1915 à novembre 1915).

———

AUGUSTE GAUVAIN

L'EUROPE

AU JOUR LE JOUR

Ouvrage (*Tomes I à VI*) couronné par
l'Académie des Sciences Morales et Politiques (Prix DROUYN de LHUYS)

TOME VII

LA GUERRE EUROPÉENNE

(Juin 1914 — Février 1915)



ÉDITIONS BOSSARD
43, RUE MADAME, 43
PARIS
1920

AVANT-PROPOS

Ce volume contient le récit de la plus terrible crise qui ait jamais secoué le monde. Sa publication coïncide avec la mise en vigueur du traité qui termine la grande guerre. Un recul de plus de cinq ans permet de juger de sang-froid les événements et les hommes. Il peut sembler téméraire de reproduire aujourd'hui des articles écrits sous le coup d'émotions bouleversantes, dans le tumulte des opérations militaires, sous l'impression de nouvelles confuses et parfois contradictoires, dans l'ignorance des secrets des chancelleries, et souvent avec une précipitation nécessitée par les exigences matérielles de la composition du journal. Pourtant je présente au public en toute tranquillité cette nouvelle série d'articles qui, comme ceux des volumes précédents, n'ont subi aucune retouche. Ils font revivre une époque pathétique et qui restera passionnante pour plusieurs générations, et les appréciations qu'ils formulent au jour le jour ont été presque toujours confirmées par les révélations officielles ultérieures. Du reste, même dans les moments les plus critiques, je me suis toujours efforcé de m'inspirer de l'esprit de l'historien et de me dégager des émotions ambiantes. Cela m'a valu les récriminations des auteurs de combinaisons compliquées et les rigueurs de la censure. Mais les articles censurés repa-

raissent intégralement maintenant et l'on sera stupéfait, en les lisant, de constater l'aveuglement et la puérilité des censeurs. Il n'est pas un seul passage supprimé dont la publication aurait pu causer le moindre mal, alors que beaucoup constituaient d'utiles avertissements.

Au sujet de la crise diplomatique de juillet 1914 les plus récents documents authentiques divulgués en Allemagne prouvent que les négociations des Cabinets de Vienne et de Berlin avec ceux de la Triple-Entente étaient une simple mise en scène destinée à tromper l'ennemi jusqu'à l'heure choisie pour l'attaque foudroyante. La puissance de mensonge et de dissimulation fut alors portée à son comble par les hommes d'État des empires centraux. Pourtant, aux yeux des personnes connaissant la politique et les méthodes germaniques, la volonté des deux monarques alliés d'imposer à l'Europe leur domination par la force ou par l'intimidation ne fit point de doute. Je la dénonçai avec énergie. Je n'ai à me repentir que d'avoir gardé quelques ménagements pour l'empereur François-Joseph. Je ne partageais nullement les illusions d'un grand nombre de Français sur la monarchie habsbourgeoise. Toutefois il me semblait que François-Joseph Ier, arrivé au terme extrême de la vieillesse, devait hésiter avant de se jeter, lui et l'édifice vermoulu qui l'abritait, dans un cataclysme universel. Mais lui et Guillaume II se valaient. Il ne ressentait pas plus de scrupules que le dernier des Hohenzollern. Seulement il entretint peut-être un instant l'espoir que la Russie ne mobiliserait pas, même après la mobilisation austro-hongroise, et qu'il n'aurait à se battre qu'avec la Serbie. Si, sur la foi de rapports d'agents diplomatiques, il crut vraiment cela, il est inexcusable d'avoir si faussement apprécié la situation générale. En tout cas il se conduisit, notamment envers la France, avec une fourberie qui laissera sur son nom une

flétrissure. Si les ménagements que j'observai à son égard furent injustifiés, ils montrent du moins que je n'étais point possédé de la fureur anti-autrichienne que certains m'attribuaient et que je regrettais, autant que les diplomates les plus conservateurs, de voir la monarchie habsbourgeoise trahir définitivement la mission que lui assignaient l'histoire, son propre intérêt et la civilisation.

Les illusions de la Triple-Entente sur la Turquie furent encore plus fortes que sur l'Autriche. Depuis le coup d'État consommé en janvier 1913 *par Enver Pacha et Talaat Bey, l'empire ottoman était aux mains de la clique germanique de Constantinople. Il était clair que, si cette bande à la solde du général Liman von Sanders restait au pouvoir, elle se ferait l'auxiliaire de l'Allemagne. Je demandai donc dès les premiers jours d'août que la Triple-Entente entreprît une action décisive à Constantinople pour obliger le gouvernement ottoman à remplir ses devoirs internationaux. Quelques jours plus tard, quand le* Gœben *et le* Breslau *pénétrèrent dans les Détroits, j'insistai pour qu'on exigeât leur désarmement immédiat et que les flottes russe, anglaise et française fussent chargées d'assurer l'exécution de l'opération. Alors les Détroits n'étaient point en état de défense, les navires de guerre anglais et français qui poursuivaient le* Gœben *et le* Breslau *pouvaient entrer à leur suite dans la Marmara, la flotte anglo-française pouvait rejoindre la flotte russe dans la Mer Noire. Les Turcs auraient salué notre arrivée avec enthousiasme et chassé les despotes de l'Union et Progrès. Maîtres des Détroits, nous aurions établi des communications régulières avec la Russie méridionale, tenu la Bulgarie en respect, déterminé la Roumanie à intervenir sans retard. La face de la guerre eût été changée.*

Mais les diplomates et les hommes d'État de la Triple-

Entente croyaient avec candeur à la bonne foi et aux bonnes intentions du gouvernement de Constantinople. En dépit de tous les avertissements il sse mirent à négocier avec lui un traité de neutralité au lieu de prendre immédiatement des gages. Pendant ce temps la mobilisation de l'armée ottomane s'effectuait dans tout l'empire d'après le plan du général Liman von Sanders. A la fin d'octobre, quand elle fut achevée et que les Détroits furent en état de défense, la flotte turque attaqua les côtes russes. Alors les trois Cabinets alliés se répandirent en cris d'indignation et organisèrent une expédition contre les Dardanelles. Il était trop tard. Conçue avec une incroyable légèreté, exécutée avec incohérence, l'expédition des Dardanelles aboutit à un désastre. Les populations chrétiennes de l'empire devinrent l'objet de féroces persécutions. Les Arméniens furent exterminés, les Grecs décimés. D'autre part, aussi radical dans son esprit de vengeance qu'il s'était montré lent à comprendre, le gouvernement britannique offrit Constantinople au tsar Nicolas. La Roumanie et d'autres États s'alarmèrent. Les Alliés s'engagèrent dans des combinaisons sans issue. L'erreur d'appréciation sur la Turquie prolongea la guerre d'au moins deux ans. Jusqu'à la fin de 1919 *des personnes influentes en France et en Angleterre prétendaient que, si l'on s'était montré plus coulant envers les Turcs, on les aurait gagnés à notre cause. Or les documents récemment publiés à Berlin par M. Kautsky établissent que, dès le* 2 *août* 1914, *un traité d'alliance avait été signé entre la Turquie et l'Allemagne.*

Des aberrations analogues se manifestèrent au sujet de la Bulgarie depuis les premières semaines de la guerre. On verra (article du 7 *novembre) que la censure de Bordeaux ne tolérait aucune critique, même la plus courtoise, contre le gouvernement de Sofia. Comme il fallait pourtant se faire*

entendre, et qu'on ne pouvait s'insurger contre la censure au moment où l'on se battait sur l'Yser, nous fûmes réduits à des circonlocutions bien pénibles. La catastrophe qui accabla l'Orient dans l'automne de 1915, *a son germe dans les incroyables complaisances de la Triple-Entente à l'égard de la Bulgarie pendant la première phase de la guerre.*

Parmi les avertissements que contient ce volume, il importe d'en signaler encore un : c'est celui adressé aux États qui intervinrent plus tard à nos côtés, mais qui marchandaient alors leur concours sans se préoccuper des intérêts généraux de la civilisation, et qui s'appliquaient à obtenir le maximum de butin en courant le minimum de risques. Le Giornale d'Italia, *organe de MM. Salandra et Sonnino, écrivait alors qu'un gouvernement ne devait pas mériter un prix de vertu, mais un prix d'histoire. Nous prévenions alors les gouvernements neutres qu'ils avaient intérêt à mériter un prix d'histoire qui serait en même temps un prix de vertu. D'après le* Giornale d'Italia, « *les règles de la morale étaient d'une telle nature qu'elles causaient la mort de ceux qui les observaient quand les autres ne les observaient pas également* ». *Les événements ne démontrent-ils pas aujourd'hui que les adeptes de cette doctrine réaliste ont, en fait, moins bien servi leur pays que les hommes qui, en Belgique, en France, en Angleterre, en Serbie, ont simplement appliqué la maxime idéaliste :* « *Fais ce que dois, advienne que pourra* » ?



AVERTISSEMENT

Les passages supprimés par la censure sont imprimés en italiques, entre crochets.



CHAPITRE PREMIER

L'ATTENTAT DE SERAJÉVO

ASSASSINAT DE L'ARCHIDUC FRANÇOIS-FERDINAND ET DE SA FEMME.

Dimanche, 28 juin 1914 ([1]).

L'AGENCE Havas nous communique à deux heures et demie de l'après-midi la dépêche suivante :

Serajévo. — *L'archiduc héritier François-Ferdinand et sa femme traversaient en voiture les rues de la ville, lorsqu'un homme tira sur eux des coups de pistolet. Tous deux furent mortellement blessés et décédèrent quelques instants après.*

L'archiduc héritier François-Ferdinand et sa femme, la duchesse de Hohenberg, étaient arrivés le 25 juin à Metkovitch, à bord du cuirassé *Viribus Unitis*. De là ils s'étaient rendus en automobile à Serajévo, capitale de la Bosnie, où ils faisaient un séjour officiel. Aucun détail n'est encore parvenu sur les circonstances de l'horrible attentat qui

([1]) Pour l'intelligence du texte, la date portée en tête de chaque article est celle du jour où le numéro du *Journal des Débats* a paru, et non celle du numéro lui-même qui, dans les journaux paraissant à Paris l'après-midi, est toujours la date du lendemain.

vient d'être consommé. On peut seulement rappeler que, depuis l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, les esprits étaient très excités dans la population serbo-croate, et que, après les victoires serbes dans les deux dernières guerres balkaniques, cette excitation avait encore augmenté.

La brusque disparition de l'archiduc François-Ferdinand est un événement politique européen de la plus haute importance. Le caractère de l'archiduc, les intentions qu'on lui prêtait, ses affinités politiques et religieuses faisaient supposer que son avènement entraînerait dans la monarchie dualiste des changements considérables.

Tout le monde connaissait son attachement profond au catholicisme et particulièrement à la Compagnie de Jésus, son peu de sympathie pour les Magyars, ses tendances slavophiles et ses projets de trialisme ou d'élargissement du régime dualiste actuel.

L'assassinat d'aujourd'hui ne change pas seulement la succession directe au trône. Elle assure, en outre, la succession en seconde ligne telle qu'elle est officiellement prévue.

En effet, les enfants de l'archiduc François-Ferdinand, issus du mariage avec la comtesse Sophie Chotek, n'étaient point héritiers du trône après lui. La comtesse Chotek, créée plus tard duchesse de Hohenberg, n'était point qualifiée pour devenir impératrice.

Toutefois on présumait qu'après la mort de François-Joseph le nouvel empereur réussirait à faire reconnaître sa femme comme impératrice et ses enfants comme héritiers du trône.

Aujourd'hui la succession est définitivement assurée au second héritier présomptif, l'archiduc Charles-François-Joseph, fils de l'archiduc Othon, marié à la princesse Zita de Bourbon-Parme.

CAUSES ET CONSÉQUENCES DE L'ASSASSINAT DE L'ARCHIDUC FRANÇOIS-FERDINAND.

Lundi 29 juin 1914.

L'abominable attentat consommé hier contre l'archiduc François-Ferdinand et sa femme est un crime politique. Ses deux auteurs, dont l'un a manqué son coup avec une bombe et dont l'autre a malheureusement réussi avec un revolver, sont des jeunes gens originaires de Bosnie et d'Herzégovine. Ils font partie de cette jeunesse exaltée serbo-croate qui conserve une rancune inexorable de l'incorporation de ces deux provinces dans la monarchie des Habsbourg. Depuis le fameux décret d'annexion du 6 octobre 1908, l'excitation des esprits dans les populations serbo-croates n'avait cessé de se manifester. Tantôt ouvertement, tantôt dans des cercles fermés, elle apparaissait chaque jour. Au plus fort de la crise bosniaque, quand le sud-ouest de la monarchie était couvert de troupes et que régnait l'état de siège, on avait peine à la comprimer. La célébration du jubilé de diamant de l'empereur-roi, le 2 décembre 1908, ressembla dans les deux provinces annexées à une cérémonie funèbre. La reconnaissance de l'annexion par l'Europe, la démobilisation et la levée de l'état de siège ramenèrent la tranquillité matérielle ; mais, moralement, le pays resta profondément troublé. Le scandale du procès d'Agram en 1909, où se révéla l'absence de scrupules, allant jusqu'au crime, des agents officiels du gouvernement, vint encore ranimer la fermentation des esprits.

L'imprudence de la politique orientale inaugurée par le

baron d'Aehrenthal éclata encore davantage lors de la grande crise balkanique de 1912-1913. Les victoires des Serbes à Koumanovo et à Monastir furent saluées dans toute la Slavie du sud de la monarchie des Habsbourg comme des victoires nationales. On cria : Vive la Serbie! jusque sur des bateaux autrichiens ; on illumina à Raguse et à Spalato ; l'émotion, l'enthousiasme furent incoercibles. On ne songea plus à cacher ses sentiments, on les afficha. Il y eut, on le sait, une seconde mobilisation et, de nouveau, la menace d'une guerre entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie pesa sur l'Orient. En ces circonstances, comme durant la crise bosniaque à la fin de l'hiver 1908-1909, beaucoup de personnes bien informées attribuèrent à l'archiduc François-Ferdinand des intentions belliqueuses. En fait, les organes de l'état-major général, dont les directeurs touchaient de près l'archiduc héritier, et les journaux politiques qui passaient pour recevoir les inspirations de ses confidents poussaient de toutes leurs forces à la guerre. En 1908-1909, la *Danzer's Armee Zeitung* déclarait qu'il fallait « percer l'abcès purulent serbe » et, au besoin, exterminer le peuple serbe. En 1912-1913, le monde officiel de Vienne lançait la légende de la mutilation du consul Prochaska par les Serbes afin de provoquer une rupture et de placer l'Europe devant les faits accomplis. On devine quelles angoisses, quels ressentiments éprouvèrent les Serbo-Croates, et ensuite quel orgueil, quand les traités de Londres et de Bucarest reconnurent solennellement la formation d'une Serbie agrandie. Avant 1908, une partie du monde serbe ne répugnait point à l'idée d'une grande Serbie dans l'intérieur même de la monarchie austro-hongroise. Après 1909 déjà, plus encore après 1913, le monde serbe ne regarda plus que du côté de Belgrade.

A Vienne, on parut enfin sentir la nécessité de remplacer le régime de compression par une tolérance relative. En Croatie, où la dictature avait suspendu toutes les garanties constitutionnelles, on en rétablit quelques-unes. En Bosnie et en Herzégovine, on esquissa une apparence de régime représentatif. Ces atténuations du « despotisme éclairé » produisirent un assez bon effet sur l'ensemble de la population. Mais, d'une part, le coup porté au prestige de la domination habsbourgeoise était définitif et l'attraction vers la Serbie libre allait en s'accroissant ; d'autre part, les concessions étaient tenues pour nulles et non avenues parmi les jeunes gens qui cédaient plus aux entraînements du rêve qu'aux conseils de la raison. C'est dans ces derniers milieux qu'ont vécu les assassins de l'archiduc-héritier. On ne sait pas encore exactement quand et comment ils conçurent l'attentat. Toutefois, il n'est pas très difficile de le deviner. Lorsqu'on apprit à Mostar et à Serajévo que l'archiduc-héritier allait venir en visite officielle dans les pays annexés, l'exaltation des jeunes révolutionnaires atteignit son paroxysme. Ils pensèrent sans doute à imiter le collégien croate qui avait tiré l'an dernier sur le ban. L'un des assassins d'hier avait été expulsé du lycée de Serajévo à cause de son mauvais esprit : il avait dû, depuis, méditer des projets de vengeance et probablement les faire partager à quelques camarades déséquilibrés comme lui.

L'assassinat d'hier est un crime horrible, injustifiable, inexcusable, et, lorsqu'on songe qu'il eut aussi pour victime la duchesse de Hohenberg, noble femme de vie exemplaire, de haute intelligence et du caractère le plus élevé, on ressent une indignation plus forte encore. C'est une catastrophe de famille. Mais ce n'est point une catastrophe nationale. La mort imprévue de l'archiduc Fran-

çois-Ferdinand ne crée ni complication intérieure, ni danger extérieur. C'est une tragédie de plus dans le long règne dramatique du vénérable empereur François-Joseph ; elle ne comporte en soi ni affaiblissement de la monarchie, ni atteinte à la dynastie.

L'archiduc François-Ferdinand n'était pas né héritier du trône des Habsbourg. Il le devint seulement à la suite de la mort de l'archiduc Rodolphe, fils unique de François-Joseph et de l'impératrice Elisabeth, et de la renonciation de son père, l'archiduc Charles-Louis, frère du souverain. A ce moment, rien ne semblait devoir troubler l'ordre officiel de la succession. Ou bien l'archiduc François-Ferdinand se marierait et ses fils, s'il en avait, seraient appelés à lui succéder ; ou bien son neveu Charles-François-Joseph, fils aîné de son frère cadet Othon, serait désigné après lui. Mais un événement anormal dans la maison d'Autriche se produisit : l'archiduc-héritier fit une mésalliance ; il épousa morganatiquement une jeune fille de maison non souveraine et dut renoncer par serment solennel, pour sa femme et sa descendance, à tous les « droits, titres, armoiries, privilèges, etc... qui appartiennent aux veuves *ebenbürtig* et à la postérité des archiducs issus de légitimes mariages ». Cette renonciation, entourée de toutes les garanties imaginables, fut enregistrée dans le statut de famille des Habsbourg. En Autriche, elle a toujours été considérée comme absolue et incontestable. En Hongrie, où le droit domestique des Habsbourg n'a pas la même force, le Parlement l'incorpora dans un statut du royaume (statut XXIV de 1900). Il y fut spécifié « que les enfants issus dudit mariage et leurs descendants ne posséderont aucun droit à succéder au trône dans les royaumes et les territoires représentés au Reichsrath (Autriche) ni, conséquemment, en vertu des statuts I et

II (Pragmatique sanction) de 1723, dans les territoires de la Couronne de Hongrie, et que les mêmes sont exclus de l'ordre de succession ».

Des stipulations aussi précises semblaient supprimer toute incertitude dans l'ordre successoral. Cela n'était pourtant pas tout à fait sûr. D'après certains jurisconsultes hongrois, les mariages morganatiques devaient produire, en Hongrie, les mêmes effets que les mariages légitimes, et la duchesse de Hohenberg avait qualité pour devenir reine de Hongrie ; quant aux enfants, une loi pouvait défaire ce qu'avait fait le statut XXIV de 1900. On voit quelles complications pouvait amener l'avènement de l'archiduc François-Ferdinand. Suivant toute vraisemblance, une fois monté sur le trône, le nouveau souverain aurait tenu à faire asseoir à ses côtés l'épouse de son choix ; sans doute aussi aurait-il partagé le désir de sa femme de voir leurs fils reconnus comme héritiers présomptifs. Il aurait pu se faire délier de son serment religieux par le pape et de son engagement politique par le Parlement hongrois. En Autriche, la combinaison se fût probablement heurtée à des résistances invincibles ; en dépit de tout, l'archiduc Charles-François-Joseph y fût resté le seul héritier légitime du trône. C'eût été une source de difficultés inextricables.

C'étaient là des considérations d'avenir assez lointain. Cependant, au début du nouveau règne, elles eussent lourdement pesé sur le présent. Malgré la sincérité des regrets et la vivacité de la douleur que les peuples de l'empereur François-Joseph ressentent en ce moment pour l'assassinat de l'archiduc-héritier et de sa femme, ils trouvent donc une sorte de consolation dans la disparition des chances de conflits intérieurs qu'eût fait fatalement naître l'avènement du malheureux prince. L'archiduc

Charles-François-Joseph, marié à la princesse Zita de Bourbon-Parme, et déjà père d'un jeune fils, est universellement aimé dans les deux moitiés de la monarchie. L'empereur-roi avait déjà pour lui une prédilection intime que les convenances politiques lui interdisaient de marquer. Il va désormais concentrer sur lui son affection et ses soins.

Dans le grand deuil où la tragédie d'hier plonge la famille impériale ainsi que toute la monarchie, tout le monde s'inclinera respectueusement devant le souverain octogénaire à qui la vie n'a épargné aucune épreuve, aucune douleur.

LE DRAME DE SERAJÉVO ET L'OPINION EUROPÉENNE. — LES MENACES DE LA REICHSPOST. — LES RÉVÉLATIONS DE M. STEED.

Mardi 30 juin 1914.

Le double assassinat de Serajévo provoque une réprobation universelle qui trouve une expression indignée dans la presse de tous les pays. En présence de ce crime monstrueux, on ne peut songer tout d'abord qu'à maudire les assassins et à plaindre les victimes. A cet égard, le ton des journaux est irréprochable, même dans les pays où l'on avait eu le plus sujet de se plaindre de la politique de l'archiduc François-Ferdinand. En Serbie notamment, où l'on commémorait l'anniversaire de la bataille de Kossovo, les réjouissances publiques furent arrêtées spontanément à la première nouvelle de l'attentat ; on eut aussitôt l'im-

pression que le lieu de l'assassinat et la personnalité des assassins, quoiqu'ils fussent sujets austro-hongrois, pouvaient mêler la Serbie au drame et l'on observa l'attitude la plus digne. En Russie également, où la mobilisation autrichienne d'octobre 1912 a laissé d'amers souvenirs, le langage des journaux est parfait. Aussi en Italie, contre qui la victime d'avant-hier fit prendre à certains moments des précautions militaires suspectes, on n'a pas un mot déplacé ; on ne laisse percer nulle part le soulagement intime causé par la disparition d'un prince dont les sentiments pour l'Italie et les Italiens de l'Istrie-Dalmatie étaient tout au moins peu amicaux.

Le drame de dimanche n'éveillerait donc aucune préoccupation d'ordre international si l'on ne voyait éclater dans certains milieux autrichiens des intentions nettement agressives contre la Serbie. Certes, il est bien naturel que, sous le coup de la douleur et de l'émotion, les Autrichiens en général et les amis des victimes en particulier se laissent aller à des appréciations véhémentes, même injustes. On ne peut exiger en pareil cas le sang-froid et la modération de la part des personnes touchées au fond de leur cœur. Mais il est une limite qui s'impose aux récriminations publiques contre les tiers. Cette limite vient malheureusement d'être dépassée. La *Reichspost*, qui passait justement pour l'interprète le plus fidèle des pensées de l'archiduc François-Ferdinand et dont l'influence est grande dans les milieux militaires, dirige aujourd'hui des menaces formelles contre la Serbie. Elle s'exprime comme si l'assassinat de dimanche avait été commis à Belgrade par des sujets du roi Pierre. Toujours aveugle sur les mouvements intérieurs dans la monarchie dualiste, elle s'obstine à chercher des causes extérieures au mécontentement des sujets de l'empereur François-Joseph. Elle

s'en prend à la Serbie et à la Russie de l'irritation des Serbo-Croates. Elle croit trouver à Belgrade et à Pétersbourg les instigateurs de Cabrinovitch et de Prinzip [1]. Elle voit là une provocation directe et pousse son cri de guerre. « Nous avons, dit-elle, une défaite à réparer, nous avons à faire payer le meurtre de Serajévo à ses instigateurs. L'assassinat de notre archiduc-héritier est pour nous l'avis que la onzième heure a sonné : nous attendons le coup de la douzième. »

Ce ne sont point là des divagations proférées dans une heure d'égarement. Ce sont des opinions froidement raisonnées. La *Reichspost* ne se borne pas à réclamer la guerre pour demain ; elle exprime crûment le regret que ses exhortations à la guerre n'aient pas été suivies en 1909 et en 1912 : « On n'a pas tenu compte, avoue-t-elle, de l'élan de l'armée qui, d'instinct, voulait se jeter sur la Serbie pour en finir avec cet État. » Il faut éclairer cette phrase à la lumière du fameux article du 25 février 1909 de la *Danzer's Zeitung* (*Débats* du 1er mars 1909) : « Dès que nous jugerons le moment venu, disait l'organe de l'état-major général, la Serbie devra être combattue avec toute notre puissance, rapidement et sans ménagement. L'armée impériale devra se ruer de toutes parts, comme un ouragan, à l'assaut de l'insolent drôle et se déverser dans son pays comme un torrent... La création artificielle qui s'appelle royaume de Serbie représente aujourd'hui un abcès purulent qui menace de tout infecter. Il doit être opéré...Quiconque cherche à soutenir la Serbie est notre ennemi. Nous sommes assez forts pour repousser de telles attaques et de tels protecteurs. Nous châtierons la Serbie, nous la conquerrons, nous la garderons... Si cela déplaît à

(1) Noms des deux assassins.

quelqu'un, qu'il vienne donc!» Pour les gens de la *Reichspost*, de la *Danzer's Armee Zeirtung*, etc., la morale publique n'existe pas. A leurs yeux, la fin justifie toujours les moyens. Peu leur importe la bassesse, l'odieux des moyens ; ils ont uniquement en vue la fin, celle qu'ils placent au-dessus de tout, si contestable qu'elle soit pour tout autre qu'eux.

Allons-nous revivre les jours de mars 1909 où l'on fut à la veille d'une conflagration générale? Tous les hommes politiques doivent avoir présents à l'esprit en ce moment le récit sobre et pathétique de cette crise dans le livre de M. Henry Wickham Steed, correspondant du *Times* à Vienne pendant dix ans, et aujourd'hui *foreign editor* de ce journal : *La Monarchie des Habsbourg*. M. Steed, dont les renseignements et la bonne foi sont au-dessus de tout soupçon, raconte comment le baron d'Aehrenthal fit publier, le 25 mars 1909, par le docteur Friedjung, dans la *Nouvelle Presse libre*, des documents faux, fabriqués à la légation d'Autriche-Hongrie à Belgrade, afin d'établir la « preuve » d'un vaste complot serbe et de justifier une subite invasion de la Serbie. « Si la Russie, dit M. Steed, n'avait retiré son appui à la Serbie à la suite de l'intervention de l'ambassadeur d'Allemagne à Saint-Pétersbourg, le 24 mars 1909 — la veille de la publication de l'article de M. Friedjung —, il n'y aurait plus eu aucune chance de percer à jour les procédés d'Aehrenthal, car l'Autriche-Hongrie aurait envahi la Serbie et fait exécuter, en vertu de la loi martiale, les Serbo-Croates que les faux accusaient de haute trahison. » Les hommes dirigeants combinaient alors à Vienne, à tête reposée, des faux et des exécutions d'innocents en vue de déchaîner une guerre qu'ils jugeaient favorable à leurs intérêts. Il s'en est fallu de rien qu'ils missent l'Europe à feu et à sang pour assouvir

leurs ambitions et leurs haines. Est-ce bien à ces apologistes du crime profitable de joindre des menaces à leur indignation d'aujourd'hui ?

L'Autriche n'a jamais rien gagné au système de compression. L'entassement des patriotes italiens dans ses prisons ne l'a pas empêchée de perdre la Lombardie et la Vénétie. Elle ne sauvera pas sa Slavie du Sud-Ouest en incarcérant des multitudes de suspects et en terrorisant ses sujets serbes. Que ne songe-t-elle enfin à se faire aimer au lieu d'essayer de se faire craindre ! Un beau rôle, bien approprié à son caractère. s'offre à l'archiduc Charles-François-Joseph.

LE DRAME DE SERAJÉVO ET LE VERTIGE AUTRICHIEN, — LES FAUSSES NOUVELLES.

Mercredi 1er juillet 1914.

Si la mort imprévue de l'archiduc François-Ferdinand n'est pas en soi de nature à jeter la monarchie dans des complications politiques, puisque la régularité de l'ordre successoral devient mieux assurée, il n'en est pas de même des circonstances qui l'entourent. Il apparaît de plus en plus clairement que les partisans de la grande politique viennoise, les hommes qui pressaient l'empereur François-Joseph en 1909 et 1912 d'envahir la Serbie à l'improviste, saisissent avidement le prétexte du crime de dimanche pour reprendre leur campagne. On a lu hier les incitations de la *Reichspost*. Cet organe chauvin redouble ses coups aujourd'hui : il accuse tout le peuple serbe de

Serbie du crime commis par deux sujets de l'empereur-roi sous les yeux des troupes et de la police austro-hongroise. La *Militaerische Rundschau* ne se gêne pas davantage, elle crie : à Belgrade! Elle somme le gouvernement de Vienne de mettre directement en cause le gouvernement serbe, et elle conclut : « A la moindre tentative de nier ou de louvoyer, notre seule réponse doit être enfin, enfin, la marche sur Belgrade! » On revoit là le même mélange de cynisme et de férocité qu'au cours des deux dernières grandes crises orientales.

L'opinion européenne doit être avertie. Il faut qu'elle ne se laisse pas entraîner par le flux de fausses nouvelles qui, de Vienne et de Pest, va se répandre sur tout l'Occident. La complicité des autorités serbes dans l'attentat de dimanche est d'une invraisemblance extravagante. Rien, absolument rien ne justifie le plus léger soupçon en ce sens. On pourrait tout aussi bien prétendre que les assassins ont agi sur les instigations d'agents provocateurs autrichiens. Du moins l'existence de ceux-ci est certaine et il est matériellement prouvé qu'ils ont commis des actes criminels en Serbie et en Croatie durant ces cinq dernières années. Ne pourrait-on pas également s'étonner que, malgré l'avertissement de la première bombe, les troupes et la police qui garnissaient les rues de Serajévo n'aient pu prévenir le second attentat? Il est difficile de pousser l'incurie, on pourrait dire la stupidité, plus loin que ne l'ont fait les personnes chargées de veiller sur la vie de l'archiduc héritier et de sa femme. Les accusations empoisonnées contre la Serbie se trompent d'adresse.

Parmi les informations tendancieuses mises en circulation ce matin, il en est une surprenante. On annonce que les gouvernements serbe et monténégrin avaient résolu de publier, le dimanche 28 juin, jour anniversaire de la ba-

taille de Kossovo, et jour de l'attentat, leur intention de proclamer l'unité des deux royaumes. La nouvelle de l'assassinat de l'archiduc héritier et de sa femme aurait fait ajourner cette proclamation. L'invraisemblance de la nouvelle saute aux yeux. Si la proclamation avait été décidée pour dimanche, elle aurait eu lieu dans la matinée ou tout au moins au commencement de l'après-midi, avant l'heure de l'assassinat, avant l'heure où l'assassinat a été connu à Belgrade. Elle aurait eu lieu simultanément à Belgrade et à Cettigné. Or, ni à Belgrade, ni à Cettigné, où la nouvelle du drame est parvenue plus tard qu'à Belgrade, il ne s'est rien passé. Le roi de Montenegro, qui se trouvait à Munich ces jours-ci, était en voyage ; le prince Danilo est également absent du royaume ; le roi de Serbie est aux bains de Vrania. Comment, en l'absence de ces princes, eût-on exécuté pareille décision ?

La nouvelle lancée ce matin est donc manifestement erronée. Quant au dessein de la Serbie et du Montenegro de s'unir un jour, il est bien au fond du cœur des deux peuples, qui sont de même race, de même langue, de mêmes mœurs et de mêmes sympathies politiques. Mais les gouvernements n'ont nullement l'intention de proclamer l'unité. Nous sommes autorisés à le déclarer formellement. Le voudraient-ils, que des considérations dynastiques les arrêteraient aujourd'hui. Ils veulent laisser agir le temps. Avant la fusion des dynasties et des royaumes, si elle doit s'opérer, il y aura la fusion des esprits et des institutions. Et contre cela personne n'aurait le droit de protester.

LES ABERRATIONS DE L'OPINION EN AUTRICHE. — LES EXCITATIONS DE LA PRESSE ALLEMANDE.

Jeudi 2 juillet 1914.

Les nouvelles d'Autriche-Hongrie ne sont pas meilleures aujourd'hui. Non seulement à Serajévo et en Bosnie-Herzégovine, mais encore en Croatie et jusqu'à Vienne, on signale des excès commis contre la population serbe, des manifestations violentes contre la Serbie. En Croatie, le parti Frank, qui s'est couvert d'opprobre durant le fameux procès d'Agram, prend une revanche sauvage contre ses anciennes victimes ; il profite de la complaisance de la police pour opérer lui-même contre les adversaires que ses machinations de 1908 et de 1909 n'ont pas réussi à faire exécuter. Dans cette frénésie, les catholiques militants rivalisent avec les musulmans. Pour qui connaît le caractère musulman, il est hors de doute que les mahométans de Bosnie et d'Herzégovine n'ont pu se livrer à des actes de violence contre les orthodoxes qu'avec la complicité, sinon les encouragements de certaines autorités locales. Tout cela produit une fermentation qui, finalement, tournera contre les intérêts de la monarchie dualiste. Les aveugles sont seuls à ne pas s'en apercevoir. Les pitoyables représailles exercées aujourd'hui contre une multitude d'innocents se payeront cher plus tard.

On semble avoir perdu dans certains milieux toute faculté de raisonnement. C'est ainsi qu'on incrimine violemment le gouvernement et la police serbes sous prétexte qu'on aurait découvert de nouvelles bombes à Serajévo.

Suivant les autorités de cette ville, y compris l'archevêque catholique, on aurait trouvé des bombes jusque sur les branches des arbres le long de la route que devait suivre l'archiduc François-Ferdinand ; il y aurait eu deux bombes sous la table de la salle à manger où devait déjeuner l'archiduc ; il y en aurait eu encore dans la cheminée de sa chambre à coucher. Ainsi on aurait placé des bombes tout le long des routes et l'on en aurait semé les appartements de l'archiduc, dans un pays couvert de troupes austro-hongroises où la police surveille le moindre geste des simples touristes, et ce serait la faute de la Serbie! C'est encore plus grotesque qu'odieux.

L'affolement des cercles militaires et cléricaux d'Autriche-Hongrie tend malheureusement à se propager en Allemagne sous une autre forme. La *Germania* met en cause « la nationalité serbe tout entière » et l'entourage du roi Pierre lui-même ; elle incite l'Autriche à demander à la Serbie « des garanties contre le retour de pareilles monstruosités en exigeant le concours de la police hongroise sur le territoire serbe ». Le *Berliner Tageblatt*, qui ne partage pourtant point d'ordinaire les passions de la centriste *Germania*, voit dans l'attentat de Serajévo « une affaire internationale ». A son avis, l'Autriche a le droit d'entreprendre des démarches diplomatiques de nature à lui « garantir la loyauté future de son voisin serbe ». Des garanties pour l'avenir! Cela sonne singulièrement dans les colonnes d'un journal allemand. Si le Cabinet de Vienne s'abandonnait à pareille imprudence, les pires complications seraient à craindre. Certainement la Serbie ne serait pas laissée en tête-à-tête avec l'Autriche dans des conversations où son indépendance serait en jeu ; le langage de la presse russe ne laisse aucun doute à ce sujet.

LES FUNÉRAILLES D'ARTSTETTEN. — LETTRE DE FRANÇOIS-JOSEPH I[er] A SES MINISTRES. — ORDRE DU JOUR IMPÉRIAL A L'ARMÉE ET A LA MARINE.

Lundi 6 juillet 1914.

Les deux victimes du drame de Serajévo reposent aujourd'hui dans le caveau funéraire du château d'Artstetten, que l'archiduc François-Ferdinand avait fait construire afin de n'être point séparé par la mort de l'épouse de son choix à qui les rigueurs de l'étiquette devaient fermer la crypte de l'église des Capucins. Pendant les tristes journées écoulées depuis le 28 juin jusqu'aux obsèques de l'archiduc héritier et de la duchesse de Hohenberg, l'empereur François-Joseph et la nation austro-hongroise ont reçu de toutes parts les marques les plus touchantes de sympathie. Tout le monde a compris l'étendue de la perte éprouvée par le monarque et la monarchie ; tout le monde s'est associé à la douleur du vénérable souverain et aux regrets de ses peuples. Toutefois, si cruelle que fût la brusque disparition de l'archiduc François-Ferdinand et de sa femme, ce n'était point, nous l'avons dit, une catastrophe nationale. Elle n'est point comparable à la mort de l'archiduc Rodolphe. Elle ne trouble point l'ordre de succession au trône. Un autre héritier est naturellement désigné pour remplacer le prince tombé sous les balles d'un assassin, et cet héritier, qui a l'âge d'homme, donne les plus belles promesses. Enfin, pour tout dire, l'archiduc François-Ferdinand ne jouissait d'une véritable popularité que dans les cercles militaires, tandis qu'il ins-

pirait des sentiments sensiblement différents dans d'autres milieux, à Vienne même. La perspective de son avènement n'était point sans éveiller d'appréhensions parmi les hommes politiques les plus attachés à la dynastie, jusque chez les anciens libéraux allemands. Il n'y a donc pas lieu, pour les sujets de l'empereur-roi, de concevoir aujourd'hui des inquiétudes qui seraient hors de proportion avec l'importance politique de l'événement, ni de confondre le deuil d'une mort déplorable avec le sort de la monarchie. Les coups de revolver de Prinzip n'ont point ébranlé le trône des Habsbourg.

L'empereur François-Joseph a sans doute cru qu'il ne serait pas sans péril de laisser l'opinion publique s'égarer trop longtemps dans le découragement et la colère. Quoique accablé sous l'affliction, il a trouvé le courage d'adresser aux présidents des Conseils d'Autriche et de Hongrie et au ministre commun chargé de l'administration de la Bosnie-Herzégovine — les deux provinces annexées en 1908 sont, en effet, placées sous la souveraineté directe de l'empereur-roi sans relever ni de la Cisleithanie, ni de la Transleithanie — une lettre de la plus haute inspiration, où les choses sont remises au point. Un ordre du jour impérial à l'armée et à la marine a paru en même temps.

Post.-Scriptum. — Voici le texte de la lettre autographe de l'empereur-roi à ses ministres :

« Je me sens profondément ébranlé et reste sous l'impression du fait tragique qui a emporté mon neveu bien-aimé au milieu de la tâche à laquelle il s'était consacré avec un vif sentiment du devoir et qu'il accomplissait aux côtés de sa courageuse femme qui persista à se tenir fidèlement près de lui dans une heure de danger. Cet événement m'a plongé, moi et ma Maison, dans le deuil le plus douloureux. Si quelque chose peut alléger cette amère douleur, c'est certainement les preuves sans nombre de chaleureuse sympathie et de sincère compassion qui,

ces jours derniers, me sont venues de tous les milieux de la population. Une main criminelle m'a privé d'un parent qui m'était cher, d'un collaborateur fidèle, a enlevé à des enfants d'un âge tendre et à peine élevés, qui avaient besoin de leurs protecteurs naturels, tout ce qui leur était cher sur la terre, et a amoncelé sur leurs têtes innocentes un malheur sans nom.

« *Le vertige d'un petit nombre d'hommes induits en erreur* ne saurait cependant ébranler les liens sacrés qui nous unissent, moi et mes peuples ; il ne peut atteindre les sentiments d'affection profonde qui ont été manifestés à nouveau d'une manière si touchante envers moi et envers ma Maison, régnant depuis des siècles. Pendant soixante-cinq ans j'ai partagé avec mes peuples la tristesse et la joie, songeant toujours, même dans les heures les plus difficiles, à mes devoirs élevés, à ma responsabilité pour le sort de millions d'hommes dont j'aurai à rendre compte au Tout-Puissant.

« La nouvelle et douloureuse épreuve qu'il a plu à la décision insondable de Dieu de m'infliger, à moi et aux miens, affirmera en moi la résolution de persister jusqu'à mon dernier soupir dans la voie reconnue comme la meilleure pour le bien de mes peuples, et, si je puis un jour transmettre à mon successeur le gage de leur affection comme un legs précieux, ce sera là la plus belle récompense de ma sollicitude paternelle à leur égard. Je vous charge de notifier à tous ceux qui, dans ces jours de douleur, se sont serrés avec une fidélité et un dévouement éprouvés autour de mon trône mes remerciements les plus vivement sentis.

« FRANÇOIS-JOSEPH. »

Voici d'autre part le texte de l'ordre du jour impérial à l'armée et à la marine.

« Son Altesse impériale et royale, l'archiduc François-Ferdinand, général de la cavalerie, amiral et inspecteur général de toutes nos forces armées, a succombé à un attentat abominable commis contre sa vie. Plongé dans l'affliction la plus profonde, je déplore, avec tous les membres de mon armée et de ma flotte, la perte du défunt, dont l'activité s'employait justement à remplir les devoirs militaires qui lui étaient chers. Son dernier ordre du jour est adressé aux braves troupes qui, en Bosnie et en Herzégovine, s'efforcent avec fidélité et joie d'atteindre le plus complet entraînement.

« Pour élevée qu'était la situation que j'avais donnée au défunt archiduc, sa conception des tâches qu'il avait acceptées n'était pas moins élevée. C'est au milieu de l'accomplissement joyeux de son œuvre qu'il nous a été enlevé. Nous nous inclinons avec mélancolie devant la volonté insondable du Tout-Puissant qui a exigé une si haute victime de

moi, de mes troupes de terre et de mer et de la patrie. Cependant je ne renonce pas à l'espoir d'un avenir prospère, car je suis convaincu que, dans toute situation difficile devant laquelle nous pourrions nous trouver, l'Autriche-Hongrie peut compter pour sa défense sur son armée et sa flotte inébranlablement fidèles à leur devoir.

« François-Joseph. »

LES PROVOCATIONS DE LA PRESSE AUSTRO-ALLEMANDE ET LES POGROMS DE SERAJÉVO.

Samedi 11 juillet 1914.

Il est curieux de suivre en ce moment la presse austro-hongroise. Les journaux qui, dès le lendemain du drame du 28 juin, ont fait campagne contre la Serbie saisissent chaque jour le moindre prétexte pour préconiser la politique de représailles. Régulièrement une note officieuse vient avertir le public que cette politique n'est point celle du gouvernement. Les journaux en question baissent un jour leur ton ; mais, le lendemain, ils reviennent à la charge à propos de n'importe quoi. Tout d'abord le gouvernement de Vienne a désavoué tout projet de rendre la Serbie responsable à un titre quelconque de l'assassinat de l'archiduc-héritier et de sa femme par deux jeunes gens de Bosnie-Herzégovine. Puis il a démenti l'intention de faire procéder à une enquête en Serbie par des agents austro-hongrois. Ensuite l'empereur François-Joseph a remercié lui-même, dans une lettre publique, le prince de Montenuovo de la fidélité avec laquelle il s'était ponctuellement conformé à ses instructions pour les obsèques des deux victimes du 28 juin, alors que des articles indignés accusaient le grand maître de la cour d'avoir volontaire-

ment diminué l'éclat des cérémonies funèbres de Vienne et d'Artstetten. Hier, enfin, une note officieuse déclarait que les informations publiées au sujet de l'audience accordée par l'empereur-roi au comte Berchtold à Ischl étaient « dénuées de tout fondement authentique ».

Cela prouve deux choses. D'une part, les amis personnels du malheureux archiduc assassiné ont organisé une sorte de Fronde ; d'autre part, les membres du parti clérico-militaire prennent leurs désirs pour des réalités et tentent de forcer la main au souverain en annonçant comme des résolutions fermes du gouvernement leurs propres projets. A tort ou à raison tous ces personnages comptaient sur l'archiduc François-Ferdinand pour inaugurer dans la monarchie « un nouveau cours », celui de la manière forte. Aujourd'hui, après la brusque disparition de l'homme en qui ils avaient mis leurs espoirs, ils se cramponnent à leur système et entraînent avec eux les esprits impulsifs ou incertains. Ils ne se bornent point à prêter leurs idées aux ministres dirigeants ; ils les prêtent aussi aux grandes puissances. C'est ainsi que les dernières dépêches de Vienne nous informent que les puissances de la Triple-Entente se joindront à l'Autriche-Hongrie pour adresser des observations au Cabinet de Belgrade. Décidément le goût de la contre-vérité semble le trait dominant des polémistes austro-hongrois. On remarque avec plaisir que la *Zeit* fait exception dans ce concert de mensonges. Par contre, ceux-ci ont trouvé en Allemagne un écho généralement favorable. L'assassinat de l'archiduc semble avoir provoqué un désappointement plus cruel dans certains milieux de Berlin qu'à Vienne même. Quels qu'aient été les résultats de l'entrevue de Konopicht, il paraît certain que Guillaume II avait combiné avec l'archiduc François-Ferdinand diverses mesures de préparation militaire.

Heureusement, dans la tristesse de son deuil, l'empereur François-Joseph n'a perdu ni le sang-froid, ni le jugement, ni l'autorité. Par deux fois déjà il est intervenu personnellement pour remettre les choses au point. Il ne se laissera distraire de son devoir de monarque et d'honnête homme ni par les cabales de cour, ni par les excitations de la presse. D'ailleurs, il doit maintenant être exactement informé de ce qui s'est passé à Serajévo, et cela ne fait pas honneur aux agents de son gouvernement. Des informations qui nous parviennent de témoins oculaires il résulte ceci : les excès de toute sorte commis contre la population orthodoxe de Serajévo ont été organisés par la police de la ville ; il en a été très vraisemblablement de même dans les autres localités de Bosnie et d'Herzégovine.

L'assassinat eut lieu le 28 juin, un peu avant midi. Toute la journée se passa sans troubles. Il est donc absolument faux de dire que les pillages et les excès furent commis par une foule surexcitée par l'attentat. C'est le lendemain 29 seulement que des bandes d'individus louches, rôdeurs des faubourgs, gens sans travail et enfants de la rue, accompagnés par des agents de police, se mirent à manifester, à piller, et à assommer les orthodoxes qui osaient défendre leurs maisons ou leurs biens. Ces individus, armés de couteaux, de haches et de revolvers, étaient assez peu nombreux, au plus trois ou quatre cents en tout. Il eut été facile de les rendre inoffensifs. Bien au contraire, la police les protégeait ; elle arrêtait et « passait à tabac » les propriétaires pillés. Elle laissait emporter sous ses yeux le mobilier, l'argenterie, les bijoux. Ce fut un véritable « pogrom », et les apologistes de ces horreurs furent précisément les journaux de Vienne et de Pest qui flétrissent les pogroms russes, les mêmes qui jettent feu et flamme chaque fois qu'on fait courir le bruit qu'on touche

à un cheveu de la tête d'un israélite en Roumanie — où les juifs prospèrent dans une tranquillité qu'envient beaucoup de chrétiens sujets de la monarchie dualiste. Il faut dire encore que les manifestants de Serajévo se vantaient publiquement d'avoir reçu chacun cinq couronnes pour la belle besogne confiée à leurs soins. Il s'agissait de montrer à l'Europe que la masse de la population bosniaque était hostile aux Serbes et l'on ne boudait point devant la dépense. Tels sont les procédés de l'administration qui était chargée de veiller à Serajévo sur la vie de l'archiduc François-Ferdinand et de la duchesse de Hohenberg.

LE VOYAGE DE M. POINCARÉ EN RUSSIE.

16 juillet 1914.

En dépit de toutes les tentatives d'obstruction parlementaire, publiques ou sournoises, le président de la République a pu s'embarquer pour la Russie avec le président du Conseil, le jour fixé au programme du voyage officiel. Au lieu de quitter Paris dans le milieu de la journée, comme il était primitivement convenu, il a dû attendre minuit pour partir. Mais ce retard n'aura causé que des changements d'itinéraire et des complications personnelles aux passagers du *France* ; les visites à l'empereur de Russie et aux souverains des États scandinaves s'accompliront ponctuellement sans aucune modification. La presse de tous les pays ne va pas manquer de se répandre en commentaires de toute sorte sur les entretiens de M. Poincaré et de M. Viviani avec le tsar Nicolas et les

hommes d'État russes. A l'étranger, chacun interprétera suivant ses intérêts les événements prévus d'un voyage où tout est réglé d'avance. Par exemple, plusieurs de nos confrères allemands disent déjà que l'alliance franco-russe n'a jamais été aussi solide qu'aujourd'hui ; mais ce n'est point pour rendre simplement hommage à la vérité qu'ils font cet aveu : c'est afin d'engager le peuple allemand à s'armer plus fortement que jamais. En France, il conviendra de ne point s'abandonner à des commentaires trop précis.

Une visite de chef d'État à chef d'État ne comporte point des règlements d'affaires en cours comme entre chefs de maisons de commerce. On n'arrive point avec une liste de questions qu'il faut liquider avant de se séparer. On échange des vues. On remet certaines choses au point s'il en est besoin, et l'on s'assure que l'on est d'accord sur le développement de la politique extérieure des deux pays dans les parties du monde où ils ont des intérêts communs. On ne conclut que les accords préalablement élaborés dans les chancelleries. On ne peut donc s'attendre à ce que M. Poincaré rapporte de Pétersbourg des conventions nouvelles. Mais les sujets de conversation ne manqueront pas : la crise orientale n'est pas apaisée, les grandes questions touchant l'équilibre européen restent à l'ordre du jour, les préoccupations d'ordre militaire et naval sont d'une acuité plutôt croissante. Entre la France et la Russie, les liens sont déjà si intimes qu'il est difficile de les resserrer davantage. On a prévu presque tout ce qu'on pouvait raisonnablement prévoir. La tâche des hommes d'État des deux nations se borne désormais à consolider ces liens et à maintenir le contact aussi étroitement que possible. Cette tâche, d'ailleurs, est par elle-même suffisamment absorbante. Il est hors de doute qu'elle sera grandement

facilitée par la visite de M. Poincaré. De même, on peut considérer comme certain que le président de la République et son président du Conseil s'attacheront à faire concorder aussi exactement que possible la politique extérieure de la France et de la Russie avec celle de l'Angleterre. Dans l'état actuel de l'Europe, l'entente des trois gouvernements joue un rôle essentiel. Le fait que les ambassadeurs de France et de Russie ont mission de conférer régulièrement à Londres avec le chef du Foreign Office montre assez que, de part et d'autre, les intentions ne laissent rien à désirer.

Nous sommes donc assurés que le voyage commencé hier sera suivi des meilleurs résultats. Mais nous pensons qu'il est inutile d'énumérer aujourd'hui les affaires où nous comptons obtenir satisfaction, de même qu'il serait superflu, au retour du *France*, de proclamer les résultats acquis. Les hommes d'État responsables doivent réaliser ces choses-là pour qu'elles soient faites, non pour dire qu'ils les ont faites. La réserve en pareille matière n'est pas seulement une garantie contre les erreurs et les exagérations ; elle nous prémunit aussi contre l'exploitation de prétendues révélations par nos rivaux toujours prompts à tirer parti de nos moindres imprudences.

LA POLITIQUE ALLEMANDE D'APRÈS LE LIVRE DU PRINCE DE BULOW : « L'ALLEMAGNE SOUS L'EMPEREUR GUILLAUME II ».

Vendredi 17 juillet 1914.

Quelque temps après la publication des Mémoires du prince de Hohenlohe, son successeur déclara au Reich-

stag : « Je n'écris pas de Mémoires. » En effet, l'ouvrage du prince de Bülow dont M. Maurice Herbette présente aujourd'hui au public français une fidèle traduction sous le titre *La politique allemande* n'a rien de commun avec des Mémoires. C'est un chapitre — un fort chapitre — extrait d'une grande publication parue ce printemps à l'occasion de la vingt-cinquième année de règne de l'empereur Guillaume II : *L'Allemagne sous l'empereur Guillaume II*. Le quatrième chancelier allemand y expose, avec l'autorité des hautes fonctions qu'il a remplies et l'expérience d'une longue carrière passée dans l'intimité des plus grands personnages, ce qu'a été et ce que doit être la politique allemande. On chercherait en vain la moindre révélation, ou même une de ces indiscrétions où se complaisent les hommes d'État tombés du pouvoir. Le prince de Bülow s'attache seulement à expliquer à ses compatriotes comment et pourquoi la politique continentale suivie par le premier chancelier, fondateur de l'empire, s'est lentement transformée en une politique mondiale.

La caractéristique de l'ouvrage est le soin mis par l'auteur à inculquer au lecteur l'idée que cette transformation n'est point une déformation, mais la continuation logique de l'œuvre bismarckienne. Tous les observateurs politiques avaient reconnu sans peine dans le prince de Bülow un disciple respectueux et enthousiaste de Bismarck. Aucun d'eux n'a pu se méprendre sur les raisons qui l'ont guidé aux moments les plus critiques de son ministère de douze ans (1897-1909). Si, durant cette période mouvementée, l'Allemagne s'engagea dans la voie des acquisitions coloniales et dans la construction d'une puissante flotte de guerre, ce ne fut point par dérogation aux traditions du chancelier de fer ; ce fut au contraire afin de faire

produire à sa politique ses résultats naturels : « L'unité politique, nous dit le prince de Bülow, n'a pas été la conclusion de notre histoire ; elle est devenue le début d'un nouvel avenir. Placé au premier rang des puissances européennes, l'empire allemand a repris une part entière à la vie de l'Europe. » Bismarck avait montré les voies nouvelles en parcourant les anciennes jusqu'à leur terme : « Son travail à lui nous a, à proprement parler, ouvert les portes de la politique mondiale. Ce n'est qu'après l'unification et l'affermissement politique de l'Allemagne que les entreprises économiques des Allemands pouvaient prendre des proportions mondiales... Si, dans nos nouvelles directions de politique mondiale, nous nous écartons de la politique européenne du premier chancelier, il n'en reste pas moins avéré que les entreprises de politique mondiale au vingtième siècle sont la suite logique des entreprises de la politique continentale qu'il a menées à bien. »

L'instrument nécessaire de la nouvelle politique, c'est une flotte de guerre. Avec ses dix-neuf ou vingt milliards de commerce extérieur qui en font la seconde puissance commerciale du monde, avec sa population sans cesse croissante, avec ses usines qui dévorent des amas de matières premières venues de l'étranger et renvoient aux quatre coins du monde les produits fabriqués les plus divers, l'Allemagne doit posséder une marine de guerre capable d'assurer, en face des nations concurrentes, la liberté de circulation maritime d'où dépendent l'existence de ses ouvriers et le fonctionnement de ses usines.

Le poids qui pesait sur les cœurs allemands, dit le prince de Bülow, depuis la rupture entre celui qui portait la couronne impériale et le colosse qui était allé chercher cette couronne au fond du Kynhæauser, ne pouvait disparaître qu'à une condition : c'est que le peuple allemand, à qui manquaient à cette époque des espérances et des désirs communs, se vît fixer un but nouveau par son empereur, et qu'on lui montrât

une place à prendre au soleil, place à laquelle il avait droit et vers laquelle il lui fallait diriger ses efforts. Mais le sentiment patriotique ne devait pas non plus déborder et troubler de façon irrémédiable nos rapports avec l'Angleterre, contre laquelle notre force défensive sur mer était encore, pour de longues années, tout à fait insuffisante ; car, en 1897, comme l'a dit, à cette époque, un juge compétent, nous étions encore sur mer, vis-à-vis de l'Angleterre, comme du beurre au soleil. Rendre possible la création d'une flotte suffisante était la première et grande tâche de la politique allemande post-bismarckienne, tâche immédiate devant laquelle je me vis placé moi-même lorsque, le 28 juin 1897, à Kiel, sur le *Hohenzollern*, à la même date et au même endroit où, douze années plus tard, je demandai mon congé, je fus chargé par S. M. l'Empereur de la direction des affaires étrangères.

Le prince de Bülow ne dissimule point qu'une de ses préoccupations essentielles pendant ses douze années de pouvoir fut de prévenir un conflit avec l'Angleterre avant le moment où la flotte allemande serait de taille à se mesurer avec celle de la reine des mers. Cela explique bien des choses que ne comprit point naguère une grande partie du public européen. L'Allemagne ne voulut point saisir de prétendues « occasions », c'est-à-dire pousser à fond certaines prétentions, de crainte d'une rupture avec l'Angleterre. Aux yeux du quatrième chancelier, comme à ceux des Allemands vraiment politiques qui se servent volontiers du pangermanisme sans céder à ses excitations, les avantages d'une nouvelle guerre étaient hors de proportion avec les risques si l'Angleterre était contre l'Allemagne. Si la flotte en voie de formation était détruite, c'en était fait de la politique de l'Allemagne. Des victoires sur terre n'eussent pas compensé un désastre sur mer. De nouveaux agrandissements continentaux eussent provoqué fatalement une coalition et celle-ci eut finalement triomphé avec l'appui d'une Angleterre maîtresse des mers. Le grand règlement ne doit venir que lorsque l'Allemagne, soit seule, soit avec des flottes alliées, se croira sûre de

renverser l'hégémonie maritime britannique. Il faut donc prendre patience.

A plusieurs reprises, le prince de Bülow laisse percer dans son livre le soulagement qu'il ressentit en voyant s'arranger à l'amiable des différends entre les Cabinets de Londres et de Berlin. « Notre méthode politique, dit-il, n'est pas celle du marchand qui spécule à tout risque, mais plutôt celle du paysan aux allures pondérées qui, ses semailles faites avec soin, attend sans impatience la moisson. »

Au moment de la guerre des Boërs, les semailles venaient à peine d'être faites ; l'Allemagne eût mangé son blé en herbe si elle était intervenue.

Grâce au calme de notre attitude pendant la guerre des Boers, nous avons émoussé la surexcitation qui régnait en Angleterre depuis le télégramme à Krüger et, par la suite des temps, nous n'avons fourni à l'Angleterre aucun prétexte d'arrêter notre bras pendant la construction de notre flotte. D'autre part, l'attentif entretien de la Triplice nous a évité les heurts avec la Duplice, heurts qui auraient retardé la construction de notre flotte. Entre l'entente anglo-française et la Duplice, nous avons dû suivre un chemin étroit, qui se rétrécit encore lorsque l'entente anglo-française s'élargit en Triple-Entente ; ce n'est que grâce à des précautions infinies que ce chemin resta praticable, lorsque l'Angleterre nous enveloppa d'un réseau d'alliances et d'ententes. Lorsque enfin, pendant la crise bosniaque, l'horizon international s'éclaircit, lorsque la puissance continentale de l'Allemagne déchira le filet de l'encerclement, nous avions déjà franchi dans la construction de notre flotte la période de préparation.

~

Mais, si la flotte de guerre est indispensable, elle ne constitue pas l'unique instrument de la grandeur allemande.

Nous ne devons jamais oublier que c'est l'affermissement de notre position de grande puissance en Europe qui nous a rendu possible la transformation de notre activité nationale en activité mondiale, de notre

politique continentale en politique mondiale. Cette politique mondiale allemande est basée sur notre politique européenne. A l'instant même où le solide fondement de la puissance européenne de l'Allemagne viendrait à chanceler, l'édifice de notre politique mondiale ne se maintiendrait plus. On peut imaginer le cas où un échec de politique mondiale laisserait intacte notre situation européenne, mais on ne peut concevoir qu'une perte cruelle de puissance et de prestige en Europe n'ait pas pour conséquence un ébranlement correspondant de notre situation politique mondiale. Nous ne pouvons faire de politique mondiale que sur la base de la politique européenne. Le maintien de notre forte position sur le continent est encore aujourd'hui, comme à l'époque bismarckienne, le commencement et la fin de notre politique nationale. Bien que, en obéissant, dans notre politique mondiale, à nos besoins nationaux, nous soyons allés plus loin que Bismarck, nous n'en serons pas moins toujours obligés de maintenir les principes de sa politique européenne comme un sol inébranlable sous nos pieds.

C'est pour maintenir cette forte position sur le continent, plutôt que pour être agréable à Vienne, que le prince de Bülow jeta l'épée allemande dans la balance européenne au moment de la crise bosniaque. L'annexion de la Bosnie-Herzégovine à l'Autriche-Hongrie n'avait rien pour plaire à l'Allemagne ; elle risquait de la brouiller avec la Turquie et d'entraîner un démembrement plus large de cette puissance sur qui elle comptait comme appoint éventuel contre la Russie. Mais le prince de Bülow crut deviner, à travers les résistances de la Triple-Entente à la reconnaissance de l'annexion, une nouvelle tentative de ce qu'il appelle l'encerclement de l'Allemagne. Il se flatte aujourd'hui d'avoir marqué en 1909 la fin de la politique d'encerclement en obligeant la Russie à reconnaître l'annexion de la Bosnie-Herzégovine. Ou du moins il le dit. Mais il n'est pas sûr que sa satisfaction soit sans mélange. Le « succès diplomatique » de 1909 a été suivi des plus pénibles déceptions. Enhardi par une résistance de six mois et par les concessions forcées de l'Autriche à la Turquie et à l'Europe, le monde serbe, celui de la Serbie libre et celui de la Slavie austro-hongroise, a conçu de

vastes espoirs. Pressée de prendre sa revanche, la Russie a préparé les accords balkaniques qui, après deux guerres où le Cabinet de Vienne a éprouvé de cruelles mortifications, ont abouti à un remaniement complet de la péninsule balkanique. En dépit des missions militaires et des commandes de matériel, la Turquie d'aujourd'hui n'est plus pour l'Allemagne la Turquie d'Abdul Hamid. La Roumanie s'est échappée de l'attraction viennoise. La Serbie a doublé son territoire et décuplé son prestige. La Grèce s'est agrandie encore davantage et l'anarchie albanaise la met en conflit avec l'Italie, l'autre alliée de l'Allemagne. Tout cela découle directement de l'affaire bosniaque. Non, le prince de Bülow n'a pas exprimé toute sa pensée en disant au peuple allemand que la sommation du comte Pourtalès « a déchiré les mailles du filet qui nous enveloppait ». Autrement, comment expliquerait-il les nouvelles lois militaires proposées coup sur coup par son successeur ?

~

Le prince de Bülow est un bon allié. Il n'avance pas un mot de nature à diminuer dans le peuple allemand la foi dans les alliés de l'Allemagne. Comme il défend l'Autriche-Hongrie dans l'affaire bosniaque, il défend l'Italie dans les affaires marocaine et tripolitaine. Suivant lui, le gouvernement italien s'est comporté en fidèle second à la conférence d'Algésiras : « En fait, les délégués italiens ont voté avec les puissances occidentales et contre nous dans certaines questions plus ou moins accessoires... *Dans d'autres questions plus importantes*, l'Italie a soutenu à Algésiras notre point de vue et l'a fait triompher ». De même, dit l'ancien chancelier, une partie de la presse

allemande a mal jugé au début l'entreprise tripolitaine « qui fournit au peuple italien l'occasion de donner une preuve éclatante de sa patriotique solidarité et de son unité morale ». Sur ce point, l'auteur glisse rapidement. Plus loin, il aborde de front la question de l'alliance italienne elle-même. Ici, il faut tout citer :

Il y a des politiciens qui hésitent à attribuer une vraie valeur à la présence de l'Italie dans la Triple-Alliance. Ils doutent que l'Italie soit en mesure et qu'elle ait le désir de marcher la main dans la main avec l'Autriche et avec nous dans toutes les complications éventuelles de la politique internationale. Même si ces doutes étaient fondés, ce qui n'est pas le cas, étant donné la loyauté des facteurs dirigeants de l'Italie et l'intelligence politique du peuple italien, ils ne démontreraient pas absolument que la participation de l'Italie à la Triple-Alliance est dénuée de valeur. Même si l'Italie ne pouvait pas marcher dans toutes les situations, jusqu'aux conséquences extrêmes, avec l'Autriche et nous, même si l'Autriche et nous, nous ne pouvions pas nous lancer avec l'Italie dans toutes les complications des engrenages de la politique mondiale, l'existence de l'alliance empêcherait cependant chacune des trois puissances de se ranger aux côtés de l'adversaire des deux autres. C'est ce qu'envisageait le prince de Bismarck, lorsqu'il disait un jour qu'il lui suffisait qu'un caporal italien, avec le drapeau italien et un tambour auprès de lui, fît face à l'Ouest, c'est-à-dire vers la France, et non à l'Est, c'est-à-dire dans la direction de l'Autriche. Tout le reste dépendra de la façon dont se posera éventuellement une cause de conflit en Europe, de la vigueur que nous montrerons alors au point de vue militaire et des résultats qu'obtiendront nos soldats et nos diplomates. La valeur suprême et totale d'une alliance ne s'éprouve qu'en cas de guerre.

Quant à la Russie, le prince de Bülow en parle sachant qu'il s'adresse surtout à un public allemand. Il serait probablement étonné lui-même que le public étranger prît au sérieux son apologie discrète des roueries de Bismarck à l'égard d'Alexandre III et son affirmation « qu'il n'était pas dans l'intention de la politique allemande de détacher la Russie de la France ». Il vaut mieux en arriver tout de suite aux passages consacrés à la France.

Ici, l'on retrouve l'homme d'État. L'auteur est séparé

de nous par une conception radicalement différente de ce que devait être le dénouement diplomatique de la guerre de 1870. Hanté par le souvenir de Louis XIV et de Napoléon Ier, le prince de Bülow soutient que la sécurité de l'empire allemand reconstitué commandait l'annexion de l'Alsace-Lorraine. C'était d'après lui une nécessité nationale. De bons juges étrangers, comme M. Morton Fullerton, croient au contraire que l'Allemagne victorieuse eût agi plus habilement en concluant rapidement la paix après avoir conquis son unité, sans exiger de sacrifices territoriaux laissant au cœur des vaincus une blessure inguérissable. Cette opposition de vues une fois constatée, il convient d'admettre que le quatrième chancelier allemand s'explique franchement. Il ne s'attarde pas à prêcher en vain un rapprochement qui serait, nous l'avons dit souvent ici, une simple étape de la France vers la vassalité. Il traite de niaiserie maladive « l'espérance de pouvoir amener la France à une réconciliation réelle et sincère, tant que nous n'aurons pas l'intention de rendre l'Alsace-Lorraine ». Et plus loin : « Les déclamations indignées sur l'incorrigibilité de la France sont aussi insipides que les vaines tentatives de racolage. » Le mot est dur pour l'ancien maître du « cher Bernard ». Mais le prince de Bülow voit les choses en face. Il nous juge courtoisement. Il analyse impartialement nos sentiments. Il nous croit impossibles à gagner par de belles paroles et il le dit. Il croit aussi que la défaite de 1870 « n'a pas brisé la force que peut avoir pour une nouvelle ascension ce peuple d'une merveilleuse élasticité », et il prémunit ses compatriotes contre ce danger. Peut-être même est-ce là le but final des compliments qu'il nous adresse : l'Allemagne doit toujours s'armer de manière à rester la plus forte.

La pénétration française au Maroc apparut au prince

de Bülow comme une de ces tentatives d'ascension dont il nous estime capables. C'est pourquoi il pressa Guillaume II en 1905 de débarquer à Tanger. Il revendique la responsabilité de cette initiative. Il reconnaît aussi qu'il se préoccupa moins, à Algésiras, d'acquérir des avantages pour l'Allemagne que de « tirer le verrou » sur les velléités de tunisification du Maroc. Il rejette nettement l'objection qu'il eût mieux fait, après la retraite de M. Delcassé, de chercher une entente directe avec la France. D'après lui, Guillaume II ne pouvait céder sur le Maroc sans perdre la face aux yeux des Turcs et des musulmans : ne leur avait-il pas solennellement promis en 1908, à Damas, l'amitié éternelle de l'empereur d'Allemagne ? Le baron de Marschall était du même avis, paraît-il. Il disait en 1905 au chancelier : « Si nous livrons le Maroc en dépit de Damas et Tanger, nous perdons d'un coup notre position en Turquie et, avec elle, les avantages et les perspectives d'avenir que nous nous sommes acquis péniblement par de longues années de labeur. » Cette considération fut sans doute pour quelque chose dans les décisions de Guillaume II et de son conseiller. Elle ne fut pas la plus importante.

Reportons-nous plutôt à cet autre passage du livre où se trouve la pensée de derrière la tête de l'auteur. « Les résolutions de la conférence d'Algésiras étaient aussi un grelot que nous pourrions agiter à notre gré si la France manifestait encore des velléités de ce genre. » L'accord marocain du 9 février 1909 laissa subsister les grelots de 1906 et en ajouta quelques autres, accrochés à la promesse d'association d'intérêts. La convention du 4 novembre 1911 ne les a pas tous supprimés. Nous entretenons près de cent mille soldats au Maroc et nous y dépensons 250 millions par an pour ouvrir l'empire chéri-

fien au commerce international. Mais notre protectorat est garni de grelots que l'Allemagne se réserve d'agiter au bon moment : « Le nombre des problèmes que nous avons résolus depuis 1870 est faible, dit en concluant le prince de Bülow, à côté de ceux qui attendent encore leur solution ». Pour nous Français, veillons à ce que l'Allemagne ne soit pas tentée de résoudre ces derniers problèmes en secouant sur nous les grelots des disciples de Bismarck.

LA MOBILISATION ITALIENNE.

Samedi 18 juillet 1914.

Par décret de Victor-Emmanuel III du 11 juillet, toute la classe de 1891, cadres compris, a été rappelée sous les armes pour le 15 juillet. Provisoirement, les réservistes de cavalerie et d'artillerie à cheval sont priés de rester dans leurs foyers ; mais ils sont prévenus qu'ils peuvent être convoqués d'un moment à l'autre. Il s'agit en somme de la mobilisation de plus de cent mille hommes. Cette mesure exceptionnelle a produit en Italie une impression profonde, mais bien différente de celle qui accueillit à l'automne 1911 la mobilisation pour l'entreprise tripolitaine.

Comme on est loin de ces jours fiévreux où l'exaltation patriotique gagnait jusqu'aux prélats, pasteurs des âmes! Voilà trois ans écoulés depuis que MM. Giolitti et de San-Giuliano invitaient le peuple italien à une promenade militaire de quelques semaines en Libye. Aujourd'hui, quoique la paix soit signée avec la Turquie et que des

arrangements aient été conclus avec une partie des tribus locales, la guerre continue encore en fait avec les Bédouins. Il ne se passe presque pas de semaine sans combat. Sans doute ces rencontres ne présentent aucun danger pour la domination italienne. Mais elles nécessitent la présence de 60.000 hommes des meilleures troupes dans la nouvelle acquisition italienne. Quant à la dépense, elle était récemment évaluée par de bons financiers de la péninsule à 1.600 ou 1.700 millions. Périodiquement, le ministre du trésor met en circulation 50, 100, jusqu'à 150 millions de bons du trésor pour faire face aux dépenses que les ressources normales du budget ne suffisent pas à couvrir. On estime à 2 milliards le montant de l'emprunt qu'il faudra tôt ou tard contracter pour régulariser la situation financière. Diplomatiquement, le bilan de l'entreprise n'est pas meilleur. Les guerres balkaniques, dont la guerre italo-turque a été le point de départ, ont été suivies de remaniements territoriaux qui sont loin de renforcer la situation de l'Italie en Orient. Elles ont encore ouvert la question d'Albanie, tendu les rapports avec l'Autriche-Hongrie et préparé un conflit avec la Grèce.

Pendant longtemps, grâce à des procédés que la presse italienne est presque unanime à flétrir aujourd'hui, M. Giolitti a donné à l'Italie, sinon à l'Europe, l'illusion de la gloire, de la richesse et de l'ordre. Maintenant le mirage est dissipé. L'enthousiasme est tombé, les charges restent et la nation les trouve pesantes. Le mécontentement a pris dans certaines régions la forme révolutionnaire. L'importance des *casi di Romagna* dépasse tout ce qu'on en a dit. Le malaise général persiste. On est menacé d'une grève générale des chemins de fer. Tous les jours, à Ravenne et dans ces villes qu'on appela quelques jours les *republichette*, où l'on crut un temps à la proclamation

de la République, on procède à des arrestations en masse d'individus compromis. D'Ancône à Ravenne, des bataillons de régiments du Piémont sont cantonnés dans les principales agglomérations. La mauvaise situation économique contribue à aigrir les esprits. On n'accourt plus en foule s'enrôler pour la Lybie. *Tempi passati*! Le gouvernement est obligé de faire surveiller étroitement les gares frontières afin d'empêcher le passage à l'étranger des réservistes convoqués. Les carabiniers, d'ailleurs, ne suffisent point à la besogne et les insoumis de toute catégorie commencent à affluer en Suisse. M. Salandra doit constater que l'héritage de M. Giolitti est un fardeau lourd à porter.

Ces explications indiquent assez que, devant la menace d'une grève générale des chemins de fer et le péril de troubles graves dans les provinces, après des élections administratives où s'est révélée l'incapacité des préfets, créatures de M. Giolitti, le Cabinet Salandra trouvait insuffisantes les forces militaires dont il disposait. Mais, outre toutes ces raisons intérieures pour prescrire une mobilisation partielle, il y en a d'extérieures. La crise albanaise est parvenue à un degré suraigu. Les journaux indépendants de la péninsule dénoncent la faillite totale de la politique albanaise de la Consulta. Ils qualifient de « parfaitement » ironique la « parfaite » identité de vues entre l'Italie et l'Autriche affirmée solennellement à maintes reprises par le marquis de San-Giuliano. Le correspondant du *Corriere della Sera* à Rome, autrefois aussi enthousiaste que ses confrères pour M. Giolitti, écrit aujourd'hui : « Le gouvernement italien a accumulé erreurs sur erreurs. Il a suscité la défiance partout : chez les puissances de la Triple-Entente et dans les États balkaniques ; et il n'a pas réussi à faire un accord vraiment solide avec l'Autriche. Voilà les résultats de sa politique

imprévoyante et légère. » Quand nous disions ici, en temps opportun, en termes atténués, et dans l'esprit le plus amical pour l'Italie, une partie de ces dures vérités, toute la presse giolittienne nous jetait l'anathème. Les Italiens peuvent voir aujourd'hui qui les trompait, qui discernait le mieux le véritable état des choses.

LA CRISE DU HOME RULE.

Lundi 20 juillet 1914.

La crise du Home Rule est arrivée à l'extrême degré de tension. En Irlande, des milices nationalistes font face aux milices orangistes de Sir Edward Carson. Les unes et les autres n'attendent que l'issue de la discussion de l'*amending bill* au Parlement de Westminster pour en venir aux mains ou se licencier. Or, c'était aujourd'hui même que M. Asquith devait faire à la Chambre des Communes une déclaration décisive. La Chambre des Lords a rejeté l'*amending bill* ou, si l'on préfère, y a introduit des modifications qui le dénaturent totalement. Elle n'accepte pas de limitation de durée pour la suspension de l'application du Home Rule à l'Ulster, et elle n'admet pas la faculté pour les comtés de l'Ulster de se prononcer séparément par voie de referendum pour ou contre leur rattachement administratif à l'Ulster ou au reste de l'Irlande. Les unionistes bornent en somme leurs concessions à la reconnaissance du Home Rule dans l'Irlande non ulstérienne. Comme un *amending bill* ne pourrait, en vertu du *Parliament Act*, avoir force de loi durant la législature actuelle sans l'approbation des Lords, le gouvernement

était acculé à ce dilemne : ou tenter d'imposer, à tout risque, l'application de la loi du Home Rule telle quelle, ou composer avec la Chambre des Lords. Les conséquences de la décision à prendre étaient d'une portée incalculable. Ce pouvait être la guerre civile. Malheureusement, dans cette situation vraiment angoissante, les membres du Cabinet n'étaient pas d'accord entre eux. Toute l'autorité de M. Asquith ne suffisait pas à rallier à ses propositions de conciliation les collègues qui avaient essayé déjà, durant ce printemps, de brusquer le conflit armé avec les orangistes. D'autre part, certains des unionistes les plus influents ne voulaient rien rabattre des amendements votés par les Lords. Comment, dans ces conditions, faire aux Communes une déclaration d'où dépendaient peut-être les destinées de la Grande-Bretagne ? Samedi, au moment où le roi devait partir pour Portsmouth, afin de passer en revue les deux cent seize navires de guerre alignés dans le Solent, un contre-ordre fut donné contre toute attente. George V tint un long conseil avec M. Asquith, et la revue fut ajournée au lendemain, qui était un dimanche, contrairement à toutes les traditions britanniques. On se demandait quelle était la raison d'un fait aussi extraordinaire. On la connaît aujourd'hui : le roi a décidé de réunir en conférence les représentants qualifiés des partis, en vue d'une transaction sur le Home Rule.

Que l'idée de cette conférence vienne de George V ou de M. Asquith, elle est en tout cas excellente. Les choses en étaient venues au point que chacun se cantonnait obstinément sur ses positions. Il fallait l'intervention de la plus haute autorité du royaume pour décider les chefs de parti à reprendre la conversation et à examiner ensemble, loin du tumulte des assemblées de toute sorte,

en face de leurs responsabilités, les moyens de rétablir enfin l'ordre légal, sinon la paix des esprits, dans la malheureuse Irlande. Plus tôt, l'intervention royale eût paru peut-être suspecte à l'un ou à l'autre parti ; en ce moment, elle ne pouvait plus être retardée sans péril imminent. Elle constitue, il est vrai, un procédé anormal. On y a eu recours la dernière fois, paraît-il, en 1884, à propos du *Franchise bill.* Mais si une procédure anormale est jamais justifiable, c'est bien aujourd'hui. D'ailleurs le précédent de 1884 est encourageant ; la conférence sur le *Franchise bill,* réunie sous les auspices de Gladstone et de Lord Salisbury, aboutit à un accord. Tous les amis de l'Angleterre souhaitent ardemment qu'à trente ans de distance celle de 1914 sur le Home Rule ait le même heureux résultat.

D'après les dernières nouvelles, la conférence doit se réunir demain mardi, au palais de Buckingham. Elle se composera de deux représentants de chaque grand parti :

Pour le gouvernement : MM. Asquith, premier ministre, et Lloyd George, chancelier de l'Echiquier.

Pour l'opposition : Lord Lansdowne, leader unioniste à la Chambre des Lords, et M. Bonar Law, leader unioniste à la Chambre des Communes.

Pour les Irlandais nationalistes : M. Redmond, leur leader, et M. Dillon, membre de la Chambre des Communes.

Enfin, pour l'Ulster, Sir Edward Carson, membre du Parlement et chef des protestataires contre le Home Rule, et le capitaine Craig, également membre de la Chambre des Communes.

Les termes d'une transaction s'aperçoivent facilement. La principale difficulté consiste non pas à fixer des conditions reconnues raisonnables par les gens de bon sens de tous les partis, mais à les faire accepter aux exaltés. La

solution qui paraîtrait raisonnable serait celle-ci. Le gouvernement n'insisterait pas sur la limitation de la durée de la non-application du Home Rule à l'Ulster. Cette question de principe peut être laissée en suspens puisqu'en fait la nation britannique pourra la trancher plus tard si elle le désire, lors d'une élection générale. Par contre, les orangistes devraient sinon admettre le referendum sur le Home Rule par comté, du moins consentir à laisser en dehors de l'Ulster, exclu du Home Rule, les comtés manifestement irlandais catholiques. Le *Times* a publié, le 16 juillet, une carte politique d'Irlande qui fait voir du premier coup d'œil l'injustice d'englober dans l'Ulster orangiste les comtés ulstériens de l'Ouest. Ceux-ci forment géographiquement un bloc avec de petits îlots orangistes. On comprend qu'il y ait discussion sur la délimitation précise des deux parties de l'Ulster ; mais on ne comprendrait pas que les unionistes refusassent d'admettre en principe l'attribution à l'Irlande du Home Rule des comtés incontestablement catholiques de la province d'Ulster.

LES TOASTS DU TSAR NICOLAS ET DE M. POINCARÉ A PETERHOF. — L'ALLIANCE FRANCO-RUSSE.

Mardi 21 juillet 1914.

Les toasts prononcés hier soir au dîner de gala donné au palais de Peterhof en l'honneur du président de la République ne provoqueront en Europe ni surprise, ni émotion. Le rapprochement franco-russe date de 1891, et la convention militaire qui transforma cette entente en

alliance a été signée il y a un peu plus de vingt ans. Durant ce long espace de temps, les chefs des deux États amis et alliés ont eu l'occasion de se dire et de dire à l'Europe, à l'occasion de leurs rencontres périodiques, tout ce que les deux pays ressentaient l'un pour l'autre et tout ce que les autres États devaient savoir. En faisant appel à sa mémoire, chacun pourra constater que les toasts solennels prononcés en France et en Russie ont toujours fidèlement reproduit les sentiments et les intentions des deux gouvernements alliés et qu'ils n'ont jamais donné à espérer ou à craindre des événements qui n'entraient point dans les desseins des auteurs ou des continuateurs de l'alliance. Entre Paris et Pétersbourg, on ne s'est rien promis qu'on n'ait eu le ferme propos de tenir et qu'on n'ait tenu en effet. De même, à Paris comme à Pétersbourg, on n'a point essayé d'en imposer à l'Europe avec des bruits de sabre ou des éclats de voix. On n'a point fait reluire d'armure étincelante aux yeux du monde. On s'est contenté de se donner loyalement un appui réciproque dans toutes les circonstances où des intérêts communs étaient engagés. Et cet appui a été efficace. Seuls des observateurs superficiels ont pu parler de défaites diplomatiques de la Triple-Entente ; les événements n'ont pas tardé à prouver, ils prouvent encore aujourd'hui que ces prétendues défaillances étaient seulement de la modération concertée, féconde quelquefois en grands résultats. N'envions point les « succès diplomatiques » de M. d'Aehrenthal.

A quelques jours près, il y avait deux ans hier que M. Raymond Poincaré, alors président du Conseil et ministre des affaires étrangères, débarquait sur le rivage russe. L'empereur Nicolas n'a point manqué, dans son toast, de rappeler cette circonstance. Il a exprimé dans les termes les plus affables son plaisir de retrouver dans le

président actuel de la République « une ancienne connaissance » avec laquelle il avait été « charmé de nouer, il y a deux ans, des relations personnelles ». Dans le monde politique français, il y a trop peu de personnes dont les souverains et les hommes d'État étrangers puissent dire qu'elles sont pour eux d'anciennes connaissances. L'instabilité des titulaires de nos grandes charges politiques est certainement une cause d'affaiblissement de nos moyens d'action au dehors. Réjouissons-nous que, dans ce cas particulier au moins, le tsar et son ministre des affaires étrangères n'aient point eu devant eux un visage inconnu.

Nicolas II n'avait pas à définir de nouveau l'alliance franco-russe, dont tout le monde connaît l'essence. Après avoir rappelé la sympathie mutuelle et les intérêts communs qui unissent de longue date la France et la Russie, le souverain a simplement déclaré que celles-ci étaient étroitement liées « pour sauvegarder leurs intérêts, en collaborant à l'équilibre et à la paix en Europe ». Il a seulement précisé la situation en ajoutant que les deux pays s'appuyaient « sur des amitiés communes » et sur « la plénitude de leurs forces ». On ne pouvait faire plus sobrement et plus nettement allusion à la double entente avec l'Angleterre et aux conventions militaire et navale, de plus en plus étroites, qui lient la France et la Russie. Il n'y a là trace de menace à l'adresse de personne. Il n'y en a pas la moindre non plus dans le toast du président de la République. M. Poincaré a pu, en toute conscience, se féliciter qu'une « association permanente » de près de vingt-cinq ans ait été consacrée à maintenir l'équilibre dans le monde. Il avait également le droit de se réjouir que l'alliance « affermie par une longue expérience et complétée par de précieuses amitiés » s'appuie sur « des armées de terre et de mer qui se connaissent, s'estiment

et sont habituées à fraterniser ». Ces armées doivent permettre aux deux pays de poursuivre « en collaboration intime et quotidienne » une œuvre de paix et de civilisation.

A l'heure actuelle, cette œuvre n'est pas directement menacée, mais on ne saurait veiller trop attentivement à la protéger. Comme il y a deux ans, l'horizon est trouble en Orient. A cette époque, le comte Berchtold choisit précisément le moment où M. Poincaré se trouvait en Russie pour lancer sa fameuse proposition albanaise. Il connaissait alors les traités de la Ligue balkanique et ne faisait rien pour les empêcher de produire leurs effets. Il se préoccupait seulement de ménager à l'Autriche le chemin de la mer Égée à travers une Albanie en tutelle, à la faveur d'une longue guerre où, croyait-on à Vienne, devaient s'épuiser les belligérants. Nous espérons que le comte Berchtold ne renouvellera pas cette année la même tactique à propos du drame de Serajévo.

MANŒUVRES ET MENSONGES DE LA PRESSE AUSTRO-HONGROISE.

Jeudi 23 juillet 1914.

La presse austro-hongroise donne au public européen le plus triste spectacle. A la rigueur, au lendemain du drame de Serajévo, pouvait-on s'expliquer que nos confrères de Vienne et de Pest confondissent, dans la vivacité de leur indignation et le trouble de leur émotion, les Serbes, sujets de l'empereur-roi, et les Serbes du royaume indépendant, le grand-serbisme d'Autriche-Hongrie et

celui des pays d'au-delà de la Save. Mais il devint bientôt évident que cette confusion était intentionnelle, préméditée, et qu'une coterie très influente mettait tout en œuvre pour rendre le gouvernement serbe directement responsable de l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand et de la duchesse de Hohenberg. Lorsqu'on réfléchit que les deux assassins sont sujets austro-hongrois, qu'ils ont accompli leur crime dans la capitale d'une province austro-hongroise, que l'attention de la police austro-hongroise avait été préalablement attirée sur eux par la police serbe, et que, malgré les avertissements venus du dehors et du dedans, et malgré les pressentiments de l'archiduc-héritier, les précautions les plus élémentaires n'avaient pas été prises par les autorités locales, cette prétention paraît simplement monstrueuse. Or les principaux journaux de Vienne et de Pest la soutiennent aujourd'hui plus énergiquement que jamais. Avec un cynisme qui ne recule devant aucun moyen, ils ont entrepris de forcer la main au vénérable monarque qui, durement frappé par le destin, doit encore lutter contre son propre entourage.

Ce ne sont plus seulement les organes du parti clérical et du grand état-major qui mènent la campagne ; ce sont encore les journaux qui ont toujours affecté de défendre les idées de liberté, de justice,et même les idées pacifistes. Après avoir procédé par allégations tendancieuses, ils recourent maintenant aux affirmations nettement mensongères. Depuis plus d'une semaine, ils publient coup sur coup des nouvelles fausses. Ainsi, ils ont annoncé que l'enquête judiciaire avait établi que le crime de Serajévo avait été préparé en Serbie avec le concours d'autorités serbes. Pourtant, jusqu'ici, rien, absolument rien de l'enquête officielle n'a été divulgué, et les éléments d'appréciation recueillis d'autre part tendent plutôt à détruire ce

soupçon. Puis on a déclaré, comme venant de source officielle, que le Cabinet de Vienne avait communiqué aux grandes puissances le texte ou la substance des conditions qu'il avait décidé de formuler à Belgrade. Or le Cabinet de Vienne n'a fait aucune communication de ce genre aux grandes puissances ; à la date d'hier, il n'était même pas sûr qu'il eût arrêté le texte des conditions ou plutôt des observations en question. Cela ne trouble point nos confrères des rives du Danube. Tenant la communication pour faite, ils disent qu'elle a reçu partout un accueil favorable et qu'aucune grande puissance n'a l'intention d'intervenir dans le conflit qu'ils préparent. Ils assurent notamment que leur politique d'agression trouvera en France « une approbation générale ».

Ici, l'effronterie dépasse toutes les bornes. Tous les grands journaux français, croyons-nous, ou du moins la très grande majorité d'entre eux ont protesté d'avance contre une sommation austro-hongroise qui mettrait en cause les droits de souveraineté de la Serbie. Tous, il est vrai, et très justement, ont engagé et engagent encore la Serbie à se prêter à toutes les enquêtes compatibles avec le respect de son indépendance et de sa dignité. Il est de l'intérêt de la Serbie elle-même de ne tolérer sur son territoire aucune préparation de complot et de ne donner en rien prise à sa grande voisine. Mais, à notre connaissance, il n'a pas été imprimé à Paris un seul article permettant de croire que la France resterait indifférente en présence du règlement par les armes d'un conflit austro-serbe. Comment, dès lors, a-t-on affirmé que la répression par les armes du « grand-serbisme » rencontrera en France une approbation générale ? Si nos confrères de Vienne et de Pest ont à Paris des correspondants dignes de ce nom, c'est un devoir d'honneur pour ceux-ci de rectifier des

contre-vérités aussi flagrantes. Ce serait aussi de leur part un devoir patriotique, car si l'opinion publique dans la monarchie dualiste n'est pas tirée des erreurs grossières où l'on a entrepris de l'entretenir, l'Autriche-Hongrie marche vers une aventure où elle risquera toutes ses destinées.

En effet, il est aussi certain qu'une chose peut l'être que la Russie ne laissera point toucher à l'indépendance et à l'intégrité territoriale de la Serbie. Et elle ne sera point seule. Le *Times* a publié hier à ce sujet un article magistral, écrit avec une extrême modération, mais qui ne laisse aucun doute sur les conséquences qu'aurait en Europe une initiative belliqueuse de l'Autriche-Hongrie. S'il n'a pas été fait d'allusion au conflit austro-serbe dans les toasts de Peterhof, ce n'est point, comme on l'a proclamé à Vienne avec autant d'empressement que peu de clairvoyance, parce que la Russie et la France étaient résolues à s'en désintéresser ; c'est par modération naturelle, par réserve, par répugnance pour les manifestations bruyantes, et par égard pour l'empereur François-Joseph vis-à-vis duquel un avertissement de ce genre, dans les circonstances actuelles, aurait été tout à fait déplacé. « Un danger pour l'Europe », tel est le titre de l'article du *Times*. C'est bien, en effet, d'un danger européen qu'il s'agit.

L'AFFAIRE MAROCAINE A LA COUR D'ASSISES. — LE PROCÈS DE MADAME CAILLAUX.

Mercredi 22 juillet 1914.

A l'audience d'hier de la Cour d'assises, l'affaire marocaine et la politique du Cabinet Caillaux en 1911 ont été

brusquement mises en scène. Pendant la dernière partie de l'audience, il n'a plus été question du drame de la rue Drouot, des circonstances où il s'est accompli, ni de la victime, ni de l'accusée. Le long plaidoyer de M. Joseph Caillaux en faveur de sa femme s'est terminé en apologie personnelle. La discussion politique s'est inopinément substituée au débat judiciaire. L'ancien président du Conseil ne s'en est pas tenu là. Il a voulu se faire délivrer publiquement un certificat de patriotisme par le gouvernement actuel. Et, comme ni le ministère public, ni la Cour ne pouvaient lui donner satisfaction sur l'heure, l'audience a été levée. Nous nous sommes toujours fait une règle de ne pas prendre parti au cours d'un procès criminel. Mais, à la fin de l'audience d'hier, il ne s'est plus agi de justice ; c'est la politique qui a envahi le prétoire. Il est impossible de n'en point parler.

M. Caillaux et le défenseur de Mme Caillaux ont pris prétexte de ce que certains papiers, qu'on suppose être les fameux « documents verts », se trouvaient dans les poches de la victime au moment de l'assassinat et qu'ils ont été remis par les soins des amis du mort au chef de l'État lui-même, pour exiger que ces documents soient produits devant la Cour ou que le ministère public déclare, au nom du gouvernement, « qu'ils ne peuvent avoir aucune espèce de valeur contre l'honneur ou le patriotisme de M. Caillaux ». Pendant deux ans et demi, l'ancien chef du Cabinet d'Agadir s'est obstinément tu sur sa diplomatie occulte devant toutes les assemblées où l'on pouvait lui répondre, et voici qu'il prétend faire enfin la lumière ou se faire absoudre devant une Cour d'assises où aucun homme qualifié ne peut se lever pour l'accabler.

Si troubles que soient devenues dans l'esprit public les notions de responsabilité politique, on ne confondra point

les sanctions pénales et les sanctions politiques. Le jury de la Seine appréciera la responsabilité pénale de Mme Caillaux dans l'affaire de l'assassinat de Gaston Calmette. Mais la responsabilité politique de M. Joseph Caillaux durant son ministère de 1911 a été définitivement fixée. Le 10 janvier 1912, M. Caillaux s'est effondré devant la commission du Sénat chargée d'examiner la convention franco-allemande du 4 novembre 1911. Il s'est vu infliger un démenti éclatant par M. de Selves, son ministre des affaires étrangères. Le 5 février suivant, au cours de la discussion de la convention du 4 novembre devant le Sénat, M. Jénouvrier a exposé en détail les tractations occultes engagées par M. Caillaux à l'insu du ministre des affaires étrangères et du président de la République. Dans le détail, cet exposé contenait peut-être quelques inexactitudes, inévitables étant donné les circonstances. Mais la plupart des précisions étaient justes et M. Caillaux ne les a jamais réfutées devant le Parlement. Ni à la Chambre, ni au Sénat, aucun des membres de son Cabinet ne l'a défendu. A la Chambre, il eut l'occasion de s'expliquer lui-même lors de la discussion des interpellations sur la politique extérieure au mois de mars 1912. Il laissa tout dire sans prendre la parole, sans protester. A la séance du 15 mars, M. Jaurès lui adressa les plus pressantes objurgations. « Je dis, s'écria le chef du parti socialiste, je dis que si M. Caillaux se tait, il faudra qu'il soit disqualifié par le Parlement. » M. Caillaux se tut. A la séance du 22 mars, quand de toutes parts on le sommait de monter à la tribune, il se contenta de répondre de son banc : « Je parlerai à mon jour et à mon heure. » Pendant plus de deux ans cette heure ne s'est pas présentée. Il semble que M. Caillaux la croie venue aujourd'hui : c'est l'heure de la Cour d'assises.

On ne donnera point le change au pays. La politique du Cabinet Caillaux a été définitivement jugée en 1912 par ses juges naturels. En vain l'ancien président du Conseil cherchera-t-il à faire reviser son procès parlementaire devant douze jurés et trois magistrats. En vain pressera-t-il la Cour de faire verser aux débats des papiers politiques dont l'accusation ne fait pas état contre lui et qu'il sait très bien être dépourvus de toute force probante en justice. Les papiers « verts » trouvés sur Gaston Calmette ne pouvaient en tout cas être que des copies sans aucun caractère d'authenticité et leur publication n'apprendrait plus rien à personne. On a tout divulgué, tout révélé en 1912, et M. Caillaux s'est tu.



CHAPITRE II

L'ULTIMATUM AUTRICHIEN ET L'OFFENSIVE DIPLOMATIQUE

L'ULTIMATUM AUTRICHIEN A LA SERBIE.

Vendredi 24 juillet 1914.

Le gouvernement austro-hongrois vient de frapper le grand coup qu'il préparait depuis le drame de Serajévo. Ce coup dépasse en brutalité tout ce qu'il était permis de craindre. Le comte Berchtold a fait remettre hier soir à Belgrade une note sommant le gouvernement serbe et le roi d'accepter sans discussion ni réserve, dans un délai de quarante-huit heures expirant demain soir samedi à six heures, une série de conditions extrêmement dures, dont la rédaction semble calculée de manière à accentuer la dureté. Nous n'avons pas encore sous les yeux le texte authentique de cette mise en demeure, et par conséquent nous ne pouvons en apprécier les termes mêmes. Mais, à n'en pas douter, l'ensemble et certains des articles produiront à Belgrade la plus douloureuse impression. Il faut espérer que l'indignation du peuple serbe saura se contenir

et qu'il n'éclatera dans le royaume aucune manifestation de nature à fournir à l'Autriche-Hongrie de nouveaux prétextes. Les circonstances sont extrêmement critiques pour la Serbie ; elle doit garder à tout prix son sang-froid et s'attacher à mériter la confiance de l'Europe par la dignité de son attitude.

La note du 23 juillet contient un certain nombre de demandes qui seraient légitimes si elles n'étaient pas présentées sous une forme comminatoire. D'après le comte Berchtold, l'enquête austro-hongroise sur le drame de Serajévo a fait apparaître la culpabilité directe ou indirecte d'un certain nombre de sujets serbes, dont plusieurs officiers et fonctionnaires. On comprendrait que le Cabinet de Vienne pressât celui de Belgrade, après lui avoir communiqué toutes les pièces utiles, d'ouvrir immédiatement une instruction contre les personnes en question. De même, on admettrait très bien qu'après avoir constaté, ou cru constater que l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand et de la duchesse de Hohenberg était la résultante de menées anti-autrichiennes dans certains milieux serbes, le comte Berchtold signalât au gouvernement serbe les cercles ou individus suspects résidant dans le territoire serbe et le priât de prendre contre eux les sanctions légales dont l'instruction judiciaire ferait apparaître le bien-fondé. Mais les auteurs de la note n'ont point adopté cette procédure. Ils déclarent que leur enquête a abouti à telles et telles conclusions et ils invitent le gouvernement serbe à appliquer immédiatement les sanctions qu'elles comportent suivant eux. Bien plus, ils prétendent imposer « la collaboration en Serbie des organes du gouvernement austro-hongrois dans la suppression du mouvement subversif dirigé contre l'intégrité de la monarchie ».

Ce n'est pas tout. Le comte Berchtold dicte au gouver-

nement serbe les termes *ne varietur* d'un ordre du jour du roi de Serbie à son armée et de déclarations au peuple serbe qui doivent paraître en première page du numéro du *Journal officiel* du dimarche 26 juilllet. Ordre du jour et déclarations ont pour objet de désavouer et de flétrir la propagande dite panserbe. Plus on relit le texte de la note, tel qu'il nous est parvenu, plus on se voit obligé de reconnaître qu'il a été combiné pour acculer la Serbie à une humiliation sans précédent dans l'histoire ou à la guerre. Et, en se reportant aux journaux de Vienne et de Pest dont nous dénoncions hier les violences, il ne paraît pas douteux que c'est la guerre que l'on désire à Vienne. Guerre monstrueuse et bien propre à montrer dans tout son éclat l'inintelligence politique totale des pacifistes.

C'est cependant cette guerre, préméditée à Vienne depuis près d'un mois, qu'il s'agit de prévenir. On ne peut laisser s'accomplir un pareil attentat. De son côté, le gouvernement serbe doit accepter tout, absolument tout ce qu'un État indépendant peut admettre sans forfaire à l'honneur ou abandonner ses droits de souveraineté. Il doit ouvrir une instruction loyale, arrêter et punir tous les coupables dont la complicité sera démontrée, se désolidariser de toute propagande contre un État voisin, réprimer sur son territoire toutes les excitations, faire et permettre de faire toute la lumière sur les faits incriminés. Si on exige de lui quelque chose de plus, il sera en droit de le refuser. Et si, malgré une condescendance poussée jusqu'à l'extrême limite du possible, on veut procéder contre lui à des actes de force, il ne fera pas appel en vain à l'opinion européenne et à l'appui de celles des grandes puissances qui veulent à tout risque maintenir l'équilibre.

NOTE RUSSE RELATIVE A L'ULTIMATUM AUTRICHIEN. — ATTITUDE CONCERTÉE DE LA TRIPLE-ENTENTE. — DÉMARCHE DE L'AMBASSADEUR D'ALLEMAGNE A PARIS.

Samedi 25 juillet 1914.

C'est bien d'une crise européenne qu'il s'agit. Le gouvernement austro-hongrois a-t-il simplement voulu régler ses vieux comptes avec la Serbie, ou bien a-t-il, avec la complicité d'autres puissances, saisi une occasion supposée favorable de déchaîner une crise générale? On ne saurait rien affirmer encore. En tout cas, il est absolument invraisemblable qu'il ait pu croire que les autres puissances assisteraient impassibles à l'étranglement de la Serbie. Nous savons bien que la presse austro-hongroise s'est pour ainsi dire portée garante de l'indifférence européenne, et peut-être les conseillers de l'empereur François-Joseph lui ont-ils donné la même assurance. Mais aucun des ministres austro-hongrois responsables n'a pu pousser l'aveuglement jusque là. Quoi qu'il en soit, les faits sont venus immédiatement démentir ces assurances.

Le gouvernement russe a fait publier, hier soir, une note aux termes de laquelle il déclare que « préoccupé pr les surprenants événements qui viennent de se produire et par l'ultimatum adressé à la Serbie par l'Autriche-Hongrie, il suit avec attention le développement du conflit austro-serbe, auquel la Russie ne peut rester indifférente ». D'autre part, après un conseil des ministres tenu à Pétersbourg, il a été envoyé dans la journée d'hier au représentant de la Russie à Vienne des instructions lui pres-

crivant de demander au comte Berchtold de prolonger le délai fixé dans l'ultimatum et de laisser aux puissances le temps nécessaire d'examiner les pièces communiquées à M. Sazonof dans la matinée du même jour par l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie. Enfin, les Cabinets de la Triple-Entente se sont concertés pour parler dans le même sens à Vienne. Tous trois, à l'heure où paraîtront ces lignes, auront dû exprimer au comte Berchtold leur étonnement de sa démarche et leur désir très vif qu'il ne soit pris aucune mesure coercitive contre la Serbie avant que les puissances aient été en mesure d'en constater la légitimité.

La demande de prolongation de délai ne saurait être rejetée sans que l'Autriche-Hongrie se déshonore. Les injonctions de l'ultimatum sont aussi brutales qu'insuffisamment justifiées. Tout le monde saura qu'elles ont été préparées, sinon rédigées, par le comte Forgasch, chef de section au Ballplatz, qui dirigeait la légation d'Autriche-Hongrie à Belgrade en 1908-1909 quand on y fabriquait méthodiquement les faux destinés à perdre les accusés du procès d'Agram et à prouver la prétendue complicité de la Serbie dans le mouvement anti-autrichien chez les Jougo-Slaves. C'est le même homme, c'est le même gouvernement qui prétend aujourd'hui qu'on le croie sur parole lorsqu'il affirme la culpabilité ou la complicité des autorités serbes dans le drame de Serajévo et qu'il enjoint à la Serbie de faire solennellement, avant tout examen, amende honorable. Ce sont les mêmes hommes qui ont fabriqué les papiers Friedjung et qui ont affirmé avec obstination pendant plus d'une semaine que le consul Prochaska avait été mutilé par les Serbes pendant les guerres balkaniques. Eh bien, non, l'Europe ne croit pas, ne croira pas sur parole ces hommes-là. Elle veut des preuves, et si on ne lui en fournit pas de suffisantes, elle

ne restera point indifférente, selon l'expression du Cabinet de Pétersbourg, à l'exécution de la Serbie par un ennemi déloyal.

Le caractère européen de la crise a été accentué par la démarche faite hier par l'ambassadeur d'Allemagne à Paris près du président du Conseil intérimaire. Le baron de Schœn est venu dire à M. Bienvenu-Martin que l'Allemagne désirait que le conflit entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie restât localisé entre ces deux puissances et que, s'il se produisait une intervention de puissances tierces, il en résulterait des conséquences incalculables. D'autre part M. de Jagow, secrétaire d'État à l'Office impérial des affaires étrangères, a déclaré hier aux chefs de mission accrédités à Berlin que, sans avoir été précisément consulté par le Cabinet de Vienne sur la teneur de l'ultimatum, le gouvernement allemand approuvait complètement l'Autriche. De quelque façon qu'on tourne ces phrases, on ne peut les interpréter que d'une façon : l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie sont d'accord et solidaires. L'Europe se trouve donc sous la menace d'une conflagration générale.

Elle saura à quoi s'en tenir demain. Ce soir, à six heures, expire le délai fixé dans l'ultimatum pour la soumission de la Serbie. Sans le moindre doute, la réponse du Cabinet de Belgrade, tout en étant parfaitement courtoise et en offrant toutes les satisfactions possibles compatibles avec le respect de son indépendance, sera un refus partiel et sera considérée à Vienne comme une fin de non-recevoir. Il s'agira de savoir si, dans la nuit même, le gouvernement austro-hongrois se livrera à des actes de violence avec ou sans déclaration de guerre, ou bien s'il se bornera à rompre les relations diplomatiques. S'il s'en tient à cette dernière mesure, la conflagration pourra être évitée. Mais

si, cédant aux influences qui l'assaillent depuis près d'un mois, il donne l'ordre à ses troupes de franchir la Save et le Danube, nous serons immédiatement en présence d'événements dont les conséquences seront vraiment incalculables.

LA RUPTURE AUSTRO-SERBE. — LA MOBILISATION AUTRICHIENNE. — LES NATIONS CIVILISÉES CONTRE LA SAUVAGERIE.

Dimanche 26 juillet 1914.

La rupture austro-serbe est consommée. La vérité et l'honneur commandent de dire qu'elle se produit dans des conditions déshonorantes pour l'Autriche-Hongrie. Hier soir, un peu avant six heures, M. Pachitch a remis au baron Giesl la réponse du gouvernement serbe à la mise en demeure de jeudi. *Cette réponse était une acceptation générale de principe* des conditions, même les plus humiliantes, de cet ultimatum sans précédent. Poussant jusqu'à l'extrême limite l'esprit de conciliation, de résignation, d'abnégation, la Serbie acceptait toutes les conditions articulées, même l'insertion au *Journal officiel* de cet ordre du jour inouï dont on dictait les termes au roi Pierre. On ressent un frisson à la pensée que des hommes d'État serbes, responsables des destinées de leur pays à cette heure tragique, ont pris sur eux de s'incliner à ce point. Eh bien, ce sacrifice unique dans l'histoire n'a pas été jugé suffisant. Le Cabinet serbe se bornait à demander des explications sur la façon dont le Cabinet de Vienne comprenait l'exercice du contrôle qu'il réclamait pour ses agents en Serbie, et à formuler des réserves sur la confor-

mité des exigences austro-hongroises avec le droit international. Enfin, la Serbie proposait le recours à l'arbitrage du tribunal de La Haye pour le cas où sa réponse serait jugée insuffisante, et elle réservait l'intervention éventuelle des puissances qui ont participé en mars 1909 à la rédaction des conditions imposées à cette époque au Cabinet de Belgrade. Ces réserves, si légères qu'on hésite à croire qu'elles aient pu se limiter là, ont été considérées comme un refus. Presque immédiatement après avoir reçu M. Pachitch, le baron Giesl a rompu les relations diplomatiques avec la Serbie et est parti pour Semlin avec tout le personnel de la légation. L'Autriche-Hongrie vient de s'exclure des nations civilisées. On se demande maintenant quelle autre puissance voudra la suivre.

Le premier acte de la tragédie, dont le drame de Serajévo a été le prologue, est joué. Dès le surlendemain de l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand et de la duchesse de Hohenberg, nous avons signalé l'intention du Cabinet de Vienne de s'en prendre à la Serbie, avant toute enquête, sans explication ni contrôle, de ses déboires des six dernières années. L'agression est préméditée. Le temps qui s'est écoulé depuis le 28 juin n'a pas été consacré à une enquête judiciaire impartiale ; on l'a mis à profit pour composer un dossier de complaisance et préparer une campagne. Personne ne s'y trompera. Si le Cabinet de Vienne avait tenu à faire partager à l'Europe la conviction de la culpabilité de la Serbie, il aurait communiqué son dossier aux puissances préalablement à toute mesure d'exécution. S'il n'avait pas résolu d'étrangler la Serbie, il aurait accepté hier la réponse étonnamment conciliante remise par M. Pachitch. Non, comme nous l'avions pressenti sans oser y croire, l'agression a été préméditée. L'Europe retombe en pleine barbarie.

Aucune dépêche relatant des faits de guerre n'est encore parvenue à Paris. Mais le fait que la nouvelle n'en soit pas arrivée ici ne prouve pas que les troupes austr-hongroises ne sont pas entrées en ligne. L'état de siège le plus rigoureux a été proclamé dans toute la monarchie dualiste. Tous les pouvoirs administratifs ont été transférés aux autorités militaires, la liberté de la presse a été supprimée. On ne saura en Europe, *viâ* Vienne ou Pest, que ce que l'état-major austro-hongrois voudra faire savoir. Très probablement le gouvernement austro-hongrois n'attend, pour donner les ordres décisifs, que le moment d'être fixé sur les intentions de la Russie. En effet, il doit adapter sa concentration à la situation diplomatique. Il ne peut combiner ses opérations militaires de la même manière s'il se trouve en tête à tête avec la Serbie, comme les journaux de Vienne et de Pest l'affirmaient toute la semaine dernière, ou bien s'il doit faire face à la Russie.

Il est hors de doute aujourd'hui pour tout le monde que la Russie ne permettra pas le tête-à-tête austro-serbe et que ni la France, ni la Grande-Bretagne ne resteront indifférentes au conflit. L'honneur de l'Europe et les intérêts de la civilisation sont en jeu. A Londres et à Paris, comme à Pétersbourg, tout le monde comprend que la question austro-serbe est au premier chef une question européenne, et que l'exécution de la Serbie devant l'Europe indifférente conduirait infailliblement à l'hégémonie germanique, c'est-à-dire à la ruine politique, économique et commerciale de l'Europe occidentale et du monde slave. Certes, si les puissances occidentales se trouvent engagées, bien malgré elles, dans une conflagration générale, ce n'est point une « guerre de magnificence » qu'elles feront. Elles lutteront pour l'existence, pour leur sécurité territoriale, pour le pain de leurs ouvriers. Il n'est ques-

tion, à l'heure actuelle, ni de prestige, ni d'amour-propre, ni de privilèges, ni de classes. L'hégémonie germanique pèserait beaucoup plus lourdement sur les classes laborieuses, sur les ouvriers, que sur la bourgeoisie et l'aristocratie financière. Elle aboutirait promptement à l'invasion de nos usines, de nos fabriques, de nos chantiers, par les ouvriers et les contremaîtres allemands ; à la suppression de notre marine marchande ; à l'absorption de nos ressources financières par les entreprises d'outre-Rhin. Le rentier, le capitaliste, voué par les chefs socialistes à la haine des ouvriers, ne souffrirait pas spécialement de ce régime. Mais que deviendraient les salaires de l'ouvrier français ? Si M. Jaurès et ses amis n'étaient point emportés aveuglément par des préventions abstraites, ils devraient reconnaître que l'armée française a pour mission essentielle de protéger le travail national et non, comme ils le déclament dans les réunions publiques, la ploutocratie.

A aucun moment, au cours de ce siècle déjà si fécond en bouleversements, l'Europe ne s'est trouvée dans une situation aussi critique. Toutes les nations civilisées doivent faire front ensemble contre la sauvagerie qui renaît.

LA CRISE EUROPÉENNE. — NOUVELLES DÉMARCHES ALLEMANDES A PARIS.

Lundi 27 juillet 1914.

L'Autriche hésite : tel est le fait important d'aujourd'hui. Quoique, dans l'état actuel des communications

télégraphiques et téléphoniques, on ne puisse conclure de l'absence de nouvelles sur des faits de guerre au maintien de l'état de paix entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie, il y a tout lieu de supposer que les hostilités ne sont pas encore engagées. C'est un premier signe à noter. En effet, à la veille et au moment de la remise de l'ultimatum du comte Berchtold, tous les interprètes de la politique du Ballplatz avaient déclaré que le refus ou l'acceptation seulement partielle de l'ultimatum serait immédiatement suivi d'actes de guerre. Les journaux de Vienne et de Pest arrivés ce matin à Paris, et parus là-bas après la nouvelle de la rupture des relations diplomatiques par le baron Giesl, annoncent la guerre. Ils donnent pour titres à leurs articles de tête : la guerre contre la Serbie. Ils semblent croire que les hostilités sont déjà engagées. Cette conviction répond si bien aux instructions données précédemment aux agents de tout ordre et aux journalistes que le généralissime serbe, venant des bains de Gleichenberg, a été arrêté à la gare de Kelenfœld, au grand croisement de lignes près de Budapest. Sans aucun doute possible, tout le monde s'attendait dans le public austro-hongrois à ce que les troupes de l'empereur-roi franchissent le Danube devant Belgrade dans la nuit de samedi à dimanche.

Donc, en fait, les intentions premières de l'Autriche n'ont pas reçu tout de suite l'exécution prévue. Or, depuis plus de quinze jours, tout avait été minutieusement réglé en vue de cette exécution. Toutes les mesures administratives, militaires, gouvernementales et diplomatiques avaient été prises. Dans l'heure qui suivit le départ de Belgrade du baron Giesl, tous les décrets relatifs à l'état de siège furent mis en vigueur. On avait poussé la précaution jusqu'à choisir, probablement de concert avec d'autres Cabinets, l'heure où le Président Poincaré venait de

quitter la Russie et se trouvait en haute mer, pour remettre à Belgrade l'ultimatum qu'on sait, après avoir assuré la veille la France et la Russie que les conditions posées à la Serbie excluaient toute chance de conflit. Le lendemain, l'ambassadeur d'Allemagne à Paris venait dire au chef du gouvernement français par intérim que toute intervention d'une tierce puissance serait suivie de conséquences incalculables. Une démarche analogue était faite peu après, on ne sait pas encore exactement quand, par les représentants de Guillaume II à Londres et à Pétersbourg (1). On est logiquement forcé de croire que l'exécution de la Serbie avait été combinée avec le plus grand soin et que les auteurs du plan comptaient sur l'apathie ou le fléchissement, soit de la France, soit de l'Angleterre, pour intimider par ricochet la Russie.

Cette combinaison a échoué. A Paris et à Londres, on n'a perdu ni le sang-froid, ni le sens des engagements internationaux, ni la notion du devoir européen. On a conseillé la plus grande conciliation à la Serbie tout en se préparant à faire face au conflit annoncé. Quand on a connu la réponse serbe, il n'y a eu partout qu'un cri de réprobation contre la conduite du gouvernement austro-hongrois qui avait rompu avec un pays qui lui accordait des satisfactions inespérées. Ce cri a été entendu à Vienne et à Berlin. A Vienne, on hésite à passer outre. A Berlin, on hésite à donner suite aux avertissements comminatoires de samedi. Personne ne peut dire à l'heure actuelle ce que signifie exactement et combien de temps durera cette hésitation. Mais on doit la constater en même temps que

---

(1) En fait, les démarches furent faites à peu près en même temps près des trois Cabinets. Seulement, rien ne fut publié à ce sujet à Londres et à Pétersbourg.

le fait que, malgré le désir austro-allemand — désir exprimé sous forme comminatoire — les puissances de la Triple-Entente ne se désintéressent pas du conflit austro-serbe. Le conflit, s'il va jusqu'aux hostilités, ne sera pas localisé. La question est donc celle de savoir si l'Autriche, déçue dans ses calculs, renoncera à l'exécution projetée et se pliera à un arrangement diplomatique sous les auspices d'autres puissances, de l'Allemagne par exemple, ou bien si le conflit austro-serbe a été mis sur pied pour fournir le prétexte d'une guerre générale, c'est-à-dire d'un grand règlement de comptes européen.

Hier dimanche, le baron de Schœn a fait au président du Conseil par intérim deux visites qui semblent ouvrir la voie à des négociations. D'autre part, on lit ce matin dans le *Neues Wiener Tagblatt* que l'Autriche est assez forte « pour accorder à la Serbie, jusqu'à l'accomplissement de la mobilisation, un délai pendant lequel elle peut encore se raviser ». Ainsi, ce délai dont on ne voulait point entendre parler samedi, ce très court ajournement proposé par la Russie que l'Autriche rejetait sans discussion avant-hier, c'est un interprète du Ballplatz qui le suggère aujourd'hui. Voilà un second signe des plus intéressants.

Si les négociations dont on repoussait naguère l'idée à Vienne avec un superbe dédain viennent à s'ouvrir, elles seront conduites de notre côté dans le plus grand esprit de conciliation. Mais, après les démarches de ces jours derniers, il ne nous appartient point de prendre des initiatives. Nous attendons. Si l'Allemagne, comme elle l'affirme officiellement, désire sincèrement la paix, c'est à elle de le faire comprendre à Vienne. Pour notre part, il nous suffit de persévérer dans notre attitude. Plus nous montrerons de sang-froid, d'esprit de suite et de fermeté, mieux nous défendrons la cause de la paix. Le moindre

fléchissement nous précipiterait dans les complications, dans la confusion, c'est-à-dire dans la guerre — dans une guerre engagée, cette fois, dans de déplorables conditions.

LE PLAN AUSTRO-ALLEMAND. — LA NÉCESSITÉ DE LA RÉSISTANCE DE LA TRIPLE-ENTENTE.

Mardi 28 juillet 1914.

Quelques précautions qu'on ait prises à Vienne et à Berlin pour dissimuler le plan concerté dont nous voyons jour après jour s'exécuter les différentes parties, le grand dessein austro-allemand apparaît clairement maintenant aux yeux de toutes les personnes qui connaissent l'histoire, les ressorts de la diplomatie germanique, les ambitions de l'Allemagne et les difficultés austro-hongroises. Hier, on pouvait encore hésiter ; aujourd'hui on ne peut plus.

Hier, l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Paris est venu déclarer au chef intérimaire du gouvernement français que, vu la réponse insuffisante de la Serbie à l'ultimatum de jeudi, l'Autriche-Hongrie allait prendre les mesures propres à amener la Serbie à se soumettre. En même temps la chancellerie du Ballplatz communiquait à toute la presse une note, monument impérissable de mauvaise foi, où la situation était représentée sous l'aspect exactement contraire du véritable. Il est hors de doute que le Cabinet de Vienne n'a pas admis un instant la possibilité de l'acceptation « intégrale » de son ultimatum et qu'il a pris à l'avance toutes les mesures que comportait, suivant lui, un refus total ou partiel. Il est en ce moment étonné de l'étendue imprévue des concessions serbes, mais il

n'en poursuit pas moins l'accomplissement du plan primitif élaboré dans ses moindres détails. Il a rédigé un ultimatum intentionnellement outrageant parce qu'il voulait que la Serbie n'en pût pas accepter la teneur intégrale. Il a décidé que le moment était venu de prendre dans les Balkans une revanche définitive, de détruire les résultats des deux dernières guerres et de reparaître, lui aussi, sur la scène mondiale avec une armure étincelante.

L'Allemagne est d'accord avec l'Autriche-Hongrie. Peut-être n'a-t-elle pas elle-même choisi l'heure et les moyens. Mais, bon gré mal gré, elle est derrière son alliée et elle la soutient de toutes ses forces. Peut-être n'a-t-elle pas prémédité la guerre ; mais elle veut, au risque d'une guerre, permettre à l'Autriche-Hongrie, affaiblie et compromise à l'intérieur comme à l'extérieur par une série de lourdes erreurs, de reconquérir en Orient, en Europe et chez elle, une autorité telle que, d'alliée embarrassée et embarrassante, elle redevienne une puissance forte, sûre d'elle, capable de concourir efficacement au triomphe du *Deutschtum*. Peut-être l'Allemagne eût-elle préféré laisser le temps courir dans l'espoir qu'il travaillerait pour elle. C'est très douteux ; mais ce qui ne l'est pas, c'est que, mise en demeure par son alliée de l'aider à sortir du marais où elle s'enlizait, elle lui a donné son appui. Il est même probable que les bases de l'accord ont été posées à Konopicht et que l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand a seulement hâté la mise en mouvement de la manœuvre en fournissant un prétexte. L'empereur François-Joseph s'est-il laissé entraîner par l'assurance de ses ministres et de Guillaume II que la paix ne serait pas troublée, ou bien a-t-il résolu de jouer le va-tout de la monarchie ? Nous ne pouvons savoir. Mais pour nous Français, pour la Russie et l'Angleterre, le résultat est le même.

Il ne s'agit de rien de moins que d'un remaniement de l'Europe analogue à celui qui suivit la guerre des duchés, Sadowa et Sedan. Au fond, ce n'est pas la Serbie qui est en jeu maintenant, ce n'est même pas seulement l'Europe, c'est l'équilibre mondial, c'est la politique mondiale, suivant l'expression employée presque à chaque page par le prince de Bülow dans le livre que nous analysions ici dernièrement. Si la France, si la Russie, si l'Angleterre, oubliant l'histoire et renouvelant une faute capitale, laissaient étrangler la Serbie en 1914 comme elles laissèrent dépouiller le Danemark en 1864, elles commettraient un suicide. Victorieuses en Orient sans avoir tiré l'épée en Occident, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie ne tarderaient pas, après un temps d'arrêt utile pour égarer l'opinion, à poser ensemble de nouvelles questions, à adresser des sommations à l'une des trois puissances de la Triple-Entente. Aux quatre coins du monde, les prétextes abondent. Lorsqu'on réfléchit à celui que vient de saisir le Cabinet de Vienne, on peut être assuré que, le moment jugé favorable une fois venu, les adversaires des puissances qui essayent de défendre l'équilibre ne reculeront devant aucune audace, aucune manigance. La mise en train de l'affaire serbe a deux objets : renforcer l'Autriche-Hongrie et sonder l'Europe ou plutôt la Triple-Entente. Si l'une des puissances quelconques de la Triple-Entente faiblit à l'heure critique d'aujourd'hui, si elle se laisse enjôler dans des conversations dilatoires, si elle perd son temps à examiner des combinaisons successives destinées à tromper et à énerver l'opinion, c'en est fait de l'équilibre européen, c'en est fait de l'indépendance des grandes puissances occidentales.

Cette fois, l'heure est décisive. Tout homme détenant actuellement une parcelle de pouvoir et d'influence en

France, en Angleterre ou en Russie, doit se graver dans l'esprit que toute parole de défaillance, tout geste de lassitude, serait un crime. Les Cabinets de Vienne et de Berlin ont escompté l'ignorance des masses, l'imprévoyance de nos gouvernants et une certaine coïncidence de circonstances pour jouer leur grande partie en déguisant la véritable signification de leurs actes. Que le public ne croie pas que la situation s'améliore ou empire à tel ou tel instant parce que telles ou telles paroles auront été prononcées. Il est une seule question : l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne réussiront-elles, sous une forme ou une autre, à reconstituer au profit de leur influence l'Orient issu des événements des six dernières années ? Si on les laisse faire, le tour de l'Occident viendra bientôt. Sir Edward Grey semble bien l'avoir compris, et son discours d'hier à la Chambre des Communes renseigne assez sur la portée de ses préoccupations. Faisons bloc avec lui et envisageons en face les réalités. C'est le seul moyen qui reste de sauver la paix avec notre avenir. La moindre imprudence, la plus faible oscillation de notre part sera considérée et exploitée comme un acquiescement ou un encouragement. Montrons-nous résolus à empêcher, à tout risque, l'exécution d'un plan destructeur de l'équilibre, et peut-être l'Allemagne hésitera-t-elle à soutenir jusqu'au bout son alliée. Ne nous prêtons, à aucun prix, à aucune démarche de prétendue conciliation à Pétersbourg. Ce n'est pas à Pétersbourg, c'est à Vienne qu'il faut imposer la modération.

LA DÉCLARATION DE GUERRE DE L'AUTRICHE A LA SERBIE. — LA PRÉTENTION AUSTRO-ALLEMANDE DE « LOCALISER » LE CONFLIT.

Mercredi 29 juillet 1914.

L'Autriche-Hongrie a déclaré la guerre à la Serbie. L'empereur François-Joseph a lancé une proclamation « à ses peuples » où il déclare : « Tout examiné, tout considéré, c'est avec une conscience sereine que j'entre dans la voie que le devoir m'indique. » Cette « conscience sereine » pèsera plus lourdement sur la mémoire de François-Joseph Ier que le « cœur léger » sur celle d'Émile Ollivier. Le ministre français, infatué de lui-même et mis inopinément en face d'événements qu'il n'était pas de taille à dominer, se laissa prendre au piège tendu par un adversaire mieux préparé et moins scrupuleux que lui. Dans des circonstances critiques, il se laissa imposer par un entourage de brouillons la politique qu'il combattait la veille et il céda à une malheureuse inspiration d'un tempérament oratoire. L'empereur François-Joseph accomplit aujourd'hui un acte raisonné, concerté, machiné durant des semaines de réflexion. Il se précipite sur un petit peuple inoffensif en lui attribuant ses propres mauvais desseins. Il donne carrière aux passions sauvages que les gens de la *Reichspost*, de la *Danzer's Armee Zeitung* étalent sans retenue depuis 1909. Il prend pour prétexte un assassinat commis sur son territoire, par ses sujets, sur un prince autrichien dont ses propres parents avaient beaucoup à craindre et dont l'existence était indifférente à la

Serbie. Il ne produit pas la moindre preuve à l'appui de sa monstrueuse accusation ; il se contente de l'affirmation d'agents déjà pris en flagrant délit de faux. Le règne de François-Joseph a commencé dans une révolution ; il semble bien qu'il doive finir de même.

Quel est donc le but avoué de cette guerre déclarée en violation de tout droit ? La proclamation impériale le dit : « Je dois m'occuper de créer, par la force des armes, les garanties indispensables qui doivent assurer à mon pays le calme intérieur et une paix durable à l'extérieur. » Jamais la théorie de « la force prime le droit » n'a été formulée plus cyniquement, même par Bismarck. La Serbie nous gêne : supprimons-la ! Le raisonnement n'est pas compliqué. Diplomatiquement, la formule est rédigée conformément à l'hypocrisie classique : « Nous ne songeons pas à supprimer la Serbie — du moins pas tout de suite ; nous voulons seulement prendre chez elle des garanties indispensables. » Depuis l'automne de 1908 nous dénonçons ici sans relâche cette politique. Jusqu'ici les puissances gardiennes de l'équilibre avaient réussi à la contenir. A la vérité, elles avaient été mieux servies par les événements que par leur habileté. L'année dernière encore elles étaient restées immobiles lorsque la Bulgarie, poussée par l'Autriche-Hongrie, se jeta sur la Serbie, son alliée, afin de lui ravir les fruits d'une victoire commune où les troupes du roi Ferdinand n'auraient pu vaincre sans le secours des troupes du roi Pierre. Heureusement, malgré les prévisions contraires des conseillers de l'empereur François-Joseph, cette trahison fut punie par une défaite totale. Depuis, le Cabinet de Vienne rongeait son frein. N'ayant plus à sa disposition d'État mercenaire, il s'est décidé à opérer lui-même.

Le but est le même. Il s'agit d'occuper — avec ou sans

annexion, suivant les circonstances — la partie occidentale de la Serbie depuis la frontière entre la Bosnie et l'ancien sandjak de Novi-Bazar jusqu'au Vardar et à la Bulgarie. Soit par la guerre, soit par une insurrection fomentée par l'Organisation intérieure bulgare, avec la complicité de l'armée du roi Ferdinand, les territoires de la Nouvelle Serbie seraient soustraits à la souveraineté serbe. A un point difficile à fixer aujourd'hui, la Bulgarie se relierait à l'Albanie du prince de Wied et au territoire occupé par l'Autriche-Hongrie. Celle-ci aurait ainsi une emprise sur Salonique et sur Durazzo, sinon sur Vallona. Liée par un pacte de sang à la Bulgarie, elle encerclerait complètement le Montenegro, la Serbie et la Roumanie. Ces trois royaumes seraient réduits à l'état de vassaux. Il est impossible qu'on nourrisse à ce sujet la moindre illusion à Bucarest, malgré toutes les belles paroles qu'on prodigue sans doute en ce moment au roi Charles. Le rêve national roumain serait anéanti. En compensation de la ruine de cet idéal et de la rétrocession de la Dobroudja à la Bulgarie, on cèderait à la Roumanie une province serbe de la rive droite du Danube où se trouvent quelques douzaines de mille roumanisants, d'ailleurs fidèles sujets serbes.

Laissera-t-on, sous prétexte de « localiser le conflit austro-serbe », se consommer ce bouleversement ? Nous avons montré hier que ni la Russie, ni les puissances occidentales ne sauraient le souffrir sans aller au devant d'une catastrophe nationale. L'Autriche-Hongrie maîtresse des Balkans, c'est l'Allemagne maîtresse à Constantinople et en Asie Mineure ; c'est la question des Détroits résolue contre la Russie et les nations occidentales ; c'est la Russie rejetée en Asie et l'Europe livrée au germanisme.Il faudrait être aveugle ou fou, ou tous les deux à la fois, pour

ne pas voir que la diplomatie austro-allemande s'efforce en ce moment de duper la diplomatie européenne avec des bavardages. Dans cette tragi-comédie, les rôles sont habilement distribués. L'Autriche agit derrière les décors tandis que, sur la scène, l'Allemagne distrait le public. Le coup fait, on baissera le rideau et le public sera invité à rentrer chez lui. Nous n'attribuons pas la moindre importance aux communications des diplomates allemands et aux dépêches, toutes tendancieuses, de Berlin, Vienne et Rome. Tout cela n'est que de l'apparence ; la seule chose importante est le forfait en train de s'accomplir.

Le bouleversement de l'Orient touche l'Angleterre et la France aussi directement que la Russie. L'intérêt national commande de l'empêcher à tout prix. Plus tard, les risques seraient plus grands et les chances de succès plus faibles.

LE « COUP » AUSTRO-ALLEMAND, — MOBILISATION PARTIELLE RUSSE.

Jeudi 30 juillet 1914.

A mesure que se développent les événements, on découvre mieux le grand dessein austro-allemand. Il devient de plus en plus clair que les Cabinets de Vienne et de Berlin avaient choisi avec préméditation, pour frapper un grand coup, le moment où ils croyaient la France et l'Angleterre aux prises avec des difficultés intérieures inextricables. Ils comptaient fermement que la Russie, se défiant de la promptitude et de l'efficacité du concours de ses alliés et amis désemparés, n'oserait pas prendre nettement

position dès le début de la crise. Ils espéraient amuser le tsar avec de vagues protestations de désintéressement territorial et le placer ensuite devant les faits accomplis. Ils auraient ainsi fait coup double : ils auraient réalisé leur plan oriental et dissocié la Triple-Entente. En effet, la Serbie une fois matée, la Roumanie encerclée, la Grèce livrée à la Bulgarie, rien n'aurait plus empêché l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie associées d'installer leur prépondérance définitive de Belgrade à Bagdad. Le commerce austro-hongrois aurait enfin retrouvé sur une partie du marché oriental la place que le commerce allemand lui dispute âprement depuis vingt ans. On se serait partagé les sphères d'influence. D'autre part, la Triple-Entente n'aurait pas résisté à une pareille mortification. Entre la France et la Russie notamment, il se serait élevé une méfiance qui eût rendu impossible ou stérile toute communauté d'efforts.

La première partie de la combinaison est actuellement ruinée. Si l'Austro-Allemagne veut s'emparer de l'Orient, elle ne le pourra plus subrepticement ; il lui faudra se battre. La Russie a notifié hier à Vienne et à Berlin qu'elle mobilisait quatorze corps d'armée sur la frontière austro-hongroise. Elle a donné en même temps à entendre qu'elle ne s'en tiendrait pas là si l'Autriche prononçait son attaque contre la Serbie. Diplomatiquement et militairement les positions sont donc prises. Le grand conflit ne peut plus être évité que si l'Autriche s'abstient d'actes irréparables, c'est-à-dire si l'Allemagne lui recommande la prudence. Malheureusement rien ne permet de croire que le Cabinet de Berlin soit disposé à une démarche de ce genre. En cette affaire, dans la préparation et dans l'exécution, les deux gouvernements apparaissent étroitement solidaires. Ils se sont chargés de rôles différents, mais ils jouent en-

semble la même pièce. Berlin s'obstine à demander à Paris de peser sur Pétersbourg. Il s'entête à vouloir dissocier la Double-Alliance.

Cette seconde partie de la combinaison échouera comme la première. Le Cabinet de Paris ne dira pas à celui de Pétersbourg un mot pour l'empêcher de prendre les mesures que commandent la sauvegarde des intérêts vitaux de la Russie et le maintien de l'équilibre mondial. Contractuellement, diplomatiquement, politiquement, militairement, la France et la Russie sont et resteront solidaires. L'Angleterre n'est pas liée avec nous ni avec la Russie par des liens aussi forts. Mais ses intérêts sont les mêmes et elle est résolue à les défendre avec la même énergie. Elle non plus, tout en souhaitant très sincèrement la préservation de la paix et en considérant l'ouverture d'hostilités générales comme la plus grande calamité imaginable, ne demandera pas au tsar de s'incliner devant les sommations de l'Austro-Allemagne. Le moment est venu pour la Triple-Entente de défendre son existence par tous les moyens y compris la force. On commence très bien à voir à Londres qu'il s'agit en ce moment, non de la Serbie, mais de l'indépendance du monde. On se trouve en effet devant la tentative d'hégémonie la plus caractérisée qui se soit produite depuis cent ans. Les nations soucieuses de leur indépendance doivent donc résister jusqu'à la dernière extrémité. Pour elles, ce n'est point une affaire de Cabinet, c'est une question nationale au premier chef qui est en jeu.

Il faudrait se garder de croire qu'on peut résoudre la crise actuelle en recherchant une formule de conciliation. Toutes les formules seront dépourvues de signification. La grande, la seule question est celle de savoir si la Triple-Entente s'abaissera plus ou moins bas devant la Triple-

Alliance, ou si elle fera décidément reconnaître qu'elle entend qu'on ne touche désormais plus à elle. La question serbe sera la pierre de touche. Il faudra que l'Autriche-Hongrie ne porte, ni directement, ni indirectement, atteinte à l'indépendance de la Serbie. Elle affirme, assure-t-on, qu'elle n'en veut pas à l' « intégrité » du jeune royaume. Mais ses assurances n'ont aucune valeur, et le mot « intégrité » peut être interprété comme on veut. Qu'est-ce que le respect de l'intégrité d'un pays qui se manifeste par l'invasion de ce pays ? Qu'est-ce que les assurances de désintéressement d'un État qui déclare la guerre afin de prendre chez son voisin « des garanties indispensables » ? Toutes ces formules de vieilles chancelleries n'ont plus cours. Considérons seulement les faits. La Triple-Alliance a porté un défi à la Triple-Entente. Les ambassadeurs d'Allemagne à Paris, à Londres et à Pétersbourg sont venus appuyer l'ultimatum autrichien à la Serbie en déclarant que, sous peine de conséquences incalculables, les gouvernements près desquels ils étaient accrédités devaient laisser l'Autriche asservir la Serbie. Les Cabinets de Pétersbourg, de Paris et de Londres ont répondu, en termes courtois, qu'ils ne laisseraient pas s'accomplir ce forfait. On en est là. Toutes les formules du monde ne changeront rien à la situation. L'Austro-Allemagne doit renoncer effectivement à l'exécution de son plan ou bien les deux groupes s'affronteront.

L'ATTAQUE BRUSQUÉE DIPLOMATIQUE. — LE RÔLE DE L'ANGLETERRE.

Vendredi 31 juillet 1914.

L'attaque brusquée militaire n'est pas seule à redouter dans les relations internationales. L'attaque brusquée diplomatique n'est pas moins dangereuse. Pour des gouvernements résolus à réaliser un grand dessein, il est aussi avantageux de surprendre leurs rivaux en plein désarroi diplomatique et politique que de profiter d'une avance de préparation militaire pour envahir le territoire du voisin. Peut-être même l'attaque brusquée diplomatique est-elle préférable à l'autre, car on l'entreprend avec moins de risques. En cas de succès, elle procure tous les résultats d'une guerre heureuse, sans effusion de sang. En cas d'échec, les diplomates qui ont risqué le coup peuvent espérer se replier en bon ordre en désavouant toute mauvaise intention. Au contraire, le brusque envahissement d'un État officiellement ami la veille peut aboutir à un désastre s'il n'est pas immédiatement suivi d'une victoire décisive. Au cours de ce mois, la Triple-Alliance s'est résolue à frapper le grand coup qui devait lui donner l'hégémonie de l'Orient. Après réflexion, elle a choisi comme moyen l'attaque brusquée diplomatique sur la Triple-Entente.

Les circonstances paraissaient extrêmement favorables. On comptait à Vienne et à Berlin que la Russie n'oserait jamais protéger la Serbie si elle n'était pas absolument sûre du concours effectif immédiat de la France et de l'Angle-

terre, de l'Angleterre surtout. Or, à l'heure choisie par le comte Berchtold d'accord avec M. de Jagow, le chef de l'État français et son président du Conseil voguaient sur la mer Baltique. A Paris, il restait des ministres peu au courant des ressorts de la diplomatie germanique, lents à saisir l'importance de certaines démarches, et de caractère éminemment pacifique. A Londres, on se croyait à la veille d'une guerre civile et toute l'attention était absorbée par les troubles d'Irlande. A Pétersbourg, des émeutes ouvrières, si opportunes qu'il est difficile de les croire spontanées, tendaient à faire croire que le gouvernement russe, en proie à des difficultés intérieures, était incapable de prendre à l'extérieur une décision énergique. Par précaution, on avait fait mobiliser plus de 100.000 hommes en Italie, afin d'être sûr qu'un mouvement populaire ou une grève générale ne viendrait pas obliger l'Italie à refuser au moment critique son appui à ses deux alliées [1]. Enfin, afin de choquer le moins possible la Russie et l'Angleterre, on avait fait la première démarche comminatoire à Paris, au point diplomatique supposé le plus faible, près des hommes les moins préparés à supporter l'attaque. On espérait que Paris se hâterait de « modérer » Pétersbourg, ou du moins d'y faire passer l'expression de ses inquiétudes, et qu'on réussirait ainsi à berner la Russie sans avoir eu besoin de lui parler haut.

A Vienne et à Berlin, même à Rome, on feint encore de croire au succès de l'attaque. On ne met plus en doute, il

(1) On ne sait pas encore exactement si cette mobilisation correspondait à des intérêts intérieurs ou extérieurs. Il semble établi que le Cabinet de Rome n'a pas été mis au courant des conditions imposées par Vienne à la Serbie. Mais on peut supposer qu'il en a connu la substance. et que, prévoyant des complications, il a d'autant plus tenu à ne pas être pris au dépourvu que la situation intérieure était plus troublée dans les Romagnes.

est vrai, la fermeté et la clairvoyance françaises. Si pleins d'illusions que soient certains de nos hommes politiques en temps ordinaire, les moins perspicaces recouvrent la vision des réalités aux heures où les grands intérêts nationaux sont en jeu. D'ailleurs l'attitude du pays et l'opinion publique par la voix de la presse achèvent de les éclairer. De notre côté donc, il ne subsiste plus aucun doute. Mais les espoirs et les efforts de la Triple-Alliance se tournent du côté de l'Angleterre. De Rome et de Berlin, on agit à Londres de toute son énergie, de toute son astuce, par tous les intermédiaires, pour berner l'Angleterre. On essaye de lui faire croire que le conflit actuel ne la touche point et qu'elle doit assister l'arme au bras au bouleversement de l'Orient présenté sous la forme anodine — et provisoire — de la « punition » de la Serbie.On va plus loin. On promet la neutralité italienne en compensation de la neutralité britannique — comme si les deux neutralités se balançaient! En somme l'attaque brusquée diplomatique n'a été livrée que dans la conviction que l'Angleterre au moins serait hors du combat.

En dépit des affirmations tendancieuses contraires de la presse germanique, ce calcul est déjoué. Peut-être l'Angleterre a-t-elle été déconcertée au premier abord. Il y avait en effet de quoi. Les ambassadeurs d'Autriche-Hongrie n'avaient-ils pas déclaré catégoriquement un ou deux jours auparavant que la note de leur gouvernement serait excessivement modérée? L'Angleterre s'émeut lentement et ne croit pas volontiers au machiavélisme d'autrui. Mais, quand elle connut la note austro-hongroise, quand elle vit rejeter la réponse conciliante à l'excès de la Serbie, quand elle entendit la déclaration de guerre de l'empereur François-Joseph au roi Pierre, elle comprit qu'on l'avait trompée comme le baron d'Aehrenthal lui avait menti

en 1908 au sujet de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine et de la proclamation de l'indépendance bulgare. Elle pardonne difficilement ces choses-là. Depuis, tous les jours, elle aperçoit mieux que la question en jeu est non pas celle de la Serbie — pays pour lequel on lui supposait peu de sympathie —, mais celle de l'Orient tout entier, de l'équilibre européen et mondial. Donc elle s'est décidée à faire front avec ses amis contre l'assaillant.

Si l'on semble en douter encore dans les capitales de la Triple-Alliance, c'est sans doute qu'il n'y a pas encore été fait de déclarations catégoriques. Mais il n'entre pas dans les habitudes de la diplomatie britannique de se livrer à des manifestations de ce genre. Elle recourt à d'autres procédés. Par exemple, après le coup d'Agadir, le discours de M. Lloyd George vint ruiner la combinaison allemande aussi sûrement qu'une déclaration d'ambassadeur à ministre des affaires étrangères. Hier, M. Asquith et Sir Edward Grey ont employé un moyen analogue. Ils ont averti nettement leur pays, et l'Europe avec lui, que l'Angleterre était derrière la France, et par conséquent derrière la Russie, si la France, comme il est certain, faisait front avec la Russie (1). Voilà la Triple-Alliance avertie. Il n'y a plus ni tergiversation, ni obscurité. La question est franchement posée. L'Angleterre ne songe pas à se battre pour la Serbie, c'est entendu. Mais elle se battra pour le salut de la France solidaire de la Russie, et pour le maintien de l'équilibre mondial. Si les paroles prononcées hier aux Communes par M. Asquith et Sir Edward Grey n'avaient pas, dans les pays de la Triple

(1) A l'heure où cet article fut écrit, on ne connaissait le langage de M. Asquith et de Sir Edward Grey que par une analyse télégraphique. En réalité, les déclarations en question furent moins nettes, mais le sens général était assez clair.

Alliance, le retentissement qui convient, elles seraient probablement suivies d'autres destinées à supprimer publiquement toute équivoque. Ce sera le meilleur, peut-être le seul moyen de conserver la paix.

A LA VEILLE DE LA GUERRE. — LA MOBILISATION EN ALLEMAGNE, EN AUTRICHE ET EN RUSSIE. — DÉMARCHE ALLEMANDE A PARIS. — LA NOUVELLE INVASION DES BARBARES.

Samedi 1er août 1914.

Les dernières batteries sont démasquées. Devant la mobilisation générale officielle autrichienne et la mobilisation générale allemande s'effectuant clandestinement sous le couvert de l'état de siège, la Russie a dû, elle aussi, proclamer la mobilisation générale. Tout retard aurait pu lui être fatal, à elle et à l'Europe civilisée. Comme nous n'avons cessé de le dire depuis la remise de l'ultimatum autrichien à la Serbie, l'Austro-Allemagne a minutieusement préparé la réalisation par les armes de son grand dessein d'hégémonie. Tout a été combiné pour tromper les autres puissances et l'opinion européenne, pour permettre à l'Austro-Allemagne, sous le prétexte d'une guerre austro-serbe, de gagner quelques jours de préparation militaire. Au début de cette campagne diplomatique, les puissances amies de la paix, trop enclines à prêter à leurs adversaires leurs propres sentiments de loyauté, ont pu hésiter sur les véritables intentions des agresseurs de la Serbie. Mais, à la fin, leurs yeux ont dû s'ouvrir. La Russie, se sentant visée à travers la Serbie et

voyant tout le slavisme en péril, a pris les mesures décisives absolument indispensables. Hier aussi, M. de Schœn est venu demander au gouvernement français si la France resterait neutre en cas de guerre entre l'Allemagne et la Russie, et il a exprimé le désir que la réponse fût donnée promptement.

La réponse de la Russie et celle de la France ne sont pas douteuses. La Russie réservera son entière liberté d'action, et la France déclarera que, si son alliée est attaquée, elle la soutiendra. C'est donc, à moins de revirement inespéré, la mobilisation générale décrétée officiellement aujourd'hui ou demain en Allemagne et en France. L'Italie n'a pas encore pris position. Son gouvernement, à l'instigation des Cabinets de Vienne et de Berlin, a très vivement pressé l'Angleterre de lier la neutralité des deux pays. Pour beaucoup de raisons, intérieures et extérieures, il appréhende de se jeter dans la mêlée au début des hostilités. Il eût été infiniment heureux de rester à l'abri du cataclysme et de rendre en même temps un signalé service à ses alliés en obtenant au bénéfice de ceux-ci la neutralité britannique. Mais il n'a pas réussi. Il attend donc les événements. Comme son traité d'alliance ne l'oblige pas à se solidariser militairement avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie en cas d'offensive de leur part, il peut reste rneutre.Il doit aussi prendre en considération l'opinion publique, qui est nettement antipathique à l'Autriche-Hongrie. A la vérité, on n'avait rien négligé de certains côtés pour brouiller la France et l'Italie et pour fournir à l'opinion publique italienne des prétextes d'irritation contre nous. Depuis un an que les événements actuels se préparent, nous avons signalé les manœuvres diffamatoires organisées en Italie contre nous par les agents tripliciens. Heureuse-

ment, depuis l'arrivée au pouvoir du Cabinet Salandra, ces manœuvres ont cessé. Nous devons veiller à ce qu'un incident de dernière heure artificieusement provoqué ne vienne pas troubler malencontreusement les relations de nos deux pays, liés par tant d'intérêts communs, et qui ne se sont quelquefois défiés l'un de l'autre que parce que des ambitieux s'acharnaient à les diviser. A cette heure critique aussi pour elle, la nation italienne ne peut pas ne pas reconnaître que des intérêts vitaux lui défendent de se joindre aux puissances germaniques contre les nations qui l'ont aidée à secouer le joug tudesque et qui sont toujours prêtes à lutter avec elle pour le triomphe de la liberté et de la civilisation.

Le gouvernement anglais n'a pas voulu, dès hier, se prononcer publiquement. C'est qu'à ses yeux, ou plutôt à ceux d'une partie du public britannique, le conflit n'est pas encore irrémédiablement ouvert et que, afin de libérer sa conscience et de satisfaire les scrupules des pacifistes, il a tenu à tenter une suprême tentative de conciliation. Son intention de soutenir de toutes ses forces la France attaquée est inébranlable, car, en face du germanisme marchant vers l'hégémonie, l'indépendance de la Grande-Bretagne est solidaire de celle de la France. Seulement, sous l'influence d'une action persévérante des agents allemands de toute sorte dans le Royaume-Uni et de quelques journaux puisant leurs informations à des sources germaniques, un groupe d'hommes politiques jouissant de quelque pouvoir sur l'opinion est encore aveuglé sur les véritables intentions du Cabinet de Berlin. Mais, dans son immense majorité, le peuple britannique sait qu'il commettrait une faute vitale en laissant l'Allemagne écraser la seule puissance européenne capable de contenir la puissance qui a proclamé que son

avenir était sur la mer. L'hégémonie maritime suivrait infailliblement l'hégémonie européenne. De seconde puissance maritime qu'elle est aujourd'hui déjà, l'Allemagne deviendrait la première avec ou même sans le concours de ses alliés d'aujourd'hui. Ce jour-là, la Grande-Bretagne, qui n'a pas un mois de vivres chez elle pour nourrir sa population, tomberait à l'état de dépendance germanique.

Il y a plus. Il ne s'agit plus seulement de combinaisons diplomatiques et de perspectives d'avenir. Il s'agit aussi de sauver la civilisation européenne de l'assaut le plus sauvage qui lui ait été livré depuis les temps barbares. Depuis cinq ans, les Austro-Hongrois déclarent qu'ils veulent exterminer les Serbes : c'est le mot même employé par leurs organes militaires. Aujourd'hui la question serbe passe au second plan ; elle a servi seulement de prétexte à une guerre générale conçue et préparée dans ses moindres détails depuis les défaites de la Bulgarie dans les Balkans. Aujourd'hui toutes les forces germaniques, avides de puissance et de butin, se lancent d'un élan formidable contre la civilisation occidentale et le slavisme. Elles ne reculeront devant aucune destruction pour abattre l'ennemi qu'elles ont juré de réduire à merci.

Comme nous le disions le jour même de la rupture des relations diplomatiques de l'Autriche avec la Serbie, toutes les nations civilisées doivent faire front ensemble contre la nouvelle invasion des barbares.



CHAPITRE III

LA GUERRE EUROPÉENNE

LA DÉCLARATION DE GUERRE DE L'ALLEMAGNE A LA RUSSIE. — LA VIOLATION DE LA NEUTRALITÉ DU LUXEMBOURG.

Dimanche 2 août 1914.

Les événements se précipitent en suivant le cours que la politique austro-allemande leur a préparé. L'Allemagne a déclaré hier soir la guerre à la Russie. La France a décrété la mobilisation générale. En déclarant la guerre à la Russie, ce n'est pas notre alliée que l'Allemagne vise principalement, c'est nous. C'est nous qu'elle veut mettre en cause. C'est de nous qu'elle attend un acte qui lui permette de dire au peuple allemand que la France l'a provoquée. C'est à notre frontière, non à la frontière russe, qu'elle masse ses troupes mobilisées clandestinement depuis au moins deux jours. Et, comme nous restons calmes, l'arme au pied, elle fait tirailler sur nos avant-postes dans l'espoir qu'une riposte de notre part lui donnera l'occasion de signaler au *Deutschtum* l'agression française. C'est si bien nous, nous d'abord, qu'elle veut atteindre par une offensive foudroyante,

qu'elle a déjà violé la neutralité du Luxembourg. Ses troupes occupent actuellement le grand-duché. Enfin, à la Belgique qui lui demandait si elle respecterait la neutralité belge, l'Allemagne n'a voulu donner aucune assurance, tandis qu'à la même question la France a répondu sans hésitation par une promesse formelle.

On ne saurait trop le répéter, car la plus grande partie du public et même de nombreux hommes politiques ne l'ont pas compris tout de suite : la question austro-serbe n'était qu'un prétexte combiné à loisir entre Vienne et Berlin pour duper l'Europe et prendre sur la France une avance décisive dans la préparation militaire. Dans la première phase de la crise, l'Autriche-Hongrie seule s'est mise en avant. Dans la seconde, celle d'hier et d'aujourd'hui, c'est l'Allemagne qui dirige tout. Les négociations austro-serbes, bonnes pour amuser quelque temps les chancelleries, se sont évanouies. Le Cabinet de Vienne cause encore à mi-voix à ce sujet avec les intermédiaires bénévoles qui persistent à nourrir des illusions. Après s'être déclaré irréductible au début, il feint la conciliation. Avec l'hypocrisie caractéristique de sa diplomatie, il se donne un air de bon apôtre à l'heure où les armées sont de toutes parts en marche. De son côté l'Allemagne, voulant à tout prix prononcer son attaque sur nous dans les conditions les plus favorables, n'a cure de négociations. Elle brusque le déclenchement de l'alliance franco-russe au moment où le roi d'Angleterre adresse un appel personnel à l'empereur Guillaume et au tsar Nicolas, et où le Cabinet britannique propose de réunir à Londres une conférence d'ambassadeurs chargée de résoudre sans retard le conflit austro-serbe. Aujourd'hui, tous les yeux sont-ils enfin dessillés ?

La France doit donc se préparer à lutter pour son exis-

tence. L'Allemagne a choisi pour l'attaquer l'instant où elle espérait la trouver désemparée. Elle comptait sur notre négligence, sur des imprudences de notre part, et sur la veulerie de l'Europe. Tous ces calculs sont déjoués. Tout en attendant la dernière extrémité, nous avons mobilisé. Ni diplomatiquement, ni militairement, nous n'avons donné la moindre prise sur nous. Inébranlablement fidèles à notre alliance et à nos amitiés, nous accomplissons tout notre devoir sans prendre aucune initiative. Même après la déclaration de guerre de l'Allemagne à la Russie, nous ne nous livrons à aucun acte de guerre contre l'ennemie de notre alliée. Toute l'Europe, le monde entier, peut constater notre calme, notre correction, notre résolution. Cette fois, en dépit de toutes les manigances des disciples de Bismarck, de toutes les fausses nouvelles propagées depuis trois semaines, personne au monde ne pourra alléguer, même en Allemagne, sans mentir effrontément, que la France a voulu la guerre. Le trouble-paix de l'Europe, c'est l'Austro-Allemagne aspirant à l'hégémonie.

A l'étranger, on reconnaît déjà partout le caractère agressif de la politique austro-allemande. Devant le péril imminent, aussi grave pour eux que pour nous, les Anglais, divisés par le Home Rule, se sont réconciliés. Ils ne forment plus qu'un bloc. La violation de la neutralité du grand-duché de Luxembourg garantie par le traité de 1867 est un défi à la signature de la reine Victoria. Le refus de promettre de respecter la neutralité belge ouvre la perspective la plus redoutable pour la sécurité de l'empire britannique. Demain, à la Chambre des Communes, M. Asquith fera une déclaration que nous attendons avec une entière confiance. En attendant, l'amirauté

britannique prend toutes les dispositions imposées par la situation.

L'Italie manifeste son intention de rester neutre. Elle ne croit pas devoir faire encore de déclaration officielle à ce sujet. Mais son ministre des affaires étrangères a dit aux ambassadeurs accrédités à Rome que le *casus fœderis* ne jouait pas dans les circonstances actuelles. Nous espérons fermement qu'à mesure que se développeront les événements, tout le peuple italien comprendra mieux que ses intérêts essentiels sont opposés à ceux de l'Austro-Allemagne.

Dans les Balkans, on attend. Les jeunes royaumes issus des démembrements de la Turquie d'Europe survenus depuis soixante ans voient arriver la grande crise européenne avec autant d'anxiété que d'espoir. Ils sont partagés entre le désir de sauvegarder tout d'abord ce qu'ils ont eu tant de peine à conquérir, et l'envie de réaliser leurs grands rêves nationaux. Ce désir et cette envie ne sont pas inconciliables. Ils se confondent plutôt. A défaut des Cabinets, de nature plus prudents, les peuples balkaniques verront tous les jours davantage que le moment est venu pour eux de s'unir dans un effort commun pour la libération complète.

Dans la lutte gigantesque à laquelle nous acculent des adversaires sans scrupules, la France peut avoir confiance. Elle a pour elle une bonne armée, de bons amis et le bon droit.

LA RUÉE GERMANIQUE ET LE DEVOIR DES NATIONS. — LA VIOLATION DE LA NEUTRALITÉ DE LA BELGIQUE.

Lundi 3 août 1914.

Par le fait de l'Austro-Allemagne, toute l'Europe se trouve en ce moment dans une situation sans précédent dans l'histoire.

L'Autriche-Hongrie a déclaré la guerre à la Serbie et elle ne la lui fait pas. Le bombardement de Belgrade est une opération de parade, terrible pour les habitants de cette malheureuse ville ouverte, mais sans importance militaire. Nulle part ailleurs sur le territoire serbe on ne signale de véritables faits de guerre. Suivant toute probabilité, le gros des forces austro-hongroises est massé à la frontière russe.

Sous le prétexte que la Russie mobilisait pour défendre la Serbie attaquée par l'Autriche-Hongrie, l'Allemagne a déclaré la guerre à la Russie quoique celle-ci ne fût pas en guerre avec l'Autriche-Hongrie. Pourtant le *casus fœderis* n'était pas en jeu, puisque l'alliée de l'Allemagne n'avait pas été attaquée par la Russie et n'avait elle-même pas attaqué celle-ci.

Sous le prétexte qu'elle est en guerre avec la Russie, l'Allemagne somme la France de prononcer sa neutralité ou de lui déclarer la guerre, à elle Allemagne. Or, sur notre réponse que nous sommes fidèles à l'alliance russe, elle ne donne aucune suite officielle à sa sommation. Cette réponse la déconcerte : elle veut que, en vertu du traité d'alliance franco-russe, nous lui déclarions la guerre afin

de pouvoir dire à la nation allemande et au gouvernement italien que la France a attaqué l'Allemagne. Elle veut à la fois galvaniser l'opinion allemande, qui semble beaucoup moins enthousiaste, et faire jouer le *casus fœderis* du traité italo-allemand.

Ce dernier point est du plus haut intérêt. Le public ne paraît pas apprécier la véritable signification de la déclaration de neutralité italienne faite avant-hier à Rome. L'ambassadeur d'Allemagne à Rome est venu notifier au ministre des affaires étrangères du roi Victor-Emmanuel que l'Allemagne se trouvait en état de guerre avec la Russie. Le marquis de San Giuliano a répondu que, l'Allemagne n'ayant pas été attaquée, le *casus fœderis* italo-allemand ne jouait pas et que l'Italie observerait la neutralité en attendant les événements. L'ambassadeur de Guillaume II n'a pas insisté. En effet, cette réponse n'a pu ni le surprendre, ni le décourager. Ce n'est pas sur la guerre avec la Russie que l'Allemagne compte pour faire jouer le *casus fœderis* avec l'Italie, c'est sur la guerre avec la France. Si nous commettions la moindre imprudence, si, même provoqués par des irruptions de troupes allemandes sur notre territoire, nous déclarions la guerre à l'Allemagne, celle-ci se hâterait de se dire attaquée et d'invoquer à Rome le *casus fœderis*. Certes, l'opinion italienne est en très grande majorité hostile à une guerre contre la France avec l'Allemagne ou l'Autriche-Hongrie. Mais il reste un certain inconnu. Donc, à tout prix, que personne ne donne prise à l'Italie contre nous, qu'aucun incident de terre ou de mer ne surgisse entre Italiens et Français, nulle part, ni à la frontière, ni à Marseille, ni à Nice, ni en aucun endroit où des rixes préparées peuvent dégénérer en conflit!

Pendant ce temps, l'Autriche-Hongrie ne bronche pas.

L'Europe tout entière est sur le point de se déchirer à cause de ses provocations, et les ambassadeurs de François-Joseph se comportent comme si le conflit ne regardait pas leur pays.

Mais l'Allemagne agit. Hier elle a violé la neutralité du grand-duché de Luxembourg. Aujourd'hui elle s'apprête à violer, si elle ne l'a déjà fait à l'heure où nous écrivons, la neutralité de la Belgique. *Elle a sommé la Belgique de lui laisser utiliser le territoire belge pour ses opérations militaires.* Elle prend pour prétexte qu'elle sait que des masses françaises se préparent à passer la frontière belge. Jamais, depuis qu'il y a une diplomatie et des nations vivant en société, pareil cynisme ne s'est étalé devant le monde. Sous ce rapport Bismarck est dépassé de beaucoup. L'Allemagne envahit le Luxembourg neutre parce qu'elle prétend avoir le droit (?) d'utiliser ses voies ferrées. Elle envahit le territoire belge parce que l'ennemi provoqué par elle et à qui elle n'a pas déclaré la guerre pourrait être tenté de l'envahir.

Si les nations civilisées assistent immobiles et muettes à ce spectacle, il n'y aura plus d'Europe ni de civilisation. A cette heure décisive dans l'histoire de l'humanité, toutes doivent se lever pour défendre le patrimoine commun accumulé pendant dix siècles.

Nous apprenons au dernier moment que le gouvernement belge a répondu très dignement à l'Allemagne qu'il avait reçu de la France l'assurance formelle du respect de la neutralité de la Belgique et qu'il défendrait avec toutes ses forces la neutralité du territoire national garantie par un traité solennel.

LA DÉCLARATION DE GUERRE DE L'ALEMAGNE A LA FRANCE. — LA NEUTRALITÉ ITALIENNE. — LA MOBILISATION ANGLAISE.

Mardi 4 août 1914.

La guerre est déclarée entre la France et l'Allemagne. Tel était le terme inévitable de la comédie diplomatique jouée depuis trois semaines par l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. Les dernières paroles prononcées par le représentant de l'Allemagne à Paris ont encore été des mensonges. M. de Schœn a pris prétexte de ce que des aviateurs français auraient violé le ciel germanique pour déclarer que l'Allemagne était « obligée de se déclarer en état de guerre avec la France ». L'hypocrisie qui a présidé à toute cette machination se retrouve dans cette formule. Après avoir mobilisé en secret, envahi notre territoire, violé la neutralité du Luxembourg, annoncé la violation de la neutralité belge, on vient nous déclarer que c'est nous, spectateurs impassibles de ces monstruosités, qui avons engagé la guerre avec l'Allemagne. Soyons sûrs que, dès hier soir, les journaux allemands ont dénoncé en termes indignés au peuple allemand les « provocations » de la France. La postérité jugera.

L'ambassadeur de Guillaume II à Rome s'est empressé d'aller notifier à la Consulta l'état de guerre entre la France et l'Allemagne. Espérait-il que le *casus fœderis* italo-allemand, qui ne jouait pas dans la guerre russo-allemande, jouerait dans la guerre franco-allemande? Le gouvernement italien, approuvé par le vénérable et loyal

marquis Visconti-Venosta, avait pris les devants en déclarant sa neutralité dans les divers conflits ouverts en Europe.

A Londres, Sir Edward Grey a fait des déclarations capitales : La flotte britannique garantit les côtes françaises contre toute attaque de la flotte allemande (par conséquent, nous pouvons employer toutes nos forces navales contre la flotte de commerce ennemie). — La Grande-Bretagne défendra la neutralité belge avec toutes ses forces. — « Si la situation se développe dans le sens qui paraît probable, a conclu le chef du Foreign Office, nous y ferons face. » Les armées de terre et de mer sont mobilisées.

L'état de guerre actuel ne met pas complètement fin à la tragi-comédie diplomatique. L'Autriche-Hongrie, dont les provocations ont mis toute l'Europe en armes, n'est officiellement en guerre qu'avec la Serbie. Elle désire évidemment, tant qu'elle gardera l'espoir de la coopération italienne, rester en apparence neutre à l'égard de la Russie et de la France pour que sa flotte de guerre ne soit pas exposée, que ses côtes ne soient pas bloquées, que son commerce maritime ne soit pas troublé et que le hasard lui réserve les chances d'un incident franco-italien. A aucun prix, sous aucun prétexte, ne laissons se produire l'incident qui fournirait l'occasion de tourner contre nous l'opinion italienne.

Jusqu'ici les « trucs » diplomatiques de l'Allemagne ont manqué leur effet. Si nous sommes patients et clairvoyants, les autres ne réussiront pas davantage. Il en sera de même de la mécanique militaire montée par le grand état-major de Berlin, et Alexis Samain [1], fusillé hier, aura sa statue à Metz.

---

[1] Le matin du 4 août, on avait annoncé qu'Alexis Samain avait été fusillé la veille à Metz Mais on sut plus tard que les deux frères Samain étaient vivants, internés dans la forteresse d'Ehrenbreitstein.

LA RUPTURE ANGLO-ALLEMANDE. — LA BULGARIE ET LA TURQUIE.

Mercredi 5 août 1914.

Hier soir, à onze heures, le gouvernement allemand a remis ses passeports à Sir Edward Goschen, ambassadeur de la Grande-Bretagne à Berlin. C'est la réponse à la sommation britannique à l'Allemagne d'avoir à respecter la neutralité de la Belgique. Aujourd'hui, la Grande-Bretagne et l'Allemagne sont en état de guerre. Les troupes allemandes essaient de forcer le passage à travers la Belgique ; elles portent leur principal effort sur Liège. De la Baltique à Gibraltar, des mers arctiques à la Méditerranée, c'est donc la guerre.

Beaucoup de puissances se sont hâtées de proclamer leur neutralité et l'observeront sans doute jusqu'à la fin. Il est peu probable, contrairement à certaines informations, issues probablement de l'interprétation inexacte d'incidents locaux sans véritable importance, que la neutralité suisse soit violée. Mais l'attitude de certains États est ambigue. Nous ne faisons pas ici allusion à l'Italie, qui ne se départira pas, nous y comptons, de l'attitude très correcte dont le gouvernement français l'a justement remerciée. En effet, plus les événements se développent, plus le peuple italien reconnaît, comme cela ne pouvait manquer, que le droit, les intérêts de la civilisation et les sympathies générales sont du côté de la France, et que la force ne tardera pas à l'être également. Les mesures militaires de nos voisins, restreintes

d'ailleurs, du côté des Alpes françaises, sont de simples précautions qui sont prises aussi du côté des Alpes autrichiennes. En conséquence, tout permet de croire, surtout après l'intervention de l'Angleterre dans le conflit avec toutes ses forces, que notre frontière du sud-est ne court aucun péril. Des précautions élémentaires suffiront aux confins de la Savoie et du Dauphiné. Seulement, répétons-le encore, évitons à tout prix un incident quelconque entre les deux pays. La France et l'Italie amies peuvent être récompensées par de grands résultats et fonder dans la Méditerranée un état de choses nouveau qui, sans porter le plus léger ombrage aux autres puissances, grandes ou petites, supprime entre elles deux tout prétexte de rivalité.

La conduite de la Bulgarie justifie tous les soupçons. Nous avons la certitude morale que le roi Ferdinand s'est concerté avec le Cabinet de Vienne. Il est aux aguets pour regagner la Macédoine perdue et son prestige effondré. Il s'efforce de déterminer la Turquie à le suivre dans une nouvelle aventure. La Bulgarie peut être matée par la Roumanie et la Grèce coalisées dans un intérêt supérieur commun. Quant à la Turquie, si, sous des inspirations faciles à deviner, elle commettait la folie de lier partie avec la Bulgarie contre la Serbie et la Grèce, ce serait son suicide. Elle ne mériterait plus de vivre. Nous avons ici lutté avec une persévérance quotidienne pour le maintien et la prospérité de l'empire ottoman. Mais si la Turquie, à cette heure décisive dans l'histoire du monde, osait prendre parti contre les puissances occidentales qui ont autrefois risqué leur existence pour sauver la sienne, c'en serait fait d'elle à jamais. Constantinople, le Bosphore et toutes les côtes de la mer Noire sont à la merci de la flotte russe de Sébastopol. Si la Su-

blime Porte ruse ou tergiverse, elle s'expose à voir prendre contre elle des mesures foudroyantes.

Le Reichstag s'est réuni hier et s'est ajourné au mois de novembre après avoir voté cinq milliards de crédits. Quand le Reichstag se rouvrira, il y aura une autre Allemagne.

LA RÉSISTANCE DE LA BELGIQUE. — LE RÔLE DE L'AUTRICHE.

Jeudi 6 août 1914.

La mécanique militaire du grand état-major de Berlin commence à se détraquer. Nul ne peut prévoir encore les résultats définitifs de la conflagration générale où l'Europe est engagée. Mais, sans préjuger le dénouement, on peut constater dès aujourd'hui que l'offensive foudroyante sur Paris est manquée comme l'attaque brusquée diplomatique des 24 et 25 juillet. La Belgique se défend avec toutes ses forces contre la violation de son territoire. Elle est secourue par l'Angleterre qui lui fournit, à elle et à nous, un concours illimité. La place de Liège tient bon et celle de Namur est maintenant impossible à enlever par surprise. La concentration des masses allemandes sur la frontière franco-belge est donc retardée, sinon arrêtée. Notre mobilisation s'effectue en ordre parfait et il en sera certainement de même de notre concentration. Notre couverture n'a pas été bousculée. Pour pénétrer en Champagne, les armées allemandes devraient forcer le passage à travers la Belgique et gagner ensuite au moins deux grandes batailles. Ce n'est pas

du tout ce qu'avait prévu le grand état-major de Guillaume II. Actuellement, autant qu'on puisse deviner ce qui se passe chez nos agresseurs, l'état-major modifie son plan primitif et se prépare à faire face à la fois aux diverses opérations militaires qu'il avait espéré pouvoir exécuter l'une après l'autre. Mais chacun se prépare de son côté. Coupée de ses communications avec la mer du Nord, l'Atlantique et presque toute la Méditerranée, l'Allemagne court le risque d'être affamée. Même au cas, qui n'est nullement une probabilité, où elle réussirait à remporter prochainement un grand succès sur terre, cela n'avancerait pas beaucoup ses affaires. Elle trouverait des troupes fraîches derrière celles qu'elle aurait battues. Pour venir à bout de la France et de la Russie alliées, appuyées par la flotte britannique, il lui faudrait soutenir victorieusement, à l'Est et à l'Ouest, un effort très prolongé qui, militairement, matériellement, financièrement et moralement, dépasse ses forces. La ruée germanique se brisera tôt ou tard contre le bloc des nations civilisées.

On se demande toujours quel rôle joue l'Autriche-Hongrie dans ce grand drame. Trop de personnes conservent quelques illusions à son sujet. On allègue qu'elle est entraînée, embarrassée, qu'elle songe peut-être à se dégager. En réalité, sa conduite en toute cette affaire est peut-être encore plus basse que celle de l'Allemagne. Comme la chancellerie allemande, la chancellerie austro-hongroise ment depuis des mois. Toutes deux ont laborieusement échafaudé leur monstrueux complot. L'Allemagne, comme à l'ordinaire, a été fausse et brutale. Mais l'Autriche-Hongrie a usé de raffinements de duplicité inconnus jusqu'à ce jour. A l'heure actuelle ses agents poursuivent leur besogne cynique avec une maestria

dans l'impudeur qui confondrait d'admiration Machiavel. Pendant que les ambassadeurs de Sa Majesté Apostolique continuent de converser sur un ton enjoué avec les ministres des affaires étrangères des pays en guerre avec l'Allemagne, les régiments slaves de la monarchie dualiste sont envoyés en Alsace, et les régiments bavarois dirigés sur la frontière austro-russe. Le souverain que sert le comte Szecsen ne se borne pas à s'associer à une entreprise contre la France et l'Angleterre ; il veut aussi que ses bons soldats tchèques et slovaques se heurtent aux nôtres aux pieds des Vosges. Cela n'est point une improvisation. Depuis plusieurs mois, les officiers des régiments slovaques ont reçu des cartes de toute la région des Vosges. Depuis des mois, le transport de régiments austro-hongrois à la frontière franco-allemande et de régiments allemands à la frontière austro-russe est prévu dans ses moindres détails. Quand on connaîtra tous les détails de cette combinaison, le cœur se soulèvera. Tout cela ne profitera point aux deux Majestés impériales et royales. En Bohême et dans toute la Slavie austro-hongroise, aucun Slave ne pardonnera sa félonie à François-Joseph Ier. Le jour de la justice viendra.

LA GUERRE AUSTRO-RUSSE. — DÉCLARATIONS DE M. ASQUITH AUX COMMUNES.

Vendredi 7 août 1914.

Hier, enfin, le gouvernement austro-hongrois a déclaré la guerre à la Russie. La note que l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Pétersbourg a été chargé de remettre à

M. Sazonof est digne de l'ultimatum adressé à la Serbie et de l'appel de François-Joseph Ier à ses peuples. Le comte Berchtold ose invoquer « l'attitude menaçante prise par la Russie » et le fait que « la Russie, d'après une communication du Cabinet de Berlin, a cru devoir ouvrir les hostilités contre l'Allemagne ». Les mensonges continuent. Ils dureront jusqu'à la catastrophe finale. Quel réveil dans les deux parties de la monarchie quand la vérité y sera connue!

Avec la France l'Autriche-Hongrie n'a toujours pas rompu. Elle persistait encore ce matin à espérer que nous lui déclarerions la guerre — comme nous en aurions cent fois le droit après les actes hostiles qu'elle prépare sans relâche contre nous depuis ce printemps — et que l'Italie serait tenue de marcher avec elle et l'Allemagne. Elle comptait probablement aussi que des incidents naîtraient infailliblement entre l'Italie et la France à la suite de mesures de notre part contre la contrebande de guerre ou contre les bateaux de guerre autrichiens et allemands réfugiés dans les ports italiens. En outre, elle avait préparé sur Salonique un coup dont le succès dépendait de la neutralité de la France et de l'Angleterre. Voyant qu'aucun de ses espoirs ne se réalisait, François-Joseph Ier a écrit à Victor-Emmanuel III une lettre très pressante pour l'inviter à se joindre à lui dans la conflagration générale. Nous ne connaissons pas la réponse du roi d'Italie. Mais nous avons la conviction qu'elle sera une fin de non-recevoir. Dans les conditions politiques actuelles, dans l'état de préparation militaire des belligérants d'aujourd'hui, la coopération de l'Italie à l'attaque austro-allemande serait, à l'intérieur et à l'extérieur, un désastre. A l'intérieur, un mouvement irrésistible enlèverait le gouvernement. Au dehors de la pénin-

sule, la Libye serait perdue à tout jamais, et la flotte commerciale, sinon la flotte de guerre, ruinée. A l'heure où nous sommes, il n'y a plus de tripliciens militants en Italie que quelques hommes politiques et quelques journalistes. Leur influence ne prévaudra pas contre celle de tout le reste de la nation. A défaut de sentiments d'amitié pour la France, la crainte de l'Angleterre retiendrait le gouvernement de Rome.

Au besoin, le discours prononcé hier aux Communes par M. Asquith achèverait de convaincre les tripliciens de l'autre côté des Alpes. Le Premier anglais a demandé et obtenu un crédit de deux milliards et demi et 500.000 hommes afin de pousser à fond la guerre gigantesque où la Grande-Bretagne a été jetée malgré ses efforts passionnés pour maintenir la paix. Nul ne peut plus ignorer à Rome, à La Haye, à Bucarest, à Sofia, à Constantinople et ailleurs, que l'Angleterre, une fois mise en branle, ne s'arrêtera plus jusqu'à ce que les trouble-paix soient réduits à merci. Il y a là de quoi faire réfléchir tous les pays qui ont une flotte, des côtes et un commerce maritime.

M. Asquith a dit hier les paroles peut-être les plus fortes qui aient été prononcées devant le Parlement britannique depuis Waterloo. Il a qualifié d'*infamous proposal*, de proposition infâme, le marché que M. de Bethmann-Hollweg — ce chancelier dont les badauds européens louaient la droiture et le pacifisme! — eut le front de proposer à Sir E. Goschen le 29 juillet dernier. A cette date, c'est-à-dire à un moment où ni la Russie ni la France n'avaient pris position, où notre attitude à l'égard de l'Allemagne était irréprochablement correcte, le chancelier allemand demandait à l'ambassadeur d'Angleterre un engagement de neutralité en cas de guerre

avec la France et d'invasion de la Belgique par les troupes de Guillaume II, en échange de la promesse de ne pas annexer de territoire continental français et de rétablir l'intégrité du royaume de Belgique après la guerre. Si nous avions accepté, s'est écrié M. Asquith aux applaudissements des Communes, notre pays aurait été à jamais déshonoré. Ces paroles retentiront comme un soufflet sur l'Allemagne tout autour du globe.

LA COALITION CONTRE LES BARBARES.

Samedi 8 août 1914.

L'offensive foudroyante combinée par le grand état-major de Berlin pour réduire en quelques semaines la France à merci a produit en effet un résultat foudroyant : instantanément, elle a coalisé contre les hordes germaniques les États civilisés. La première, la Belgique s'est mise en travers de la route d'invasion des barbares. Malgré les plus furieux assauts, elle n'a pas lâché pied. Dès qu'elle reçut l'impudente sommation d'avoir à laisser ouverts les chemins de France, elle se dressa tout entière devant l'envahisseur. Il n'y eut plus de partis, plus de querelles politiques, plus de discordes religieuses, plus de rivalités de races : tous les Belges ne firent qu'un, et nos voisins justifièrent magnifiquement leur devise nationale : l'union fait la force. L'union d'un petit peuple a eu raison de la force d'une grande nation. Liège a résisté victorieusement et l'ennemi refoulé doit attendre que le Moltke de 1914 remonte sa mécanique.

En Angleterre, où l'on était à deux doigts de la guerre

civile, en Irlande, où les orangistes et les nationalistes se trouvaient en armes face à face et où le sang venait déjà de couler, il n'est maintenant pas plus question du Home Rule, de l'*amending bill*, d'élections générales et de crise ministérielle, que si l'Irlande n'existait pas. Tous les partis ont fait confiance à M. Asquith et à Sir Edward Grey. Tout l'effort national se concentre sur les opérations de la flotte et la mobilisation des troupes de terre. Aucun journal, même parmi ceux qui étaient les interprètes ordinaires de la pensée germanique, n'ose plus plaider la cause de l'Allemagne. La publication du petit Livre Bleu distribué mercredi et les révélations faites jeudi aux Communes par le premier ministre sur les « infâmes propositions » de M. de Bethmann-Hollweg ont dissipé les dernières illusions des admirateurs de Guillaume II. Les goujateries des autorités berlinoises à l'égard de l'impératrice-mère de Russie, de l'ambassadeur britannique à Berlin, de M. Jules Cambon et de ses collaborateurs, les violations du droit des gens commises par le gouvernement allemand, et les exécutions sommaires de jeunes gens et de prêtres par les gens du souverain qui invoque toujours le nom du Très-Haut, ont achevé de retourner l'opinion des adversaires de la participation de la Grande-Bretagne à la guerre européenne. Là aussi l'union est complète. On peut être assuré que le roi Georges V ne remettra l'épée au fourreau qu'après que l'Allemagne sera dans l'impossibilité de nuire.

En Russie, il n'y a pas eu de discussion. Le chef des germanophiles, le prince Metchersky, est mort juste à temps pour ne pas assister à l'effondrement de sa politique. La déclaration de guerre de l'Allemagne a soulevé une colère et un enthousiasme qui vont croissant. L'ar-

mée russe, que Guillaume II se proposait d'écraser avant qu'eussent été réalisées les améliorations entreprises méthodiquement depuis quelques années par le tsar, se mobilise et se concentre en ordre parfait. Bientôt, plus tôt qu'on le prévoyait à Berlin, elle constituera une masse formidable prête à se répandre irrésistiblement en Allemagne. Le tsar a juré d'en finir avec un voisin qui, périodiquement, vient négocier avec lui le pistolet sur la gorge.

En Italie et dans les colonies italiennes à l'étranger, le sentiment populaire se prononce de plus en plus en faveur de la Triple-Entente. On y reconnaît notre bonne foi dans le conflit actuel, la sincérité de notre amitié traditionnelle pour l'Italie, la communauté de nos intérêts méditerranéens ; les hommes qui ont naguère essayé de nous brouiller ont perdu tout crédit. De l'autre côté des Alpes aussi, l'union ne tardera pas à se faire et ce ne sera pas celle qu'espérait l'Austro-Allemagne.

De Hollande, de Norvège, d'Espagne, du Portugal, du Canada, jusque des États-Unis, nous arrivent des témoignages incessants de sympathie et d'encouragement. Le Japon, allié de l'Angleterre en Extrême-Orient, se prépare à une action navale. Enfin, retour terrible mais prévu des choses d'ici-bas, l'opinion publique commence à s'inquiéter en Autriche-Hongrie. En dépit de toutes les précautions prises par le Cabinet de Vienne pour cacher à tout prix la vérité, on commence dans la Slavie de François-Joseph à deviner ce qui se passe. Les Serbes entrent en Bosnie ; ils vont y porter l'affranchissement et la lumière. Les Tchèques s'émeuvent. Les Dalmates frémissent. La justice vient.

SALUT A L'ALSACE.

Dimanche 9 août 1914.

Le 17 février 1871, à l'Assemblée de Bordeaux, Emile Keller, au nom de tous les représentants des deux provinces dont la cession devait être la rançon de la France, lisait la protestation que voici :

« L'Alsace et la Lorraine ne veulent pas être aliénées.

« Associées depuis plus de deux siècles à la France, dans la bonne comme dans la mauvaise fortune, ces deux provinces, sans cesse exposées aux coups de l'ennemi, se sont constamment sacrifiées pour la grandeur nationale ; elles ont scellé de leur sang l'indissoluble pacte qui les rattache à l'unité française. Mises aujourd'hui en question par les prétentions étrangères, elles affirment à travers les obstacles et tous les dangers, sous le joug même de l'envahisseur, leur inébranlable fidélité.

« Tous unanimes, les citoyens demeurés dans leurs foyers, comme les soldats accourus sous les drapeaux, les uns en votant, les autres en combattant, signifient à l'Allemagne et au monde l'immuable volonté de l'Alsace et de la Lorraine de rester françaises...

« Nous proclamons par les présentes à jamais inviolable le droit des Alsaciens et des Lorrains de rester membres de la nation française, et nous jurons, tant pour nous que pour nos commettants, nos enfants et leurs descendants, de le revendiquer éternellement, et par toutes les voies, envers et contre tous usurpateurs. »

Le 1er mars 1871, après le vote des préliminaires de

paix par 546 voix contre 107, Jules Grosjean, député et ancien préfet du Haut-Rhin, au nom de tous ses collègues annexés, dit à l'Assemblée cet adieu, qui était un au revoir :

« Vos frères d'Alsace et de Lorraine, séparés en ce moment de la famille commune, conserveront à la France, absente de leurs foyers, une affection filiale jusqu'au jour où elle viendra y reprendre sa place. » (1)

Les descendants des protestataires de 1871 ont tenu leur serment. Avant-hier soir, quand eurent passé les régiments qui, depuis quarante-trois ans, montent la garde à Belfort, ils ont arraché les poteaux-frontières qui séparaient le glorieux lambeau de terre alsacienne resté à la France de l'ancien département du Haut-Rhin. Vendredi, après avoir défilé devant la citadelle où le lion de Bartholdi aiguise ses griffes dans l'énorme bloc de grès rouge qui domine la ville invaincue, nos petits troupiers sont allés sonner la *Marseillaise* et le *Sambre-et-Meuse* dans tous ces villages de la route de Mulhouse où l'on n'entendait plus, depuis 1871, que le son aigu du fifre. Nous aussi, nous avons tenu parole. Trop longtemps peut-être nous avons laissé souffrir les frères assujettis. Trop de fois peut-être nous avons douté de nous et trop cru dans la supériorité de notre ancien vainqueur. Mais nous ne voulions donner prise à personne. Nous recherchions non seulement la revanche des armes, mais encore la revanche du droit. Elle est venue. Alsaciens, nous voici !

---

(1) Sous le titre : *La protestation de l'Alsace-Lorraine les 17 février et 1er mars 1871, à Bordeaux*, M. Henri Welschinger a réuni dans une brochure (Berger-Levrault, 1914) tous les documents relatifs à ces solennels engagements pris devant l'Assemblée nationale dans deux séances inoubliables.

Vétérans de Montreux-Vieux, de Lauw, de Sentheim et de Cernay, vous avez revu, du pas de vos portes, les lignards aux pantalons rouges que vous portiez autrefois et qu'il était interdit à vos fils de porter. Le bruit des pas des nouvelles légions françaises en marche vers le Rhin a retenti jusqu'au fond de vos maisons où, sur les murs des chambres fermées au conquérant, au-dessous du crucifix, vos femmes avaient placé l'image de Jeanne d'Arc encadrée aux trois couleurs. Gens d'Altkirch, vous avez béni les balles françaises qui, frappant vos vieilles maisons, chassaient les usurpateurs. Gens de Mulhouse, où il n'est peut-être pas une famille qui n'ait quelqu'un des siens sous nos drapeaux, vous avez salué vos enfants au milieu des régiments accourus par la trouée des Vosges. Quoi qu'il arrive maintenant, vos cœurs sont joyeux. Vous savez que la France, perfidement provoquée et enfin lasse de la présomption germanique, a juré de vous délivrer. Soldats tombés en 1870 sur les champs d'Alsace, cuirassiers de Morsbronn, vous avez tressailli dans les ossuaires et les tombes dispersées où vous attendiez le dernier jugement des armes. Voici le jour de la résurrection.

Alsace, salut!

LA RAGE GERMANIQUE. — LA VIOLATION DE TOUTES LES CONVENTIONS ET L'ASSAUT DES MENSONGES.

10 août 1914.

Le patriotisme germanique, surexcité depuis cet hiver par une presse bien dressée, exalté durant la crise qui

suivit l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand, s'est déchaîné en une rage sauvage depuis la déclaration de guerre. Il est alimenté, à chaque heure, par des informations fausses. A Berlin, à Cologne, on a publié la nouvelle de l'assassinat du président de la République, de la révolution à Paris, de l'incendie du Louvre. C'est de haut que tombent les mensonges. Dans la proclamation impériale affichée samedi à Berlin, le petit-fils de Guillaume Ier, qui a préparé sa guerre avec des raffinements inouïs de précautions, déclare que le but unique de ses efforts et de ceux de ses ancêtres a été de conserver la paix du monde. Il affirme que l'ennemi « surprend » l'Allemagne en pleine paix. Il appelle toute l'Allemagne à l'aide contre les agresseurs. La loyauté de son chancelier égale la sienne. M. de Bethmann-Hollweg s'est défendu passionnément devant les ambassadeurs de la Triple-Entente à Berlin d'avoir connu l'ultimatum de l'Autriche à la Serbie avant sa remise à M. Pachith. Or l'ambassadeur de la Grande-Bretagne à Vienne a télégraphié à Sir Edward Grey qu'il avait la certitude du contraire. M. de Bethmann-Hollweg protestait également avec la dernière énergie contre l'idée que l'Allemagne désirait un conflit. Or, au moment où il parlait, les mesures les plus minutieuses étaient prises en Allemagne par les autorités militaires et administratives et en France par la multitude des espions allemands en vue d'une très prochaine invasion. Alors qu'il n'était officiellement question que d'un conflit austro-serbe, l'opinion allemande s'était mobilisée contre la France. Bien avant la déclaration de guerre remise par le baron de Schœn, les Français résidant ou de passage en Allemagne étaient insultés, molestés, dépouillés. Plusieurs ont été assassinés.

Cette rage n'a pas épargné les agents diplomatiques.

M. Jules Cambon et le personnel de l'ambassade de France à Berlin ont été renvoyés comme des malfaiteurs. MM. Armez, notre consul à Stuttgart, et Ronssin, notre consul-général à Francfort, ont subi d'odieux traitements. Quant à M. Neton, notre consul à Dusseldorf, on s'est conduit avec lui et avec les personnes qui voyageaient sous sa protection comme avec des apaches. On l'a rejeté de gare en gare pendant six jours, on l'a séquestré dans un bouge, on l'a fouillé, on l'a déshabillé, on lui a pris ses papiers et son argent et on l'a finalement abandonné avec ses malheureux compagnons d'infortune à plusieurs kilomètres de la frontière hollandaise. Aucune des lois de la guerre n'est plus respectée par les troupes allemandes. Notre territoire et le territoire belge ont été envahis avant toute déclaration de guerre. Les neutralités les plus solennelles sont violées. Les officiers de Guillaume II se déguisent et usent de pavillons étrangers pour couvrir leurs mouvements. A Liège, le général Leman a failli être assassiné par six officiers allemands venus en automobile. A en juger par cette préface, il faut s'attendre à ce que les prescriptions de la convention de Genève et des conventions de La Haye soient pour les Allemands comme si elles n'existaient pas.

Le monde assiste en ce moment à l'explosion du pangermanisme qui couvait depuis de longues années et dont maintes fois nous avons signalé les manifestations publiques et privées. Chaque Allemand se croyait un Bismarck. Aucun d'eux n'admettait qu'on discutât leur supériorité. Tous croyaient venu le jour du règne du *Deutschtum* sur le monde. Ils avaient inventé le mot de *Weltpolitik*, de politique mondiale, qui répondait exactement à leur conception de la vocation de l'Allemagne à

régir la terre et les mers. Par ce qu'ils font maintenant on voit ce qu'ils feraient s'ils devenaient les maîtres.

LA SITUATION GÉNÉRALE. — L'ATTITUDE DES NEUTRES.

11 août 1914.

La mécanique du grand état-major de Berlin est décidément faussée. C'est encore une puissante machine ; ce n'est certainement plus la catapulte qui devait nous pulvériser. Au lieu de subir chez nous une offensive irrésistible, c'est nous qui maintenant portons l'offensive sur le territoire ennemi. La situation est inverse de celle qu'avait laborieusement combinée Moltke n° II avec le Cabinet militaire de Guillaume le Pacifique. Quel que soit le résultat de la première grande rencontre, il ne pourra pas compromettre le dénouement de la campagne pour la quadruple alliance actuellement en action. La disposition des armées est telle que, si les Allemands réussissaient à forcer nos premières lignes en Lorraine, ils se trouveraient presque immédiatement coincés entre nos secondes lignes. Au contraire, une première grande victoire de nos troupes produirait naturellement et moralement un effet immense. Donc, plus que jamais, ayons confiance. Le temps travaille pour nous.

Toute l'Europe le comprend. Dans les pays qui ne sont pas encore engagés dans le conflit on se rend bien compte de cette situation malgré les fausses nouvelles répandues avec persistance par les agences télégraphiques austro-allemandes. En Italie le sentiment populaire, qui

est très fin, et qui trouve ici à concilier les aspirations du cœur avec les intérêts politiques, est absolument opposé à l'intervention en faveur de l'Austro-Allemagne. Non seulement il approuve la déclaration de neutralité du gouvernement, mais encore il presse le Cabinet Salandra d'examiner sérieusement les moyens d'assurer définitivement à l'Italie la prépondérance dans l'Adriatique. Ces tendances s'accentueront chaque jour davantage. Aucune intrigue ne saurait plus prévaloir contre elles.

En Hollande, peut-être y a-t-il eu hésitation. Les influences germaniques y sont très fortes. Mais l'attachement à l'indépendance nationale y est plus fort que tout. L'attaque traîtresse contre la Belgique a ouvert les yeux aux hommes les plus entichés de *Deutschtum*. Tous sentent leur pays menacé de devenir une dépendance du grand empire prusso-allemand. Ils défendront leur neutralité. Quant au Danemark, personne ne doute de sa parfaite loyauté. Déjà mutilé une fois, ce noble petit royaume ne laissera pas toucher à un pouce de son territoire, à un quelconque de ses droits. La Suède et la Norvège observeront la même attitude. Si elle a pu être un instant troublée par l'astuce berlinoise, la Suède est maintenant complètement rassurée sur les intentions de la Russie à son égard. Elle n'a voulu être militairement plus forte que pour être mieux à même de faire respecter sa neutralité. Comme aucun pays de la Quadruple-Alliance ne songe à porter à celle-ci la plus légère atteinte, aucun d'eux n'est exposé à voir les forces suédoises de terre ou de mer se tourner contre lui.

En Orient, par contre, l'horizon est plus trouble. La Turquie continue d'armer sous les auspices des officiers de la mission militaire allemande. Sous des prétextes divers elle évite de se prononcer nettement. Personne

ne la menace et plusieurs grandes puissances, maîtresses de la mer, sont prêtes à défendre pour elle la liberté des Détroits. Alors pourquoi cette fièvre de mobilisation ? Pourquoi les bateaux de la division allemande de la Méditerranée se dirigent-ils à toute vapeur vers les Dardanelles ? Depuis le règne d'Abdul Hamid, l'Allemagne a été le mauvais génie de l'empire ottoman. Elle l'a exploité à fond sans lui rendre aucun service. Elle ne l'a protégé contre aucun accident. Elle a couvert de son autorité toutes les entreprises dirigées contre lui. Elle a sucé toutes ses ressources en méditant de le dépecer plus tard. Sans aucun doute l'hégémonie européenne, but immédiat de l'Austro-Allemagne dans la guerre actuelle, serait accompagnée ou suivie de l'occupation de l'Asie Mineure. Dans le remaniement mondial rêvé par Guillaume II la part du *Deutschtum* va du cap Nord au golfe Persique, des Flandres à l'Afrique équatoriale. La Turquie fondrait dans cette masse énorme. Malheureusement, il y a des Turcs qui ne le comprennent pas ou ne veulent pas le comprendre. Hypnotisés par Mitylène et Chio comme ils l'ont été par la Crète, ils subordonnent tout à une rancune aveugle contre les Grecs. Il appartient aux représentants de la Triple-Entente à Constantinople de les rappeler rudement à la réalité. Le moment n'est plus aux ruses et aux atermoiements. Les trois grandes puissances engagées dans une lutte sans précédent provoquée par l'Allemagne ne peuvent tolérer une combinaison turco-bulgaro-germanique. Si elles ne reçoivent pas des assurances catégoriques, elles agiront.

La Bulgarie reste partagée entre son désir de tomber sur les Serbes occupés ailleurs et sur les Grecs menacés par la Turquie, et sa crainte de voir l'armée roumaine aux portes de Sofia et la flotte russe devant Bourgas et

Varna. Si elle parvenait à se dégager des vilains sentiments contre les autres peuples slaves et des tractations louches avec le Cabinet de Vienne, un bel avenir s'offrirait à elle. Elle pourrait regagner à la fois son prestige moral et de vastes territoires.

La Roumanie attend. Son roi pèse les chances. Son gouvernement se prépare. Tout le pays regarde vers les Carpathes, prêt à tendre les mains aux frères transylvains.

Le Portugal et le Japon sont fidèles à l'alliance anglaise. Les sympathies espagnoles sont entièrement acquises à la France et à l'Angleterre. La Suisse ne laissera entamer à aucun prix sa neutralité.

En somme, diplomatiquement, notre confiance est aussi justifiée que militairement.

LE « GŒBEN » ET LE « BRESLAU » AUX DARDANELLES. — LE RÔLE DE L'ORIENT. — LES MANIGANCES BULGARES.

12 août 1914.

Le *Gœben* et le *Breslau* sont arrivés devant les Dardanelles. Forceront-ils les Détroits en violation des traités du 30 mars 1856, du 13 mars 1871 et du 13 juillet 1878? Les autorités ottomanes les laisseront-elles passer sans opposition ou après un simulacre de défense? La division navale allemande de la Méditerranée avait pour but primitif d'empêcher ou de contrarier le transport des troupes françaises de l'Afrique du Nord sur le continent. Elle se croyait assurée de la coopération de la flotte italienne. La proclamation de la neutralité a dérangé ce plan, comme la tenace défense de Liége a bou-

renversé celui du grand état-major de Berlin. Incapables de tenter quoi que ce fût dans la Méditerranée, le *Gœben* et le *Breslau* ont fui vers la mer Egée. Ils ont la certitude d'être pris s'ils restent en dehors des Détroits ou d'être désarmés s'ils se réfugient dans un port d'un État qui observe les lois de la guerre fixées par les articles 12 et 24 de la convention XIII de La Haye, en date du 18 octobre 1907. S'il ont cherché un refuge aux Dardanelles, c'est qu'ils se croient sûrs de la bienveillance turque ou assez forts pour en imposer à la Sublime Porte. Il faut donc répéter avec plus de force ce que nous disions hier et la semaine dernière : les puissances de la Triple-Entente doivent, sans perdre une heure, entreprendre une action décisive à Constantinople pour obliger le gouvernement ottoman à remplir ses obligations internationales ou pour le secourir au cas où le *Gœben* et le *Breslau*, appuyés par la mission militaire allemande qui semble conduire les opérations de mobilisation, exerceraient sur lui une pression intolérable.

La grande guerre engagée en Occident relègue au second plan les affaires orientales. Toutefois il convient de ne pas oublier qu'elle a eu l'Orient pour prétexte et que c'est en Orient que les remaniements rêvés par l'Austro-Allemagne se fussent d'abord réalisés si la Triple-Entente avait commis l'insigne faiblesse de sacrifier la Serbie. La « correction » infligée à la Serbie, suivant l'expression alors employée à Vienne et à Berlin, devait être la préface de la mainmise sur Salonique. Nous en trouvons la preuve dans une dépêche du 29 juillet adressée par Sir R. Rodd à Sir Edward Grey. L'ambassadeur britannique à Rome informe le chef du Foreign Office ce jour là que, dans l'opinion du secrétaire général de la Consulta, l'Autriche a l'intention de s'emparer du

chemin de fer de Salonique. Le même jour, Sir M. de Bunsen télégraphie de Vienne à Sir Edward Grey que, à en juger par le langage de la presse autrichienne, la soumission de la Serbie n'est ni attendue, ni désirée. Cela confirme ce que nous disions ici le jour de la publication de l'ultimatum du comte Berchtold à Belgrade. Cela découvre aussi le grand dessein oriental de l'Austro-Allemagne. L'ultimatum du 23 juillet, minutieusement combiné entre les Cabinets de Vienne et de Berlin, avait pour objet premier de détruire les résultats des deux guerres balkaniques précédentes et d'établir la prépondérance des puissances germaniques dans tout l'Orient. En cas de résistance de la Triple-Entente, on devait recourir à la guerre, et cette guerre, dont les étapes étaient prévues, était ardemment souhaitée par les deux états-majors de Berlin et de Vienne.

Dans la phase actuelle de la crise, l'intention du gouvernement bulgare de chercher à ruiner, de concert avec la Turquie, le traité de Bucarest de 1913 ne supporte aucun doute. Peut-être la nation bulgare n'est-elle pas d'accord avec son roi et son ministère. Peut-être, après l'effroyable déception de l'été 1913, ne se laisserait-elle pas entraîner de nouveau dans une aventure stambouloviste. Mais, à des indices sûrs, on devine la politique du Cabinet Radoslavof. Le correspondant du *Times* dans la péninsule balkanique, qui, pendant toute la seconde guerre balkanique, manifesta une prédilection persistante pour la cause bulgare et qui reçoit les confidences des ministres bulgares, télégraphiait ceci le 4 août : « On suggère une entente entre la Turquie, la Bulgarie et la Roumanie pour maintenir la neutralité de ces pays pendant le conflit européen. Cette entente viserait éventuellement *la restitution de la Bessarabie à la*

Roumanie, de Tutrakan et de Dobrich à la Bulgarie, de Dédéagatch à la Turquie, et l'acquisition de Cavalla et de la Macédoine centrale par la Bulgarie. *On dit que les puissances centrales favorisent ce projet.* » La Bulgarie se taille la meilleure part. Mais comment concilie-t-elle la neutralité de la Roumanie avec la reprise de la Bessarabie ? C'est une nouvelle machine de guerre montée à Berlin pour brouiller la Roumanie et la Russie. Elle s'écroulera comme les autres. Les Roumains ne songent plus à la Bessarabie. Ils ne regardent plus que du côté pe la Transylvanie.

LA GUERRE AVEC L'AUTRICHE-HONGRIE. — L'ACHAT DU « GŒBEN » ET DU « BRESLAU » PAR LA TURQUIE.

13 août 1914.

Deux événements d'importance différente se sont passés hier mercredi. L'état de guerre a été déclaré entre l'Autriche-Hongrie d'une part, la France et la Grande-Bretagne de l'autre. La Turquie a donné asile à la division navale allemande de la Méditerranée et a acheté les bateaux en faisant partie.

Depuis lundi soir les relations diplomatiques étaient rompues entre la France et l'Autriche-Hongrie. Dans le courant de la journée, après un entretien avec M. Doumergue qui avait attiré son attention sur la difficulté de concilier la présence de l'ambassade austro-hongroise à Paris avec l'envoi de troupes austro-hongroises sur la frontière d'Alsace, le comte Szecsen avait reçu ses passeports. Le soir même, il partait avec tout son personnel

pour Vintimille. Jusqu'à la dernière minute il a été l'objet des plus grands égards de la part des autorités françaises. En même temps M. Dumaine, notre ambassadeur à Vienne, a été rappelé. Etant donné la situation, le départ du comte Szecsen n'avait plus d'importance politique ; ce n'était plus qu'une question de décence.

Mais on ne pouvait s'en tenir longtemps à la simple rupture des relations diplomatiques. De fait, depuis les premiers jours d'août, l'état de guerre a été proclamé entre l'Allemagne et la Russie, entre la France et l'Allemagne, entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne, entre l'Autriche-Hongrie et la Russie. Les armées de terre et de mer de l'Allemagne luttent avec celles de la France, de la Russie et de la Grande-Bretagne. L'Autriche-Hongrie, qui a déchaîné le conflit en attaquant injustement la Serbie, prête tout son concours militaire à l'Allemagne. Elle a même envoyé un corps d'armée, sinon deux, en face de notre corps d'occupation de la Haute-Alsace. Elle ne pouvait donc indéfiniment se soustraire aux conséquences de sa conduite à la fois agressive et tortueuse. C'est pourquoi, hier soir, Sir Edward Grey a notifié à l'ambassadeur de François-Joseph à Londres que la France se considérait à partir de minuit du même jour en état de guerre avec l'Autriche-Hongrie, et que l'Angleterre, s'associant à cette déclaration du gouvernement français, se considérait également en état de guerre avec la monarchie dualiste à dater de la même heure. Voilà donc enfin éclaircie officiellement une situation que l'Austro-Allemagne s'efforçait de laisser indécise dans l'espoir de faire jouer le *casus fœderis* avec l'Italie. Aujourd'hui, le rôle d'agresseur assumé par l'Autriche-Hongrie, d'accord avec l'Allemagne, n'est plus

discuté par les puissances tierces, et les déclarations d'hier, se bornant à constater un état de fait connu de tout le monde, ne modifieront en rien les intentions des neutres.

L'initiative prise par la Turquie est autrement grave. En acceptant de substituer son pavillon à celui de l'Allemagne sur le *Gœben* et le *Breslau*, et en déclarant avoir acheté ces deux bateaux de guerre, le gouvernement ottoman a commis une véritable violation de neutralité. Il a soustrait la division navale allemande aux poursuites de la flotte anglo-française, il a versé ou promis de verser une somme dépassant certainement cent millions de francs, et il tient en réserve, dans une mer interdite aux navires de guerre des autres belligérants, de puissants cuirassés prêts à jouer à un certain moment un rôle décisif. Cette conduite, plus qu'incorrecte de la part de la Turquie, est d'autant plus suspecte que le Cabinet ottoman laisse à Constantinople libre carrière à la mission militaire allemande, qu'il est depuis la fin de l'année dernière en négociations confidentielles avec le Cabinet Radoslavof, qu'il brûle du désir de ranimer un prestige péniblement maintenu, et que les cajoleries extérieures faites récemment à la France avaient surtout pour but de nous tirer de l'argent. Il faut tenir pour assuré que le Cabinet turc actuel, où le grand-vizir n'exerce aucune influence, connaissait les projets austro-allemands et qu'il se disposait à profiter du conflit austro-serbe. Comme à son ordinaire, d'ailleurs, il a mal calculé. Fasciné par M. de Wangenheim, il pensait que la Triple-Entente n'oserait pas opposer de résistance à l'écrasement de la Serbie. Comme le gouvernement bulgare, il se préparait à reviser le traité de Bucarest. Dans cette combinaison austro-orientale, les dépouilles de la Serbie devaient servir de compensation et d'appoint ; probablement on es-

pérait séduire la Roumanie avec le district de Negotin.

L'intervention russe, suivie des interventions française et anglaise, a bouleversé la Sublime Porte. Les journaux officieux ont aussitôt changé de ton. La perspective d'entrer en conflit à la fois avec les anciens alliés et l'ancien ennemi de la guerre de Crimée a en effet de quoi faire réfléchir les anciens révolutionnaires qui se sont constitués les continuateurs des traditions d'Abdul Hamid. Les hommes qui ont renversé, on sait comment, le Cabinet de Kiamil Pacha doivent se sentir aujourd'hui mal à l'aise. Mais le moment est venu pour eux de choisir décidément. S'ils se font les complices de l'Allemagne, ils seront traités comme tels. Le *Gœben* et le *Breslau* doivent être désarmés, effectivement désarmés, dans les délais fixés par le droit des gens, ou bien les flottes russe, française et anglaise recevront l'ordre de les rendre inoffensifs.

LA GUERRE EUROPÉENNE ET LES NEUTRES. — LA COLLABORATION DE LA TURQUIE AVEC L'AUSTRO-ALLEMAGNE.

14 août 1914.

Jusqu'ici, à l'exception d'une seule, toutes les puissances européennes qui ne sont point engagées par traité avec l'un des belligérants ont loyalement observé les règles de la neutralité. La Belgique défend héroïquement son territoire. La Hollande a renouvelé dans les termes les plus nets près des grandes puissances sa volonté absolue de faire respecter sa neutralité par qui que ce soit, et elle vient de notifier officiellement ses intentions

à la Belgique. La Suisse a mobilisé et l'on peut compter sans réserve sur sa résolution de ne laisser porter aucune atteinte à ses droits souverains. La Suède, la Norvège et le Danemark se comportent avec une correction parfaite. La Grèce et la Roumanie prennent leurs précautions sans intervenir. La Bulgarie elle-même se contente provisoirement d'observer, impatiente peut-être, partagée entre ses sympathies traditionnelles pour la Russie et la tentation de prendre sa revanche de l'été 1913 ; mais on ne peut encore lui reprocher un manquement formel aux obligations imposées par le droit des gens aux neutres. L'Italie, enfin, malgré des pressions extrêmement fortes, a refusé d'appliquer le *casus fœderis* à une éventualité non prévue par les traités de la Triple-Alliance. D'accord avec le sentiment presque unanime de la nation, dont les manifestations en faveur de la France et de l'Angleterre deviennent de plus en plus vives, le Cabinet de Rome maintient fermement sa neutralité.

Seule, la Turquie fait exception. L'asile qu'elle donne en ce moment au *Gœben* et au *Breslau* est un véritable acte d'hostilité contre les adversaires de l'Allemagne. On sait maintenant que ces deux navires de guerre sont entrés dans les Dardanelles sous pavillon allemand, et non sous pavillon ottoman, et que les autorités ottomanes n'ont pas essayé de les empêcher de passer. Le Cabinet ottoman continue seulement d'alléguer qu'il les a achetés. C'est une misérable excuse. Les bateaux de guerre n'ont pas le droit de changer de pavillon au cours d'une campagne. L'achat, par une puissance neutre, de bateaux de guerre menacés par une escadre ennemie constitue au premier chef une coopération militaire de cette puissance avec l'État belligérant dont ces navires portent le

pavillon. En premier lieu, en vertu des traités de 1856, de 1871 et de 1878, qui sont la charte internationale de l'empire ottoman, et conformément aux règles ordinaires du droit des gens, la Turquie devait interdire par la force l'entrée des Dardanelles au *Gœben* et au *Breslau*. Ensuite, ces navires une fois entrés dans les Dardanelles ou dans la Marmara, elle devait les désarmer immédiatement. Elle n'a rempli aucun de ces deux devoirs. Par là même les autres puissances recouvrent à son égard toute liberté d'action. Elles sauront en user.

L'ambassade ottomane à Paris communique à la presse une note par quoi elle affirme de nouveau l'intention de la Turquie de rester neutre. Cette déclaration vaut les protestations pacifiques prodiguées par l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie jusqu'au moment où elles se sont jetées sur leurs voisins. En réalité, depuis la remise de l'ultimatum du comte Berchtold à la Serbie, les autorités militaires ottomanes et allemandes travaillent de concert à Constantinople. Dès le 25 juillet, le général Liman de Sanders, chef de la mission militaire allemande, confère avec Enver Pacha, ministre de la guerre. Il fait actuellement fonction de chef de l'état-major ottoman. Il organise et surveille la mobilisation. Avec la brutalité coutumière à ses compatriotes, il fait procéder aux réquisitions militaires avec une rudesse qui soulève les plus vives protestations des étrangers. Plusieurs représentants des puissances neutres ont dû déjà intervenir avec énergie en faveur de leurs nationaux molestés. Depuis les derniers jours de juillet, des convois de troupes sont expédiés de nuit, par le Bosphore, vers on ne sait quelle destination.

Par contre, la mission navale britannique est tenue à l'écart. On lui dissimule tout. Bien plus, on s'efforce de la faire partir. Au moment de la déclaration de l'état de

guerre entre l'Angleterre et l'Allemagne, on a mandé le chef de la mission navale britannique et on lui a fait des adieux comme s'il allait rentrer en Angleterre. Mais il n'a pas voulu recevoir un congé donné si cavalièrement. Il est resté. Il a revendiqué le droit de remplir sa mission jusqu'au bout. Alors, sous prétexte que les fortifications des Détroits relevaient de la défense territoriale, on a voulu les soustraire à son autorité. Il a soutenu que les fortifications intéressaient surtout la défense navale et a maintenu ses officiers à leurs postes. Aujourd'hui, paraît-il, le commandement des ouvrages fortifiés des Détroits est partagé entre un officier anglais et un officier allemand.

La complicité ottomane se découvre à chaque heure, à chaque geste. Comme en maintes autres circonstances déplorables, le Cabinet ottoman est le jouet de l'ambassadeur d'Allemagne. Il joue bien gros jeu. S'il ne s'agissait que de ses membres, ce ne serait rien. Mais il s'agit de l'existence même de la Turquie.

PROCLAMATION DE NICOLAS II AUX POLONAIS.

15 août 1914.

Une grande nouvelle arrive aujourd'hui de Pétersbourg. Quoiqu'elle ne soit pas encore officielle, on peut la tenir pour exacte. L'empereur Nicolas vient d'adresser aux Polonais, à ceux d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie comme à ceux de Russie, une proclamation où il leur annonce son intention de restituer à la Pologne son intégrité territoriale. La Pologne ainsi reconstituée serait

dotée d'une complète autonomie locale, avec des garanties pour l'exercice du culte et l'emploi de la langue polonaise. Elle serait placée sous la direction d'un lieutenant-gouverneur désigné par l'empereur de Russie. Telle est l'analyse succincte de ce document sensationnel.

Au moment d'entrer en campagne, après les premières opérations de concentration, le tsar ne pouvait se dispenser de faire connaître ses intentions aux Polonais. Qu'il dirigeât son principal effort sur la frontière prussienne ou sur la frontière autrichienne, il devait forcément envahir des territoires polonais. De la Baltique aux Carpathes, les régions limitrophes de l'empire russe sont habitées par des populations d'origine polonaise. Il ne pouvait être indifférent à celles-ci de savoir dans quel état d'esprit les armées russes entreraient chez elles. Depuis de longues années les gouvernements allemand et austro-hongrois entretiennent dans la Pologne russe des agents chargés de soulever en cas de guerre les habitants de l'ancien grand-duché de Varsovie contre la domination du tsar. Ils n'ont rien négligé pour préparer une insurrection. Malheureusement l'étroitesse d'esprit de certains hommes politiques russes, enragés de russification à l'égard de tous les allogènes, servait inconsciemment ces manœuvres. C'est ainsi que l'on vit à deux reprises le Conseil de l'empire repousser les projets de loi relatifs aux franchises municipales en Pologne, quoiqu'ils eussent été présentés par le gouvernement et votés par la Douma. Le tsar avait déclaré avant la guerre qu'il ferait présenter de nouveau ces projets au Conseil de l'empire, et il aurait tenu certainement parole. Mais, dans les circonstances actuelles, cela ne suffisait évidemment plus. Il était nécessaire que les Polonais de Russie fussent encouragés dans leur fidélité à l'empire et que ceux de Posnanie

et de Galicie sussent quel régime leur serait réservé pour le cas où le sort des armes les soustrairait à la domination austro-allemande.

Cette hypothèse, en effet, ne pouvait pas ne pas être envisagée dès le début des hostilités. Si, comme tout permet de l'espérer, le résultat définitif de la guerre donne la victoire à la Quadruple-Alliance, c'est seulement dans la Pologne austro-allemande que la Russie pourra trouver en Europe des avantages territoriaux. Or elle ne pourrait songer à annexer purement et simplement tout ou partie de la Posnanie et de la Galicie. Une masse de plus de vingt millions de Polonais à sa frontière de l'Ouest constituerait pour elle un danger permanent si ces nouveaux sujets ne lui étaient pas attachés par un pacte cordial et volontaire. A la rigueur, le tsar aurait peut-être pu compter sur la fidélité des Polonais de Posnanie dont les Prussiens ont su se faire abhorrer par des vexations méthodiques. Mais les Galiciens sont restés jusqu'ici de bons sujets austro-hongrois. Le gouvernement de Vienne les a comblés de privilèges et d'attentions. Ils se soucieraient peu de passer sous la sujétion russe s'ils n'étaient assurés de trouver, près de leur nouveau souverain, au moins autant de satisfactions que près de l'ancien.

La proclamation de Nicolas II est de nature à calmer toutes les inquiétudes des Polonais et à réveiller toutes leurs espérances. En somme, elle promet, en cas de victoire, la reconstitution de l'ancien royaume de Pologne sous la seule forme actuellement réalisable. Une Pologne absolument indépendante ne saurait exister entre les trois empires qui l'ont autrefois dépecée. Elle aurait des frontières ouvertes de toutes parts et se heurterait sans doute aux mêmes difficultés de vivre qu'au XVIIIe siècle. En outre, la Russie victorieuse ne consentirait pas à

perdre les vastes provinces constituant sa Pologne d'aujourd'hui. La seule combinaison viable consisterait donc dans la création d'une grande Pologne vraiment autonome placée sous la protection des armées russes. Les Polonais des trois empires y retrouveraient enfin l'unité rêvée avec une administration nationale. C'est une raison pour eux tous de désirer ardemment le succès des armes russes. C'est aussi un motif pour les nations en lutte contre la barbarie de combattre avec plus d'acharnement que jamais pour le triomphe de la civilisation et la réparation des anciennes iniquités.

LA GUERRE EN ORIENT. — LA DÉFAITE AUTRICHIENNE EN SERBIE. — UNE ESCADRE FRANÇAISE DANS L'ADRIATIQUE.

18 août 1914.

Tandis que l'armée belge, puissamment renforcée par des troupes françaises et anglaises, continue de contenir les masses de choc allemandes sur la ligne de la Meuse, et que les armées françaises s'établissent de plus en plus fortement sur les deux versants des Vosges jusqu'à la frontière suisse, les grandes opérations s'engagent en Orient, à l'autre extrémité du théâtre de la guerre. A la frontière russe, de la vieille Prusse à la Bukovine, les armées du tsar sont entrées en contact avec celles de Guillaume II et de François-Joseph Ier. On ne signale encore de ce côté aucune rencontre très sérieuse, mais cela ne peut tarder. La mobilisation russe est achevée dans toutes les provinces de l'ouest et du centre de l'em-

pire, et les troupes de notre alliée vont prendre l'offensive. En attendant, deux événements, d'inégale importance militaire, mais destinés tous deux à un grand retentissement dans toute la péninsule balkanique, viennent de s'accomplir aux frontières méridionales de l'Autriche-Hongrie.

Hier, lundi, à l'angle nord-ouest de la Serbie, entre la Save et la Drina, sur une ligne qui va de Chabatz à Losnitza, l'armée serbe a mis en déroute l'armée austro-hongroise d'invasion. Ces jours derniers, les Serbes n'avaient offert qu'une faible résistance aux troupes impériales qui passaient la Save pour occuper Chabatz. Ils ne disposaient pas, en effet, des équipages de pont nécessaires pour franchir cette rivière et prendre l'avantage sur l'ennemi, sans compromettre leurs communications. Ils préféraient laisser entrer l'ennemi et lui infliger une défaite sur un territoire qu'ils connaissaient bien. Leur calcul s'est trouvé juste. Les Austro-Hongrois ont été complètement bousculés, trois de leurs régiments ont été anéantis et ils ont abandonné aux mains du vainqueur quatorze pièces d'artillerie avec une grande quantité d'armes et de munitions. Ils sont en fuite et ne repasseront probablement pas la Save ou la Drina sans avoir essuyé de nouvelles pertes.

C'est la première rencontre entre les armées de Pierre Ier et celles de l'empereur-roi. Quelle réponse à l'ultimatum outrageant du 23 juillet! Les Serbes, pour qui les hommes de Vienne et de Pest affectaient le plus méprisant dédain, ces gens de rien qu'on se proposait de pulvériser, ont fait fuir devant eux les étendards de François-Joseph Ier. On devine la rage de la camarilla qui, depuis cinq ans, conduit la monarchie dualiste aux abîmes. Par contre, quelle émotion, quel enthousiasme en Bosnie et dans

tout le monde slave! Les exécutions sommaires et les emprisonnements en masse de Tchèques et de Yougo-Slaves suspects ne parviendront point à changer la conscience nationale des races persécutées et à ralentir la marche de la justice. Après bien des siècles, l'heure de la délivrance définitive a sonné en Orient. En 1806, sur le même champ de bataille qu'hier, à Michar, les Serbes de Karageorges conduits par Auton Bogicevitch et Miloch Potzératz remportaient une grande victoire sur les Turcs venus de Bosnie. Ce fut le commencement de l'indépendance serbe dans le monde musulman. A cent huit ans de distance, nous allons assister à la résurrection de la Grande Serbie dans l'Orient chrétien. Comme la domination turque, la domination austro-hongroise sur les anciens États libres de la péninsule a mérité de disparaître.

Un coup non moins sensible a été porté ces jours-ci à la monarchie austro-hongroise. L'escadre franco-anglaise commandée par l'amiral Boué de Lapeyrère est entrée dans l'Adriatique, a coulé le croiseur et les petits bateaux autrichiens qui faisaient le blocus d'Antivari, et a poursuivi sa route vers le Nord à la recherche de l'escadre autrichienne. La perte matérielle est minime pour l'Autriche-Hongrie, mais la perte morale est immense, incalculable. Dans cette mer Adriatique, dont ils se croyaient maîtres, où ils voulaient régner seuls, en permettant seulement à la flotte italienne de se mouvoir sous leur surveillance, où ils avaient imposé leur propre pavillon au Montenegro jusqu'en 1909, d'où ils avaient impérieusement exclu le pavillon serbe, voici les beaux navires de guerre de Sa Majesté Apostolique qui fuient devant les cuirassés français et vont se cacher dans la baie fortifiée de Pola. Voici revenu le pavillon qui, de 1806 à 1814

flotta sur la Dalmatie, sous l'égide du maréchal Marmont. Sur toutes les rives dalmates, l'apparition du pavillon tricolore va être salué comme le présage du retour des vieilles libertés. Il n'est pas de fausse nouvelle de Vienne ou de Pest qui prévaudra contre cela.

LES ALLEMANDS EN TURQUIE. — L'ATTITUDE DE LA ROUMANIE.

22 août 1914.

En même temps qu'elle pousse de toutes ses forces son offensive contre la France, sans tenir compte des neutralités garanties par elle-même et des lois de la guerre fixées dans des conventions au bas desquelles figure sa signature, l'Allemagne tente l'impossible pour mobiliser l'Orient contre la Serbie et la Triple-Entente. Elle a malheureusement réussi à persuader une partie du gouvernement ottoman et à terroriser l'autre. Contrairement aux intérêts les plus évidents de la Turquie, le Cabinet drésidé en apparence par Saïd-Halim Pacha suit docilement les inspirations de Berlin. Non seulement il n'a pas retiré à la mission militaire allemande les commandements effectifs qu'elle détenait avant la guerre, mais encore il a mis le général Liman von Sanders à la tête de l'état-major ottoman et lui a confié la mise en œuvre de toute la mobilisation. Le général Liman dirige tout, concentration des troupes, répartition des corps, attribution des commandements, plans d'opérations. Tout récemment il est arrivé à Constantinople de nombreux officiers allemands qui portent leur effectif total en Tur-

quie à une centaine environ. Ce ne peut être qu'en vue d'une grande action militaire à quoi le *Gœben* et le *Breslau* étaient destinés à coopérer.

L'action diplomatique n'est pas moins intense Talaat Bey est allé à Bucarest se concerter avec le gouvernement roumain, ou plutôt tenter sur lui une pression concordant avec celle des Cabinets de Vienne et de Berlin. Le rôle de la Roumanie est clairement indiqué par les circonstances. Depuis le XVIIIe siècle, depuis le rapt de la Bukovine opéré par Marie-Thérèse avec le mélange de brutalité et de mauvaise foi dont la tradition a été pieusement conservée par les successeurs de Thugut et de Kaunitz, les Roumains ont été constamment trompés et violentés par l'Autriche-Hongrie. C'est grâce à la France que les troupes de François-Joseph durent évacuer en 1856 les Principautés où elles étaient entrées au cours de la guerre de Crimée avec l'espoir d'y rester. C'est encore grâce à la France, et malgré l'opposition acharnée du Cabinet de Vienne, que l'union de la Moldavie et de la Valachie put s'accomplir avec le prince Couza d'abord, ensuite avec le prince Charles de Hohenzollern élu par les Roumains sous les auspices de Napoléon III. Soit dans les négociations commerciales, soit lors du règlement de la navigation du Danube, c'est toujours l'Autriche-Hongrie que la Roumanie trouve contre elle quand elle doit défendre ses intérêts vitaux. Enfin, c'est à la domination austro-hongroise que sont assujettis quatre millions de Roumains de la race la plus pure.

Comment le gouvernement de Bucarest pourrait-il donc laisser passer l'occasion unique d'aujourd'hui de tendre la main aux Russes et d'encercler avec eux la Transylvanie, depuis le banat de Temesvar jusqu'à Czernovitz ? Comment supporterait-il que la Bukovine,

ou du moins la partie méridionale de cette ancienne province moldave fût délivrée par d'autres mains que les siennes ? Il hésite pourtant, et la Turquie, qui risque son existence dans cette folle entreprise, l'excite à renier ses engagements du traité de Bucarest. Tout le poids de l'influence du roi Charles est mis sur le plateau austro-allemand de la balance. Et cependant le peuple et l'armée, avertis par un instinct national très sûr, frémissent d'impatience en attendant le moment où il leur sera permis de tendre les bras aux frères d'au delà des Carpathes. Il est inouï que la Turquie s'emploie à les retenir et à faire le jeu de la puissance qui l'a dépouillée méthodiquement depuis deux siècles contre les États qui l'ont sauvée de la destruction et de la faillite. On peut affirmer sans aucun risque d'erreur que l'immense majorité des Ottomans est contraire à cette politique de suicide.

Pendant ce temps, les Serbes triomphent glorieusement de leurs envahisseurs. Ils achèvent de rejeter de l'autre côté de la Save et de la Drina les 150.000 Austro-Hongrois qui avaient passé sur leur territoire. Que ne feraient-ils point et quels rêves ne seraient demain des réalités, si les Roumains et les Bulgares comprenaient à la fois leur devoir national et leur mission civilisatrice !

L'OFFENSIVE RUSSE. — LA VICTOIRE DE GUMBINNEN.

23 août 1914.

L'offensive russe commence à produire de sérieux résultats. Après une bataille acharnée, qui a duré quatre jours, l'armée de l'empereur Nicolas, chargée d'envahir

la Prusse orientale, a mis en déroute, en leur infligeant des pertes énormes, trois corps d'armée allemands dans la région de Gumbinnen. Elle a occupé la ville d'Insterburg. Elle s'est ainsi ouvert la route de Kœnigsberg et se trouve maîtresse de la voie ferrée de Kovno à la vieille capitale où vont se faire couronner les rois de Prusse. Elle s'est emparée d'un important matériel de transport qui lui facilitera sensiblement son ravitaillement en territoire ennemi où, comme on sait, le matériel des chemins de fer russes est inutilisable en raison de la différence d'écartement des voies en Allemagne et en Russie.

Voilà un brillant début qui sera certainement suivi d'actions non moins brillantes et utiles. Il confirme la confiance que la France mettait justement dans l'alliance russe. La victoire de Gumbinnen arrive en effet à un moment où nous pouvions à peine espérer que la concentration serait achevée. Le grand état-major allemand avait établi ses plans d'invasion en France en comptant que nous devions être réduits à merci dans Paris quatre ou cinq semaines après la déclaration de guerre, de façon qu'il pût retourner ensuite son effort principal contre les Russes, avant qu'ils fussent en état de prendre l'offensive. Or voilà trois semaines que la guerre est déclarée; les Allemands n'ont pas encore franchi la frontière franco-belge et les Russes les ont battus dans les États héréditaires du roi de Prusse. C'est la meilleure démonstration possible de la solidité des plans concertés entre notre état-major et celui de Pétersbourg. Jusqu'ici les opérations des deux États alliés ont été exécutées avec une logique rigoureuse. Il en sera de même à l'avenir. Pas plus en France qu'en Russie on ne subordonnera la conduite des armées aux accès d'émotivité des gens nerveux.

Avec le temps, du sang-froid et de l'esprit de suite, nous triompherons dans les conditions prévues.

D'ailleurs, si l'on veut apprécier maintenant l'étendue de l'effort que doit fournir la Russie, il faut étudier des cartes où les théâtres occidental et oriental de la guerre figurent à la même échelle. On se rendra facilement compte de l'immensité des distances entre Moscou, par exemple, et Kœnigsberg, Posen et Breslau. On constatera ensuite que l'invasion russe doit se heurter aux forteresses de Kœnigsberg, de Dantzig, de Thorn, de Posen, de Glogau et de Breslau. Il faudra enfin se rappeler qu'elle se combine avec une invasion en Autriche. Il faudra du temps pour détruire, tourner, ou masquer ces obstacles. Par contre, heureusement, les forces russes s'accroîtront chaque jour des masses venues des différentes parties de l'empire, tandis que celles de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie seront de plus en plus occupées sur les autres frontières. On ne saurait trop le répéter : quelles que soient les vicissitudes de la première partie de la campagne, le temps travaille pour nous. Les revers partiels qui peuvent nous atteindre ici et là sont escomptés d'avance ; ils ne changeront rien au dénouement.

LA BARBARIE ALLEMANDE. — LA NÉCESSITÉ DE TENIR.

24 août 1914.

Personne ne songe plus à taxer d'exagération les appréciations parues ici au début de la grande crise européenne, avant la déclaration de guerre. Nous sommes

bien en face de la plus colossale entreprise militaire conçue depuis des siècles contre l'indépendance d'États libres, et les auteurs de ce plan combiné à loisir pendant de longs mois l'exécutent en subordonnant tout, absolument tout, au succès de leurs armes. Allemands et Austro-Hongrois tiennent pour non-existants les traités les plus solennels signés par leurs souverains. Ils violent sans hésitation, par principe, les lois de la guerre terrestre et maritime que les plus réputés juristes de ce temps, assistés d'hommes politiques éminents, avaient laborieusement réussi à fixer. Les villes ouvertes sont bombardées, les civils inoffensifs sont fusillés, les caisses privées sont pillées, les blessés sont achevés, les femmes et les enfants des territoires envahis sont poussés devant les premiers rangs des envahisseurs qui cherchent à s'abriter derrière ce monstrueux bouclier, on arbore de faux pavillons, on revêt de faux uniformes, on saccage et l'on incendie. Toutes ces horreurs révèlent de la part de l'ennemi la résolution réfléchie de pousser à fond la lutte, sans aucun égard pour le droit, la justice et l'humanité. Depuis longtemps, ces procédés ont été codifiés en maximes par les théoriciens de l'hégémonie germanique. Leur application actuelle est une conséquence logique des enseignements de deux générations de professeurs et de militaires d'outre-Rhin. Il fallait toute l'ignorance et tout l'aveuglement des pacifistes occidentaux pour croire que le monde était entré avec le XXe siècle dans une ère de concorde universelle.

Aujourd'hui que les plus incrédules ont touché du doigt la sanglante réalité, il faut tendre toutes ses forces pour repousser le flot de barbarie qui menace de submerger l'Europe civilisée. Ce ne sera point l'effort de quelques semaines, ni même peut-être de quelques mois.

Il est invraisemblable que la plus formidable invasion connue puisse être refoulée en un espace de temps relativement aussi court. Quels que soient les résultats de la grande bataille engagée à la frontière belge, le sort de la guerre ne sera décidé ni dans un sens, ni dans un autre. Si, comme il y a lieu de l'espérer, nous sommes vainqueurs, nous retrouverons un peu plus loin de nouvelles masses compactes qu'il faudra rompre à leur tour. Si malheureusement nos troupes devaient se replier, nous opposerions une nouvelle barrière à l'envahisseur. Et, après celle-là, il y en aurait d'autres. Au cas où — ce que rien ne permet de craindre — nous ne pourrions triompher avec éclat dans de grandes batailles, nous finirions par user à la longue un ennemi aux prises, sur d'autres frontières, avec des armées recevant constamment des renforts. Nous avons le légitime espoir de remporter de glorieux succès. Mais, surtout, il nous faut tenir, persévérer, nous acharner dans la poursuite ou la résistance, conserver un sang-froid lucide jusqu'à ce que l'ensemble des armées civilisées ait pris décidément le dessus.

Aujourd'hui toute la pesée ennemie se porte sur nous. Les nations de proie reconnaissent qu'elles ne peuvent renverser l'équilibre européen et détruire la civilisation moderne, tant que la France sera debout. C'est un grand danger, mais c'est aussi un grand honneur pour nous. Le danger passera et l'honneur restera, rehaussé par cette nouvelle épreuve. Nos amis nous prêtent, dans l'intérêt commun, l'appui raisonné de toutes leurs forces. Mais, malgré les succès déjà acquis sur les mers, en Serbie et dans la Prusse orientale, ce concours ne produira tout son effet que dans un délai qui peut être long.

Il sera d'autant plus rapide et plus efficace que nous-

mêmes serons plus fermes et plus tenaces. Dans la bonne comme dans la mauvaise fortune, n'oublions pas une minute que la tâche sera rude et longue et que la moindre défaillance nous est interdite.

LA BATAILLE DES FRONTIÈRES. — LA GUERRE LONGUE ET TERRIBLE.

26 août 1914.

Après les rudes journées où nos armées ont essayé sans succès de prendre un avantage décisif en Belgique, chacun répare ses forces en vue d'une nouvelle lutte. Ce court arrêt dans les grandes opérations militaires nous invite au recueillement. Il a fallu la déception d'hier pour faire comprendre au public le caractère extraordinairement grave de la guerre actuelle. Jusque-là, dans la crise d'enthousiasme pour la défense nationale qui secouait tout le pays, on se rendait vaguement compte des réalités. Il entrait trop de littérature dans l'exposé des faits. L'élan patriotique des mobilisés, aussi vif que spontané, était mal dirigé. Sans le dire précisément, on laissait trop croire aux soldats et aux civils que l'énorme masse d'invasion allemande, un instant contenue devant Liége, allait être brisée en peu de semaines par quelques assauts des troupes alliées entraînées par une ardeur irrésistible. Dans les exhortations adressées aux troupes partant en campagne, il y avait plus d'exaltation verbale que de conseils pratiques. L'événement a prouvé l'imprudence de cette méthode.

Militairement et diplomatiquement l'agression com-

binée austro-allemande a été préparée de longue main par des hommes qui en avaient pesé toutes les conséquences. Probablement l'empereur Guillaume II et l'archiduc François-Ferdinand avaient espéré gagner l'appui ou obtenir la neutralité de certaines puissances. Mais dans la conception de leur plan d'opérations, ils avaient admis la possibilité de la coalition actuelle. En conséquence, ils avaient prévu l'effort militaire nécessaire pour triompher. Dans la répartition des rôles, la tâche la plus lourde — comme, du reste, le profit le plus grand — était assigné à l'Allemagne. C'est pourquoi, depuis la seconde guerre balkanique, le grand état-major de Berlin redoublait d'activité sur tous les terrains. Il préparait avec une persévérance obstinée non seulement l'offensive stratégique, mais l'attaque brusquée. Il s'était concerté dans les moindres détails avec l'état-major austro-hongrois, et les dernières mesures avaient été arrêtées au commencement de juin dernier, au château de Konopicht, lors de la visite de Guillaume II à l'archiduc François-Ferdinand. L'assassinat de celui-ci à Serajévo ne modifia point les desseins primitifs ; il en précipita plutôt l'exécution en fournissant un prétexte d'intervention en Serbie. Après quelques jours d'hésitation, l'empereur François-Joseph s'appropria complètement la politique de l'héritier du trône brusquement disparu. Donc, à moins de supposer fous les personnages responsables d'Austro-Allemagne, et rien ne justifiait cette supposition, on devait tenir pour certain qu'ils avaient préparé un effort militaire d'une envergure et d'une intensité inconnues jusqu'ici.

C'est ce qui, dès la remise de l'ultimatum du 23 juillet à la Serbie, nous a fait pousser le cri d'alarme. La volonté de faire la guerre nous apparaissait si clairement derrière

cette manœuvre, et le danger pour les nations civilisées de gaspiller des jours précieux en négociations dilatoires était si pressant qu'il importait de constater tout de suite où l'on allait fatalement. Heureusement les jours perdus ne furent pas trop nombreux. L'Europe, tout d'abord déconcertée, se ressaisit assez vite. Toutefois l'Austro-Allemagne avait une avance. Elle bénéficiait tout d'abord d'une multitude de mesures préparatoires spéciales prises à loisir depuis plus de six mois. Ensuite l'Autriche-Hongrie avait mobilisé publiquement, dès le 26 juillet, sous le prétexte de sa rupture avec la Serbie. Enfin, dès le 23 juillet, l'Allemagne, qui avait précédemment renforcé ses corps stationnés le long de notre frontière, avait commencé la mobilisation de certaines catégories par appels individuels. Dans ces conditions, qui ne pouvaient être ignorées des états-majors des autres puissances, il était absolument déraisonnable d'espérer qu'il nous suffirait de quelques semaines pour avoir raison d'une agression ainsi conçue.

Le grand avantage acquis pour nous au début, et qui nous reste, c'est l'échec de l'offensive foudroyante. Grâce à la rapidité relative des décisions des gouvernements russe, français et anglais, grâce à l'admirable attitude du gouvernement belge et à l'héroïsme de ses soldats, la brusque submersion de la Belgique fut empêchée et nos frontières furent assez longtemps protégées pour que notre concentration pût s'achever méthodiquement derrière les lignes de couverture. Cet avantage est énorme et l'on ne saurait assez remercier la Belgique de nous l'avoir procuré. Toutefois, l'attaque brusquée une fois manquée, il reste la guerre, une guerre longue et terrible où, des deux côtés, on est résolu à tenir jusqu'au bout. Nous avons la certitude du triomphe final. Mais nous ne de-

vons pas plus être découragés par les épreuves que rendus trop confiants par les succès. A travers toutes les vicissitudes de cette immense conflagration, il nous faut conserver une opiniâtreté impassible.

LA TRIPLE-ENTENTE ET LA DIPLOMATIE ALLEMANDE. — DIVULGATIONS TENDANCIEUSES DE LA « GAZETTE DE L'ALLEMAGNE DU NORD ».

27 août 1914.

Les progrès constants des armées russes en territoire allemand et le renforcement méthodique du corps expéditionnaire britannique sur le continent prouvent que l'alliance russe et l'Entente cordiale rendent militairement tout ce que la diplomatie de la Triple-Entente permettait d'espérer. Dans cette combinaison à trois créée pour préserver l'Europe d'une hégémonie tyrannique, il avait toujours été prévu que la France aurait à supporter, la première des trois, presque tout le poids des armées germaniques. C'était une conséquence inévitable de la géographie politique et de la politique austro-allemande. D'aucune façon nous ne pouvions y échapper. Seulement, nous étions assurés que cette pesée formidable finirait par se relâcher, à mesure que la poussée russe se ferait plus forte dans la Prusse orientale et en Posnanie. Actuellement, les opérations russes n'en sont pas encore au point où elles peuvent déterminer l'Allemagne à détourner de sa frontière de l'ouest une partie des troupes engagées avec les nôtres. Mais elles commencent à préoccuper les Berlinois et ce premier résultat n'est point

négligeable. Non seulement la mobilisation russe n'a pas été troublée par les corps austro-allemands jetés à la hâte dans les provinces polonaises du tsar, mais encore les troupes russes, après avoir entièrement nettoyé le territoire national, ont occupé presque toute la Prusse orientale. Elles chassent devant elles des corps de plus en plus désorganisés, tandis qu'elles s'accroissent chaque jour de nouvelles unités venues de l'arrière. De ce côté donc, la France n'éprouve aucune déception, bien au contraire.

Il en est de même du côté de l'Angleterre. On a lu hier l'énergique discours de lord Kitchener à la Chambre des Lords. Le ministre de la guerre britannique a parlé en homme d'État et en homme de guerre. Dans les termes les plus forts, il a déclaré que la Grande-Bretagne irait jusqu'au bout, qu'elle ne reculerait devant aucun sacrifice d'hommes et d'argent et que, s'il était nécessaire, « elle ferait des efforts plus considérables que ceux qui ont été jamais demandés ». Pour notre part, nous n'en avions jamais douté un instant. Les grands intérêts britanniques étaient trop étroitement solidaires des nôtres pour que le Cabinet de Londres n'employât pas à leur défense toutes les ressources de l'empire jusqu'au triomphe final. Il n'était point nécessaire de signer des engagements formels à ce sujet. Les circonstances étaient plus fortes que tout. En ce moment, l'Angleterre a déjà débarqué chez nous environ 165.000 hommes ; elle en débarquera d'autres et ensuite il en viendra encore du Canada et des autres *dominions*. Jamais un traité ne nous eût assuré pareille coopération.

Pourtant la chancellerie berlinoise saisit ce moment pour essayer de jeter la suspicion entre la France et l'Angleterre. La *Gazette de l'Allemagne du Nord* du

20 août a publié le texte de télégrammes échangés durant la période la plus aigüe de la crise européenne entre le roi George, l'empereur Guillaume et le prince Henri de Prusse, et qui tendraient à faire croire que le gouvernement britannique a tenté de détacher la France de la Russie. Jusqu'ici nous ne connaissons ces documents que par l'édition parisienne du *Daily Mail* de ce matin. Mais cela suffit pour mettre en lumière une nouvelle et double fourberie de la diplomatie germanique. Il résulte des télégrammes publiés que le prince Lichnowsky, ambassadeur d'Allemagne à Londres, a transmis inexactement au chancelier allemand une proposition de Sir Edward Grey, et que la *Gazette de l'Allemagne du Nord*, dans sa publication tronquée, a omis de reproduire la rectification du chef du Foreign Office.

Le 30 juillet, le prince Henri de Prusse télégraphiait au roi George :

« Guillaume, qui est très tourmenté, fait tout son » possible pour répondre à la demande de Nicolas de » travailler au maintien de la paix... Alors que nous » n'avons encore pris aucune mesure d'aucune sorte, » nous pouvons être obligés d'en prendre si nos voisins » poursuivent les leurs. Cela signifierait une guerre » européenne. Si vous désirez réellement et sincèrement » prévenir cette terrible catastrophe, puis-je vous pro- » poser d'user de votre influence sur la France et aussi » sur la Russie afin qu'elles restent neutres ? A mon avis, » ce serait de la plus grande importance. »

Il convient de constater que, à cette date du 30 juillet, une armée saxonne était déjà massée à la frontière russe et que la grande mobilisation allemande commençait sous le couvert du *Kriegswehrzustand*.

Le roi George répondit le même jour :

« Merci pour votre télégramme. Je suis très heureux » d'apprendre les efforts de Guillaume pour s'unir à » Nicolas en vue du maintien de la paix. J'ai le plus sé- » rieux désir qu'un malheur aussi irréparable qu'une » guerre européenne puisse être évité. Mon gouverne- » ment fait de son mieux pour que la Russie et la France » ajournent d'autres préparatifs militaires, si l'Autriche » se contente elle-même de l'occupation de Belgrade et » du territoire serbe environnant, comme d'un gage pour » le règlement satisfaisant de ses réclamations, tandis que » les autres pays arrêteront simultanément leurs prépa- » ratifs de guerre.

» J'ai la confiance que Guillaume usera de sa grande » influence pour persuader à l'Autriche d'accepter cette » proposition. Il montrerait ainsi que l'Allemagne et » l'Angleterre travaillent ensemble à prévenir ce qui » serait une catastrophe internationale. Veuillez assurer » Guillaume que je fais et continuerai de faire tout ce » qui est en mon pouvoir pour conserver la paix de » l'Europe. »

Le 31 juillet, l'empereur télégraphia au roi que ces propositions concordaient avec ses idées, mais qu'il venait d'apprendre que « Nicolas » avait ordonné la mobilisation de l'armée et de la flotte russes.

« Il n'a même pas attendu les résultats de la médiation » à laquelle je travaille et il m'a laissé sans nouvelles. Je » vais à Berlin pour assurer la sécurité de mes frontières » de l'Est, où déjà de puissants corps de troupes russes » ont pris position. »

Le roi répondit, le 1er août, qu'il avait télégraphié au tsar pour lui exprimer sa bonne volonté de faire tout son

possible afin de poursuivre la reprise des négociations entre les puissances intéressées.

Le même jour, le prince Lichnowsky envoya la dépêche suivante au chancelier :

« Sir Edward Grey vient de m'appeler au téléphone
» et m'a demandé si je pensais que nous n'attaquerions
» pas les Français, si la France restait neutre dans une
» guerre russo-allemande. J'ai dit que je pouvais assumer
» la responsabilité de lui donner cette assurance.

» LICHNOWSKY. »

L'empereur d'Allemagne télégraphia au roi George, le 1er août :

« Je viens de recevoir la communication de votre gou-
» vernement offrant la neutralité française sous la ga-
» rantie de la Grande-Bretagne. A cette offre était liée
» la question de savoir si, dans ces conditions, l'Alle-
» magne s'abstiendrait d'attaquer la France. Pour des
» raisons techniques, ma mobilisation qui déjà cet après-
» midi était ordonnée sur deux fronts, à l'Est et à l'Ouest,
» doit continuer conformément aux dispositions prises.
» Un contre-ordre ne peut pas être donné, parce que
» votre télégramme est venu malheureusement trop
» tard ; mais si la France m'offre sa neutralité, qui doit
» être garantie par l'armée et la flotte anglaises, je m'ab-
» stiendrai, naturellement, d'attaquer la France et j'em-
» ploierai mes troupes ailleurs (elsewhere). J'espère que
» la France ne s'énervera pas (will not get nervous). Les
» troupes sur ma frontière viennent d'être arrêtées par
» des télégrammes et des téléphones leur donnant l'ordre
» de ne pas franchir la frontière française.

» GUILLAUME. »

Le 1er août, le chancelier allemand télégraphiait à l'ambassadeur d'Allemagne à Londres :

« L'Allemagne est prête à acquiescer à la proposition » anglaise, si l'Angleterre veut garantir avec ses forces » militaires la neutralité sans condition (*inconditional* » *neutrality*) de la France dans le conflit russo-allemand. » La mobilisation allemande a commencé aujourd'hui, » en réponse au défi de la Russie (as the result of the » Russian challenge) avant que les propositions anglaises » soient arrivées ici.

» En conséquence, notre concentration à la frontière » française ne peut pas maintenant être modifiée. Nous » nous engageons cependant à ne pas faire franchir la » frontière française par nos troupes, d'ici au lundi » 3 août, sept heures du matin, si l'assentiment de l'An- » gleterre est reçu dans ce délai.

» BETHMANN-HOLLWEG. »

Le même jour, télégramme du roi à l'empereur :

« En réponse à votre télégramme qui vient d'arriver, » je crois qu'il doit y avoir un malentendu au sujet d'une » suggestion qui a été faite au cours d'une conversation » amicale entre le prince Lichnowsky et Sir Edward » Grey, alors qu'ils discutaient comment un conflit » effectif entre les armées allemandes et françaises pour- » rait être évité aussi longtemps qu'il y avait une possi- » bilité qu'un arrangement intervînt entre l'Autriche- » Hongrie et la Russie. Sir Edward Grey verra le prince » Lichnowsky demain matin, pour s'assurer qu'il y a » malentendu de la part de ce dernier. »

Le jour suivant, le prince Lichnowsky télégraphiait au chancelier :

« Les suggestions de Sir Edward Grey, qui étaient » fondées sur le désir de créer la possibilité de faire durer » la neutralité (*of lasting neutrality*) en ce qui concerne » l'Angleterre, étaient faites sans discussion préalable » avec la France, et ont été abandonnées comme futiles. »

En fait, Sir Edward Grey n'avait jamais proposé, ni songé à proposer de garantir la neutralité française en cas de guerre entre l'Allemagne et la Russie. Il avait seulement dit que la Grande-Bretagne pourrait assurer la neutralité de la France, si l'Allemagne restait neutre dans l'éventualité d'une guerre austro-russe. Le prince Lichnowsky n'a-t-il pas osé transmettre la proposition telle quelle à Berlin, l'a-t-il sciemment dénaturée, ou bien M. de Bethmann-Hollweg a-t-il lui-même « corrigé » les télégrammes de son ambassadeur? On ne peut savoir encore. En tout cas, rien n'étonne plus de la part des auteurs de l'*infamous proposal* flétri par M. Asquith et des héritiers des falsificateurs de la dépêche d'Ems.

DISCOURS DE M. ASQUITH AUX COMMUNES.

28 août 1914.

Le gouvernement britannique saisit toutes les occasions d'affirmer sa volonté inébranlable de tenir jusqu'au bout dans la grande lutte actuelle. Hier, aux Communes, M. Asquith a tenu un langage aussi vigoureux que celui de lord Kitchener, la veille, à la Chambre des Lords. Il s'est surtout attaché à démontrer que l'Angleterre s'était employée de toutes ses forces au maintien de la paix et qu'elle ne décida d'intervenir que lorsqu'elle fut placée

dans la nécessité de choisir entre l'observation d'engagements solennels et la soumission honteuse à la force brutale. Les personnes qui ont lu hier ici les dépêches échangées, du 30 juillet au 1er août, entre le roi George, l'empereur Guillaume et le prince Henri de Prusse rendront toutes hommage à la sincérité de cette déclaration. Le Cabinet de Londres était allé jusqu'à proposer d'autoriser l'Autriche à occuper à titre de gage Belgrade et la région environnante. C'était vraiment, personne ne le contestera, l'extrême limite des concessions imaginables.

Mais, au moment où cette proposition était présentée à Berlin, l'Allemagne mobilisait déjà clandestinement, de telle sorte que M. de Bethmann-Hollweg pouvait télégraphier vingt-quatre ou trente-six heures plus tard au prince Lichnowsky : « *Notre concentration* à la frontière française ne peut pas être modifiée. » Ainsi, le 1er août, veille du premier jour de la mobilisation française, la *concentration* allemande était déjà si avancée sur le front franco-belge que, de l'aveu du chancelier de l'empire lui-même, elle ne pouvait plus être modifiée. Quelle meilleure preuve que la guerre avait été préméditée et qu'elle visait avant tout l'invasion de la France ? Si le gouvernement allemand avait pensé un seul instant que la France ne serait pas engagée bon gré mal gré dans le conflit oriental artificieusement provoqué par les Cabinets de Vienne et de Berlin, il n'aurait pas, dès le début des négociations et avant de savoir jusqu'où la France et l'Angleterre iraient dans la voie des concessions, commencé la concentration de la presque totalité de ses forces d'Aix-la-Chapelle à Strasbourg.

La brusque violation de la neutralité de la Belgique ouvrit les yeux à tous les Anglais : il s'agissait non plus du sort d'un peuple balkanique, mais de celui d'un État

occidental voisin dont l'Angleterre avait solennellement garanti l'indépendance, considérée par elle comme un dogme intangible. Il s'agissait de l'indépendance de l'Europe et de la future maîtrise des mers. Dès lors l'Angleterre se jeta corps et âme dans la lutte. Et son énergie s'accrut ensuite de l'enthousiasme soulevé par la magnifique résistance du gouvernement, de l'armée et du peuple belges. Aussi M. Asquith a-t-il pu hier, aux applaudissements unanimes de la Chambre des Communes, assurer les Belges, au nom du Royaume-Uni et de tout l'empire, qu'ils pouvaient compter jusqu'au bout sur l'appui très cordial et sans défaillance de la Grande-Bretagne. Il appartient maintenant à chacun des alliés de montrer la même vigueur, la même constance et le même sang-froid.

LA PRÉMÉDITATION ALLEMANDE. — LES CONVERSATIONS ENTRE SIR E. GOSCHEN, MM. DE BETHMANN-HOLLWEG ET DE JAGOW. — LE CHIFFON DE PAPIER.

29 août 1914.

Chaque jour apporte une nouvelle confirmation du fait que l'Allemagne a mûrement prémédité l'agression contre la France et la violation de la neutralité belge. Avant-hier, la publication des dépêches échangées du 30 juillet au 1er août entre le roi George, l'empereur Guillaume et le prince Henri de Prusse établissait que la concentration des armées allemandes à notre frontière était déjà fort avancée avant que les négociations européennes eussent échoué et que notre mobilisation eût

commencé. Depuis hier nous possédons le récit de conversations capitales de l'ambassadeur d'Angleterre à Berlin, en date du 4 août, avec le secrétaire d'État et le sous-secrétaire d'État à l'Office impérial des affaires étrangères, et avec le chancelier de l'empire. Il en résulte que, bien avant la tension diplomatique, l'Allemagne avait résolu de passer par la Belgique, le jour où la guerre provoquée par elle aurait éclaté avec la France.

On a lu hier, dans notre Dernière Heure, la dépêche adressée le 4 août par Sir E. Goschen à Sir Edward Grey. Elle ne fut d'ailleurs pas transmise à Londres. Le gouvernement allemand se garda bien de laisser passer un document aussi important, dont il ne connaissait pas la teneur exacte parce qu'il était chiffré, mais dont il devinait facilement la substance. Aux questions de l'ambassadeur britannique M. de Jagow répondit carrément : « Nous ne nous engagerons pas à respecter la neutralité de la Belgique parce qu'en ce moment nous l'avons déjà violée. Cette violation est nécessaire parce qu'il s'agit de pénétrer en France par le chemin le plus facile et le plus rapide, de façon à avoir une grande avance sur les opérations françaises et à frapper le plus tôt possible un coup décisif. C'est pour l'Allemagne une question de vie ou de mort. » C'est ce même calcul que nous exposions au début de la crise en disant que l'Allemagne subordonnait tout, absolument tout, au succès de son offensive foudroyante. Les engagements les plus solennels ne pesaient pas plus qu'un fétu de paille dans la balance. Ce même jour du 4 août, le docteur de Bethmann-Hollweg, chancelier juriste, montrait le cas qu'il faisait des traités : « Comment ! s'écriait-il devant Sir E. Goschen, pour un mot, pour le mot neutralité, pour un mot qui, en temps de guerre, fut si souvent méprisé, pour un simple mor-

ceau de papier, la Grande-Bretagne va faire la guerre à une nation apparentée dont le seul désir est d'être une amie! » Et cet homme doux, dont on nous vantait la parfaite droiture, ajoutait : « L'acte de la Grande-Bretagne est inconcevable. C'est comme si on frappait dans le dos un homme qui défend sa vie contre deux assaillants. Je tiens la Grande-Bretagne pour responsable des terribles événements qui pourront s'ensuivre. » Ainsi, dans la thèse germanique, c'est l'Allemagne qui a été frappée dans le dos!

Comment s'entendre jamais avec des hommes tenant de pareils raisonnements? Pour eux, paroles jurées et papiers signés ne comptent pas ; ils considèrent exclusivement la force mise au service des intérêts. Les aveux de MM. de Jagow et de Bethmann-Hollweg découvriront à tous les yeux le véritable caractère de la conflagration déchaînée par l'Austro-Allemagne. L'enjeu de la guerre n'est point telle ou telle province ni une indemnité de guerre plus ou moins forte. C'est notre existence nationale elle-même, l'indépendance de l'Europe, la liberté des mers, la civilisation moderne. Quoi qu'il arrive, nous et nos alliés défendront ces biens plus précieux que la vie jusqu'au dernier homme, jusqu'au dernier centime.

LA SITUATION DIPLOMATIQUE. — AVERTISSEMENT DU « TIMES » A LA TURQUIE.

1er septembre 1914.

En dépit des fausses nouvelles répandues à profusion dans le monde par ses agences de tout acabit, l'Austro-

Allemagne n'a pas réussi jusqu'ici à gagner une seule puissance à sa cause. Plus les opérations militaires se développent et plus les sympathies mondiales — pour employer un adjectif cher aux Allemands — s'éloignent des conducteurs de la ruée germanique sur les nations civilisées. C'est que, de plus en plus, on reconnaît partout, en Amérique comme en Europe, que l'entreprise de Guillaume II et de François-Joseph Ier menace les États indépendants des deux grands continents. De plus en plus aussi on constate que les moyens d'exécution mis au service de cette agression déshonorent l'humanité. Si, dans certaines chancelleries, on était encore accessible aux tentations berlinoises, l'opinion publique ne permettrait pas que le gouvernement fît cause commune avec les destructeurs de Louvain, avec un État dont le premier ministre traite de « chiffons de papier » les traités les plus solennels. Ce sentiment va si loin que, dans plusieurs pays, on serait d'autant plus porté à prendre parti pour la France qu'elle serait plus éprouvée. En effet, la victoire de la France assurerait l'indépendance des pays en question, tandis que sa défaite les mettrait à la merci de l'Allemagne. Quelle garantie aurait la Roumanie, par exemple, que l'Autriche-Hongrie victorieuse ne lui posât pas, à propos des affaires transylvaines, les mêmes questions, c'est-à-dire les mêmes sommations, qu'à la Serbie à propos des affaires bosniaques ?

La solidarité de tous les États vivant sur le principe du respect des traités est si forte dans la crise actuelle qu'elle s'impose à tous les esprits. En Italie, tout le monde sent que le triomphe de l'Autriche-Hongrie serait infailliblement suivi de l'établissement de son hégémonie sur tous les Balkans de l'ouest, du Vardar à l'Adriatique, et que l'Italie serait pour ainsi dire rejetée de l'Europe vers

l'Afrique, comme on veut à Berlin que la Russie le soit vers l'Asie. Si la Belgique succombait avec le Luxembourg, la Hollande serait bientôt réduite, avec ses colonies, à l'état de dépendance germanique. Quant à l'Espagne et au Portugal, si éloignés qu'ils soient du théâtre de la guerre, leurs colonies seraient vouées à disparaître dans le Deutschtum dès le premier accès de gloutonnerie des insatiables annexeurs de la Wilhemstrasse. Le Danemark, la Suède et la Norvège ne pourraient pas davantage échapper à l'empire germanique. La Suisse elle-même conserverait bien difficilement ses libertés séculaires. Elle est tellement inondée d'Allemands, surtout dans les cantons du nord-ouest, que ceux-ci y voudraient bientôt agir en maîtres. A la moindre velléité de résistance des autorités fédérales ou cantonales, ou à la première précaution prise par la Confédération pour empêcher la prépondérance des éléments étrangers dans les cantons envahis par les colonies d'outre-Rhin, un conflit surgirait entre Berne et Berlin.

En Turquie enfin, l'opinion publique, si l'on peut dire qu'il y en ait une dans l'empire ottoman, est favorable aux puissances occidentales qui ont sauvé l'empire de la destruction et de la ruine. Malheureusement, dans ce pays habitué à supporter tous les despotismes, l'opinion compte pour peu de chose. Elle n'exerce aucune influence sur le gouvernement. Elle a subi l'hamidianisme. Elle subit maintenant le comité Union et Progrès, et celui-ci est un simple instrument entre les mains de l'Allemagne qui, avec sa complicité, exploite scandaleusement l'empire sans se soucier le moins du monde de son avenir. Le Cabinet ottoman vient d'essayer de nouer une coalition balkanique contre nous. Il met toutes ses ressources au service de la mission militaire allemande, souveraine

maîtresse de son armée. Néanmoins, il n'ose pas encore aller jusqu'au bout de ses mauvaises intentions. Il redoute, sinon une révolution à Constantinople, la rébellion de plusieurs provinces, l'anéantissement de son commerce maritime et la dissolution totale de l'empire. L'autre jour le *Times* lui a donné un avertissement catégorique. Il lui a signifié que la Turquie disparaîtrait de la carte politique du monde si elle se déclarait en faveur des ennemis de l'Angleterre et de la France. Si infatué qu'on soit à la Sublime Porte, cet avis ne passera point inaperçu.

LA MENACE SUR PARIS.

2 septembre 1914.

La situation militaire s'impose tellement à l'attention publique à l'heure actuelle que les autres considérations passent à l'arrière-plan. Il faut seulement dire ceci : les opérations militaires franco-allemandes en sont arrivées à la phase prévue depuis longtemps par le gouvernement français pour le cas où la guerre éclaterait entre la France et l'Allemagne. Tout en espérant pouvoir contenir et battre les masses énormes qu'il était dans les desseins connus du grand état-major de Berlin de jeter contre nous dès l'ouverture des hostilités, notre état-major avait dû envisager le cas où notre ennemi aurait une trop grande avance sur nous ou une trop forte supériorité numérique et où Paris serait menacé. A la vérité, on put espérer au commencement d'août que cette épreuve nous serait épargnée grâce à la résistance acharnée des Belges.

Mais, dès que le gouvernement allemand avait vu s'écrouler son espoir de voir l'Angleterre rester neutre et la Belgique subir passivement la violation de son territoire, il avait décrété la levée en masse. Se sentant en péril, il avait tout de suite, sans une heure d'hésitation, mis sur pied toutes ses troupes utilisables. Il put ainsi opposer à nos corps de Lorraine des armées capables de les tenir en échec sans diminuer les masses destinées à fouler la Belgique pour venir exercer sur nous une pression formidable. Cet effort fut immense. Jamais il n'y en eut de comparable. Ce n'est plus par centaines de mille, c'est par millions que se comptent les combattants.

Nous avons vainement essayé de refouler le flot d'invasion devant Charleroi. Il a continué de s'épandre en deçà de nos frontières. Mais il s'est affaibli en s'avançant et n'a pu rompre la digue que nous lui opposions de la Lorraine à Paris. Le voici maintenant proche de nous. Est-ce à dire qu'il doive emporter Paris ? Non, certes. Le camp retranché de Paris présente une résistance plus forte que celle de toutes les places situées sur le chemin des Allemands depuis Liége. Il s'appuie sur une armée solide. A l'Est, nos autres armées sont intactes. Nous sommes donc en mesure de recevoir l'ennemi. L'émotion de la bataille qui va se livrer ne doit pas nous faire oublier nos chances de la gagner. La France compte sur l'endurance des Parisiens. L'Europe aussi a les yeux sur eux. Les Parisiens seront dignes de la confiance de la France et des autres nations civilisées.

LE TRANSFERT DU GOUVERNEMENT A BORDEAUX.

3 septembre 1914.

Le gouvernement de la République a décidé de transférer provisoirement le siège des pouvoirs publics à Bordeaux. La plupart de ses membres sont partis ce matin. Le corps diplomatique a quitté Paris dès hier soir. A Paris, le général gouverneur du camp retranché concentre désormais toute l'autorité.

Cette décision ne doit ni surprendre, ni inquiéter le public. Elle était devenue inévitable dès lors que les opérations militaires se rapprochaient de la capitale. Il était inadmissible que le gouvernement fût exposé à voir couper ses communications avec une partie du pays. Il était essentiel qu'il conservât son entière liberté d'action, de réflexion et de délibération. Cette liberté eût été grandement gênée par des mouvements de troupes qu'il appartient exclusivement au commandant en chef de prescrire. A la période critique de la guerre où nous sommes arrivés, tout doit être subordonné au succès définitif de nos armes. Toutes les préoccupations d'ordre non militaire s'effacent, disparaissent devant la nécessité d'assurer la victoire finale. Si le gouvernement était demeuré à Paris tandis qu'une bataille s'engageait autour du camp retranché, l'émotion se fût trop facilement communiquée sinon aux membres du gouvernement, du moins aux personnes — aux parlementaires par exemple — qui l'assiègent d'ordinaire de leurs démarches.

Une autre considération de tout premier ordre impo-

sait aussi le transfert des pouvoirs publics hors de toute atteinte de l'ennemi. L'Allemagne n'a jamais fait mystère de son dessein, en cas de guerre avec la France, de sa résolution d'enlever Paris coûte que coûte. Elle se rend très bien compte de la difficulté de venir à bout de la France alliée à la Russie et à l'Angleterre, et de l'impossibilité d'occuper son territoire comme en 1870-1871. Le temps lui est mesuré. Il lui faut agir vite et fort. Son but actuel est non pas de faire le siège régulier de Paris et de s'emparer de toute la ville ; cela exigerait trop de temps et des troupes trop nombreuses. Guillaume II se propose d'enlever par un coup de force quelques positions, de manière à pouvoir faire irruption dans quelques parties de la ville, terroriser la population et arracher au gouvernement une capitulation avec des préliminaires de paix. Cette combinaison sera sans doute ruinée, grâce à nos vaillantes armées. Mais, à aucun prix, le gouvernement de la République ne pouvait courir le risque d'être soumis à une pareille intimidation. Quoique la population parisienne conserve imperturbablement une attitude admirable, il eût pu se produire ici ou là, en cas de danger, des mouvements échappant à toute prévision. Il fallait écarter ce risque. Il fallait enfin soustraire aux conséquences d'une irruption, même très brève, certaines archives, les réserves des banques, des objets très précieux et tout un ensemble de choses dont la place est où se trouvent les pouvoirs publics.

Toutes ces mesures devaient être envisagées dès la déclaration de guerre. Depuis le traité de Francfort, la capitale de la France est si mal protégée à l'est et, comme on vient de le voir, la neutralité de la Belgique et du Luxembourg offre si peu de garanties, que la région de Paris est à la merci d'une seule grande bataille. C'est,

pour nous, une grande faiblesse. Toutefois on y peut parer jusqu'à un certain point en prenant à temps des dispositions de prudence. C'est ce que vient de faire le gouvernement. Le seul remède efficace serait de rendre à la France d'autres frontières et d'assurer matériellement la défense des pays neutres voisins. Ce sera, nous y comptons fermement, le résultat de la guerre actuelle. En attendant, nous devons tendre toutes nos énergies vers le but final. La population parisienne est trop patriote et trop intelligente pour ne point le comprendre.

Au surplus, elle se rappellera que le gouvernement allemand a depuis longtemps déjà transféré le siège des principales autorités impériales hors de Berlin. Depuis que les hostilités se sont vraiment ouvertes, le gouvernement impérial siège au quartier général de Guillaume II. Il se déplace avec le quartier général. Le transfert des pouvoirs publics hors de Paris n'est donc ni une mesure anormale, ni un présage de défaite. C'est une précaution nécessaire. Ce déplacement s'est effectué méthodiquement, sans trouble, sans précipitation, avec la discrétion qu'elle comportait. Aujourd'hui qu'il est accompli, la France a une préoccupation de moins. Que la population parisienne attende patiemment ; le gouvernement n'a quitté momentanément la capitale que pour mieux la protéger. Bientôt, bientôt elle recevra sa récompense.

LA PRISE DE LEMBERG. — LE RÔLE DE LA ROUMANIE ET DE LA TURQUIE

4 septembre 1914.

L'événement du jour est la victoire des Russes à Lemberg. L'armée du grand-duc Nicolas a mis les Austro-Hongrois en complète déroute, lui a fait subir des pertes considérables, s'est emparée d'un matériel important et enfin a pris de vive force la capitale de la Galicie. Au début de la crise, les diplomates austro-hongrois assuraient qu'en dix jours les troupes de François-Joseph occuperaient Varsovie. Varsovie n'a jamais été sérieusement menacée et Lemberg est aujourd'hui entre les mains des Russes. Le général autrichien commandant en chef avait lancé un appel aux Polonais de Russie qu'il venait, disait-il, délivrer du joug slave. Ce sont maintenant les Polonais d'Autriche qui voient leur capitale entre les mains des armées du tsar. Le coup est d'autant plus rude pour l'Autriche-Hongrie qu'elle avait en Galicie son armée principale, composée de ses meilleures troupes. L'importance militaire et politique des opérations qui ont abouti à la prise de Lemberg est immense. Le retentissement s'en fera sentir en Occident comme en Orient. Désormais l'armée russe victorieuse va pouvoir sans danger sérieux se diriger vers la Silésie le long du versant septentrional des Carpathes et rejoindre les autres armées du tsar qui, par le nord, s'avancent vers Posen.

Ces dernières, il est vrai, ont été retardées dans leur

marche par une contre-attaque allemande très vive dans la région d'Osterode. Mais cet arrêt n'est que momentané. Dans une campagne comme celle-ci, l'avant-garde de l'armée d'invasion est souvent exposée à se heurter à des forces supérieures et à être contrainte de se replier sur le gros. L'essentiel est que le gros, après s'être renforcé des troupes arrivant incessamment de l'arrière, soit en état de reprendre sa marche. Or, c'est le cas pour l'armée russe opérant en Prusse orientale. Elle reçoit constamment des renforts, tandis que l'armée allemande se trouve déjà, paraît-il, obligée de tirer les siens de l'ouest en les prélevant sur les corps d'occupation de la Belgique. A bref délai, la Russie aura brisé les deux branches de la pince austro-allemande qui enserrait ses provinces polonaises. C'était la condition préalable nécessaire de la marche sur Posen et Berlin.

Si le gouvernement de Bucarest comprenait mieux les intérêts suprêmes de la Roumanie, il saisirait ce moment pour céder aux vœux de la nation. Il s'engagerait dans la grande lutte européenne à un moment où son concours pourrait hâter la fin de la guerre et mériterait une récompense digne du service rendu. La Transylvanie n'attend qu'un signe de Bucarest pour se soulever. Mais le roi Charles pense et agit en Hohenzollern autant qu'en Roumain. De plus sa prudence naturelle l'invite à ne courir aucun risque. Il espère la victoire allemande et compte en profiter. Si l'Austro-Allemagne est écrasée, il se flatte également de recueillir une large part dans la curée. Seulement il néglige un peu trop la force des mouvements nationaux. La guerre actuelle n'est point une guerre de Cabinets, c'est une lutte de races, de civilisations différentes. Si la Roumanie, qui prétend être à la tête de la civilisation dans la péninsule balkanique et

sur le Bas-Danube, reste à l'écart tandis que les autres peuples luttent pour l'existence, elle aura prouvé qu'elle est incapable d'initiative et ne représente en Europe que des intérêts égoïstes. A l'heure du grand règlement de comptes, on ne l'oubliera pas.

Si le gouvernement roumain se montre hésitant sans cesser d'être ambitieux, la Turquie est résolue. Elle l'est jusqu'à la folie. Avec la mauvaise foi qui caractérise le gouvernement turc issu de l'assassinat de Nazim Pacha, la Turquie prépare depuis l'année dernière la guerre contre la Russie et la France. A Paris on a été assez niais pour lui fournir l'argent destiné à l'achat de cuirassés et de matériel de guerre qui vont être tournés contre nous. Les officiers allemands de terre et de mer affluent à Constantinople. Ils occupent tous les postes. Ils organisent tout l'empire ottoman en vue d'une guerre offensive. D'un instant à l'autre il faut s'attendre à voir commencer les hostilités. Nous ne le redoutons point. Seulement nous le regretterons, car c'en sera fait de l'empire ottoman. Si, comme tout le fait supposer en ce moment, la Turquie déchaîne un nouveau conflit oriental, il sera démontré à ses plus anciens et plus fidèles amis qu'elle ne constitue plus dans le monde qu'un danger et un embarras. La conclusion s'imposera.

L'ÉLECTION DE BENOIT XV. — L'ITALIE ET LA GUERRE. — LES DISCOURS DU GUILDHALL.

5 septembre 1914.

Le bruit se répand aujourd'hui que la mobilisation générale italienne va être ordonnée. On avait déjà dit en

effet que le Cabinet de Rome ne tarderait pas à prendre une décision après l'élection du successeur de Pie X. Benoît XV a été élu avant-hier et il vient de prendre le cardinal Ferrata comme secrétaire d'État. La transmission des pouvoirs pontificaux est donc aujourd'hui accomplie. Libre de toute préoccupation de ce côté, le gouvernement italien peut reporter toute son attention sur l'Europe où se jouent les destinées du monde. Il donnerait une grande preuve de clairvoyance et d'esprit politique en prenant tout de suite la décision qui correspond à la fois aux intérêts nationaux les plus certains, aux vœux de l'immense majorité du pays et au besoin de l'humanité tout entière d'être délivrée le plus tôt possible du cauchemar germanique.

L'écrasement des Austro-Hongrois à Lemberg a dû produire une forte impression en Italie. Il est le présage de l'effondrement de cette monarchie austro-hongroise dont la mission naturelle était d'assurer l'équilibre européen en assurant sa propre existence, et qui a préféré s'associer à la plus brutale entreprise d'hégémonie qu'on ait jamais vue. Chassée de la Galicie et de la Bukovine, menacée en Bosnie et en Herzégovine, attaquée sur les côtes d'Istrie et de Dalmatie, épuisée financièrement, l'Autriche-Hongrie ne pourra plus longtemps sauver sa face devant sa Slavie frémissante. Elle a bien emprisonné ou enfermé dans des camps de concentration ses sujets suspects de sympathies russophiles. Elle en a même fusillé un bon nombre. Mais ces procédés de contrainte ou de répression ne sont efficaces qu'un temps. Si la victoire ne vient pas rapidement, ils servent seulement à exaspérer les populations opprimées avides de représailles. Or, jusqu'ici, les armées de François-Joseph n'ont éprouvé que des défaites. Celles-ci, il est vrai, sont encore mal con-

nues dans la monarchie où tout est mis en œuvre afin de les cacher. Toutefois ces choses ne se dissimulent pas indéfiniment. Le jour où tout se saura, tous les moyens de contrainte seront vains. Il dépend beaucoup de l'Italie que ce jour soit proche. Si nos voisins d'au delà des Alpes se résolvaient dès aujourd'hui à se ranger du côté des nations qui défendent la liberté et la civilisation, ils scelleraient avec elles, avec nous, un pacte indissoluble d'amitié dont les résultats seraient immenses.

Ils doivent être encore encouragés dans cette voie par toutes les manifestations britanniques. Ils ne peuvent douter de la sincérité et du désintéressement de la politique de l'Angleterre à leur égard. L'alliance franco-anglo-russo-belge constitue le bloc international qui leur offre le plus de garanties et mérite le plus leurs sympathies. Elle est maîtresse des mers et décidée à mener la lutte jusqu'au bout, coûte que coûte, quoi qu'il arrive. Il est donc aussi profitable de marcher avec elle qu'il serait dangereux de la combattre. Les discours prononcés hier vendredi au Guildhall ne laissent subsister aucun doute à cet égard. Le premier ministre anglais a déclaré que l'Angleterre ne remettra l'épée au fourreau qu'après que la liberté de l'Europe aura été assurée. Venant d'un homme comme lui, cet engagement ne comporte aucun risque d'être éludé. D'ailleurs il a été cautionné par tous les chefs de parti sans exception. Enfin, dans tout l'empire britannique, de l'Australie au Canada, des Indes à l'Afrique australe, tous les cœurs vibrent à l'unisson. Et puis, il y a la question morale. M. Asquith a qualifié le sac de Louvain le plus grand crime commis contre la civilisation depuis la guerre de Trente ans. Il a rejeté formellement la responsabilité de la guerre et de ses horreurs sur l'Allemagne. M. Bonar Law a dit de cette

guerre qu'elle était le plus grand crime de l'histoire et que l'Allemagne l'avait provoquée. MM. Balfour et Winston Churchill se sont vigoureusement prononcés dans le même sens. Le Japon accourt à la rescousse. Les États-Unis et l'Espagne s'émeuvent. Plus les Allemands commettront de ces destructions sur lesquelles ils comptent pour intimider l'adversaire, plus se tendra la volonté de ne jamais leur céder. L'opinion du monde entier est faite ; elle ne changera pas.

DÉCLARATION DE LA TRIPLE-ENTENTE SUR LES NÉGOCIATIONS DE PAIX.

6 septembre 1914.

Au nom de leurs gouvernements, hier samedi, Sir Edward Grey, M. Paul Cambon et le comte Benckendorf ont signé à Londres la déclaration suivante :

Les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, font la déclaration suivante :

« *Les gouvernements de Grande-Bretagne, de France et de Russie s'engagent mutuellement à ne pas conclure de paix séparée au cours de la présente guerre.*

« *Les trois gouvernements conviennent que, lorsqu'il y aura lieu de discuter les termes de la paix, aucune des puissances alliées ne pourra poser de conditions de paix sans accord préalable avec chacun des autres alliés.* »

Ont signé :

Edward Grey, ministre des affaires étrangères ; Paul

CAMBON, ambassadeur de France ; comte BENCKENDORF, ambassadeur de Russie.

Cette déclaration a une importance capitale. Elle n'annonce, il est vrai, rien de nouveau. Dès les premiers jours d'août, tout le monde avait compris dans les trois pays alliés que les trois gouvernements étaient indissolublement liés par quelque chose de plus fort que les protocoles les plus solennels : la nécessité absolue de triompher de l'impudente entreprise d'hégémonie germanique. Toutefois, pour des raisons extérieures et intérieures, il était bon que la solidarité complète des trois puissances alliées fût proclamée officiellement.

La convention du 5 septembre est le premier pacte qui scelle publiquement la Triple-Entente. Cette combinaison à trois, constituée par l'alliance franco-russe, l'entente cordiale franco-anglaise et le rapprochement anglo-russe, représentait une politique générale commune sans être formulée dans un accord précis. Nous en avons dit souvent la raison. Avant l'agression austro-allemande, l'opinion publique anglaise n'était pas suffisamment préparée à quoi que ce fût ressemblant à une alliance militaire. Elle croyait encore aux intentions pacifiques de Guillaume II. Si l'on avait essayé de la brusquer pour obtenir une signature au bas d'un arrangement quelconque, elle se fût persuadée que nous méditions une attaque contre l'Allemagne. Mieux valait donc de beaucoup ne pas indisposer les Anglais et se contenter de préparer, avec les autorités britanniques compétentes, des plans d'action commune sur terre et sur mer en vue de certaines éventualités. Pratiquement, le résultat était le même. C'est ce qui fut fait entre la France et la Grande-Bretagne. Ce sont ces arrangements non signés

dont nous voyons maintenant l'exécution élargie.

Avec la Russie, la question était encore plus délicate. En effet, si la plupart des Anglais n'avaient aucune objection contre une campagne éventuelle anglo-française, beaucoup protestaient contre toute idée de coopération militaire avec la Russie. Peu habitués à réfléchir sur les conditions où devrait vraisemblablement s'ouvrir un grand conflit européen, ils craignaient d'être attirés dans quelque mauvaise affaire par le Cabinet de Pétersbourg. De vieilles préventions antirusses subsistaient dans certains milieux britanniques, dans le corps consulaire par exemple. De ce côté aussi, les événements seuls pouvaient ouvrir les yeux. Il importait seulement d'améliorer les relations entre les deux pays et de préparer un rapprochement de telle sorte qu'un accord de fait s'établît instantanément dès que les circonstances l'exigeraient. C'est à quoi pensèrent MM. Delcassé et Paul Cambon en concluant l'Entente cordiale. Ce fut aussi à quoi s'employa très activement M. Isvolsky pendant son ministère à Pétersbourg comme pendant son ambassade à Paris. Sir Edward Grey, qui unit une grande réserve à une grande clairvoyance et, tout en ne se pressant point, sait agir au moment opportun avec toute l'énergie voulue, fut un très précieux et très discret collaborateur dans cette grande œuvre. Nous assistons aujourd'hui aux résultats. La coopération militaire franco-anglo-russe est aussi étroite que si des traités détaillés en avaient fixé minutieusement les conditions.

Mais, dans les circonstances actuelles, cela ne suffisait plus. En présence de l'agression germanique, les trois puissances attaquées devaient se présenter devant le monde comme un bloc diplomatique que rien ne parviendrait à dissocier. Il fallait qu'on sût à Berlin comme

à Vienne qu'aucun malheur survenu à l'une d'elles ne la ferait céder, et que la Triple-Entente, devenue Triple-Alliance, formait un tout dont aucune partie ne se détacherait sous aucune pression. Cela ruine tous les projets de désagrégation diplomatique combinés à Berlin. Nul n'ignore, en effet, que le plan de la Wilhelmstrasse était d'arracher à Paris, à un gouvernement en décomposition, une paix déshonorante d'apparence modérée. On se flattait de nous mater tout en nous brouillant à jamais avec l'Angleterre et la Russie. On espérait trouver des complices parmi les politiciens français.

Nous arrivons ici à la politique intérieure. Ce sujet est triste, répugnant même. Il faut pourtant l'aborder. Au milieu du cataclysme qui secoue l'Europe et menace l'existence de la patrie, il est en France des politiciens qui pensent encore à leurs intérêts et à leurs rancunes. Quand les armées s'affrontent dans la mitraille, ils songent aux moyens de reconquérir le pouvoir et de placer leurs créatures. Ils ne souhaitent point la défaite. Mais ils envisagent la possibilité de traiter en vaincus et de sauver à la fois ce qui resterait de la France et leur influence politique. Depuis quinze jours leurs clients et amis propageaient la panique. Ils tenaient dans les couloirs de la Chambre des propos écœurants. Si, par hasard, ils envisageaient l'hypothèse de la victoire, c'était en vue du profit qu'ils en pourraient tirer. Ils étaient l'opprobre de ce pays dont la population vaut tellement mieux qu'eux. Ce n'est pas le moment de citer leurs noms. On les dira plus tard s'il est nécessaire.

La convention du 5 septembre est le gage de l'inébranlable fidélité du peuple français envers ses alliés. En la publiant, notre gouvernement proclame que le sort de la France dans cette lutte pour l'existence est lié à celui de

la Russie et de l'Angleterre et qu'aucune paix séparée ne sera signée sous aucun prétexte. Jusqu'au dernier souffle les trois puissances combattront ensemble. Elles ne déposeront les armes qu'après avoir assuré l'indépendance de l'Europe. Elles n'accepteront aucune cote mal taillée, aucune transaction laissant la porte ouverte à de nouveaux conflits. La paix prochaine doit être une paix pour longtemps, très longtemps. Et nous sommes certains que les socialistes se joindront à nous pour exiger qu'il en soit ainsi. Après les sacrifices et les misères d'une guerre comme celle-ci, il faut établir un ordre de choses qui libère définitivement la France, l'Europe et le monde du militarisme germanique.

L'ARRÊT ALLEMAND. — L'ALBANIE ET LA TURQUIE.

7 septembre 1914.

Tandis que dans la Pologne prussienne et surtout dans la Pologne autrichienne les armées russes poursuivent leur marche victorieuse, les opérations militaires en France semblent prendre un cours différent de celui qu'avait prévu le grand état-major allemand. Provisoirement du moins le projet d'enlever de vive force Paris est abandonné. A Berlin, on avait tout d'abord fixé au 25 août la date de l'entrée triomphale des troupes de Guillaume II à Paris. Après la surprise de la résistance belge, on avait reporté cette date au 5 septembre ; le feld-maréchal von Haeseler, ancien commandant en chef à Metz, avait parié qu'il déjeunerait ce jour-là dans un de nos plus fins restaurants. L'enjeu était la tête même

du feld-maréchal, qui avait déclaré qu'il se ferait sauter la cervelle devant le front de ses troupes s'il perdait son pari. Nous sommes aujourd'hui le 7 septembre et le maréchal von Haeseler n'a pas goûté la cuisine parisienne. La situation est trop grave pour que nous plaisantions à ce sujet. Nous voulons seulement constater que le plan allemand a dû être modifié à la suite des circonstances. Pendant qu'il se développe conformément à une conception nouvelle, la situation diplomatique prend un aspect intéressant dans divers pays.

La tragi-comédie albanaise en est à l'avant-dernier acte. Le prince de Wied a quitté Durazzo en disant à « son peuple » un au revoir qui ressemble fort à un adieu. Ce prince, aussi peu doué qu'il est possible pour le rôle de chef d'État, a déçu tous les espoirs de ses protecteurs et des Albanais. A une exception près, pourtant. Car, en partant, il laisse le pays qu'il était chargé de gouverner aux mains des musulmans, ou plutôt des affiliés du comité Union et Progrès, c'est-à-dire à des instruments du Cabinet turc actuel, des complices des Austro-Allemands. Le prince de Wied a donc doublement failli à sa mission. Il s'est montré absolument incapable d'établir en Albanie un gouvernement quelconque, et il a trahi le mandat des puissances en s'inféodant à la politique austro-allemande. Le mieux qu'il puisse lui arriver désormais, c'est qu'on ne parle plus de lui. Son « règne » de moins d'un an ne sera qu'un épisode historique.

Le pavillon ottoman flotte maintenant à Durazzo. Il entrait dans les vues de la Sublime Porte, d'accord avec les Cabinets de Vienne et de Berlin, de faire de l'Albanie un centre d'attaque éventuel contre la Serbie et la Grèce. Mais ces deux pays se gardent. De plus, l'Italie surveille étroitement Vallona. Elle ne permettra pas qu'il s'installe

dans les parages de ce port une influence contraire à la sienne. Elle en fera, s'il le faut, une question capitale. La Serbie et la Grèce s'entendraient aisément avec elle sur ce terrain. Elles donneraient à Rome toutes les garanties désirables en retour de la faculté d'assurer dans le reste de l'Albanie la protection de leurs propres intérêts. Aussi nous doutons fort que les calculs machiavéliques du fameux comité salonicien aboutissent à autre chose qu'à un nouveau fiasco. L'idée de rentrer dans le guêpier albanais était une des plus folles qui pûssent traverser un cerveau ottoman. Sa réalisation prouve bien que la coterie dominant actuellement à Constantinople s'inspire exclusivement de sentiments de rancune et ne comprend rien aux grands intérêts de l'empire.

En dépit de sa docilité aux instructions de Berlin, le Cabinet dirigé en fait par Enver Pacha hésite encore. Il sait pertinemment aujourd'hui que, s'il prend publiquement parti pour l'Austro-Allemagne, les trois alliés qui luttent contre les deux nations de proie sont décidés à démembrer l'empire ottoman. Ceux-ci possèdent les moyens de réaliser leur menace. Il leur est loisible de soulever l'Arménie, le Yémen, la Syrie, d'autres régions encore. Le comité Union et Progrès — composé de positivistes et d'incroyants — avait autrefois préparé un mouvement panislamique dans l'Afrique française et aux Indes. Mais actuellement il est hors d'état de le mettre en train. Il est trop discrédité pour cela. En outre, le foyer tripolitain, d'où devaient partir les étincelles destinées à mettre le feu à la Tunisie, à l'Algérie, au Soudan et au Maroc, est entre les mains d'une puissance chrétienne. La flotte anglo-française tient la Méditerranée, la flotte russe tient la mer Noire. Elles sauront agir. Enfin, la mobilisation ottomane a été partout une source de

déboires. Les populations de l'empire n'aspirent qu'à la paix et à la liberté de travailler. Pressurées, excédées, elles sont plus prêtes à la révolte qu'à une nouvelle guerre. Le moindre encouragement de la France et de l'Angleterre unies suffirait pour les dresser contre un gouvernement funeste. C'est pourquoi nous croyons à l'entière sincérité de Rifaat Pacha quand l'honorable ambassadeur de Turquie en France est allé assurer M. Delcassé que la mobilisation turque s'effectuait avec une grande lenteur. Cette lenteur, il est vrai, est indépendante du ministre de la guerre et du général Liman von Sanders. Elle n'en est pas moins un signe dont il faut bien tenir compte à Constantinople.



CHAPITRE IV

LA VICTOIRE DE LA MARNE

L'ALLEMAGNE DÉCONCERTÉE.

Bordeaux 12 septembre 1914. [1]

La ruée germanique est arrêtée. Visiblement le gouvernement, le peuple et les soldats allemands sont déconcertés. Du côté militaire comme du côté diplomatique les déceptions s'accumulent. Les communiqués officiels publiés hier soir et cette nuit à Bordeaux montrent toute l'aile droite et tout le centre de l'armée d'invasion de la France se retirant en désordre. D'autre part, Paris est complètement dégagé et possède une armée solide capable aussi bien de s'opposer à tout retour offensif de l'ennemi que de se joindre à l'aile gauche du général Joffre pour engager une opération décisive. En Prusse orientale, Guillaume II a dû se hâter d'envoyer des corps pris à l'ouest pour défendre la ligne de

[1] Les articles de ce chapitre ont été écrits pour la plupart à Bordeaux où le *Journal des Débats* a publié une édition spéciale à partir du 12 septembre tout en continuant de paraître à Paris.

la Vistule. En Galicie et en Bukovine, les progrès russes sont tels que ces deux provinces peuvent être considérées comme perdues pour François-Joseph et que les chemins de la Silésie allemande sont ouverts. Ce n'est pas à cela que s'attendait l'Allemagne dans les premiers jours d'août. « La rapidité, disait alors le chancelier impérial à l'ambassadeur britannique à Berlin, est pour nous une question de vie ou de mort. » Quel que soit le résultat définitif de la guerre européenne déchaînée par la volonté de Guillaume II et du feu archiduc François-Ferdinand, on peut affirmer aujourd'hui que « le coup de la rapidité » est manqué. Paris n'est ni pris, ni menacé de l'être ; la grande armée française est intacte et a repris l'offensive ; les Russes occupent en Prusse et en Galicie des territoires incomparablement plus vastes que la partie de la France envahie. Il n'y a pas encore lieu pour nous de nous réjouir ; mais les Allemands ont de nombreux et grands sujets de s'inquiéter.

Actuellement cette inquiétude perce partout. « La guerre ne progresse pas tout à fait comme nous le pensions », s'écrient les officiers du kaiser. Le grand état-major lui-même avoue un notable recul de l'aile droite. Au témoignage des prisonniers faits par nos troupes, le moral du soldat faiblit. Les pertes au feu sont tellement grandes que Guillaume II défend d'en publier le compte. Les attaques brusquées et les coups de vive force sont d'admirables combinaisons de cabinet. Seulement, quand ils ne réussissent pas du premier coup, ils coûtent cher. Le mouvement tournant furieux dont parle le général French dans le rapport publié hier à Londres n'a pu s'effectuer qu'au prix de sacrifices énormes. Or il vient de se briser contre notre aile gauche et notre centre. S'il est repris, ce sera dans des conditions beaucoup moins favorables

que la première fois. Les réservoirs de soldats allemands capables de faire utilement campagne ne sont pas inépuisables. Ce n'est point avec de jeunes recrues ou de vieux territoriaux qu'on peut tenter avec chances de succès un pareil effort. Guillaume II a précipité contre la France la totalité de ses troupes d'élite avec la certitude de nous bousculer et d'enlever Paris. Il a échoué. On ne recommence pas deux fois ces opérations-là. Le grand état-major allemand le sent. Aussi commence-t-on de découvrir aujourd'hui du flottement dans ses directives.

La chancellerie allemande, elle aussi, a passé de l'offensive à la défensive. C'en est fini de la superbe impudence des premiers jours. M. de Bethmann-Hollweg ne foule plus aux pieds les lois divines et humaines en se bornant à déclarer que l'intérêt de l'Allemagne l'exige. Il plaide les circonstances atténuantes. Il présente des justifications, tortueuses d'ailleurs, à sa propre image. Il tente d'imputer aux Belges et à nous de prétendues violations des lois de la guerre, alors que le tort de nos alliés comme le nôtre a bien plutôt été de ne pas user de représailles impitoyables contre d'abominables procédés, contre des stratagèmes rigoureusement condamnés par tous les peuples civilisés et par les conventions solennelles signées par l'Allemagne elle-même. Le système de l'intimidation brutale a fait faillite ; on y renonce pour revenir aux manœuvres louches chères à la Wilhelmstrasse. En même temps on redouble d'activité dans la propagation des fausses nouvelles.

Tout cela ne servira de rien. Le monde entier est édifié sur la politique allemande ; son opinion est faite et la réprobation publique ne peut que s'aggraver avec le temps, à mesure que seront révélées les machinations des gouvernements de Vienne et de Berlin. Le danger ne

pourrait venir que de nous-mêmes, ou plutôt de notre propre gouvernement, car toute la nation française est résolue. Lundi dernier, nous avons déjà signalé d'étranges préoccupations avant le départ pour Bordeaux. Depuis, il semble qu'il se soit produit d'inexplicables hésitations d'ordre diplomatique. Le public jugerait sévèrement les unes et les autres. L'expérience des premières semaines de cette guerre lui défend l'indulgence à l'égard des politiciens égoïstes, négligents, brouillons ou inconscients. Toute la nation armée présente une magnifique tenue ; la France est en droit d'exiger qu'il en soit de même de son gouvernement.

LA SUPPRESSION DES CAPITULATIONS OTTOMANES ET LA COMPLICITÉ TURQUE.

Bordeaux, 13 septembre 1914.

Jamais peut-être la Turquie n'a eu de gouvernement à la fois plus présomptueux, plus léger et moins conscient des grands intérêts ottomans que le Cabinet actuel. Les hommes qui exercent depuis l'an dernier une véritable dictature à Constantinople subordonnent tout à l'intérêt de leur coterie et à leurs rancunes. Méthodiquement exploités par l'Allemagne et sans cesse trompés par la diplomatie de Guillaume II, dépouillés par l'Autriche-Hongrie, ils se sont inféodés à l'Austro-Allemagne. Ils ont combiné avec elle une grande entreprise contre la Grèce, contre la Russie, contre la France et l'Angleterre. Ils se sont associés à toutes les machinations destinées à

détruire les résultats de la dernière guerre balkanique. Ils ont essayé de lier partie avec la Bulgarie, c'est-à-dire avec la puissance qui avait organisé contre leur patrie la première Ligue balkanique et dont les troupes ont un instant menacé Constantinople. Afin de se procurer les fonds nécessaires pour leurs aventures guerrières, ils ont tout brocanté dans l'empire. Tout en parlant très haut des réformes, ils en ont de jour en jour retardé la mise en œuvre pour consacrer tous leurs soins et toutes les ressources du Trésor à des achats de matériel militaire et naval. Les voici maintenant qui viennent de se livrer à une nouvelle provocation des puissances européennes, à une nouvelle violation des engagements assumés par l'empire.

Par iradé du 9 septembre, le sultan — c'est-à-dire le Cabinet qui lui impose sa volonté— a supprimé purement et simplement les Capitulations. Les Capitulations, qui remontent à François Ier, constituent aujourd'hui l'ensemble des garanties diverses que les sultans ont accordées au cours des siècles aux colonies étrangères établies dans l'empire ottoman. Ce ne sont point des décrets révocables au gré du souverain ; ce sont des contrats qui ne peuvent être modifiés que du consentement de toutes les parties. La plupart des puissances, il est vrai, ont envisagé ces dernières années la possibilité de leur disparition totale ou partielle. En 1909, dans le traité relatif à l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, l'Autriche-Hongrie s'est engagée à reconnaître la suppression des Capitulations si toutes les autres puissances intéressées y adhéraient. En 1912, dans le traité concernant l'annexion de la Libye, l'Italie a signé une clause analogue. Plus tard, à l'occasion du règlement d'autres affaires, d'autres gouvernements, celui de France en par-

ticulier, ont accepté en principe certaines modifications des garanties ou privilèges reconnus aux étrangers, mais sous des conditions précises expressément stipulées. Or, à l'heure actuelle, il n'existe ni le consentement unanime prévu par les traités de 1909 et de 1912, ni l'état de choses dont la réalisation préalable devait obligatoirement précéder l'abolition du régime capitulaire.

Le gouvernement ottoman vient donc de commettre une violation flagrante de ses engagements. Depuis qu'il est parvenu au pouvoir sur les marches arrosées du sang de Nazim Pacha, il se comporte comme s'il était le maître du monde. Il traite avec une désinvolture qui a trouvé trop de complaisants en Europe les puissances qui ont rendu à la Turquie les services les plus essentiels et les plus désintéressés. Il semble ne pas s'apercevoir qu'il lasse la patience universelle et qu'après cette guerre on lui demandera des comptes sérieux. On est édifié maintenant sur son compte. Les plus fermes partisans du maintien de l'empire ottoman se demandent si leur fidélité à une vieille conviction et à une amitié traditionnelle n'est pas une duperie. Les Français, par exemple, voient leur influence mise en échec presque partout par les autorités des vilayets. On excite contre nous le monde musulman ; on favorise les intérêts allemands aux dépens des nôtres. Si nous perdions les garanties capitulaires, la vie deviendrait impossible aux citoyens et aux protégés français dans toute l'étendue de l'empire. En ce moment, ni la justice, ni l'administration, ni le gouvernement ottoman ne sont en état de se substituer aux autorités capitulaires ; ils sont à l'état anarchique et ne méritent aucune confiance.

D'après une information de Constantinople, le Cabinet dominé par Enver Pacha aurait décidé d'abroger les dé-

crets sur la dette publique ottomane en même temps que les Capitulations. Si la nouvelle est exacte, nous serions en présence d'une véritable extravagance. Les décrets en question, qui enregistrent des contrats bilatéraux, sont la charte des créanciers de l'empire et la seule garantie du fonctionnement normal des finances ottomanes. Leur abrogation mettrait la Turquie en état de faillite, de banqueroute plutôt, et rendrait impossible toute réorganisation du système financier. C'est, en effet, grâce à l'administration de la dette, à l'intégrité de ses fonctionnaires et à la régularité de ses services, que la Turquie a pu matériellement subsister jusqu'ici. En dehors d'elle, il n'y a eu que désordre et pillage. Pour qu'ils aient pensé à la supprimer, il faut que l'aberration des ministres ottomans ait atteint à la folie.

Quant à l'iradé impérial du 9 septembre, il est applicable à partir du 1er/14 octobre prochain. Mais on peut assurer d'ores et déjà qu'il ne sera pas appliqué du tout. D'ici là, on saura faire entendre à Constantinople le langage qui convient. Si les protestations diplomatiques ne suffisent pas, on recourra à des actes décisifs. Ce sera tant pis pour la Turquie, dont les populations laborieuses, soumises à un joug odieux, sont dignes d'un meilleur sort. Mais la mesure est comble.

LA VICTOIRE DE LA MARNE ET SES SUITES.

Bordeaux, 14 septembre 1914.

Le grand ressort de la mécanique de l'état-major allemand est cassé. Dès les premiers jours de la guerre, les

rouages en avaient été faussés par les Belges. Un peu plus tard, l'achèvement de notre mobilisation et notre concentration méthodique avaient troublé les calculs des organisateurs de l'attaque brusquée. La bataille de Lorraine et celle de Charleroi avaient insuffisamment compensé ces déboires. Si elles avaient arrêté notre offensive sur deux points, elles n'avaient ni détruit une seule de nos armées, ni empêché notre général en chef de rester maître de la conduite de l'ensemble de nos troupes. En somme, nous étions, sur le théâtre franco-allemand de la guerre, encore en meilleure posture qu'on aurait pu raisonnablement l'espérer si la lutte eût été circonscrite entre la France et l'Allemagne. Dans cette hypothèse, en effet, on avait toujours admis comme probables l'éventualité du siège de Paris et le transfert du gouvernement français dans une ville du sud. Mais nous n'étions point seuls contre l'État dont on a dit avec raison que la guerre était l'industrie nationale. La Russie alliée, l'Angleterre solidaire, la Belgique violée, la Serbie luttant pour l'existence, le Japon allié de l'Angleterre formaient bloc avec nous. L'espoir du triomphe final, même en face de la France envahie et de Paris assiégé, demeurait intact. La victoire de la Marne transforme cet espoir en certitude.

Comme le général Tulff de Tschepe et Weidenbach le déclarait au 8e corps d'armée allemand dans son ordre du jour daté de Vitry-le-François le 7 septembre, la totalité des forces allemandes était engagée sur la ligne de Paris et Verdun, et la bataille des jours suivants avait pour enjeu le bien-être et l'honneur de l'Allemagne. Les Allemands ont perdu cette bataille. Sur toute la ligne indiquée ils se retirent en désordre. Ils ont éprouvé des pertes énormes. Ils abandonnent des milliers de prisonniers et de blessés et un matériel très considérable. Ils

ont perdu quelque chose de plus important encore : la foi dans leur invincibilité et le dédain de l'adversaire. Ils se sentent engagés dans une entreprise sans issue honorable. Accourus en soudards assurés de nous écraser et d'arracher ensuite à l'Europe apeurée la sanction solennelle de leurs brigandages, ils voient leur coup manqué, leur grande armée disloquée, Paris libre et confiant, la France réoccupant ses territoires du Nord. Ils repassent en fuyards dans les villes où leurs officiers étaient venus en conquérants. Et ce n'est là que le tableau de la situation militaire en France. Sur les autres théâtres de la guerre européenne, le spectacle n'est pas plus rassurant pour Guillaume II et ses complices. Loin d'être acculée à Anvers, l'armée belge reprend l'offensive et menace les communications de l'ennemi. A l'Est de l'Allemagne, la vieille Prusse est foulée par les Cosaques. En Galicie, les Austro-hongrois sont battus partout, décimés, rejetés de l'autre côté des Carpathes. La Silésie est ouverte. A Vienne, où l'on se targuait de prendre Varsovie dans les dix premiers jours de la guerre, on fortifie en hâte les abords de la capitale. La Serbie victorieuse occupe Semlin. C'est la faillite de l'attaque brusquée. On ne saurait la dissimuler longtemps. Quand elle sera déclarée, des créanciers restés jusqu'ici discrets se présenteront ; ils ne seront pas les moins avides.

Le bilan de la guerre s'établit donc en ce moment pour les Alliés de la façon la plus satisfaisante. Toutefois, si certain que soit le dénouement, il faut se garder de la moindre négligence, de la moindre imprudence. Avant d'être réduite à merci, l'Allemagne fera des efforts formidables. Elle peut réussir à reprendre temporairement l'avantage sur un point ou sur un autre. Elle commencera bientôt à comprendre la véritable signification de

la phrase cynique de M. de Bethmann-Hollweg à Sir E. Goschen : « La rapidité est pour nous une question de vie ou de mort. » La rapidité à laquelle on a sacrifié le droit, l'honneur et l'humanité, a fait fiasco. Une seconde guerre, aussi terrible que la première, mais sur territoire allemand cette fois, s'annonce prochaine. Il s'agira bien de vie ou de mort. Il faut donc s'attendre à des soubresauts désespérés d'un ennemi puissamment musclé. Ce ne sera pas trop de la tension de toutes les forces alliées pour venir à bout d'une résistance comme le monde n'en aura peut-être jamais vu.

En effet, le chancelier allemand a très exactement posé la question dans son entretien avec l'ambassadeur britannique à Berlin. La guerre actuelle n'a point été entreprise en vue d'un simple agrandissement ou d'avantages économiques ; elle visait la domination mondiale. Si ses auteurs succombent, la logique et l'intérêt vital de leurs victimes désignées exigent que l'Austro-Allemagne soit mise à jamais hors d'état de recommencer pareille tentative. Une paix ordinaire, à l'exemple des précédentes, serait un crime envers les pays vainqueurs et toute l'humanité. Elle équivaudrait presque à une défaite. Elle laisserait le monde sous le poids de l'éternel cauchemar des armements et des projets de revanche. De l'abominable conflagration déchaînée par deux nations de proie, le monde doit au moins recueillir l'avantage d'un repos assuré pour plus d'une génération. Non seulement il ne faut point de paix séparée, mais il faut encore que la nouvelle Europe issue du traité de paix soit constituée sur des bases telles qu'elle soit pour très longtemps à l'abri de nouveaux ébranlements. Cette conception peut paraître chimérique à des diplomates de la vieille école, habitués à doser les gains et les pertes. Elle n'en est pas

moins seule à répondre à la nécessité absolue de l'heure présente. Guillaume II et son chancelier seraient les premiers à s'étonner qu'on ne leur appliquât point la loi du talion.

En France, tous nos hommes politiques n'ont pas jugé du premier coup d'œil la situation telle que les événements nous l'imposent. En Angleterre et en Russie, il n'en a pas été de même. Dans ces deux pays, où la guerre avec l'Allemagne n'était nullement désirée, on a saisi immédiatement le sens de l'agression allemande, et l'on est devenu plus anti-allemand qu'on ne l'était chez nous. On a juré de terrasser l'agresseur à tout prix, fût-ce après des années de guerre. Le *Daily News*, naguère organe des germanophiles en Angleterre, est d'accord là-dessus avec le *Times*, qui s'exprime ainsi : « Les folies criminelles de la caste militaire allemande ont uni toutes les nations de la nouvelle Sainte-Alliance dans une invincible résolution d'en finir une fois pour toutes et à n'importe quel prix avec ce fléau de l'Europe : le militarisme allemand, et cet autre fléau pire que tous les conquérants du passé : le kaiser. » Cette « invincible résolution » doit être ancrée au cœur de tout Français jusqu'à ce que la tâche libératrice soit complètement achevée.

L'EMPRUNT ALLEMAND. — LA MARINE TURQUE A L'ALLEMAGNE.

Bordeaux, 15 septembre 1914.

La victoire de la Marne a produit dans toute l'Europe un effet profond. Nous ne pouvons encore nous en rendre

compte que par de brèves dépêches, car des mesures maladroites ou injustifiées arrêtent ou retardent l'acheminement et la distribution des journaux étrangers, même de ceux des pays amis. Mais, sans le moindre doute possible, la retraite de la grande armée allemande sur les lignes d'où elle était partie pour envahir la France est considérée partout comme l'échec de la combinaison préparée avec une incomparable duplicité par les Cabinets et les états-majors de Berlin et de Vienne. Suivant les pays, on témoigne plus ou moins de confiance dans les futurs succès des Alliés, et, dans certaines capitales, les gouvernements montrent beaucoup plus de réserve que le grand public. Nulle part, même dans l'entourage des souverains les plus respectueux du *Deutschtum*, on ne croit plus à l'établissement de la *Pax germanica* par les armées de Guillaume II. Dans le monde entier, on est convaincu que l'entreprise austro-allemande est manquée et que des succès partiels ultérieurs n'y changeront rien.

Cette conviction ne s'affirme pas seulement par des mots. Elle commence à se manifester par des actes, et un des plus sensibles à Berlin est le refus des étrangers de souscrire à l'emprunt de la première tranche d'un milliard de l'emprunt de cinq milliards autorisé le 4 août par le Reichstag. La *Gazette de l'Allemagne du Nord* le reconnaît : « Nous sommes seuls, dit l'organe de la Wilhelmstrasse, contre le monde en armes. Nous ne pouvons attendre des pays neutres aucune aide financière digne de mention. Nous sommes réduits à nos propres ressources pour nous procurer de l'argent. » On va voir ce que rendront ces ressources. Ce sera l'épreuve de la solidité des finances allemandes, si vantée par la presse de Francfort et de Berlin dans les

premiers jours de la guerre. En tout cas, nos ennemis ne peuvent plus compter sérieusement sur les contributions de guerre prélevées sur les villes envahies. Ils ont plutôt sujet de craindre de voir leurs propres villes exposées au traitement qu'ils se sont hâtés de faire subir à celles de Belgique et du nord de la France. Là aussi la loi du talion trouvera l'occasion de s'appliquer. Quant aux finances austro-hongroises, elles sont depuis des années dans un état lamentable, et les ministres de François-Joseph, qui ont trompé tout le monde, ne trouveront pas un florin à emprunter au dehors. Aucune banque ne conserve plus la moindre confiance dans le crédit austro-hongrois. On avait fait miroiter aux yeux des financiers viennois l'espoir d'une énorme indemnité de guerre, à prendre naturellement sur l'épargne française. Aujourd'hui cet espoir ne vaut plus un heller. Les malheureux sujets de François-Joseph, lancés malgré eux pour la plupart dans une aventure criminelle, paieront cher les instincts de rapine des partisans de la grande politique. A Budapest, en particulier, ce sera un effondrement, et ce sera justice. Sous le gouvernement du comte Tisza, la politique magyare a pris un caractère tellement odieux que tous les hommes civilisés verront avec joie cette clique disparaître dans la boue et le sang.

En Orient, le retentissement des batailles de la semaine dernière ira en grossissant. La vérité y pénètre lentement ; les agences austro-allemandes, qui disposent de mille moyens d'influence, s'efforcent de l'étouffer. Mais elle finit par se faire jour. D'ailleurs, les représentants des puissances accréditées dans les États alliés ne peuvent se dispenser d'informer exactement leurs gouvernements, et les plus mal disposés de ceux-ci ne sauraient indéfiniment tenir le public dans l'erreur. A Cons-

tantinople on sait déjà que les puissances considèrent comme nul et non avenu l'iradé impérial supprimant les Capitulations. Les ambassadeurs près le sultan ont remis à la Sublime Porte une protestation catégorique, fondée sur les arguments exposés avant-hier ici. Fait bien curieux, l'ambassadeur d'Italie a adopté le texte de la note identique de ses collègues d'Angleterre, de France et de Russie en laissant les ambassadeurs d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie présenter une note conçue dans le même sens, mais rédigée différemment. Si invétérée que soit la partialité des membres dirigeants du Cabinet turc, la signification de la démarche du marquis Garroni n'a pu leur échapper. Néanmoins, aussi longtemps que le Cabinet actuel gardera le pouvoir, nous devons nous attendre aux pires folies. On annonce aujourd'hui que l'amiral allemand Souchon vient d'être nommé commandant en chef des forces navales turques. Autant dire que la mission navale britannique est renvoyée. C'est à la fois un affront à l'Angleterre et une provocation à tous les alliés. La mission militaire allemande était maîtresse de l'armée ottomane ; voici que la flotte du sultan est livrée aux officiers de marine de Guillaume II. Déjà, dans tout l'empire, à l'exception des comités où les exploiteurs de la Jeune Turquie préparent exclusivement la satisfaction de leurs appétits, on était excédé d'une politique fatale. Cela va mettre le comble à un mécontentement qui doit trouver le plus large appui auprès des puissances audacieusement provoquées.

LA GUERRE ET L'ITALIE. — L'ORDRE DU JOUR DU PARTI RADICAL. — L'OCCUPATION DE VALLONA.

Bordeaux, 16 septembre 1914.

D'après une nouvelle de Rome, dont l'exactitude est difficilement contrôlable, Guillaume II aurait récemment envoyé à Victor-Emmanuel III une dépêche où il lui disait : « Vainqueur ou vaincu, je n'oublierai jamais ta trahison. » Victor-Emmanuel aurait répondu : « Et moi, je ne puis trahir mon peuple. » Si ces paroles ne sont pas authentiques, elles reproduisent assez bien les sentiments des deux monarques. Mais, dans ce dialogue télégraphique, le roi d'Italie serait seul à avoir raison. L'empereur Guillaume n'est nullement en droit de lui reprocher une trahison. Le traité de la Triple-Alliance n'obligeait pas l'Italie à se ranger aux côtés soit de l'Allemagne, soit de l'Autriche-Hongrie, dans le cas où l'une de celles-si ou toutes deux ensemble se livreraient à une agression contre un tiers ou s'engageraient dans une entreprise diplomatique ou militaire sans avoir préalablement obtenu son assentiment. Peut-être Guillaume II s'imaginait-il qu'il suffirait de mettre confidentiellement au courant de ses projets certains hauts personnages italiens pour s'assurer le concours éventuel du Cabinet de Rome. Qui ne dit mot consent, allègue-t-on parfois. Nous ne savons si, dans le courant du mois de juillet, des ouvertures de ce genre ont été faites au gouvernement italien. Mais il est certain qu'elles n'ont été accueillies par rien qui ressemblât à une approbation. Si, à Berlin, on a inter-

prêté le silence romain comme un consentement, on a commis une bévue analogue aux faux calculs de MM. de Bethmann-Hollweg et de Jagow sur les défaillances de la France et la neutralité de l'Angleterre.

Les chancelleries de Vienne et de Berlin n'ont jamais voulu tenir compte de la force des sentiments nationaux en dehors de l'Allemagne. Elles ont constamment mis leur confiance dans des arrangements clandestins, dans les assurances d'individualités sans mandat, dans l'irrésistible puissance de leurs organisations corruptrices. Elles se sont obstinées à faire de la politique de cabinet comme au XVIIIe siècle, sans paraître se douter que les autres pays que l'Allemagne avaient, eux aussi, une vie propre, des aspirations nationales et une volonté capable de s'imposer au besoin à des ministres mal inspirés ou mal préparés à l'accomplissement de grands devoirs. Cette erreur fondamentale est la source de toutes les déceptions austro-allemandes depuis dix ans, et notamment pendant les deux guerres balkaniques. Elle est aussi la cause de la série de *miscalculations* des deux derniers mois. Elle explique également l'irritation comminatoire de Guillaume II envers Victor-Emmanuel III. Elle prouve enfin que toute entente durable est impossible entre Germains et Latins. Les premiers ne traitent jamais qu'avec l'arrière-pensée de se dégager de leurs engagements si les circonstances qui les ont décidé à conclure viennent à changer. Par contre, ils exigent impitoyablement de l'autre partie l'exécution rigoureuse de toutes les clauses écrites du contrat, et, en outre, des intentions qu'ils y ont mises eux-mêmes. C'est ainsi que Guillaume II prétendait faire marcher l'Italie avec lui, sous prétexte qu'il avait été provoqué par la Russie et la France. Avec l'inconscience des grands criminels, il se déclarait en état

de légitime défense, parce que les victimes à la gorge de qui il sautait se disposaient à sortir leur revolver de leur poche. Ce souverain infatué, qui a renvoyé dédaigneusement Bismarck, ne sait pas jouer la tragi-comédie comme le chancelier de fer. Il a plutôt le tempérament d'un cabotin que celui d'un héros.

La politique de nos voisins transalpins est fort bien exposée dans l'ordre du jour voté avant-hier par le comité directeur du parti radical italien. On y lit entre autres choses : « L'Italie a le devoir de ne pas laisser passer le moment opportun pour revendiquer ses frontières naturelles. Elle doit énergiquement empêcher que le conflit actuel puisse aboutir à fixer la prédominance des tendances militaristes et autoritaires qui auraient une répercussion funeste sur toute la vie politique européenne en entravant le progrès des principes démocratiques et des tendances pacifiques. Le parti radical prie le gouvernement de considérer avec un esprit résolu, avec une hardiesse réfléchie et avec confiance dans l'énergie du pays, si l'accord admirable des intérêts politiques et économiques de la patrie avec les raisons idéales de la conciliation ne lui imposent pas désormais la tâche très lourde, mais inévitable, de changer la neutralité de l'Italie en une active participation au conflit. »

Cette active participation ne peut s'entendre qu'en un sens. Toutes les manifestations politiques récentes dans la péninsule avaient pour objet la conquête des provinces *irredente*, du Trentin et de Trieste, et l'établissement de la prépondérance italienne dans l'Adriatique. Là, les questions de sentiments jouent un rôle secondaire. Les Italiens ne se demandent point vers qui leur cœur les pousse. Ils examinent froidement la situation et concluent : Si l'Autriche est victorieuse, elle sera maîtresse

des Balkans de l'ouest et de l'Adriatique ; si elle est vaincue, ce seront les Slaves qui annexeront les rives orientales de l'Adriatique. Dans les deux cas, les intérêts de l'Italie seront très gravement lésés. En conséquence l'Italie doit intervenir pour sauvegarder elle-même ses intérêts. Ce raisonnement est irréfutable. Il convient seulement d'y ajouter que, par la nature des choses, l'action prévue ne peut avoir lieu que contre l'Autriche-Hongrie. Pour qu'il en fût autrement, il faudrait que celle-ci abandonnât spontanément à ses voisins les régions convoitées par eux. Or elle a précisément entrepris la guerre actuelle afin de renforcer son influence et d'agrandir ses possessions dans ces mêmes régions. De plus, elle est aujourd'hui vaincue, vaincue non seulement par les Russes, mais encore par les Serbes, ce petit peuple qu'elle méprisait, qu'elle avait juré d'égorger, et qui, maintenant, plante son drapeau victorieux sur la rive gauche de la Save et du Danube, sur les domaines héréditaires de Sa Majesté Apostolique. On ne s'allie pas avec des vaincus comme celui-là.

Aussi ne faut-il point s'étonner de la nouvelle publiée ce matin et suivant laquelle des troupes italiennes auraient débarqué dans la baie de Vallona. Ce grand port naturel est considéré à Rome comme la clef du bassin méridional de l'Adriatique. Jamais l'Italie n'aurait permis qu'une autre puissance, l'Autriche moins que toute autre, l'occupât sous une forme quelconque. En s'y installant elle-même, elle montre comment elle comprend la manière de sauvegarder ses intérêts. Cela ne signifie point qu'elle va prendre immédiatement part à la guerre européenne. Elle va probablement se contenter d'observer. Si le Cabinet de Vienne proteste, elle tiendra pour nulles ses protestations et, au besoin, recourra à la force.

Si l'Autriche se tait en rongeant son frein, le gouvernement de Rome utilisera le temps en organisant son nouvel établissement sur la côte albanaise. De toute façon, ce sera la brouille avec Vienne, car l'Italie à Vallona, c'est l'Autriche-Hongrie embouteillée dans l'Adriatique.

LA NEUTRALITÉ ITALIENNE ET LA STAMPA. — LE DEVOIR DE LA ROUMANIE.

Bordeaux, 17 septembre 1914.

L'occupation de Vallona par l'Italie ne se confirme pas encore. Le Cabinet de Rome s'est contenté de communiquer hier à la presse une note officieuse où il déclare que, fort de la confiance des Chambres et de l'approbation de la grande majorité du pays, « il connaît la gravité des responsabilités et des devoirs élevés qui lui incombent, et accomplira ses devoirs suivant sa conscience et en s'inspirant exclusivement des intérêts italiens ». Nous avons dit hier quels étaient ces intérêts. Ils apparaissent avec une netteté chaque jour plus grande dans toute la péninsule. Hier la *Stampa* de Turin, le journal qui a mené pendant les deux dernières années la campagne la plus fougueuse et la plus cynique contre la France, qui faisait le jeu de la politique austro-allemande avec un entrain remarqué, a publié un éditorial où il enterre sans façon la Triple-Alliance : « Nous étions liés à l'Autriche, dit-elle, par une alliance défensive et par l'accord balkanique. L'alliance défensive est tombée le jour où l'Autriche, d'accord avec l'Allemagne, a cru pouvoir provoquer une conflagration européenne. L'accord

balkanique a été violemment déchiré par la déclaration de guerre à la Serbie. Dans ces conditions de fait, notre situation de droit est bien claire : la plus complète liberté de mouvements, sans blesser aucune loi morale, ni aucun accord écrit ou verbal. » Le reniement des anciennes amitiés n'a pu tomber de la plume des directeurs de la *Stampa* sans l'autorisation de M. Giolitti, leur inspirateur ordinaire. Pour que le dictateur au repos ait donné l'*imprimatur* à cette note directoriale, il faut que la Triple-Alliance soit bien morte.

Dégagée de tous liens, l'Italie attend le moment de saisir les occasions. Pour des raisons militaires et financières, elle n'est point pressée d'intervenir activement dans la conflagration européenne. Elle comprend toute l'importance des victoires russes en Galicie, présage de la débâcle définitive de la monarchie dualiste. Mais elle préfère que le désastre commencé s'accentue, de façon que François-Joseph, menacé dans ses possessions héréditaires, soit obligé de retirer du Tyrol et de l'Istrie une bonne partie des troupes encore très nombreuses qu'il y conserve. De plus, elle désire vivement augmenter ses chances en concertant son action avec la Roumanie. Il est sûr que l'invasion combinée de la Transylvanie et du Trentin porterait à l'Autriche un coup mortel. Le président du Conseil italien a reçu ces jours-ci plusieurs personnages roumains à Rome. Ses conversations avec eux ne seront certainement pas sans influence sur les décisions de l'Italie.

En effet, si les *missi dominici* de la Roumanie ont fidèlement reproduit l'état de l'opinion publique dans le jeune royaume danubien, ils ont dû montrer toute la partie vivante de la nation frémissante, impatiente de franchir les Carpathes. Le roi Charles est le seul obstacle

à la réalisation de ce vœu général. Il croyait à l'invincibilité de l'armée allemande. Il avait avec François-Joseph des arrangements personnels qui n'engageaient pas le pays, mais qui le retiennent de prendre brusquement une attitude en sens contraire. Ancien officier allemand, Hohenzollern dans les moelles, son cœur bat avec celui de ses anciens camarades. Il ne peut se résoudre à passer le Rubicon. Ses ministres partagent bien les sentiments du peuple, dont l'instinct infaillible reconnaît dans la guerre actuelle l'occasion prédestinée de réunir les Transylvains à la grande famille roumaine sous le même sceptre. Mais les membres du Cabinet présidé par M. Jean Bratiano ne possèdent point sur le vieux souverain l'autorité des fondateurs de la Roumanie moderne, tous morts ou disparus de la vie politique. L'ascendant de Charles Ier, qui est toujours allé croissant parmi les épreuves, sauf pendant la première guerre balkanique, est encore tel qu'on n'ose passer outre.

Malgré tout, le roi lui-même ne pourra plus résister longtemps. Les Russes occupent actuellement toute la Bukovine, cet ancien morceau de la Moldavie arraché pièce par pièce par les généraux de Marie-Thérèse après le premier partage de la Pologne. De là les troupes du tsar peuvent se répandre en Transylvanie. D'autre part, les troupes serbes occupent Semlin, bombardent Orsova et menacent le banat de Témesvar, habité par des populations roumaines. La perspective de l'occupation de tous ces pays, où leurs frères sont opprimés depuis des siècles, par des armées autres que les leurs, doit paraître intolérable à tout Roumain du royaume. Ce n'est pas seulement une question d'amour-propre. Qui ne voit que, si les pays roumains soumis à l'Autriche-Hongrie sont conquis par des soldats étrangers, le gouvernement

roumain sera en mauvaise posture pour en réclamer l'annexion après la guerre? Au commencement des hostilités, tout le monde eût applaudi à la conquête de la Transylvanie et de la Bukovine par les armées du roi Charles et se fût réjoui de voir ces deux provinces annexées à la Roumanie. Il n'en est plus de même aujourd'hui. La prétention du roi Charles de ne s'exposer à aucun risque, de ne prendre aucune initiative et de se faire offrir par d'autres les pays conquis à grands frais par eux, dépasse les limites admissibles.

Sans doute c'est là de l'extrême prudence, bien en harmonie avec le caractère d'un prince habitué depuis bientôt cinquante ans à manœuvrer au travers des écueils. Seulement les événements actuels sont d'une importance exceptionnelle, et il faut se hausser à leur niveau, faute de quoi l'on risque d'être oublié au moment de la distribution des récompenses. A chacun selon ses œuvres. Le roi Charles n'aura pas la ressource d'une seconde guerre européenne, comme il a eu, de façon inespérée, celle d'une seconde guerre balkanique, pour rattraper après coup ce qu'il n'avait pas eu l'art de saisir tout d'abord. Si la Roumanie ne sait pas se décider à temps, et nous touchons à l'extrême limite du délai, il est fort à craindre pour elle que les puissances victorieuses n'assignent à la Transylvanie et à la Bukovine un autre sort que l'incorporation au royaume voisin. Il ne manquera pas d'autres combinaisons. Toute la nation roumaine ne demande qu'à faire son devoir ; il reste au gouvernement à faire le sien.

LES JUSTIFICATIONS DE M. DE BETHMANN-HOLLWEG. — LA RÉFUTATION DE SIR EDWARD GREY. — PROCLAMATION DE NICOLAS II AUX ARMÉNIENS.

Bordeaux, 18 septembre 1914.

A mesure que parviennent dans les États non belligérants les nouvelles de France et de Galicie, l'opinion européenne se prononce de plus en plus en faveur des Alliés contre les Austro-Allemands. Les sympathies jusque-là latentes pour la cause de la justice et de la civilisation se manifestent publiquement. En Italie et en Roumanie, de grands mouvements populaires se dessinent. A Rome et à Milan, à Bucarest, à Galatz et à Jassy, la foule parcourt les rues en criant : Vive la France! Vive l'Angleterre! Vive la Russie! En Hollande, la vieille jalousie envers la Belgique fait place à de la pitié et à de l'admiration pour ce pays courageux qui donne le plus noble exemple de loyauté et d'opiniâtreté. Un journal important d'Amsterdam, le *Weekblad voor Nederland*, vient de publier, sous forme de « lettre ouverte à nos amis allemands », un grand article où il flétrit l'hypocrisie et la barbarie germaniques. « Pensez un moment, dit-il, à ce que vous, peuple allemand, sentiez, disiez et écriviez au moment de la guerre des Boers. Pensez-y en mettant la Belgique à la place du Transvaal et l'Allemagne à la place de l'Angleterre. Ou bien lisez votre Guillaume Tell et imaginez qu'il s'agit de la Belgique au lieu de la Suisse. » Il ne sert plus de rien d'empoisonner le public des deux mondes avec le virus de fausses

nouvelles distillé dans les innombrables agences ou officines de mensonges installées dans le monde ; l'opinion du monde est faite.

D'ailleurs, les puissances mises en cause, tout en dédaignant de recourir à des moyens aussi bas, commencent à se défendre vigoureusement. La presse britannique mène contre l'Allemagne une campagne véhémente, et ses articles sont lus dans le monde entier, sauf dans l'Europe centrale, tandis que les journaux de l'Austro-Allemagne pénètrent seulement dans quelques pays d'Orient. Les hommes d'État anglais sont au premier rang parmi les polémistes. Ils ne négligent aucune occasion d'exprimer fortement leurs pensées. Par exemple, hier jeudi M. Winston Churchill a dit, dans une réunion tenue à Chatham : « On ne doit pas conclure la paix aussi longtemps que le militarisme prussien ne sera pas écrasé. » Et les Anglais font la meilleure réponse possible aux exhortations de leurs ministres : ils s'engagent en foule dans l'armée expéditionnaire et couvrent plusieurs fois l'emprunt de quinze millions de livres sterling en bons du Trésor émis jeudi. De son côté, Sir Edward Grey a répliqué presque immédiatement à la stupéfiante justification que M. de Bethmann-Hollweg a cru devoir donner de sa politique dans un factum dont nous ne connaissons malheureusement que de courts extraits par une agence scandinave.

Le cinquième chancelier de l'empire allemand, docteur *in utroque jure*, est un singulier juriste. Il confond l'intérêt avec le droit. Il dit : « On fait ce qu'on peut » au lieu de : « On fait ce qu'on doit. » Il qualifie « d'effrontément égoïste » la politique britannique, parce qu'elle s'est mise en travers de la sienne qui violait les traités les plus solennels et les lois les plus sacrées. Il accuse

l'Angleterre d'avoir « trahi la civilisation » pour s'être alliée à la Russie et au Japon, deux grandes puissances à qui l'Allemagne a prodigué les flagorneries tant qu'elle a espéré pouvoir les détacher de leurs alliés. Le docteur de Bethmann-Hollweg, qui a foulé aux pieds la neutralité de la Belgique et du Luxembourg, reproche à M. Asquith d'avoir omis de parler de la neutralité des pays scandinaves dans le discours du Guildhall, où le Premier anglais a protesté comme on sait contre les attentats germaniques. Pour clore cette mirifique apologie, le ministre de Guillaume II revendique pour l'Allemagne la gloire d'être seule désormais à défendre la liberté des peuples. On croit rêver en lisant ces balivernes, et pourtant c'est de thèses de ce genre, émanant des plus grands personnages de l'empire, que depuis des années se nourrissent les journaux et les populations d'outre-Rhin.

Si l'on réfléchit à l'empreinte qu'elles ont dû laisser dans les cerveaux, on se convaincra que les leçons de la force pourront seules instruire nos ennemis. Si l'on s'abandonnait à l'imprudence de conclure avec eux une vague transaction qui leur permettrait de se tirer d'affaire et de préparer dans de meilleures conditions une nouvelle agression, on commettrait un suicide. Pour sa part, Sir Edward Grey n'y pense guère. En attendant l'heure de l'inévitable reddition des comptes, il réfute avec son flegme coutumier les théories politico-juridiques du chancelier juriste, qui ne semble pas mieux connaître l'histoire que le droit. En ce qui concerne le danger que courrait la neutralité des pays scandinaves, le bureau de la presse du Foreign Office rappelle quelques événements qui, comme tous ceux qui la gênent, semblent complètement oubliés de l'Allemagne : « Les Danois n'oublient guère le rôle joué par la Prusse et par

l'Angleterre respectivement en 1863-1864, lorsque le royaume de Danemark fut démembré. L'intégrité de la Norvège et de la Suède fut de même garantie par l'Angleterre et la France dans le traité de Stockholm de 1855. » Quant au respect de la neutralité de la Hollande et de la Suisse, dont M. de Bethmann-Hollweg prétend tirer de la gloire, on lui répond : « Le chancelier excuse la violation de la neutralité belge par une nécessité militaire, tandis qu'il se fait une vertu d'avoir respecté la neutralité de la Hollande et de la Suisse. Une telle vertu pratiquée seulement en l'absence de l'intérêt particulier et de l'avantage militaire ne paraît pas devoir être vantée beaucoup. » Qui doutera que, si l'Allemagne avait cru pouvoir sans danger faire passer ses troupes par le Limbourg hollandais et le territoire suisse, elle eût hésité une minute ?

La Russie non plus ne reste pas inactive en face des provocations. Déjà, au début de la guerre, l'empereur Nicolas avait adressé aux Polonais une proclamation dont le retentissement avait été grand. Il y a quelques jours, le généralissime russe a lancé dans les provinces austro-hongroises occupées par les troupes du tsar un appel en neuf langues aux diverses nationalités non allemandes et non magyares de la monarchie. Il leur annonçait leur prochaine émancipation du joug étranger et les invitait à se développer librement, en gardant leur langue et leur foi, côte à côte avec les peuples frères affranchis. On apprend aujourd'hui qu'à peu près en même temps Nicolas II a fait lire par le vice-roi du Caucase une proclamation conçue en termes analogues à une assemblée de notables arméniens. On se fera une idée de l'importance de ce document par les passages suivants : « Arméniens, après cinq siècles de joug tyrannique où tant des

vôtres ont succombé, et alors que tant d'autres subissent encore les plus abominables outrages, l'heure de la liberté a enfin sonné pour vous... Votre fidélité séculaire m'est un gage que vous saurez, en ces jours solennels, accomplir tout votre devoir dans une inébranlable foi dans le succès final de nos armes et de notre juste cause. Arméniens, unis à vos frères de sang, sous le sceptre des tsars, vous connaîtrez enfin les bienfaits de la liberté et de la justice. » Cette dernière phrase va résonner d'un bout à l'autre de l'Arménie ottomane. Le Cabinet de Constantinople a joué avec le feu. Infatué de lui-même à un degré inimaginable, il s'est flatté de porter le désordre parmi les sujets musulmans des puissances alliées. Il oubliait les anciennes victimes d'Abdul Hamid, qui sont aussi devenues les siennes. Il paiera cher ses erreurs et sa mauvaise foi.

LA PAIX DE 1915. — L'EFFORT BRITANNIQUE ET LE « TIMES ».

Bordeaux, 19 septembre 1914.

Depuis le commencement de cette guerre, nous nous sommes efforcés de faire comprendre que, de toute façon, quels qu'en fussent les premiers résultats, elle serait longue, terrible, et ne pourrait se terminer que par l'écrasement d'un des deux groupes en présence. Cette idée choquait bien un peu les théoriciens qui avaient enseigné ces dernières années que la prochaine guerre serait forcément courte, qu'après une première grande bataille de plusieurs jours l'armée vaincue serait telle-

ment bousculée qu'elle ne pourrait plus se reformer en ordre nulle part, et que le vainqueur, augmentant ses avantages avec le temps, serait promptement en mesure d'imposer la paix. Seulement c'étaient là des théories, désavouées et combattues par d'éminents officiers, et les réalités politiques y tenaient trop peu de place. Ce qui eût été vrai dans l'hypothèse d'une guerre de magnificence était faux dans le cas d'une guerre de peuple à peuple. L'Austro-Allemagne a attaqué la Serbie et provoqué la Triple-Entente non pour s'arrondir ici ou là, mais pour dominer tout l'Orient, rejeter la Russie en Asie, mater à jamais la France et s'emparer de l'hégémonie sur les mers. Tâche colossale qu'elle espérait accomplir en plusieurs étapes, comme Bismarck fit en 1864, en 1866 et en 1870 pour la spoliation du Danemark, l'exclusion de l'Autriche de la Confédération germanique, et la mutilation de la France. Cette fois, les calculs des sous-Bismarck furent déjoués. Averties par l'expérience, toutes les puissances menacées firent immédiatement bloc. Il est évident qu'après avoir été brutalement attaquées à l'improviste par deux États totalement dénués de scrupules, aussi bien dans la préparation que dans la conduite de la guerre, il ne leur est permis de conclure qu'une paix qui rende désormais inoffensifs les éternels perturbateurs de l'Europe.

Nous avons soutenu cette idée lors de la déclaration de guerre, au lendemain de la défaite de Charleroi, après la signature de la convention de Londres du 5 septembre, après la victoire de la Marne, et hier encore. Nous la soutiendrons jusqu'au bout, quoi qu'il arrive. Nous avons confiance que, d'instinct, tout le pays la fera sienne. Les foules laborieuses comprennent mieux que es politiciens englués dans les coteries les grands intérêts nationaux. Et, parmi ceux-ci, le plus essentiel est

sans aucun doute la nécessité d'en finir avec la course aux armements sous l'éperon des états-majors de Berlin et de Vienne. Il est réconfortant de penser, dans la dure épreuve d'aujourd'hui, que le peuple britannique est unanime, enthousiaste même, à cet égard. Aucun sacrifice ne lui coûte, ni sur terre, ni sur mer. Cette nation maritime a déjà mis sur pied plus de 500.000 hommes pour la guerre sur le continent, et elle va lever quatre nouvelles armées, munies d'un matériel complet, destinées à entrer en campagne cet hiver quand l'Allemagne, fatiguée, sera réduite à défendre son propre territoire. Car il y aura une campagne d'hiver. Il serait fou de supposer que la paix nécessaire, la seule qui puisse garantir le développement normal de la vie des États résolus à maintenir leur indépendance, soit acceptée par l'Allemagne après quelques nouveaux revers aux frontières de France ou de Belgique et en Prusse orientale ou en Posnanie. Comme le dit fort bien le *Times*, dans un article qu'on lira plus loin, « c'est seulement quand la cavalerie des armées alliées défilera *Unter den Linden*, à Berlin, que la nation allemande comprendra que ses rêves insensés de domination mondiale sont anéantis pour toujours. » De tous les journaux anglais, le *Times* a vu le plus juste au cours de la crise européenne actuelle. Il n'entretenait aucune illusion sur les desseins de la chancellerie et de l'état-major viennois. Il devinait les projets allemands et ne partageait point l'admiration béate de certains de ses confrères pour le germanisme. Aujourd'hui encore il est dans la stricte vérité lorsqu'il affirme que c'est toute la nation allemande, et non seulement son gouvernement, qui nous fait la guerre.

La vague de pangermanisme a recouvert toute l'Allemagne, toute l'Autriche allemande. De Kœnigsberg à

Constance, de Brême à Carlsbad et à Vienne, depuis les colonies germaniques de Pest jusqu'à celles des deux Amériques, tout le *Deutschtum* est imbu de la notion fondamentale de la suprématie de l'Allemagne. Les cerveaux de plusieurs générations d'écoliers et d'étudiants ont été farcis par des bataillons de *Herren Professoren* de l'idée de la supériorité de la race germanique, de sa prédestination à la domination du monde, de son droit d'opprimer et de détruire toutes les races inférieures. Comment une paix bâtarde, élaborée sous les auspices d'intermédiaires louches dans une ville non allemande, pourrait-elle rendre le sentiment des droits des autres à ces cohortes d'illuminés qui fondent leur science sur la barbarie ? Non, des articles de traités, des prohibitions et des restrictions écrites n'y suffiront pas. Tout cela, M. de Bethmann-Hollweg l'a déclaré, ce sont des chiffons de papier, et l'on sait le cas qu'on en fait à Berlin. Ce qu'il faut, ce sont des mesures matérielles, d'une exécution immédiate, qui frappent toute l'Allemagne et qui constituent des garanties pour l'avenir. C'est la destruction, sur le territoire germanique, des organisations et des instruments de guerre, des chantiers et des arsenaux, à la prospérité desquels tout est subordonné, et d'où se répand méthodiquement la corruption sur tout ce qui détient une parcelle d'influence en Allemagne. Pour cela, pour cette œuvre indispensable d'assainissement humanitaire, il faudra combattre longtemps et, dès aujourd'hui, il faut s'y préparer.

LA GUERRE ET L'ANGLETERRE. — LE DISCOURS DU ROI GEORGE.

Bordeaux, 20 septembre 1914.

Tandis que les troupes allemandes en retraite accumulent les ruines et que les agents de Guillaume II s'empêtrent dans leurs réseaux de mensonges, les puissances protectrices de la civilisation européenne poursuivent avec énergie l'œuvre de libération. Sur tous les fronts, des rives de l'Aisne au Luxembourg, de la Prusse orientale à la Bukovine, de la Drina aux Portes de fer, les Austro-Allemands sont tenus en échec ou chassés de leurs positions. Dans tous les pays alliés sans exception, les ressources consacrées à la guerre s'accroissent et le moral des populations s'affermit. Cinquante jours se sont écoulés depuis l'ouverture des hostilités. Dans les combinaisons du grand état-major de Berlin, ce laps de temps devait suffire à réduire la Belgique à merci, à prendre Paris, à faire capituler le gouvernement français, à écraser la Serbie, à conquérir la Pologne russe et à refouler les armées du tsar en Moscovie. Or, nous voyons aujourd'hui la grande armée allemande d'invasion en France forcée de regagner la frontière de l'est sans avoir pu tirer un coup de canon sur Paris, les Belges défendant intrépidement les abords du camp retranché d'Anvers et sur le point de réoccuper leur capitale, les Serbes victorieux prenant l'offensive sur le territoire hongrois, les États héréditaires du roi de Prusse menacés, la Galicie

conquise par les Russes. En somme, dans l'ensemble et dans le détail, les Huns du XXe siècle n'éprouvent que des déceptions. Ils sont affaiblis et troublés. Ils ne peuvent encore se résigner à croire à la ruine de leur criminelle entreprise, mais la rage remplace leur enthousiasme du premier jour.

Au contraire, chez les Alliés, à mesure que le triomphe final apparaît plus certain, en dépit de toutes les horreurs du présent, la volonté d'en finir une bonne fois avec les dévastateurs périodiques de l'Europe s'affirme avec plus de force. Nous avons déjà signalé de nombreuses manifestations en ce sens de l'opinion et du gouvernement britanniques. Celle que les *Débats* ont annoncée hier est la plus significative de toutes. En prononçant l'ajournement du Parlement au 27 octobre prochain, le roi George V a adressé aux Lords et aux Communes un discours qui exprime, sous la forme la plus solennelle, la résolution de tout l'empire britannique. Car il ne s'agit pas seulement de l'Angleterre, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, mais de tous les *dominions* placés sous le sceptre du roi George, empereur des Indes. Les diplomates allemands, qui ont commis tant et de si lourdes erreurs d'appréciation, et dont l'indigence psychologique est si tôt mise en évidence dès que la force puisée dans l'intimidation systématique ne la masque plus, se sont également trompés dans leurs prévisions sur l'Angleterre. Ils se sont trompés sur la neutralité anglaise, trompés encore sur les difficultés que l'Angleterre rencontrerait chez elle et dans ses possessions d'au delà des mers si elle prenait part à la guerre. Dès que la neutralité belge fut violée et la France provoquée, la Grande-Bretagne se dressa tout entière contre l'Allemagne ; les Irlandais nationalistes et orangistes ne connurent plus de divisions.

les radicaux les plus teintés de germanisme devinrent aussi ardents que les plus fougueux impérialistes à soutenir la lutte contre la puissance qui prétendait imposer par les armes son hégémonie. Le Canada se solidarisa tout de suite avec la métropole, heureux de concourir à la défense de son ancienne patrie. Les Indes, dont la chancellerie berlinoise escomptait la révolte, proposèrent d'envoyer en Europe et d'entretenir à leurs frais plusieurs divisions. Actuellement ces troupes sont en route. Elles participeront bientôt aux combats en France et en Belgique.

Dans son discours au Parlement George V a déclaré qu'il avait été obligé de prendre les armes « par le fait de la violation délibérée des obligations contenues dans un traité, ainsi que pour la protection du droit public en Europe et des intérêts vitaux de mon empire ».« Toutes les parties de mon empire, a-t-il ajouté, se sont ralliées spontanément et avec enthousiasme autour du drapeau commun... Nous nous battons pour un but honorable, et nous ne déposerons nos armes que lorsque ce but aura été complètement atteint. » Ce serment est aussi le nôtre. Il faut extirper jusqu'à la racine la puissance des vandales qui viennent d'incendier la cathédrale de Reims.

LES BARBARES. — L'INCENDIE DE LA CATHÉDRALE DE REIMS.

Bordeaux, 21 septembre 1914.

La cathédrale de Reims est en ruines. Bombardée par les Allemands depuis les hauteurs qui dominent Reims, à

huit ou dix kilomètres au nord de la ville, elle a été dévastée, incendiée, par les projectiles de cette fameuse artillerie lourde sur quoi Guillaume II comptait pour imposer au monde sa domination. Depuis des jours, ce monument incomparable de l'architecture religieuse du moyen âge sert de cible aux artilleurs allemands. Chassés de l'Eden champenois promis à leurs appétits, les envahisseurs se vengent en détruisant les trésors d'art les plus précieux, devant lesquels s'agenouillent depuis des siècles les croyants, les artistes, tous les êtres qui, sous tous les régimes, dans tous les pays, possèdent la moindre notion de la foi, de la beauté, de l'histoire. Cette merveille faisait partie du patrimoine artistique universel légué par les générations précédentes et dont le monde entier s'enorgueillissait. S'il était une chose que dussent respecter des hommes qui se vantent de la supériorité de leur race et se proposent à l'admiration générale, c'était bien celle-là. Aucune considération militaire ne pouvait les inciter à détruire un monument dépourvu de toute valeur défensive. Bien au contraire, puisque des blessés allemands étaient hospitalisés sous ces voûtes vénérables que l'on devait croire à l'abri de tout attentat. Pourtant rien n'a retenu la rage des barbares. Comme à Louvain, comme à Malines, ils se sont acharnés à détruire ce qui faisait la gloire des villes où ils passaient. Ils ne veulent rien laisser subsister de ce que le *Deutschtum* peut envier aux autres nations. Ils suppriment tout ce qui les dépasse, tout ce qui les gêne, tout ce qu'ils convoitent et ne peuvent emporter, tout ce qui témoigne du génie d'autres peuples. C'est leur manière d'affirmer leur supériorité.

A la nouvelle de la destruction de la cathédrale de Reims, un cri d'horreur retentira jusqu'aux extrémités

du monde, partout où le mot civilisation conserve une signification. Nous espérons que l'indignation se traduira par des actes. Mais nous souhaitons surtout que les abominations de Reims fassent enfin comprendre aux dilettantes de tout acabit le véritable caractère de la politique allemande, de la *Deutsche Kultur*. A l'origine du conflit actuel, quand l'Austro-Allemagne a mis le couteau sur la gorge à la Serbie, nous avons dénoncé le péril couru par toute l'Europe. Nous avons crié à la nouvelle invasion des barbares. Nos hommes politiques ne se sont point émus. Absorbés par des préoccupations électorales, ils se berçaient aux chansons de la vertu germanique, du pacifisme de Guillaume II, de l'impeccable droiture de M. de Bethmann-Hollweg, de la modération de François-Joseph. Ils ont laissé passer le temps dans l'idée qu'une guerre européenne était impossible à cette époque de congrès de la paix, de socialisme intégral, de syndicats financiers, d'enchevêtrement d'intérêts internationaux. Et les incendiaires de Reims acheminaient sans bruit leur artillerie lourde vers la frontière belge et la nôtre. Quand la vérité parut dans toute sa nudité, quand le rêve humanitaire dissipé laissa voir les ennemis à nos portes, toutes les illusions ne furent point dissipées. Les théoriciens de la guerre et les admirateurs incorrigibles de Guillaume II crurent qu'on allait se conformer aux règles du jeu fixées par d'illustres congrès. Bien plus, les sauvageries commises en Belgique ne suffirent point à dissiper toutes les illusions.

Encore ce matin, nous recevions une lettre d'un lecteur assidu qui nous reprochait notre manque de modération dans l'appréciation des événements. « Il me semble, écrit ce lecteur, que l'élite allemande peut faire bonne figure à côté de l'élite de tous les pays, et qu'en tout cas,

jusqu'à preuve contraire, on ne doit pas juger que le mot « allemand » soit contraire au mot « civilisé ». Jusqu'à preuve contraire! Quelle preuve faut-il donc? Existe-t-il donc vraiment des personnes qui croient encore, le couteau dans la gorge, à la bonté native des criminels, et qui refusent à la société le droit de se défendre contre les assassins? Ces perversions du raisonnement sont elles-mêmes coupables. C'est en les laissant s'introduire dans l'enseignement, se propager dans la jeunesse, s'épanouir dans les cerveaux des intellectuels mal équilibrés, qu'on ouvre son pays à l'invasion. Les spéculations philosophiques de notre correspondant sont des doctrines bonnes pour troupeaux d'esclaves, non pour peuples libres. Au lieu de conduire l'humanité au bonheur universel, elles la mènent à la ruine et à la mort. Le règne des dilettantes est fini. La France paie trop cher leurs divagations pour retomber sous leur joug.

EN ORIENT. — NOUVELLES PROVOCATIONS TURQUES.

Bordeaux, 22 septembre 1914.

L'Orient continue d'être infecté de fausses nouvelles. Venues de Vienne, de Pest ou de Berlin, c'est à Constantinople qu'elles sont pieusement recueillies, pour être transmises ensuite par les soins des organes du Cabinet turc dans les Balkans, en Asie Mineure et en Egypte. Si la Turquie n'a pas encore déclaré la guerre, elle a rompu depuis longtemps la neutralité. Elle s'est fait le plus actif auxiliaire de l'Allemagne. Elle a mobilisé contre la

Russie en Asie. Elle a essayé d'entraîner la Bulgarie dans une lutte commune contre la Grèce et la Serbie. Elle a mis sa flotte, augmentée du *Gœben* et du *Breslau*, sous les ordres d'un amiral allemand, et la mission navale anglaise, commandée par un contre-amiral, a dû être rappelée par le Cabinet de Londres. Le nombre des officiers et soldats allemands de diverses armes arrivés à Constantinople s'élève à plusieurs milliers. Ils forment les équipages de la flotte, ils fortifient les Détroits, ils concourent à la concentration de l'armée. Actuellement le *Breslau*, portant on ne sait quel pavillon, est sorti du Bosphore et vogue dans la mer Noire, probablement à la recherche de bateaux de commerce russes. Flattés de l'appui de Guillaume II et forts sans doute de sa promesse de complète émancipation de l'empire ottoman, les ministres groupés autour du dictateur Enver Pacha traitent les autres puissances comme si elles n'existaient pas. Ils taillent et tranchent à leur gré. Ils décident de supprimer les Capitulations et de porter de 11 à 15 0/0 les droits de douane à partir du 1er octobre. Ils notifient au Bureau international des postes, siégeant à Berne, qu'à partir de la même date tous les sacs postaux à destination de la Turquie devront être adressés à la poste ottomane et non plus aux bureaux de postes étrangers de Constantinople. Ces messieurs du comité Union et Progrès s'imaginent que ce régime de fantaisie diplomatique va durer. Ils mènent grand bruit dans l'empire autour des nouvelles libertés dont, grâce à eux, la Turquie va être appelée à jouir. Dans leur aveuglement, ils ne s'aperçoivent pas qu'ils sont de simples jouets entre les mains de l'Allemagne et que celle-ci sera la première à proposer le dépècement de l'empire si cette opération lui semble opportune.

En ce moment il semble se préparer un nouveau mauvais coup en Turquie. Les attachés militaires ottomans à Vienne et à Sofia et les attachés militaires d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie à Sofia sont partis ensemble pour Constantinople. Que peuvent tramer ces agents diplomatico-militaires avec Enver Pacha et l'amiral Souchon ? On ne tardera pas à le savoir. Mais il est douteux que leur envie de nuire trouve à se satisfaire. Devenue prudente à la suite du désastre où les conseils austro-allemands la précipitèrent l'an dernier, la Bulgarie se tient sur la réserve. Elle envisage même la possibilité d'une action commune avec ses alliés de 1912. Un indice en ce sens est la récente nomination du général Fitchef comme ministre de la guerre. C'est cet officier général, doué d'autant de valeur militaire que d'esprit politique, qui avait élaboré la convention militaire avec la Serbie, et qui, après les victoires foudroyantes des Bulgares au début de la première guerre balkanique, recommanda instamment de conclure la paix au lieu de tenter l'enlèvement des lignes de Tchataldja. Si le roi Ferdinand l'avait écouté, la Bulgarie eût alors conclu, en pleine gloire, une paix qui eût reporté ses frontières au delà de l'Ergène au sud-est, au Vardar et à la Chalcidique à l'ouest. De même, pendant l'été critique de 1912, le général Fitchef refusa de trahir l'alliance balkanique et d'approuver l'attaque brusquée de la fin de juin contre les Serbes et les Grecs. Si ses conseils avaient été suivis que de malheurs eussent été épargnés à son pays !

On se plaît à espérer aujourd'hui que sa réintégration à la tête de l'armée présage le retour du gouvernement bulgare à la raison, la renaissance de la Ligue balkanique et l'établissement dans la péninsule d'un ordre de choses

définitif qui, sans léser en rien les intérêts des vainqueurs de 1912, assure à la fois des compensations sérieuses à la Bulgarie et la paix des Balkans.

En Roumanie le mouvement populaire en faveur d'une intervention en Transylvanie devient de plus en plus vif. Le roi Charles et le prince héritier Ferdinand se convainquent que leur dynastie courrait les plus grands risques s'ils persistaient à refouler le courant national. Guillaume II a tenté sur les Hohenzollern du Bas-Danube une suprême tentative en changeant son ministre à Bucarest. Il vient aussi, paraît-il, de remplacer M. de Flotow par un nouvel ambassadeur près le Quirinal. Mais ces changements de personnes ne modifient pas la situation. Les événements sont plus forts que la séduction de n'importe quel diplomate. En Roumanie comme en Italie, le sentiment national dirige plutôt qu'il n'est dirigé. Seulement, en Roumanie, il est beaucoup plus prononcé ; il est unanime. Chaque paysan sent et sait que le moment est décisif. Il veut en même temps rejoindre ses frères de race d'au delà des Carpathes et combattre avec ses frères de religion accourus de Russie en Bukovine. La dynastie établie en 1866 lui est moins chère que la réalisation d'un idéal patriotique caressé par ses aïeux de génération en génération.

Aucune intrigue ne prévaudra contre des forces irrésistibles comme les eaux d'un torrent grossi par l'orage. Néanmoins, il est bon de citer quelques exemples des mensonges et des extravagances dont les barbares inondent la presse. En voici deux que nous cueillons dans les journaux turcs. Ils se passent de commentaires :

Berlin. — M. Isvolsky, ambassadeur de Russie à Paris,

considéré comme le principal auteur de la guerre, a quitté cette dernière ville et s'est enfui en territoire neutre.

Budapest. — Au Conseil municipal, réuni aujourd'hui, le maire de Budapest, M. Harezy, a présenté une motion tendant à donner au boulevard Vaczi le nom de boulevard Empereur-Guillaume. Développant sa motion, le maire a déclaré : Ce boulevard est la voie qui relie notre nation au nord et à l'ouest à la nation alliée si forte et si cultivée avec laquelle nous menons maintenant, de concert, une lutte pour la civilisation humaine contre la sauvagerie brutale et la corruption de nos ennemis. L'empereur d'Allemagne, du nom duquel nous songeons à orner notre rue principale, pour nous souvenir, pour tous les temps, de tout ce qui émeut maintenant nos âmes, représente la force alliée à la culture, la puissance alliée à l'humanité, le sentiment du devoir allié à la probité.

C'est lui, c'est ce souverain puissant, chez qui le bon sens s'allie si parfaitement à l'inspiration poétique, qui a reconnu avec le génie de la sagesse et avec une probité sans égale l'importance de notre nation, sa force et ses vertus, et qui, en faisant trembler la terre, mène, de concert avec notre noble et sage souverain, son fidèle allié, et avec nos glorieuses armées, la lutte non seulement avec nous, mais aussi pour nous.

LA GUERRE ET LA POLOGNE. — LE MOUVEMENT UKRAINIEN. — MANIFESTE DU COMITÉ FRANCO-POLONAIS.

Bordeaux, 23 septembre 1914.

A la série de déceptions politiques éprouvées par l'Austro-Allemagne, depuis la remise de l'ultimatum du gouvernement de Vienne à la Serbie, il faut encore en ajouter une autre. Parmi les concours qu'escomptaient les auteurs de la guerre européenne, figurait celui des Polonais de Russie. L'administration prussienne en Posnanie n'était pas de nature à séduire les sujets polonais du tsar et ce n'était point à la domination allemande qu'on pouvait espérer les rallier. Mais, depuis très longtemps, l'Autriche avait prodigué les faveurs et les avances à ses Polonais de Galicie. Elle leur réservait une large place dans le gouvernement. Elle choisissait parmi eux de très nombreux fonctionnaires. Elle leur accordait toutes les satisfactions désirées en matière scolaire et religieuse. Elle couvrait même de l'autorité du pouvoir central certains procédés arbitraires traditionnels des grands propriétaires galiciens à l'égard des paysans et ouvriers. Les Polonais étaient vraiment les favoris de la Cisleithanie. En retour, ils donnaient au gouvernement leur appui parlementaire et leur influence locale. A Cracovie et à Lemberg, des établissements d'enseignement supérieur polonais offraient de précieuses ressources à la jeunesse, aux savants et aux littérateurs des trois tronçons de l'ancien royaume des Jagellons. Ainsi, au triple point de vue administratif, politique et universitaire, la

Galicie constituait un centre d'attraction pour toute la malheureuse nation dont Frédéric II et Marie-Thérèse s'étaient partagé les morceaux. L'incohérence des autorités de Varsovie à une époque assez rapprochée et les préventions aveugles des nationalistes russes contre les allogènes venaient encore renforcer cette puissance d'attraction. Enfin d'anciens arrangements secrets russo-allemands, datant de l'insurrection de 1863, empêchaient les tsars de prendre, sur leur propre territoire, les mesures qu'il aurait fallu et qu'ils auraient été personnellement disposés à concéder pour gagner le cœur de leurs sujets polonais.

L'Autriche exploitait cette situation avec un art consommé. Comme une propagande orthodoxe russophile assez active avait été entreprise dans ces dernières années parmi les paysans ruthènes de Galicie, elle lui opposa un mouvement « ukrainien ». C'est de ce nom qu'elle appela les Galiciens orthodoxes ou uniates qui, par la race, les mœurs et la religion se rattachaient plutôt aux Petits-Russiens qu'aux Polonais. Le Cabinet de Vienne créa de toutes pièces un ukrainisme pourvu de tous les rouages en usage dans les usines viennoises de corruption. Il s'en servait non seulement pour contrebalancer l'influence de Pétersbourg, mais aussi pour essayer de troubler les populations russes de l'autre côté de la frontière. Le zèle de ses agents redoubla pendant la période de préparation de la conflagration européenne. Seulement l'Autriche, qui sait en général bien administrer, n'a jamais réussi à se faire aimer. Les bienfaits matériels qu'elle apporte dsna les pays où elle exerce sa domination ne lui concilient jamais l'attachement des populations. Elle n'a pas la manière. Que ce soit en Lombardie et en Vénétie, ou en Bosnie et en Transylvanie,

dans les régions occupées depuis des siècles ou quelques décades seulement, l'insuccès a toujours été le même pour les fonctionnaires de Sa Majesté Apostolique. A plus forte raison, en dépit de quelques apparences, l'Autriche est-elle impuissante à gagner moralement du terrain hors de ses frontières. Ce qui vient de se passer pour les Polonais en est une nouvelle preuve.

On se rappelle la proclamation du tsar Nicolas à toute la nation polonaise au commencement du mois d'août. Elle eut un immense retentissement dans tous les pays, même hors d'Europe, où vivent des Polonais. La perspective de la reconstitution intégrale de l'ancien royaume doué d'une large autonomie sous le sceptre du tsar éveilla l'enthousiasme de l'immense majorité des Polonais dispersés dans le monde. Cela suffit pour ruiner les espérances autrichiennes. Malgré l'irruption des troupes de François-Joseph en territoire russe dès les premiers jours de la guerre, la mobilisation s'effectua en ordre parfait dans le gouvernement général de Varsovie et nulle défection n'eut lieu chez les sujets polonais de Nicolas II. Aujourd'hui c'est la Galicie qui est conquise par les Russes. Cruel retour des choses d'ici-bas. Et voici que le comité franco-polonais met le comble à la déception viennoise en publiant un manifeste qui est une vibrante déclaration de guerre à l'Autriche, à cette Autriche qui se flattait d'étendre son despotisme paternel sur les provinces du gouvernement général de Varsovie. Après avoir montré que la victoire des Germains serait suivie « de l'asservissement irrémédiable du peuple slave », le manifeste s'exprime ainsi :

« A son tour, la nation polonaise doit prendre part à cette gigantesque mêlée ; les événements la jettent fatalement dans cette lutte terrible.

» L'Allemagne prussianisée et l'Autriche germanisée menacent la race slave tout entière, et toute la race slave doit relever le défi. Dans cette lutte, qu'on n'attende pas de clémence, qu'on ne compte pas sur la reconnaissance des services passés...

» La Pologne, si longtemps dressée contre le germanisme conquérant, la Pologne, dont Berlin voudrait faire une simple marche allemande, la Pologne, pur foyer de slavisme, refait aujourd'hui son unité contre le Teuton. Cette unité polonaise nous apparaît comme le signe le plus puissant de sa force nationale. Les événements de ces dernières semaines démontrent nettement sa volonté inébranlable de demeurer, contre les assauts du pangermanisme, le rempart qu'elle a toujours été avec les guerriers de Tannenberg comme avec les écoliers de Wreschen.

« A l'appel humiliant et anonyme de la Prusse la Pologne a opposé le mépris de son silence. Les atrocités de Kalisz et les profanations de Czestochova, commises par les Prussiens, ont été l'explosion de leur rage vis-à-vis de la fidélité polonaise à la cause slave.

» La Pologne sait bien que l'Autriche a cessé d'exister moralement depuis que ses troupes sont au service de l'Allemagne, simple corps expéditionnaire que Berlin jette tantôt sur la Serbie et tantôt sur la France, favorisant, de la sorte, les crimes de Louvain comme ceux de Kalisz. Sous la poussée barbare du pangermanisme, l'Autriche, monarchie d'apparence slave et chrétienne, a trahi tous ses principes, et son vieux souverain a délégué tous ses pouvoirs aux mains avides des Hohenzollern.

» Mais au langage mâle de la Russie les Polonais ont répondu avec élan. Les députés de la nation, les partis politiques, la presse, tous ont compris l'appel qui leur

est adressé ; Varsovie a jeté des fleurs aux soldats de l'empire slave, et cette fière capitale polonaise a échangé des vœux pleins de cordialité avec Moscou, l'antique capitale russe... Que la Russie, qui n'a qu'une seule mesure pour les Slaves, des Balkans à la Vistule, s'empresse donc de lever, derrière ses armées, la nation polonaise tout entière, et que celle-ci redevienne ce qu'elle fut pendant mille ans : le rempart inexpugnable des peuples slaves contre l'assaut des Teutons. »

Ce ne sont pas là précisément les paroles qu'on attendait à Vienne quand on déchaîna la guerre.

LES ORIGINES DE LA GUERRE. — LE LIVRE ORANGE RUSSE.

Bordeaux, 24 septembre 1914.

Le gouvernement russe vient de publier un Livre Orange contenant une série de pièces diplomatiques allant du 23 juillet 1914, date de la remise de l'ultimatum autrichien à la Serbie, au 6 août, date de la déclaration de guerre de l'Autriche-Hongrie à la Russie. C'est pendant ces deux semaines que s'est jouée la grande bataille diplomatique. Elle a été complètement perdue par l'Austro-Allemagne qui, contrairement à ses prévisions, vit la Russie et la France faire aussitôt bloc pour défendre l'équilibre balkanique, la Belgique résister intrépidement à l'irruption allemande, et l'Angleterre mettre toutes ses forces de terre et de mer à la disposition de la Belgique et de la France. Avec l'impudence qui caractérise leur conduite pendant toutes ces négociations, les Cabinets de Vienne et de Berlin ont prétendu

que la guerre avait éclaté par la faute de la Russie d'abord, de l'Angleterre ensuite. Le Livre Bleu anglais publié au mois d'août a fait justice de ces accusations en ce qui concerne le gouvernement britannique. Le Livre Orange russe rend aujourd'hui le même service en ce qui touche le gouvernement du tsar. Certes, aucune personne impartiale ne pouvait concevoir le moindre doute sur l'extrême modération et la parfaite loyauté de Nicolas II et de ses ministres au cours de cette crise. Mais les États neutres ont été tellement inondés de fausses nouvelles qu'il était nécessaire de leur présenter les événements sous leur véritable jour, dans leur ordre chronologique, avec des documents irréfutables à l'appui.

Tout d'abord, les premières pièces du Livre Orange établissent que, dès le 24 juillet, aussitôt après avoir eu connaissance de l'ultimatum du 23 juillet — remis à Belgrade à six heures du soir, M. Sazonof a prescrit au représentant du tsar à Vienne de déclarer au comte Berchtold que « le mode d'action » du gouvernement austro-hongrois entraînerait « des conséquences incalculables » si le délai de quarante-huit heures fixé pour la soumission de la Serbie n'était pas prolongé : « Un refus de prolonger le terme de l'ultimatum priverait de toute portée la démarche du gouvernement austro-hongrois auprès des puissances (communication de l'ultimatum avec exposé justificatif), et se trouverait en contradiction avec les bases mêmes des relations internationales. » Le lendemain, 25 juillet, M. Sazonof informe tous les Cabinets que « les derniers événements et l'envoi par l'Autriche-Hongrie d'un ultimatum à la Serbie préoccupent le gouvernement impérial au plus haut degré ». Le même jour Sir Edward Grey disait à l'ambassadeur d'Allemagne à Londres « qu'à son avis la mobilisation autri-

chienne devait entraîner la mobilisation de la Russie, et qu'alors surgirait le danger aigu d'une guerre générale ». A une question du prince Lichnowsky, qui lui demandait si l'Angleterre pouvait consentir à agir à Pétersbourg dans un esprit de conciliation, il répondait que cela était impossible. » Sir Edward Grey ajoutait encore qu'au cas où une mobilisation autrichienne aurait comme suite la mobilisation de la Russie, l'Angleterre se réservait une complète liberté d'action. Etait-il possible d'être plus net, plus loyal ?

Pourtant les chancelleries de Vienne et de Berlin n'ont cessé d'accuser de duplicité celles de Pétersbourg et de Londres. Elles prétendaient avoir été dupées. Elles osaient reprocher à la Russie d'avoir mobilisé clandestinement sous le couvert de feintes assurances de modération. Elles entassaient mensonges sur mensonges. Les ambassadeurs d'Allemagne déclaraient que leur gouvernement n'avait pas eu connaissance du texte de la note autrichienne à la Serbie avant qu'elle eût été remise « et n'avait exercé aucune influence sur son contenu ». « C'est à tort, affirmaient-ils, qu'on attribue à l'Allemagne une attitude comminatoire. » Mais ils ajoutaient que le conflit austro-serbe devait rester localisé. Si la sommation de laisser le conflit localisé ne constituait point une attitude comminatoire, quel sens peut bien avoir cette expression en style diplomatique ? Quant à l'ignorance du texte de la note autrichienne par le Cabinet de Berlin, il est prouvé que les termes inouïs de ce papier provocateur ont été minutieusement élaborés de concert par les représentants autorisés des deux puissances. De leur côté, les ambassadeurs de François-Joseph tenaient un langage aussi hypocrite. Alors qu'on mobilisait secrètement dans toute la monarchie, ils

« expliquaient qu'on ne devrait pas attribuer à la note du comte Berchtold le caractère d'un ultimatum ». Décidément, dans la bouche des agents de Guillaume II et de François-Joseph, les mots perdaient tout leur sens.

Le samedi 25 juillet, malgré la soumission presque totale de la Serbie, à six heures et demie du soir, le baron Giesl, ministre d'Autriche-Hongrie à Belgrade, rompait les relations diplomatiques avec la Serbie. Celle-ci, sur les conseils de la Triple-Entente, avait poussé la conciliation au delà de tout ce qu'il était raisonnablement permis d'attendre d'un État indépendant. La note du 23 juillet aboutissait à un succès diplomatique éclatant. Si l'Autriche-Hongrie cherchait seulement à rehausser son prestige en Orient, à humilier les Serbes tout en obtenant des satisfactions positives de tout premier ordre, elle devait clore avec joie l'incident. Elle gagnait une belle partie. Si elle rompait malgré cela, il était évident qu'elle voulait la guerre avec la complicité ou à l'instigation de l'Allemagne. A tel point que, le 26 juillet, l'ambassadeur d'Autriche à Paris ne put cacher son étonnement devant le directeur politique du Quai d'Orsay « de ce que la réponse serbe n'ait pas donné satisfaction à Giesl ». Mais l'effronterie de certains diplomates ne connaît point de bornes. Le 26 juillet, le baron de Schœn déclarait au Quai d'Orsay : « L'Autriche a pour but unique d'assurer sa propre tranquillité. Par conséquent il dépend de la Russie d'éviter la guerre. L'Allemagne se sent solidaire avec la France dans le désir ardent de conserver la paix et espère fermement que la France usera de son influence à Pétersbourg dans un sens modérateur. » Le lendemain matin, le baron de Schœn revenait à la charge et posait de nouveau ce principe : « L'Allemagne et la France, complètement soli-

daires dans l'ardent désir de ne pas rompre la paix, doivent agir sur la Russie dans un sens modérateur. » En signalant cette insistance à M. Sazonof, M. Isvolsky ajoute : « Le baron de Schœn a spécialement souligné l'expression de la solidarité entre la France et l'Allemagne. » Ces extraordinaires démarches avaient pour but de désunir la Russie et la France. On comptait sur le désarroi du gouvernement français en l'absence du président de la République et du ministre des affaires étrangères, qui voguaient alors sur la mer Baltique, après leur visite à Pétersbourg.

On sait comment échoua cette attaque brusquée de la diplomatie austro-allemande. A défaut de ministre compétent, il y a toujours au Quai d'Orsay des agents conscients des grands intérêts nationaux et capables de déjouer les ruses d'adversaires sans scrupules. Il est aussi dans la presse des publicistes au courant des intrigues internationales et résolus à ne laisser à aucun prix engager leur pays dans une politique funeste. Les uns et les autres firent leur devoir. L'opinion publique française fut unanime à reconnaître la bonne foi de la Russie, la perfidie de l'Allemagne et de l'Autriche, la nécessité de maintenir indissolublement la solidarité avec la Russie et l'obligation de défendre, avec la cause serbe, l'indépendance des États balkaniques, l'équilibre général et les libertés de l'Europe.

LES HÉSITATIONS DE LA ROUMANIE.

Bordeaux, 25 septembre 1914.

Le gouvernement roumain continue de délibérer sur l'opportunité de son intervention dans la conflagration générale. Il prépare militairement l'invasion de la Transylvanie, sans oser encore donner l'ordre de franchir les Carpathes à l'armée frémissante. Il suffirait que le roi Charles parût au balcon de son palais de la rue de la Victoire et prononçât le mot libérateur pour que tout le peuple roumain se levât comme un seul homme. Son appel aux armes scellerait à jamais l'alliance de la dynastie et de la nation. L'amour et la vénération s'ajouteraient au respect un peu froid que Charles Ier a inspiré jusqu'ici à ses sujets. L'héritier de la couronne, qui est le neveu du roi et qui a grandi en Allemagne, jusqu'au moment où le couple royal, désespérant d'avoir un fils, fit désigner comme successeur au trône le prince Ferdinand de Hohenzollern, serait assuré d'un règne paisible dans une grande Roumanie. Au contraire, il n'est pas sûr du tout que la couronne reste longtemps sur la tête de son oncle ou sur la sienne si le peuple roumain, contrecarré dans ses plus ardentes aspirations, voit s'échapper l'occasion unique de créer l'unité nationale.

Les considérations dynastiques, toujours puissantes dans un État monarchique, ne sont pas les seules qui devraient en ce moment déterminer Charles Ier. Ce souverain plein d'expérience doit avoir acquis maintenant la conviction que le triomphe final de l'Allemagne est irréa-

lisable. Si entiché d'admiration qu'il puisse être pour l'armée allemande, il a constaté l'échec de la fameuse attaque brusquée sur Paris. Il assiste à la transformation d'une campagne foudroyante où, suivant l'expression de M. de Bethmann-Hollweg, la rapidité était une question de vie ou de mort, en une guerre longue, très longue, destinée à épuiser non seulement les troupes allemandes, mais toutes les ressources de l'empire. S'il a conservé la solidité de son jugement, il doit reconnaître qu'en persistant à garder ses sympathies et l'appui indirect de sa neutralité à l'Austro-Allemagne, il lie sa fortune et celle de ses héritiers à un cadavre. Toute hésitation sur le principe de l'intervention en Transylvanie devrait donc disparaître. Il ne resterait plus au roi qu'à choisir le moment. A n'en pas douter, c'est l'avis de ses ministres, de ceux d'aujourd'hui et de ceux que la convenance de constituer un ministère national de coalition pourrait prochainement porter au pouvoir. Or, pour le pays et pour le roi, l'intervention immédiate offre des avantages décisifs.

A l'heure actuelle l'Autriche-Hongrie envahie par les Russes et menacée par les Serbes a dû retirer des comitats transylvains et du banat de Témesvar la plus grande partie des troupes qu'elle y avait envoyées par précaution dans le courant du mois d'août. L'armée roumaine courrait peu de risques en pénétrant sur le territoire hongrois où, d'ailleurs, elle brûle de se mesurer avec les Magyars. En outre, son arrivée serait acclamée par la population, à la seule exception des « Saxons » du Burzenland et des Sicules (ou Szeklers) du coin oriental de la Transylvanie. Enfin sa jonction avec l'armée russe d'occupation de la Bukovine lui permettrait d'opérer en toute sécurité. Militairement, l'entreprise s'annonce fa-

cile et fructueuse. Diplomatiquement, la promptitude dans les résolutions donnerait également les meilleurs résultats. Dans l'état de choses actuel, la Roumanie obtiendrait sans difficultés de la Russie et des Alliés de cette puissance la promesse d'annexion de la Transylvanie et de la plus grande partie de la Bukovine. Plus tard ce serait très différent. La Russie serait tentée de garder toute ou presque toute la Bukovine. Quant à la Transylvanie, les Alliés n'auraient aucune raison d'en octroyer la possession à une puissance qui n'aurait assumé aucun risque, consenti aucun sacrifice, et prétendrait recueillir les fruits de victoires remportées par autrui. Les vainqueurs trouveraient plus équitable et plus commode de laisser ces provinces convoitées, moyennant des compensations ailleurs, à l'État qui se fonderait sur les ruines de la monarchie dualiste. La Transylvanie, jouissant d'une large autonomie dans un État fédératif, pourrait oublier les frères trop prudents qui n'auraient pas fait un pas au moment critique pour venir les délivrer. Quant au banat de Temesvar, sa population est en partie serbe, et son attribution éventuelle à l'héroïque Serbie paraîtrait alors plus justifiée.

Les considérations dynastiques, militaires et diplomatiques s'unissent donc en ce moment pour décider le roi Charles à céder aux vœux unanimes de ses sujets. Il en est encore une autre, propre à toucher un souverain qui s'est toujours fait de son rôle personnel une très haute idée. En intervenant sans plus tarder, la Roumanie hâterait de plusieurs mois la fin de la conflagration générale. Les trois ou quatre cent mille hommes qu'elle pourrait jeter en Hongrie assureraient le rapide écrasement des armées de François-Joseph par les Russes. Débarrassés de toute préoccupation sur leurs derrières, les troupes du

tsar achèveraient en quelques jours d'occuper la Galicie et pénétreraient avec toutes leurs masses en Silésie. De leur côté, les Serbes pourraient opérer à peu près librement sur la rive gauche de la Save. L'Italie saisirait avec empressement l'occasion attendue d'intervenir à son tour. L'Autriche-Hongrie serait hors de jeu, et l'Allemagne, isolée, obligée de capituler. Quel service à la civilisation et à l'humanité! De quelle reconnaissance l'Europe entourerait un souverain dont l'initiative opportune diminuerait à ce point les horreurs d'une guerre sans exemple! Le roi Charles a le choix entre une gloire immortelle et une piteuse fin de règne. Il ne peut plus hésiter.

LES BARBARES. — LES RAPPORTS SUR LES ATROCITÉS BELGES. — LA PROCLAMATION DE REIMS. — L'ORDRE DU JOUR DU GÉNÉRAL STENGER. — LE « LIVRE ORANGE » RUSSE.

Bordeaux, 26 septembre 1914.

Le gouvernement allemand essaie de justifier la destruction de la cathédrale de Reims par des explications d'une haute fantaisie contredites par tous les témoins, et il y en a des milliers. Il ne réussira à tromper personne. Tous les observateurs instruits des choses germaniques devinaient, et tout le monde sait aujourd'hui, que les innombrables actes de sauvagerie des troupes allemandes en Belgique et en France étaient commis par ordre, méthodiquement. Au début de la guerre, il s'agissait de terroriser les populations dans l'espoir qu'elles obligeraient les gouvernements à capituler. Maintenant on se

venge de n'avoir pas réussi, on fait le mal pour le mal, on détruit tout ce qu'on peut dans les régions qu'on est obligé d'abandonner la rage au cœur. Les trois rapports officiels belges sur les atrocités d'Aerschot, de Louvain, de Malines et de Visé viennent d'être publiés par les journaux d'Anvers. Ils contiennent des précisions et des preuves accablantes. Mais ils ne disent pas tout. Il s'est passé des horreurs qu'on ne peut écrire ; elles ont été constatées par des hommes d'une bonne foi au-dessus du soupçon. Aussi le président de la commission d'enquête sur les faits de Louvain, M. Cooreman, ministre d'État, termine-t-il son rapport par ces mots : « Nous n'avons pu signaler qu'une faible partie des crimes contre le droit, l'humanité et la civilisation, qui formeront une des pages les plus sinistres et les plus révoltantes de l'histoire contemporaine. » Le rapport que présentera plus tard la commission française nommée cette semaine pour constater sur place les violations du droit des gens sur le territoire français ne sera certainement pas, hélas! moins chargé de récits lugubres. Mais ce qu'il faut relever sans plus tarder, ce sont les ordres en vertu desquels les abominations allemandes ont été exécutées.

Voici d'abord un ordre du général commandant en chef des troupes de Guillaume, affiché dans les villes et villages occupés :

« En cas qu'une seule arme soit trouvée dans n'importe quelle maison ou que quelque acte d'hostilité soit commis contre nos troupes, nos transports, nos lignes télégraphiques, nos chemins de fer, ou qu'on donne asile aux francs-tireurs, les coupables et les otages qui sont arrêtés dans chaque village seront fusillés sans pitié.

» Hors cela, tous les habitants des villages, etc., en question seront chassés, les villages et les villes mêmes

seront démolis et brûlés. Si cela arrive sur la route de communication entre deux villages, on agira de la même manière contre les habitants des deux villages. »

Ainsi, il suffit qu'une seule arme — et que ne peut-on considérer comme une arme ? — soit trouvée dans une maison, pour que les otages pris dans la localité soient pendus, les habitants chassés et les maisons détruites. Il convient de rapprocher de cette proclamation de principe celle qui a été affichée à Reims après la bataille de la Marne. Le général allemand signale à la population l'imminence de combats dans les environs et l'invite à « n'entreprendre quoi que ce soit qui puisse être d'une façon quelconque nuisible à l'armée allemande ». Il ajoute ensuite : « Afin d'assurer suffisamment la sécurité des troupes et afin de répondre du calme de la population de Reims, les personnes nommées ci-après ont été prises en otages par le commandement général de l'armée allemande. Ces otages seront pendus à la moindre tentative de désordre. De même, la ville sera entièrement ou partiellement brûlée, et les habitants pendus, si une infraction quelconque est commise aux prescriptions précédentes. »

Ce sont là des documents imprimés, placardés sur les murs, que tout le monde a pu voir et dont il subsiste encore des exemplaires. Il en est un autre qu'une dépêche d'agence a signalée sans qu'on en ait encore pu contrôler l'authenticité. D'après cette information, le général Stenger, commandant la 53e brigade d'infanterie allemande, aurait adressé à ses troupes un ordre du jour prescrivant « de ne plus faire de prisonniers, de passer par les armes tous ceux qui tombent entre leurs mains, isolés ou en groupes, et d'achever les blessés, que ceux-ci soient armés ou sans armes, les Allemands ne devant

laisser aucun Français vivant derrière eux ». Cet ordre semblera peut-être d'une invraisemblable férocité. Mais, chez les membres de la caste militariste prussienne, ce qui semble féroce à tout autre paraît naturel. A Berlin comme à Vienne la raison d'État justifie tout. En somme, au point de vue militaire, les prescriptions du général Stenger relèveraient de la même moralité que les infamies diplomatiques devant quoi n'ont pas reculé en 1908-1909, en 1913 et en 1914, les agents du Ballplatz et de la Wilhelmstrasse. Dans le même ordre d'idées, elles ne seraient pas plus féroces que le fait de se présenter à la bataille sous un faux uniforme ou de tirer sur l'ennemi après avoir arboré le drapeau blanc. Du moins le général Stenger est franc. Avec lui on sait à quoi s'en tenir. Les diplomates qui ont obligé la Bulgarie à tomber brusquement sur ses alliés le 29 juin 1913, ceux qui se sont proposé cet été d'exterminer les Serbes, et ceux qui ont machiné les tueries actuelles dans le secret du cabinet, ne sont ni moins coupables, ni d'un cœur plus tendre. Seulement ils sont plus hypocrites.

A ce propos, nous citerons encore quelques extraits caractéristiques du Livre Orange russe que nous analysions avant-hier. Le 27 juillet, l'ambassadeur de Russie à Vienne télégraphie à M. Sazonof : « L'Autriche, sous l'influence des assurances du représentant allemand à Vienne (M. de Tchirschky), lequel, pendant toute cette crise, a joué un rôle d'instigateur, a compté sur la probabilité de la localisation de son conflit avec la Serbie et sur la possibilité de porter impunément à cette dernière un coup grave. » Le 28 juillet, M. Sazonof mande au comte Benckendorf, ambassadeur du tsar à Londres : « C'est à Berlin qu'indubitablement se trouve la clef de la situation. » Le même jour, M. Bronevsky, chargé d'affaires

de Russie à Berlin, adresse cette dépêche à M. Sazonof : « Le bureau Wolf n'a pas publié la note responsive serbe qui lui avait été communiquée. Jusqu'à ce moment cette note n'a paru *in extenso* dans aucun des journaux locaux qui, selon toute évidence, ne veulent pas lui donner place dans leurs colonnes, se rendant compte de l'effet calmant que cette publication produirait sur les lecteurs allemands. » Ce système de rouerie persista jusqu'à la déclaration de guerre. Le 30 juillet l'ambassadeur de Russie à Berlin, M. Sverbéief, télégraphie à M. Sazonof : « J'apprends que le décret de mobilisation de l'armée et de la flotte allemande vient d'être promulgué. » Mais, le soir, M. de Jagow téléphone à M. Sverbéief que la nouvelle de la mobilisation est fausse : l'ordre de mobilisation a été publié par erreur !

Barbarie et hypocrisie, telle est la définition de la politique germanique.

LA FERMETURE DES DÉTROITS.

Bordeaux, 30 septembre 1914.

L'incroyable inertie de la diplomatie de la Triple-Entente à Constantinople au début de la crise européenne porte ses fruits. Au lieu de nous prémunir efficacement contre les mauvaises intentions du Cabinet turc, nous avons fait de la surenchère de complaisances à son égard. Nous nous ingéniions à pourvoir le trésor de guerre du comité Union et Progrès en retour de concessions illusoires, alors que le commandement de l'armée ottomane était confié au général Liman von Sanders.

Nous traitions en amis ardents de la France les hommes qui préparaient la remise à l'Allemagne de toutes les forces de terre et de mer de l'empire. Tout indiquait qu'il y avait partie liée entre Constantinople et Berlin. Il sautait aux yeux que les cajoleries intermittentes des ministres « amis » de la France avaient uniquement pour but le placement d'un emprunt sur le marché de Paris. Si l'on feignait de s'en alarmer à Berlin, c'était pour donner le change à nos hommes politiques et à nos financiers. Pourtant cette ruse grossière réussit. Notre aveuglement persista même après l'ouverture du conflit européen. Nous et nos alliés et amis laissâmes paisiblement les officiers allemands prendre possession de tous les commandements de l'armée ottomane, organiser la mobilisation, reconstruire et armer les ouvrages fortifiés des Détroits. On sait ce qui suivit. Officiers, ingénieurs, ouvriers et soldats allemands arrivèrent par vagons entiers à Constantinople. Le *Gœben* et le *Breslau* trouvèrent asile dans la mer de Marmara, s'y réparèrent et se préparèrent à croiser dans la mer Noire. La Sublime Porte proclama l'abolition des Capitulations et supprima les bureaux de poste étrangers.

Nous assistons aujourd'hui au développement logique de cette situation. De nouvelles batteries sont établies sur le Bosphore et aux Dardanelles. Les bateaux de guerre turcs, où des officiers de Guillaume II ont remplacé les membres de la mission navale britannique, croisent dans la mer Noire, de conserve avec le *Gœben* et le *Breslau*. Depuis le 27 septembre, les Détroits sont fermés à la navigation commerciale. Tous les bateaux de mer étrangers qui se trouvaient dans la mer Noire ou sur le Bas-Danube sont bloqués. Or nous sommes à l'époque de grande activité de la navigation internationale dans ces

parages. Pendant les mois d'octobre et de novembre, on exporte la récolte de blé de la Russie méridionale et de la Roumanie, tandis qu'on importe de grandes quantités de charbon. La fermeture complète des Détroits constitue une provocation directe à la Russie et à l'Angleterre en même temps qu'une menace contre la Roumanie. On doit se demander si elle ne va pas être très prochainement suivie d'actes de guerre. En tout cas, elle pose la question de paix ou de guerre avec la Turquie. Seulement l'heure actuelle est défavorable aux Alliés pour agir comme il le faudrait à Constantinople, tandis qu'à la fin de juillet on pouvait sans difficulté sérieuse prendre toutes les précautions utiles. Que de sacrifices ne faudra-t-il pas pour détruire tout ce qui a été machiné depuis deux mois contre nous ?

Très probablement le roi Charles va saisir ce prétexte pour retarder encore le moment de l'intervention roumaine en Transylvanie. Il ne manquera pas de dire à ses ministres que le port de Constantza, construit et outillé à grands frais, ne peut pas être défendu et courrait le risque d'être détruit. Quant à Soulina, l'autre port roumain, par où se fait presque toute l'exportation du Bas-Danube depuis les Portes de fer jusqu'aux embouchures, il est bien sous le contrôle de la Commission européenne du Danube et la sauvegarde du droit international. Mais le respect du droit international est en ce moment le dernier des soucis des Allemands. En réalité la nouvelle provocation de la Turquie devrait être une raison de plus pour la Roumanie d'entrer immédiatement en lice. La fermeture des Détroits va devenir une gêne intolérable pour la Roumanie. Le pays va être coupé de toute communication avec l'Occident. Il ne pourra ni en recevoir ni y envoyer des marchandises. Pour ses armements et

son ravitaillement en munitions, il dépendra soit de l'Autriche, soit de la Russie. Les transports par la voie serbe sont indirects et très pénibles. Il resterait bien la voie bulgare, mais son emploi supposerait un accord avec la Bulgarie et, d'ailleurs, les lignes bulgares dans la région riveraine de la mer Egée sont encore à l'état rudimentaire ; le temps de les organiser convenablement a manqué depuis le traité de Bucarest. En conséquence, si la Roumanie ne veut pas devenir victime d'un blocus ruineux, elle doit prendre une décision qui la tire promptement de l'impasse, et la seule décision efficace serait de hâter la fin de la guerre générale en acculant l'Autriche-Hongrie au désastre irrémédiable.

Les hésitations de la Bulgarie ne doivent pas être un obstacle. En dépit de toutes les intrigues austro-turques, la Bulgarie ne s'aventurera point dans un conflit avec la Russie. Elle a tout à gagner à rester fidèle à sa libératrice, à la métropole de l'orthodoxie slave. Le triomphe final des alliés de la Serbie permettra d'opérer un remaniement balkanique conforme aux intérêts vitaux de tous les peuples balkaniques, à la seule condition que ceux-ci se soient rendus dignes des sympathies agissantes du vainqueur. Les Bulgares sont trop avisés pour ne pas le voir, et trop instruits par la catastrophe nationale de l'an dernier pour tomber de nouveau dans les embûches austro-hongroises. Le bruit court actuellement que MM. Ghénadief et Tontchef sont allés récemment négocier à Constantinople et sont revenus à Sofia avec un projet d'entente. Depuis une année, en effet, cette sorte d'intrigues n'a pas cessé entre les deux capitales. Mais au-dessus d'elles il y a le peuple bulgare, qu'aucun gouvernement ne pourra faire marcher malgré lui, et ce peuple ne fera pas la guerre avec les Turcs contre les Russes.

L'ALLEMAGNE DÉCONCERTÉE. — L'INVASION DE LA PRUSSE ORIENTALE. — LE CHANGEMENT DE PLAN ALLEMAND.

Bordeaux, 2 octobre 1914.

Depuis la fin de septembre, les troupes allemandes sont engagées à fond tout le long de la frontière orientale. On parle de douze corps d'armée réunis sous le commandement du général Hindenbourg. D'après d'autres évaluations, il y aurait de six à huit cent mille soldats de Guillaume II combattant dans la Prusse orientale et la Pologne russe. Il convient d'y ajouter en tout cas les corps allemands massés en Silésie et les régiments envoyés à Cracovie pour y renforcer la garnison austro-hongroise. On arriverait ainsi à un total de près d'un million d'hommes. Ce chiffre devrait être plutôt dépassé lorsque les armées russes auront reçu les corps mobilisés des provinces les plus éloignées de l'empire des tsars. Pendant ce temps, les armées allemandes opérant en France ont été obligées de se retirer de la Marne sur l'Aisne, où elles réussissent très péniblement à se maintenir. Paris n'est plus pour elles la proie sur le point d'être prise ; c'est le paradis perdu. Ainsi personne ne peut plus contester, même en Allemagne, que les plans primitifs du grand état-major de Berlin soient totalement ruinés. Les organes les plus officieux de la chancellerie de la Wilhelmstrasse l'ont eux-mêmes avoué indirectement. Il y a quelque temps déjà, la *Gazette de l'Allemagne du Nord* prémunissait le public contre le trop vif espoir de nouvelles de victoires. La semaine dernière, en exhor-

tant les bons patriotes à souscrire au grand emprunt national, la *Gazette de Cologne* laissait entrevoir la possibilité de la défaite : « Si nous succombons dans cette guerre, dit le grand journal rhénan, notre fortune et nos biens sont perdus. » Nous voilà loin des assurances triomphales du commencement d'août.

Parmi tous les symptômes de déceptions du gouvernement allemand, le plus significatif est le transfert en Prusse orientale d'une partie des troupes dirigées au mois d'août et dans les premiers jours de septembre vers les frontières de l'Ouest. On s'est mal expliqué ce mouvement au moment où la prise de Paris paraissait être l'objectif à quoi tout devait être subordonné. Mais, outre les considérations d'ordre purement militaire qui n'étaient point négligeables, il en est d'ordre politique qui méritent d'être relevées, car elles sont destinées à jouer un rôle important jusqu'à la fin de la guerre. L'irruption de l'armée du général Rennenkampf en Prusse orientale ne surprit pas seulement l'état-major de Berlin, qui avait cru pouvoir, avec le concours des armées austro-hongroises, tenir les Russes en échec dans la Po;ogne russe jusqu'au moment où les armées du kronprinz et du général von Kluck, victorieuses en France, seraient en mesure d'être ramenées à l'Est. L'investissement de Kœnigsberg, la prise d'Osterode, l'apparition des Cosaques sur la basse Vistule, jetèrent le désarroi parmi la population prussienne et la colère chez les Junkers. Les réfugiés affluaient à Berlin. Aucun mensonge officiel ne pouvait prévaloir contre les récits des multitudes chassées de leurs foyers. De plus, les hobereaux du pays occupé, qui comptent parmi les soutiens les plus solides du trône prussien et qui entretiennent à l'armée de très nombreux officiers, se révoltaient à l'idée de voir leurs

demeures envahies et leurs terres dévastées. Leur orgueil intransigeant n'admettait pas la présence du Cosaque vainqueur sur le sol sacré hérité des ancêtres. Enfin la Prusse orientale, pays essentiellement agricole, fournit l'Allemagne industrialisée d'une bonne partie de son grain. Elle ne pouvait être abandonnée sans que fût compromise l'alimentation du reste de l'empire pendant l'hiver difficile qui approche. On comprend donc que Guillaume II ait cédé à des raisons à la fois sentimentales et pratiques.

Peut-être aussi en a-t-il eu d'autres, plus intéressantes pour nous. Il ne met plus en doute la faillite de sa fameuse attaque brusquée. Il voit Paris dégagé, l'armée française bien en main, l'armée anglaise s'augmentant chaque jour à côté de la nôtre de nouvelles unités, la France résolue à soutenir sans défaillance la lutte jusqu'au bout. Il ne lui est plus permis d'espérer de passer sous l'Arc de triomphe des Champs-Elysées, ni même de maintenir longtemps ses troupes sur notre territoire. Alors il a dû concevoir l'idée d'entreprendre l'opération inverse de celle qu'il avait rêvée. Au lieu de détruire tout d'abord l'armée française pour aller ensuite accabler la Russie avec ses forces réunies, il veut peut-être essayer de détruire l'armée russe de Pologne avant l'hiver afin de se retourner ensuite contre l'armée franco-anglaise. Dans cette combinaison, il y aurait une campagne d'hiver en France, alors que les rigueurs du climat russe arrêteraient les opérations sur le Niémen et la Vistule. C'est pourquoi Guillaume II, qui s'est toujours formé la plus haute idée de ses talents militaires, aurait quitté son quartier général de l'Ouest pour aller diriger les opérations des armées de l'Est. Entre temps, le rôle de ses armées en France consisterait à tenir à tout prix sur leurs lignes

actuelles, de manière à faciliter la reprise d'une offensive vigoureuse à la fin de l'automne.

Si c'est là le plan nouveau, il n'aura pas un meilleur sort que l'autre. Loin d'être bousculées, les armées russes regagnent du terrain à la lisière de la Prusse orientale. Elles se renforcent chaque jour. Elles seront toujours en état de retenir de ce côté les corps allemands qui s'y trouvent actuellement Si ceux-ci, comptant sur l'hiver, dégarnissaient la frontière, les Russes, plus habitués au froid, reprendraient immédiatement leur marche en avant, plus lente, mais mieux assurée. Les étangs gelés ne seraient plus un obstacle. Et puis l'armée de Galicie s'avance irrésistiblement vers Cracovie, vers Breslau, vers Posen. Non, le moment n'est pas proche où les Allemands, renvoyés des Flandres en Prusse, pourront reprendre leur place dans les armées de l'Ouest.

L'ALLEMAGNE ET LA BELGIQUE. — LE « LIVRE GRIS » BELGE.

Bordeaux, 5 octobre 1914.

Plus la lumière se fait sur les négociations qui ont précédé et suivi la conflagration générale, plus elle fait ressortir l'impudence de la diplomatie germanique. Les documents déjà publiés montraient que le Cabinet de Berlin avait prémédité de longue date l'invasion de la Belgique. Dès qu'il fut interrogé officiellement sur ses intentions au sujet du respect de la neutralité belge, il se réfugia dans des équivoques. Le 31 juillet, M. de Jagow déclara à Sir E. Goschen « que le gouvernement allemand considérait que des actes d'hostilité avaient déjà été

commis par la Belgique ». Suivant lui, l'embargo aurait été mis sur un chargement de blé à destination de l'Allemagne. Ainsi, dès le 31 juillet, on se ménageait un prétexte d'intervention. C'était un avertissement significatif. Néanmoins le gouvernement belge semblait conserver quelques illusions sur l'attitude de l'Allemagne. Le 1er août, M. Davignon, tout en estimant qu'il était bon d'être prêt à toutes les éventualités, disait à Sir F. Villiers que les Belges pensaient être à même de se défendre contre une intrusion. Le 2 août, l'Allemagne remettait à Bruxelles l'ultimatum réclamant la liberté de passage des troupes allemandes sur le territoire belge. Le même jour, l'attaché militaire de France à Bruxelles offrait au ministre de la guerre belge l'appui éventuel de cinq corps d'armée français. Si cette offre d'appui éventuel avait été immédiatement acceptée, peut-être le cours des événements militaires en Belgique eût-il été très différent de ce qu'il devint. Mais, à ce moment, on espérait encore à Bruxelles faire renoncer l'Allemagne à son projet de violation de la neutralité en faisant appel à l'intervention diplomatique des puissances garantes. Cet appel, en effet, fut adressé le 3 août, et c'est à la suite de la dépêche du roi Albert au roi George que Sir Edward Grey enjoignit à Sir E. Goschen, le 4 août, de demander au gouvernement allemand de donner le même jour, avant minuit, l'assurance de ne pas pousser plus loin la violation de la neutralité belge. (Dans le courant de la journée, on avait appris que les troupes allemandes avaient déjà passé la frontière à Gemmenich.)

On sait à quel point fut vaine cette tentative d'intervention diplomatique. Tandis que les puissances de la Triple-Entente, toujours fidèles à leur désir de maintenir la paix et conservant malgré tout un reste de confiance

dans la légendaire « droiture » du dr de Bethmann-Hollweg, négociaient avec une ardeur que rien ne décourageait, les armées allemandes, préparées depuis longtemps avec une méthode incomparable à l'attaque brusquée sur la France, avançaient à marches forcées vers le but assigné d'avance. Cette fois les illusions diplomatiques s'évanouirent. Mais, à Berlin, on persista à compter sur elles. On y était si habitué au succès des mensonges quotidiens qu'on s'imaginait pouvoir encore duper l'adversaire. C'est ce qu'établit définitivement un Livre Gris que le gouvernement belge vient de publier.

La résistance intrépide de la Belgique jeta l'Allemagne, gouvernement et armée, dans la stupéfaction. Elle menaçait de ruiner le plan du grand état-major, fondé sur la rapidité d'exécution de l'attaque brusquée. Aussi, même après l'outrage commis contre un petit pays dont il avait garanti la neutralité, même après les luttes sanglantes devant Liège, le Cabinet de Berlin s'efforça-t-il de persuader le gouvernement belge de renoncer à défendre par les armes la patrie violée. Il pria tout d'abord d'intervenir le ministre des États-Unis à Bruxelles. Mais il se heurta à un refus. Il se tourna alors vers la Hollande. Il fut plus heureux de ce côté. Le ministre des affaires étrangères des Pays-Bas consentit à prier le ministre de Belgique à La Haye de transmettre les propositions allemandes. Celles-ci furent l'objet d'une dépêche du 9 août du baron Fallon à M. Davignon. Le Livre Gris nous en apporte le texte officiel, ainsi conçu :

« La forteresse de Liège a été prise d'assaut après une défense courageuse. Le gouvernement allemand regrette très profondément que, par suite de l'attitude du gouvernement belge contre l'Allemagne, on en est arrivé à des rencontres sanglantes. L'Allemagne ne vient pas en

ennemie en Belgique, c'est seulement par la force des événements qu'elle a dû, à cause des mesures militaires de la France, prendre la grave détermination d'entrer en Belgique et d'occuper Liège comme point d'appui pour ses opérations militaires ultérieures. Après que l'armée belge a, par sa résistance héroïque contre une grande supériorité, maintenu l'honneur de ses armes, le gouvernement allemand prie le roi des Belges et le gouvernement belge d'éviter à la Belgique les horreurs ultérieures de la guerre. Le gouvernement est prêt à tous accords avec la Belgique qui peuvent se concilier avec ses arrangements avec la France. L'Allemagne assure encore solennellement qu'elle n'a pas l'intention de s'approprier le territoire belge et que cette intention est loin d'elle. L'Allemagne est toujours prête à évacuer la Belgique aussitôt que l'état de guerre le lui permettra. »

Ce monument d'hypocrisie figurera dignement dans la riche collection des fourberies germaniques de l'année 1914. Cette fois, d'ailleurs, les propositions de M. de Bethmann-Hollweg et de Jagow furent accueillies comme elles le méritaient. La Belgique resta, elle reste encore inébranlablement solidaire des autres puissances garantes de sa neutralité, toutes trois alliées pour la défendre — et défendre l'Europe contre la plus monstrueuse des dominations.



CHAPITRE V

LA GUERRE ET LES NEUTRES

L'IMBROGLIO ALBANAIS. — LE PRINCE GUILLAUME DE WIED, ESSAD PACHA ET LE PRINCE BURHAN-EDDINE.

Bordeaux, 9 octobre 1914.

L'ALBANIE ne faisait plus parler d'elle depuis trois mois. Après avoir été le cauchemar de l'Europe pendant près de deux ans, elle était passée en quelques jours, dans le courant de juillet, du premier plan diplomatique au dernier. Personne ne s'intéressait plus, ni même ne pensait à ce fantoche de prince Guillaume qui était venu de la minuscule principauté de Wied étaler à Durazzo la fatuité et l'inconscience des hobereaux germaniques. Choisi par l'Europe pour faire entrer dans l'ordre et la civilisation un petit pays réputé ingouvernable, il se montra dès les premiers jours très inférieur à sa tâche. Trahissant son mandat européen, il prétendit se débarrasser tout d'abord de la collaboration tutélaire de la Commission internationale de contrôle. Imbu de la mégalomanie teutonne, il décréta la mobilisation générale

d'une armée inexistante. Il se fit l'instrument de la politique austro-hongroise. Il tenta de faire disparaître par la ruse et l'assassinat son ministre Essad Pacha, suspect de connivence avec l'Italie. Unissant la couardise à l'orgueil, il se réfugia à bord d'un bateau de guerre étranger au premier signe de danger. Quand on lui fit honte de cette conduite indigne d'un souverain appelé à donner à son peuple l'exemple du courage et du sang-froid, il revint sur la terre ferme. Mais cette croisière peu héroïque acheva de le discréditer. Quand éclata la conflagration générale européenne, il se tint coi. Un beau jour il s'embarqua sans bruit, avec sa famille, à bord d'un bateau autrichien et depuis oncques on ne le revit dans le pays des Skipétars. On vient seulement d'apprendre, il y a quelques jours, qu'il a été réintégré par Guillaume II, avec son ancien grade de capitaine, dans un régiment des uhlans de la garde. Il a repris ainsi les seules fonctions qu'il fût capable d'exercer, et son uniforme actuel correspond bien à ses sentiments. L'ancien « mbret » d'Albanie est rentré dans le néant.

Sa succession, toutefois, n'est pas tombée en déshérence. D'après les dernières nouvelles, Essad Pacha vient d'en recueillir les parties les plus substantielles. On avait un moment parlé de l'intronisation de Burhan-Eddine Effendi, le fils préféré du sultan déchu Abdul Hamid. C'était certainement le vœu du Cabinet de Constantinople qui, depuis de longs mois, s'ingéniait à créer un mouvement islamique en Albanie. En effet, en cette affaire comme dans toutes les autres, le comité Union et Progrès, maître du pouvoir en Turquie depuis l'assassinat de Nazim Pacha, faisait docilement le jeu de l'Austro-Allemagne contre la Serbie et la Grèce. Il s'ingéniait à susciter de tous côtés des embarras aux Cabinets de Bel-

grade et d'Athènes. Et ses manigances redoublèrent naturellement d'intensité quand ses patrons de Berlin déchaînèrent la guerre générale. Vers la fin de septembre, on répandit le bruit que le « Sénat albanais », c'est-à-dire la collection de créatures rassemblées par l'ex-prince Guillaume, sous les auspices du baron Lœwenthal, ministre d'Autriche-Hongrie, avait élu « mbret » le prince Burhan-Eddine. Mais cette information était seulement l'écho des désirs combinés de Constantinople, de Vienne et de Berlin. La réalité était toute différente.

Essad Pacha veillait. Dans l'attente des événements, il soignait attentivement sa popularité, dans son fief de Tirana et aux alentours. Aussi, le prince Guillaume une fois décampé, dès que la candidature Burhan-Eddine fut mise en avant, Essad Pacha prépara son retour triomphal chez les Skipétars. Dans les derniers jours de septembre, il parut à Dibra, au milieu de troupes fidèles. Le 3 octobre, il faisait son entrée à Durazzo avec plusieurs milliers d'hommes. Voici maintenant qu'on annonce sa nomination de chef du gouvernement provisoire. Il va sans dire que cette élection est une simple prise personnelle de possession. Mais, en Albanie, la possession est le meilleur titre. En recevant au palais les représentants des puissances, Essad Pacha s'est comporté en maître. Il a remercié chaleureusement le baron Aliotti de l'appui très efficace qu'il en avait reçu et l'a assuré de son éternelle gratitude. Par contre, il a plaisanté le consul d'Autriche-Hongrie en lui exprimant le regret de ne pas voir le baron Lœwenthal : « J'avais, dit-il, un compte à régler avec lui. »

S'il n'est pas réglé avec M. de Lœwenthal, ce compte le sera avec l'Autriche. Essad Pacha n'oublie rien. Il espère tirer personnellement un grand parti de l'anarchie ac-

tuelle. Mais il sent qu'il ne pourrait indéfiniment se maintenir comme souverain dans un pays dont l'attribution définitive sera fixée après la guerre européenne. Il a donc tout avantage à évoluer de conserve avec l'Italie. Celle-ci, de son côté, doit trouver plus avantageux pour l'instant d'installer un complice à Durazzo que d'y entreprendre un débarquement.

DANS L'ADRIATIQUE. — LA TERREUR EN YOUGOSLAVIE. — LA FLOTTE FRANÇAISE DEVANT RAGUSE.

Bordeaux, 10 octobre 1914.

Tandis que s'effondre en Albanie l'influence autrichienne implantée à grands frais par plusieurs générations d'agents débordant de zèle, la monarchie dualiste est attaquée plus au nord de l'Adriatique sur ses propres côtes. Une flotte franco-anglaise, sous les ordres de l'amiral Boué de Lapeyrère, bloque la flotte austro-hongroise enfermée à Pola, attaque les ouvrages des Bouches de Cattaro et renforce l'armée monténégrine qui, par terre, assiège les forts ennemis. A la vérité, les résultats positifs obtenus ne sont pas considérables. La nécessité d'assurer la sécurité des transports des troupes alliées à travers la Méditerranée, du Maroc et du canal de Suez à Marseille ou à Cette, a forcément absorbé l'activité d'un nombre notable de bateaux de guerre des escadres franco-anglaises. Mais le moment est venu de donner une impulsion vigoureuse à notre action navale combinée, particulièrement dans l'Adriatique. Tout d'abord, plus nous atteindrons l'Autriche dans ses forces vives, mieux nous

servirons nos alliés russes et serbes et plus nous hâterons la fin de la guerre générale. Ensuite nous avons à remplir un devoir d'honneur et d'humanité envers les malheureuses populations slaves du bassin de l'Adriatique, assujetties à la domination de Vienne et de Pest.

Les habitants des pays de la côte orientale de l'Adriatique, depuis l'Albanie jusqu'aux confins de Trieste, sont de pure race slave. Tout l'arrière pays est exclusivement slave. Sur les côtes, sauf à Trieste, dans quelques ports de l'Istrie et dans une ville ou deux de Dalmatie, les Italiens n'ont que des colonies insignifiantes. On parle italien, il est vrai, tout le long du littoral. Mais ici la langue n'est nullement le signe de la nationalité. L'italien est la langue « véhiculaire », apprise avec goût et cultivée avec soin, qui sert depuis des siècles aux relations des Slaves des côtes avec le monde occidental. Son usage quotidien dans les relations « culturelles », commerciales et industrielles est absolument indépendant de la question de race et d'affinité politique. Il y a des Dalmates qui parlent mieux l'italien que le slave ; mais ils protesteraient avec véhémence si l'on prétendait les ranger parmi les Italiens. Ils aiment l'Italie sans se confondre avec elle. Ils aspirent avec ardeur à l'entrée de leur pays dans un État slave. On le sait bien à Vienne. Aussi, avant même la déclaration de guerre du commencement d'août, les autorités locales d'Istrie, de Dalmatie et de Croatie s'empressèrent d'arrêter tous les hommes passant pour posséder quelque influence dans le monde slave, et notamment tous ceux qui soutiennent — à juste titre — que Slovènes, Serbes et Croates sont seulement des noms différents appliqués à des hommes de même race et de même langue. Parmi ces suspects, beaucoup étaient des « italianisants » fort distingués. Plusieurs furent fusillés.

Les victimes de ces arrestations arbitraires étaient si nombreuses qu'on dut les répartir en plusieurs camps de concentration formés à Marburg, à Klagenfurt — deux villes germanisées en pays slave — et jusqu'en Hongrie, à Erlau. Un silence de mort pèse sur ces lieux d'horreur. Aucune nouvelle n'en arrive au dehors. Aucune communication, même par poste, n'est permise aux prisonniers avec leur famille. Tous ces braves gens sont traités en criminels parce que, sujets d'un État où les Allemands et les Magyars sont en minorité, ils veulent substituer à l'oppression germano-magyare un régime où les Slaves jouiraient enfin d'une vie politique libre. Partout dans la monarchie des mesures de rigueur impitoyables ont été prises contre tous les Yougoslaves soupçonnés de sympathie pour la cause serbe. En Syrmie, dans cette région d'entre Save et Danube occupée quelque temps par les troupes serbes, les Hongrois ont fusillé un dixième de la population pour la punir d'avoir bien accueilli les troupes serbes pendant leur court séjour dans le pays. Il est temps d'abréger le supplice des Yougoslaves en leur portant le plus tôt possible les secours qu'ils attendent avec angoisse. Sitôt qu'ils auront des armes et des munitions, ils travailleront eux-mêmes à leur libération.

Un communiqué de notre ministère de la marine publié hier annonce que la flotte de l'amiral Boué de Lapeyrère s'est présentée devant Raguse et Gravosa. « Les autorités autrichiennes de Raguse, dit-il, ont, à la vue des cuirassés, quitté la ville avec les notables sur deux trains lancés à toute vitesse. La population italienne et slave est restée très calme. » Les notables dont il est question ne peuvent être que des otages, car, à Raguse, tous sont d'ardents partisans de la cause slave. Quant à la population, toute slave aussi, son calme ne fut sûre-

ment qu'apparent. Elle put contenir, de crainte de représailles, l'enthousiasme qui lui gonflait le cœur à l'apparition du pavillon libérateur sous les murs de la cité où la mémoire du maréchal Marmont est encore toute vivante. Elle ne resta certes pas calme. Elle attendait en frémissant que de ces bateanx provideutiels descendissent des frères ou des amis, avec des canons et des armes. Quelle ne dut pas être sa déception en voyant disparaître à l'horizon la flotte espérée depuis deux mois! Le communiqué d'hier ajoute qu'il eût été facile de réduire Raguse en cendres, mais que nous ne pouvions songer à frapper une population dont les sympathies pour la France sont connues. C'est exact, quoique exprimé de singulière façon. Non, il ne s'agissait pas de réduire en cendres Raguse ni aucune autre ville de la côte dalmate ; il s'agit de leur fournir à toutes les moyens de s'affranchir.

MORT DE CHARLES Ier DE ROUMANIE.

Bordeaux, 11 octobre 1914.

Les hésitations de la Roumanie vont peut-être cesser à la suite d'un événement imprévu : le roi Charles Ier est mort hier matin, en son château de Pélesch, dans les Carpathes, près du vieux monastère de Sinaia, à quelques kilomètres seulement du col de Prédéal, frontière de cette Transylvanie tant désirée, où ses troupes impatientes brûlaient depuis le mois d'août d'entrer en libératrices. Charles Ier, qui était âgé de soixante-quinze ans, avait été souffrant assez gravement il y a plusieurs années ; mais, depuis, sa santé s'était rétablie et n'éveillait

plus d'inquiétudes dans son entourage. Les émotions de ces deux derniers mois ont été fatales au vieux souverain.

Né prince de Hohenzollern, ancien officier prussien, ami personnel de l'empereur François-Joseph, Allemand de naissance, d'éducation et de sentiments, tenu envers l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne par des engagements personnels dont on ne connaît pas bien l'étendue, pleinement confiant dans la force et le triomphe final des deux empires du centre, Charles Ier était d'esprit et de cœur avec l'Allemagne dans la guerre actuelle. Certes, il était aussi ambitieux pour la Roumanie que le Roumain le plus patriote. Il sentait profondément et remplissait en conscience ses devoirs de roi. Mais son cœur ne battait pas à l'unisson de celui de ses sujets. Il était surtout prudent, réfléchi, attentif, laborieux, patient. C'étaient de grandes qualités ; elles le servirent admirablement pendant les crises qui traversèrent son règne de près de cinquante ans. Son bon sens naturel et son sang-froid s'opposèrent souvent, pour le plus grand bien du pays, à l'entraînement généreux ou passionné de certains de ses ministres. Il était tenace aussi, l'histoire de ces dernières semaines le prouve assez. Mais il manquait de hardiesse, de chaleur d'âme, et aussi de coup d'œil dans les grandes occasions. En bon Hohenzollern, il ne voulait rien risquer de ce qu'il possédait, tout en nourrissant de secrètes convoitises sur le bien du voisin. Il voulait s'agrandir sans péril. Ce fut du moins le trait caractéristique de la seconde moitié de son règne, car, dans la première, lors de la guerre turco-russe, il céda au courant national qui poussait irrésistiblement la principauté vers la conquête de l'indépendance.

Mais Charles Ier garda précisément de cette guerre,

décrétée d'enthousiasme, à l'appel du tsar Alexandre II, un souvenir amer. Obligé, après la victoire à laquelle il avait glorieusement contribué, de rétrocéder à la Russie, en échange de la Dobroudja ottomane, la partie de la Bessarabie restituée à la Moldavie en 1856 après la guerre de Crimée, il ressentit de cette humiliation imméritée une rancune et une méfiance qui persistèrent jusqu'à son dernier jour. La diplomatie et la presse austro-allemandes s'attachaient d'ailleurs à rouvrir et à envenimer la plaie mal cicatrisée de la Bessarabie. Aussi, pendant les deux guerres balkaniques et à l'origine de la conflagration actuelle, toutes les influences germaniques furent-elles mises en jeu pour inciter les Roumains à réclamer cette ancienne province moldave comme prix de leur neutralité ou de leur concours éventuel. C'eût été, en effet, un sûr moyen de brouiller à fond les cours de Bucarest et de Pétersbourg. Pendant la première guerre balkanique, le roi Charles s'enferma dans l'abstention. Comme Guillaume II et François-Joseph Ier, il avait foi dans la victoire des Turcs. Comme eux, il comptait, sans prendre part au conflit, profiter de l'épuisement des belligérants. D'accord avec eux, il espérait établir la suprématie roumaine sur le Bas-Danube, à côté d'une Macédoine placée sous la tutelle autrichienne. Ici déjà l'excès de prudence et de complaisance pour les Cabinets de Vienne et de Berlin faillit lui être fatal. La victoire écrasante de la ligue balkanique mit la Roumanie en fâcheuse posture. Sans l'attaque brusquée de la Bulgarie contre ses deux alliés, l'équilibre balkanique eût été rompu aux dépens des Roumains. Heureusement cette seconde guerre offrit à ceux-ci l'occasion inespérée de ressaisir l'occasion perdue. Cette fois le roi Charles dut s'incliner devant la volonté populaire. Malgré une

pression formidable de la diplomatie autrichienne, instigatrice et complice du roi Ferdinand, il intervint contre la Bulgarie et lui imposa une paix qui, du même coup, rétablit l'équilibre en Orient, agrandit la Roumanie d'une nouvelle province et en fit l'arbitre des Balkans.

Ce magnifique résultat, dû à la netteté de la décision et à l'énergie de l'action devait, semble-t-il, encourager le roi Charles à persévérer dans une méthode aussi avantageuse. Ses sujets l'espéraient. Au mois d'août dernier, quand l'Austro-Allemagne déchaîna la conflagration européenne, l'occasion se présentait d'autant plus belle que la Roumanie pouvait réaliser son grand rêve national avec l'appui illimité de la Russie, de la France et de l'Angleterre unies par un pacte indissoluble.En donnant la main aux Serbes à l'ouest et aux Russes à l'est, elle acculait en quelques semaines l'Autriche-Hongrie à un désastre définitif. Elle hâtait la fin d'une guerre désolante. Elle aidait au triomphe du droit et de la justice et se haussait au rang de grande puissance. Charles Ier ne sut pas se décider, ou plutôt il employa ce qui lui restait d'énergie à retenir ses ministres et son peuple. Ses dernières forces s'usèrent dans cette lutte. Il eût pu mourir dans une apothéose. Il s'est éteint tristement, incertain du sort de son pays et de sa dynastie.

Le prince Charles de Hohenzollern ne paraissait nullement destiné à occuper un trône. Second fils du prince Antoine de Hohenzollern-Sigmaringen, frère cadet de ce prince Léopold dont la candidature à la couronne d'Espagne en 1870 fut l'occasion de la guerre franco-allemande, il était, en 1866, simple lieutenant dans l'armée prussienne quand Napoléon III conçut l'idée de suggérer sa candidature à la succession du prince Alexandre-

Jean Ier de Roumanie, qui venait d'être obligé de quitter le pouvoir à la suite d'une révolution de palais. Les Roumains professaient une vive gratitude à l'égard de l'empereur des Français, qui avait été le plus fidèle soutien de leur nationalité et de leur autonomie pendant et après la guerre de Crimée. Leurs hommes influents venaient volontiers puiser leurs inspirations à Paris. Ils étaient disposés à recevoir des mains du protecteur de leur cause un prince étranger qui mît fin une fois pour toutes à leurs querelles de familles et de clans. Le choix de Napoléon III se porta sur le prince Charles de Hohenzollern pour diverses raisons. Tout d'abord, à cette époque, ce souverain français nourrissait pour l'Allemagne une étrange tendresse. Ensuite la mère des enfants du prince Antoine était la princesse Joséphine de Bade, fille d'une Beauharnais. Enfin Mme Cornu, sœur de lait de Napoléon III, était en relations de confiance avec les parents du prince Charles.

Négociée avec Jean Bratiano, chef du parti libéral roumain et père du président actuel du Cabinet de Bucarest, approuvée secrètement par Bismarck, cette candidature fut agréée à Bucarest. Le prince Charles fut élu par un plébiscite le 20 avril 1866. Mais son installation et sa reconnaissance n'allèrent point toutes seules. Les principautés de Moldavie et de Valachie n'étaient alors unies qu'en fait. Plusieurs puissances, l'Autriche notamment, qui ne se consolait pas d'avoir dû évacuer la Valachie après le Congrès de Paris de 1856, chicanaient encore les Roumains sur leur réunion. Le prince Charles dut recourir à un déguisement pour pénétrer dans ses États en passant par le territoire austro-hongrois. Il réussit à dépister les agents autrichiens et débarqua, d'un bateau hongrois, à Turnu-Severin, premier port roumain sur le Danube.

A peine sauté du bateau sur le sol roumain, le jeune voyageur fut salué, à la stupéfaction des officiers du bord, par les acclamations des représentants du peuple accourus à sa rencontre.

De tels débuts, sous de tels auspices, auraient dû resserrer les liens entre la France et la Roumanie. A la vérité celle-ci fut toujours reconnaissante. Elle le témoigna bien lorsque éclata la guerre de 1870. Mais le prince Charles ne partagea point ses sentiments. A ce moment le désaccord entre le pays et lui devint si profond que Charles Ier fut sur le point d'abdiquer. Comme hier, il fut en opposition avec les vœux populaires. Les événements ne lui permirent malheureusement que trop de justifier sa prudence. Et, sans doute, il n'a pas manqué, durant la crise actuelle, de rappeler plusieurs fois cet ancien souvenir à ses ministres. Pourtant, entre 1870 et 1914, quelle différence! En 1870 la France était isolée, jalousée, et la politique incohérente de Napoléon III avait semé la défiance. En 1914 elle est l'alliée de plusieurs des plus grandes nations du globe, sans compter d'autres qui, pour être plus petites, n'en représentent pas moins, moralement et militairement, une force appréciable. Avec ses alliés et amis elle combat pour la civilisation contre la barbarie, pour la justice contre les abus les plus révoltants de la force. Son bon droit et la certitude du succès final sont trop évidents pour que le gouvernement roumain ne se résolve point enfin à se joindre à la coalition contre les oppresseurs des nationalités. Le changement de règne d'aujourd'hui est la dernière occasion qui s'offre à lui. Le roi Charles, qui n'a eu de son mariage avec la princesse Elisabeth de Wied qu'une fille morte en bas-âge, meurt sans postérité. Il laisse pour successeur son neveu Ferdinand, second fils

de son frère aîné, marié à la princesse Marie d'Angleterre, fille du duc d'Edimbourg (devenu plus tard duc de Saxe-Cobourg-Gotha) et de la grande-duchesse Marie Alexandrovna. Ferdinand Ier, qui est né en 1865, a fait en Roumanie toute sa carrière militaire, depuis le grade de sous-lieutenant jusqu'à celui d'inspecteur général de l'armée. Il ne peut pas ne pas comprendre ce que le pays attend de lui.

LA MOBILISATION DES REPTILES. — LE VENIN DU « TANINE ». — LES AMBASSADES D'ANGLETERRE ET DE FRANCE A CONSTANTINOPLE. — LE POISON ESPAGNOL.

Bordeaux, 12 octobre 1914.

La mobilisation des armées de l'Austro-Allemagne a été précédée par celle de sa presse. Depuis le fameux article où un correspondant de la *Gazette de Cologne* à Pétersbourg — un des membres de l'ambassade d'Allemagne — célébrait la nécessité d'une guerre préventive contre la Russie, les innombrables journaux à la dévotion des Cabinets de Vienne et de Berlin n'ont cessé de préparer l'opinion publique de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie à la guerre. Seulement leur langage d'alors ne s'accorde guère avec celui d'aujourd'hui. Avant l'ouverture des hostilités, ils s'ingéniaient à soutenir que l'Allemagne devait se faire envers et contre tous sa place au soleil, et que l'Autriche-Hongrie devait détruire à tout jamais l'indépendance serbe. Ils traitaient de trouble-paix les pays qui cherchaient tardivement à rattraper une partie de l'avance prise ailleurs pour les armements, ou

qui se préoccupaient de sauvegarder la paix en maintenant le *statu quo*. Si les interprètes de la Wilhelmstrasse et du Ballplatz avaient été logiques, ils seraient restés à ce point de vue au moment de la guerre. Ils auraient revendiqué le droit de l'offensive en vue de la réalisation de leurs ambitions qualifiées de légitimes. Mais leur hypocrisie égale leur audace. Aussitôt la guerre déclarée, ils ont désavoué toute pensée d'agression en essayant de rejeter toute la responsabilité de la conflagration européenne sur la Russie, la France et l'Angleterre. Aujourd'hui ces reptiles, bien dressés à distiller le venin, continuent à empoisonner l'opinion publique des deux hémisphères.

Le monde, il est vrai, se mithridatise petit à petit contre un poison versé méthodiquement depuis des mois. L'Amérique réagit vigoureusement ; elle trouve dans la presse britannique un antidote efficace. L'Italie, l'ancienne partenaire de la Triplice, est écœurée ; elle s'est débarrassée du virus germanique dans des nausées salutaires. La Hollande, qui absorbait volontiers les doses fabriquées à Berlin, reste encore sous leur effet ; mais elle commence à craindre pour ses énergies vitales et songe à se reprendre. La Norvège est agacée, la Suède observe, le Danemark s'inquiète. La Roumanie s'apprête à prendre les empoisonneurs à la gorge. Il reste malheureusement deux pays où le venin germanique poursuit ses ravages.

Le premier est l'empire ottoman. On connaît de reste le succès des intrigues et des séductions allemandes près du gouvernement turc actuel. Le Cabinet présidé nominalement par Saïd-Halim Pacha est un simple jouet entre les mains du baron de Wangenheim, ambassadeur de Guillaume II. Quelques-uns de ses membres affectent

bien des sympathies personnelles pour tel ou tel pays de la Triple-Entente. Mais ils n'adhèrent pas moins, sans réserve, à toutes les propositions présentées par ceux de leurs collègues qui sont les instruments notoires de l'Allemagne. Leurs protestations apparentes d'amitié pour la France ou l'Angleterre ont pour but de leur ménager une ligne de retraite en cas de malheur et de mieux duper ces deux puissances. Une preuve décisive de leur mauvaise foi se trouve dans les appréciations des journaux qu'ils inspirent, notamment dans le *Tanine*, dirigé et rédigé par des hommes qui se prétendaient les meilleurs amis de la France. Le *Tanine* insère scrupuleusement toute la copie que lui fait passer le baron de Wangenheim. Par contre, il s'abstient de publier aucune information de source française ou anglaise, à plus forte raison de source russe. Il imprime que l'Italie restera l'alliée loyale et fidèle de l'Allemagne et de l'Autriche, que l'armée de von Kluck est sur le point d'entrer à Paris, que les Russes sont écrasés, que lord Kitchener est atterré, que les trois puissances alliées, parties en guerre à l'instigation de la Russie, n'ont aucune confiance l'une dans l'autre et qu'elles ont signé la convention de Londres du 5 septembre en raison de leur situation désespérée. Le *Tanine* annonce aussi que les voyageurs étrangers venant en France sont astreints à payer une surtaxe de 50 0/0 sur les billets de chemins de fer, que les Polonais se sont déclarés en faveur de l'Allemagne, que les Allemands ont fait 220.000 prisonniers (13 septembre), qu'on ne sait plus où sont les Français. Voilà les nouvelles que répandent dans tout l'empire les « amis de la France ». On peut juger par là de celles que propagent nos ennemis.

L'ambassade britannique à Constantinople a jugé convenable de communiquer à la presse locale un exposé

rectificatif des origines de la guerre et de la situation respective des puissances. Sans doute ce communiqué n'apprend rien de nouveau aux lecteurs du Livre Bleu et du Livre Orange. Mais les sujets du padischah n'ont point eu l'occasion de lire ces documents diplomatiques que les journaux ottomans se sont gardés de reproduire ou d'analyser. Il était donc fort utile que le représentant officiel d'un État calomnié quotidiennement par les organes habituels du gouvernement fît paraître un exposé que ceux-ci ne pussent s'abstenir de publier.

[*Il n'est pas à notre connaissance que l'ambassade de France à Constantinople ait rien fait de pareil. Nous aimons à penser qu'elle ne néglige point de distribuer l'antidote aux populations intoxiquées par les soins de M. de Wangenheim et de l'agence Wolff. Nos intérêts en Turquie sont assez considérables pour que leurs protecteurs attitrés les défendent par tous les moyens à leur disposition.*

Le second pays qui sert de champ fécond d'opérations aux reptiles germaniques est l'Espagne. Ils pullulent à notre frontière même. Ils joignent le métier d'espions à celui d'empoisonneurs. Ils recourent à tous les stratagèmes, à tous les déguisements. Dans ce pays catholique les sujets de l'empereur protestant qui se pose en émanation de Dieu lui-même excitent le clergé contre la France. Ils s'allient aux carlistes, surtout dans les provinces basques, pour discréditer la République française et Alphonse XIII, son loyal ami. Ils préparent une révolution. Ils fomentent des grèves dans les régions industrielles. Nous ne savons s'ils trouvent des concours dans certains groupes politiques conservateurs où l'on n'a pas perdu l'espoir de renverser M. Dato, coupable de présider un Cabinet conservateur sans l'approbation de M. Maura. Nous savons seulement que dans plu-

sieurs villes, et à Saint-Sébastien même, des prélats expriment du haut de la chaire leurs vœux chaleureux pour la victoire de l'Allemagne et de l'Autriche (1).]

Nous supposons que M. Dato prend les mesures nécessaires afin de prévenir des troubles funestes. En ce qui nous concerne, nous serions impardonnables de ne pas exercer une vigilance toute particulière à notre propre frontière, dans le voisinage du siège du gouvernement. Le poison germanique se distille plus près de nous que beaucoup de personnes ne le pensent.

LE GOUVERNEMENT BELGE AU HAVRE.

Bordeaux, 13 octobre 1914.

Le gouvernement belge vient d'être transféré au Havre. La nouvelle en est donnée par la note suivante, communiquée à la presse ce matin :

« *Le gouvernement belge, pour assurer sa liberté d'action, ayant décidé de se rendre en France, une partie de ses membres, accompagnés d'un certain nombre de fonctionnaires, se sont embarqués ce matin à Ostende pour le Havre, où le gouvernement français a pris toutes les mesures nécessaires pour leur installation.*

» *Les autorités d'Ostende ont eu soin d'assurer l'évacuation de tous les blessés et convalescents.*

» *Le roi Albert est demeuré à la tête de l'armée.* »

D'autre part, nous recevons, au commencement de l'après-midi, la note que voici :

(1) Les passages en italique ont été hachés par la censure.

Le gouvernement belge, ne trouvant plus sur son territoire la liberté nécessaire au plein exercice de son autorité, a demandé l'hospitalité à la France et a manifesté son désir de transporter au Havre sa résidence.

Le gouvernement de la République a aussitôt répondu que, de même qu'il confond dans sa sollicitude l'armée belge avec l'armée française, c'est de tout cœur qu'il recevra au Havre le gouvernement du roi, à qui il assurera, avec la plénitude de ses droits souverains, le complet exercice de l'autorité et des devoirs gouvernementaux.

Le ministre de la marine s'est rendu au Havre pour y recevoir le gouvernement belge qui doit y arriver aujourd'hui.

Cette décision était rendue absolument nécessaire par les circonstances. Ostende se trouvait trop près du théâtre des hostilités pour que le gouvernement belge pût y fonctionner normalement. Ce ne pouvait être qu'une étape. Quoique rien ne fasse actuellement appréhender la prise d'Ostende, cette ville est trop exposée pour devenir le siège des pouvoirs publics. Dès lors qu'Anvers devait être évacué, il ne restait plus au gouvernement belge qu'à se transporter hors du territoire national, sur le sol d'un État ami.

Le réduit d'Anvers une fois forcé, aucune autre ville du royaume ne présentait plus d'abri sûr. Dès lors il était naturel que le gouvernement belge vînt demander l'hospitalité à la France. Il ne pouvait choisir qu'entre elle et l'Angleterre, toutes deux voisines, toutes deux alliées et indissolublement solidaires dans la lutte acharnée contre l'Allemagne. Mais l'Angleterre est séparée de la Belgique par un bras de mer qui, bien qu'étroit, constitue un obstacle très sérieux, et où la navigation en temps de guerre devient scabreuse. Au contraire, la France est contiguë, les relations quotidiennes avec elle

sont ininterrompues et, dans l'état actuel de la guerre, on peut dire que son sol est le prolongement du sol belge. En venant s'installer chez nous, nos amis belges peuvent à juste titre se considérer comme chez eux. Nous ne rechercherons point quels problèmes de droit international sont soulevés par ce transfert. S'il vient à s'en poser, ils seront résolus dans un esprit d'intime collaboration, en dehors de toute discussion théorique. Tout ce que les autorités françaises pourront faire pour faciliter leur tâche si pénible à nos héroïques amis, et pour leur rendre moins amère cette expatriation provisoire, elles le feront de grand cœur, sans autre préoccupation que l'ardent désir commun de libérer le plus tôt possible leur patrie cruellement éprouvée.

D'ailleurs, ce n'est point tout le gouvernement belge qui s'installe au Havre. Le roi Albert tient à rester à la tête de ses troupes. Il conserve près de lui son ministre de la guerre. Il dispute pied à pied à l'ennemi le territoire national. Il espère bien ne pas être obligé de le quitter et même reconquérir bientôt, avec le concours des armées françaises, tout son royaume. Comme au début de cette guerre, il donne toujours l'exemple de l'honneur, du courage, de la loyauté, de la fierté, de la foi inébranlable dans l'avenir. Cette foi est aussi la nôtre. A son arrivée sur le sol français, nous saluons très respectueusement le gouvernement belge et nous adressons au roi Albert l'hommage de notre chaleureuse admiration.

POLITIQUE DE CABINET ET POLITIQUE NATIONALE. — LES FAUX CALCULS DES HABILES.

Bordeaux, 14 octobre 1914.

Plusieurs gouvernements européens ne semblent pas encore se rendre nettement compte des raisons profondes et de l'objet véritable de la guerre actuelle. Ils raisonnent et négocient comme si l'enjeu de la conflagration générale consistait en quelques provinces. Ils s'ingénient à se faire assurer la part de butin la plus grosse possible tout en courant un minimum de risques. Cette méthode, traditionnellement en honneur dans les chancelleries, serait en effet excellente si nous nous trouvions en face d'une guerre de magnificence ou de convoitise comme on en vit tant au XVII[e] et au XVIII[e] siècles. Mais ce n'est point le cas. Il faut être aveugle ou empêtré dans la routine diplomatique pour ne pas constater que l'entreprise austro-allemande a pour objet la domination mondiale. Dans l'alliance des deux empires de l'Europe centrale, c'est naturellement l'Allemagne, plus puissante, plus populeuse et plus envahissante, qui mène le jeu. C'est elle qui profiterait le plus de la victoire. C'est elle dont le poing péserait le plus lourdement sur le globe. Toutefois on ne peut séparer d'elle l'Autriche-Hongrie qui, en liant partie avec elle dans cette combinaison monstrueuse, s'est décidément constituée le champion du germanisme au sud des Alpes. Il s'agit donc maintenant de savoir, non pas si telle ou telle des puissances engagées dans le conflit en sortira plus ou

moins agrandie ou plus ou moins affaiblie, mais si la domination germanique sera ou non imposée au monde.

Cette considération essentielle devrait primer toutes les autres aux yeux des États indépendants restés neutres. En Italie et en Roumanie, par exemple, l'opinion publique, dans son ensemble, l'a compris d'instinct. On y a très bien senti que l'art du gouvernement ne devait pas consister à tergiverser pour attendre le moment de voler au secours de la victoire, et qu'au contraire il fallait dès le premier moment porter toutes ses forces du côté où se trouvaient les grands intérêts nationaux. Plus étaient menacés les belligérants solidaires de ces intérêts, plus il fallait se hâter de se joindre à eux. A quoi servait en effet de se ménager pour s'allier aux vainqueurs si leur triomphe devait fatalement compromettre les intérêts vitaux du pays? De légers avantages territoriaux ou d'amour-propre ne compenseraient nullement le coup porté au grand idéal national, à la raison d'être et d'espérer d'un peuple plein de vie. Or, pour la Roumanie et l'Italie, la prépondérance mondiale germanique équivaudrait à la ruine, non seulement à celle d'ambitions séculaires, mais encore à celle du commerce et de la civilisation. Lentement peut-être, mais sûrement, les infiltrations allemandes parviendraient à noyer l'existence nationale. A en juger par les empiétements des Allemands avant la guerre, on devine ce qu'ils feraient après la victoire. Ils rendraient la vie intolérable aux nations, même amies, qui ne sont pas nées pour l'assujettissement. La *pax germanica* serait la tyrannie la plus odieuse que le monde ait encore vue.

Plus le temps s'écoule, plus ce sentiment prend de force chez les neutres. Dans un récent numéro du *Corriere della Sera*, le correspondant du grand journal mila-

nais à Rome, le député Torre, réfutait vigoureusement la thèse du professeur Fester, de Halle, d'après laquelle la victoire de l'Allemagne profiterait à la puissance de l'Italie. « Non, dit M. Torre qui, en d'autres temps peu éloignés encore, soutenait volontiers la politique triplicienne ; non, la question est continentale et maritime. Or, sur terre, nous devons avoir en vue surtout notre liberté et l'affranchissement des Italiens qui ont besoin d'être sauvés de l'absorption autrichienne. Sur mer, l'hégémonie continentale de l'Allemagne et de l'Autriche aurait de telles conséquences que, même dans le cas où l'Italie acquerrait de ce fait dans la Méditerranée une plus grande liberté maritime vis-à-vis de l'Angleterre et de la France, elle n'en serait pas au total plus libre de ses mouvements en Europe, ni dans le reste du monde. L'Italie deviendrait un appendice diplomatique des deux empires du centre. » Le *Giornale d'Italia*, journal du parti dont M. Salandra, le président actuel du Conseil italien, fut longtemps un des principaux membres avec M. Sonnino, concluait de son côté : « Les règles de la morale sont d'une telle nature qu'elles causent la mort de ceux qui les observent quand les autres ne les observent pas également. Quand il y a un honnête homme au milieu des voleurs et des assassins, ce n'est certainement pas lui qui leur survit. Un gouvernement ne doit pas mériter un prix de vertu, mais un prix d'histoire. » Sous cette apparence machiavélique, le langage du *Giornale d'Italia* est trop modeste. L'honnête homme ne viole aucune règle de la morale quand il aide les victimes d'un voleur ou d'un assassin à ligotter l'agresseur. Bien au contraire, il remplit un devoir social. Le monde et la morale n'en iraient que mieux si, dans la vie politique et privée, les honnêtes gens, au lieu de gémir dans leur

coin, se mettaient à la chasse des cambrioleurs de tout acabit.

Le moment semble donc venu où les gouvernements restés neutres, mais indirectement intéressés dans le conflit européen, doivent s'attacher à mériter un prix d'histoire qui serait en même temps un prix de vertu. Il est permis d'espérer que la Roumanie ne tardera plus à se décider. La proclamation adressée au peuple par le Cabinet Bratiano, le lendemain de la mort de Charles Ier, se termine par ces mots : « Le nouveau souverain continuera l'œuvre de son glorieux oncle en vue de la réalisation des destinées de la race roumaine. » D'autre part, le correspondant du *Secolo* à Bucarest assure que le vieux souverain mourant aurait dit à M. Bratiano : « Je tiens particulièrement à ce que vous sachiez que je ne suis pas adversaire de la réalisation de notre idéal national. » Cette réalisation ne peut s'effectuer qu'au moyen d'une prompte intervention contre les agresseurs de l'Europe, contre les oppresseurs des nationalités. La guerre déchaînée par Guillaume II et François-Joseph Ier est une guerre de race, nationale, féroce. Des bords de la Seine à ceux du Tibre et aux bouches du Danube, le sort de la race et de la civilisation latine est en jeu. Le peuple n'en a pas douté un instant en Italie et en Roumanie. C'est pourquoi, dans ces deux États, un gouvernement mal inspiré n'aurait pu réussir à faire marcher le pays avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. Il reste aux gouvernements à se conformer enfin aux vœux populaires qui s'identifient aujourd'hui avec les intérêts nationaux les plus certains.

REMANIEMENT MINISTÉRIEL EN ITALIE. — M. SALANDRA AUX AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET LE GÉNÉRAL ZUPELLI A LA GUERRE.

Bordeaux, 15 octobre 1914.

Deux modifications de première importance viennent de se produire dans le ministère italien. A la suite de la démission du général Grandi, le portefeuille de la guerre a été confié au général Zupelli. M. Salandra, président du Conseil, vient d'être nommé ministre des affaires étrangères par intérim, en remplacement du marquis de San Giuliano gravement malade.

[*Ce dernier changement résulte d'un événement fortuit et revêt en apparence un caractère temporaire. En réalité, il est définitif, en ce sens que le marquis de San Giuliano ne reviendra plus à la Consulta. La santé de l'honorable ministre est trop ébranlée pour qu'il soit en état de reprendre la direction des affaires étrangères à une époque où cette charge est exceptionnellement lourde en Italie. Il convient aussi de tenir compte du fait que la politique extérieure suivie par M. de San Giuliano est très discutée dans la péninsule et que ce diplomate, qui fut jusqu'à la crise actuelle un partisan très chaud de la Triplice, semble peu propre à présider à une politique d'indépendance envers l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. Encore moins serait-il désigné pour préparer une intervention contre ces deux puissances. Sans doute, depuis le commencement d'août, il a correctement pratiqué la neutralité proclamée par le gouvernement italien. Mais ses relations avec MM. de Beth-*

mann-Hollweg, de Jagow et de Berchtold, avaient été trop intimes pour qu'il pût, avec l'autorité nécessaire, diriger la nouvelle politique commandée par les circonstances. Il était difficile d'oublier qu'il passait pour avoir inspiré une longue campagne de presse, d'une rare violence, contre la Triple-Entente. L'écho des irritantes polémiques des deux dernières années résonne encore dans beaucoup de mémoires (1).]

M. Salandra a résolu le problème difficile du remplacement du titulaire des affaires étrangères en se chargeant lui-même provisoirement de ce département. Cette décision s'explique aisément. Dans les circonstances actuelles, il est naturel que le chef du gouvernement soit en même temps le chef de la diplomatie. Les affaires traitées maintenant à la Consulta sont essentiellement d'ordre politique et national ; elles ne peuvent être traitées qu'en collaboration très étroite avec le président du Conseil. Jusqu'à ce que certaines décisions aient été prises, il est tout indiqué que celui-ci surveille personnellement la marche des affaires. Plus tard, il verra s'il peut sans inconvénient remettre le fardeau supplémentaire qu'il vient d'assumer à un homme d'État capable d'assurer l'unité de vues dans le gouvernement. Aujourd'hui la détermination de M. Salandra paraît d'autant plus justifiée qu'il lui eût été difficile de faire un choix dans le corps diplomatique ou dans le Parlement italien. Les ambassadeurs qu'il aurait pu prier de s'installer à la Consulta ne pouvaient guère être remplacés à leur poste actuel à un moment aussi critique. Quant aux hommes politiques, on ne voit pas bien lequel possède à la fois la compétence et le prestige indispensables. Il y a bien d'anciens présidents du Conseil remplissant cette double

(1) Passage supprimé par la censure dans l'édition de Bordeaux.

condition. Seulement la désignation d'un d'entre eux eût inévitablement provoqué dans le Parlement des mouvements dangereux pour le Cabinet actuel. M. Salandra aura déjà bien assez d'embarras le mois prochain, lors de la réouverture de la Chambre élue sous les auspices de M. Giolitti, pour qu'il ne se soucie pas de s'en créer de nouveaux. En ce qui concerne la France, il suffira de dire que, depuis l'arrivée de M. Salandra au pouvoir, elle a toujours entretenu avec le gouvernement italien des relations d'une parfaite courtoisie et que les campagnes de presse contre nous dans la péninsule ont heureusement cessé. Nous n'avons eu qu'à nous féliciter, sous tous les rapports, du changement de Cabinet survenu cette année et nous espérons avoir de nouveaux sujets de nous réjouir de l'orientation donnée par M. Salandra à la politique italienne.

Le choix du nouveau ministre de la guerre est une autre indication dans le même sens. Le général Grandi s'en est allé parce qu'il se trouvait en désaccord avec l'état-major général sur les réformes militaires. Lors de la constitution du Cabinet actuel, le portefeuille de la guerre avait été tout d'abord offert au général Porro, dont la valeur est incontestée. Après quelques jours passés à étudier à Rome la situation militaire, le général Porro déclara ne pouvoir accepter que s'il recevait l'assurance que certaines réformes seraient accomplies, et surtout si certains crédits, se montant à 600 millions environ, étaient votés pour l'armée. Le chiffre effraya M. Salandra, qui n'avait pas encore acquis l'autorité légitime dont il jouit maintenant et qui se sentait environné de pièges à Montecitorio. Le général Grandi fut nommé parce qu'il se contentait de crédits de moitié moindres. L'événement prouva que la prudence financière ne con-

cordait pas toujours avec la prudence politique. Le général Grandi fut fort en peine, lorsqu'éclata la guerre européenne, de mettre l'armée italienne sur un pied correspondant aux exigences de la situation extérieure. Des dissentiments avec l'état-major général se firent jour et s'accentuèrent avec le temps. Le général Grandi s'aperçut que les lacunes à combler étaient plus vastes qu'il n'avait cru. Il dut reconnaître qu'il s'était trompé dans ses évaluations. Il est donc parti.

Son successeur, le général Zupelli, était le plus intime collaborateur du général Cadorna, chef de l'état-major. Il est né à Capo d'Istria et passe en Autriche pour irrédentiste. Sa nomination est accueillie à Vienne avec inquiétude et mauvaise humeur. Quoi qu'on pense de ses opinions, sa mission est de renforcer l'armée par tous les moyens capables de la mettre en état de jouer un rôle dans la crise actuelle. Déjà un décret vient de régulariser des dépenses militaires de 181 millions effectuées hors budget depuis le 1er août dernier et d'augmenter le budget de la guerre de 160 autres millions. Le décret déclare que ces dépenses sont nécessaires « en vue des événements internationaux ». Cela dispense de tout autre commentaire.

MORT DU MARQUIS DE SAN GIULIANO. — LA FIN DE LA TRIPLICE.

Bordeaux, 17 octobre 1914.

Le marquis de San Giuliano est mort hier. La maladie dont il souffrait depuis plusieurs semaines avait pris, ces

derniers jours, un caractère inquiétant et ne laissait plus d'espoir de rétablissement. M. Salandra avait dû se charger de l'intérim du ministère des affaires étrangères. Comme nous le disions avant-hier en annonçant le remaniement du Cabinet de Rome, le président du Conseil voudra probablement conserver pendant quelque temps la direction personnelle de la diplomatie italienne.

La mort du marquis de San Giuliano coïncide avec la fin d'une politique. Depuis son alliance avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, l'Italie avait oscillé entre divers courants européens. Son attachement à la Triplice n'en faisait pas forcément l'adversaire des puissances affiliées à un autre groupe. En principe, il était seulement destiné à prémunir l'Italie contre une agression. L'art de l'Allemagne fut de répandre dans la péninsule l'idée que cette agression viendrait de la France alors que, de toute évidence, elle ne pouvait venir que de l'Autriche. Durant le long consulat Crispi, cette idée fit malheureusement beaucoup de ravages. Crispi était plus triplicien que Bismarck lui-même. Il voulait la guerre à une époque où le chancelier de fer préférait la consolidation de son œuvre et se contentait de semer la discorde entre les puissances dont l'union aurait porté ombrage à l'Allemagne. Très vaniteux et ambitieux, Crispi ne se doutait pas qu'il était un jouet entre les mains de Bismarck. Mais il avait en Italie même des adversaires acharnés aussi patriotes et plus perspicaces qui redoutaient pour leur pays les conséquences d'une mégalomanie brouillonne. On sait que le désastre d'Adoua fit sombrer la fortune de Crispi. Les relations de l'Italie avec la France, un instant très compromises, reprirent alors un cours normal. Depuis, malgré certaines divergences de vues et quelques incidents, malgré les renou-

vellements successifs de la Triple-Alliance, ces rapports sont restés courtois, cordiaux, souvent amicaux. Sauf dans quelques milieux particulièrement accessibles aux inspirations de Vienne et de Berlin, la diplomatie romaine était d'accord avec l'opinion publique nationale pour reconnaître que l'affiliation de l'Italie à la Triplice n'avait qu'une seule raison d'être : l'Italie ne pouvait être que l'alliée ou l'ennemie de l'Autriche-Hongrie ; elle ne pouvait pas rester neutre ou isolée en face de son ennemie séculaire, de sa rivale naturelle.

Le marquis de San Giuliano ignorait moins que personne cet axiome. Personnellement, rien ne le portait plutôt vers l'alliance austro-allemande. Au contraire, après un long voyage d'études sur les côtes orientales de l'Adriatique méridionale, il avait publié une série de lettres remarquées sur l'Albanie, où il se posait en adversaire de l'influence autrichienne. Il avait commencé sa carrière diplomatique comme ambassadeur à Londres, et même il avait été pendant quelque temps ambassadeur à Paris. Il était donc préparé à envisager sous tous leurs aspects les grandes questions extérieures. D'ailleurs, en bon Italien, il considérait exclusivement l'intérêt national et les moyens de le servir le plus efficacement. Si, au cours de ces deux dernières années, il pratiqua la Triple-Alliance avec une ferveur qui nous parut excessive, c'est sans doute qu'il crut que la balance des forces européennes penchait de ce côté. D'autre part, il fut l'objet d'attentions toutes spéciales de l'empereur Guillaume II, qui le fit chevalier de l'Aigle noir. Enfin, à la faveur d'un incident aujourd'hui oublié, les reptiles allemands prodiguèrent leur venin dans toute la péninsule. Mais les conditions dans lesquelles la guerre européenne éclata

cet été ne permettaient d'hésiter sérieusement à aucun homme d'État italien, quel qu'il fût.

Le traité de la Triple-Alliance n'obligeait l'Italie à se ranger du côté de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie que si ces deux puissances étaient attaquées. Or, en fait et en droit, il était certain que l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie avaient provoqué et déclaré la guerre. Il était incontestable que la France n'avait pas fourni le moindre prétexte à conflit. Non consultée par ses alliées, encore moins associée à leurs négociations, l'Italie n'était point tenue de prendre parti pour elles contre des États odieusement attaqués. D'autre part, la balance des forces ne penchait plus à ce moment du côté de l'Austro-Allemagne. L'Angleterre avait jeté le poids de toutes ses forces de terre et de mer sur le plateau de la Triple-Entente et l'écrasante supériorité de sa marine donnait à réfléchir à une puissance péninsulaire. De plus, un mouvement populaire très vif soulevait l'opinion publique italienne, sinon les classes supérieures, contre la politique monstrueuse des deux empires du centre, ennemis traditionnels des nationalités non germaniques. Enfin il était évident que l'Italie avait plus à gagner à la défaite des agresseurs qu'à leur victoire. Aucun avantage extra-européen n'eût compensé pour nos voisins la suprématie de l'Autriche victorieuse dans l'Adriatique.

Ces considérations ne purent pas ne pas frapper le marquis de San Giuliano à l'heure critique où MM. de Bethmann-Hollweg et de Berchtold l'invitèrent à se joindre à eux. Il est inutile de rechercher aujourd'hui si, laissé à lui-même, il eût cédé à ces instances très pressantes et si ses sympathies le portaient plutôt d'un côté que de l'autre. Il convient seulement de constater le fait que le gouvernement dont il était un membre éminent

se décida spontanément, dès l'origine du conflit, pour la neutralité. Si le Cabinet de Rome n'alla pas tout de suite plus loin, M. de San Giuliano y fut-il pour quelque chose ? Il serait également vain d'éclaircir ce point. Mais on peut supposer que ses combats intérieurs pendant ces trois mois de crise intense compromirent gravement sa santé et hatèrent la fin du ministre des affaires étrangères qui vient de disparaître. Le marquis de San Giuliano meurt en témoin troublé d'événements qu'il n'avait pas prévus.

LA POLITIQUE ROUMAINE. — L'ÉGOÏSME SACRÉ EN ITALIE.

Bordeaux, 20 octobre 1914.

La situation générale diplomatique ne s'est pas sensiblement modifiée durant les dernières semaines. La mort du roi Charles Ier n'a pas encore été suivie des effets qu'on pouvait attendre de la disparition d'un souverain très attaché au germanisme. Le grand Conseil de la couronne présidé par le roi Ferdinand, après les obsèques de son oncle, n'a pris aucune décision nouvelle. Il a exprimé l'avis qu'il n'y avait pas lieu de modifier l'attitude prise par la Roumanie dans le conflit européen. Mais il a décidé qu'un Cabinet constitué sur de plus larges bases serait éventuellement formé, c'est-à-dire que l'entrée des principaux chefs de parti dans le Cabinet Bratiano remanié est d'ores et déjà probable. Ce remaniement concorderait vraisemblablement avec une politique extérieure plus active. Dans le même ordre d'idées, il semble que le gouvernement roumain applique plus strictement les règles de la neutralité et rende plus diffi-

cile l'exportation des céréales et du pétrole en Autriche-Hongrie, et par suite en Allemagne. Il a même saisi et persisté à garder, malgré les protestations de l'Allemagne, un convoi de cent cinquante wagons chargés de matériel de guerre allemand à destination de Constantinople. Par contre, il vient de renvoyer provisoirement dans leurs foyers, afin de faciliter les travaux agricoles urgents, les réservistes ayant accompli une période d'instruction de trente jours. Cette mesure indique qu'aucune action militaire n'est projetée pour un temps prochain, quoique l'enthousiasme général de l'armée pour l'intervention n'ait nullement diminué. La diplomatie austro-allemande, allemande surtout, s'emploie très énergiquement pour détourner la Roumanie de toute participation aux hostilités. Il serait curieux de savoir ce que le Cabinet de Berlin peut bien promettre à celui de Bucarest comme compensation. On ne serait pas étonné que Guillaume II eût vendu la peau de l'ours hongrois, c'est-à-dire quelque dépouille de son excellent allié François-Joseph.

La même manœuvre a sans doute été tentée à Rome. Les gens de Berlin disposent facilement du bien d'autrui, même de celui de leurs amis. La cession du Trentin ne leur coûterait rien. Mais *quid* de Trieste ? Aucun Italien ne croira jamais que l'Allemagne promette de bonne foi d'abandonner l'*emporium* germanique qu'est actuellement Trieste. En recevant les fonctionnaires de la Consulta, après avoir fait du marquis de San Giuliano un éloge de circonstance, M. Salandra a défini ainsi la politique italienne : « Pour poursuivre cette politique, il faut une inébranlable fermeté d'esprit, une vision sereine des intérêts du pays, une maturité de réflexion qui n'exclut pas, au besoin, la promptitude de l'action. Il faut de la hardiesse, non de mots mais d'action. Il faut un esprit

libre de toute préoccupation, de tout préjugé, de tout sentiment qui ne soit pas celui du dévouement exclusif et illimité à notre partie et un égoïsme sacré pour l'Italie.» Cet égoïsme sacré est, en effet, une règle invariable dont le gouvernement italien ne s'est jamais départi. C'est lui précisément qui pousse en ce moment tous les partis de la péninsule, à la seule exception des cléricaux et des socialistes unifiés, à préconiser une action vigoureuse. La direction centrale du parti radical organise une propagande en vue de préparer le pays à cette éventualité.

En Hollande, en Suède, en Norvège, la surveillance de la neutralité s'exerce de plus en plus rigoureusement. En Hollande, où plusieurs dizaines de mille Belges sont réfugiés, les sympathies se tournent visiblement du côté des Belges. Aux États-Unis, malgré la campagne commune des reptiles, des diplomates et des savants allemands, l'opinion publique se prononce franchement en faveur des alliés. Nous pouvons donc continuer les opérations de guerre avec la certitude de n'avoir rien à redouter d'aucune puissance neutre — si ce n'est de la Turquie, qui doit à l'Angleterre et à nous de continuer de vivre.

LA BELGIQUE ET LES ROUERIES ALLEMANDES. — LES RÉVÉLATIONS DE LA « GAZETTE DE L'ALLEMAGNE DU NORD. » — RÉFUTATION BELGE. — LA CRISE D'AOUT.

Paris, 24 octobre 1914.

La *Gazette de l'Allemagne du Nord* tient à jouer son rôle dans la campagne des reptiles. Fidèle à de vieilles

traditions et toujours inspirée par les imitateurs du chancelier de fer, elle vient d'essayer de refaire le coup de Bismarck au commencement de la guerre de 1870. Afin d'aliéner définitivement à la France les sympathies des neutres, de l'Angleterre surtout, Bismarck produisit alors un brouillon de projet d'annexion de la Belgique par la France que le comte Benedetti, ambassadeur de Napoléon III à Berlin, avait eu l'imprudence d'écrire de sa propre main, après la guerre austro-prussienne, à la suite de conversations avec le ministre prussien. Bismarck réussit ainsi pendant quelque temps à faire prendre aux yeux des gouvernements étrangers les suggestions perfides émanant de lui-même pour des propositions françaises. Aujourd'hui le docteur de Bethmann-Hollweg croit devoir recourir à une divulgation analogue.

D'après la *Gazette de l'Allemagne du Nord*, la chancellerie allemande aurait trouvé dans les archives de la guerre à Bruxelles une carte et un mémoire qui prouveraient qu'au mois d'avril 1906 le chef de l'état-major britannique, sur l'initiative de l'attaché militaire anglais et avec l'approbation du général Grierson, avait élaboré un plan de coopération des forces expéditionnaires britanniques et de l'armée belge contre l'Allemagne dans l'éventualité d'une guerre franco-allemande. Cet accord, dit la *Gazette*, aurait été vraisemblablement précédé d'un arrangement semblable conclu avec l'état-major français. Le chef des reptiles reproduit encore des passages d'un rapport de décembre 1911 du baron Greindl, ministre de Belgique à Berlin, d'où il résulterait que l'état-major belge avait préparé un autre plan relatif aux mesures à prendre en cas de violation de la neutralité belge par l'Allemagne. La *Gazette de l'Allemagne du Nord* conclut de ces fragments soigneusement triés que l'Angleterre poussait la

Belgique à la guerre et envisageait la violation de la neutralité hollandaise.

On ne sait quel effet cette fable, dont on ne laissera publier en Allemagne aucune réfutation, produira sur le public allemand. Mais, chez les neutres, elle fera simplement hausser les épaules. Nul n'ignore qu'en 1906, au moment de la conférence d'Algésiras, et en 1911, lors de la crise d'Agadir, l'éventualité d'une guerre franco-allemande préoccupait tous les gouvernements étrangers, spécialement l'Angleterre, liée avec nous par un accord marocain. Il eût été d'une suprême imprudence de la part des autorités britanniques de ne pas envisager l'hypothèse d'une violation de la neutralité belge et les moyens d'y faire face. Il était également naturel qu'il étudiât plutôt les conséquences de cette violation par l'Allemagne. En effet, il avait les plus fortes raisons d'être entièrement rassuré sur les intentions de la France à cet égard, tandis qu'il en avait d'aussi fortes de se méfier des intentions de l'état-major allemand. En 1911 cette méfiance s'était encore accrue du fait que M. de Bethmann-Hollweg, informé par le gouvernement belge de l'utilité d'une déclaration officielle au Parlement allemand sur le respect de la neutralité du royaume, avait répondu « que l'Allemagne n'avait pas l'intention de violer cette neutralité, mais qu'il estimait qu'en faisant publiquement une déclaration, l'Allemagne affaiblirait sa situation militaire vis-à-vis de la France qui, rassurée du côté du Nord, porterait toutes ses forces du côté de l'Est. » (Livre Gris, pièce nº 12). D'une façon générale, la Belgique et les puissances garantes de sa neutralité étaient donc parfaitement en droit de préparer des plans du genre de ceux dont le docteur de Bethmann-Hollweg s'empresse de signaler l'existence. Les événements d'août 1914

prouvent qu'elles n'avaient pas suffisamment usé de ce droit, que ni la Belgique, ni l'Angleterre, ni la France n'avaient pris assez de précautions en vue de se prémunir contre une félonie de l'Allemagne.

La légation de Belgique à Bordeaux a pris la peine de publier une note justificative dont voici les principaux passages :

Il était tout indiqué que le colonel Bernardiston, agent militaire à Bruxelles d'une puissance garante de la neutralité belge ait, au moment de la crise d'Algésiras, interrogé le chef d'état-major belge sur les mesures qu'il avait prises pour empêcher toute violation de cette neutralité. Le chef d'état-major, à cette époque le lieutenant-général Ducarne, a répondu que la Belgique était en mesure de repousser une incursion, d'où qu'elle vînt.

L'entretien a-t-il dépassé ces limites, et le colonel Bernardiston a-t-il, dans un entretien d'un caractère privé et confidentiel, dévoilé au général Ducarne le plan de campagne qu'aurait désiré suivre l'état-major britannique pour le cas où cette neutralité serait violée ? Nous en doutons, mais ce que nous pouvons affirmer solennellement, et on ne pourra pas démontrer le contraire, c'est que jamais le roi ni le gouvernement n'ont été invités, soit directement, soit indirectement, à se joindre à la Triple-Entente, en cas de guerre franco-allemande. Par leurs paroles, par leurs actes, ils ont toujours montré une attitude si catégorique que toute supposition de les voir sortir de la plus stricte neutralité a été écartée *a priori*.

Quant à la dépêche du baron Greindl du 23 septembre 1911, elle a trait à un projet de défense du Luxembourg dû à l'initiative personnelle du chef de la première division du ministère de la guerre et ce projet envisageait surtout une attaque allemande.

Au début des hostilités, le gouvernement impérial, par la bouche du chancelier et du secrétaire général aux affaires étrangères, n'a pas cherché de vains prétextes à l'agression dont la Belgique a été victime ; il l'a justifiée par l'intérêt militaire.

Depuis, devant la réprobation universelle que soulève cet acte odieux, il cherche à donner le change à l'opinion en représentant la Belgique comme inféodée, dès avant la guerre, à la Triple-Entente : ces intrigues ne tromperont personne et tourneront à la honte de l'Allemagne.

L'histoire marquera que cette puissance, après s'être engagée par traité à défendre la neutralité de la Belgique, a pris l'initiative de la violer, sans même pouvoir trouver un prétexte pour se justifier.

Tous les esprits impartiaux s'associeront à ces conclusions. D'ailleurs ils avaient déjà trouvé dans le Livre Gris

récemment publié, et dont nous avons donné une analyse, les preuves les plus éclatantes de la bonne foi belge et, l'on pourrait dire aussi, de la persistance de certaines illusions sur la loyauté allemande. Par exemple (pièce nº 2), M. Davignon, le ministre des affaires étrangères du Cabinet Broqueville, découvre immédiatement le péril que fait courir à la paix générale la remise de l'ultimatum autrichien à Belgrade le 23 juillet et, le 24 juillet, le jour même où le ministre de Belgique à Vienne lui communique le texte de cet ultimatum, il envoie à ses agents à l'étranger une circulaire leur prescrivant de façon précise les démarches à faire « si l'éventualité d'une guerre franco-allemande devenait plus menaçante ». M. Davignon voyait juste, à l'heure où l'on prétendait dans certains cercles politiques parisiens que le gouvernement allemand était étranger à l'ultimatum du comte Berchtold et que Guillaume II restait le plus ferme pilier de la paix européenne. Cette prévoyance allait jusqu'à la préparation de la mobilisation. Malheureusement elle s'arrêtait là. Dans son désir de ne donner prise à personne, de n'éveiller les susceptibilités de personne, le gouvernement belge prenait le plus grand soin d'écarter jusqu'à l'apparence d'un commencement d'action concertée avec une ou plusieurs puissances garantes. Le 31 juillet M. Davignon affirmait encore à notre représentant, M. Klobukowski, « qu'il avait tout lieu de croire que l'attitude du gouvernement allemand sera identique à celle du gouvernement de la République française ». Dans la journée du 2 août, il nourrissait encore cet espoir, et le soir même de ce jour, à sept heures, il recevait de M. de Below-Saleske la sommation d'avoir à laisser passer les troupes allemandes par le territoire belge. Même alors il ne faisait point appel aux puissances garantes. Dans une circulaire du 3 août

il informe ses agents au dehors qu'il a remercié M. Klobukowski de l'appui que le gouvernement français voulait bien lui offrir éventuellement, et il ajoutait : « Je lui ai dit que le gouvernement du roi ne faisait pas appel, pour l'instant, à la garantie des puissances et se réservait d'apprécier ultérieurement ce qu'il y aura lieu de faire. » C'est seulement le lendemain 4 août, après réception d'une lettre de M. de Below, datée de six heures du matin, notifiant que le gouvernement impérial allait user de la force des armes — lettre coïncidant avec l'entrée des troupes allemandes à Gemmenich — que le gouvernement belge fit enfin appel à l'intervention armée des puissances garantes.

Cette extrême réserve fait le plus grand honneur à la loyauté belge. Mais peut-être a-t-elle compromis la défense nationale. L'Angleterre aussi pourrait être accusée de scrupules déplacés plutôt que de machiavélisme. Le ministre britannique à Bruxelles n'est-il pas allé jusqu'à manifester devant M. Davignon, le 31 juillet, une certaine surprise de la rapidité avec laquelle le Cabinet Broqueville avait décidé la mobilisation de l'armée ? Non, aucun des alliés jetés malgré eux dans une guerre féroce n'a commis la moindre incorrection. S'ils ont péché, c'est par excès de confiance dans les nations de proie.

L'ALLEMAGNE ET LE DROIT DES GENS. — LECTURE DE M. LOUIS RENAULT. — LES ILLUSIONS DES THÉORICIENS.

Paris, 27 octobre 1914.

M. Louis Renault, dont l'autorité en matière de droit international est universellement reconnue, a fait hier,

à la séance publique annuelle des cinq Académies, une lecture sur « La guerre et le droit des gens au XXe siècle ». L'éminent jurisconsulte n'a dressé aucun réquisitoire, ni porté aucun jugement. Il s'est borné à exposer les principales règles du droit des gens en temps de guerre, telles qu'elles résultaient des traités au moment où la guerre actuelle a éclaté. Mais cet exposé est saisissant. En le lisant, on constate à chaque phrase, sans que l'auteur ait besoin de le dire, que chacune des règles énumérées est tenue pour nulle et non avenue par les armées allemandes pendant la guerre actuelle. Pourtant ces règles étaient incorporées dans les traités et conventions signés par l'Allemagne après des discussions très approfondies auxquelles prirent part ses représentants civils et militaires. La règle fondamentale était posée dans l'article 22 de la convention de la Haye de 1899 revisée en 1907 : « Les belligérants n'ont pas un droit illimité quant au choix des moyens de nuire à l'ennemi. » Par principe et par ordre, et non point par hasard ou par entraînement, les armées austro-allemandes ont au contraire employé contre l'ennemi tous les moyens de nature à lui nuire, sans aucune exception. Leurs chefs ne se croient liés par aucun engagement. Ils recourent sans hésitation à tous les procédés de destruction et d'intimidation, sans se préoccuper d'autre chose que de l'affaiblissement des forces de l'ennemi. C'est la doctrine de la Prusse, devenue celle de l'Allemagne : la force prime le droit, et la fin justifie les moyens.

Les personnes qui connaissaient la Prusse d'autrefois et l'Allemagne d'aujourd'hui n'ont jamais douté qu'en cas de guerre les enseignements de Frédéric II seraient suivis par ses successeurs, de préférence aux prescriptions des conventions de la Haye. Il était excellent d'élaborer

ces lois humanitaires, mais il était insensé de compter sur leur observation. A ce point de vue, comme à celui de la préparation de la défense nationale, la propagande des pacifistes a produit des résultats funestes. Il est aussi déplorable que des hommes d'État tels que M. Beernaerts, l'illustre ministre belge, aient formulé publiquement une affirmation comme celle-ci : « Quant à la Belgique, sa situation est spéciale. Elle est neutre et cette neutralité est garantie par les grandes puissances, et notamment, par nos puissants voisins. Nous ne pouvons *donc* pas être envahis. » Les juristes et les idéologues ne sont guère aptes à gouverner un État au XXe siècle. Ils se meuvent hors de la réalité. Les uns s'en rapportent aux sanctions judiciaires, les autres à la conscience humaine. Mais les tribunaux, même internationaux, ne suppriment ni les passions, ni les appétits, aussi vieux que le monde et destinés à vivre aussi longtemps que lui. La loi est une faible protection sans le gendarme qui en assure le respect.

Ces réflexions ne sont point des récriminations. Ce sont surtout des indications pour l'avenir. Beaucoup de Français distingués tombent en ce moment, inconsciemment sans doute, dans des illusions analogues à celles des pacifistes d'avant la guerre. En étudiant — prématurément, du reste — les conditions de paix que les alliés victorieux devront imposer à l'Allemagne vaincue, en vue de prémunir le monde civilisé contre un nouvel attentat, ils s'inspirent d'idées fondées sur la vertu illimitée des traités. Ils semblent croire qu'en inscrivant telle ou telle clause sur un papier revêtu de sceaux et de cachets, on aura fait tout son devoir. Ils imaginent des combinaisons politiques artificielles ne correspondant qu'aux désirs de leurs auteurs. Ils prétendent ramener l'Europe à un

ou deux siècles en arrière. C'est pure folie. Ces châteaux de cartes s'écrouleraient à la première bourrasque. Des fautes irréparables ont été commises autrefois. On les aggraverait en se comportant comme si elles n'avaient point produit certaines conséquences échappant à toute volonté. Par exemple, l'Allemagne unifiée existe ; rien ne détruira plus l'idée de cette unité dans les cerveaux allemands. S'ingénier à diviser ce pays en compartiments est une opération puérile. Les cloisons des compartiments ne tiendraient pas plus que des toiles d'araignée. Referait-on périodiquement la guerre pour les rétablir ?

De la guerre terrible où nous sommes il faut au moins tirer quelques enseignements pratiques. Avant de disserter sur les conditions de paix, il faut vaincre, et vaincre assez pour être à même d'imposer ses conditions. Ensuite, et suivant l'état général où se trouvera l'Europe au moment de la victoire définitive, il conviendra de prendre les mesures matérielles, effectives, durables, propres à la fois à satisfaire la conscience du monde civilisé, à indemniser les victimes, à récompenser les vainqueurs et à mettre les vaincus dans l'impossibilité de nuire à nouveau. A cet effet les « papiers » seront insuffisants. Il s'agira non pas de refaire une ancienne Europe d'après le modèle d'il y a un ou deux siècles, mais d'en créer une nouvelle adaptée aux nécessités modernes.

LES BARBARES. — LES FANFARONNADES DU GÉNÉRAL DE DISFURTH. — LE DÉMÉNAGEMENT DES PAYS OCCUPÉS.

Paris, 28 octobre 1914.

L'Allemagne se sent touchée à mort dans sa réputation de nation civilisée par la publication dans le monde entier des horreurs de ses troupes. Un succès foudroyant eût seul pu incliner à l'indulgence l'opinion publique dans les pays neutres, car la force triomphante trouve facilement des apologistes dans tous les milieux. Avec un peu d'habileté le vainqueur sait imposer la justification de ses procédés en même temps que ses conditions de paix. Mais, à la grande déception de l'état-major de Berlin, l'offensive foudroyante a fait faillite. A l'est et à l'ouest les armées allemandes sont réduites à la défensive sur la plus grande partie du front. Guillaume II se transporte vainement aux quatre points cardinaux, à la recherche d'une entrée triomphale. Il a manqué successivement son entrée à Paris, à Nancy et à Varsovie. Cela donne aux pays neutres le temps de s'informer, de réfléchir et d'apprécier. D'où fureur des Allemands qui prétendaient posséder le monopole de la *Kultur* et traitaient les autres peuples de primitifs ou de dégénérés. D'où les manifestes de leurs intellectuels et de leurs universitaires. Le gouvernement allemand, de son côté, a cru devoir adresser au gouvernement français et à ceux des puissances neutres une protestation sur de prétendues violations de la convention de Genève par les troupes françaises. Il a ramassé péniblement quelques faits non contrôlés qu'il

interprète comme des infractions au droit international, et il présente à l'Europe ce maigre butin. Cela fera piètre figure à côté du dossier formidable constitué contre les troupes allemandes par le gouvernement français.

Mais tous les documents sont bien peu de chose en présence du spectacle offert au monde par les actes de barbarie et de férocité dont chacun peut constater les effets de ses propres yeux. La récente destruction du beffroi d'Arras est plus probante que les procès-verbaux relatifs aux attaques de « francs-tireurs ». D'ailleurs, beaucoup d'Allemands ne prennent point la peine de justifier leurs violations du droit des gens. Ils déclarant que le droit des gens ne compte pas et se rient d'être qualifiés de barbares. Ainsi, le général de Disfurth écrit ceci dans le *Tag* :

Il est au-dessous de notre dignité de défendre nos troupes contre les accusations injustes de *l'intérieur* et de l'extérieur. Nos troupes et nous-mêmes, nous ne devons d'explications à personne, nous n'avons rien à justifier, rien à excuser. Tout ce que feront nos soldats pour faire du mal à l'ennemi, pour attacher la victoire à leurs drapeaux, tout cela sera bien fait et tout est justifié d'avance, du moins devons-nous le considérer comme tel. Nous n'avons pas du tout à nous occuper de l'opinion des autres pays, *même neutres. Et si tous les monuments, tous les chefs-d'œuvre d'architecture* qui sont placés entre nos canons et ceux de l'ennemi *allaient au diable*, cela nous serait parfaitement égal ; nous les pleurerons peut-être en des temps plus calmes, mais en ce moment il n'y a pas un mot à perdre là-dessus. Mars est le maître de l'heure et non Apollon. *Le plus modeste tertre qui s'élève au-dessus du corps d'un de nos guerriers est plus vénérable que toutes les cathédrales, tous les trésors d'art du monde.* On nous traite de barbares, qu'importe. Nous en rions. Nous pourrons tout au plus nous demander si nous n'avons pas lieu de mériter ce titre...

Que l'on nous épargne enfin et définitivement ce bavardage oiseux, que l'on ne nous parle plus de la cathédrale de Reims et de toutes les églises, de tous les palais qui partageront son sort. Nous ne voulons plus rien entendre. Que de Reims nous vienne la nouvelle d'une deuxième et victorieuse entrée de nos troupes ! Tout le reste nous est égal !

Ce langage est plus franc. Il correspond bien à ce que

nous savions avant la guerre, et des organes moins répandus que le *Tag* le tiennent aussi. Sans être devin, on peut assurer que c'est celui des neuf dixièmes des Allemands dans leurs conversations quotidiennes.

Pratiquement, l'application de ces théories va beaucoup plus loin. Les lois civiles ne sont pas mieux respectées que les lois internationales. Les troupes allemandes, officiers et soldats, volent tout ce qu'elles peuvent. Elles déménagent les maisons occupées, se partagent le butin et chacun emballe sa part pour l'envoyer à sa famille. Après la marche sur Paris, des officiers disaient que l'empereur avait promis un million à tous ceux d'entre eux qui entreraient dans la Babylone moderne. Le pillage de Paris ! quel stimulant pour les fils des signataires de la protestation des intellectuels et des universitaires ! Les champions de la « culture mondiale », les plus aristocrates comme les autres, se plaisent à souiller abominablement toutes les habitations où ils passent. Ils pillent les gardes-robes. Les plus jeunes de ces guerriers prennent les chemises de femmes et s'en parent. Telle est l'Allemagne d'aujourd'hui, celle qui aspire à la domination universelle. Elle est jugée.

LA HOLLANDE ET L'IMPÉRIALISME ALLEMAND. — DÉCLARATIONS DE M. ZIMMERMANN.

Paris, 29 octobre 1914.

Malgré toutes ses déceptions militaires et diplomatiques, le gouvernement allemand ne semble abandonner aucune de ses ambitions. L'esprit de domination continue

de l'inspirer. Au moment où les armées de Guillaume II sont partout repoussées, le sous-secrétaire d'État à l'Office impérial des affaires étrangères, M. Zimmermann, annonce l'intention d'absorber économiquement la Hollande. Dans un entretien avec un rédacteur du journal *Het Volk*, télégraphie-t-on d'Amsterdam au *Times*, M. Zimmermann a déclaré ce qui suit :

Le gouvernement allemand connaît les Hollandais. Il sait qu'ils sont aussi indépendants et aussi énergiques que mes compatriotes de la Prusse orientale. Comment procéderons-nous envers eux? Pas un homme sérieux parmi nous ne songerait à faire violence aux Hollandais pour annexer leur pays à l empire allemand.

Quoi qu'ait pu dire ou écrire à ce sujet une personnalité privée quelconque, il y a la plus entière unanimité dans le gouvernement allemand au sujet de la plus complète reconnaissance de l'indépendance et de l'intégrité de la Hollande. Cela je puis vous l'affirmer personnellement et aussi *officiellement*.

Je parle ici de l'indépendance politique qui naturellement vous intéresse au premier chef. En ce qui concerne les relations économiques après la guerre, rien ne peut être dit actuellement. J'imagine que la guerre amènera un rapprochement économique, qui se développera entre divers États, et que la Holande elle-même pensera que son intérêt sera de s'y associer. Mais,même dans ce cas, tout ce qui sera fait se fera d'une manière amicale.

On admirera la distinction faite entre l'indépendance politique et les relations économiques. M. Zimmermann affirme solennellement que l'Allemagne respectera l'indépendance politique de la Hollande. De même, au commencement du mois d'août, Guillaume II proclamait sa volonté de respecter l'intégrité de la Belgique, tout en faisant envahir son territoire, détruire ses villes et fusiller ses habitants. Le même sort serait vraisemblablement réservé aux Pays-Bas, si le succès des combinaisons militaires de l'état-major de Berlin devait en dépendre. Mais, pour ce qui est de l'indépendance économique, M. Zimmermann ne veut même pas s'engager verbalement. Il

prévoit déjà « un rapprochement économique » avec la Hollande, il invite les Hollandais à consentir de bonne grâce à une association qui serait un suicide. Soyez persuadé, dit-il, que nous agirons avec vous en amis. En bon allemand, cela veut dire : « Si vous ne vous laissez pas gentiment englober dans une union douanière qui fera du royaume des Pays-Bas un simple membre de la Confédération germanique, on se passera de votre consentement. Féfléchissez à ce qui se passe en Belgique ».

[*Les Hollandais doivent en effet réfléchir. Il est à supposer qu'ils se préparent à donner, le moment venu, une réponse conforme à leurs traditions*] (1).

LE PROCÈS DES ASSASSINS DE L'ARCHIDUC FRANÇOIS-FERDINAND A SERAJÉVO.

Paris, 30 octobre 1914.

La Cour de Serajévo chargée de juger les assassins de l'archiduc François-Ferdinand et de sa femme a rendu son arrêt mercredi. Au milieu de la tourmente européenne, le drame du 28 juin dernier, origine et cause apparente de la conflagration générale, était presque tombé dans l'oubli. Le public se rendait vaguement compte que, d'accord avec l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie avait saisi là un prétexte pour réaliser un grand dessein longuement médité. De plus, de nombreux documents parus depuis et des constatations matérielles

(1) Passage supprimé par la censure.

avaient prouvé que, bien avant l'assassinat de l'héritier de l'empereur François-Joseph, les gouvernements de Vienne et de Berlin avaient pris les dispositions militaires les plus minutieuses en vue d'une guerre au cours de l'été 1914. Du reste, les informations sur les choses de Bosnie étant extrêmement rares, on ignorait complètement ce qui se passait à la Cour de Serajévo.

D'après les dépêches de Vienne parvenues à Rome et à Amsterdam, la Cour de Serajévo a condamné cinq des accusés à la mort par pendaison, un aux travaux forcés à perpétuité, trois à vingt ans de travaux forcés, un à seize ans, un à treize ans, deux à dix ans, un à sept ans et deux à trois ans. Les autres accusés ont été acquittés. Comme nous ne connaissons ni le nom de la plupart des accusés, ni l'acte d'accusation, ni les incidents des débats, il est difficile d'apprécier l'arrêt. Toutefois, on remarque avec un certain étonnement que ni Princip, l'assassin dont les balles tuèrent presque sur le coup l'archiduc et sa femme, ni Cabrinovitch, l'homme qui, quelques dizaines de minutes auparavant, jeta sur la voiture de l'archiduc une bombe qui ne l'atteignit pas, ne sont compris parmi les condamnés à mort ; l'un et l'autre sont seulement punis de vingt ans de travaux forcés. Les condamnés à mort sont de prétendus complices ou instigateurs. Voilà qui jette un jour singulier sur la justice austro-hongroise.

Le drame du 28 juin s'était accompli dans des circonstances si bizarres que l'on s'expliquait mal l'incurie des autorités et la négligence des policiers avant le crime, l'inertie des uns et des autres après, et puis le brusque déchaînement de la populace de la ville contre les habitants serbes pendant toute la journée du lendemain. Les deux assassins étaient sujets austro-hongrois, et c'était contre les Serbes que la police ameutait tous les malan-

drins de la capitale de la Bosnie. Ce n'était pas en Bosnie que les instructeurs de l'affaire enquêtaient, c'était en Serbie. Ce n'étaient pas les magistrats bosniaques qui constituaient un dossier, c'était la légation de Sa Majesté Apostolique à Belgrade. Or on sait assez que cette légation est experte dans la fabrication des faux. En 1908 et 1909, elle a donné d'éclatantes preuves de son zèle, sinon de son habileté, en cet art devenu un des compléments de la profession diplomatique dans la monarchie dualiste.

Lors du fameux procès d'Agram, on constata que les auteurs des faux forgés pour perdre le parti serbo-croate restèrent impunis. Ils furent même récompensés. Le chef de la légation d'Autriche-Hongrie à Belgrade à ce moment est devenu l'un des deux directeurs du ministère des affaires étrangères. Comment ne pas conclure qu'il avait été prié en haut lieu de « grossir » par n'importe quel moyen le dossier préparé à Agram contre les Serbo-Croates ? Et qui avait osé donner un pareil encouragement ? Qui avait fourni à l'historiographe Friedjung les faux papiers dont ce docile agent avait, à grand fracas, fait état dans la *Nouvelle Presse libre* ? L'observateur impartial, dégagé de toute prévention, ne pouvait s'empêcher de chercher très haut pour trouver l'inspirateur de la fourberie. Il devait se rappeler qu'à la Cour de Vienne le principe que la fin justifie les moyens a toujours été en honneur et que la raison d'État couvre tout. L'archiduc héritier François-Ferdinand n'avait pu ignorer ce qui s'était tramé à la légation de Belgrade. Heureusement pour les accusés d'Agram, le gouvernement serbe réussit à découvrir et à prouver les faux, et l'opinion européenne, stimulée par la presse française, rendit impossible à l'Autriche-Hongrie l'accomplissement de son forfait. Les accusés d'Agram furent relâchés, acquittés

ou graciés quelque temps après leur condamnation. Aucune exécution capitale n'eut lieu.

Pour le crime de Serajévo le cas était différent. Un horrible crime avait été consommé, et les assassins avaient été pris. Mais la façon dont les poursuites furent engagées après l'assassinat donne à penser qu'un attentat avait été désiré et qu'on comptait sur l'effet produit en Europe pour entreprendre dans des conditions favorables une campagne contre la Serbie. On ne peut plus guère douter qu'il y ait eu des agents provocateurs. Seulement, comme généralement en semblable occurrence, ceux-ci allèrent au delà de ce qu'on attendait d'eux, ou bien ils furent dupés par les gens dont ils se servirent. La bombe de Cabrinovitch eût suffi. Les coups de revolver bien ajustés de Princip n'entraient point dans la mise en scène prévue. En tout autre pays civilisé, ces suppositions sembleraient révoltantes. En Autriche-Hongrie, on est malheureusement obligé de les prendre en considération. Les auteurs de la guerre d'aujourd'hui n'ont point reculé devant bien d'autres crimes.



CHAPITRE VI

LA GUERRE AVEC LA TURQUIE

LA FOLIE TURQUE. — ATTAQUES DE LA FLOTTE TURQUE CONTRE LES CÔTES RUSSES.

Paris, 31 octobre 1914.

La Turquie a franchi le dernier pas qui la séparait du précipice. Il lui restait une chance de sortir, plus ou moins meurtrie, de la voie scabreuse où elle s'était engagée, malgré les avertissements réitérés et pressants de ses amis. Prise de vertige, poussée par les gens qui veulent sa perte, elle vient de se jeter dans l'abîme. Dans la journée de jeudi elle s'est livrée à trois actes de guerre contre la Russie. Elle n'a pas même eu la franchise de son acte. Servante obséquieuse de Guillaume II, elle a copié les méthodes de son maître. Sans déclaration de guerre, ses bateaux de guerre sont allés subrepticement couler une canonnière russe et un paquebot de commerce français dans le port d'Odessa, bombarder la ville de Théodosie et menacer le port de Novorossisk, dans la mer Noire. Toujours dans la mer Noire, hors de ses eaux territoriales, elle a posé des mines qui

ont déjà causé la perte de deux bateaux de commerce russes.

Quoi qu'on pense de ces actes, il n'est qu'une manière de les définir : ce sont des actes de guerre. A n'en pas douter, ils ont été commis sur l'injonction et sous la direction des officiers allemands dont, depuis longtemps, nous avons signalé la présence et l'activité des Dardanelles au Bosphore. La Russie a été attaquée traîtreusement, sur l'ordre et pour le compte de l'Allemagne. Voudra-t-on enfin reconnaître que le ministère turc arrivé au pouvoir au commencement de 1913, en passant sur le cadavre de Nazim Pacha et sur le corps du vieux Kiamil, n'a toujours été que le jouet du Cabinet de Berlin ? que Berlin s'est servi de lui pour nous duper, pour soutirer notre argent destiné à des armements dirigés contre nos amis et nous ? pour s'emparer clandestinement d'abord de l'armée, ensuite de la flotte du sultan ? que le maintien de ce ministère d'Allemands déguisés en francophiles était un péril pour l'Europe civilisée ? L'Allemagne savait ce qu'elle faisait. Elle règne aujourd'hui souverainement à Constantinople. Elle dispose de tout. Elle ne tolère aucune défaillance chez les employés de la Sublime Porte à sa solde. Elle se sert de la Turquie comme d'une machine de guerre sans se soucier de ce qu'elle deviendra. Bon gré mal gré, les dictateurs du comité Union et Progrès doivent désormais marcher avec elle ; s'ils n'étaient plus couverts par sa protection, les Turcs en feraient promptement justice.

La Turquie n'avait pas le moindre intérêt à provoquer la Russie. Au contraire, elle a tout à craindre. Mais peu importe à l'Allemagne. Guillaume II vise deux buts. Le but direct est de troubler la Russie sur la mer Noire et en Arménie, sur les frontières de Turquie et de Perse ; il

s'agit de diminuer le plus possible la force offensive des armées qui viennent de chasser les siennes de Pologne et de Galicie. Le but indirect est de perdre définitivement l'empire ottoman et de constituer avec ses dépouilles une masse partageable qui ferait, en partie tout au moins, les frais de la paix européenne. Peut-être les gens de la Sublime Porte, si dociles qu'ils fussent, hésitaient-ils encore. Le baron de Wangenheim a su trouver les moyens de briser les dernières résistances, s'il y en a eu.

Nous voilà donc en présence de faits irréparables. Les alliés avaient supporté l'abrogation unilatérale des capitulations, la suppression des bureaux de poste étrangers, l'assujettissement de leurs ressortissants à de nouveaux impôts, l'accaparement de l'armée et de la flotte par les Allemands. Tout dernièrement ils avaient fait la grosse voix à Constantinople. Leurs ambassadeurs avaient déclaré que, si le *Goeben* et le *Breslau* sortaient dans la mer Noire, ces bateaux seraient traités en ennemis, sous quelque pavillon qu'ils naviguassent. Maintenant il ne s'agit plus de croisière dans la mer Noire ; les bateaux du sultan ont bombardé les ports russes, ont coulé des bateaux russes et français. Allons-nous encore, sous prétexte qu'il ne faut rien brusquer, accepter cela ?

Personne n'a défendu plus constamment et plus énergiquement que nous le maintien de l'empire ottoman. Personne non plus ne s'est attaché davantage à prémunir les Turcs contre les dangers du système suivi par l'Union et Progrès. Un de nos plus vifs désirs, après la seconde guerre balkanique, était que la Turquie, délestée du poids mort macédonien, employât toutes ses ressources, grandes encore, à sa réorganisation intérieure. Mais les ministres qui se sont imposés aux Turcs en 1913, et dont ceux-ci, gens fatalistes et passifs, n'ont pas osé se débar-

rasser, n'ont considéré que leur prestige et leurs avantages personnels. Tous les jours un peu plus, ils ont poussé leur pays à la ruine. On ne peut plus les séparer de l'empire qu'ils continuent de gouverner et ils cherchent à nous étrangler par surprise au moment où nous sommes engagés dans une lutte à mort avec leurs complices. L'heure des ménagements est passée. En Europe et en Asie, chez les chrétiens et les musulmans ottomans, nous avons, nous et nos alliés, de puissants moyens d'action. On a voulu soulever l'islam contre la Triple-Entente. Plus facilement encore nous pouvons soulever l'Arabie et l'Yémen contre les Turcs. Le sultan de Constantinople n'est reconnu khalife qu'à regret par les descendants de Mahomet ; il ne détient qu'une sorte de délégation du pouvoir du chérif de la Mecque. Nous disposons contre les gens qui viennent de nous attaquer par traîtrise d'armes tranchantes ; il faut nous en servir.

ATTAQUE DES PORTS RUSSES DE LA MER NOIRE PAR LA TURQUIE. — L'OPINION DU « TIMES ».

Paris, 1er novembre 1914.

La nouvelle de l'attaque des ports russes de la mer Noire par les bateaux turcs a produit à Londres le même effet qu'à Paris. La presse considère ces actes comme une déclaration de guerre à la Russie et aux Alliés. Le gouvernement partage sans doute la même opinion, car le *Foreign Office* vient de publier un exposé des relations anglo-russes qui se termine ainsi : « Le gouvernement

turc a coupé vendredi, sans avis préalable, les communications télégraphiques avec l'ambassade anglaise. Il n'y a pas lieu de douter que cette mesure soit suivie d'autres actes agressifs de la part du gouvernement turc, et le gouvernement britannique doit prendre les mesures nécessaires à la protection des intérêts anglais, du territoire anglais et de l'Egypte contre les attaques déjà livrées et toutes menaces d'attaques. » On devine ce que peuvent être ces mesures. De son côté, la Russie, la puissance directement attaquée, ne peut manquer de riposter. Quant à la France, ses devoirs d'alliée et des intérêts de tout premier ordre l'engagent à recourir à des mesures analogues.

Il convient de n'attacher aucune importance aux justifications présentées à Constantinople. Le grand-vizir, le prince Saïd-Halim, continue de protester que la Turquie veut rester neutre. Mais Saïd-Halim Pacha n'a jamais été grand-vizir que de nom. Il ne jouit d'aucune autorité. Il est simplement titulaire décoratif d'une grande charge. C'est Enver Pacha qui détient le pouvoir, qui décide et qui exécute. Saïd-Halim Pacha et quelques ministres complaisants servent à donner le change aux ambassades et à l'étranger, de même que MM. de Bethmann-Hollweg et de Jagow amusaient l'Europe avec des négociations dilatoires, tandis qu'ils préparaient leur offensive foudroyante. Le Cabinet de Pétrograd a sommé, paraît-il, la Sublime Porte de renvoyer les officiers allemands de l'armée et de la flotte ottomane. Enver Pacha répondra, s'il n'a déjà répondu, par de nouveaux actes de guerre combinés avec le général Liman von Sanders.

Avant-hier, le *Times* appréciait ainsi la situation :

« En cédant de manière irréfléchie aux instigations de l'Allemagne la Turquie a prononcé sa propre condamnation. L'empire ottoman

d'Europe n'existera bientôt plus qu'à l'état de souvenir. Du moment que les Turcs ont décidé eux-mêmes leur destruction, nous ne regrettons pas de les voir apparaître dans les rangs des combattants. Leur intervention dans la guerre signifie que, quand cette lutte sera terminée, l'Europe sera délivrée de deux facteurs qui, depuis plus de cinquante ans, constituaient la principale menace pour la paix. Nous nous débarrasserons du militarisme prussien et nous nous débarrasserons du même coup de la présence des Turcs en Europe. Les peuples de la Syrie, de l'Arabie et de la Mésopotamie seront, eux aussi, affranchis de la suprématie flétrissante des Turcs ; et la race ottomane sera reléguée dans les vallées obscures de l'Asie Mineure.

Le monde ne se soumettra jamais à une extension de la domination prussienne, mais l'apparition d'une domination prusso-turque en Europe et dans les deux Orients équivaudrait plus que jamais à l'extinction de la civilisation telle que nous l'avons connue. Les Alliés ne remettront pas l'épée au fourreau avant que ces deux « ambitions » aient été écrasées et de telle sorte que l'on ne coure pas le risque de les voir reparaître.

Hier le *Times* était encore plus net. Comme nous, il envisageait en face toutes les conséquences de l'intervention turque et il ne s'en effrayait point :

Nous avons été par bonheur si amplement avertis de la tendance de la politique turque, que nous sommes préparés à n'importe quelle éventualité. Les troupes britanniques en Egypte sont bien préparées, elles savent ce qu'elles ont à faire en cas de troubles ; elles connaissent les difficultés que rencontrera tout ennemi menaçant le canal de Suez, et elles envisagent avec calme les événements. L'Égypte a l'appui de l'Inde, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande. Les Turcs de Mésopotamie sont impuissants, bien qu'ils puissent menacer les nouveaux gisements d'huile de l'amirauté en Perse, éventualité au sujet de laquelle nous avons donné, en mai et en juin, des avertissements répétés.

Nous ne sommes en aucune façon émus par la suggestion que la Turquie, à titre de combattant, pourrait soulever le monde mahométan. Il y a des dizaines de milliers de mahométans qui combattent aujourd'hui pour les Alliés en France et en Pologne. Le Turc ne peut pas prêcher la guerre sainte, après avoir échangé le fez contre un casque à pointe, et tiré l'épée à l'encontre des désirs de son sultan. Les mahométans de l'Inde ont observé avec tristesse la façon dont la Turquie a cédé à l'intrigue et à l'or prussiens, et ils ne sont nullement disposés à approuver une extravagante aventure dirigée contre la Russie et la Grande-Bretagne, les deux puissants empires dont ils ont un bon motif de connaître la force.

Les trois principaux alliés commandent conjointement à l'inflexible fidélité d'un nombre de mahométans infiniment plus grand que celui

de la Turquie, et l'islam, dans son ensemble, n'a pas la moindre intention de devenir un instrument servile pour favoriser les ambitions allemandes. La supposition que l'Allemagne pourrait travailler contre les Alliés en cultivant assidûment une propagande panislamique n'est qu'un nouveau calcul erroné du gouvernement allemand. L'entrée en lice de la Turquie, quoique sérieuse et inopportune, peut être considérée avec sérénité.

Nous sommes heureux de nous rencontrer aussi sur ce point avec notre confrère londonien qui, du reste, pendant toute la crise, a montré une prévoyance égale à l'énergie de ses conseils. Nous sommes persuadés que les événements de jeudi tourneront contre l'Allemagne. Seulement il importe que la diplomatie des Alliés soit vigilante et ne permette point à l'Austro-Allemagne, très experte dans les changements de front, de profiter du remaniement, désormais inévitable, de tout l'Orient. Sur ce terrain, les diplomates de Berlin et de Vienne trouvent trop facilement des concours dans la finance cosmopolite, et celle-ci a été longtemps puissante partout. L'opinion publique ne permettrait plus, ni en France, ni en Angleterre, que les intérêts nationaux fussent subordonnés à ceux des financiers.

LA RUPTURE AVEC LA TURQUIE. — NOTE DE SIR EDWARD GREY.

Paris, 2 novembre 1914.

Les relations diplomatiques sont rompues entre les puissances de la Triple-Entente et la Turquie. M. de Giers est déjà arrivé à Bucarest avec le personnel de l'ambassade de Russie à Constantinople, et l'ambassadeur

du sultan à Pétrograd a reçu ses passeports. L'ambassadeur d'Angleterre a quitté Constantinople pour aller s'embarquer à Dédéagatch. M. Bompard prendra probablement la même voie pour rentrer en France. Les intérêts français dans l'empire ottoman sont confiés à l'ambassadeur des États-Unis. Seulement l'ambassadeur d'Espagne, comme représentant d'une puissance catholique, est chargé de la protection de nos intérêts en Syrie et en Palestine. Les rites qui précèdent immédiatement la guerre officielle sont maintenant accomplis.

Les derniers efforts pour faire revenir à la raison le gouvernement turc étaient des gestes vains. En allant sommer le grand-vizir de renvoyer les officiers allemands à titre de satisfaction préliminaire pour le bombardement des ports russes, M. de Giers ne se faisait aucune illusion sur le résultat de cette démarche protocolaire. Le prince Saïd-Halim n'a pu que gémir et se réfugier dans l'équivoque. Mahomet V gémit aussi sans doute en voyant précipiter l'empire à l'abîme. Mais Enver Pacha et le général Liman von Sanders ne consultent pas plus le souverain que le grand-vizir. Actuellement toutes les forces et toutes les ressources gouvernementales sont mises à la disposition des officiers allemands. Au su et au vu de tout le monde, ceux-ci exécutent méthodiquement un plan conçu depuis longtemps. La note communiquée hier par Sir Edward Grey le dit expressément :

Depuis la guerre, des officiers allemands en grand nombre ont envahi Constantinople, ont usurpé l'autorité du gouvernement et ont pu forcer les ministres du sultan à accepter et à adopter une politique d'agression. La Grande-Gretagne, aussi bien que la France et la Russie, sont restées patientes, protestant contre les nombreux actes qui étaient constamment commis contrairement à la neutralité, et mettant en garde le gouvernement du sultan contre le danger où il engageait l'avenir de l'empire ottoman.

Vigoureusement soutenus par les ambassadeurs d'Allemagne et

d'Autriche-Hongrie, les éléments militaires allemands à Constantinople ont persisté à faire leur possible pour pousser de force la Turquie à la guerre, à la fois par l'activité qu'ils déployaient au service des Turcs et par les mensonges dont ils étaient si prodigues. Le ministre de la guerre avec ses conseillers allemands a dernièrement préparé des forces armées en vue d'une attaque contre l'Égypte.

Les corps d'armée de Mossoul et de Damas ont, depuis leur mobilisation, constamment envoyé des troupes vers le sud pour préparer l'invasion de l'Égypte et du canal de Suez, d'Akaba et de Gaza. Des corps nombreux d'Arabes bédouins ont été appelés et armés pour participer à cette expédition et plusieurs d'entre eux ont passé la frontière du Sinaï. Des transports ont été réunis et les routes ont été mises en état jusqu'à la frontière de l'Égypte. Des mines ont été expédiées pour être placées dans le golfe d'Akaba.

Le cheik Azziz Shawish a publié et répandu à travers la Syrie, et probablement aux Indes, un appel incendiaire excitant les mahométans à combattre contre la Grande-Bretagne. Le docteur Prueffer, qui intrigua si longtemps au Caire contre l'occupation britannique et qui est maintenant à l'ambassade d'Allemagne à Constantinople, s'est encore employé en Syrie pour essayer de pousser la population à prendre part à ce conflit.

Il était certain qu'une action agressive serait le résultat de l'activité des nombreux officiers allemands employés dans l'armée et agissant d'après les ordres du gouvernement allemand, qui a ainsi réussi à forcer la main aux conseillers du sultan. Les intrigues allemandes ne peuvent pas influer sur le loyalisme des 70 millions de mahométans des Indes et leur attachement à la Grande-Bretagne, non plus que sur les sentiments des musulmans habitant l'Égypte. Ils ne peuvent que détester l'action perfide d'une influence étrangère à Constantinople, qui conduira inévitablement au démembrement de l'empire ottoman et qui montre une pareille ingratitude et un pareil oubli des nombreuses occasions dans lesquelles la Grande-Bretagne a témoigné son amitié à la Turquie. Ils ne peuvent que ressentir amèrement la dégradation de leurs coreligionnaires qui peuvent ainsi se laisser dominer contre leur volonté par les influences allemandes ; et beaucoup d'entre eux comprennent que, si la Turquie est poussée à la guerre par l'Allemagne, ils doivent eux-mêmes se séparer d'eux et refuser de s'associer à une action aussi préjudiciable aux intérêts mêmes de la Turquie.

Il reste à voir maintenant ce que vont faire les coryphées de l'Union et Progrès. Ils étaient dans leur élément naturel en complotant, en mentant et en donnant des coups de poignard dans le dos des hommes qu'ils accablaient la veille de protestations d'amitié. Mais les voici démas-

qués en face d'adversaires résolus. Il va falloir se battre. Nous ne voyons pas bien ces gens-là, sauf Enver et Djemal, dans ce rôle nouveau. Les officiers allemands sont bien là. Mais ils ne savent pas commander les soldats turcs qui n'ont pour eux ni respect, ni sympathie. Les ministres actuels ne jouissent pas d'ailleurs de beaucoup plus de considération dans l'empire dont ils dépouillent les populations. Le jour où les Arméniens verront flotter le drapeau russe, où les Syriens et les Arabes reconnaîtront les drapeaux français et anglais, l'autorité des pantins de l'Union et Progrès tombera bien bas. Seulement il faut qu'ils n'attendent pas trop longtemps. Car, s'ils voient les unionistes parader impunément en libérateurs de l'islam, ils prendront en mépris les chrétiens d'Occident et se rangeront sous le même étendard que les officiers de Guillaume II. Qu'on ne craigne point des massacres de chrétiens si l'on intervient ! Les chrétiens ne seront en danger que si on les abandonne entre les mains des assassins de Nazim Pacha.

Le grand plan oriental de la Wilhelmstrasse est voué au même sort que celui du grand état-major de Berlin. Il est établi sur de faux calculs. En dépit de toutes les proclamations, de tous les mensonges, la masse de l'empire ottoman ne restera pas longtemps sans être éclairée sur la politique de la clique au pouvoir à Constantinople. Le nombre des mécontents est immense. Dans l'armée même, malgré les centaines d'officiers généraux et supérieurs destitués brutalement l'an dernier en raison de leur attachement présumé aux ennemis de l'Union et Progrès, la mutinerie gronde. Elle aurait même déjà éclaté à Andrinople. Les officiers destitués sont enragés du désir de se venger et de sauver l'empire d'une folle dictature. Où qu'ils soient, ils pourront agir. Si les offi-

ciers allemands, suivant leur coutume en Europe, brûlent la cervelle aux soldats turcs désobéissants ou hésitants, il pourra leur arriver malheur à eux-mêmes. Comme le disaient hier et avant-hier Sir Edward Grey et le *Times*, la Triple-Entente n'a rien de sérieux à redouter de l'agression turque. Mais, nous le répétons, il lui faut employer sans retard les moyens qu'elle a été coupable de négliger trop longtemps.

CRISE MINISTÉRIELLE EN ITALIE. — LE SECOND CABINET SALANDRA.

Paris, 3 novembre 1914.

La crise ministérielle qui vient de s'ouvrir en Italie ne serait qu'une petite crise, une *crisetta*, comme on dit de l'autre côté des Alpes, si les événements d'une importance exceptionnelle qui se déroulent en Europe ne donnaient un caractère de gravité particulière à un remaniement du Cabinet de Rome. Tout d'abord, il s'agissait seulement de pourvoir au remplacement du marquis de San Giuliano. On savait que, en conservant l'intérim du ministère des affaires étrangères après la mort de son collègue, M. Salandra n'avait pas l'intention de rester longtemps à la Consulta. Il voulait seulement se donner le temps de choisir. Son choix semblait s'être en premier lieu porté sur M. Sonnino, chef du parti dont il fut lui-même longtemps un membre influent, et ancien président du Conseil. Mais M. Sonnino avait refusé, dit-on. Les choses en étaient là quand la démission de M. Rubini, ministre du trésor, vint ouvrir une nouvelle vacance dans le Cabinet.

Le remplacement de deux ministres comme ceux des affaires étrangères et du trésor, au cours d'une grande crise européenne, devenait une chose grave. Les discussions qui avaient précédé la démission de M. Rubini prouvaient qu'un accord parfait n'existait point entre les autres ministres sur divers sujets de première importance. M. Salandra crut, en conséquence, qu'il lui valait mieux se retirer afin d'avoir plus de liberté pour reconstituer son Cabinet si le roi lui continuait sa confiance.

Comme il était à prévoir, Victor-Emmanuel III a chargé M. Salandra de former le nouveau ministère. Dans les circonstances actuelles, c'était la seule combinaison possible. M. Giolitti lui-même l'a reconnu, paraît-il, dans un entretien avec le roi. M. Salandra s'est aussitôt préoccupé de trouver deux collaborateurs pour les affaires étrangères et le trésor, en se réservant de pourvoir ensuite les autres départements. De nouveau il a offert à M. Sonnino de diriger la Consulta. Cette fois M. Sonnino est plus disposé à accepter ; les affaires de Turquie l'auraient décidé. Ses hésitations sur l'attitude à tenir auraient disparu devant le fait que l'agression turque pose pratiquement devant l'Europe la question de la succession ottomane. « L'homme malade » a prononcé lui-même son arrêt de mort. M. Sonnino, qui est d'origine anglaise et qui suit avec une attention sympathique tout ce qui se passe en Angleterre, n'a certainement pas manqué de remarquer que toute l'opinion britannique considère l'empire ottoman comme en voie de disparition. Le problème est posé malgré tous les efforts et l'extrême patience des plus sincères amis de la Turquie ; il doit être résolu. Le nouveau ministre des affaires étrangères d'Italie aura seulement à constater cette nécessité. Dès lors, un homme comme M. Sonnino doit désirer présider

lui-même, pour ce qui concerne son pays, à une opération dont les conséquences seront immenses. A moins qu'il ne soit pas d'accord avec M. Salandra sur d'autres questions, son arrivée à la Consulta est donc probable.

Le choix du titulaire du trésor dépend de celui du ministre de la guerre. M. Rubini est parti parce qu'il ne s'entendait pas avec le général Zupelli et plusieurs de ses collègues sur la question des crédits militaires et les moyens de couvrir les dépenses. En bon gardien du Trésor, il penchait pour le maintien de la neutralité, quoi qu'il arrivât. Or le général Zupelli a eu gain de cause dans le Conseil. Logiquement il doit conserver son portefeuille, à moins que des considérations spéciales n'engagent M. Salandra à l'offrir à un autre personnage, professant des idées analogues, dont la présence au ministère lui apporterait une force. Voici ce que dit le *Corriere della Sera* de la démission de M. Rubini ; cela peint bien la situation : « M. Rubini a reconnu, avec un effort suprême de bonne volonté, guidé par un patriotisme éclairé, quelles sont aujourd'hui les nécessités inéluctables de la défense militaire ; mais, après les avoir reconnues, il n'a pas cru pouvoir abandonner ses principes bien connus de *legaltarismo* rigide en matière financière... Il a compris que sa présence dans le Cabinet ne contribuait pas à rendre l'action ministérielle plus rapide et plus efficace ; il a préféré se retirer. » Ce langage permet de deviner dans quel sens s'exercera l'action du second Cabinet Salandra.

LA GUERRE ET LA SUISSE. — LA PROPAGANDE ALLEMANDE.

Bordeaux, 7 novembre 1914.

A côté des horreurs et des infamies dont l'Allemagne nous donne le spectacle, elle nous offre un exemple qu'il serait bien utile de suivre : c'est celui de sa propagande chez les neutres. Certes, là comme ailleurs, elle commet des maladresses choquantes. Son manque de tact la rend souvent incapable de discerner ce qu'il ne faut pas dire ; son parti-pris la fait tomber dans de grossières exagérations ; son défaut de sincérité la fait prendre à tout instant en flagrant délit de mensonge. Mais du moins convient-il d'admirer sa persévérance à défendre ses intérêts et sa réputation au dehors. A cet effet elle emploie des agents de tout ordre, officiels, officieux et secrets ; elle ne recule devant aucun sacrifice. En France, nous sommes portés à croire que notre bon droit et nos bonnes intentions se suffisent, et qu'il n'est pas besoin de les expliquer, de les faire reconnaître, de les défendre contre les calomnies dans les pays étrangers. En Suisse, par exemple, à nos portes, le travail germanique est d'une activité extrême.

Avant la guerre, les Allemands y occupaient une situation exceptionnelle. Ils y avaient fait pénétrer partout leur personnel, leurs produits et leur influence. D'année en année, ils s'étaient introduits en nombre croissant, dans beaucoup d'affaires prospères, comme patrons, chefs de service, ingénieurs, comptables, etc. D'autres s'établissaient comme petits commerçants, contre-maîtres et

ouvriers. Ils pullulaient dans les universités et les écoles. Dans les gymnases de la Suisse allemande, la langue française était enseignée par des Suisses allemands, de préférence aux Suisses romands, avec des livres édités en Allemagne pour les écoliers allemands. Plus de quatre mille commis-voyageurs sillonnaient le pays toute l'année, vantant l'excellence des produits allemands et dénigrant ceux d'autre provenance. La légation allemande à Berne mettait tout en œuvre pour séduire la presse. Cette action permanente, coordonnée, très pratique, visait la conquête pacifique de la Suisse. On se demande avec inquiétude ce qui serait advenu dans une vingtaine d'années si Guillaume II, jugeant venu le moment de brusquer les choses, n'avait voulu imposer par les armes son hégémonie à l'Europe.

Un de nos correspondants de la Suisse allemande nous envoie à ce sujet des renseignements qu'on lira avec intérêt :

« Par leur action incessante, les Allemands ont si bien travaillé l'opinion moyenne, ils lui ont si complètement inculqué le sentiment d'une véritable solidarité que, malgré certains signes bien visibles, montrant ce que serait pour la Suisse une amitié aussi dangereuse, presque tous les Suisses de langue allemande ont oublié leur ancienne méfiance, et ont fini par s'imprégner de l'esprit germanique au point de confondre en quelque sorte leur personnalité avec celle du germanisme allemand. Une jeune fille me disait il y a quelques semaines : « Je voudrais être une Jeanne d'Arc pour sauver l'Allemagne! »

« On s'explique que les Allemands tiennent à conserver une pareille position, et ils ont fait pour cela des efforts qui ne cessent point. Leurs agences de publicité, leurs consulats, leur légation, se sont appliqués à entretenir ici

le prestige des armes allemandes, en répandant mille fausses nouvelles, et en s'efforçant de décrier et de rendre suspect tout ce qui venait de France. Une presse répugnante répand contre la France la calomnie et l'injure par l'article et par l'image. Les cinématographes, presque tous fermés depuis la mobilisation, ont été rouverts pour montrer à la population des films où les hauts faits des troupes allemandes et autrichiennes sont célébrés. Les Français, les Anglais et les Russes fuient toujours dans ces combats de fantaisie. C'est un véritable scandale, contre lequel un des hommes les plus respectés de la Suisse, M. E. Secrétan, a protesté avec une indignation sincère au cours d'une importante réunion politique. Il s'est exprimé ainsi :

Cette tentative de conquête des esprits poursuivie depuis deux mois avec ténacité, par les procédés les plus ingénieux et les plus perfides, depuis les appels arrogants des universitaires jusqu'aux lettres de menace et de demi-chantage qui circulent dans le monde des affaires, ont empoisonné la Suisse. J'ai la conviction que c'est là une des principales causes des dissentiments qui règnent actuellement chez nous entre confédérés des deux langues allemande et française. Cette mission, méthodiquement, scientifiquement, savamment organisée par des maîtres dans l'art de la propagande, est un véritable attentat à notre neutralité.

L'Allemagne seule s'y livre et avec une indiscrétion et un manque de tact que nous ne saurions trop énergiquement dénoncer et blâmer. Complétée par une imagerie révoltante de grossièreté et par des exhibitions cinématographiques où les exploits des armées impériales allemandes sont annoncés au public de nos villes suisses avec la désignation : « Unsere Truppen », cette œuvre de pénétration des esprits et des âmes de nos populations suisses est malfaisante au plus haut degré. Je reproche à la censure fédérale de manquer à cet égard de clairvoyance et de sens politique. J'ai la conviction que le Conseil fédéral, s'il le voulait, pourrait faire cesser cette persécution obsédante qui s'insinue jusque dans nos demeures en exprimant au bon endroit le désir qu'il y soit mis un terme.

» Les Allemands ont fait plus encore. Dès avant la déclaration de guerre, beaucoup d'entre eux avaient dis-

paru, délaissant des positions que les Suisses espéraient pouvoir prendre. Mais presque tous ceux qui occupaient des positions industrielles importantes n'ont pas tardé à reparaître. On a estimé au delà du Rhin que leurs services comme officiers ou soldats ne valaient pas ceux qu'ils peuvent rendre comme agents de l'influence germanique et de la fabrication allemande. Car bien des fabriques ne sont que des succursales d'entreprises germaniques, ou s'alimentent en Allemagne. C'est donc un moyen d'assurer aux produits nationaux un certain débouché, que de maintenir à leurs postes ces administrateurs ou employés supérieurs imposés par des conseils d'administration où les capitaux allemands ont su se glisser. Les Allemands ont en vue des intérêts tangibles, précis, permanents, qu'ils entendent conserver afin de retrouver après la guerre, quoi qu'il arrive, au moins une bonne partie de leur influence et de leurs moyens d'action. Ce n'est pas là un mince péril. Après la guerre, la lutte pacifique reprendra sous ses formes multiples et par des moyens sans nombre. Partout il s'agira de se défendre contre une invasion plus périlleuse encore que celle des armées, parce qu'on n'en voit bien les effets et la puissance qu'après son succès. Or nul ne saurait refuser aux Allemands le droit de travailler pour vivre. On ne peut que travailler soi-même pour soutenir leur concurrence. Si l'on oublie ce point fondamental, aucun succès militaire n'arrêtera leur expansion lente, mais sûre. »

Ces observations ne sauraient être prises en trop sérieuse considération. En France, on compte trop sur les miracles et les prouesses. On ne semble pas s'apercevoir que, sans la persévérance dans la tâche quotidienne, obscure souvent, on ne peut ni parvenir aux grands résultats, ni maintenir une grande situation. On se laisse

toujours dépasser ou rattraper ; et quels efforts ne faut-il pas pour regagner le terrain perdu !

A propos de la Suisse romande, nous sommes très heureux d'avoir l'occasion de remercier les hommes de bonne conscience et de bonne volonté qui y entretiennent sans se lasser les sympathies pour la France et ses alliés. En ce moment même, ils s'occupent de recueillir chez eux plusieurs milliers de Belges réfugiés en France. Des centaines de familles génevoises, vaudoises et valaisannes ont offert de prendre gratuitement chez elles un ou plusieurs Belges. Elles veulent non seulement faire vivre ces malheureux chassés de chez eux dans le dénuement, mais encore leur rendre un foyer provisoire. C'est une belle pensée et un acte généreux.

LA SUPPRESSION DE LA VODKA EN RUSSIE.

Bordeaux, 6 novembre 1914.

Au milieu du tumulte des armes, on n'a guère pris garde à un fait de première importance qui s'est passé en Russie et qui exerce déjà sur la guerre elle-même une influence remarquable, quoique indirecte. Il s'agit de la suppression de la vodka. Les personnes qui connaissent la Russie en croiront à peine leurs yeux en lisant l'énoncé de cette nouvelle. Supprimer la vodka, la boisson nationale russe, qui faisait affluer dans le Trésor de l'empire des centaines de millions de roubles, quelle révolution sociale et financière ! Cette révolution est pourtant accomplie.

On se rappelle que M. Kokovtzof est tombé sur la question de l'alcool, sous les coups du comte Witte, qui,

tenaillé par le désir de revenir au pouvoir, accabla de ses critiques le monopole de l'alcool dont il était pourtant le père. On adressait à cet impôt un singulier reproche : il rendait trop d'argent. Le budget, enflé par les recettes énormes de l'alcool, était qualifié de budget ivre. En vérité, le succès du monopole prenait des proportions inquiétantes pour la santé et la moralité publiques. Le ministre des finances, à qui ses collègues demandaient sans cesse de nouveaux crédits, ne se plaignait pas. Mais le tsar fut vivement frappé par les critiques sur le montant excessif des sommes prélevées par les contribuables sur leurs gains quotidiens pour satisfaire leur passion de l'alcool. Il ordonna qu'on préparât une réforme de cet impôt. Sur ces entrefaites, la conflagration européenne éclata et le tsar, conformément à la coutume, se rendit à Moscou pour y proclamer la guerre sainte. Il y fut salué par un discours d'un notable du nom de Lapine, qu'il avait déjà remarqué un an et demi auparavant, quand il était venu présider l'inauguration du monument d'Alexandre III. M. Lapine parla avec une telle chaleur, en termes si élevés, que le tsar, ému, lui dit : « As-tu quelque chose à me demander ? » M. Lapine répondit sans hésitation : « L'abolition de la vodka. » Et il développa son idée avec une force si persuasive que Nicolas II déclara : « Il en sera ainsi. »

Rentré à Pétrograd, l'empereur chargea ses ministres d'étudier la question de l'abolition. Légèrement déconcertés par ce désir dont la réalisation eût jeté un trouble profond dans les fiannces de l'État, les ministres présentèrent, après quelque temps, un projet réduisant le degré de l'alcool. Le tsar jugea la réforme insuffisante et insista pour l'application immédiate de la mesure radicale demandée par M. Lapine. En effet, il rendit sans plus de

retard des oukases décrétant la suppression de la fabrication et l'interdiction de la vente de l'alcool, ainsi que la fermeture de tous les dépôts de vodka. Au grand étonnement du public, ces oukases furent immédiatement exécutées dans tout l'empire. On se demandait si c'étaient des mesures de circonstances destinées à durer seulement pendant la guerre, lorsque la publication d'un télégramme du tsar au grand-duc Constantin vint apprendre au peuple russe qu'elles étaient définitives. L'effet ne tarda pas à s'en faire sentir. On constata que, sitôt l'alcool retiré de la consommation, la mobilisation de l'armée s'effectuait avec une merveilleuse régularité. Cet effet n'était point le seul. Dans les usines et les chantiers, le rendement du travail s'éleva très sensiblement. On cite à ce sujet des chiffres que nous n'osons reproduire tellement la différence entre les deux rendements, avant et après l'abolition de la vodka, nous semble élevé. Mais, dans un charbonnage que nous connaissons bien, l'augmentation contrôlée du rendement est de quinze pour cent. Le travail de la journée du lundi, qui était toujours mauvais, est devenu normal.

Déjà, quoique peu de temps se soit écoulé depuis la réforme, la physionomie de la vie russe s'est modifiée. Les employés et ouvriers, ayant plus d'argent à dépenser, le consacrent à des achats utiles. Les bazars sont pleins de monde. Les installations s'améliorent dans les habitations des classes laborieuses. Les femmes ont un air heureux. On reconnaît vraiment dans les populations un changement dans les mœurs et dans la manière d'être. En Russie, il entre un peu de mysticisme dans l'esprit de chacun, et les questions religieuses, théologiques même, sont souvent discutées entre personnes chez qui, au premier abord, on ne soupçonnait point ces dispositions.

Aujourd'hui tout le monde commente à ce point de vue les oukases de Nicolas II et l'on bénit le tsar qui préserve le peuple de la tentation et du péché. Même dans les hautes classes, la prohibition est respectée. On ne boit plus de Madère ni de Porto que sur ordonnance du médecin. Dans les plus grands restaurants, on ne sert plus de vins forts ; on en refuse nettement aux rares clients qui prétendent qu'on fasse une exception pour eux. On sert seulement des vins légers et du champagne. Ces détails pourront sembler mesquins ou plaisants. Toutefois ils peignent exactement une situation nouvelle, dont les conséquences seront immenses. Dans cet empire russe, que l'Allemagne, l'Autriche et la Hongrie dénoncent dans des pamphlets quotidiens comme l'asile de la barbarie, le souverain a décidé et fait appliquer rigoureusement une réforme moralisatrice qu'elles n'ont pas osé introduire chez elles. C'est elles aujourd'hui qui donnent l'exemple de toutes les sauvageries.

Les hommes d'État russes ne semblent pas très troublés par le grand vide creusé par la disparition de l'impôt sur la vodka dans le budget des recettes. D'après leurs évaluations, l'empire n'en sera nullement appauvri et le budget ne souffrira que momentanément. L'argent de l'impôt aboli restera dans le pays où il sera consacré à des emplois rémunérateurs. Ensuite la puissance de production croîtra. La matière générale imposable augmentera et le rendement des impôts existants s'élèvera. Si le monde n'était point en ce moment bouleversé par un cataclysme militaire, rien ne serait plus curieux que de suivre les résultats de la grande réforme qui vient de s'accomplir dans le plus vaste empire du globe, presque sans que l'on s'en doutât. En tout cas, en Russie, le nom du tsar Nicolas II est assuré de rester grand à jamais, comme celui

d'Alexandre II. L'abolition de la vodka peut être comparée à la suppression du servage.

LA RIPOSTE DES ALLIÉS CONTRE LA TURQUIE. — LES NÉGOCIATIONS AVEC LA BULGARIE.

Bordeaux, 7 novembre 1914.

La riposte des Alliés à l'agression turque ne s'est pas fait longtemps attendre. Les forts de l'entrée des Dardanelles ont été bombardés, l'Angleterre a proclamé l'annexion de l'île de Chypre qu'elle occupait simplement en vertu de sa convention de 1878 avec la Porte, la Russie a envahi l'Arménie ottomane où, dans les journées du 3 et du 4 novembre, elle s'est emparée de la haute vallée de l'Araxe, du haut plateau des sources de l'Euphrate et de la ville de Bayazid. Les opérations vont désormais se poursuivre sans qu'on aperçoive pour les Turcs la moindre chance de porter un coup sérieux aux puissances qu'elle a délibérément provoquées. Ils peuvent, il est vrai, distraire des champs de bataille d'Occident quelques troupes britanniques des Indes ou de l'Égypte. Mais c'est à peu près tout. Il n'y aura pas sur le front austro-allemand un soldat russe de moins ; les troupes du Caucase suffiront à la campagne d'Arménie. Le canal de Suez est bien gardé. Il n'y aura pas de soulèvement islamique, d'abord parce que le sultan actuel est dépourvu de tout prestige religieux, ensuite parce que le comité Union et Progrès éveille de profondes méfiances dans le monde de l'islam, enfin parce que les musulmans des Indes, d'Égypte, de Tuniisie, de l'Algérie et du Maroc savent

parfaitement à quoi s'en tenir sur les juifs saloniciens et les francs-maçons qui gouvernent aujourd'hui l'empire ottoman. Par contre, l'autorité du sultan pourra être frappée à mort dans les vilayets où les souvenirs des massacres organisés par Abdul Hamid, la tyrannie de l'Union et Progrès et certaines ambitions locales disposent les populations ou leurs chefs traditionnels à résister à la folle politique de la clique germanophile de Constantinople.

[*On se demande en ces circonstances ce que va faire la Bulgarie. La diplomatie bulgare déploie en ce moment une grande activité et cela se comprend. Tout Bulgare intelligent doit constater que l'occasion est unique pour son pays de regagner moralement et matériellement la situation qui a été si pitoyablement gâchée l'an dernier. Mais pour atteindre ce résultat encore faut-il des sacrifices et des efforts. Or il semble que le Cabinet de Sofia ne se rende pas encore exactement compte de ce qu'il est en droit d'espérer et des conditions auxquelles il peut l'obtenir. Autant qu'on puisse savoir, il estime que le maintien de sa neutralité doit être payé, et payé très cher par les autres États balkaniques. Ici, comme en* 1912, *il calcule mal et cherche à donner de sa force une idée disproportionnée avec la réalité. Le voulût-il, le gouvernement bulgare ne pourrait prendre parti pour la Turquie ni contre la Serbie et la Grèce, ni contre la Russie. Le traité de Bucarest de* 1913 *est toujours en vigueur, et la Roumanie toujours résolue à le faire respecter. En dépit d'efforts réitérés, tout récents encore, d'hommes politiques turcs et bulgares en vue de faire entrer la Roumanie dans une combinaison commune, le Cabinet de Bucarest n'a rien voulu entendre de ces chansons ; d'ailleurs, le peuple roumain ne tolèrerait pas un seul instant qu'on touchât au traité de Bucarest. En conséquence, dans le cas où la Bulgarie, jugeant que ses voisins n'estiment*

pas sa neutralité à sa valeur, prétendrait en sortir à leurs dépens, elle se heurterait immédiatement à l'armée roumaine. Cela pourrait servir l'Autriche, qui serait dégagée du côté transylvain, et c'est sans doute pour cela que la diplomatie viennoise excite celle de Sofia ; mais cela ne profiterait nullement à la Bulgarie.

En dehors de la question militaire, il convient de considérer aussi la question morale. Quoiqu'un Cabinet stambouloviste soit actuellement au pouvoir, il est extrêmement douteux qu'il réussisse à faire marcher les troupes bulgares contre la Russie libératrice. La manœuvre serait vraiment difficile. De plus, la leçon de 1913 *est encore trop récente. Les Bulgares savent ce qu'il leur en a coûté d'attaquer leurs frères serbes qui avaient vaillamment combattu à leurs côtés pour leur donner Andrinople et délivrer la Turquie d'Europe du joug de l'islam. Ils n'ont pas encore pardonné aux hommes qui les ont jetés dans cette criminelle aventure. Comment écouteraient-ils aujourd'hui les brouillons qui voudraient les pousser non seulement contre la Serbie, mais encore contre la Russie ?*

A juger froidement les choses, abstraction faite de toute sympathie, la Bulgarie n'est donc pas en mesure de faire valoir très haut le maintien de sa neutralité. Il lui appartient de se montrer d'autant plus discrète à cet égard que, depuis le commencement de la guerre européenne, sa neutralité a été particulièrement bienveillante pour l'Austro-Allemagne et la Turquie ; elle a permis sur son territoire le passage de tous les agents militaires et civils et de tout le matériel de guerre que la Turquie emploie en ce moment contre nous. Non, ce n'est pas en usant d'intimidation que la Bulgarie regagnera l'estime et les bénéfices perdus en 1913. *C'est en rentrant franchement dans la Ligue balkanique, sans arrière-pensée, et en méritant par des services réels les récompenses qu'elle recherche. Aujourd'hui aucun scrupule ne peut plus*

la retenir contre l'ennemie commune de 1912. *Puisque la Turquie a pris l'initiative de la guerre contre les puissances occidentales et slaves, c'est en Turquie tout d'abord, et non dans les États chrétiens des Balkans, que les Bulgares doivent trouver des compensations.*

Ensuite seulement, et après que leurs anciens alliés de 1912 *auront obtenu ailleurs des agrandissements conformes aux aspirations des populations, il pourra être question de la rétrocession de quelques parties des territoires attribuées par le traité de Bucarest à la Grèce et à la Serbie contrairement aux prétentions bulgares. Auparavant il serait prématuré de rien exiger. Les Serbes et les Grecs voudront certainement reconnaître les bons services rendus et sacrifier quelque chose à la garantie d'une longue paix balkanique. Seulement il faut que la Bulgarie commence par mériter ces concessions autrement que par des pressions diplomatiques* (1)].

ALLÉES ET VENUES DE GUILLAUME II. — L'UNIVERSITÉ DE GREIFSWALD. — ÉLOGE DE M. CAILLAUX PAR LA « NEUE FREIE PRESSE ». — PROPOSITIONS ALLEMANDES.

Bordeaux, 9 novembre 1914.

o

De plus en plus l'Allemagne est déconcertée. Après avoir en vain attendu sur le clocher de Lanfrecourt (canton de Nomény) l'heure de son entrée triomphale à Nancy, Guillaume II, accompagné d'une suite brillante, est parti pour Varsovie que ses armées, réunies à celles

(1) Passages supprimés par la censure à Bordeaux, maintenus dans l'édition de Paris.

de François-Joseph Ier, avaient reçu l'ordre de prendre à tout prix. Mais les fidèles troupes prussiennes, même assistées de camarades de toute la Germanie, n'exécutent plus au premier signe les ordres de leur souverain. Le vieux Dieu allemand lui-même demeure sourd aux invocations impérieuses de son vicaire à l'armure étincelante. Les portes de Varsovie sont restées fermées et les armées chargées de les ouvrir au petit-fils de Guillaume le Grand rentrent en désordre sur le sol sacré de la Prusse où pénètrent derrière eux les escadrons de cosaques. Guillaume II traverse de nouveau de bout en bout l'empire allemand et arrive sur le front belge. Il a décidé de prendre Dunkerque ou Boulogne. Il veut, comme Napoléon Ier, former en face des rives anglaises un camp d'où il puisse fondre sur la rivale détestée qui s'obstine à lui disputer l'hégémonie des mers. Mais il voit ses troupes décimées refluer de l'Yser sur l'Escaut, et son quartier général assailli par les avions français. Que va-t-il décider encore et dans quelle ville conquise médite-t-il d'apparaître en Attila mondial ? Son confident ordinaire, le vieux Dieu allemand, ne le sait probablement pas lui-même. Il doit être en disgrace. Peut-être, suivant l'expression de M. Helmer dans sa conférence d'avant-hier, Guillaume II lui a-t-il fait remettre ses passeports.

Pendant ce temps la presse de Vienne et de Berlin ne sait plus comment présenter les événements au public. Elle a beau continuer de mentir, elle ne peut pourtant plus annoncer de victoires. Elle en est réduite à expliquer qu'après tout les Français et les Serbes sont de bons soldats et qu'on ne peut triompher de leur résistance en quelques jours. On stimule le patriotisme des lecteurs en leur annonçant que l'université de Greifswald a nommé le général von Beseler, le vainqueur d'Anvers, docteur en

droit *honoris causa*, parce que « par la prise d'Anvers, il a contribué à donner une éclatante satisfaction au droit, honteusement insulté par les ennemis de l'Allemagne ». Voilà une belle réclame pour Greifswald ; après la guerre, les étudiants du monde entier ne manqueront sans doute pas de se presser dans l'*aula* d'une université où l'on enseigne si bien le droit et où l'on confère à si bon marché les diplômes de docteur *in utroque jure*. Le général von Beseler et le propriétaire des usines Krupp, promu aussi docteur en droit par une université concurrente, seront de dignes confrères du docteur de Bethmann-Hollweg, pour qui « nécessité n'a pas de loi ». Leurs diplômes serviront d'alléchantes réclames.

La *Nouvelle Presse libre*, célèbre par la publication des faux Friedjung, par la nouvelle mensongère de la mutilation du consul Prochaska et par son habileté à induire en erreur le public autrichien sur les grands événements, console les Viennois de la perspective d'un siège par une peinture piquante de la vie à Bordeaux et de la politique française : « A Bordeaux, dit-elle, les prix des logements et de la nourriture dépassent même ceux des hôtels et des restaurants de Paris. Une chambre modeste dans un hôtel moyen, coûte entre 80 et 100 francs par jour. Les restaurants, en particulier « le Chaperon Rouge », travaillent à des prix fantastiques... M. Caillaux a beaucoup de partisans parmi les républicains. « C'est un des rares hommes politiques de la France qui ne soient pas usés. Les autres sont, pour la plupart, rendus impossibles par leur passé, qui les charge d'une part de responsabilités dans la guerre, — une responsabilité que l'on ne saurait reprocher à M. Caillaux, car il a toujours parlé en faveur des bons rapports avec l'Allemagne... Quand les Français commenceront à se dégriser, alors Caillaux jouera dans

sa patrie un rôle important et, il faut l'espérer, heureux...»

Ce souhait correspond-il à des suggestions récemment transmises à Paris par des courtiers déjà connus sur la place ? Le 30 octobre, le *Daily Chronicle* a publié à ce sujet une correspondance de Paris particulièrement intéressante, que l'éditeur du grand journal radical anglais a commentée dans un article très remarqué. D'après ces informations, dont notre confrère londonien affirme l'exactitude, on aurait fait passer de Berlin dans certains milieux français des sortes de propositions de paix. On veut bien nous dire — les journaux de Berlin l'ont écrit — que l'Allemagne ne considère pas la France comme sa pire ennemie, qu'elle s'arrangerait volontiers avec nous, qu'elle nous ferait des conditions généreuses. En termes vagues on parle de l'éventuelle possibilité de nous rétrocéder Metz avec une partie de la Lorraine, peut-être même un morceau d'Alsace. L'Allemagne ne nous demanderait que de lui laisser amorcer « une enclave sur l'Escaut », c'est-à-dire Anvers et le nord de la Belgique, et d'abandonner la cause de l'Angleterre et de la Russie. Une fois de plus, les Allemands prouvent qu'ils ne possèdent à aucun degré le sentiment de l'honneur. Par contre, ils semblent avoir une foi irréductible dans notre naïveté. Ils parlent tranquillement à des Français de trahir leurs alliés et nous tendent ingénûment les pièges les plus grossiers. En fait cela n'a pas la moindre importance, car, à défaut de mille autres raisons, il y a la Déclaration de Londres du 5 septembre qui interdit aux alliés de conclure la paix séparément. Mais il est bon de savoir encore qu'aucune vilenie ne rebute la diplomatie allemande.

DISCOURS DE MM. BALFOUR, PAUL CAMBON ET LLOYD GEORGE AU GUILDHALL. — CONDAMNATION DE LA TURQUIE.

Bordeaux, 11 novembre 1914.

Les discours prononcés avant-hier soir au banquet traditionnel du Guildhall, à l'occasion de l'installation du nouveau lord-maire de Londres, empruntent aux circonstances une importance exceptionnelle. Pour la première fois probablement à cette cérémonie toute nationale, un toast a été porté à des puissances étrangères. C'est M. Balfour, l'ancien chef du parti unioniste, qui s'est fait l'interprète de la nation britannique près des pays alliés. Il a justifié cette dérogation aux usages en montrant que l'époque où nous vivons est sans précédent dans l'histoire, et que le monde entier est, soit sous les armes, soit dans l'anxiété de l'attente. Mais M. Balfour n'a point parlé en homme anxieux ; il a tenu un langage résolument confiant. Il a exprimé une admiration chaleureuse pour les armées alliées et une foi sans bornes dans leur succès.

Nous devons retenir particulièrement ce que M. Balfour a dit de la France : « Nous savons que jamais, à travers les âges, ne sortira de notre mémoire le souvenir de la lutte où Français et Anglais combattent côte à côte contre l'ennemi commun pour la civilisation. » Ce sera là, en effet, un des résultats les plus remarquables de la guerre actuelle : au lieu de séparer la France de l'Angleterre, l'attaque brusquée de l'Allemagne a resserré par des liens impossibles à briser l'entente formée il y a dix

ans entre les deux pays. Toutes les objections élevées de l'un et l'autre côté de la Manche contre l'Entente cordiale se sont évanouies pour ne plus reparaître. Guillaume II s'est chargé de prouver par des arguments irrésistibles que, pour leur salut comme pour le repos de l'Europe, la France et l'Angleterre devaient toujours marcher étroitement unies. Il doit en être de même, d'ailleurs, pour les relations de ces deux puissances avec la Russie. Après la paix, le bloc de la Triple-Entente restera aussi solide qu'avant et pendant la guerre. Il devra rester tel pour que le traité de paix, quelles que soient ses conditions, ne devienne point un simple chiffon de papier. Après la guerre les soldats auront le droit de se reposer ; les diplomates, non. Pendant des années, leur vigilance ne devra pas se relâcher un instant.

M. Paul Cambon était désigné pour répondre à ce toast amical, non seulement comme doyen du corps diplomatique, mais aussi comme un des artisans les plus clairvoyants de l'Entente cordiale. Il a détruit en quelques mots les basses calomnies accumulées contre les Alliés par les professeurs de barbarie. Il a célébré aussi l'héroïsme de la Belgique, sacrifiant tout à l'honneur, et nous ne doutons pas que ces paroles n'aient été saluées d'applaudissements aussi chaleureux que ceux des auditeurs de l'émouvante conférence sur la Belgique, faite hier soir, à Bordeaux, par notre éminent collaborateur et ami, M. Henri Welschinger. Les ovations répétées du nombreux public du Théâtre-Français de Bordeaux à M. le baron Guillaume, ministre du roi Albert, retentiront jusqu'au Havre et aux champs des Flandres où combattent ensemble les armées de Belgique, de France et d'Angleterre.

Le premier ministre britannique s'est réservé de parler

de la question turque. Il a été d'une netteté tranchante. Après avoir dit quelle longanimité l'Angleterre et ses alliés avaient montrée en présence des violations répétées de la neutralité par le gouvernement ottoman, il a prononcé contre la Turquie un verdict définitif : « Le gouvernement ottoman, a-t-il dit, a tiré l'épée ; il périra par l'épée... C'est lui qui a sonné le glas funèbre de la domination ottomane... L'empire ottoman s'est suicidé et a creusé sa tombe de ses propres mains. » En cette affaire, comme au début de la crise européenne en juillet, le gouvernement anglais a attendu jusqu'à la dernière seconde pour admettre la mauvaise foi et les mauvaises intentions de l'adversaire. Mais, une fois édifié par les faits, il a pris hardiment son parti et s'est résolu à marcher jusqu'au bout. Sans aucun doute, l'Angleterre voudra régler la question d'Orient de manière aussi définitive que la question européenne.

L'OUVERTURE DU PARLEMENT BRITANNIQUE. — LA QUESTION TURQUE. — L'EFFORT BRITANNIQUE ET LE SERVICE OBLIGATOIRE.

Bordeaux, 12 novembre 1914.

Le discours du trône lu hier par le roi George au Parlement britannique est le commentaire officiel des discours prononcés l'avant-veille au Guildhall par M. Asquith, M. Winston Churchill, Lord Kitchener et M. Balfour. En peu de phrases il contient l'affirmation la plus catégorique de la résolution de tout l'empire britannique « d'assurer, au prix de n'importe quels sacrifices,

le triomphe de nos armes et la revendication de notre cause ». Depuis que les troupes allemandes ont franchi la frontière belge, ce programme n'a pas varié. Si nos voisins d'outre-Manche sont parfois lents à se décider, rien ne les fait dévier, une fois leur détermination prise, de la voie où il se sont engagés.

Comme M. Asquith, George V a signalé la question turque à l'attention particulière de ses auditeurs. Pour la Grande-Bretagne, en effet, la participation de la Turquie à la guerre contre les Alliés a soulevé le plus gros problème qui pût, avec la question franco-belge, se poser devant elle. De tous les côtés l'empire ottoman touche à des intérêts britanniques de première importance. Sur le pourtour européen il y a la liberté de la navigation dans les Détroits et la mer Noire. En Asie Mineure il y a des lignes de chemins de fer et des ports dont le rôle commercial et politique, déjà grand, est appelé à devenir plus grand encore. Le sud de la Syrie et de la Palestine est limitrophe des possessions égyptiennes. L'Arabie longe le canal de Suez et le golfe Persique. En Perse, entre la Mésopotamie et les Indes, l'Angleterre possède en fait une zone d'influence. De plus l'empereur des Indes, souverain de dizaines de millions de fidèles d'une religion dont le sultan de Constantinople est le chef nominal, ne peut rester indifférent à la répercussion que peut avoir dans ses domaines l'hostilité du sultan. Enfin, officiellement, l'Égypte demeure sous la souveraineté de l'empereur des Ottomans. C'est pourquoi le gouvernement britannique, « malgré des provocations répétées et persistantes », suivant les termes du discours du trône, s'était efforcé « de maintenir envers la Turquie une neutralité amicale ». Peut-être cette longanimité n'était-elle pas la méthode la plus efficace pour prévenir les complications

qu'on appréhendait, car elle a permis aux Allemands de s'installer très fortement dans des positions d'où il sera manitenant difficile de les déloger. Peut-être certaines mesures de représailles, de rétorsion ou de précaution, sans hostilités proprement dites, eussent-elles mieux sauvegardé l'avenir que l'impassibilité devant les empiètements allemands. Les ministres turcs ne cèdent que devant la force ou la peur. Le seul moyen de les détacher de l'Allemagne consistait à leur inspirer plus de frayeur que le général Liman von Sanders et l'amiral Souchon. Aujourd'hui le sort en est jeté. La question du partage de l'empire ottoman est ouverte.

Au Guildhall, M. Asquith avait terminé son discours par ces mots : « Nous ne remettrons pas l'épée au fourreau tant que la Belgique n'aura pas recouvré tout ce qu'elle a sacrifié, tant que la France n'aura pas obtenu l'assurance définitive de sa sécurité, tant que les droits des petites nations n'auront pas été garantis d'une manière définitive et tant que la domination militaire de la Prusse n'aura pas été entièrement et définitivement détruite. » Hier le roi George a demandé au Parlement de prendre les mesures nécessaires pour « l'accomplissement intégral » de ce programme. Il n'a pas spécifié ces mesures. Mais elles sont faciles à deviner : elles sont financières et militaires. Au point de vue financier, aucune difficulté grave ne se présente. Le gouvernement britannique se procure et se procurera aisément, à un taux modéré, tout l'argent dont il a besoin. Le commerce et l'industrie prospèrent, la navigation profite largement de l'inaction forcée de la flotte de commerce allemande, la vie nationale se poursuit normalement. Ce sont de bonnes conditions pour des émissions d'emprunts. Au point de vue militaire, la situation semble moins favorable. Néanmoins, elle est

sensiblement meilleure qu'on pouvait le supposer à l'origine de la crise. L'effort militaire de l'Angleterre dépasse toutes les prévisions des personnes qui souhaitaient avant la guerre la conclusion d'une convention militaire avec le Cabinet de Londres. Naturellement il ne peut pas rendre immédiatement tout ce qu'il est permis d'en espérer. Dans un pays où n'existe sous aucune forme le service obligatoire, la formation, la mise en marche et l'entraînement de grandes armées exigent du temps. Toutefois les services rendus sont déjà considérables, et l'on peut avec une entière confiance compter sur des efforts de plus en plus efficaces.

La volonté anglaise de vaincre à tout prix est telle qu'on commence outre-Manche à penser sérieusement à l'introduction du service militaire obligatoire, c'est-à-dire à une institution dont l'idée, il y a quelques mois encore, faisait horreur à l'immense majorité des populations anglaises. Il faudra encore du temps pour que la conversion s'opère dans l'esprit de nos voisins au point d'aboutir à une réforme pratique. Mais le seul fait que la question soit discutée sérieusement montre l'étendue des sacrifices que la nation britannique est décidée de consentir afin de détruire le militarisme germanique.

LA SITUATION GÉNÉRALE. — DISCOURS DE M. FEDERZONI A ROME.

Bordeaux, 14 novembre 1914.

Tandis que les attaques furieuses des Allemands contre les lignes de l'Yser se brisent quotidiennement

contre le front solide des alliés et que les armées des deux empereurs germaniques battent en retraite en Pologne, en Galicie et en Bukovine, la situation générale de l'Europe s'aggrave de jour en jour pour les deux nations de proie. L'entrée en scène de la Turquie pour le compte de Guillaume II n'a nullement déplacé la balance des forces en faveur de l'Austro-Allemagne. L'intervention militaire des troupes ottomanes n'est pas de nature à gêner sérieusement les Alliés. Elle ne fût devenue inquiétante que si la Bulgarie s'y était jointe. Mais l'intérêt bien entendu de la Bulgarie consiste à s'entendre avec les autres États balkaniques aux dépens de la Turquie, et non avec la Turquie contre les Balkaniques. Toute tentative de reviser par la violence le traité de Bucarest signé l'an dernier tournerait contre l'État qui courrait les risques de cette entreprise. D'autre part, dès lors que la Turquie a commis la folie de se lancer dans la guerre, l'entente entre les Balkaniques se trouve grandement facilitée. Sans doute sa conclusion se heurte encore à bien des objections, bien des préjugés, bien des aspirations plus ou moins vives. Mais la bonne volonté des hommes d'État qui gouvernent actuellement les pays en cause peut en triompher. L'intérêt de s'arranger en prévision des grands remaniements européens de 1915 apparaît trop grand pour que toutes les autres considérations ne cèdent pas devant celle-là. Sous les auspices des puissances de la Triple-Entente l'accord doit pouvoir se faire à la satisfaction de tous les intéressés. Il n'y a plus d'obstacle en ce qui concerne l'empire ottoman ; par sa faute il est devenu masse partageable.

Loin d'être découragée par la longueur de la guerre, l'Angleterre s'engage de plus en plus hardiment dans la lutte. Mardi M. Asquith demandera de nouveaux crédits

très importants, et M. Lloyd George présentera un exposé financier comportant un emprunt. Des dispositions sont prises pour le recrutement d'un nouveau million d'hommes en sus des 1.180.000 hommes déjà au service ou sur le point d'y entrer. Il y a dans tous les partis unanimité pour marcher jusqu'au bout, si loin qu'il faille aller et si cher que cela coûte en hommes et en argent. L'opinion britannique entraîne celle d'autres grands peuples, et cette force morale s'ajoute à des forces matérielles dont l'efficacité croît régulièrement.

En Italie les éléments nationalistes qui, avant la guerre, montraient certaines tendances plutôt germanophiles, ont pris position contre l'Allemagne. Les événements leur ont ouvert les yeux. On s'est rendu compte dans les milieux teintés d'impérialisme que les prétentions de l'Allemagne à l'hégémonie mondiale et celles de l'Autriche-Hongrie à l'hégémonie balkanique constituaient le plus redoutable péril pour l'Italie. C'est ce qu'a bien exprimé un des chefs les plus connus des nationalistes, M. Federzoni, à un banquet donné cette semaine en son honneur à Rome : « Nous ne sommes pas germanophiles ; nous sommes simplement Italiens, a-t-il dit. Mais nous sentons que, pour nos destinées historiques, notre solidarité avec toutes les nations européennes ennemies du bloc austro-allemand est nécessaire parce que l'Italie a naturellement intérêt à ce que ne s'affirme l'hégémonie d'aucune puissance du monde, puisque, actuellement du moins, elle ne peut pas penser à une hégémonie italienne. Notre génération resterait infâme à jamais si elle laissait passer l'occasion qui s'offre aujourd'hui et qui ne se présentera plus. » Ces paroles pleines de franchise ont été chaleureusement applaudies par cinq mille auditeurs. On peut juger par là des sentiments de ceux des Italiens qui

ont toujours éprouvé pour l'Angleterre et la France des sentiments sympathiques. Nous n'apprécierons pas les raisons qui empêchent le gouvernement italien de prendre parti dès aujourd'hui. Mais on peut affirmer sans témérité que les Allemands ont perdu toute chance de voir revenir à eux leur partenaire de la Triplice. En Roumanie la situation est analogue, avec cette différence aggravante pour l'Austro-Allemagne que le désir d'entrer en Transylvanie est ancré depuis toujours au cœur de chaque Roumain.

Chez nos ennemis eux-mêmes on observe du flottement. Certes, en Allemagne le courage reste le même. Mais le rêve d'hégémonie mondiale se dissipe. On accueillerait avec soulagement une paix qui rétablirait le *statu quo ante bellum.* Les journaux pangermanistes commencent à douter du triomphe ; ils recommandent le sang-froid. On commence aussi à discuter la valeur des princes et des ministres. En Autriche-Hongrie le désarroi est complet. Si l'appareil militaire subsiste en gros malgré des échecs graves et répétés, tout le reste ne tient plus que par un fil. Les partisans de la fameuse grande politique inaugurée en septembre 1908 sont tombés dans le discrédit. Ils combattent maintenant avec plus de rage que d'enthousiasme. Tous les hommes politiques de la monarchie qui ne sont pas compromis dans l'organisation du conflit ou inféodés au germanisme se lamentent de voir leur pays pieds et poings liés entre les mains de l'Allemagne, et l'armée nationale dirigée par les généraux de Guillaume II. Ils redoutent une catastrophe totale, et ils appréhendent aussi une victoire germanique qui ferait de l'Autriche une simple dépendance de la Prusse.

Voilà, en toute impartialité, ce que peut constater actuellement tout observateur attentif des choses euro-

péennes. Pour ranimer l'enthousiasme des premiers jours dans la nation germanique, c'est peu qu'on décore de la Croix de fer le lieutenant de Forstner, le héros de Saverne, et que l'administration allemande des postes baptise Boulogne *Boonen*, Lille *Ryssel*, Besançon *Bisanz*, et Vesoul *Wesel*.

L'INTERVENTION ET L'EFFORT BRITANNIQUES.

18 novembre 1914 (1).

La Grande-Bretagne justifie en ce moment toutes les prévisions de ceux de ses amis qui, avant la guerre d'abord puis durant les jours critiques de la fin de juillet et du commencement d'août de cette année, affirmèrent qu'elle ne se désintéresserait pas du grand conflit européen en perspective et se rangerait résolument du côté de la France attaquée. Au début de cette phase où chacun prenait ses positions, la lenteur et la prudence du Cabinet de Londres éveillèrent à tort des inquiétudes en France. On était chez nous impatient d'être rassuré de ce côté, et les déclarations relativement réservées de Sir Edward Grey provoquaient certaines appréhensions. C'est qu'on ne se rendait bien compte ni de la situation parlementaire du Cabinet Asquith, ni de l'état des esprits chez nos voisins.

Plusieurs raisons, toutes très graves, empêchaient le gouvernement anglais de se prononcer catégoriquement

(1) A partir du 18 novembre 1914, tous les articles ci-après parurent dans l'édition de Paris. Le dernier numéro de l'édition de Bordeaux porte le date du mardi 17 novembre.

dès l'origine du conflit. Sincère partisan du maintien de la paix, il tenait à ne pas promettre immédiatement à la Russie, à propos de la rupture austro-serbe, un concours qui eût encouragé les résistances du tsar à la pression austro-allemande, et, par voie de conséquence, augmenté les chances de guerre. Pour la même raison il disait à Paris que l'affaire de Belgrade ne le regardait point. Il ne voulait fournir, ni directement, ni indirectement, d'arguments aux milieux français suspects de tendances belliqueuses. Il ne voulait pas non plus être soupçonné lui-même, en Angleterre, de désirer secrètement la guerre. Ce n'était pas là seulement une considération parlementaire. Pour qu'une grande guerre contre l'Allemagne pût être conduite avec toute l'énergie indispensable, il était nécessaire que tout le peuple britannique fût sûr de son bon droit et qu'il eût constaté la provocation allemande. Jusqu'au moment où l'Allemagne se serait évidemment mise dans son tort, il convenait donc de ne pas s'engager à fond. Si elle n'avait pas violé tout de suite la neutralité de la Belgique, l'intervention britannique eût probablement été moins prompte et moins décisive. Elle se fût tout d'abord limitée à la protection de nos côtes et de nos ports en Europe et hors d'Europe. Seulement elle se serait produite un peu plus tard sur terre parce qu'il aurait fallu un peu plus de temps pour convaincre les pacifistes d'outre-Manche de la solidarité des intérêts franco-russes et des intérêts britanniques dans une crise où il s'agissait des destinées non seulement de l'Europe, mais encore du monde. Nous aurions eu moins tôt à nos côtés les troupes britanniques, mais nous n'aurions pas eu à défendre nos frontières du Nord jusqu'au Luxembourg, et, militairement, la situation n'eût probablement pas été plus mauvaise pour nous pendant cette période. C'est bien pour

cela que le grand état-major de Berlin préféra bousculer les Belges de manière à submerger nos départements du nord-est avant que nous fussions en état de les défendre efficacement. Nous eûmes alors à subir tous les inconvénients de la combinaison. Par contre, aujourd'hui, nous bénéficions des sympathies de tout le monde civilisé et du concours illimité de la Grande-Bretagne.

Pour avoir une idée de l'effort militaire de nos voisins et alliés, il faut lire les comptes rendus des deux dernières séances de la Chambre des Communes. MM. Asquith et Llyod George ont demandé de nouveaux crédits s'élevant à cinq milliards six cent vingt-cinq millions de francs et proposé l'émission d'un emprunt de huit milliards huit cent cinquante millions de francs. Les Communes ont approuvé sans sourciller les crédits et l'emprunt. Les impôts destinés à couvrir ces énormes dépenses seront très lourds. N'importe, tous les partis ont accepté sans objection les sacrifices demandés. Sans récriminations ils accorderont tous les hommes et tout l'argent jugés nécessaires par le gouvernement. Sans distinction de parti, ils veulent tous aller jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à l'écrasement de l'ennemi, jusqu'au moment où les Alliés seront en mesure de dicter les conditions de paix. Sous ce dernier rapport, ils seront certainement irréductibles, car c'est en vue de ces conditions, propres à assurer une longue paix au monde et une longue prospérité à la Grande-Bretagne, qu'ils s'imposent allègrement maintenant des charges sans exemple. Jamais ils n'adhéreront à une paix précaire. Les pacifistes ont compris tard, mais ils ont enfin compris le péril que le pangermanisme faisait courir à leur pays. Ils seront d'autant plus exigeants après les hostilités que leur erreur et leurs déceptions ont été plus fortes. D'ailleurs, ils auraient mauvaise grâce à se

plaindre aujourd'hui — de même que les pacifistes de plusieurs autres pays. Ils sont, en effet, pour une grande part, responsables des horreurs actuelles. Si, regardant en face les choses telles qu'elles étaient au lieu de les entr'apercevoir à travers un brouillard, ils avaient nettement déclaré que l'Angleterre ne tolérerait aucune agression germanique, en Orient comme en Occident, il y a neuf chances sur dix pour que Guillaume II ait renoncé à réaliser son rêve d'hégémonie mondiale.

LA GUERRE ET LES NEUTRES. — LES DIVERSES TENDANCES ITALIENNES. — LES HÉSITATIONS ROUMAINES.

19 novembre 1914.

On discute beaucoup en ce moment, dans la presse des pays neutres où l'on espère recueillir tôt ou tard une part plus ou moins grande de l'héritage austro-hongrois, la question de savoir s'il faut ou non intervenir par les armes dans la guerre actuelle. Les grands journaux italiens publient à ce sujet de longs articles. Nos confrères de Bucarest font de même, quoique avec plus de réserve et moins de méthode. Quant aux journaux des Etats balkaniques proprement dits, nous ne connaissons guère de leurs articles que des fragments télégraphiés généralement trop courts pour donner une idée exacte de la pensée de leurs auteurs.

En Italie, les polémiques au sujet de l'attitude à prendre dans le conflit européen sont particulièrement vives en raison de la prochaine réunion des Chambres. Le Parlement doit, en effet, s'ouvrir le 8 décembre, et la session,

quoique courte, durera assez longtemps, au moins deux semaines, dit-on, pour que les graves questions de l'heure présente y soient examinées. En tout cas, le sujet très délicat de la neutralité du royaume, même s'il n'est pas discuté publiquement à Montecitorio, sera certainement l'objet d'importantes conversations dans les commissions entre les membres du Parlement, et dans les cabinets des ministres avec les principaux hommes politiques. MM. Salandra et Sonnino voudront profiter de la session pour recueillir les avis des représentants du pays, et ils s'en inspireront dans une certaine mesure, car, à l'époque actuelle, il est impossible à n'importe quel pays, à plus forte raison à un pays parlementaire, d'engager une politique active qui ne répondrait pas aux vœux de l'opinion publique. D'autre part, le nouveau ministre des affaires étrangères, M. Sonnino, a convoqué successivement à la Consulta la plupart des ambassadeurs d'Italie en Europe. M. Tittoni et le duc d'Avarna doivent déjà être arrivés à Rome. C'est après avoir conféré avec tous ces personnages que MM. Salandra et Sonnino rédigeront l'exposé politique qui sera présenté aux Chambres. Jusque vers le milieu de décembre il ne faut donc attendre de ce côté aucune modification de la situation diplomatique.

Sans entrer dans le détail des polémiques et en restant sur le terrain purement italien, on peut constater les diverses tendances qui se manifestent chez nos voisins d'au delà des Alpes. Il y a tout d'abord la tendance gouvernementale, qui est la prudence. On veut être prêt à agir, mais on tient à n'agir qu'au moment où les risques et l'effort nécessaire seront réduits au minimum. On compte un peu sur l'épuisement des belligérants et sur les circonstances pour obtenir ce que l'on désire. Dans les milieux où le triplicisme était en honneur jusqu'à ces

derniers temps, on ressent un certain malaise à l'idée de changer rapidement de front. On pèse minutieusement les chances, on calcule la portée des répercussions possibles dans les régions où l'italianisme, sans être exigeant, entretient des espérances. On observe également que la neutralité a placé l'Italie, au point de vue économique, dans une situation privilégiée : le commerce maritime est débarrassé de concurrents acharnés, l'industrie nationale voit s'ouvrir de nouveaux débouchés. Ces dernières considérations sont puissantes dans le monde des affaires. Les partisans du maintien de la neutralité les font valoir aussi dans le monde ouvrier.

L'autre tendance est celle des masses qui réfléchissent moins et des hommes qui connaissent mieux les grandes forces qui mènent le monde. D'instinct, après les provocations austro-allemandes à l'Europe civilisée, les vieux sentiments contre les *tedeschi* se sont réveillés un peu partout dans la péninsule. On a senti que le moment était enfin venu de restituer à l'Italie les terres *irredente* encore en possession de l'ennemi traditionnel. On a vu de grandes choses à accomplir et l'on s'est reconnu la volonté d'exécuter le programme vraiment national commun à tous les patriotes. Sans calculs minutieux, on s'est convaincu que la victoire finale appartiendrait aux Alliés, et l'on a pensé que l'intervention serait d'autant plus profitable qu'elle se produirait plus tôt. Sous ce rapport, on compte beaucoup sur l'impulsion qui serait donnée à tout l'italianisme par une action prompte et énergique. On tient moins de compte des habiletés diplomatiques que des grands mouvements populaires. Et quand les diplomates prêchent la prudence, on répond que la pire imprudence serait de permettre à l'Austro-Allemagne de triompher, car la victoire des deux empires du centre aboutirait à la

mise en tutelle économique, politique aussi probablement, de l'Italie elle-même. Le germanisme vainqueur serait aussi opprimant pour les Latins de la péninsule que pour ceux de l'Ouest. Impérialistes et socialistes — socialistes officiels à part — sont d'accord là-dessus.

En Roumanie, l'immense majorité du pays professe sans réserve des idées analogues. Nous les avons assez souvent exposées pour ne pas y revenir. Mais le vieil attachement gouvernemental, ou royal si l'on préfère, au système austro-allemand n'est pas encore brisé. Il laisse de fortes empreintes dans certains esprits et dans les faits. Par exemple, presque tout l'armement roumain est d'origine autrichienne et allemande, et les munitions appropriées ne peuvent guère venir que d'Allemagne et d'Autriche, étant donné l'inexistence de véritables arsenaux dans le royaume. Cela n'aurait pas grande importance si la guerre devait être courte. Mais comme, contrairement aux prévisions de beaucoup de théoriciens de l'art militaire, la guerre sera longue, les adversaires d'une intervention jouent beaucoup de l'argument de la difficulté du ravitaillement en munitions pour combattre les partisans de l'entrée immédiate en Transylvanie. On peut assez facilement répondre que l'armée roumaine prendra, dès qu'elle le voudra, le contact avec l'armée d'invasion russe en Bukovine, et qu'une fois ce contact établi le problème des munitions sera résolu sans grande difficulté.

De ce côté, l'attitude de la Bulgarie reste la grande préoccupation. Les Roumains ne veulent pas s'exposer à être pris par derrière, au sud, quand leurs armées seront entrées en campagne, au nord, Cette appréhension est naturelle. Mais la Bulgarie ne constitue pas pour ses voisins un aussi grand danger qu'on le prétend à Sofia, dans les cercles macédoniens. Le général Radko Dimitrief, le

héros de Thrace, combat à la tête d'une armée russe. Avec lui et avec les Russes sont les cœurs bulgares. L'avenir de la Bulgarie n'est pas dans un nouvel abandon de la cause des Balkaniques, mais dans un nouvel accord avec eux.

ALLEMAGNE ET FRANCE. — LES PACIFISTES ET LES RÉACTIONNAIRES.

20 novembre 1914.

Pour tout homme doué de quelque bon sens, il semble qu'il ne puisse être question entre l'Allemagne et la France, au plus fort d'une lutte sans merci, que de relations d'ennemi à ennemi, que d'opérations de guerre. Rien, absolument rien ne permet de croire qu'on s'approche, si peu que ce soit, de la phase où commencent à s'échanger, par des voies plus ou moins détournées, les propos qui précèdent d'ordinaire les préliminaires de paix. L'Austro-Allemagne tend avec la dernière énergie tous ses ressorts pour triompher de la coalition qu'elle a provoquée. Elle met tout en œuvre, y compris le mensonge et la fourberie, pour détruire, affaiblir ou discréditer ses adversaires. En ce moment même Guillaume II tente un suprême effort à Rome pour reprendre l'Italie ou tout au moins l'empêcher de se joindre aux Alliés. Il vient, dit-on, de remplacer son ambassadeur près le Quirinal, M. de Flotow, par le prince de Bülow, l'ancien chancelier qui, depuis sa disgrâce de 1909, s'est retiré dans la Ville Eternelle, à la villa Malta. Si cette nouvelle se confirme, cela prouvera que l'empereur allemand, se sentant pris dans un engrenage terrible, a surmonté toutes les objections

de son amour-propre — qui est illimité — pour appeler au secours son « cher Bernard », dont il a méprisé les conseils. Pourtant, c'est ce moment, où tous nos efforts doivent être exclusivement consacrés à la préparation de la victoire, que des personnes choisissent pour essayer de faire croire au public français qu'il y a deux ou trois Allemagnes, que nous ne sommes vraiment en guerre qu'avec une d'elles, et que l'accord avec les autres n'est point impossible.

Cette étrange campagne qui se dessine au milieu du tumulte des armes a la même origine que les théories, professées avant la guerre, d'après lesquelles la France et l'Allemagne, malgré des contrastes apparents, se complétaient à souhait et devaient vivre ensemble tendrement unies. Aujourd'hui on ne va plus aussi loin. Mais les insinuations répandues ici et là procèdent du même système et des mêmes idées. En Allemagne on nous fait presque des compliments. On parle du courage de nos troupes, de notre science de la guerre. On affecte de nous plaindre d'avoir été forcés de marcher avec la Russie. On dit qu'en somme on ne nous veut aucun mal, qu'à la vérité la guerre est la guerre, mais que tout cela doit finir par une réconciliation. Pour persuader les éternels illusionnistes qui se rencontrent chez nous, on enrôle comme auxiliaires des socialistes et des conservateurs catholiques. Les premiers font savoir à nos pacifistes que la guerre actuelle est celle des hobereaux, que le militarisme prussien va crouler et que la France républicaine pourra sans réserve s'abandonner aux bras de l'Allemagne transformée en démocratie. Les conservateurs catholiques s'adressent à une autre partie de notre public. Ils feignent de regretter le temps de la Diète de Francfort, *die alte gute Zeit*, où l'Allemagne était divisée en une multitude d'États indé-

pendants. Ils font entrevoir la possibilité d'une reconstruction de ce vieil édifice tombé en poussière et demandent qu'on se préoccupe de restaurer, dans les combinaisons futures, tel ou tel de ces organismes disparus.

Ces mauvaises plaisanteries sont malheureusement prises au sérieux par un trop grand nombre de personnes. C'est ainsi qu'un professeur adjoint à la Sorbonne a fait connaître son intention d'aller prochainement en Suisse faire sur la guerre, d'accord avec un pacifiste allemand, des conférences où il se propose de soutenir la thèse que c'est le gouvernement allemand qu'il faut combattre et que le peuple allemand n'a pas voulu la guerre. Peut-être ce professeur espère-t-il ainsi contribuer à changer l'état des esprits en Allemagne, et même à préparer une révolution.

Si l'intention est bonne, elle confine à la folie. Pour conserver la moindre illusion au sujet des prétendues divisions allemandes sur la question de la guerre actuelle, il faut être incurablement sourd et aveugle. Mais, lorsqu'on est infirme à ce point, il convient de rester à la maison au lieu d'aller troubler dehors la vie des gens normalement constitués. Les soi-disant pacifistes allemands sont entièrement d'accord avec leur gouvernement ; ils ont pour but commun de faire renaître en France un état d'esprit dont la funeste influence nous a menés sur les bords de l'abîme. Ils veulent énerver notre résistance, arrêter notre élan, semer la désunion entre nous et préparer des négociations du genre de celles que nous avons signalées et appréciées dans les *Débats* du 6 septembre.

A l'autre pôle de l'opinion, les suggestions sur la reconstitution de l'Allemagne ont le même objet et la même valeur. Il faut le répéter sans se lasser : tous ces projets, chimériques ou non, ne sont pas notre affaire. Nous ne

disposons et ne disposerons jamais d'aucun moyen efficace pour recréer l'Allemagne conformément aux vœux des amateurs d'expériences. Nous ne posséderions jamais aucune garantie du maintien d'un statut artificiel consigné dans un traité. Nous ne sommes pas et ne serons jamais maîtres des esprits allemands. Le plus sûr moyen d'éterniser la guerre, de soulever contre nous des haines inexpiables, serait de prétendre imposer aux Allemands un régime à notre goût, socialiste suivant les uns, réactionnaire suivant les autres. Actuellement la seule affaire à considérer pour nous c'est la guerre ; ce sont les opérations militaires qui doivent nous soustraire, nous et l'Europe civilisée, à une insupportable domination, domination recherchée pour des motifs différents, mais avec une égale âpreté, par toutes les classes, par tous les partis allemands. Nous nous battons en ce moment avec toute l'Allemagne unie dans une agression sauvage. Ne faisons, ni maintenant, ni plus tard, aucune distinction. Laissons les Allemands à leurs affaires intérieures et occupons-nous des nôtres. Soyons tout entiers à une seule idée : la volonté de vaincre.

LA GUERRE ET L'ÉGYPTE.

21 novembre 1914.

L'Allemagne poursuit avec persévérance, dans tout l'Orient méditerranéen, l'exécution des plans qu'elle a préparés depuis longtemps. Après la révolution turque de 1908, elle avait failli perdre dans l'empire ottoman l'influence prépondérante qui formait la base de tout le

système. Mais les déplorables négligences de la Triple-Entente lui permirent de ressaisir son ancienne autorité. Les Jeunes Turcs furent d'abord étonnés, puis choqués, de voir la diplomatie de la France et de la Grande-Bretagne conserver des préférences ou des habitudes hamidiennes. Ils constatèrent ensuite la puissance de volonté et la souplesse du baron de Marschall ; ils furent flattés de ses avances et séduits par ses promesses. Ils perdirent beaucoup de leur confiance et de leurs sympathies pour les puissances occidentales et ressentirent une admiration croissante pour la Germanie. Le baron de Marschall et son successeur à Constantinople, le baron de Wangenheim, avec leur profonde connaissance du caractère oriental, ne tardèrent pas à prendre sur les Jeunes Turcs de l'Union et Progrès une influence plus grande que l'Allemagne n'en a jamais eue sur Abdul Hamid. En effet, le vieux despote savait doser ses faveurs et ses concessions et ne se livrait complètement à personne. Il se fût bien gardé de déclarer la guerre ou de la faire à la Russie. Les hommes du comité Union et Progrès, au contraire, confondaient les intérêts de l'empire avec ceux de leur coterie et de leurs personnes. Il était plus facile d'avoir prise sur eux.

L'Allemagne le vit et agit en conséquence. A travers toutes les crises balkaniques, elle sut conserver son influence, tantôt par la menace, tantôt par la persuasion. Pendant ce temps, nous gaspillions la nôtre à la recherche de concessions d'apparence grandiose et d'intérêt problématique. On ne saura jamais ce que la « commercialisation » de la diplomatie française, préconisée avec une fougue intempérante par des hommes à courte vue, a fait perdre à la fois à notre commerce et à notre influence au dehors. On pourrait dire du commerce à l'étranger ce

qu'on a dit des finances : « Faites-moi de bonne diplomatie et je vous ferai de bon commerce. » Il ne suffit pas d'être un bon homme d'affaires pour bien conduire les affaires de son pays au dehors. Il faut aussi posséder des aptitudes naturelles et des connaissances spéciales qui ne se trouvent pas toujours chez les financiers et les administrateurs.

Quoi qu'il en soit, l'Allemagne, déjà maîtresse du gouvernement ottoman, vient de s'emparer aussi du khédive d'Egypte. Quand éclata cet été la crise européenne, Abbas Hilmi villégiaturait en Europe comme de coutume. Il resta sur le Bosphore, dans son yali de Tchiboukli ou dans le palais de la khédiva-mère à Bebek, jusqu'au bombardement des ports russes de la mer Noire par les bateaux turcs. Son séjour ne resta pas inutilisé. Le baron de Wangenheim et Enver Pacha le mirent à profit. Ils représentèrent à Abbas que l'occasion était unique pour lui de ressaisir l'autorité quasi-souveraine des khédives sur l'Égypte. Abbas Hilmi ne s'aperçut point qu'un succès des armées ottomanes en Egypte le réduirait au rang de simple vali, révocable *ad nutum*. Il se laissa si bien convaincre par les arguments turco-allemands que, lorsqu'il manifesta son désir de rentrer au Caire, au commencement de ce mois, le gouvernement anglo-égyptien le pria de renoncer à ce projet. On le savait trop gagné à la cause germanique pour lui permettre de venir fomenter une révolution en Egypte. Pour des raisons analogues, il paraît, d'après des nouvelles venues d'Italie, que plusieurs membres de la famille khédiviale ont été embarqués à Alexandrie pour Naples.

A en croire les informations arrivées de Constantinople, Abbas Hilmi se dispose à accompagner l'armée turque qui, sous la direction d'officiers allemands, doit marcher

sur l'Égypte et le canal de Suez. Ses nouveaux amis comptent sur lui pour provoquer des troubles en Égypte, tandis qu'ils s'avanceront vers la mer Rouge. Il se pose en champion de l'islam et du khalife contre les usurpateurs chrétiens. Mais l'islam n'aura pas en lui un défenseur plus prestigieux que dans les *deunmés* ou crypto-juifs de Salonique, aujourd'hui tout puissants à Constantinople. Le monde musulman sait très bien à quoi s'en tenir sur l'attachement à la religion du Prophète de cette bande de politiciens et de jouisseurs. Mahomet V, honnête homme, mais simple jouet du comité Union et Progrès qui lui dicte ses iradés, ses proclamations et ses lettres, ne possède pas la moindre autorité dans l'islam. Les cheiks-ul-islam francs-maçons qu'on lui a imposés dans les Cabinets constitués par le comité n'en ont pas davantage. L'Angleterre saura défendre par les armes ses territoires et les chemins de son commerce, mais elle trouvera, nous trouverons avec elle d'autres appuis : ni l'islam, ni les Ottomans ne supporteront indéfiniment le joug des fous de Constantinople alliés aux barbares germaniques.

L'AUTRICHE-HONGRIE ET LA GUERRE. — AVANCES AUX NATIONALITÉS.

23 novembre 1914.

Comme le gouvernement allemand, le gouvernement austro-hongrois sent venir un vent de désastre sur les deux empires du centre. On est au seuil de l'hiver, et la grande combinaison d'été, fondée sur la double offensive foudroyante contre Paris et la Serbie, n'est pas plus près

de sa réalisation qu'au début de la guerre. De part et d'autre les occupations territoriales à l'est et à l'ouest se compensent. Par contre, plus de deux millions d'Austro-Allemands sont hors de combat. A eux seuls les Austro-Hongrois ont perdu, d'après leurs propres journalistes, plus de 900.000 hommes jusqu'au 4 novembre : 752.936 hommes en Galicie, plus de 170.000 en Serbie, Bosnie-Herzégovine et Hongrie du sud-ouest. A la même date, près de 20.000 officiers de Sa Majesté Apostolique, — compris dans les chiffres précédents — étaient tués, blessés ou prisonniers. L'argent manque. L'emprunt qu'on vient de lancer dans la monarchie a échoué ; les gouvernements de Vienne et de Pest sont obligés d'adresser dans une forme comminatoire aux grands seigneurs des invitations à souscrire des sommes proportionnelles à leur fortune. L'ordre n'est maintenu dans les deux parties de la monarchie que grâce aux mensonges méthodiques sur la situation et à un régime de terreur dans les provinces slaves et roumaines. Le vieil édifice craque de toutes parts. Il ne résisterait plus à un assaut combiné roumano-italien. L'hiver s'annonce exceptionnellement rigoureux ; ses misères seront plus éloquentes que tous les communiqués. Le printemps réserve un réveil terrible aux auteurs du coup de juillet. Nous pouvons en toute confiance attendre ce moment-là : l'effort austro-allemand sera épuisé.

Aussi, tandis que le gouvernement allemand fait jouer toutes ses influences, socialistes, conservatrices et religieuses, afin d'essayer de duper l'opinion et le gouvernement français, les Cabinets de Vienne et de Pest poussent dans le même sens des tranchées diplomatiques convergentes. Les ouvrages avancés de MM. de Bethman-Hollweg et de Jagow vont seulement jusqu'à Paris et

Bordeaux ; ceux des comtes Berchtold et Tisza ont en outre une tranchée sous-marine qui passe sous la Manche. L'Autriche-Hongrie se voit perdue si, contrairement à ses prévisions de cet été, la guerre dure. Alors, elle prononce une violente attaque en Serbie afin de se saisir d'un gage, et, en même temps, elle s'ingénie à ouvrir la voie à des pourparlers.

Tout le monde sait aujourd'hui que le principal metteur en scène de l'agression contre la Serbie au mois de juillet dernier est le comte Étienne Tisza, président du Conseil hongrois, homme à poigne, type du despote moderne. D'ailleurs le comte Tisza est loin d'être seul responsable. Il est de beaucoup l'homme d'État de la monarchie qui jouit du plus grand crédit près de l'empereur François-Joseph. Il a trouvé des complices dévoués et des collaborateurs fanatiques à la Cour, dans l'armée et dans la société. Il incarne simplement la politique qui a été faite, et tout le pays doit en supporter le poids avec lui. Au dedans même de la monarchie, il est vrai, il est des nationalités victimes qui souffrent cruellement. Mais précisément elles ne peuvent être affranchies qu'après la défaite évidente de l'Autriche-Hongrie et le châtiment définitif des Attilas de Vienne et de Pest. Par conséquent les Alliés ne pourront prêter l'oreille aux protestations pacifiques venues de ce côté qu'après des événements militaires décisifs. Si les partisans austro-hongrois d'une paix plus prompte désirent se faire écouter auparavant, qu'ils commencent par chasser du pouvoir les criminels qui en exploitent la possession contre les véritables intérêts du pays et la civilisation !

Les ministres dirigeants à Vienne et à Pest se débattent afin d'échapper au destin. Depuis le commencement de ce mois, le comte Tisza cherche à négocier un accommo-

dement avec les Roumains de Transylvanie. Il a, en particulier, adressé une lettre à l'archevêque roumain Metzianu où il s'engage à donner « son appui généreux aux aspirations des Roumains pour développer leur culture ». Il ajoutait :

Dans les conférences antérieures avec les délégués roumains, je ne pouvais pas remplir tous leurs vœux ; mais, aujourd'hui, le courant sympathique de l'opinion publique m'encourage dans la conviction que les concessions accordées à la nationalité roumaine ne porteront pas préjudice à l'unité de l'état national hongrois. Le gouvernement est décidé à proposer la réforme de la loi de l'instruction élémentaire, prenant en considération les vœux des nationalités pour l'enseignement dans la langue maternelle. Le gouvernement fera des concessions aux nationalités concernant l'usage de leurs idiomes dans l'administration publique ; ensuite, le gouvernement fera une revision de la loi électorale, qui élargira la représentation des Roumains dans le Parlement.

Pour donner plus de force à ces assurances, le ministre de l'intérieur de Hongrie a publié un décret ordonnant que les couleurs et insignes spéciaux des nationalités ne soient plus interdits, « vu que les nationalités habitant la Hongrie prouvent le mal fondé de l'allégation que ces couleurs ont une signification antipatriotique ». En outre, une amnistie est promise aux condamnés pour lèse-majesté et pour les délits politiques. Les procès intentés doivent être abolis. Dans toutes les crises vitales par où la monarchie a passé depuis cent ans, les mêmes engagements ont été pris, les mêmes promesses ont été données. Jamais ni les uns ni les autres n'ont été tenus. Passé le danger, on en est revenu au vieux système. Les Serbo-Croates, les Tchèques et les Roumains se souviennent de ce qui s'est passé en 1848 et en 1866. Ils ne tomberont point dans le piège que leur tendent les ministres de 1914. Ils savent qu'un seul peuple non germanique de la monarchie a réussi à se faire respecter : c'est le peuple magyar,

qui s'est révolté. Ce n'est que par les armes qu'on peut obtenir des garanties du gouvernement autrichien. Du reste, la majorité des Magyars est foncièrement hostile à toute concession sérieuse en faveur des non-Magyars de Transleithanie.

Les négociations extérieures se greffent sur les négociations intérieures. Au commencement de la semaine dernière le comte Tisza est venu conférer à Vienne avec M. de Stuergkh et le comte Berchtold. Il a été décidé que le comte Tisza se rendrait aussitôt au quartier général allemand en passant par Berlin. Il est, en effet, parti le 18 novembre pour Berlin, après avoir vu à Vienne le comte de Monts, ancien ambassadeur d'Allemagne à Rome. Sans aucun doute le comte Tisza ne s'est point borné à échanger des politesses avec Guillaume II et ses ministres. Il est allé traiter de bien autre chose. Nous ne pouvons savoir ce qui est issu de ces conférences. Mais ce dont nous sommes sûrs, c'est qu'elles ne modifieront en rien les résolutions des trois puissances unies par la Déclaration de Londres du 5 septembre dernier.

LA MOBILISATION DES REPTILES ALLEMANDS. — LA SOCIÉTÉ MONDIALE DE PRESSE.

25 novembre 1914.

La mobilisation de la presse austro-allemande a précédé celle des armées de Guillaume II et de François-Joseph Ier. Nous avons en détail exposé ici ces opérations préliminaires, dans la période allant du 28 juin, date de l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand et de sa femme,

jusqu'aux déclarations officielles de guerre à la fin de juillet et au commencement d'août. On savait que, dans une période antérieure, remontant à l'époque où la guerre fut décidée en principe par les gouvernements allemand et austro-hongrois, une campagne de presse « mondiale » avait été préparée à Berlin avec le même soin que l'offensive foudroyante sur Paris. Mais on ne possédait que des données assez vagues sur la création et le fonctionnement de cette armée de reptiles destinée à opérer au dehors. Grâce au gouvernement britannique, on connaît aujourd'hui quelques-unes des particularités les plus curieuses de cette institution unique. On vient, en effet, de distribuer au Parlement anglais plusieurs dépêches de Sir E. Goschen, où l'ambassadeur de George V à Berlin met le Foreign Office au courant de « l'établissement d'une puissante association secrète, fondée sous le contrôle du gouvernement, en vue d'influencer la presse étrangère dans l'intérêt du commerce extérieur allemand et de l'influence allemande en général ». Là, comme en tant d'autres matières, les Allemands ont poussé très loin le perfectionnement des méthodes. Seulement, là aussi, comme en tant d'autres choses, leur infériorité psychologique leur a fait commettre des erreurs qui les ont en grande partie privés du bénéfice d'une minutieuse préparation. Bismarck est toujours le modèle qu'on copie ; mais, sans le génie bismarckien, la méthode ne vaut plus grand-chose.

Dans une première dépêche du 27 février 1914, Sir E. Goschen rapporte les plaintes de la presse allemande sur les atteintes portées au prestige de l'Allemagne dans les pays où la presse et les agences télégraphiques se trouvaient « entre des mains hostiles à toute entreprise allemande ». Puis il narre les premiers essais de constitution

d'une « Association mondiale pour le commerce », composée d'agents spéciaux dont l'action générale serait plus efficace que celle de personnes revêtues d'un mandat officiel. On étudia tout d'abord un projet de « Société économique germano-américaine », analogue aux associations similaires existant déjà en d'autres pays, par exemple aux sociétés germano-argentine, germano-canadienne, germano-russe. On voulait faire coïncider cette création avec la revision du tarif américain, qui offrait à l'industrie allemande de nouvelles chances d'accroître ses débouchés aux États-Unis. Mais, sous l'inspiration de M. Ballin, directeur de la *Hamburg-Amerika Linie*, qui avait accepté la direction de l'entreprise, on s'occupa de substituer à la Société germano-américaine projetée une Société mondiale. A cet effet, on organisa des réunions des représentants des diverses sociétés germano-étrangères, de l'Association des industriels allemands, de la Fédération des industriels et des principales maisons industrielles. Mais on ne parvint point à s'entendre et l'on revint au projet germano-américain. Les statuts de la nouvelle Société furent arrêtés dans une réunion très confidentielle tenue au ministère des affaires étrangères en présence du ministre lui-même et sous la direction effective de M. Hamann, le directeur du bureau de la presse à la Wilhelmstrasse. Sir E. Goschen expose ainsi l'affaire :

« A la réunion participèrent des membres des principales sociétés de l'empire : du *Norddeutsche Lloyd*, de la *Hamburg Amerika*, de la *Deutsche Bank*, de la *Diskonto-Gesellschaft*, de l'*Allgemeine Electricitœts-Gesellschaft*, de la *Siemens und Halske*, de l'usine Schukert, de la maison Krupp, etc... Ils constituèrent une société privée, en vue « de propager à l'étranger le prestige industriel de l'Allemagne ». Un but commodément vague, comme on voit. La caisse de la Société sera alimentée par des souscriptions particulières et une subvention gouvernementale. On

avait primitivement fixé à 12.500 livres sterling la recette que devaient produire les cotisations particulières. Mais les assistants éprouvèrent un tel enthousiasme qu'ils promirent un total de cotisations annuelles de 25.000 livres sterling. Le gouvernement y ajoutera 12.500 livres sterling par an, l'ensemble des fonds secrets placés à la disposition du ministère pour des affaires de ce genre, c'est-à-dire pour les subsides alloués à certaines feuilles étrangères.

La Société devait s'efforcer d'obtenir un arrangement avec l'agence Havas (1), de façon que celle-ci ne publiât, sur l'Allemagne, que les nouvelles qui lui seraient transmises par l'agence Wolff. L'agence Wolff, à son tour, ne recevrait les nouvelles que de cette nouvelle Société. Une combinaison du même genre devait être proposée à l agence Reuter. Si celle-ci déclinait cette offre, une agence allemande plus petite, la Deutsche Kabelgesellschaft, recevrait une subvention pour établir un service d'outre-mer faisant concurrence à celui de Reuter.

Tous les établissements représentés à la réunion convinrent en outre de verser à la cagnotte de la Société les sommes très importantes qu'ils consacrent à leur publicité dans les feuilles étrangères. On évalue à 25.000 livres sterling par an l'ensemble de ces sommes, si bien que les fonds dont la nouvelle Société disposera atteindront de 50 à 75.500 livres sterling. La Société ne donnera à l'avenir les annonces de ses membres qu'à ceux des journaux étrangers qui publieront des informations sur l'Allemagne émanant de la susdite Société, cette dernière devant être considérée comme unique source d'informations authentiques concernant l'Allemagne et les choses d'Allemagne. Ses informations seront transmises gratuitement ou contre une somme nominale. Ainsi les journaux étrangers qui entreront dans la combinaison retireront des bénéfices considérables de leur collaboration avec la Société : des annonces lucratives et de la copie rédigée dans la langue du journal. La presse étrangère sera surveillée par des agents de la Société placés dans les différents centres étrangers. Toute nouvelle erronée sera télégraphiée au bureau central et rectifiée immédiatement par des télégrammes émanant de la Société. Les pays où ce système entrera immédiatement en application sont ceux de l Amérique du Sud et de l Extrême Orient, mais il s'étendra également plus tard à tous les pays hors d Europe. Les tarifs télégraphiques allemands pour télégrammes de presse seront réduits au profit de la nouvelle Société. »

Ainsi fut fait. A partir du 1er avril 1914, des tarifs télégraphiques réduits furent mis en vigueur pour les dé-

(1) Des informations parvenues depuis au Foreign Office ont établi d une manière concluante que l'agence Havas n'avait jamais envisagé la possibilité de conclure un pareil accord avec la société allemande.

pêches des agents de la Société, dites dépêches de fin de semaine, à destination des Etats-Unis, du Canada, de l'Argentine, du Chili, du Pérou et des colonies allemandes. A partir du 1er mai, les mêmes réductions furent appliquées aux télégrammes de même origine à destination du Cap, du Natal, de l'Orange, du Transvaal, de la Rhodésia, du Nyassaland, des Indes, de la Birmanie, de Ceylan, de Malacca, de Pénang, de Singapour et de Labuan. A peine né, le système fondé pour l'Amérique s'étendait à l'Afrique et à l'Asie. On revenait au projet mondial de M. Ballin.

Peu de temps après, le 5 juin 1914, la *Deutsche Export Revue*, trop bien informée, confirma les renseignements recueillis par Sir E. Goschen dans un article que le gouvernement, embarrassé par cette révélation au public, interdit de reproduire. Cette revue hebdomadaire bien connue dans le monde commercial annonçait en outre que la Société en question recevait un subside annuel de 312.500 francs sur les fonds secrets. Elle indiquait aussi que la Société serait dirigée par un comité de trois membres, comprenant M. von Borsig, M. Rœtger et M. Schacht, directeur de la *Deutsche Bank*. Ce comité devait être assisté d'une commission comprenant les directeurs des grandes banques de Berlin, le directeur de la *Hamburg-Amerika Linie*, celui du *Norddeutsche Lloyd*, des manufactures d'armes Lœwe, etc.

On le voit, rien ne manquait à cette organisation. Le montant de la subvention gouvernementale montre assez quelle importance la Wilhelmstrasse attachait à une Société destinée à favoriser le commerce allemand, à célébrer la gloire allemande et à dénigrer tout ce qui est étranger. Sans doute ce précieux organisme est encore utilisé aujourd'hui pour propager partout les mensonges

allemands. Mais, comme la mécanique du grand état-major berlinois, il doit être singulièrement détraqué.

LE SAINT-SIÈGE ET LA GRANDE-BRETAGNE. — ENVOI DE SIR H. HOWARD AU VATICAN. — LES IRLANDAIS ET LA GUERRE.

26 novembre 1914.

Le gouvernement britannique vient de prendre une décision qui fait le plus grand honneur à sa claircoyance politique et à l'indépendance de son jugement. D'après des informations qui ne sont pas encore officielles, mais qu'il y a lieu de croire exactes, il a engagé des pourparlers avec le Saint-Siège en vue de se faire représenter au Vatican pendant la durée de la guerre européenne par un ministre plénipotentiaire régulièrement accrédité près de Benoît XV. Ces négociations, dont le duc de Norfolk, le chef de l'illustre maison catholique des Howard, a été l'intermédiaire, ont pleinement réussi, et Sir H. Howard, ministre plénipotentiaire, d'une branche collatérale de la famille du duc de Norfolk, aurait été désigné pour représenter la Grande-Bretagne au Vatican.

C'est une grande innovation dans la politique britannique. Jusque dans le courant du siècle dernier, la guerre au « papisme » avait laissé de telles traces que les catholiques étaient inéligibles à la Chambre des Communes. Ils étaient officiellement tenus en suspicion. Mais, dans la seconde moitié du XIX[e] siècle, l'idée catholique fit de très sensibles progrès en Angleterre. Sous l'influence de l'homme éminent qui devint le cardinal Newmann, il se

forma un mouvement de plus en plus marqué vers le catholicisme romain, dont M. Thureau-Dangin et Mme Lucie Goyau-Félix-Faure ont exposé les développements successifs dans des livres excellents. Durant le pontificat de Léon XIII, ce mouvement s'accentua même de telle sorte qu'il fut à plusieurs reprises question de l'union d'une des Églises protestantes, la *High Church*, avec l'Église de Rome. Ce furent, dit-on, des questions d'ordre transitoire et personnel plutôt que dogmatiques qui empêchèrent ce grand événement de s'accomplir. Quoi qu'il en soit, aujourd'hui le catholicisme et les catholiques, au lieu d'être englobés dans une sorte de réprobation, jouissent en Angleterre de sympathies très étendues. L'élévation d'idées et la largeur de vues de Léon XIII avaient beaucoup contribué à ce résultat ; le catholicisme était apparu aux yeux des traditionnels ennemis du « papisme » sous un aspect très différent de celui qu'ils s'imaginaient. Sous le pontificat de Pie X, l'élan s'arrêta. On ne sait s'il reprendra, car on touche ici aux fibres les plus délicates d'une nation. Mais la situation est telle que le gouvernement britannique peut, sans craindre de choquer l'opinion publique ni de provoquer une opposition dans le Parlement, se faire officiellement représenter maintenant au Vatican.

Sans nul doute cela est dû en grande partie à l'admirable conduite des Irlandais catholiques depuis le commencement de la guerre. Les Anglais avaient toujours redouté qu'en cas de guerre les Irlandais s'insurgeassent afin de prendre enfin la revanche de persécutions séculaires. C'était l'une des grandes raisons des répugnances contre le Home Rule. C'était aussi, dans ces derniers temps, l'espoir de l'Allemagne, qui entretenait en Irlande des agents extrêmement actifs. Et cela n'a pas été une

des moindres déconvenues de Guillaume II que de voir les Irlandais faire immédiatement bloc contre lui au commencement de ce mois d'août. Il était persuadé, et ses agents l'avaient confirmé dans cette opinion, que la guerre civile éclaterait à coup sûr dans les Iles Britanniques. Anglais, Écossais et orangistes rendirent immédiatement justice à la loyauté irlandaise. Leurs chefs déclarèrent au Parlement que, après ce qu'on venait de voir, il n'y avait plus de question d'Irlande. Il est sûr, en effet, qu'après la guerre la crise du Home Rule se résoudra d'elle-même. L'union de l'Irlande et de la Grande-Bretagne est désormais cimentée dans le sang versé pour la cause commune.

Rien, d'ailleurs, ne sera plus sensible aux Irlandais que le rapprochement, fût-il seulement provisoire, du Cabinet de Londres et du Vatican. Ils n'avaient nul besoin d'encouragements pour bien se battre, car ils ont toujours été de magnifiques soldats. Mais ils se sentiront plus d'enthousiasme et plus de dévouement. M. Asquith, Sir Edward Grey et leurs collègues ont fait à la fois un coup de maître et une bonne action. Ils n'ont pas été moins sagaces au point de vue diplomatique. A cette heure critique où se jouent les destinées de l'Europe, les Alliés n'étaient représentés près du Saint-Siège que par le ministre d'une puissance orthodoxe, la Russie. Par contre, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie ont au Vatican des agents actifs, énergiques, bons courtisans, recourant sans scrupule à tous les moyens pour servir leur cause. Depuis longtemps, mais surtout depuis le commencement de la guerre, l'opinion catholique dans les deux mondes était artificiellement excitée contre la France. Or elle dispose de plus d'influence que ne le croient nos combistes impénitents. Pour la conduite de la guerre et la conclusion

de la paix future, il n'est point indifférent que le monde catholique soit exactement informé en tout pays. Pour cela, il n'est guère de meilleur moyen que de défendre soi-même sa cause près du Saint-Siège. C'est ce qu'a compris le gouvernement britannique.

On remarquera que, des trois grandes puissances alliées, les seules qui soient aujourd'hui représentées au Vatican sont un État orthodoxe et un État protestant. La France qui, malgré tout, est un pays catholique, où les catholiques, fidèles et clergé, donnent en ce moment un exemple aussi noble que celui des Irlandais, reste seule à l'écart.

CONDITIONS D'UN ARRANGEMENT ENTRE LA BULGARIE, LES ALLIÉS ET LES ÉTATS BALKANIQUES.

27 novembre 1914.

La Bulgarie ne parvient point à se décider à prendre la seule attitude que lui commandent ses intérêts bien entendus et le souci de sa réputation. La guerre européenne d'abord, l'agression turque contre la Russie ensuite, lui avaient fourni une occasion inespérée de regagner en territoire et en honneur ce que l'échec de son odieuse attaque brusquée de juin 1913 contre ses alliés de la veille lui avait fait perdre. Si ses hommes dirigeants avaient eu le sens aigu des réalités au lieu d'être dominés par la rancune, ils auraient pu conclure immédiatement avec la Russie et la Serbie, probablement aussi avec la Grèce et la Roumanie, un pacte d'autant plus avantageux qu'il eût été plus promptement signé. Mal-

heureusement pour leur pays, à ce moment les ministres bulgares étaient encore inféodés à l'Autriche-Hongrie et à la Turquie ; vraisemblablement même ils avaient des arrangements avec ces deux puissances. Seulement le conflit européen prit rapidement une telle tournure que le cabinet Radoslavof jugea plus prudent d'observer la neutralité. Neutralité relative, d'ailleurs, car le territoire bulgare fut libéralement ouvert — peut-être l'est-il encore — au passage de tous les convois militaires allemands à destination de la Turquie.

A mesure que s'accentuèrent les insuccès austro-allemands sur l'un et l'autre front du théâtre des opérations, les stamboulovistes au pouvoir se montrèrent de plus en plus réservés à l'égard de leurs amis. Mais, par un phénomène curieux, ils affichèrent des prétentions teritoriales de plus en plus grandes vis-à-vis de leurs voisins. Il sembla qu'ils voulaient faire payer à ceux-ci la déconvenue qu'ils éprouvaient d'autre part. Et quand, au commencement de ce mois, le Nord-Ouest de la Serbie fut envahi par une armée austro-hongroise de plusieurs centaines de mille hommes, le Cabinet de Sofia, loin de songer à venir en aide aux frères slaves, combina une forte pression diplomatique sur Belgrade avec un mouvement de comitadjis dans la Macédoine serbe. Pendant longtemps les Bulgares se sont vantés d'être les Prussiens de l'Orient. En effet, l'an dernier et cette année, ils ont bien montré qu'ils possédaient quelques-uns des traits caractéristiques du peuple qu'ils étaient fiers de prendre pour modèle. Cela ne suffit point pour assurer la réalisation de leurs ambitions nationales.

Autant que les Bulgares et leurs amis le plus zélés, nous sommes partisans de la reconstitution de l'accord balkanique — nous ne disons pas de la Confédération

balkanique, projet chimérique dont on nous a trop rebattu les oreilles. Comme eux aussi, nous croyons que ce nouvel accord implique des sacrifices territoriaux de la part des autres membres de la Ligue de 1912. Comme eux encore, nous pensons que ces remaniements — volontaires — doivent dans une large mesure correspondre aux aspirations reconnues des populations. Mais l'établissement de ce nouvel état de choses est subordonné à plusieurs conditions fondamentales. Tout d'abord les agrandissements bulgares doivent être le prix de services effectifs rendus aux États aux dépens desquels ils seront faits. Or la Bulgarie prétend recevoir des territoires sans sortir de sa neutralité. Elle exige même d'être mise immédiatement en possession, avant que les États cédants aient obtenu ou occupé quoi que ce fût ailleurs. Elle voudrait installer des garnisons dans la Macédoine serbe, alors que le territoire serbe est encore envahi. Il lui faut, dit M. Malinof, ancien président du Conseil, « des preuves palpables que cette fois ce qui lui revient de droit ne lui échappera pas ».

Diplomatiquement cette aberration est comparable à l'attaque brusquée conçue en juin 1913 par le roi Ferdinand et le général Savof. La Bulgarie n'est pas en état de se faire payer d'un seul kilomètre carré sa neutralité, pour l'excellente raison que, si elle commettait la folie d'intervenir contre la Serbie ou la Grèce, la Roumanie, plus forte qu'elle, l'attaquerait immédiatement. Si le gouvernement roumain, par excès de prudence, croit devoir pour l'instant rester inactif dans le conflit européen, il ne tolèrerait pas un seul jour que la Bulgarie entreprît de reviser par la force le traité de Bucarest. Le Cabinet de Sofia fera donc sagement de renoncer à ce bluff copié sur le fameux modèle prussien. Plus il insis-

tera dans ce sens, plus il indisposera les hommes de bonne volonté désireux de voir enfin s'établir dans les Balkans un régime politique durable. Les négociations entre les États balkaniques ne peuvent s'établir que sur les bases suivantes : participation active de la Bulgarie à la guerre, de concert avec les Alliés, suivant un plan arrêté en commun, et agrandissement de la Bulgarie en Macédoine — sans parler de la Thrace — d'après un plan déterminé, sous la garantie des trois grandes puissances alliées. Ce plan comporterait plusieurs combinaisons, dont l'application dépendrait des futurs agrandissements de la Serbie, de la Grèce et de la Roumanie dans d'autres régions. En outre il devrait assurer le respect des intérêts vitaux de la Serbie et de la Grèce, c'est-à-dire le contact territorial de ces deux États et la liberté de leurs communications par la vallée du Vardar.

On comprend que la Bulgarie tienne à des précisions excluant toute chance de conflit, comme après la première guerre balkanique. Les Alliés y tiennent autant qu'elle. On comprend aussi qu'elle veuille se prémunir contre l'inexécution des clauses stipulées. Mais les trois alliés donneraient volontiers leur garantie. Alors le Cabinet de Sofia, s'il est de bonne foi, ne pourrait élever aucune objection contre le plan suggéré. S'il persiste à réclamer, avant toute action utile de sa part, l'occupation préalable des territoires convoités, il prouvera simplement qu'il est encore lié par des accords secrets avec les Cabinets de Vienne et de Constantinople. Ce serait, en effet, la seule explication de son désir de s'installer dès aujourd'hui sur des positions stratégiques en possession des Serbes et des Grecs. Mais ce serait pour les Alliés une raison péremptoire de refuser leurs bons offices pour des négociations destinées à tourner contre eux.

CHAPITRE VII

ESCRIME DIPLOMATIQUE

LE LIVRE JAUNE SUR LES ORIGINES DE LA GUERRE.

30 novembre 1914.

Le *Livre Jaune* contenant les documents diplomatiques relatifs aux négociations qui ont précédé la guerre européenne paraîtra ce soir. Avec les *Livres Bleu, Gris, Blanc, Orange*, déjà connus, il forme un ensemble de pièces d'où la vérité se dégage avec une évidence qui s'impose à l'historien. Il vient devant le public un peu plus tard que les recueils publiés par le sautres gouvernements. Mais il est plus complet, plus méthodique, et une traduction anglaise paraît simultanément dans les pays de langue anglaise. Contrairement à une fâcheuse coutume, il sera mis en vente à un prix très modique au lieu d'être distribué seulement dans le monde officiel. Des documents de ce genre, où il s'agit des destinées nationales, doivent en effet être divulgués le plus possible. La lecture du *Livre Jaune* sur la guerre européenne ne peut que confirmer l'absolue certitude du peuple français dans son bon droit, affermir sa volonté

de poursuivre la lutte jusqu'au règlement définitif des grands intérêts mondiaux en jeu, et stimuler l'élan général vers la victoire.

On ne trouvera pas de révélations dans le *Livre Jaune.* Il n'en restait plus à faire. Durant toutes les négociations la France, tout en étant directement et principalement visée par l'Allemagne, est restée diplomatiquement au second plan. Le dessein de l'Allemagne était de l'entraîner à la guerre en mettant la Russie en cause et de l'obliger à commettre des imprudences qui permissent à des adversaires de mauvaise foi de rejeter sur elle les responsabilités du conflit. L'affaire serbe ne fut qu'un prétexte — qu'on crut habilement choisi — pour faire croire aux populations austro-allemandes que l'intervention injustifiée de la Russie dans le différend austro-serbe était la seule cause de la conflagration générale, et qu'en envahissant le territoire de la puissance alliée de la Russie, elles défendraient seulement leurs foyers et leur *kultur* menacées. On escomptait aussi de notre part des hésitations et des défaillances qui retarderaient notre mobilisation et causeraient de telles lenteurs ou de tels désordres que l'offensive foudroyante sur Paris — clef de voûte de tout le système du grand état-major de Berlin — s'exécuterait sans accroc. On tenait également pour certain que l'Angleterre ne marcherait jamais à propos de la Serbie, qu'elle serait immobilisée par la crise du Home Rule, et que, si elle venait à prendre conscience du propre danger qu'elle courait après l'écrasement de la France, il serait trop tard pour elle d'intervenir utilement. On espérait même qu'à ce moment la France, gagnée par une modération simulée, se résoudrait aisément, sous certaines influences, à prendre fait et cause pour l'Allemagne contre la perfide Albion.

Sur cette phase du conflit le *Livre Jaune* n'apprend rien de nouveau. Le *Livre Bleu* avait tout révélé sur les propositions fallacieuses de M. de Bethmann-Hollweg au sujet de la neutralité anglaise et de la violation de la neutralité belge. Il en est de même des circonstances de l'attaque brusquée diplomatique au moment où le président de la République et M. Viviani rendaient visite aux Cours du Nord. Pour notre part, nous n'aurions rien à modifier à ce que nous écrivions ici pendant tout le mois de juillet et les premiers jours d'août. Pour tout observateur instruit des procédés de la diplomatie germanique le jeu allemand était facile à lire. On le devinait alors, on le voit à découvert aujourd'hui. Mais, dans une première partie intitulée « Avertissements (1913) », le *Livre Jaune* contient des documents d'une clarté saisissante sur la période antérieure.

Le 17 mars 1913 notre ambassadeur à Berlin, M. Jules Cambon, transmit au quai d'Orsay deux rapports de nos attachés militaire et naval en Allemagne où le lieutenant-colonel Serret et M. de Faramond résumaient leurs raisons de croire à une initiative belliqueuse de nos voisins de l'Est pour l'été de 1914. M. de Faramond, par exemple, après avoir constaté que le gouvernement allemand s'efforçait d'obtenir avant le 1er juillet 1914 le payement intégral de l'impôt extraordinaire d'un milliard, observait qu'il y avait là pour nous « une indication redoutable, car rien ne saurait expliquer une telle hâte des autorités militaires à posséder un trésor de guerre liquide d'un milliard dans leur caisse ». On se rappelle qu'alors la presse allemande, après avoir mené grand bruit autour de cet impôt afin de galvaniser le public, fit peu à peu le silence. On évita de dire combien l'impôt avait fourni ; on affecta même de laisser entendre qu'on avait éprouvé

des déceptions sur son rendement. L'argent une fois encaissé, on ne devait plus en parler. Il fallait se garder de donner l'éveil aux personnes qui s'imaginaient que les 200 millions d'or des caves de Spandau constituaient tout le trésor de guerre de l'empire.

Le 2 avril, notre ministre des affaires étrangères reçut de son collègue de la guerre communication de pièces d'un intérêt bien plus grand encore : c'était un rapport officiel et secret, en deux parties, sur le renforcement de l'armée allemande. Le rapport, d'une authenticité au-dessus de toute contestation, exposait en détail les moyens choisis pour renforcer l'armée allemande, pour » fortifier et étendre le *Deutschtum* dans le monde entier «. « Il faut, disait-il, mener les affaires de telle façon que, sous la pesante impression d'armements puissants, de sacrifices considérables, et d'une situation politique tendue, un déchaînement (*Losschlagen*) soit considéré comme une délivrance, parce qu'après lui viendraient des décades de paix et de prospérité comme après 1870 ». La préparation de la guerre était envisagée sous tous ses aspects : armement, finances, diplomatie, presse. « Il n'y aurait pas à s'inquiéter du sort de nos colonies. Le résultat final en Europe le règlera. Par contre, il faudra susciter des troubles dans le nord de l'Afrique et en Russie. » Tous les soulèvements utiles, à Tunis, à Alger, au Maroc, en Égypte, étaient prévus. Quant aux petits États, « il faudra qu'ils soient contraints à nous suivre ou soient domptés ». Le moment venu, l'exécution du plan sera foudroyante : « Les dispositions arrêtées dans ce sens permettent d'espérer que l'offensive peut être prise aussitôt après la concentration complète de l'armée du bas Rhin. Un ultimatum à brève échéance, que doit suivre immédiatement l'invasion, permettra de justifier suffisamment notre

action au point de vue du droit des gens. Tels sont les devoirs qui incombent à notre armée, et qui exigent un effectif élevé... Si l'ennemi nous attaque, ou si nous voulons le dompter, nous ferons comme nos frères d'il y a cent ans ; l'aigle provoqué prendra son vol, saisira l'ennemi dans ses serres acérées, et le rendra inoffensif. Nous nous souviendrons alors que les provinces de l'ancien empire allemand : comté de Bourgogne et une belle part de la Lorraine, sont encore aux mains des Francs ; que des milliers de frères allemands des provinces baltiques gémissent sous le joug slave. C'est une question nationale de rendre à l'Allemagne ce qu'elle a autrefois possédé. »

Ce rapport est daté du 19 mars 1913. On sait aujourd'hui quelle suite lui fut donnée. Le plan faillit être exécuté immédiatement, car on se trouvait alors en pleine crise orientale et la question d'Albanie, celle de Scutari surtout, semblait sur le point de mettre le feu à la poudrière européenne. Quelques semaines plus tard, M. Jules Cambon prévenait M. S. Pichon que l'Allemagne venait de procédéer à une mesure préparatoire de la mobilisation : l'avis donné aux officiers et aux hommes de la réserve d'avoir à se tenir prêts pour l'appel. Peut-être se rappelle-t-on que, presque seuls dans la presse française, nous combattîmes de toutes nos forces l'idée, très soutenue ailleurs, d'affronter la Triple-Alliance en vue de faire attribuer, même par la force, Scutari au Montenegro. A ce moment l'Italie était catégoriquement opposée à cette combinaison, l'Angleterre y était hostile et le gouvernement russe n'y attachait qu'une importance secondaire. A en juger par le développement des événements militaires de ces derniers mois, on devine ce qui serait advenu de nous si la Double-Alliance avait dû se mesurer à cette occasion avec la Triple-Alliance résolument unie.

Le 6 mai 1913, M. Jules Cambon rappelait les confidences suivantes du général de Moltke, chef de l'état-major général : « Il faut laisser de côté les lieux communs sur la responsabilité de l'agresseur. Lorsque la guerre est devenue nécessaire, il faut la faire en mettant toutes les chances de son côté. Le succès seul la justifie. L'Allemagne ne peut ni ne doit laisser à la Russie le temps de mobiliser ; car elle serait obligée de maintenir sur sa frontière est une force telle qu'elle se trouverait en situation d'égalité, sinon d'infériorité, avec la France. Donc, ajoutait le général, il faut prévenir notre principal adversaire dès qu'il y aura neuf chances sur dix d'avoir la guerre, et la commencer sans attendre pour écraser brutalement toute résistance. » Le 30 juillet 1913, une longue note rédigée au quai d'Orsay d'après les rapports de nos agents diplomatiques et consulaires aboutissait à la conclusion qu'en Allemagne les esprits s'habituaient à considérer la prochaine guerre comme un duel entre la France et l'Allemagne.

Le 22 novembre suivant, ces indications diverses rencontraient une confirmation singulière. M. Jules Cambon recevait « d'une source absolument sûre » la relation d'une conversation tenue une quinzaine de jours auparavant entre l'empereur Guillaume II, le roi Albert de Belgique et le général de Moltke. Dans cette conversation, le roi Albert avait trouvé Guillaume II « complètement changé ». L'empereur allemand en était venu à penser que la guerre avec la France était inévitable ; naturellement il croyait « à la supériorité écrasante de l'armée allemande et à son succès certain ». Le général de Moltke renchérit là-dessus : « Il faut en finir cette fois, dit-il au roi, et Votre Majesté ne peut se douter de l'enthousiasme irrésistible qui, ce jour-là, entraînera le peuple allemand tout entier. »

Albert Ier protesta contre les intentions prêtées au gouvernement français, mais l'empereur et son chef d'état-major persistèrent dans leur manière de voir. D'ailleurs, à travers les lignes, on pressent ce que le confident ne veut pas exprimer. Il ne semble pas douteux que Guillaume II ait fait allusion à l'éventualité du passage des troupes allemandes par la Belgique. On ne peut, en effet, interpréter autrement la fin de la dépêche de M. Jules Cambon :

On peut se demander ce qu'il y a au fond de cette conversation. L'empereur et son chef d'état-major général ont pu avoir pour objectif d'impressionner le roi des Belges et de le disposer à ne point opposer de résistance au cas où un conflit avec nous se produirait. Peut-être aussi voudrait-on la Belgique moins hostile à certaines ambitions qui se manifestent ici à propos du Congo belge, mais cette dernière hypothèse ne me paraît pas concorder avec l'intervention du général de Moltke.

Au reste, l'empereur Guillaume est moins maître de ses impatiences qu'on ne le croit communément. Je l'ai vu plus d'une fois laisser échapper le fond de sa pensée. Quel qu'ait été son objectif dans la conversation qui m'a été rapportée, la confidence n'en a pas moins le caractère le plus grave. Elle correspond à la précarité de la situation générale et à l'état d'une certaine partie de l'opinion en France et en Allemagne.

S'il m'était permis de conclure, je dirais qu'il est bon de tenir compte de ce fait nouveau que l'empereur se familiarise avec un ordre d'idées qui lui répugnait autrefois, et que, pour lui emprunter une locution qu'il aime à employer, nous devons tenir notre poudre sèche.

Le 23 juillet, quand l'Autriche-Hongrie fit remettre à Belgrade l'ultimatum qui restera un monument impérissable de cynisme et de brutalité, les derniers doutes sur les desseins secrets de l'Austro-Allemagne furent levés. La *Gazette de Cologne* s'indigna quelques jours plus tard de ce que nous avions écrit ici : que toutes les conversations diplomatiques en cours ne pouvaient aboutir à rien et que tout était résolu d'avance dans l'esprit des hommes dirigeants des puissances germaniques. Le *Livre Bleu*, le *Livre Jaune* sont la meilleure justification de notre allé-

gation. Jamais, depuis qu'il y a des États organisés, une agression n'a été plus minutieusement préparée que celle de l'Austro-Allemagne au mois de juillet 1914. Il faut que le châtiment soit égal au crime. Le *Livre Jaune* se termine par la déclaration de Londres du 4 septembre aux termes de quoi « les trois gouvernements alliés conviennent que, lorsqu'il y aura lieu de discuter les termes de la paix, aucune des puissances alliées ne pourra poser des conditions de paix sans accord préalable avec chacun des autres alliés ». A défaut d'autres considérations, cette déclaration nous donne l'assurance absolue que la guerre contre les deux puissances germaniques, complices et étroitement associées dans leur entreprise scélérate, sera menée sans arrêt ni défaillance jusqu'à ce que justice soit faite.

DÉCLARATIONS DU COMTE TISZA AU PARLEMENT HONGROIS, APPROUVÉES PAR LES CHEFS DE L'OPPOSITION. — LES HORREURS AUTRICHIENNES EN DALMATIE ET EN SERBIE.

2 décembre 1914.

Revenu de son voyage au grand quartier général allemand, le comte Étienne Tisza a reparu au Parlement de Pest. On attendait avec curiosité ses déclarations. Avant son départ, le bruit avait couru qu'il allait remplacer le comte Berchtold au ministère commun des affaires étrangères. On insinuait d'autre part qu'il négociait secrètement avec Guillaume II les conditions d'une paix générale qui serait signée cet hiver. Ces deux informations semblaient contradictoires, car le président du Conseil hongrois a été un des plus fougueux partisans de la

guerre et son arrivée au Ballplatz pourrait difficilement être considérée comme un présage de pacification. En ce qui concerne le remplacement du comte Berchtold, on ne sait rien encore. On peut affirmer seulement qu'il restera à son poste aussi longtemps que François-Joseph le désirera et qu'il devra s'en aller dès que le vieux souverain le jugera usé. Il ne se fait à Vienne que la politique voulue par le monarque ; le pouvoir personnel des ministres en matière de politique extérieure n'existe pas. François-Joseph réserve probablement le comte Tisza pour les grands jours d'épreuve.

Devant le Parlement de Pest le président du Conseil transleithan a parlé de la guerre avec son énergie coutumière. Loin de faire entrevoir des perspectives de paix, il a déclaré qu'il fallait continuer la lutte inébranlablement. De son entretien avec le souverain et les personnages dirigeants de l'empire allié, il a seulement relaté que ceux-ci ressentaient une admiration et une confiance sans bornes dans les troupes héroïques austro-hongroises. Mais il n'a pas expliqué comment cette entière confiance se conciliait avec la main-mise de l'état-major allemand sur tous les hauts commandements des armées de la monarchie. Sur un point seulement le comte Tisza a présenté des considérations très différentes de celles qu'il exposait au mois d'août. Alors, d'après ses collègues et toute la presse nationale, l'Autriche-Hongrie faisait la guerre pour venger l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand et de sa femme et faire en Serbie une police définitive. Aujourd'hui la thèse est différente : la guerre de 1914 a éclaté parce que d'autres puissances étaient jalouses du développement de l'Allemagne. Est-ce un indice qu'on n'est plus très fier à Budapest, dans les milieux les plus chauvins, d'avoir provoqué la confla-

gration générale par la scandaleuse rupture avec la Serbie ? Toujours est-il que les déclarations du chef du gouvernement, couvertes d'applaudissements, ont été successivement approuvées par le comte Michel Karolyi au nom du parti de l'indépendance, par le comte Jules Andrassy au nom du parti constitutionnel, et par le chef des populistes, c'est-à-dire par les chefs des trois groupes qui ne sont pas absorbés dans le parti gouvernemental. On prétendait cependant que des scissions s'étaient produites et l'on s'efforçait de certains côtés de nous apitoyer sur ces « pauvres Hongrois », entraînés malgré eux dans une guerre qu'au fond de leur cœur ils condamnent. Si nous pouvions l'oublier, la séance du 30 novembre à la Chambre des députés hongroise nous rappellerait que les Magyars sont les plus dévoués partisans du germanisme dans la monarchie dualiste et les adversaires les plus fanatiques de tout régime de justice à l'égard des nationalités non magyares en Transleithanie.

Tandis que le comte Tisza essaye de galvaniser ses trabans, les réfugiés de Galicie et les blessés des armées de l'Est affluent à Vienne. Au Prater, la Rotonde est transformée en hôpital. Malgré les communiqués uniformément optimistes du gouvernement, la population s'alarme du renchérissement des denrées, de la pénurie du charbon, de l'interruption des transports, de la misère navrante des réfugiés. Elle s'indigne aussi de l'indécence des grands seigneurs de Galicie qui, bien pourvus d'argent, s'abandonnent à leurs distractions ordinaires à Vienne tandis que les réfugiés meurent de faim. Mais cela ne modifie en rien les procédés du gouvernement. Les troupes autrichiennes continuent de commettre les pires horreurs en Serbie et les autorités impériales se livrent à une chasse féroce contre les sujets austro-hon-

grois suspects de sympathies pour la cause serbe. L'autre jour, à Sinj, en Dalmatie, on a fusillé le premier adjoint au maire de Knin (Dalmatie), M. Popovitch, on ne sait pour quelle raison. Par un raffinement digne des plus beaux temps du despotisme, on a choisi le peloton d'exécution parmi des soldats de race serbe et l'on a placé derrière lui un peloton de soldats d'autres troupes, le fusil en joue, avec ordre de tirer sur les hommes placés devant si un d'eux hésitait à tirer sur leur malheureux compatriote.

Dans les districts serbes envahis, notamment dans celui de Chabatz, la population civile est emmenée en otage, fusillée et même enterrée vivante. Un Suisse qui revient de là et qui a procédé à une enquête minutieuse, raconte dans la *Gazette de Lausanne* du 24 novembre ce qu'il a constaté personnellement. Il a vérifié que, dans le district de Chabatz, 1.148 civils de tout âge, de deux mois à 92 ans, ont été tués (leurs cadavres ont été retrouvés), que 2.280 autres ont « disparu » et que le nombre total des civils tués dans ce seul district doit être évalué de 3.000 à 4.000. Des centaines de femmes se trouvaient parmi ces victimes. A Lechnitza, pendant que les soldats de Sa Majesté Apostolique fusillaient un groupe de 109 personnes de tout âge, liées ensemble par des cordes, et jetaient le tout dans une fosse sans se préoccuper de savoir si tous étaient morts, on faisait crier de force : « Vive l'Autriche-Hongrie ! Vive l'empereur François-Joseph ! » à un autre groupe de 40 otages amenés pour assister à cette abomination. Telle est la *Kultur* pour le triomphe de laquelle l'Austro-Allemagne a mis l'Europe en feu.

GEORGE V SUR LE FRONT FRANCO-ANGLAIS. — LES SIRÈNES GERMANIQUES.

3 décembre 1914.

Le roi George V s'est rendu mardi au grand-quartier général de l'armée britannique en France. Il y a reçu la visite du président de la République, et les deux chefs d'État, accompagnés du maréchal French, du général Joffre et de M. Viviani, se sont rendus sur le front. Le soir, le roi a retenu à dîner au quartier général britannique le président de la République et sa suite. M. Poincaré et le président du Conseil sont repartis pour Paris dans la nuit.

Cette visite du roi George aux armées a une importance plus grande que le public ne peut s'imaginer au premier abord. C'est la première fois, depuis 1743, qu'un roi de Grande-Bretagne se rend près d'une armée britannique sur le continent. Cette année-là, pendant la guerre de succession d'Autriche, l'Angleterre était en guerre avec la France. Le 27 novembre 1743, l'armée anglo-austro-hanovrienne, commandée par George II, se heurta, à Dettingen, à l'armée française. Par la faute de quelques-uns de nos paladins dont la fougue imprévoyante fit perdre, comme en tant d'autres rencontres décisives des siècles précédents, le fruit de toute une campagne, l'armée de Louis XV fut battue. Mais George II faillit être pris. Depuis, aucun de ses successeurs ne voulut renouveler l'expérience, ou, plutôt, aucun gouvernement ne leur permit de s'exposer, eux et le pays, à un pareil

accident. Mais la guerre d'aujourd'hui ne comporte pas le même genre de risques et le Cabinet Asquith, après avoir pris sur mer les précautions utiles, a laissé le roi porter à son armée, sur le champ de bataille des Flandres, le témoignage de reconnaissance et d'admiration qu'il brûlait de leur donner. D'ailleurs, l'héritier de la couronne était déjà depuis quelques semaines de service au quartier général du maréchal French et sa présence — au point de vue historique — était peut-être encore plus remarquable que celle du souverain. Depuis 1356, aucun prince de Galles, en armes, ne s'était trouvé sur le sol de France.

Cette double infraction à de longues traditions montre à quel point la Grande-Bretagne et la France sont maintenant étroitement unies. L'agression germanique a plus fait, pour sceller indissolublement l'Entente cordiale et la transformer en alliance fraternelle, que tous les raisonnements, tous les discours et tous les efforts individuels. Toutes les intrigues et les manœuvres, comme il s'en dessine déjà, ne parviendront point à ébranler une confiance, qui est entière, entre les deux pays, et une cohésion, qui est parfaite, entre les actions des deux armées et des deux diplomaties. Un peu partout les reptiles austro-allemands sifflent aux oreilles françaises des airs de sirène. Leur chanson est la même qu'à la veille d'Agadir et dans les circonstances critiques où l'Allemagne a prétendu embrigader la France pour son entreprise mondiale. Le refrain est connu : La France et l'Allemagne sont faites pour s'entendre ; elles se complètent ; elles n'ont l'une et l'autre qu'un véritable ennemi : l'Angleterre. Il y a aussi le refrain du « péril slave », qui trouve parfois de l'écho dans les milieux où le dévergondage intellectuel faisait célébrer la civilisation alle-

mande contre la barbarie cosaque. Il faut une impudence inouïe pour revenir chantonner ces airs sur les ruines des villes saccagées, à la lueur de l'incendie des monuments bombardés, au bord des fosses où sont enfouis pêle-mêle femmes, vieillards et enfants massacrés. Mais l'impudence germanique est sans limites. Elle a toutefois une excuse, la badauderie des gens qui viennent écouter. Seulement, aujourd'hui, cette badauderie est criminelle. Si des dilettantes de la musique reptilienne s'avisaient en France de reprendre l'air en sourdine, il faudrait sans retard les envoyer rejoindre leurs auteurs favoris dans le camp germanique. Leur place y est toute marquée. En France il n'y en a plus pour eux.

Le *Livre Bleu* et le *Livre Jaune* ont assez montré que l'Angleterre et la France sont allées jusqu'aux extrêmes limites de la conciliation afin d'écarter une conflagration générale. On peut même affirmer qu'elles ont poussé la bonne volonté jusqu'à l'imprudence. Elles ont mieux aimé risquer de compromettre le succès des premières opérations militaires que d'encourir la plus légère responsabilité dans l'ouverture des hostilités. L'Austro-Allemagne a voulu la guerre à tout prix ; l'Angleterre et nous la lui ferons jusqu'au bout.

DÉCLARATIONS ET MENSONGES DE M. DE BETHMANN-HOLLWEG. — DISCOURS DE M. SALANDRA.

4 décembre 1914.

Le Reichstag allemand s'est réuni hier pour écouter des explications du chancelier et voter un nouveau crédit

de cinq milliards de marks ; il s'est ajourné ensuite au 2 mars. Le Parlement italien a repris ses séances et a entendu un exposé de M. Salandra. Ces deux déclarations gouvernementales n'apprennent rien de nouveau, mais sont intéressantes de divers points de vue.

Nous n'avons pas sous les yeux le discours de M. de Bethmann-Hollweg dont nous ne pourrons connaître le texte que dans quelques jours par les journaux allemands. Nous ne pouvons donc le juger que d'après les analyses télégraphiées dans les pays neutres. Mais cela suffit pour apprécier la thèse soutenue par l'homme de l'axiome : « Nécessité fait loi ». Pris dans un engrenage de mensonges méthodiques, le docteur de Bethmann-Hollweg ne pouvait pas tenir un langage différent de celui de la séance du 4 août. Il était au contraire condamné à enfoncer d'autant plus l'erreur initiale dans l'esprit de ses auditeurs que, depuis le commencement de la guerre, les déceptions germaniques s'accumulent. Le chancelier a donc répété avec plus de force que jamais son argument favori : la responsabilité de la guerre retombe sur la Russie et sur l'Angleterre ; sur la Russie parce qu'elle a mobilisé quand l'Autriche-Hongrie a rompu avec la Serbie ; sur l'Angleterre parce qu'elle n'a pas retenu la Russie et qu'elle a pris parti pour la France, alliée de la Russie. Quant à la France, dont l'attitude ultra-pacifique pendant toute la phase diplomatique de la crise, pouvait difficilement être incriminée, le juriste diplomate qui dirige la politique de l'empire s'est borné à dire que l'Allemagne, dans ses négociations avec elle, « avait toujours constaté le désir de la revanche entretenu par des hommes politiques ambitieux ».

Ce sont là trois mensonges. Ils ne sont pas nouveaux et ils seront sans doute acceptés comme des vérités incon-

testables par l'immense majorité de l'opinion allemande. Toutefois, il ne faut pas se lasser de les démentir. La Russie a mobilisé après que l'Autriche-Hongrie avait déjà mobilisé elle-même et s'efforçait, sous le couvert de sa rupture avec la Serbie, de prendre une avance décisive. Si on lui en veut tant à Vienne et à Berlin, c'est que le tsar et M. Sazonof ont opportunément déjoué le plan infernal austro-allemand. Si la Russie avait laissé s'achever la mobilisation générale austro-hongroise et se continuer la mobilisation clandestine allemande sans prendre elle-même des précautions, elle fût allée au-devant d'un désastre militaire ou politique. Il lui eût fallu capituler diplomatiquement ou accepter une lutte inégale. Elle a rempli un devoir sacré en répliquant par une mobilisation partielle. Mais elle a prévenu loyalement l'Allemagne et l'Autriche de ses intentions. Elle a déclaré dès la première heure qu'elle ne laisserait pas écraser la Serbie, odieusement provoquée. Jamais elle n'a laissé subsister sur ce point le moindre doute à Berlin ou à Vienne. Si M. de Bethmann-Hollweg s'est imaginé le contraire, c'est qu'il a été déplorablement renseigné par ses propres agents ou qu'il a cru ce qu'il lui plaisait de croire sans tenir aucun compte des réalités. De plus, dans une dépêche particulière à Guillaume II, le tsar Nicolas avait donné sa parole d'honneur que ses troupes ne se livreraient à aucun acte hostile aussi longtemps que dureraient les pourparlers avec l'Autriche. A cet engagement, daté du 31 juillet, l'Allemagne répondit en déclarant la guerre à la Russie le 1er août. Dans ce conflit austro-russe, c'est elle qui prit l'initiative de la rupture avec la Russie alors que l'Autriche-Hongrie, partie principale, continuait de négocier. Personne, pas même le plus fougueux socialiste, ne s'est trouvé au Reichstag pour jeter cette vérité à la

face du solennel menteur. Mais il s'en trouvera dans le courant de 1915.

L'accusation contre l'Angleterre est aussi mal fondée. A plusieurs reprises Sir Edward Grey a prévenu le prince Lichnowsky et fait prévenir M. de Bethmann-Hollweg par Sir E. Goschen que, si la France venait à être impliquée dans la conflagration ou si la neutralité de la Belgique était violée, l'Angleterre serait aussi entraînée (*drawn in.*). Tous les avertissements, en temps utile, ont été donnés à Berlin comme à Vienne. On les a méprisés. Le grand état-major de Berlin et les diplomates casqués de la Germanie professaient un tel dédain pour l'armée russe, pour l'armée et le gouvernement français, pour toute l'organisation britannique, qu'ils n'admettaient pas un instant la pensée d'une résistance efficace de leur part. Ils ont obstinément suivi une voie marquée d'avance sans se préoccuper des formidables obstacles signalés à l'horizon ; c'est tant pis pour eux. Quand ils tentent de rejeter les responsabilités sur autrui, ils entreprennent une tâche impossible : en dehors de la Germanie maintenue systématiquement dans l'erreur, le monde entier sait aujourd'hui où sont les criminels.

Pour la France, on haussera les épaules en lisant que ses hommes politiques étaient constamment hantés du désir de la revanche. Les hommes au pouvoir à Paris au mois de juillet 1914 et ceux qui les avaient précédés poussaient le pacifisme à un degré inquiétant pour nous. L'heure n'est pas venue d'en dire davantage. Mais si l'on a un reproche à faire à nos ministres d'alors, ce n'est certes pas celui d'avoir exagéré nos préparatifs de guerre.

Nous reproduisons plus loin les déclarations de M. Salandra. Elles correspondent à ce qu'on savait déjà

des intentions du gouvernement italien, qui peuvent se résumer en peu de mots : égoïsme sacré, neutralité très armée, intervention militaire réservée pour le moment où les ambitions nationales pourront être réalisées avec le moins de risques.

L'Italie, a dit en somme le président du Conseil, n'a pas pas été consultée par ses alliées au cours de la crise diplomatique ; le conflit a éclaté sans participation ni entente de sa part. Elle était donc libre de ses décisions. Elle a décidé qu'elle n'était pas engagée et a proclamé sa neutralité. Mais cette neutralité ne suffit pas à la garantir contre les conséquences de l'immense bouleversement qui prend chaque jour plus d'ampleur et dont il n'est donné à personne de prévoir la fin ; elle doit donc être active et vigilante, fortement armée et prête à toute éventualité. Comme la force, dans le monde d'aujourd'hui, devient l'unique garantie du salut d'un peuple, l'Italie doit organiser sa force et consentir à cet effet les sacrifices financiers nécessaires. Le Cabinet en fonctions poursuivra la tâche ardue qui lui incombe « avec le souci vigilant des futures destinées de l'Italie dans le monde ».

Cela signifie clairement que le gouvernement italien ne veut pas laisser la guerre européenne se terminer sans s'être assuré d'une manière ou de l'autre l'acquisition du Trentin et de Trieste. Aucun gouvernement ne pourrait tenir dans la péninsule si la paix se concluait entre les belligérants actuels sans que ces terres *irredente* eussent fait retour à l'Italie. La situation en Roumanie est analogue ; une révolution balayerait le gouvernement si la paix se rétablissait entre la Russie et l'Autriche-Hongrie sans que la Transylvanie fût réunie au royaume. On devra donc s'attendre à voir l'Italie et la Roumanie sortir en même temps de leur neutralité. Aucune intrigue diplo-

matique ne saurait prévaloir contre des passions nationales irrésistibles. Dans les deux pays en cause, l'opinion consent bien à laisser au gouvernement responsable le choix du moment ; mais elle ne pardonnerait jamais une temporisation qui aboutirait à l'inaction.

LA GUERRE ET LA SUISSE. — LE RAID DE FRIEDRICHSHAFEN. — LA CONTREBANDE.

5 décembre 1914.

Le raid des aviateurs anglais à Friedrichshafen a provoqué en Suisse une émotion disproportionnée avec les faits. Nos voisins d'outre-Jura affirment, et nous les croyons sur parole, que les hardis agresseurs des usines Zeppelin ont survolé à différents instants le territoire suisse. Mais il est tout aussi certain que cette violation du ciel helvétique a été involontaire, qu'elle s'est produite seulement à un endroit ou aux endroits où le territoire suisse forme des saillies aiguës en territoire allemand, que la confusion du haut des airs était très explicable et que toutes les assurances désirables pour l'avenir ont été données au gouvernement suisse. Nous sommes entièrement d'accord avec nos confrères suisses pour demander que pareil incident ne se renouvelle pas. En effet, si un nouveau prétexte était fourni aux Allemands, ils jetteraient les hauts cris dans toute la Confédération et les germanophiles en profiteraient pour essayer de soulever l'opinion contre nous. Les aviateurs qui voudront rendre une nouvelle visite aux chantiers de Friedrichshafen n'au-

ront qu'à se munir de bonnes cartes et à surveiller exactement leur route.

Cela dit, il faut aussi constater que la légation d'Allemagne à Berne a protesté contre la prétendue violation de la neutralité suisse par les aviateurs anglais avec une véhémence absolument injustifiée de sa part et que le Conseil fédéral avait beau jeu pour lui répondre. A différentes reprises, les Allemands ont commis sur le territoire suisse des violations caractérisées qui n'ont pas fait l'objet de protestations aussi vives de la part des Alliés, de la France en particulier. Des obus allemands sont tombés en territoire suisse. Avant-hier encore une patrouille allemande a tiré à travers le territoire suisse sur un groupe de soldats suisses qui causaient avec des soldats français de chaque côté de la frontière du Jura. Si l'on se montre indulgent pour ces incidents, il n'y a pas de raison de se montrer sévère pour d'autres de même nature. La déception des Allemands en voyant leurs chantiers de Zeppelins assaillis par l'ennemi explique leur fureur ; elle ne justifie pas des réclamations diplomatiques passionnées. L'incident est heureusement clos aujourd'hui grâce à une bonne volonté réciproque des gouvernements suisse, anglais et français. Mais il n'en mérite pas moins d'être retenu comme un trait caractéristique de la politique germanique : les Allemands, qui ont outrageusement violé la neutralité de la Belgique et du Luxembourg et qui proclament hautement leur droit de piétiner sur les traités les plus solennels signés par leur gouvernement, requièrent la Suisse de foudroyer la France et l'Angleterre parce que des aviateurs ennemis ont passé, dit-on, au-dessus de lambeaux du territoire helvétique.

Tout cela n'arrivera point à troubler nos excellents rap-

ports avec la Suisse. Nous sommes les premiers à comprendre les difficultés de sa situation actuelle et à reconnaître la générosité d'une grande partie de sa population pour les malheureux réfugiés. Nous comprenons aussi ses inquiétudes au sujet de son propre ravitaillement et nous rendons hommage au scrupule avec lequel les autorités fédérales exécutent les arrangements pris avec la France à ce propos. On a trop parlé chez nous de la contrebande qui se faisait en Suisse au profit de l'Allemagne sans distinguer entre les responsabilités. Tout d'abord, en fait, aujourd'hui, la Suisse interdit effectivement l'exportation de presque tous les articles qualifiés contrebande par la France et l'Angleterre. Comme l'a dit exactement le président de la Confédération, il n'y a guère que l'aluminium qui reste encore en dehors. Mais c'est de France précisément que vient presque toute la matière première, la bauxite, indispensable à la fabrication de l'aluminium. Les usines suisses sont obligées d'importer la bauxite ; elles se bornent à la traiter avec la force motrice que leur donnent les puissantes chutes d'eau utilisées. Il dépend donc en grande partie de nous de suspendre la fabrication en Suisse de l'aluminium ou de la subordonner à une interdiction efficace d'exportation.

Quant aux produits alimentaires, aux céréales notamment, la Suisse est obligée de recourir à l'importation par le territoire français pour assurer sa subsistance. Cette nécessité a été prouvée et nous l'avons reconnue. Avant la fin d'octobre, le gouvernement fédéral avait déjà dû aliéner plus de 5.000 des 11.500 vagons de blé constituant ses réserves de guerre. Si ces prélèvements avaient continué, les réserves seraient épuisées maintenant et l'alimentation du pays livrée aux spéculateurs. Le gouver-

nement français avait tout intérêt à venir en aide à nos voisins à cette occasion. Il devait leur donner un témoignage de sympathie et empêcher la Suisse de s'habituer à recevoir par d'autres voies ferrées que les nôtres les objets d'alimentation nécessaires à sa subsistance. Il n'a certainement pas dépassé en ce sens la limite convenable. Les arrangements pris à ce sujet sont appliqués chez nous avec une extrême rigueur. Le transport à travers la France et la livraison au commissariat des guerres suisse s'effectuent dans des conditions de régularité au-dessus de tout soupçon. De ce côté, aucune fraude n'est possible.

Il reste la question du transit des vagons de blé venant d'Italie. Or la liberté de ce transit par la Suisse est stipulée dans des traités qui engagent le gouvernement de la Confédération. Mais, pour que le transit soit obligatoire, il faut qu'il soit direct et non pas coupé, c'est-à-dire que la lettre de voiture soit au nom d'un destinataire résidant hors de Suisse et qu'aucune réexpédition ne soit effectuée. Les autorités fédérales font respecter strictement cette règle. Elles sont donc à l'abri de tout reproche. Le transit par la Suisse vers l'Allemagne ne peut donc s'opérer que par l'Italie. Là, les fraudeurs ont longtemps recouru à des subterfuges pour faire passer des chargements de blé en Allemagne. Mais là aussi leurs « trucs » sont déjoués ou sur le point de l'être. Ou bien les chargements seront livrables en Italie ou en Suisse, et ils y seront effectivement livrés au destinataire indiqué ; ou bien, pour être livrables hors d'Italie ou de Suisse, ils seront au nom d'un destinataire résidant en Allemagne et ils pourront être saisis sur mer par les croiseurs des belligérants. Les connaissements à ordre, pour le port de Gênes par exemple, ne sont plus admis. C'est à nos

croiseurs maintenant d'exercer la surveillance nécessaire. Quant aux gouvernements de Suisse et d'Italie, nous ne sommes en droit de leur adresser aucun reproche. Nous devons, au contraire, les remercier de remplir avec correction leurs devoirs difficiles d'États neutres. Il dépend de nous surtout, de l'intelligente coordination de nos efforts de réprimer le mal dont nous nous plaignons.

LA GUERRE ET L'ITALIE. — VOTE SUR LA NEUTRALITÉ. — LE PRINCE DE BULOW A ROME. — RÉVÉLATIONS DE M. GIOLITTI SUR LA PROPOSITION AUTRICHIENNE DU 9 AOUT 1913.

7 décembre 1914.

Avant-hier samedi, la Chambre des députés italienne a voté, par 413 voix contre 49, un ordre du jour déclarant que la neutralité de l'Italie a été proclamée de plein droit, après mûre réflexion, et assurant de la confiance de la Chambre le gouvernement « qui, conscient de ses graves responsabilités, saura engager, dans la forme et par les moyens les plus appropriés, une action conforme aux suprêmes intérêts nationaux ». Les 49 opposants se répartissent en 43 socialistes dits officiels, 5 républicains et un syndicaliste. Dans un nouveau discours, M. Salandra a eu grand soin de n'indiquer aucune préférence pour l'un des groupes de belligérants. Il a même blâmé les critiques formulées par quelques orateurs contre les procédés austro-allemands ; de même il a relevé vivement l'observation d'un député qui s'écriait que jamais l'armée italienne ne pourrait marcher avec les empires du centre.

Mais l'opinion générale à Montecitorio est que toute action commune avec l'Autriche-Hongrie est désormais impossible. Or, comme le prince de Bülow l'a reconnu lui-même dans son récent ouvrage sur la politique allemande, l'Italie et l'Autriche-Hongrie ne peuvent être qu'alliées ou ennemies. Comme l'alliance a été rompue en fait à la fin de juillet dernier par l'agression commise par l'Autriche-Hongrie contre la Serbie sans le consentement de l'Italie, la conclusion s'impose.

C'est pourtant afin d'engager l'Italie dans la politique qu'il a déclarée lui-même irréalisable que le prince de Bülow va diriger l'ambassade d'Allemagne près le Quirinal. La nouvelle de sa nomination est aujourd'hui confirmée. Comme tout ce qui vient d'Allemagne, d'ailleurs, elle est présentée sous une forme hypocrite. Le prince de Bülow n'est pas nommé, dit-on, à la place de M. de Flotow ; il le remplace seulement au palais Caffarelli pendant que l'ambassadeur titulaire va prendre quelque repos. En réalité Guillaume II écarte M. de Flotow, coupable de n'avoir pas réussi, et joue son dernier atout italien en faisant rentrer en scène l'ancien chancelier remercié sans façon en 1909. Comme nous le disions quand la nouvelle de ce changement a commencé de se répandre, Guillaume II doit sentir ses affaires bien compromises pour recourir au « cher Bernard » qui lui avait infligé, dans les *Novembertage* de 1908, une mortification trop méritée en pleine séance du Reichstag. Cette nomination, provisoire ou non, est un appel désespéré dans la tempête au pilote débarqué dédaigneusement quand le temps semblait s'être remis au beau. Mais les actes politiques sont comme les pierres lancées du haut d'une montagne ; une fois détachées, elles roulent jusqu'au bas de la pente en dépit des objurgations des imprudents

qui les ont poussées du pied. Guillaume II et François-Joseph ont déchaîné la guerre sur l'Europe ; la guerre poursuivra son cours jusqu'au terme final. L'Italie, qu'on n'a pas consultée, doit prendre ses mesures pour sauvegarder « ses suprêmes intérêts nationaux ». Elle ne cherchera pas à rattraper les rochers bondissants au risque d'être écrasée.

Le jeu que va jouer l'ancien chancelier est facile à deviner. Il consiste à retenir l'Italie en lui faisant offrir par l'Autriche les territoires qu'elle désire. De même, dans sa récente entrevue avec le comte Tisza, Guillaume II a dû s'efforcer de convaincre le gouvernement austro-hongrois de satisfaire les Roumains de Transylvanie afin de prévenir l'intervention de la Roumanie. Mais cette double combinaison ne peut pas réussir. L'octroi de larges franchises, de l'autonomie même, à la Transylvanie ne contenterait nullement les patriotes roumains ; il les engagerait plutôt à intervenir plus promptement afin que l'occasion de créer l'unité nationale ne soit pas définitivement perdue. D'autre part, les Magyars ne veulent à aucun prix d'une autonomie transylvaine, qui serait à leurs yeux le commencement de la fin de la domination magyare en Transleithanie. Quant au Trentin et à Trieste, c'est leur annexion pure et simple que désire passionnément l'Italie, et l'on ne voit guère le gouvernement austro-hongrois céder sa marche des Alpes et son grand port de commerce. On conçoit peut-être encore moins l'Allemagne recommandant à son alliée d'aliéner le grand emporium germanique sur l'Adriatique, le terminus des grandes lignes transalpines, la porte de la Germanie sur l'Orient. A la première conversation sur ces sujets scabreux, MM. Salandra et Sonnino découvriront facilement que l'Austro-Allemagne cherche uniquement à traîner en longueur avec eux.

La révélation faite à la séance d'avant-hier par M. Giolitti éclairera aussi le public italien. M. Giolitti, qu'on ne s'attendait pas à entendre, a pris la parole pour divulguer une négociation confidentielle du mois d'août 1913. L'ancien président du Conseil a dit qu'au cours de la seconde guerre balkanique, le 9 août 1913, il avait reçu du marquis de San Giuliano, ministre des affaires étrangères, le télégramme suivant :

L'Autriche nous fait connaître, ainsi qu'à l'Allemagne, son intention d'agir contre la Serbie et elle déclare qu'une telle action de sa part ne peut être considérée que comme défensive. Elle espère faire jouer le *casus fœderis* de la Triple-Alliance que je juge inapplicable en la circonstance. Je cherche à combiner nos efforts avec ceux de l'Allemagne en vue d'empêcher une telle action de la part de l'Autriche, mais il serait nécessaire de dire clairement que nous ne considérons pas cette action éventuelle comme défensive. Nous ne croyons donc pas qu'il existe de *casus fœderis*.

Le 9 août 1913, c'était exactement la veille de la conclusion du traité de Bucarest, signé le 10 août. Ainsi, au moment où la paix allait enfin se conclure entre les Balkaniques, l'Autriche-Hongrie projetait de se jeter sur la Serbie et elle qualifiait cette agression de « défensive ». Défensive, comme l'agression des 23-25 juillet 1914 ! Le traité de Bucarest une fois signé, le Cabinet de Vienne ne perdit pas tout espoir. N'ayant pu empêcher la conclusion de la paix, il prétendit la rompre sous prétexte d'exercer un droit de revision européen sur le traité. Il batailla avec acharnement sur ce terrain. Chose étrange, il trouva des partisans de cette belle combinaison dans la Triple-Entente. Nous combattîmes ici avec toute l'énergie possible en sens contraire. Mais ce qui retint l'Autriche-Hongrie d'aller jusqu'au bout de son projet criminel, ce fut l'Allemagne. Non pas que Guillaume II fût plus tendre pour la Serbie en 1913 qu'en 1914. Seulement, en 1913, la

Roumanie était en jeu. La Roumanie ne voulait pas qu'on touchât à l'équilibre balkanique établi par le traité de Bucarest, et Guillaume II, soucieux de ménager l'avenir — celui de 1914, déclara que la paix de Bucarest était définitive. Comme M. Giolitti avait fait, de son côté, déclarer à Vienne que l'Autriche-Hongrie, en marchant contre la Serbie, agirait à ses risques et périls, le gouvernement austro-hongrois, dut, à regret, retirer ses prétentions. En 1914 il a repris son projet, cette fois avec la connivence concertée de Guillaume II. Tous deux comptaient sans aucun doute que leur agression, combinée à loisir dans l'ombre, serait couronnée par un succès foudroyant et que l'Italie, comme la Roumanie, serait réduite à s'incliner devant les faits accomplis, c'est-à-dire condamnée au rôle de vassale dans le grand empire rêvé par Guillaume II. Les choses ont tourné autrement. La leçon ne sera perdue pour personne.

LA NEUTRALITÉ BELGE ET L'ALLEMAGNE. — LE LIVRE BLANC SUR LA CRISE D'AOUT. — LES POURPARLERS DE 1912 ENTRE LE COLONEL BRIDGES ET LE GÉNÉRAL JUNGBLUTH.

8 décembre 1914.

Depuis l'échec de son offensive foudroyante du mois d'août, l'Allemagne ressent le besoin de plus en plus vif de justifier par des arguments juridiques la politique qu'elle soutenait exclusivement par la force des armes. Le 4 août, en exposant au Reichstag la situation générale, M. de Bethmann-Hollweg a déclaré : « Messieurs, nous

sommes maintenant dans la nécessité de nous défendre, et *nécessité ne connaît pas de loi* ! Nos troupes ont occupé le Luxembourg, peut-être déjà foulé le territoire belge. Messieurs, *cela est contraire aux prescriptions du droit international.* Le gouvernement français, il est vrai, a déclaré à Bruxelles qu'il respecterait la neutralité de la Belgique aussi longtemps que l'adversaire la respecterait. Mais nous savions que la France était prête à l'attaque. *La France pouvait attendre, mais nous, nous ne le pouvions pas* ! Une attaque française sur nos flancs, sur le bas Rhin, aurait pu nous être fatale. Ainsi nous étions forcés de passer outre *aux protestations justifiées du* gouvernement luxembourgeois et du gouvernement belge. L'illégalité — je parle ouvertement — l'illégalité que nous commettons ainsi, nous chercherons à la réparer dès que notre but militaire aura été atteint. Quand on est aussi menacé que nous et qu'on combat pour son bien suprême, on s'arrange comme on peut ! » Telle est la traduction littérale de ce passage capital du discours prononcé par le chancelier allemand à la séance historique du 4 août. Le texte allemand traduit est pris dans le *Livre Blanc* publié à Berlin et dans une brochure de propagande intitulée *Der Kriegsausbruch* 1914, qui contient à la fois les pièces diplomatiques reproduites dans le *Livre Blanc* et des documents destinés à stimuler le patriotisme germanique.

Ainsi, le 4 août 1914, au moment où il s'agissait de justifier devant les représentants du peuple allemand la politique qui avait conduit à la guerre, le chancelier de l'empire reconnaissait ouvertement avoir violé le droit international et commis une illégalité en envahissant le Luxembourg et la Belgique. Au moment où le crime s'accomplissait par ses ordres, il avouait la préméditation.

Toutes les justifications présentées ultérieurement, quelles qu'elles soient, sont donc dénuées de toute valeur. Toutefois, depuis le mois d'octobre, le docteur de Bethmann-Hollweg s'ingénie à vouloir prouver que l'Angleterre et la Belgique s'étaient avant 1914 rendues coupables de machinations concertées contre l'Allemagne et qu'elles s'étaient entendues pour laisser éventuellement occuper le territoire belge par les troupes britanniques. Il vient de tenter un nouvel effort en ce sens. Le 25 novembre, la *Gazette de l'Allemagne du Nord* a publié dans un supplément spécial des pièces trouvées à Bruxelles dans les archives du ministère de la guerre et desquelles il résulterait, suivant elle, que l'attaché militaire d'Angleterre, le lieutenant-colonel Bridges, aurait préparé en 1912, avec le général belge Jungbluth, des opérations de débarquement sur les côtes belges. Sir Edward Grey et le gouvernement belge répondent aujourd'hui à cette accusation par d'éclatantes justifications. Mais les faits constituent encore de meilleures preuves que toutes les réfutations écrites.

Le *Livre Bleu*, le *Livre Gris* et le *Livre Jaune* contiennent une série de pièces qui établissent avec une évidence frappante que la Belgique a attendu jusqu'à la dernière minute — trop tard, certainement — pour défendre son territoire. Même après l'ultimatum remis le 2 août, à sept heures du soir, à M. Davignon par le ministre d'Allemagne à Bruxelles, ultimatum fixant un délai de douze heures pour la réponse, même après l'expiration de ce délai, le 3 août, c'est-à-dire après le moment où il se trouvait en état de légitime défense, le gouvernement belge déclina les offres de concours armé du ministre de France à Bruxelles. Il attendit, pour faire appel aux puissances garantes, d'avoir été informé que le territoire belge

était effectivement envahi par les troupes allemandes. Jusque là l'Angleterre et la France s'abstinrent de tout acte d'intervention quelconque en Belgique. Quoique l'une et l'autre connussent les intentions de l'Allemagne au sujet de l'invasion de la Belgique, ni l'une ni l'autre n'avaient pris de mesures préventives. Le projet de débarquement dont la *Gazette de l'Allemagne du Nord* fait un grief à l'Angleterre ne fut pas exécuté, et pourtant c'eût été le cas ou jamais d'effectuer une opération de ce genre, si elle avait été convenue. Non, il ne faut pas se lasser de le répéter, la Belgique, l'Angleterre et la France n'ont pas commis la plus légère incorrection internationale à l'égard de l'Allemagne. Elles ont plutôt péché par inertie. En présence d'un danger comme celui qu'elles voyaïent se former et grossir en Allemagne, elles avaient le droit et le devoir de se prémunir contre une agression menaçant leur existence même. Elles ne se sont malheureusement pas assez concertées sur les moyens d'y faire face. Toutes les publications des reptiles germaniques ne détruiront pas cette triste constatation.

LA « DÉFENSIVE » DE L'AUSTRO-ALLEMAGNE A LA LUMIÈRE DES ÉVÉNEMENTS.

9 décembre 1914.

Toute la presse italienne discute les divulgations faites le 5 décembre à la tribune de Montecitorio par M. Giolitti. En révélant au public que, le 9 août 1913, le Cabinet de Vienne avait communiqué à ceux de Rome et de Berlin son intention d'attaquer la Serbie tout en quali-

fiant cette action de défensive et en invoquant près des alliés de François-Joseph le *casus fœderis*, le prédécesseur de M. Salandra a permis non seulement à l'Italie, mais à tous les pays étrangers, d'apprécier exactement les procédés diplomatiques de l'Austro-Allemagne. Car le jugement qui s'applique à la politique de l'Autriche-Hongrie en août 1913 doit également s'appliquer à celle de l'Allemagne et de son alliée en juillet 1914. Si, l'été de l'année passée, le gouvernement allemand a refusé de s'associer au projet d'agression austro-hongrois, ce n'est point du tout parce qu'il l'estimait contraire à la morale et au droit, mais parce qu'il craignait que son exécution obligeât la Roumanie et la Grèce, la Roumanie surtout, à marcher contre l'Autriche-Hongrie. A ce moment la Turquie était encore accablée par la première guerre balkanique et ce qui restait de l'armée ottomane n'était pas entre les mains de la mission militaire allemande. La Bulgarie écrasée et la Turquie impuissante étaient hors de combat. L'Autriche aurait eu contre elle tout ce qui était vigoureux et sain dans la péninsule balkanique. Le caractère odieux de son agression eût aussi soulevé contre elle l'opinion générale. Si le conflit austro-balkanique eût dégénéré, comme c'était probable, en conflagration européenne, il se fût présenté dans des conditions militaires et diplomatiques déplorables pour l'Austro-Allemagne.

Ce n'était donc pas l'immoralité, mais l'inopportunité de la combinaison qu'on réprouvait à Berlin. Pour engager sa grande entreprise d'hégémonie, l'Allemagne tenait à choisir son moment. Elle crut le moment venu l'été dernier lorsque le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande semblait sur le point d'être déchiré par la guerre civile, que la France paraissait gangrenée par les

discordes extérieures, que la Russie était absorbée par son travail de reconstitution militaire et économique, et que le concours du roi de Roumanie était probable. D'accord avec l'Autriche-Hongrie, elle choisit la fin du mois de juillet pour la rupture générale parce que la répression de l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand et de sa femme parut un prétexte à souhait et que le président de la République française, accompagné de son président du Conseil, ministre des affaires étrangères, voguait alors sur la mer Baltique. Mais, la décision une fois prise, le procédé employé fut le même que celui du Cabinet de Vienne au mois d'août de l'année précédente.

On fut entièrement d'accord à la Wilhelmstrasse et au Ballplatz pour qualifier de défensive l'abominable agression concertée entre les deux gouvernements. Défensive à l'égard de la Serbie, parce que ce petit royaume refusait de se soumettre au protectorat austro-hongrois. Défensive à l'égard de la Russie, parce que le tsar refusait de laisser bouleverser l'Orient au gré de ses adversaires. Défensive à l'égard de la France, parce que nous refusions de rompre notre alliance avec la Russie et de laisser détruire à nos dépens l'équilibre européen. Défensive enfin à l'égard de la Belgique, parce que cet État neutre prétendait s'opposer à la violation de sa neutralité. C'est ainsi que l'assassin se trouve en état de légitime défense contre la victime assaillie qui ne veut pas se laisser tranquillement dépouiller.

Les procédés employés durant la guerre par les deux États complices dérivent du même principe. Les armées allemandes les ont appliqués comme les armées austro-hongroises aux populations des pays envahis. Elle se sont « défendues » contre les dangers que celles-ci « auraient

pu leur faire courir » en en exterminant une partie et en terrorisant le reste. A cet effet, et par ordre supérieur, elles ont massacré, mutilé, violé, brûlé. La doctrine est la même. Les Moltke et les Bernhardi l'ont formulée ; le monde assiste aujourd'hui à sa mise en œuvre.

Au mois d'août 1913, MM. Giolitti et de San Giuliano ne voulurent pas participer à l'entreprise de brigandage projetée par l'archiduc François-Ferdinand et son entourage. Ils répondirent que c'était une « action que l'Autriche accomplirait pour son propre compte, puisqu'il ne s'agissait pas pour elle de se défendre et que personne ne songeait à l'attaquer ». De même, au mois de juillet dernier, M. de San Giuliano refusa d'associer l'Italie à la nouvelle agression au sujet de laquelle il n'avait même pas été consulté. Nos voisins de l'autre côté des Alpes sont aujourd'hui pleinement édifiés. Ils savent comment l'Austro-Allemagne les traite et ce qu'elle attend d'eux. En voyant le prince de Bülow revenir à Rome en costume d'ambassadeur, ils se méfieront de ce bloc enfariné. Les présents ou plutôt les promesses de présents de l'ancien chancelier ne les induiront guère en tentation. Aucun Italien ne peut douter que la Germanie tient absolument à garder pour elle son emprise sur l'Adriatique et qu'elle ne cédera jamais de bon gré ni Trieste et ses abords, ni l'Istrie. Chacun d'eux pourra répéter au prince de Bülow l'axiome qu'il a inscrit lui-même dans son livre sur la politique allemande : « L'Autriche et l'Italie ne peuvent être qu'alliées ou ennemies. » Or personne ne peut plus songer, même à Berlin, à reconstituer l'alliance de ces deux rivales. Il s'est formé dans toute l'Italie un courant d'opinion irrésistible. Le prince de Bülow ne le vaincra pas.

VICTOIRE SERBE SUR LES AUSTRO-HONGROIS. — L'ALLEMAGNE ET LE « LIVRE JAUNE ». — L'APOLOGIE DE LA GUERRE PRÉVENTIVE.

10 décembre 1914.

Les Serbes viennent de prendre une belle revanche de l'occupation de Belgrade. A Vienne et à Berlin, on avait célébré comme un triomphe militaire la « prise » de la capitale serbe. Or Belgrade était totalement évacuée depuis un jour quand les Austro-Hongrois y sont entrés, et le gouvernement serbe l'avait quittée pour s'installer à Nich immédiatement après la remise de sa réponse à l'ultimatum autrichien, le soir du 25 juillet. On s'attendait alors à voir la ville occupée dès le lendemain par les Austro-Hongrois. Ils ont mis plus de quatre mois à effectuer cette opération. Ce n'est vraiment pas là un grand exploit. La capitale serbe n'était pas une place fortifiée ; elle avait une garnison insignifiante. Située à une portée de fusil de la frontière hongroise, elle est à la merci d'un coup de main. Grâce à l'énergie et à l'habileté des troupes serbes sur les champs de bataille du nord-ouest, elle se défendit heureusement jusqu'à la fin de novembre, Mais quand l'armée du prince-régent, pressée par des forces très considérables, dut évacuer Valiévo, et que les lignes de la Kolubara furent menacées, la prudence commanda d'évacuer tout à fait Belgrade. Peut-être sera-ce bientôt le tour des Austro-Hongrois d'en déguerpir. Au commencement de cette semaine, en effet, les Serbes ont repris très vigoureusement l'offensive. Ils ont complètement bousculé l'armée austro-hon-

groise et l'ont refoulée au-delà de Valiévo où la cavalerie serbe est rentrée il y a deux jours. On ne connaît pas encore les détails de ce mouvement victorieux. Mais on sait, de source officielle, que les Austro-Hongrois ont laissé aux mains de l'ennemi plus de 17.000 prisonniers et un énorme butin. Sa Majesté Apostolique devra donc encore une fois renoncer à donner la main aux Bulgares dans la vallée du Vardar et à saisir la Serbie comme gage pour la restitution de la Galicie. Ce n'est pas sa dernière déception ; le juste destin lui en réserve d'autres.

La publication du *Livre Jaune* a porté un coup sensible à la réputation de l'Allemagne. La presse d'outre-Rhin le sent. Elle ne peut passer tout à fait sous silence un pareil recueil de documents officiels. Mais elle le cite en général assez dédaigneusement sans discuter les principales pièces. Ne pouvant contredire aucun fait, elle épilogue sur les intentions. Malheureusement pour sa thèse, tout en prétendant justifier le gouvernement impérial devant l'opinion nationale, elle parvient si peu à se dégager de l'état d'esprit où elle vit depuis des années qu'elle accable en réalité les hommes et le pays qu'elle défend. Elle en arrive à plaider coupable. La *Gazette de Cologne* ne repousse plus la responsabilité de la déclaration de guerre ; elle invoque seulement l'aphorisme de Miguel : « Le véritable auteur d'une guerre n'est pas celui qui la déclare, mais celui qui la rend nécessaire. » Et, pour elle, les véritables auteurs de la guerre de 1914 sont la Russie et l'Angleterre, l'empereur Nicolas et le roi Édouard. Elle accuse Nicolas II d'avoir « manqué honteusement à sa parole » et Édouard VII d'avoir « chassé l'Allemagne comme un lièvre avec sa meute européenne ». Pour qui a lu le *Livre Orange* et le *Livre Bleu*, cette affirmation fait

simplement lever les épaules. Nicolas II a poussé la longanimité à un point extraordinaire. Mais on dissimule soigneusement au public allemand les pièces de ce grand procès diplomatique, de même que les agences télégraphiques et les journaux allemands ont passé totalement sous silence les révélations faites le 5 décembre à Montecitorio par M. Giolitti.

Toutefois la *Gazette de Cologne* ne peut s'empêcher de laisser apercevoir le fond de son cœur. A la fin de son article, elle nous livre ce précieux aveu : « On nous a excités à la guerre, et nous n'avons pas été assez bêtes (*so dumm*) pour attendre que tout fût prêt du côté opposé, que tous les chemins de fer stratégiques russes vers notre frontière fussent construits, que tous les dépôts de munitions anglais en France et en Belgique fussent pleins, que tout fût prêt pour le commencement du jeu et qu'il n'y eût plus qu'à trouver un déclencchement diplomatique. Nous n'avions nulle envie d'en arriver là, et, dès lors que cela devait être, que notre honneur, que notre devoir l'exigeait, nous n'avons pas attendu plus longtemps, et nous avons agi comme on doit agir lorsqu'on a devant soi un nœud gordien. » Voilà, de la bouche même de l'interprète officieux de la Wilhelmstrasse, l'apologie de la guerre préventive, apologie déjà exposée en quatre colonnes au mois de mars de cette année par le correspondant de la *Gazette de Cologne* à Pétersbourg. Dans le même article, d'ailleurs, la *Gazette* rappelle cette correspondance et s'en fait gloire. Il est donc établi par la presse allemande elle-même que l'Allemagne avait décidé en principe de faire la grande guerre européenne et qu'elle l'a faite au mois d'août dernier parce qu'elle jugeait l'occasion favorable.

LE RAPPORT DE SIR LOUIS MALLET SUR L'AGRESSION TURQUE.

12 décembre 1914.

Le gouvernement britannique vient de compléter son *Livre Bleu* du mois de novembre sur la rupture avec la Turquie par la publication d'un long rapport récapitulatif, en date du 20 novembre, de Sir Louis Mallet, ambassadeur de Grande-Bretagne à Constantinople, à Sir Edward Grey. Ce sont les seuls documents officiels que nous possédions encore sur ces importants événements puisque les autres gouvernements intéressés se sont abstenus jusqu'ici de toute publication à ce sujet. Mais cela suffit au lecteur pour qu'il se forme une opinion. En somme, il ressort du rapport de Sir L. Mallet, comme des pièces contenues dans le *Livre Bleu*, que le Cabinet de Constantinople a berné la Triple-Entente jusqu'au moment où il a cru opportun d'intervenir et que ce moment a été choisi d'accord avec le gouvernement allemand. Ce n'est peut-être pas tout à fait l'impression que Sir L. Mallet a voulu donner, mais c'est celle qui se dégage à l'évidence des documents mis sous les yeux du public.

Dès les premiers jours du mois d'août la conduite de la Turquie éveilla les plus fortes suspicions. L'armée fut mobilisée, quoique l'empire ottoman ne fût menacé nulle part et qu'il lui fût facile, s'il le désirait, d'obtenir des garanties très sérieuses de son intégrité en retour d'une neutralité sincère. Le grand-vizir donna pour prétexte

la crainte d'une agression bulgare. Or, il connaissait mieux que personne les liens très étroits qui unissaient les Cabinets de Constantinople et de Sofia et les projets d'action commune qu'ils avaient envisagés. D'ailleurs la mobilisation principale s'effectuait non en Thrace, mais en Asie, sur la frontière russe, en Syrie et vers la frontière égyptienne. Des rapports circonstanciés ne tardèrent pas à éclairer à cet égard les ambassades des puissances alliées. Pourtant aucun danger, si minime fût-il, n'apparaissait du côté russe, et M. Beaumont, le chargé d'affaires d'Angleterre, avait déclaré formellement au grand-vizir, de la part de Sir E. Grey, que « pourvu que la Turquie gardât une neutralité stricte et absolue pendant la guerre et tant que des circonstances imprévues ne surgiraient pas, le gouvernement de Sa Majesté Britannique n'avait aucun désir ni intention d'annexer l'Egypte, ni de modifier son régime d'une façon quelconque ». Cette déclaration fut renouvelée par Sir L. Mallet à son retour sur le Bosphore, vers le milieu d'août. Comme les Alliés n'avaient aucun intérêt imaginable à manquer de parole à la Sublime Porte, rien ne justifiait, à aucun degré, les prétendues précautions militaires prises sur les frontières ottomanes d'Asie.

Un second événement ne tarda pas à montrer mieux encore la pensée de derrière la tête des gens de la Sublime Porte. Le 10 août, le *Gœben* et le *Breslau* entrèrent librement dans les Dardanelles et se comportèrent dans les Détroits comme dans les eaux territoriales allemandes. Le grand-vizir joua une nouvelle comédie. Il prétendit que l'amirauté ottomane avait acheté les deux croiseurs allemands qui allaient désormais porter le pavillon ottoman. Juridiquement, l'excuse était misérable. La Turquie, puissance neutre, avait un devoir strict à remplir :

refuser par la force l'entrée des Dardanelles aux cuirassés des belligérants, ou désarmer ceux qui avaient réussi à y entrer s'ils n'en sortaient pas dans le délai réglementaire. Elle n'en fit rien. Bien plus, le *Gœben* et le *Breslau* reçurent journellement des renforts de toute sorte par la voie bulgare libéralement ouverte à tout ce qui venait d'Allemagne. Par contre, les bateaux de commerce des puissances alliées venant des ports russes de la mer Noire étaient retenus dans les détroits. Des mines étaient posées dans les Dardanelles. A Gaza, des chameaux étaient enlevés à des sujets égyptiens par les autorités turques. Des émissaires turcs étaient envoyés aux Indes, au Yémen, chez les Senoussis et en Égypte en vue de provoquer un soulèvement de l'islam contre les Alliés. Malgré les dénégations quotidiennes du grand-vizir vis-à-vis des remontrances des ambassadeurs, les Allemands affirmaient tous les jours leur mainmise sur la flotte, l'armée et l'administration ottomanes. La mission navale britannique était contrainte à s'en aller et la mission militaire allemande devenait toute-puissante. On proclamait la suppression solennelle des Capitulations et des postes étrangères.

Malgré toutes ces provocations et tous ces affronts, les trois puissances alliées se bornaient à des protestations platoniques. Elles avaient pris pour principe, c'est Sir Louis Mallet qui le dit, de temporiser aussi longtemps que possible et de reculer le plus tard possible le moment de l'intervention de la Turquie dans la guerre. On peut se demander s'il n'eût pas mieux valu, dès le début, mettre la Sublime Porte en demeure de remplir ses devoirs, et, à défaut de réponse effectivement satisfaisante, prendre soi-même des mesures militaires et navales où il convenait avant que les positions où l'on pouvait agir

fussent mises en état de défense par les Allemands. A ce moment les Alliés eussent trouvé un concours empressé près de la plupart des populations ottomanes excédées du régime de l'Union et Progrès. Une vigoureuse action en ce sens, avec les moyens dont on disposait dans la Méditerranée, n'eût compromis en rien les grandes opérations sur les deux fronts du continent. Mais elle aurait pu, après la mort du roi Charles Ier, déterminer la Roumanie à entrer en lice.

D'après le rapport de Sir Louis Mallet, il semble que les Alliés aient sérieusement compté sur l'opposition de plusieurs membres du Cabinet de Constantinople à la rupture de la Turquie avec la Triple-Entente. En ce cas, en vérité, l'illusion était grande. Ce qui s'était passé au moment de la réoccupation d'Andrinople dans l'été de 1913 aurait dû édifier les ambassadeurs sur les comédies de la Sublime Porte. Il était possible que plusieurs ministres ottomans fussent partisans d'une neutralité sincère. Mais ceux-là mêmes se ralliaient toujours aux décisions imposées par Enver Pacha et Talaat Bey, qui étaient les instruments, dociles jusqu'au fanatisme, de l'Austro-Allemagne. Le bombardement des forts russes de la mer Noire le 29 octobre ne fut point un accident. Il fut prémédité et accompli à jour fixe parce que l'Allemagne en avait ainsi décidé. A la suite de cette agression inqualifiable aucun membre du Cabinet ottoman ne se retira. C'est là le fait ; les lamentations du grand-vizir devant les ambassadeurs et les protestations en apparence désespérées de plusieurs ministres n'y changent rien. Jusqu'au bout la comédie a été jouée comme il avait été convenu entre Constantinople et Berlin dès l'ouverture des hostilités en Europe — sinon auparavant. Malgré son extrême discrétion dans l'appréciation de l'attitude des personnages

ottomans, Sir L. Mallet ne peut s'empêcher de conclure : « On peut tenir pour certain qu'Enver Pacha fut au courant du coup de l'amiral allemand, et il est extrêmement probable que Talaat Bey fut aussi complice. »

En réalité Enver Pacha et Talaat Bey n'ont pas un seul instant cessé d'être les complices de l'Allemagne depuis qu'ils se sont emparés du pouvoir par la violence. Ils l'étaient déjà le jour où ils ont assassiné Nazim Pacha et renversé le vieux Kiamil. Ils poursuivaient une entreprise combinée à Berlin. Il était aisé de le découvrir dès ce jour-là ; après le rapport de Sir L. Mallet les plus incrédules n'en pourront plus douter.

LES ORIGINES DE LA GUERRE. — L'OPINION DE M. GUILLAUME FERRERO. — LA VOLONTÉ DE GUERRE DE L'AUSTRO-ALLEMAGNE.

14 décembre 1914.

Maintenant que tous les gouvernements intéressés, sauf celui de l'Autriche-Hongrie, ont publié des documents officiels sur la grande crise diplomatique de cet été, on peut apprécier les événements qui en sont issus non plus par simple intuition, mais en fondant son jugement sur des pièces authentiques. La *Revue des Deux Mondes* publie aujourd'hui un article de M. Guglielmo Ferrero sur « Le conflit européen d'après les documents diplomatiques », tandis que la *Revue de Paris* publie le troisième et dernier article de M. Auguste Gauvain sur « Les origines de la guerre européenne » (1). Tout en ex-

(1) Ces articles, complétés, ont paru en volume sous le titre de : *Les origines de la guerre européenne* (Librairie Colin, 1 vol. in-16).

primant des idées analogues sur la politique austro-allemande, les deux auteurs aboutissent à des conclusions légèrement différentes sur les raisons qui déterminèrent l'Allemagne, le 29 juillet, à sommer la Russie d'avoir à démobiliser dans les douze heures. Il n'est pas sans intérêt d'approfondir la question.

L'éminent historien italien est surpris des contradictions successives qu'il observe, du 23 au 29 juillet, entre le langage des représentants de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie. Quand l'Autriche-Hongrie tient un langage énergique, l'Allemagne semble conciliante ; inversement, à la fin de la crise par exemple, quand le Ballplatz paraît enclin à la transaction, c'est la Wilhelmstrasse qui devient intransigeante. M. Ferrero est particulièrement frappé de ce qu'il appelle le « revirement fatal » de l'Allemagne dans la journée du 29 juillet. En remarquant l'opposition entre le langage pacifique tenu le 28 au soir à Sir E. Goschen par M. de Bethmann-Hollweg et le « marché honteux » de neutralité proposé le lendemain soir à l'ambassadeur britannique par le chancelier allemand, il voit là « un grand mystère ». A nos yeux, le mystère n'est pas si grand et M. Ferrero le perce en partie lui-même en constatant à la fin de son remarquable exposé que la propagande pangermaniste avait infecté tous les milieux en Allemagne. Seulement M. Ferrero semble croire que cette infection n'avait pas gagné le gouvernement au point de l'avoir décidé à provoquer la guerre tandis que, suivant nous, Guillaume II et les collaborateurs initiés à ses combinaisons avaient résolu la guerre, la grande guerre, bien avant la fin de juillet dernier, et qu'ils l'ont déchaînée à ce moment-là, avec préméditation, parce qu'ils jugeaient l'occasion favorable. C'est une dernière illusion sur le caractère de Guillaume II que de

supposer qu'il a pu être entraîné à la guerre malgré lui.

Depuis le soir du 29 juillet, dit M. Ferrero, « aucune volonté n'a plus été capable de diriger les événements ». Ne pourrait-on pas plutôt dire que, du commencement à la fin, une volonté double et commune, celle de Guillaume II et celle de François-Joseph, a tout dirigé ? Peut-être Guillaume II, dont le courage est plutôt théâtral, hésita-t-il quelques instants lorsqu'il se vit en face des grands événements qu'il avait préparés avec l'archiduc François-Ferdinand. Mais cela ne fut qu'un court frisson. L'empereur allemand se croyait absolument assuré de la victoire et rien ne l'eût fait renoncer à l'exécution d'un plan dont la préparation militaire, le 29 juillet, était presque achevée. Il n'y eut pas davantage hésitation à Vienne ; toutes les mesures militaires en vue d'une guerre européenne y avaient été prises également. Beaucoup de diplomates austro-allemands, il est vrai, étaient persuadés que la Russie ne marcherait pas au secours de la Serbie. Mais aucun d'eux ne pouvait douter que le gouvernement russe serait fatalement entraîné à intervenir au cours d'une guerre austro-serbe qui mettrait tous les Balkans en feu. Tous croyaient donc à la guerre européenne à une date relativement prochaine. Seulement plusieurs espéraient ou comptaient qu'elle n'éclaterait qu'après des tergiversations et des discussions qui ébranleraient la Triple-Entente et permettraient à l'Austro-Allemagne de prendre militairement une avance décisive. Le conflit avec la Serbie devait servir à l'Autriche-Hongrie, plus lente que l'Allemagne à mobiliser, de prétexte pour mettre son armée sur le pied de guerre.

C'est ce calcul que la Russie découvrit et ruina avec une grande sûreté de coup d'œil. Dès qu'ils connurent l'ultimatum autrichien à la Serbie, le tsar et M. Sazonof

prirent leurs précautions et arrêtèrent leurs résolutions : ou bien l'Autriche-Hongrie ne toucherait ni à l'intégrité, ni aux droits souverains de la Serbie, ou bien elle aurait affaire avec la Russie. C'est cela qui déconcerta quelques jours Guillaume II et François-Joseph. Ils avaient escompté les hésitations et les défaillances de leurs adversaires, ils avaient cru les abattre facilement l'un après l'autre, et voilà qu'ils trouvaient la Russie inébranlable, la France fidèle à son alliance et la Grande-Bretagne consciente de sa solidarité européenne avec les puissances gardiennes de l'équilibre. C'était une déception. Mais les complices ne pouvaient plus reculer sans subir une atteinte mortelle à leur prestige, et ils ne désiraient nullement reculer. D'ailleurs, ils étaient poussés irrésistiblement par les passions qu'ils avaient déchaînées. C'est en ce sens seulement qu'on peut dire que, à partir du 30 juillet, aucune volonté n'était plus capable de diriger les événements. Mais la volonté de faire la guerre était préexistante. L'histoire connaît peu d'entreprises aussi préméditées que la guerre de 1914.

LA REPRISE DE BELGRADE.

15 décembre 1914.

Les Autrichiens n'auront pas été longtemps en possession de Belgrade. Ils y étaient entrés le 2 décembre sans coup férir, ils en ont été chassés honteusement hier 14 décembre. Nous croyons pouvoir dire : honteusement, quoique nous ignorions encore les circonstances de la bataille livrée devant la capitale serbe. Mais nous savons

qu'il y a eu un violent combat et que les Austro-Hongrois ont été contraints par la force de se retirer de la ville dont ils avaient célébré l'occupation comme une grande victoire. A la fin de novembre, le Cabinet de Vienne ne pouvait plus espérer conserver Belgrade ni aucune partie du territoire serbe lors de la conclusion de la paix. Mais il comptait bien garder Belgrade et le nord-ouest de la Serbie jusqu'aux négociations définitives, comme gage de la restitution de la Galicie. Le fait qu'en moins de quinze jours les armées de François-Joseph ont été battues sur toute la ligne, d'Ouchitza au Danube, en laissant entre les mains de l'armée serbe plusieurs dizaines de mille prisonniers avec un immense butin, et qu'ils n'ont même pas pu tenir à Belgrade, située à une portée de fusil de leur frontière, est à la fois une déception ignominieuse et un lamentable présage pour les grands politiques de Vienne.

C'est la seconde fois que les armées austro-hongroises sont battues dans une grande bataille par l'intrépide armée d'un petit peuple héroïque plus de dix fois moins nombreux que celui de la monarchie dualiste. Il ne s'agit pas ici de guérillas, d'embuscades ni de francs-tireurs, ni de surprises, ni d'accidents. Il s'agit de la grande guerre moderne entre plusieurs centaines de mille hommes armés, outillés et équipés suivant les dernières prescriptions de la science militaire. Seulement les agresseurs avaient derrière eux le réservoir humain et les ressources matérielles d'un vaste empire qui s'était minutieusement préparé à la guerre, tandis que les Serbes, épuisés par deux guerres successives, s'étaient trouvés pris au dépourvu quand la nation de proie qui les guettait se jeta brutalement sur eux. Quand on constate ce que les Serbes ont su faire avec le peu qu'ils possédaient, on ne peut plus

guère douter qu'ils eussent occupé la Bosnie et l'Herzégovine s'ils avaient reçu en temps utile le matériel et les munitions dont ils étaient privés. Aujourd'hui, militairement, la partie est perdue par l'Autriche-Hongrie. Quoi qu'il arrive désormais, jamais le prestige militaire de la monarchie ne se relèvera dans les Balkans du coup qui vient de lui être porté. Il est prouvé que, même avec la collaboration la plus énergique de l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie ne peut pas tenir tête à la Russie et à la Serbie. Voilà où aboutit le prodigieux effort militaire et diplomatique de François-Joseph I[er]. Quelle fin de règne pour Sa Majesté Apostolique !

Une autre conclusion ressort de la victoire serbe. L'exemple serbe montre comment un peuple soucieux de son indépendance et vraiment conscient de sa mission nationale fait triompher sa cause. Sous la direction de M. Pachitch, le gouvernement du roi Pierre et du prince-régent Alexandre a manœuvré avec une énergie égale à sa prudence. Conciliant jusqu'à l'extrême limite pendant la crise diplomatique, il a été d'une constance imperturbable durant l'action militaire. Une fois provoqué, il a su courir tous les risques. Il représente une cause en Europe et il s'y dévoue tout entier. Tous les Serbes de la Slavie austro-hongroise en sont reconnaissants à leurs frères affranchis et fiers pour leur race. C'est ainsi qu'on fonde les États destinés à vivre ; ce n'est point avec l'excès de prudence dont d'autres États nous offrent l'attristant exemple. En persistant à se réfugier dans l'abstention jusqu'à ce que tout risque ait disparu, ces États donnent la mesure de leur courage, de leur vitalité, de leur dévouement aux populations des pays qu'ils convoitent. Ces *irredenti* seront fatalement amenés à se demander si leurs futurs libérateurs ne les considèrent pas plutôt comme

des sujets que comme des frères. Ils sentent qu'ils valent bien des sacrifices et des risques. En voyant qu'on n'est décidément pas disposé à faire les uns et à courir les autres, ils tendront à s'orienter dans une autre direction.

Les États hésitants ne mériteront guère mieux la reconnaissance de l'Europe civilisée. Il dépendait d'eux que cette guerre abominable fût terminée beaucoup plus vite à l'honneur et au profit de l'humanité. Ils n'ont songé qu'à eux. Réciproquement, ils ne devront pas s'étonner si, plus tard, on ne songe pas à eux.

LA CONSCIENCE DES CATHOLIQUES ALLEMANDS.

17 décembre 1914.

Nous avons reproduit, hier, d'après la *Semaine religieuse de Paris* du 12 décembre, un article du docteur Schrœrs, professeur à la faculté de théologie de Bonn, qui mérite de retenir l'attention. Sous une apparence doucereuse, les affirmations de ce théologien sont les plus impudentes que les Allemands aient encore formulées. Les théories cyniques des pangermanistes enragés comme le professeur Lasson sont infiniment moins dangereuses. Elles choquent tous les gens de bon sens par leur brutalité. L'Académie des sciences de Berlin elle-même a cru devoir en paraître offensée et, par politique, sinon par conviction, elle a blâmé le fougueux docteur Lasson. Aux yeux des neutres, dont l'opinion doit d'autant plus être ménagée que les événements se développent

de moins en moins dans le sens prévu par le grand état-major allemand, elle tient à se désolidariser des exaltés qui compromettent par leurs excès de langage la cause germanique. Au contraire, les exposés mielleux à la Schrœrs recèlent le venin le plus propre à empoisonner le public. C'est avec grande raison que la *Semaine religieuse de Paris* a dénoncé ce scandale.

D'après M. Schrœrs, c'était un devoir de conscience des catholiques allemands de voter les diverses augmentations de crédits militaires parce qu'il n'existait pas de militarisme allemand et qu'il s'agissait de se défendre contre des agressions étrangères. En fait, ajoute l'auteur, notre vote a été complètement justifié car, dans le conflit présent, « c'est l'Allemagne qui a été attaquée par les Russes, et si, de son côté, elle a attaqué la France, c'était uniquement pour se défendre ». Il est difficile d'accumuler plus de mensonges en si peu de mots. Nous disons : des mensonges, et non des erreurs, parce qu'un homme comme le professeur Schrœrs ne peut pas connaître assez mal son pays et les événements actuels pour ignorer l'existence et les manœuvres du parti militariste allemand et les conditions dans lesquelles l'Allemagne a déclaré la guerre le 1er août 1914 à la Russie. Il n'a pas pu formuler publiquement une opinion sur des questions de cette importance sans avoir lu les documents diplomatiques publiés par les gouvernements des États belligérants. Ce professeur trompe donc intentionnellement ses lecteurs. Il lui eût suffi d'examiner attentivement le *Livre Blanc* dû à la collaboration de MM. de Bethmann-Hollweg et de Jagow pour y lire que le gouvernement allemand a remis successivement à la Russie, à la Belgique et à la France les ultimatums qui ont déchaîné la guerre générale — ultimatums justifiés seulement par la crainte de voir les

victimes désignées aux coups de Guillaume II rattraper un peu de la très grande avance qu'avaient prise sournoisement les états-majors de Vienne et de Berlin.

En cela, toutefois, M. Schrœrs ne dépasse pas l'hypocrisie ordinaire de ceux de ses compatriotes qui subordonnent tout à la raison d'État. Mais ce théologien invoque le cas de conscience. En bon chrétien, il réprouve « les fins qui ne sont pas moralement bonnes, qui sont incompatibles avec la nature du christianisme, en tant qu'il est une religion qui fait de la charité et de la justice les piliers de la moralité ». Appuyé sur ces deux piliers, il proclame que l'Allemagne, après avoir déclaré la guerre à la Russie, devait attaquer la France pour se défendre. C'est le raisonnement de l'assassin et du voleur bien entraînés qui se jettent sur le passant dont ils convoitent la bourse sous prétexte que celui-ci pourrait bien les attaquer un autre jour s'ils ne prenaient les devants. Les compères pangermanistes du docteur Schrœrs soutiennent une thèse aussi chrétienne quand ils revendiquent cette fameuse « place au soleil » dont ils ont tant parlé. Le droit de prendre au voisin ce qui est sa possession légitime sous prétexte qu'on en fera un meilleur usage que lui n'a qu'un nom dans toutes les langues : le droit au vol. Les théologiens de Germanie professent simplement, en droit public, l'apologie de ce qui est qualifié crime en droit privé, en droit canon, et dans le Décalogue. Leur christianisme est la religion de la satisfaction de tous les appétits et de toutes les haines, c'est la religion de Moloch.

C'est au nom de ce Dieu, aussi vieux que les passions humaines, que les docteurs germaniques célèbrent la guerre préventive et jettent l'anathème sur la Russie et la France. Le comble de leur hypocrisie est de s'apitoyer

sur la France, victime de la schismatique Russie. Pauvre France ! disent-ils : « Personne en Allemagne ne désire son abaissement et tout le monde y déplorerait vivement la moindre atteinte portée à sa situation parmi les peuples civilisés. » Pauvre France ! nous l'assaillons à l'improviste en pleine paix, nous l'étranglons, nous la pillons, nous l'incendions, mais c'est bien à contre-cœur, car nous serions désolés de lui faire le moindre tort ; mais c'est la Russie qui est cause de tout ! « Le coq gaulois ne s'est pas rendu compte de la portée anticatholique de son acte en pactisant avec l'ours moscovite. » On savait assez déjà que Guillaume II, nouvelle incarnation du Verbe, parlait au nom du vieux Dieu de Luther. Mais le Dieu des catholiques a dans le monde un autre vicaire que le kaiser. Le professeur Schrœrs se rend-il compte de la portée anticatholique de ses paroles quand il substitue son jugement à celui du Souverain Pontife ? Quelle dérision aussi de représenter l'Allemagne prussianisée, l'organisatrice du Kulturkampf, la persécutrice des Polonais, la protectrice de l'islam, la complice des massacres d'Arménie et d'Asie Mineure, comme le champion du catholicisme contre la Russie ! La conscience des catholiques allemands en ce moment est une de ces choses sans nom dont on ne peut plus parler. Quant aux avances du professeur Schrœrs aux catholiques français, elles décèlent chez leur auteur un degré d'inconscience qui n'avait pas encore été atteint.

LE PROTECTORAT BRITANNIQUE SUR L'ÉGYPTE.

18 décembre 1914.

La folie du gouvernement turc produit un à un ses effets naturels. La flotte ottomane, constituée à grands frais, est coulée bateau par bateau au fond de la mer où s'engloutissent ainsi deux ou trois centaines de millions dont l'emploi judicieux aurait puissamment contribué à la réorganisation de l'empire. Le commerce maritime ottoman est ruiné, les Détroits sont fermés par la flotte anglo-française, l'Arménie est en partie occupée par les Russes, la Thrace est destinée à être enlevée par les Bulgares, la basse Mésopotamie est entre les mains des Anglais, l'Arabie commence à se détacher du sultan-khalife de Constantinople, qui apparaît de plus en plus dépourvu de tout prestige et de toute autorité. Et voici que Mahomet V vient de perdre le dernier pouce de territoire africain sur quoi les sultans de Turquie conservaient encore une souveraineté officielle. Hier la Grande-Bretagne a proclamé son protectorat et la déchéance de la suzeraineté turque sur l'Egypte. Voici les deux dépêches annonçant la nouvelle :

Londres, le 17 décembre.

Officiel. — La Grande-Bretagne a proclamé son protectorat sur l'Égypte.

Londres, le 17 décembre.

Officiel. — Le secrétaire principal de Sa Majesté britannique pour les affaires étrangères donne avis qu'étant donné l'état de guerre résultant des actes de la Turquie, l Égypte est placée sous la protection de Sa Majesté et constituera un protectorat britannique

La suzeraineté de la Turquie sur l'Égypte prend ainsi fin et le gouvernement de Sa Majesté adoptera toutes les mesures nécessaires pour la défense de l'Égypte, ainsi que pour la protection de ses habitants et de leurs intérêts.

Il a plu au gouvernement de Sa Majesté d'approuver la nomination du lieutenant-colonel Sir Arthur Henry Mac-Mahon, comme haut commissaire pour l'Égypte.

La transformation du régime d'occupation institué en Égypte il y a trente-deux ans par la Grande-Bretagne en protectorat direct était attendue, inévitable, depuis l'agression insensée de la Turquie contre la Triple-Entente. Ce n'en est pas moins un grand événement dont les conséquences se feront sentir sur différents terrains.

Au point de vue égyptien proprement dit, la nouvelle situation créée par l'établissement du protectorat britannique n'est pas encore très claire. Dès lors que la souveraineté de la Turquie disparaît, il ne peut plus y avoir de khédive, c'est-à-dire de lieutenant ou de délégué du sultan de Constantinople. La famille khédiviale actuelle tenait ses droits des firmans impériaux de 1840 et de 1867. Ces firmans, comme tels, n'ont plus aucune valeur au regard de l'État qui vient d'assumer le protectorat. La famille qui en bénéficiait dépend désormais exclusivement de la Grande-Bretagne. Elle peut, d'ailleurs, gagner à ce nouvel état de choses, car, de khédive sujet, le prince régnant peut être élevé à la dignité de sultan, de souverain. C'est même la condition essentielle du protectorat, puisque cette forme de gouvernement suppose nécessairement un souverain protégé. Il est vrai que cette souveraineté sera purement nominale, mais le pouvoir personnel des khédives depuis 1882 était également de pure apparence. De plus, la nouvelle dignité du souverain officiel de l'Égypte permettra la réalisation d'une combinaison caressée dans certains milieux

britanniques et passionnément désirée par les Égyptiens. Il s'agit de la substitution du sultan du Caire au sultan de Constantinople comme khalife de l'islam. Ce serait un nouveau coup, très probablement mortel, porté à la domination turque en Asie.

La question du khalifat est intimement liée, en effet, au maintien de l'empire ottoman. Depuis Abdul Hamid, le pouvoir militaire des sultans de Constantinople était réduit à presque rien. Il s'est complètement effondré pendant la première guerre balkanique. La réoccupation d'Andrinople dans l'été de 1913 ne l'a nullement relevé ; ce fut, en effet, une opération civile sans lutte ni combat. Le prestige de chef des Croyants, de vicaire du Prophète, restait le seul dont jouît le sultan de Constantinople aux yeux du monde musulman. Mais, d'un bout à l'autre de l'islam, on sait aujourd'hui que Mahomet V, quoique homme excellent, est un simple jouet entre les mains du comité Union et Progrès, comité composé de francs-maçons et de deunmés ou crypto-juifs saloniciens. Les Arabes, notamment, professent un profond mépris pour ces hommes-là. Ils sont tout disposés à transférer le khalifat à une autre famille. Or, aucune objection religieuse ne s'y oppose, car la famille du khalife actuel ne descend aucunement du Prophète ; elle représente seulement le peuple conquérant. Rien n'empêcherait les chefs religieux reconnus par l'islam de donner l'investiture, soit à un descendant du Prophète, le chérif de la Mecque par exemple, soit au sultan d'Égypte. Il sera curieux de suivre à ce sujet l'évolution des idées dans le monde arabe.

Au point de vue international, la situation en Egypte va subir des modifications dont on ne pourra mesurer l'étendue que lorsqu'on connaîtra les détails du nouveau

régime. En ce qui concerne la France, aucune difficulté ne se présente. Elle reconnaît le protectorat britannique en Égypte comme la Grande-Bretagne reconnaît le nôtre au Maroc. Les deux questions se tiennent. C'est l'application pure et simple de l'accord d'avril 1904 qui a fondé l'Entente cordiale. La transformation de cette entente en alliance militaire sous le coup des événements du mois d'août dernier donne un surcroît de force aux engagements d'alors. Nous avons seulement à sauvegarder un certain nombre d'intérêts auxquels le Cabinet de Londres ne songe certainement pas à porter atteinte. La reconnaissance de la Russie est également assurée ; celle de l'Italie ne paraît pas douteuse non plus. Quant à l'Allemagne et à l'Autriche-Hongrie, on ne leur demande pas leur consentement. A leur égard, tout dépend du résultat de la guerre.

LE SULTANAT D'ÉGYPTE.

19 décembre 1914.

Après la suppression de la suzeraineté turque sur l'Égypte, la Grande-Bretagne vient de proclamer la déchéance du khédive Abbas Hilmi. Cette seconde mesure était la conséquence forcée de la première. Avec une imprudence égale à celle du gouvernement ottoman, Abbas Hilmi s'est complètement livré à l'Austro-Allemagne. Dès le commencement de la guerre européenne, il a intrigué contre les Anglais en Égypte. Il a même réussi un instant, au commencement de septembre, avec la collaboration occulte des agents allemands, à provoquer

un mouvement de désaffection parmi plusieurs grandes familles arabes, propriétaires de vastes domaines et affiliées à d'influents clans bédouins. Lors de la déclaration de guerre des Alliés qui suivit l'agression de la flotte turque contre les ports russes de la mer Noire, il a pris carrément parti du côté de la Turquie et déclaré qu'il allait se mettre à la tête d'une armée ottomane en Syrie pour chasser les Anglais d'Égypte. Il était donc déjà déchu aux yeux de l'État occupant. Sa déposition officielle consacre simplement l'état de fait.

Le prince Hussein Kémal proclamé à sa place avec le titre de sultan est l'aîné des oncles d'Abbas Hilmi. Second fils du khédive Ismaïl, il aurait succédé à son frère Tewfik en 1892, conformément à l'ordre ordinaire de succession des agnats en vigueur dans l'empire ottoman, si Ismaïl n'avait obtenu du sultan de Constantinople de remplacer cette loi traditionnelle par la succession par primogéniture en ligne directe. Tandis qu'Abbas Hilmi, fils de Tewfik, avait été élevé au Theresianum, à Vienne, le prince Hussein Kémal a fait son éducation à Paris à la fin du règne de Napoléon III. Il est doué de grandes qualités et a toujours témoigné autant de sympathie que de goût pour les choses européennes. Il jouissait autrefois de l'estime et de la confiance de lord Cromer. Il ne semble pas douteux qu'il comprenne la nouvelle situation faite à son pays et qu'il facilite dans la mesure du possible la tâche de l'État protecteur. Il a un fils, le prince Kémal Eddine, et cinq filles. Comme le bey de Tunis, le sultan Hussein Kémal portera le titre d'Altesse.

Comme nous l'indiquions hier, l'établissement du protectorat britannique en Égypte et sa reconnaissance par la France entraînaient la reconnaissance par la Grande-Bretagne du traité du 30 mars 1912, par lequel le sultan

du Maroc a accepté le protectorat de la France. Cette adhésion officielle a eu lieu hier. Elle avait été retardée jusqu'ici par la lenteur de l'élaboration du statut de la zone de Tanger. Mais cette dernière question, à quoi le Cabinet de Londres attachait une sérieuse importance, passait à l'arrière-plan des préoccupations britanniques dès lors que les circonstances lui imposaient la nécessité de faire en Egypte ce que nous avions été contraints de faire au Maroc.Provisoirement le régime des Capitulations va subsister en Égypte ; mais il est appelé fatalement à subir de profondes modifications. Les arrangements franco-anglais du 8 avril 1904 prévoient expressément le cas.

LA CONFÉRENCE DES TROIS SOUVERAINS SCANDINAVES A MALMÖ.

20 décembre 1914.

Les trois souverains scandinaves qui s'étaient réunis vendredi à Malmö, en terre suédoise,en face du Danemark, se sont séparés hier soir. Cette courte conférence n'est pas un grand événement ; néanmoins, elle présente un sérieux intérêt à divers points de vue.

La séparation de la Norvège et de la Suède en 1905 n'était point propre à faciliter en temps de crise les rapports entre les deux États de la péninsule scandinave. La guerre européenne déchaînée cet été par l'Austro-Allemagne était à cet égard une épreuve décisive. L'Allemagne, qui avait stimulé de tout son pouvoir le mouvement suédois de ces derniers temps en faveur du renfor-

cement de l'armée, comptait certainement, sinon sur une coopération militaire des anciens possesseurs de la Finlande, du moins sur une neutralité très bienveillante. Là aussi elle éprouva une déception. Dès le commencement de la guerre, la Suède et la Norvège échangèrent de mutuelles assurances de neutralité. Sans doute, en s'exprimant réciproquement leur ferme désir de ne pas entrer en opposition l'une avec l'autre, ni l'une ni l'autre ne s'interdisaient absolument toute initiative. Néanmoins il était bien certain que la Suède ne pourrait pas prendre parti pour l'Allemagne sans choquer violemment la Norvège, que ses sympathies pour l'Angleterre, ses tendances démocratiques et les intérêts de son commerce maritime inclinaient plutôt vers l'autre camp. Lorsque la diplomatie et les responsabilités allemandes furent mieux connues, les préférences de l'opinion suédoise pour l'Allemagne diminuèrent peu à peu et le Cabinet de Stockholm se trouva de plus en plus d'accord avec le public pour pratiquer de concert avec le Cabinet de Christiania une neutralité correcte. Toutes les intrigues germaniques — et il y en eut de puissantes — ne réussirent point à modifier cette politique. Le mouvement préparé en Finlande par les agents de la Wilhelmstrasse avorta également. A mesure que la guerre se déroula, la Suède et la Norvège reconnurent davantage la solidarité de leurs intérêts économiques et maritimes.

Le Danemark ne pouvait point ne pas faire la même constatation. Placé au carrefour des routes maritimes entre la mer du Nord et la Baltique, il avait les mêmes intérêts à protéger que ses deux voisins septentrionaux occupant l'une et l'autre face de ces deux mers. Par ses alliances dynastiques, il touchait de plus près que la Suède à la Norvège, et se trouvait plus porté vers la

Grande-Bretagne et la Russie. Mais la communauté d'intérêts entre les trois États scandinaves dominait toutes les autres considérations. L'usage scandaleusement abusif que l'Allemagne fit des mines sous-marines, au grand dommage de la navigation scandinave et contrairement aux stipulations formelles des conventions de la Haye, amena fatalement les Cabinets de Christiania, de Stockholm et de Copenhague à examiner ensemble un certain nombre de questions. La conférence de Malmoë est issue de ces conversations préparatoires.

Les trois souverains scandinaves s'étaient précédemment trouvés une seule fois réunis. C'était à Roskilde, en 1912, aux funérailles du roi Frédéric VIII de Danemark. Quant à Haakon I[er], sa visite à Malmoë est son premier séjour en terre suédoise depuis son avènement au trône. Sa présence sur le territoire de l'État dont la Norvège s'est séparée il y a dix ans est la meilleure preuve de la cordialité des relations existant entre les deux anciens associés. Elle revêt un caractère nettement politique. D'une façon générale, on peut dire que la conférence de Malmoë, dans les conditions où elle se présente, ne doit éveiller aucune inquiétude chez les Alliés. Elle ne comporte aucun arrangement dirigé contre eux. Elle affirme, suivant les termes de la note officielle publiée hier soir à Stockholm, « la volonté unanime des royaumes du Nord de garder leur neutralité. » Or les Alliés ne désirent rien d'autre. Ils ne voient aucun danger, bien au contraire, dans le fait que les trois royaumes ont « constaté qu'un accord était réalisé concernant les questions spéciales qui, de part et d'autre, avaient été mises en délibération », et que « la coopération si heureusement engagée sera poursuivie ». Toute mesure prise par les trois États scandinaves en vue de faire respecter les stipulations des

traités et les règles du droit des gens sera accueillie avec joie en France, en Angleterre et en Russie.

LES ORIGINES DE LA GUERRE. — LE « LIVRE BLEU SERBE. »

22 décembre 1914.

On a lu dans les *Débats* du 20 décembre une analyse détaillée du *Livre Bleu* serbe. Il en résulte pour tout lecteur impartial que le gouvernement austro-hongrois a saisi avec un remarquable empressement l'occasion de l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand et de sa femme pour « régler ses comptes » avec la Serbie. Une fois de plus il est établi que, pendant les premiers jours qui suivirent l'assassinat, il y eut un certain flottement dans le monde officiel et que cette période d'hésitation apparente correspond à celle des négociations secrètes entre Vienne et Berlin au suiet de la mise sur pied de la grande entreprise germanique.

Si le Cabinet de Vienne avait considéré le drame de Serajévo comme une affaire intérieure où la Serbie ne pouvait être mêlée qu'en raison de la complicité de sujets serbes, l'affaire eût été réglée sur-le-champ à la satisfaction des deux gouvernements. En effet, dès le lendemain de l'attentat, M. Jovan Jovanovitch, ministre de Serbie à Vienne, avait donné au Ballplatz, dans les termes les plus précis, l'assurance que le gouvernement serbe réprouvait de toutes ses forces le crime du 28 juin et qu'il ferait loyalement tout le nécessaire pour empêcher qu'il se produisît sur son territoire une agitation ou action quelconque de nature à nuire aux relations avec l'Autriche-Hongrie. Dès

le 1er juillet, M. Pachitch télégraphia aux représentants serbes à l'étranger pour disculper la Serbie de toute participation à l'assassinat. Or, tandis que la Serbie se montrait disposée à remplir tous ses devoirs d'État civilisé, la presse austro-hongroise l'accusait violemment de se dérober à l'accomplissement de ces devoirs et de refuser toute enquête, toute poursuite contre les complices supposés des assassins. On ne désignait d'ailleurs pas ces complices, ou plutôt on affectait de dénoncer toute la Serbie comme complice.

Une fois intervenu l'accord militaire entre Vienne et Berlin, la presse de la monarchie dualiste et d'Allemagne redoubla de violence. Mais le comte Berchtold et son adjoint le baron Macchio s'obstinèrent dans le silence. On ne put leur arracher aucun éclaircissement sur leurs intentions et sur le caractère de la note qu'ils se proposaient de remettre à Belgrade. Pendant ce temps, le chef de l'état-major général austro-hongrois parcourait en hâte toute la monarchie et se rencontrait à Carlsbad avec le chef de l'état-major allemand. On s'appliquait à induire en erreur le corps diplomatique accrédité près de l'empereur François-Joseph. Le comte Berchtold évitait de s'entretenir avec les ambassadeurs de la Triple-Entente. On savait seulement que l'ambassadeur d'Allemagne, M. de Tchirschky, collaborait à la rédaction de la fameuse note avec le comte Forgach et qu'il était au courant de tous les menus détails. Quand enfin, tout étant prêt suivant le plan concerté entre les deux empires du centre, la fameuse note du 23 juillet fut remise, M. Jovanovitch eut immédiatement l'impression que la guerre était inévitable, même au cas où la Serbie accepterait intégralement les conditions inouïes qui lui étaient posées. L'attitude de la population devant la légation de

Serbie fut tellement agressive que le personnel de la légation fut sur le point de subir les pires violences. Tout annonçait la guerre.

Dans toute cette crise, le rôle de M. de Tchirschky fut de première importance. Nous extrayons à ce sujet le passage suivant du rapport récapitulatif de M. Jovanovitch, dont la traduction française n'a pas encore paru :

M. de Tchirschky était seul à penser et à dire ouvertement que la Russie resterait tranquille pendant que l'Autriche-Hongrie exécuterait la punition (*Straf-Expedition*) de la Serbie. Il assurait que le ministre des affaires étrangères de Russie viendrait facilement à bout des panslavistes, comme l'année précédente, et que la Russie n'avait aujourd'hui aucun désir de soulever les si nombreuses questions épineuses qui la touchent en Europe et en Asie. Selon lui, il était nécessaire qu'une leçon fût infligée à la Serbie ; la Russie n'avait aucun droit d'intervenir. Quant à l'Allemagne, il disait qu'elle avait pleine conscience de ce qu'elle faisait en prêtant son aide à l'Autriche-Hongrie.

Ce langage de M. de Tchirschky a fait penser à tous que c'est l'Allemagne qui a voulu provoquer la guerre européenne. A Vienne, bien auparavant, on a dit et même écrit qu'il fallait faire la guerre à la Russie avant qu'elle fût prête au point de vue militaire, c'est-à-dire avant le printemps 1917. « Plus on remet l'affaire à plus tard, moindres seront les chances de la Triplice. »

A chaque heure de cette crise éclate la volonté de l'Allemagne de faire la guerre. Les dénégations embrouillées de la *Gazette de l'Allemagne du Nord* à propos du *Livre Jaune* ne s'appuient sur aucune preuve. Elle intervertit volontairement les dates afin de tromper le public allemand. Elle ment comme a menti le gouvernement allemand d'un bout à l'autre des négociations. Pour elle comme pour l'Autriche-Hongrie, la fin justifie les moyens. Au contraire, le *Livre Bleu* serbe donne l'impression de la vérité et de la loyauté. M. Pachitch y montre une sagesse et une prudence dignes d'admiration. En faisant accepter par son gouvernement les conditions presque intégrales de l'ultimatum autrichien, il a donné une

preuve, peut-être unique dans l'histoire diplomatique, d'abnégation poussée jusqu'aux extrêmes limites. Après des épreuves terribles, son pays est aujourd'hui récompensé par la victoire. Elle ne lui échappera plus. Comme la vérité, elle est désormais fixée.

LE GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG ET LA GUERRE.

25 décembre 1914.

Le territoire du grand-duché de Luxembourg est le premier que l'Allemagne ait violé. Comme celle de la Belgique, sa neutralité était garantie par un traité solennel portant la signature de la Prusse. Aussi les sympathies allèrent-elles tout d'abord à ce petit État piétiné par le colosse allemand et à sa jeune souveraine dont on disait qu'elle avait voulu se mettre, elle et sa voiture, en travers de la route suivie par les troupes de Guillaume II. Depuis le commencement d'août, ces premières impressions tendent à se modifier. Luxembourgeois et Allemands paraissent faire assez bon ménage. Les Allemands disposent de tout dans le grand-duché, sans la moindre opposition, comme s'ils se trouvaient chez eux. Ils ont payé au Luxembourg une indemnité qui a été reçue avec reconnaissance. Guillaume II a conféré à la grande-duchesse la Croix de fer qu'elle a acceptée. Le grand-duché serait l'allié volontaire de l'Allemagne qu'il n'en irait pas autrement. Il y a plus. Le chef du gouvernement luxembourgeois, M. Eyschen, a fait dans ces dernières semaines plusieurs voyages incognito dont le but était sans doute de transmettre à certains gouvernements des

propositions ou des suggestions austro-allemandes.

Au moment où les troupes allemandes ont envahi le grand-duché, M. Eyschen a protesté près des puissances garantes. Officiellement il a donc fait son devoir. On comprend qu'il s'en soit tenu là, car il ne disposait ni de force armée, ni même des principales lignes de chemin de fer, exploitées depuis 1871 par l'administration des chemins de fer de l'empire. On comprend aussi qu'il désire voir cesser le plus tôt possible la pénible situation où se trouve le Luxembourg et qu'il se préoccupe de sauvegarder l'indépendance de son pays lors de la conclusion de la paix générale. Mais on ne peut contenir une certaine surprise en assistant aux allées et venues de M. Eyschen entre Berne, la Haye, et le Havre. Il est difficile de croire qu'avant d'aller s'entretenir avec les ministres hollandais, les conseillers fédéraux suissses et les ministres belges, le chef du gouvernement grand-ducal n'ait pas causé avec des personnages allemands responsables. On se demande également si les combinaisons suggérées dans l'intérêt des neutres ne sont pas conçues aussi dans l'intérêt de l'Allemagne. En tout cas, au cours de ces missions diverses, M. Eyschen n'a pu circuler à travers les lignes allemandes qu'avec l'autorisation expresse des autorités supérieures allemandes, et l'autorisation indispensable n'a été donnée qu'à bon escient.

Nous ne sommes naturellement pas initiés aux pourparlers secrets de M. Eyschen. Toutefois il y a lieu de supposer qu'ils ont pour principal objet de provoquer la médiation d'une puissance neutre présumée impartiale. Dans les circonstances présentes il pourrait seulement s'agir d'une médiation pacifique, car aucune puissance non belligérante n'a le désir ni le pouvoir d'imposer ses bons offices. Or, pour qu'une médiation bénévole ait des

chances d'aboutir, il est nécessaire que les belligérants soient en principe disposés à traiter. En ce cas, le médiateur sert d'organe de transmission jusqu'à ce que les parties se sentent assez près de s'entendre pour entrer directement en conversation. Mais aujourd'hui, et pour quelque temps encore suivant toute vraisemblance, les deux groupes qui s'affrontent professent des idées et des intentions diamétralement opposées. La déclaration ministérielle faite le 22 décembre au Parlement français a posé la question en termes d'une précision et d'une énergie qui ont frappé toute l'Europe. Si M. Eyschen, durant ses pérégrinations, a eu l'occasion de parler à des hommes politiques sérieux de France ou d'Angleterre, il se sera rapidement convaincu de la vanité de toute démarche actuelle en faveur d'une médiation. Il n'aura probablement pas non plus trouvé un accueil plus encourageant près des gouvernements auxquels il réservait le rôle de médiateur. Aucun de ceux-ci ne se soucie de mettre en ce moment le doigt entre l'arbre et l'écorce.

Bien malgré lui, le Luxembourg a servi de point d'attaque de l'Allemagne contre la France. Les faits ont démontré que, dans l'Europe d'hier, le régime créé en 1867 en faisait un bastion prussien sur notre frontière de l'Est. C'est là une constatation dont le gouvernement luxembourgeois devrait peut-être plus se préoccuper que de la négociation d'une médiation.

L'IMBROGLIO ALBANAIS. — DÉBARQUEMENT DES ITALIENS A VALLONA.

27 décembre 1914.

L'attention de l'Europe, concentrée presque exclusivement sur la grande guerre, va se reporter pour quelques instants sur l'Albanie. L'Italie, en effet, vient de faire un second pas dans le pays des Skipétars. Elle a débarqué des marins à Vallona.

L'Italie avait fait le premier pas à la fin du mois d'octobre. A ce moment, après un « règne » de quelques mois marqué par une série ininterrompue de fautes, le prince de Wied avait fui cette terre ingrate où, sous couleur d'apporter l'ordre, il s'était constitué l'instrument de l'Austro-Allemagne. Essad Pacha était rentré à Durazzo sous les auspices des agents italiens. Les intrigues se croisaient en tous sens dans ce pays de clans. Les Turcs s'efforçaient de provoquer un mouvement islamique ; ils annonçaient même « l'élection » du prince Burhan Eddine, fils préféré du sultan déchu Abdul Hamid, comme mbret d'Albanie. L'anarchie était partout. On ne comptait pas moins de six régimes différents dans le nouvel État créé par la conférence de Londres. La région de Scutari était gouvernée par une commission locale composée de chrétiens et de musulmans. Les Mirdites conservaient leur statut traditionnel sous la direction du prince Bib Doda. Les Malissores vivaient à part, régis par des institutions patriarcales. Tirana, Durazzo et la région intermédiaire reconnaissaient l'autorité d'Essad

Pacha. Les cazas du Sud étaient occupés par les Grecs. Enfin, Vallona était administrée par une commission locale tenant ses pouvoirs d'elle-même.

C'est alors que l'Italie, après avoir pressenti les puissances signataires des arrangements de Londres, crut opportun de procéder à un commencement de prise de possession du port qu'elle considère comme la clé de l'Adriatique méridionale. Le 29 octobre, dans l'après-midi, l'amiral Patris débarqua à Vallona une « mission sanitaire » de la marine royale, qui fut installée dans la ville au nom du gouvernement italien, en présence du consul d'Italie. En présentant les membres de la mission au gouvernement provisoire et aux notables, l'amiral Patris déclara que l'Italie ne pouvait tarder plus longtemps à secourir des populations amies si durement éprouvées. Aux accents de la *Marche royale*, le drapeau italien fut hissé sur l'édifice destiné à recevoir la mission. Le lendemain 30, dans la matinée, l'amiral Patris débarqua dans la baie de Saint-Nicolas de l'île de Sasseno une batterie d'artillerie et une compagnie de marins. Précédemment cette petite île de Sasseno, qui est située à l'entrée de la grande baie de Vallona, avait été évacuée par les Grecs qui la possédaient régulièrement comme faisant partie des îles Ioniennes cédées par l'Angleterre à la Grèce lors du remplacement du roi Othon par le roi Georges I[er]. D'une façon générale, d'ailleurs, cet îlot rocheux est inhabité ; les Grecs n'y avaient mis une faible garnison qu'assez récemment, quand la question albanaise était devenue aiguë.

Pour l'instant, l'Italie borna là son occupation qui était surtout un symbole. L'Autriche ne protesta pas. Sans aucun doute l'Allemagne lui avait conseillé d'accepter silencieusement cette mortification. Symétriquement, la

Grèce réoccupa les districts de l'Épire d'où la conférence de Londres l'avait au printemps obligée de sortir. Pour les mêmes raisons humanitaires que l'Italie, elle débarqua au même moment 1.200 hommes à Santi-Quaranta et se réinstalla dans les districts d'Argyrocastro et de Préméti. Chacune de leur côté, les grandes puissances acceptèrent, à titre provisoire, les faits accomplis.

Les nouveaux événements se sont déroulés dans les mêmes conditions. L'ordre ne s'étant nullement rétabli en Albanie, la guerre européenne continuant, et le gouvernement de Constantinople, probablement d'accord avec d'autres, ayant provoqué un mouvement turcophile coïncidant avec la marche des armées autrichiennes en Serbie dans la vallée de la Morava, l'Italie décida d'appuyer sa mission sanitaire à Vallona avec des troupes chargées de protéger les partisans d'Essad et la population en général contre les rebelles. Parallèlement M. Venizélos a déclaré à la Chambre hellénique « que l'Épire sera administrée militairement par la Grèce aussi longtemps qu'il sera nécessaire et que subsisteront les circonstances internationales actuelles ».

En fait la solution transitoire adoptée par la conférence de Londres afin de prévenir une conflagration est ruinée. La guerre, que les procédés conciliants de la Triple-Entente avaient conjurée au printemps de 1913, a été déchaînée par les nations de proie. Le sort définitif de l'Albanie ne dépend plus que des résultats de la guerre européenne.

LES CONTRADICTIONS DE M. DE BETHMANN-HOLLWEG. — LA GAZETTE DE COLOGNE ET LE DROIT AU MENSONGE.

29 décembre 1914.

Le gouvernement allemand est pris dans un réseau de ses propres mensonges plus inextricable que les réseaux de fils de fer barbelés tendus devant les tranchées les mieux organisées. Le 4 août, devant le Reichstag, M. de Bethmann-Hollweg a reconnu solennellement avoir violé le droit des gens et commis une injustice flagrante envers la Belgique et le Luxembourg. Il a déclaré que l'Allemagne avait dû prendre l'offensive afin de devancer l'adversaire. « Nécessité ne connaît pas de loi... On s'arrange comme on peut », tels étaient les deux axiomes qu'il formulait publiquement. Il avait même soin d'ajouter : « Vous le voyez, Messieurs, je parle ouvertement. » Mais, à ce moment, il croyait, tous les Allemands étaient persuadés avec lui que l'offensive foudroyante préparée depuis des mois par le grand état-major de Berlin serait couronnée d'un éclatant succès et que Guillaume II ferait son entrée triomphale à Paris à la fin d'août ou tout au moins dans les premiers jours de septembre. On ne s'embarrassait point alors, à la Wilhelmstrasse, de justifications juridiques. Le droit de la victoire devait couvrir, réhabiliter, glorifier tous les mensonges, toutes les fourberies, toutes les violences. Ce sentiment correspondait exactement à l'état d'esprit de tous les bons Allemands, convaincus que le seul droit existant était l'intérêt de l'Allemagne. Or, au mois d'août,

la rapidité, suivant l'expression de MM. de Bethmann-Hollweg et de Jagow, était une question de vie ou de mort. On subordonnait tout le reste à cela, sans s'attarder à des considérations juridiques.

Aujourd'hui l'Allemagne met autant d'ardeur à justifier moralement et légalement sa conduite qu'elle en mettait au commencement des hostilités à fouler aux pieds les lois divines et humaines. L'offensive foudroyante est transformée en pénible défensive de Nieuport à Dannemarie. La Prusse orientale et la Silésie sont menacées ; la Galicie et la Bukovine sont entre les mains des Russes. Alors, après coup, M. de Bethmann-Hollweg fouille ses dossiers, compulse ses notes et s'efforce d'en extraire des arguments en faveur de la justice de la cause germanique. Malheureusement pour lui, n'ayant pas prévu l'échec, il n'avait pas d'avance truqué ses pièces. Avant lui l'Angleterre, la Russie, la Belgique, la Serbie et la France ont publié les documents de l'affaire. Jour après jour, heure par heure, le public a pu suivre dans les Livres diplomatiques le développement de la crise. Dans la circulaire dont nous avons donné hier en Dernière Heure une analyse détaillée M. de Bethmann-Hollweg s'ingénie vainement à établir une savante confusion de dates, d'intentions et de responsabilités. D'un bout à l'autre, cette circulaire est un tissu d'erreurs volontaires. Elle maintiendra sans doute dans leurs illusions la plupart des Allemands, car elle a été surtout rédigée à cet effet ; mais elle ne pourra tromper personne d'autre.

Le chancelier prétend que la France refusa d'intervenir en faveur de la paix et que l'Angleterre fit tout au dehors pour provoquer un échec de la médiation. Mais le *Livre Bleu* et le *Livre Jaune* contiennent presque à chaque page le témoignage authentique des efforts quo-

tiens des Cabinets de Paris et de Londres en vue du maintien de la paix. Le chancelier confond à dessein le maintien de la paix et le droit de l'Austro-Allemagne à l'hégémonie. Les Cabinets de Paris et de Londres ont, en effet, refusé de se solidariser avec ceux de Berlin et de Vienne dans l'œuvre de bouleversement oriental, d'écrasement de la Serbie et de renversement de l'équilibre européen. Ils n'ont pas voulu donner carte blanche aux perturbateurs de la paix. C'est ce que M. de Bethmann-Hollweg, dans son interprétation bien germanique, appelle avoir voulu la guerre.

Le chancelier accuse l'Angleterre d'avoir mobilisé sa flotte dès le 24 juillet. Or la flotte anglaise avait été mobilisée avant l'ouverture de la crise pour la grande revue navale passée par le roi George à Spithead le 19 juillet. Le 26 juillet, il est vrai, après la rupture des relations austro-serbes, le gouvernement britannique fit publier un ordre arrêtant la démobilisation de la flotte concentrée à Portland. Mais, en face de l'attitude inouïe de l'Autriche à Belgrade et des préparatifs militaires poussés énergiquement dans la monarchie dualiste avec la connivence évidente de l'Allemagne, cette précaution s'imposait. D'ailleurs elle avait aussi pour objet d'avertir l'Allemagne que l'Angleterre, quoi qu'en disent le prince Lichnowsky et la plupart des diplomates allemands, ne resterait pas neutre en toute hypothèse. M. de Bethmann-Hollweg qualifie maintenant de menace cette mesure, alors que, le 4 août, il exprima à Sir E. Goschen sa stupéfaction de voir l'Angleterre prendre parti pour la Belgique et la France. Ce jour-là, il était hors de lui, abasourdi, indigné, à la nouvelle que l'Allemagne allait se trouver en guerre avec la Grande-Bretagne. Les jours suivants, et pendant des mois, la presse germanique

accusa la perfide Albion d'avoir entretenu le Cabinet de Berlin dans une fausse sécurité. On avait déjà démontré le mal fondé de ces reproches contre quoi protestaient toutes les pièces du *Livre Bleu*. Mais on est heureux de voir aujourd'hui le chancelier allemand se réfuter lui-même, lui et la presse garmanique. Il avoue avoir été averti, menacé même, dès le 24 juillet. Dès lors, comment justifiera-t-il sa politique, fondée sur la neutralité anglaise ?

La thèse soutenue par M. de Bethmann-Hollweg au sujet des projets de conférence et de médiation est de l'essence d'hypocrisie. Pas un seul instant, le chancelier n'a préconisé ou appuyé les propositions de conférence, de médiation, de transaction ou de conciliation. A cette phase des négociations, il s'était fait un visage à trois faces : face souriante pour Londres, comminatoire et bonasse pour Paris, glaciale pour Pétersbourg. Ce docteur *utriusque juris* jouait la comédie diplomatique en Scapin consommé avec son compère Berchtold. Il se montrait vaguement disposé à la conciliation quand le comte Berchtold était inébranlable. Il redevenait inaccessible dès que, pour mieux tromper le public, le compère austro-hongrois manifestait des velléités d'arrangement. En fait, dès le 29 juillet, il proposa à Sir E. Goschen le « honteux marché » qui marquera son nom devant l'histoire d'une flétrissure indélébile, et, le 31 juillet, au moment où le comte Berchtold semblait prêt à négocier, il adressa à la Russie la sommation qui fut suivie le lendemain d'une déclaration de guerre. Il a été guidé, lui et ses maîtres, exclusivement par des considérations militairés. Il a déchaîné la guerre le jour où il a constaté que la continuation des pourparlers ne permettrait plus à l'Allemagne de conserver l'avance qu'elle avait su prendre dans la

préparation militaire de la grande entreprise d'hégémonie combinée avec l'Autriche-Hongrie.

Plus M. de Bethmann-Hollweg parlera ou écrira pour se disculper, plus il s'empêtrera dans ses contradictions. La *Gazette de Cologne* montre plus de hardiesse. D'après une dépêche de Bâle, du 28 décembre, elle dit : « Sous l'absolue nécessité créée par les circonstances, nous devons fréquemment nous éloigner du « droit chemin » et répondre au mensonge par des mensonges. Lorsque les bras solides de nos soldats auront jeté à terre les menteurs, nous retournerons avec joie à nos habitudes de stricte franchise. » C'est le droit au mensonge. Nous ne le disputerons pas à l'Allemagne. La *Gazette de Cologne* était digne de le formuler.



CHAPITRE VIII

LE SIXIÈME MOIS DE GUERRE

LE BILAN AUSTRO-HONGROIS.

1er janvier 1915.

Après cinq mois de guerre, la grande mécanique diplomatico-militaire de l'Austro-Allemagne est complètement détraquée. Le piège tendu à l'Europe en Serbie a été éventé, et les nations de proie qui comptaient dévorer tranquillement la victime attendue ne savent plus comment se dépêtrer des filets où elles se sont prises elles-mêmes. Les puissances de la Triple-Entente, qu'on se flattait d'écraser l'une après l'autre, ont fait front ensemble, et les efforts frénétiques tentés pour abattre tantôt l'une tantôt l'autre échouent devant une résistance invincible. L'Italie s'est détachée de la Triple-Alliance sous la poussée d'un mouvement national irrésistible. L'opinion publique de tous les pays civilisés s'est dressée contre les abominations commises en Belgique et dans le Nord-Est de la France par les nouveaux barbares. Plus timorés ou plus directement menacés, quelques gouvernements neutres n'osent encore

élever la voix, mais leur conviction est faite. Même en Hollande, où les Allemands croyaient pouvoir compter sur une certaine complicité de *Kultur*, les affinités naturelles se sont altérées et, sauf chez quelques intellectuels hégéliens, le dégoût pour les procédés germaniques, la pitié pour les Belges et la crainte de l'absorption dans la « plus grande Allemagne » prévalent dans l'immense majorité de la population.

La note qui vient d'être remise à Londres par le Cabinet de Washington ne modifie point cette impression générale. Elle ne révèle aucune tendance germanophile de la part des Américains du Nord et ne correspond nullement à un revirement d'opinion chez nos amis d'outre-Atlantique. Toutes les informations venues de New-York et de Washington s'accordent au contraire à montrer que les sympathies américaines pour les Alliés deviennent de plus en plus vives. La démarche du président W. Wilson prouve seulement que le Département d'État a cru devoir donner une satisfaction à un certain nombre d'industriels et de commerçants et aux éléments d'origine germanique de la grande république. Le cours des événements n'en sera point modifié. En Amérique et partout ailleurs on éprouve le sentiment de plus en plus net que les grandioses combinaisons austro-allemandes échafaudées par les gouvernements de Vienne et de Berlin sont entièrement disloquées et sur le point de s'effondrer.

La difficulté pour les Alliés de libérer les parties de leurs territoires — très petites relativement — encore occupées par l'ennemi ne change rien à cette persuasion. L'Allemagne et l'Autriche-Hongrie ont pris l'initiative de l'agression d'après un plan mûrement combiné dont tous les détails d'exécution avaient été préparés avec le soin le plus méticuleux. Ni l'une ni l'autre n'ont réussi

dans la partie de la tâche qu'elles s'étaient assignée. L'Allemagne n'a pu ni prendre Paris, ni intimider les Français, ni arrêter la vie normale de la France ; après avoir été refoulées vers le Nord, ses armées se heurtent à des obstacles inexpugnables. L'Autriche-Hongrie a été ignominieusement chassée de la Serbie où elle comptait s'installer en souveraine. Ses troupes, puissamment outillées, mais hétérogènes, ont été mises en déroute et anéanties par un peuple intrépide luttant pour le droit et l'existence à la voix du vieux roi Pierre dont la conduite héroïque pendant les jours critiques de décembre sera proposée en exemple aux générations à venir. François-Joseph a déjà perdu la Galicie et la Bukovine. A l'aurore de cette nouvelle année, il sent que la vieille monarchie des Habsbourg, qu'il a prétendu rénover dans le sang, se désagrège dans la défaite et dans la honte.

Guillaume II et François-Joseph ne comptent plus sur la victoire. Leur dernier espoir repose sur les défaillances et les erreurs des Alliés. Ils seront encore déçus de ce côté. Les nations provoquées lutteront sans broncher jusqu'à ce que les perturbateurs de la paix, avouant leur impuissance, soient contraints à la paix réparatrice. Toutes les intrigues, toutes les manœuvres se briseront contre cette volonté inébranlable.

LA NOUVELLE ANNÉE ET L'EUROPE. — LA PROCLAMATION DE GUILLAUME II. — L'ALLOCUTION DU COMTE TISZA.

2 janvier 1915.

La guerre donne cette année aux allocutions, toasts et télégrammes officiels du 1er janvier, une signification

particulière. Entre les chefs des États alliés le nouvel an a été l'occasion d'échanger, dans les termes les plus cordiaux, de nouvelles assurances de fidélité, de confiance et de résolution. Nos chefs de mission à l'étranger ont également tenu aux colonies françaises de leur résidence le langage le plus réconfortant. A Rome, M. Barrère a fort à propos adressé un souvenir de gratitude aux Italiens qui, mûs par un sentiment chevaleresque, combattent côte à côte avec nos soldats et versent leur sang pour la défense d'un idéal commun. Les membres du gouvernement en France et nos représentants au dehors ont pu, sans forfanterie, parler fièrement de la situation actuelle et communiquer à tous les Français, où qu'ils fussent, leur foi dans la victoire. Mais, pour nous, les témoignages les plus précieux à recueillir sont ceux de nos ennemis.

La proclamation de Guillaume II à ses troupes mérite la première place. Quelle différence avec celle de l'empereur allemand à son peuple au lendemain de la déclaration de guerre ! Aujourd'hui le vicaire du vieux Dieu allemand ne parle plus de donner à la nation élue cette grande place au soleil mondial que les disciples infatués de Bismarck revendiquaient sur les terres et les mers des deux hémisphères. Il ne s'agit plus que de se sacrifier « pour défendre le foyer sacré contre une attaque criminelle ». L'ennemi, sur qui l'on se ruait au mois d'août en se vantant de le réduire à merci avant l'hiver, « n'est pas encore maîtrisé ». On prétendait l'écraser sous les masses irrésistibles d'armées concentrées clandestinement sur les frontières à la faveur de fourberies savamment préméditées, et voici que Guillaume II proclame le 1er janvier 1915 : « L'ennemi continue de lancer de nouvelles masses contre nos armées et contre celles de notre alliée. »

Qu'ont dû penser, en entendant ou en lisant cela, les soldats à qui l'on avait promis de piller Paris au mois de septembre 1914 et de fêter joyeusement Noel au sein de leurs familles en célébrant une paix glorieuse ? Quand reverront-ils leurs foyers et qu'y trouveront-ils ? « La situation est sérieuse et la tâche ardue » annonce l'empereur. O fidèles soldats, voilà le cadeau de Noel et les souhaits de nouvelle année de l'homme prédestiné qui devait vous conduire en Terre promise. Les listes des pertes publiées par vos gouvernements déclarent que déjà plus de 1.300.000 de vos camarades sont restés en route depuis votre départ pour les grandes conquêtes. Combien rentrerez-vous ?

M. Maximilien Harden n'est pas plus encourageant que son auguste maître. Son résumé de fin d'année dans la *Zukunft* se termine par ces mots : « Il faut que l'Allemagne veille et se tienne prête aux plus dures nécessités Celui qui cherche à l'endormir (prince ou valet) se rend. coupable d'un crime pour lequel il n'y aura ni pardon, ni prescription. » Quoi ! il y aurait donc des fautes allemandes à pardonner, des crimes allemands sujets à prescription ? Il se trouverait parmi les chefs du peuple allemand des brouillons et des criminels ? Le terrible polémiste qu'est M. Maximilien Harden ne s'incline point devant le régime du silence. Il s'étonne que le gouvernement allemand, qui vante si haut son bon droit, interdise l'importation et la vente en Allemagne du *Livre Bleu* anglais, du *Livre Orange* russe, du *Livre Gris* belge, du *Livre Jaune* français. Pourquoi cette prohibition puisque l'empereur et ses ministres se prétendent les champions de la justice et de la vérité ? Pourquoi ne pas permettre aux bons Allemands de juger sur pièces un procès imperdable ? Pourquoi supprimer le dossier de la partie

adverse alors que celle-ci recherche et lit avidement le *Livre Blanc* allemand ? Pourquoi la brave alliée de Vienne ne publie-t-elle rien du tout ? Voilà beaucoup de questions troublantes. Le peuple germanique commence à se les poser. Quand il aura trouvé les réponses, le mirage de la Terre promise se sera évanoui dans une brume sanglante. Après ce Noel de 1914, que sera celui de 1915 ?

A Budapest, un des principaux instigateurs de la guerre, le comte Tisza, a changé aussi de ton. Son père, qui avait été aussi président du Conseil hongrois, celui qu'on appelait le pape calviniste, disait de lui : « Étienne est un bon cavalier, mais un mauvais cocher. » Nous avons rappelé cette prédiction paternelle quand le comte Étienne Tisza a pris le pouvoir, promptement transformé par lui en dictature. A quoi aboutit cette dictature ? Après la sauvage agression contre la Serbie et le bouleversement de l'Europe, deux opérations qui devaient livrer l'Orient à l'Autriche-Hongrie, les troupes de Sa Majesté Apostolique fêtent-elles les deux Noels, le catholique et l'orthodoxe, à Salonique avec le tsar bulgare ? Hélas ! « Au Nord, dit le comte Tisza, nous combattons avec des chances diverses. » Cela veut dire que la Galicie est perdue. Et au Sud ? « Je ne peux parler, continue le restaurateur de la grande Magyarie, que le cœur serré de l'évacuation de la Serbie. » L'évacuation de la Serbie, c'est la déroute ignominieuse qui a fait perdre à François-Joseph plus de cent mille hommes, plus de deux cents canons et un immense matériel. Le comte Tisza doit, en effet, avoir le cœur serré. Il est pris dans les griffes du Moloch à qui il voulait offrir le peuple serbe en pieux sacrifice. Il se débat en vain, il ne peut plus échapper à l'étreinte. Ce sera la Magyarie qui sera immolée.

Quant à la Turquie, associée à la fortune des deux empereurs, ce n'est plus qu'une agonisante dont nous voyons les derniers soubresauts. Ses alliés songent moins à la secourir qu'à lui donner le coup de grâce, afin d'offrir ses dépouilles en holocauste. Qui sait ? Peut-être Guillaume II et François-Joseph Ier méditent-ils, dans le secret de leur cœur, chacun de son côté, de se sauver en se trahissant. Ce serait le digne dénouement d'une politique de Judas.

LES PROJETS DE COOPÉRATION MILITAIRE JAPONAISE.

5 janvier 1915.

Il se manifeste depuis quelque temps, dans une partie de la presse française, une certaine excitation qui ressemble à de l'énervement. Dans le louable désir d'assurer le plus tôt possible aux Alliés le concours militaire du Japon en Europe, on se livre à des considérations déprimantes hors de saison. Involontairement sans doute, on accentue le sentiment de lassitude qui tend toujours à se faire jour dans les milieux où, par tempérament, après avoir pesé le pour et le contre, on trouve toujours une raison majeure de s'abandonner et de s'en remettre à autrui. Il semblerait, à lire de nombreux articles parus récemment, que la guerre européenne durerait indéfiniment si 500.000 Japonais ne volaient pas à notre secours. L'arrivée de 500.000 Japonais aux côtés de nos troupes nous causerait autant de satisfaction qu'aux plus ardents promoteurs de la campagne actuelle, quoique cette heureuse coopération présente sur place quelques inconvé-

nients auxquels le public ne pense guère. Mais, les avantages étant supérieurs aux inconvénients, nous aussi nous souhaitons la coopération japonaise. Seulement nous ne la jugeons pas indispensable et nous ne sommes pas disposés à l'acquérir à tout prix. Aujourd'hui nous envisagerons seulement deux aspects de cette question à face multiple.

En premier lieu, militairement, rien ne permet de dire que le concours japonais produirait, dans un délai relativement court, le résultat désiré. D'autres concours peuvent se produire plus tôt, plus efficacement, sans sacrifices de notre part. On peut même affirmer maintenant qu'ils se produiront, non parce que nous aurons réussi à les obtenir, mais parce que, bon gré mal gré, en dehors de toute question de sympathie et de toute négociation, il est, en Europe, deux États que le souci de leurs intérêts vitaux oblige à entrer en ligne contre l'Autriche-Hongrie. Que les gouvernements actuels le désirent ou non, ils y seront contraints. Leur intervention provoquera presque immédiatement l'écroulement de la machine militaire austro-hongroise. Or, pour des raisons diverses, cette intervention ne tardera pas au delà de l'époque où les premiers corps d'armée japonais pourraient être débarqués sur notre continent. Mais, dans le cas même où des événements imprévus la feraient ajourner, l'Autriche-Hongrie n'en sera pas moins acculée à la capitulation. Or, l'Autriche-Hongrie une fois hors de cause, l'Allemagne sera réduite à se défendre seule sur toutes ses frontières. Elle n'y suffira point ; toutes les tranchées du monde ne la sauveront pas. Soyons assurés qu'en ce moment Guillaume II le sait mieux que personne.

L'Autriche-Hongrie est à bout de souffle. Elle a encore du matériel de guerre grâce à ses usines qui fournissaient

depuis longtemps de canons, de fusils et de munitions plusieurs États étrangers. Mais elle n'a plus d'argent, plus d'hommes sûrs et plus de courage. Partout où ses troupes non allemandes peuvent se rendre sans risque, elles passent à l'ennemi. Elles ne savent pas pourquoi elles se battent ; elles sont le plus souvent encadrées d'officiers d'autre race qu'elles ne connaissent pas. Ballottées d'une frontière à l'autre suivant que leur dévouement est suspect ici ou là, ce sont des masses hétérogènes sans consistance. Malgré le soin mis à les tenir dans l'ignorance des événements, beaucoup de soldats ont appris qu'on les avait trompés. Par exemple, on avait stimulé le patriotisme des Transylvains en leur disant que l'armée roumaine marchait avec l'armée austro-hongroise contre les Russes. Or, en Transylvanie, tout le monde sait depuis assez longtemps que les Roumains n'attendent qu'un moment favorable pour franchir les Carpathes. Aussi les Transylvains mobilisables accourent-ils en bandes en Roumanie afin de se joindre à leurs frères libres pour combattre l'armée de Sa Majesté Apostolique. Les premiers mobilisés ont pu être induits en erreur ; les autres, ceux qui sont restés dans leurs foyers jusqu'à ces derniers temps, connaissent la vérité et la propagent autour d'eux. L'Autriche-Hongrie est battue sans remède et chacun le sent dans la monarchie. Elle n'espère plus la victoire ; elle cherche seulement à échapper à un désastre total moyennant des sacrifices limités.

Il ne convient donc pas aux Alliés de se mettre en quête de nouveaux concours en offrant n'importe quel prix. Il est désolant d'entendre des Français gémissants parler sérieusement de céder tel ou tel territoire — on parle d'un empire colonial — en échange de l'envoi d'on ne sait combien de corps d'armée japonais, composés on ne sait

comment, et devant arriver on ne sait quand, ni par quelle voie, sur le théâtre de la guerre. Nous nous sommes abstenus jusqu'ici de faire allusion à ces projets de marchés où l'on voit bien ce qu'on donne, mais où l'on voit mal, en dépit des stipulations calligraphiées sur de beaux papiers, ce qu'on reçoit. Dans tous les temps ces achats de concours mercenaires ont réservé de cruelles surprises. Mais nous lisons ce matin, dans le *Journal de Genève* du 2 janvier, un article de tête où se trouve ce passage : « Si le concours du Japon apparaît nécessaire pour conjurer le péril, ou même hâter la fin de l'épreuve, je sais des Français qui comprendraient fort bien qu'on sacrifiât l'Indo-Chine à ce but suprême. » Eh bien ! nous ne sommes pas de ces Français-là et nous le disons. Le but suprême peut être atteint sans un pareil sacrifice. Nous dirons aussi que si, ce que nous ne croyons absolument pas, un sacrifice de ce genre devait être consenti, ce ne serait pas à la France de le supporter. La France a fait chez elle et est appelée à y faire assez d'autres sacrifices sans qu'elle abandonne encore tout ou partie d'un empire colonial. A notre avis, tous les Français devraient le comprendre et le faire sentir.

LA BATAILLE DE SARIKAMICH. — LE « LIVRE BLEU ANGLAIS » SUR LA TURQUIE ET LE NOUVEAU « LIVRE ORANGE ».

6 janvier 1915.

L'armée turque d'Arménie vient de subir un désastre. Les deux corps d'armée qui la composaient ont été mis en déroute dans la région de Sarikamich, entre Kars et

Kara-Kilissa, près de la frontière russe, par l'armée du Caucase. Le 9e corps tout entier a dû se rendre ; le 10e est énergiquement poursuivi. Ainsi se trouve ruiné le projet grandiose combiné par le général Liman von Sanders et Enver Pacha en vue d'attirer dans la Transcaucasie une partie des forces russes combattant sur le front austro-allemand et de soulever la Perse contre la Russie et l'Angleterre. L'état-major de Berlin n'était probablement pas assez fou pour croire que la Perse avec le reste de l'islam asiatique allait se joindre aux Saloniciens et aux Allemands. Mais il comptait qu'une puissante diversion en Arménie et dans le Kurdistan obligerait le tsar à y envoyer plusieurs des corps d'armée destinés à opérer en Pologne et en Galicie. Avec leur aveuglement et leur infatuation habituels, les ministres ottomans sont tombés dans le piège. Ils ont publié de mirifiques bulletins de victoire quand les troupes du padischah ont passé la frontière russe. Ils se voyaient déjà à Tiflis et à Tauris ; dans leur imagination, ils reprenaient Bassora et dominaient le golfe Persique. Sans se troubler, sans se presser, les Russes n'ont rien modifié à leurs plans sur le front européen. Ils n'ont mis aucun amour-propre à empêcher l'ennemi de franchir leur frontière sur ces hauts plateaux désertiques. Mais ils ont attendu les Turcs au bon endroit et les ont écrasés. Dans cette guerre, en effet, en Asie comme en Europe, l'essentiel est de détruire l'ennemi, peu importe où.

Le désastre de Sarikamich n'aura peut-être pas tout de suite dans l'empire ottoman le retentissement qu'il comporte, car les distances sont grandes, et le Cabinet de Constantinople ne laisse rien publier qui le gêne. Mais il ne peut tarder à être connu et la nouvelle accentuera le découragement et la désaffection qui se manifestent de-

puis longtemps déjà dans la plupart des vilayets, sinon dans tous. Les musulmans ottomans les plus sincères savent que l'attachement ostentatoire de Guillaume II à l'islam est une comédie intéressée. Ils ne comptent nullement sur les crypto-juifs de Salonique et sur les francs-maçons actuellement installés à la Sublime Porte pour restaurer dans l'éclat de ses beaux jours le lustre de la religion du Prophète. Quant aux musulmans non ottomans, ils songent beaucoup moins à se porter au secours du khalife de Constantinople, pâle silhouette effacée dans l'ombre d'un palais du Bosphore, qu'à revenir aux antiques traditions chérifiennes et à choisir un khalife arabe de la lignée de Mahomet. D'après toutes les nouvelles d'Asie, le gouvernement ottoman est tombé dans le plus profond discrédit. N'était la terreur que les janissaires de l'Union et Progrès font peser sur les populations, une révolution spontanée aurait déjà balayé les brouillons criminels qui ont précipité l'empire à l'abîme. On se plaît à espérer que les Alliés sauront profiter de ces dispositions sans retomber dans leurs erreurs d'antan.

On ne saurait trop rappeler, en effet, combien la diplomarie de la Triple-Entente a été faible et imprévoyante à Constantinople. Il lui eût été relativement facile de prendre les devants sur l'Austro-Allemagne. Elle a préféré laisser agir nos ennemis dans l'espoir qu'ils ne réussiraient pas. Elle s'est laissé duper par les membres du gouvernement qui accablaient ses représentants de protestations d'amitié tout en s'associant à toutes les décisions destinées à remettre les intérêts vitaux de l'empire entre les mains des Allemands. Elle a retiré ses stationnaires du Bosphore, elle a laissé partir la mission navale britannique, elle n'a pas gardé l'entrée des Détroits, elle a tranquillement permis la prise de possessions des forces

ottomanes de terre et de mer par le général Liman von Sanders et l'amiral Souchon. C'est un véritable suicide diplomatique. On a laissé tout faire contre nous sous prétexte qu'une action de notre part eût fourni aux Turcs hostiles à la Triple-Entente l'occasion de se déclarer contre nous. A très grand regret, nous sommes obligés de dire que la lecture du *Livre Bleu* anglais sur les affaires de Turquie et des courts extraits du nouveau *Livre Orange* télégraphiés à Paris ne justifient en aucune façon la politique suivie à Constantinople par les Alliés. On constate seulement, dans les documents publiés, l'erreur fondamentale de diplomates européens attendant tout de la temporisation dans un pays amorphe en face d'adversaires résolus à se saisir de l'influence par tous les moyens. On remarque également une disposition fatale, commune à certains chefs de mission, à faire concessions sur concessions au gouvernement local, par crainte d'éveiller ses susceptibilités, alors que les membres de ce gouvernement, complices sournois de nos ennemis, sont déjà décidés à nous combattre. Dans le désordre actuel, plusieurs des hommes dirigeants de Turquie prennent déjà leurs précautions pour sauveur leur mise en Occident. Ils font répandre le bruit ici et là qu'ils n'ont pas cessé d'être nos amis de cœur, qu'ils ont adhéré la mort dans l'âme à l'alliance allemande, qu'ils sont prêts à se jeter dans nos bras dès que nous tiendrons la victoire. Mieux valent des ennemis déclarés que de pareils amis. Les complices des Allemands doivent être traités comme des Allemands. Qu'ils ne viennent pas dire qu'il y a eu maldonne. S'ils perdent la partie, ils doivent être exécutés.

LE SERVICE MILITAIRE EN ANGLETERRE.

9 janvier 1915.

Hier, à la Chambre des Lords, Lord Haldane, grand-chancelier, a posé officiellement la question du service militaire obligatoire. C'est un grand événement dans l'histoire de la Grande-Bretagne. Pour être posée, il est vrai, la question n'est pas résolue. Mais le fait qu'un membre du Cabinet a déclaré au Parlement que le gouvernement est disposé à accepter le principe de l'obligation du service militaire est d'une importance capitale. Cela signifie que la réorganisation du système de recrutement est à l'étude et qu'elle doit aboutir dans un délai relativement prochain. Voici les termes mêmes dont s'est servi Lord Haldane :

« L'obligation du service militaire n'est pas devenue, de près ni de loin, une nécessité. Mais, étant donné l'intérêt national, le gouvernement s'inclinerait, s'il le fallait, devant cette nécessité du service obligatoire et n'y ferait aucune objection de principe. »

La déclaration se présente sous une apparence discrète. Mais, étant donné la répulsion invincible témoignée jusqu'ici par la population britannique pour le service obligatoire, c'est le maximum de ce que le gouvernement pouvait dire pour poser la question. En Angleterre, on ne procède point par bonds, mais par étapes ; on ne brusque pas l'opinion, on la prépare insensiblement aux réformes reconnues nécessaires. Or nul moment ne pouvait être mieux choisi pour mettre le peuple britannique en face de la nécessité de changer le mode de recrutement de

l'armée : « Nous ne combattons pour rien de moins que l'existence nationale. Nous ne pourrons accepter d'autre victoire que celle qui préviendra le retour d'une situation pareille à celle où nous sommes aujourd'hui. » Ainsi a parlé lord Haldane, et tous ses auditeurs, tous les citoyens britanniques partagent son avis. Par précaution oratoire, il a bien ajouté que la nation répondait sans la moindre répugnance à l'appel aux armes et que, jusqu'à présent, il ne se manifestait aucun symptôme de nature à faire supposer pour l'avenir l'échec du système des engagements volontaires. Mais tout le monde a compris que ce système était condamné.

Du reste, une campagne significative dans la presse a précédé la déclaration gouvernementale. Depuis la fin de décembre plusieurs journaux et revues britanniques ont traité ce sujet délicat. La campagne a concordé avec la nouvelle du remaniement de l'organisation militaire actuelle, la création de nouvelles armées et l'impression générale que la Grande-Bretagne allait participer plus activement à la guerre sur le continent européen. Le 4 janvier le *Times* écrivait :

Il faut renoncer aux mots d'ordre de jadis et aux idées préconçues. Il faut tout particulièrement en finir avec le préjugé qui exclut la discussion de tout autre système que le système volontaire actuel. Le service volontaire a fait des merveilles jusqu'ici, nous en convenons tous ; mais il est des limites à son application, et il convient d'étudier la question et de s'organiser longtemps avant que ces limites soient atteintes.

...Nous ne pouvons recourir à de nouveaux expédients à la hâte et sans mûre réflexion. Les hommes les plus capables de tous les partis doivent se consulter et étudier comment on peut répondre à ces exigences impérieuses. La Chambre des Communes a voté les hommes, mais il lui incombe maintenant le devoir encore plus impérieux d'étudier les meilleurs moyens de les enrôler.

Dans le même numéro du *Times* le rédacteur militaire de ce journal se montrait moins décidé. Il semblait être

d'avis qu'avant de rien changer au système en vigueur il fallait prendre les mesures pour en tirer le maximum de rendement, et que, seulement au cas où les résultats seraient démontrés insuffisants, on pourrait « appliquer équitablement un système de contingents par comté ». Cela montre jusqu'où, hier encore, allaient les répugnances contre tout ce qui ressemble au service obligatoire. Un des écrivains militaires les plus réputés d'outre-Manche, le colonel Maude, formulait aussi tout récemment des réserves dans le *Nineteenth Century*. Il concluait ainsi :

Il est concevable que si nous avions eu en vigueur depuis trente ans un système obligatoire, et que l'on eût été certain qu'en 1914 nous combattrions en Flandre, nous aurions eu un plus grand nombre d'hommes disponibles.

Mais je prétends que nous, le public, n'avons devant nous aucun fait qui justifie la conclusion que le nombre seul nous eût été d'un grand secours et qu'il y a les plus fortes raisons formelles de croire que le régime obligatoire, en Angleterre, aurait fait plus de tort à la cause des Alliés en général que l'excédent du nombre n'aurait fait de bien. Car, le jour où la guerre a éclaté, les neuf dixièmes de nos usines se seraient arrêtées automatiquement comme en France et en Allemagne. Sans la faculté qu'ont conservée nos usines de fournir les équipements absolument nécessaires aux millions de soldats exercés mais non équipés des armées continentales, nous n'occuperions pas les positions d'un immense avantage que l'ensemble de nos armées alliées en Europe de l'Est à l'Ouest a atteintes en ce moment.

L'objection n'est pas décisive. En effet, l'Angleterre aurait pu jouer son rôle actuel d'intendance et d'arsenal des Alliés tout en ayant sous les armes des troupes plus nombreuses et mieux organisées. Mais il ne nous appartient pas de récriminer. En effet toutes les critiques sur le passé doivent céder devant cette considération : si, avant la guerre actuelle, la nation britannique avait eu à choisir entre le service militaire obligatoire universel et la neutralité en cas de guerre franco-allemande, elle eût peut-être préféré la neutralité. Plus tard, elle se fût re-

pentie de cette préférence ; mais c'eût été trop tard pour nous et pour elle.

UNE MISSION ROUMAINE A PARIS.

10 janvier 1915.

Le Comité franco-roumain a donné hier soir à la mission roumaine actuellement à Paris un banquet, présidé par M. Paul Deschanel, qui a été l'occasion d'échanges d'idées particulièrement intéressantes en ce moment. Cette mission n'a pas de caractère officiel. Mais les convives n'ont pas eu à le regretter, car les Roumains en l'honneur de qui une élite de Français avait été réunie ont pu parler librement. Du reste, le très sympathique ministre de Roumanie à Paris, M. Al. E. Lahovary, était assis à la droite du président, et chacun sait que MM. Diamandy, Cantacuzène et Costinesco, sans être munis de lettres de créance, ont un rôle défini. On peut donc considérer les allocutions prononcées hier par nos amis roumains comme l'expression de la pensée générale de leur gouvernement. Le docteur Cantacuzène, qui fut un des plus brillants élèves de Pasteur, a parlé au nom des universités roumaines. Il suffit de se rappeler les adresses émouvantes de l'immense majorité des universitaires de Bucarest et de Jassy en faveur d'une prompte intervention roumaine en Transylvanie, d'accord avec les puissances de la Triple-Entente, pour être assuré que le docteur Cantacuzène a fidèlement reproduit les sentiments de ses collègues en portant un toast vibrant à la victoire des armées françaises. M. Diamandy, député, a traité plus spécialement la question politique.

M. Diamandy est un des promoteurs les plus actifs du Comité franco-roumain de Bucarest, un des champions les plus convaincus de la latinité. Il va quitter Paris pour se rendre à Rome et revenir ensuite quelques jours parmi nous. A ses yeux la question européenne se présente en ce moment sous un aspect à la fois roumain et latin. Il voit moins le règlement de comptes général comme une solution d'équilibre européen que comme le triomphe des pays latins. Ses regards vont au-delà de l'Orient et des Balkans. Ils envisagent les plus grands problèmes de la civilisation. Tous les pays actuellement en lutte contre les nations de proie se placent également à ce point de vue, et nous nous réjouissons que tant et de si chaleureuses adhésions à la cause commune latine nous arrivent de Bucarest. Mais, dans la conflagration générale où l'Europe se trouve jetée, il convient aussi de se placer à un autre point de vue. Dans la lutte commune contre la barbarie et le despotisme, la France, seul pays latin aujourd'hui en armes, combat côte à côte avec deux États slaves et la Grande-Bretagne. La Russie et la Serbie, d'un côté, le monde britannique, de l'autre, ont fait et continuent avec une énergie croissante d'immenses efforts. Ces efforts contribueront puissamment au succès de la cause roumaine. Ils ont préparé admirablement le terrain pour les armées du roi Ferdinand. Sans eux, sans les centaines de mille Russes tombés depuis cinq mois en Prusse orientale, en Galicie, dans les Carparthes et en Bukovine, sans la prodigieuse résistance opposée par les héroïques soldats serbes aux armées dévastatrices de François-Joseph, comment pourraient se réaliser aujourd'hui les aspirations légitimes du peuple roumain ? On ne doit pas plus l'oublier à Bucarest qu'ailleurs : ce sont les sacrifices slaves qui permettront aux États latins restés neutres jusqu'ici

d'entrer victorieusement en campagne. C'est involontairement, sans doute, que M. Diamandy a glissé sur cette considération.

De ce que des sacrifices sans exemple dans l'histoire ont été déjà supportés par les belligérants actuels il convient de tirer une autre conclusion. Depuis longtemps et à plusieurs reprises nous avons relevé l'importance d'une intervention militaire roumaine pour la rapidité du dénouement général. Nous sommes donc d'accord en principe avec M. Diamandy quand il exprime la conviction que l'entrée en campagne de l'armée roumaine mettrait fin à cette guerre monstrueuse. Seulement il serait dangereux à tous égards d'y compter absolument. La fin de la guerre ne se produira, ne doit se produire qu'après la réalisation d'un certain nombre de desiderata qui, d'après le langage éloquent de M. Diamandy et de ses plus éminents compatriotes, tiennent à cœur autant aux Roumains qu'à nous. Nul ne peut donc affirmer aujourd'hui que la guerre cessera dès que certaines satisfactions particulières seront sur le point d'être obtenues. Les États entrés en lice après les autres se feront certainement un honneur de tenir jusqu'au bout.

M. Paul Deschanel a fort justement remarqué qu'il y a « place, à l'est de l'Europe, pour les intérêts, les droits et les aspirations légitimes de chacune des nationalités qui s'y développent ». La supériorité de la civilisation latine consiste précisément en ce qu'elle se communique aux peuples non latins en dehors de toute idée de domination. Elle ne s'impose point, elle se fait désirer. Le programme actuel des États latins dans le sud-est de l'Europe doit donc consister à laisser à chaque race sa part naturelle, en se préoccupant plus d'assurer la paix de l'avenir et la pénétration « culturelle » réciproque que d'englober tel

ou tel territoire à population mixte dans tel ou tel lot. Pour l'instant l'essentiel est, comme l'a déclaré vigoureusement M. Paul Deschanel, que chacun dise franchement, loyalement, sans arrière-pensée, ce qu'il veut, avec qui il est. C'est ce que, pour leur pays, MM. Cantacuzène et Diamandy ont fait hier très nettement. Nous les en remercions de tout cœur.

LA CONTREBANDE DE GUERRE. — L'ATTITUDE DES ÉTATS-UNIS. — M. WILSON.

13 janvier 1915.

Sir Edward Grey a communiqué le 7 janvier à M. W. H. Page la réponse du Foreign Office à la note que l'ambassadeur des États-Unis à Londres lui avait remise le 28 décembre au sujet de la répression de la contrebande. Nous avons donné avant-hier une longue analyse de ce document qui vient d'être publié par les journaux anglais. Il convient d'abord de remarquer que cette réponse se borne à des « observations préliminaires » destinées à déblayer le terrain et à prévenir des malentendus. Elle sera suivie d'une autre où les points de la note américaine seront examinés en détail avec des précisions fournies par des enquêtes minutieuses.

D'une façon générale, la réponse britannique détruit l'argumentation du département d'État. En matière de contrebande de guerre on peut discuter interminablement sans s'entendre. Cela dépend des dispositions réciproques des gouvernements et de l'esprit dans lequel les agents d'exécution assurent l'application des règles internationales en vigueur. Entre Washington et Londres les dis-

positions sont aussi cordiales que possible. D'autre part, la marine britannique use des plus grands ménagements en ce qui concerne le commerce maritime des États-Unis. La controverse entre les deux pays peut donc se poursuivre sans heurt, en toute bonne foi. C'est pourquoi il y a tout lieu d'espérer que les États-Unis admettront le bien-fondé de la plupart des arguments du Foreign Office. Celui-ci prouve, avec chiffres authentiques à l'appui, que le commerce américain avec les pays neutres voisins de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie a pris depuis la guerre une extension soudaine extraordinaire explicable seulement par le fait que les articles exportés dans ces pays passent de là chez les belligérants. Pour le mois de novembre 1914, par exemple, en comparaison avec novembre 1913, les exportations de New-York au Danemark ont plus que décuplé ; en Suède, elles ont été huit fois plus fortes ; en Norvège, cinq fois ; en Italie, elles ont augmenté de trois cinquièmes. Si l'on prend une des matières de contrebande les plus importantes, le cuivre, les chiffres sont également caractéristiques. Depuis le commencement de la guerre jusqu'à la quatrième semaine de décembre, les exportations de cuivre des États-Unis en Italie ont été de 36.285.000 lb. contre 15.202.000 lb. pendant les mois correspondants de 1913. Pour la Norvège, la Suède, le Danemark et la Suisse, les chiffres sont de 35.347.000 lb. pour 1914 contre 7.271.000 lb. en 1913 durant la même période. Cela justifie entièrement les précautions prises par les croiseurs britanniques. Cela prouve aussi les ménagements qu'ils témoignent à l'égard des exportateurs américains. Si l'on ajoute que le coton, malgré les emplois qu'on en peut faire pour la fabrication des explosifs, n'a pas été compris dans la contrebande de guerre, même conditionnelle, afin que le commerce amé-

ricain ne soit pas entravé, on doit conclure que les États-Unis n'ont vraiment pas sujet de se plaindre. On peut même se demander s'ils ne tirent pas plus de bénéfices de la guerre européenne sous certains rapports qu'ils n'éprouvent de pertes d'autres côtés.

Il est encore un autre ordre de considérations qu'on ne peut passer sous silence. Les États-Unis ont pris depuis assez longtemps l'initiative de la conclusion de traités d'arbitrage en vue de prévenir les conflits armés entre les divers États du globe. Ils se sont fait pour ainsi dire une spécialité de ce genre de négociations, et leur diplomatie a pesé de toute sa force sur certaines puissances pour les déterminer à signer des clauses d'arbitrage. Ces traités étaient rédigés avec le plus grand soin et se flattaient de prévoir toutes les hypothèses. Le gouvernement des États-Unis s'en constituait le parrain, presque le garant. Il était fier de ce rôle. Or, au mois d'août 1914, il a vu l'Allemagne déclarer la guerre sans discussion préalable, sans aucun motif avouable, à la Russie et à la France. Il a vu ce pays envahir sauvagement la Belgique et le Luxembourg dont elle avait garanti la neutralité dans des traités solennels. Il a entendu le chancelier de l'empire allemand déclarer, le 4 août, au Reichstag qu'il avait, dans l'intérêt des opérations militaires, violé le droit international et commis des illégalités. Il a ensuite, pendant des semaines, assisté à des destructions féroces et à des atrocités abominables de la part des armées allemandes et austro-hongroises. Et il n'a pas levé un doigt, ni ouvert la bouche pour protester. Il a recouvré seulement l'usage de la parole pour élever des réclamations contre le tort présumé causé à quelques industriels ou commerçants par les mesures de police prises sur mer en vue de hâter la fin des horreurs de la guerre.

Nous ne croyons pas que le département d'État soit approuvé en cela par la nation américaine. Celle-ci ne cesse au contraire de donner à la France, à la Belgique, à la Serbie même, des preuves morales et matérielles de sympathie. Elle comprend mal les motifs déterminants de son gouvernement. M. Woodrow Wilson doit son élection à la présidence au mouvement de réaction contre la politique des *bosses* et les pratiques corruptrices des *trusts*. Il se donnerait un démenti à lui-même si, dans une crise d'une importance sans précédent, en face des violations les plus flagrantes qui furent jamais des lois internationales les plus formelles sur les plus grands intérêts humains qu'on puisse concevoir, il s'appliquait à relever exclusivement des restrictions présumées abusives au libre transport d'objets destinés à des armées acharnées à la destruction de la civilisation d'où sont issus les États-Unis de l'Amérique du Nord.

LA RETRAITE DU COMTE BERCHTOLD. — LA FAILLITE DE LA DIPLOMATIE AUSTRO-HONGROISE.

14 janvier 1915.

Le comte Berchtold, ministre commun des affaires étrangères d'Autriche et de Hongrie, a remis hier à l'empereur-roi sa démission qui a été acceptée. Il est remplacé par le baron Burian, ancien ministre commun des finances et de Bosnie-Herzégovine. Cette démission est le signe de la faillite de la diplomatie austro-hongroise.

Le comte Berchtold avait succédé, le 17 janvier 1912, à son chef et ami le comte d'Aehrenthal, mort le même

jour. Il gérait déjà ce poste depuis que la santé de M. d'Aehrenthal rendait impossible à celui-ci tout travail soutenu. Il était complètement initié aux pensées et à la politique de son prédécesseur dont il avait été le collaborateur, puis le successeur à l'ambassade de Pétersbourg. Tous deux ont été victimes d'une politique qui n'était pas entièrement la leur, mais qu'ils ont acceptée en comptant pouvoir la diriger. Ils ont en vain tenté de contenir dans des limites artificielles tracées d'avance des initiatives qui, par le cours irrésistible de forces naturelles échappant à toute contrainte, devaient fatalement produire des conséquences contraires aux desseins de leurs auteurs. Instruit par la triste expérience de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, le comte d'Aehrenthal était mort en disant à ses amis : « Surtout, gardez-vous de la politique de prestige ! » Le comte Berchtold pourrait, s'il n'était trop tard, transmettre le même mot d'ordre au baron Burian. Il disparaît pour avoir voulu faire une politique au-dessus des forces de l'Autriche-Hongrie.

Ministre responsable de la monarchie, le comte Berchtold doit supporter la responsabilité des actes de son ministère. Mais il n'est probablement pas l'instigateur des résolutions qui ont conduit à la catastrophe sur le point de s'accomplir. Avant l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand, ce prince exerçait à côté du souverain une influence prépondérante. Après le drame de Serajévo, le monarque et le comte Tisza furent en réalité les deux seuls personnages dirigeants. Ils eurent une diplomatie spéciale à côté de la diplomatie officielle. Le comte Berchtold ne devait pas l'ignorer ; il devait savoir aussi que l'ambassadeur d'Allemagne à Vienne, M. de Tchirschky, jouait un rôle dépassant ses attributions. Mais il laissait faire. Il n'était point de taille à imposer ses idées, à sup-

poser qu'il en eût de personnelles, et il avait des habitudes de parfait courtisan trop invétérées pour brusquer son souverain. En politique étrangère François-Joseph Ier est toujours resté le maître ; il n'a fait que ce qu'il a voulu. Ses ministres sont toujours, dans tous les sens du mot, des subordonnés. Il les change dès qu'ils ne peuvent plus lui rendre de services. Le comte Berchtold a servi à couvrir une politique d'agression préméditée. Peut-être a-t-il cru personnellement que la guerre à la Serbie ne provoquerait pas la guerre européenne. On le renvoie dès qu'il s'avise de donner une impulsion contraire à celle qu'on désire en haut lieu.

Autant qu'on en peut juger, le sens du changement survenu hier est le suivant. Deux tendances se heurtent en ce moment à Vienne ; celle des hommes réfléchis qui pensent que la partie engagée en juillet dernier est perdue et qu'il faut limiter les pertes en prévenant de nouvelles interventions militaires ; celle des instigateurs de la guerre qui persistent à subordonner à des intérêts particuliers les grands intérêts généraux. Par exemple l'intervention de la Roumanie, la plus dangereuse pour l'instant, ne pourrait être prévenue que par l'octroi d'un régime autonome à la Transylvanie. Or les Magyars n'en veulent à aucun prix. L'apaisement — relatif — ne pourrait s'obtenir parmi les nationalités non allemandes de la monarchie que par la substitution d'un État à base fédérative au dualisme actuel. Or les Magyars s'y opposent obstinément ; périsse plutôt la monarchie que la domination magyare. En cela ils se trouvent entièrement d'accord avec les Allemands dont la politique en Autriche-Hongrie consiste à y maintenir l'influence germanique dirigeante. C'est au *veto* allemand que se sont brisées toutes les tentatives de compromis sérieux en Bohême. Aujourd'hui, il

est vrai, afin de ménager les Roumains, l'Allemagne conseillerait bien aux Magyars de consentir de larges concessions aux Transylvains. Mais ils ne peuvent insister, car leurs suggestions tardives sont contraires au principe même de leur accord avec les Magyars. D'ailleurs l'autonomie de la Transylvanie ne pourrait rester isolée ; elle entraînerait celle d'autres pays de la monarchie.

Quoique officiellement hongrois — à cause de domaines situés en Transleithanie — le comte Berchtold est trop peu magyar pour maîtriser la politique des hommes de Budapest. Il n'a pas la force de la conduire, ni celle de la réprimer. Il cède aujourd'hui la place à un autre Hongrois, parce que l'empereur-roi estime, comme il l'a toujours fait depuis 1848, qu'en cas de conflit entre les deux moitiés de la monarchie, il convient de lâcher les rênes aux Magyars. La raison en est que les Magyars sont les plus indociles, les plus égoïstes, et qu'ils renverseraient sans hésiter le char de l'État si l'on ne suivait point leur propre chemin. En réalité c'est le comte Tisza qui reste le principal moteur de la politique austro-hongroise. On peut seulement se demander si Françaois-Joseph est de cœur avec lui, ou s'il est devenu son prisonnier.

LES RESPONSABILITÉS DE L'AUTRICHE-HONGRIE.

15 janvier 1915.

La démission du comte Berchtold appelle de nouveau l'attention publique sur les responsabilités du gouvernement austro-hongrois dans la guerre européenne. De plusieurs côtés des efforts sont faits pour décharger le

Cabinet de Vienne et le comte Berchtold en particulier. C'est surtout par le canal de journaux étrangers sympathiques en France que l'on essaye d'accréditer certaines versions tendancieuses des événements. Nous avons dit hier dans quelle mesure, en essayant de se placer au point de vue historique, on pouvait limiter la responsabilité personnelle du ministre qui vient de tomber. Mais il faut se garder d'aller trop loin dans cette voie. Si le comte Berchtold n'a pas eu les intentions de tout ce qu'il a fait, il a permis sciemment tout ce qui s'est fait. Il n'a pas été trompé par l'Allemagne ; s'il n'a pas été son complice actif, il est devenu son collaborateur complaisant. Si la grande entreprise d'hégémonie austro-allemande eût réussi, le comte Berchtold eût été porté aux nues et le titre de prince eût récompensé ses services. Dans la détresse actuelle de son pays, il est juste qu'il porte la peine de sa présomptueuse médiocrité.

Il faut aussi relever une erreur d'appréciation assez communément admise. On allègue, avec pièces à l'appui, que dans les deux derniers jours de juillet 1914 le Cabinet de Vienne, se rendant compte de son imprudence, et voyant la Russie décidée à « tenir le coup », abandonna la manière forte pour revenir à des négociations sérieuses, et que le gouvernement allemand, de peur que l'occasion tant désirée lui échappât, coupa court à ces velléités pacifiques en sommant la Russie de démobiliser immédiatement (31 juillet). Les diplomates viennois affectent de gémir sur ce déplorable malentendu. Ils jurent que leurs intentions étaient pures. C'est peut-être exact pour quelques-uns d'entre eux, quoique les plus modérés déclarent que le minimum de satisfaction que l'Autriche-Hongrie dût obtenir dans les négociations en question consistait dans une « demi-vassalité » de la Serbie. En

somme, les diplomates viennois ne voulaient pas la guerre pour elle-même, mais ils tenaient aux bénéfices de la victoire. Leurs collègues d'Allemagne pourraient en dire autant. On reconnaîtra là un nouvel exemple de l'hypocrisie fondamentale qui est au fond de toute la politique austro-allemande. De même on ne voulait que du bien à la France ; seulement on prétendait la séparer de la Russie, la brouiller avec l'Angleterre, lui prendre ses colonies (sans doute pour alléer son budget !), absorber ses finances, régenter son commerce et submerger sa population d'un afflux d'immigration germanique. Il est inouï que des Français doués de bons sens écoutent sérieusement de pareilles sornettes.

Mais il y a autre chose. Comment le comte Berchtold et consorts expliquent-ils que, bien des jours avant la rupture austro-française, les canons autrichiens de 305 et des régiments austro-hongrois fussent à la frontière franco-belge ? Comment concilient-ils leur prétendue intention d'exercer exclusivement sur la Serbie une pression diplomatique avec la mobilisation de l'armée austro-hongroise sur la frontière russe et en combinaison avec la concentration clandestine allemande dans les provinces rhénanes ? Que les diplomates et les gens du monde viennois ne racontent point à Paris des histoires de nourrice ! Nous croyons volontiers à la sincérité de leurs regrets ; nous n'ajoutons nulle foi à leurs dénégations. Ils sont enserrés dans des contradictions inextricables.

Le gouvernement austro-hongrois est d'autant moins excusable et moins digne de foi qu'il s'est comporté, dès le début de la crise, avec des rigueurs plus raisonnées à l'égard des populations slaves de la monarchie. Aussitôt la mobilisation générale décrétée sous le prétexte de la rupture des relations diplomatiques avec la Serbie, il fit

appliquer des mesures, préparées d'avance, contre tous les individus mâles non mobilisés pouvant porter les armes et suspects de sympathie pour la cause serbe. En Bohême on se contenta tout d'abord de précautions. Chez les Yougoslaves on fusilla les hommes passant près des autorités locales pour les meneurs du mouvement « grandserbe », on arrêta les représentants de « l'intelligence » et l'on mit pêle-mêle dans des camps de concentration tous les gens dont les opinions supposées déplaisaient. Dans certaines localités, comme Petrovaradin, on enleva jusqu'à 5.000 personnes pour les transporter en lieu sûr. Les prêtres orthodoxes furent particulièrement maltraités ; beaucoup furent assassinés, pendus ou fusillés. A Serajévo il ne se passait presque pas de jour sans qu'on en vît conduire plusieurs enchaînés et insultés dans les rues. Partout on prit des otages. On pendit toutes les personnes ayant hébergé des « comitadjis » serbes.

Tel est le régime, telles sont les mœurs politiques de l'Autriche-Hongrie d'aujourd'hui, celle du comte Berchtold comme celle du comte Tisza et du baron Burian. Toutes ces horreurs se commettent par ordre. Les serviteurs de l'empereur-roi considèrent que cela va de soi. A leurs yeux toutes leurs victimes sont des gens appartenant à une humanité inférieure qui ne méritent d'être traités ni en citoyens, ni en chrétiens. Chaque année, pendant la Semaine sainte, Sa Majesté Apostolique lave elle-même les pieds de douze pauvres en pleine église. Avec la même impassibilité elle baigne dans le sang une partie de ses États et de l'Europe *ad maiorem imperatoris gloriam*.

LES TURCS EN PERSE.

17 janvier 1915.

La nouvelle de l'entrée de troupes turques à Tauris (Tabriz) a causé une surprise presque générale. Au début de la guerre européenne la Perse avait proclamé sa neutralité, et, en ouvrant le Medjliss, au mois de novembre, le jeune chah avait renouvelé cette déclaration. Il n'y avait donc pas de raison de s'attendre à une irruption d'un des belligérants en Perse. Mais le gouvernement turc actuel ne s'embarrasse point de considérations d'ordre juridique ou moral. Plus que jamais, d'ailleurs, il est le jouet des Allemands. Leurs alliés et maîtres les ont poussés contre la Perse comme ils les avaient poussés contre la Russie.

L'Allemagne est guidée en cela par plusieurs raisons. Elle tient tout d'abord à prononcer, dans une région mal défendue, une diversion qui oblige les Russes à y envoyer des troupes et à dégarnir ainsi leur front de bataille européen. L'Azerbeidjan, dont Tauris est la capitale, était facile à envahir, car sa frontière n'était pas gardée du tout et l'armée persane est embryonnaire. Les troupes russes qui occupaient cette province depuis avril 1909, à la suite des accords russo-anglais et russo-persan, s'étaient presque entièrement retirées depuis le commencement de la guerre européenne. Les Turcs n'ont donc rencontré aucune résistance. Comme l'Azerbeidjan est une région pourvue de multiples ressources et que Tauris est, par sa population de 200.000 habitants et par ses riches bazars,

la seconde ville de Perse, l'opération était tentante. Les Turcs pourront vivre sur ce pays tandis qu'ils se seraient difficilement ravitaillés dans les régions désolées qui séparent le lac de Van de Bayazid et du lac d'Ourmia. Ensuite Tauris est le point de départ d'une route vers Djoulfa, terminus, à la frontière russe, de la ligne Kars-Erivan. L'état-major allemand projette probablement d'atteindre Djoulfa et de couper cette voie ferrée qui présente un intérêt de premier ordre pour les troupes russes de Transcaucasie. Il espère aussi que la nécessité de défendre cette ligne obligera les Russes à s'affaiblir dans le triangle Batoum-Kars-Erzeroum et que les corps ottomans poursuivis l'épée dans les reins après leur défaite à Sarikamich pourront échapper. Enfin l'occupation de l'Azerbeidjan donne pied à l'Allemagne en Perse. Suivant l'issue de la guerre européenne, elle permettrait à Guillaume II de réclamer sa part dans l'empire des chahs ou d'obtenir en échange la rétrocession de quelque autre territoire.

Quant à la Turquie, elle est en état de rivalité séculaire avec la Perse. Les armées du sultan de Constantinople ont déjà occupé deux fois Tauris. Entre les deux gouvernements, il a toujours existé des différends de frontière. Avant la guerre d'aujourd'hui, la région à l'ouest du lac d'Ourmia était officiellement l'objet d'âpres contestations. Les Kurdes de l'Arménie ottomane ont une tendance atavique à se répandre dans les territoires plus fertiles de l'Azerbeidjan. Une question religieuse divise les deux États depuis les premiers temps de l'islam ; les Turcs sont sunnites, les Persans chiites. La civilisation persane est très supérieure à celle des Turcs ; le turc est une langue composite artificielle tandis que le persan est une des langues les plus élégantes qui soient. Tout cela

fait bien des motifs de se jalouser et de se haïr. Les Allemands n'ont pas dû se donner grand peine pour décider leurs dociles serviteurs de l'Union et Progrès à envahir la Perse au mépris de tout droit.

Mais, du point de vue ottoman, l'opération se présente sous un autre aspect. Cette attaque brusquée contre un État musulman produira une vive irritation dans l'islam asiatique, aux Indes notamment. Elle augmentera la désaffection à l'égard du khalife de Constantinople. Elle facilitera l'intronisation d'un khalife arabe à la place des descendants d'Erthogroul. Militairement l'entreprise doit aboutir tôt ou tard à un désastre. Dans l'état inorganique où se trouve la Perse, il est assez facile de pousser un raid sur Tauris, peut-être même jusqu'à Téhéran. Mais ces incursions sont destinées à rester sans lendemain. Pendant qu'on les célèbre avec ostentation à Constantinople, les Anglais, fortement installés à Bassora, remontent le Chatt el Arab, s'établissent à Kourna, au confluent du Tigre et de l'Euphrate, et se préparent à remonter vers Bagdad. Rien ne fera plus partir les Anglais de là, tandis que le passage de Turcs à Tauris ne laissera pas plus de traces qu'une caravane dans le désert.

LE VOYAGE DE M. GHÉNADIEF A ROME. — LE COMITÉ FRANCO-BULGARE. — LA PRÉTENDUE NEUTRALITÉ BULGARE. — LES MACÉDONIENS.

18 janvier 1915.

Le voyage à Rome de M. Ghénadief, chef du parti stambouloviste, fournit un nouvel aliment aux polé-

miques relatives au rôle de la Bulgarie dans la crise actuelle.

[*Il importe assez peu que M. Ghénadief ait été envoyé en mission à Rome afin qu'il désencombre la capitale bulgare de sa personnalité remuante ou qu'il remplisse près du gouvernement italien une mission sérieuse. Cela ne changera rien ni à la politique intérieure ni à la politique extérieure de la Bulgarie. Le Cabinet présidé par M. Radoslavof et qui s'appuie sur les différentes fractions du parti libéral ne modifiera pas sa ligne de conduite suivant que M. Ghénadief, qui en a fait partie, y rentrera ou restera en dehors. Depuis son arrivée au pouvoir ou plutôt sa prise de possession du gouvernement, car à deux reprises il a violenté le suffrage populaire, il poursuit une politique stambouloviste. Il est donc sans grande importance qu'il comprenne un stambouloviste de plus ou de moins. Il est plus intéressant d'examiner la diplomatie bulgare en elle-même.* (1)]

Les Bulgares ont beaucoup d'amis en France, et c'est bien naturel, car beaucoup de Français ont reçu un excellent accueil en Bulgarie et ont eu l'occasion d'apprécier de fortes qualités chez leurs hôtes. Les revendications bulgares trouvent chez nous de nombreux avocats dont plusieurs sont particulièrement dignes d'estime et de sympathie. Mais la plupart d'entre eux semblent perdre de vue un fait essentiel, à savoir que la France est engagée dans une guerre pour la vie ou la mort avec l'Austro-Allemagne, et qu'il n'est permis à nul Français d'affaiblir les alliés et amis de son pays au profit des amis de ses ennemis. Les revendications actuelles bulgares sont dirigées contre les Serbes et les Grecs. Or les Serbes sont nos alliés et se battent magnifiquement pour la cause com-

(1) Supprimé par la censure.

mune, et les Grecs sont nos amis, des amis prêts à se ranger à notre côté. Jusqu'ici, au contraire, la Bulgarie a témoigné la neutralité la plus bienveillante pour nos ennemis ; de plus elle s'abstient de toute revendication à l'égard de la Turquie, également en guerre avec nous, alors que c'est précisément sur la Turquie seulement qu'elle serait en droit d'exercer des reprises. En effet, les territoires réclamés à la Serbie et à la Grèce n'ont jamais appartenu à la Bulgarie indépendante et jamais été occupés par elle. Au contraire, la Thrace, jusqu'à la ligne Enos-Midia, avait été attribuée à la Bulgarie par le traité de Londres dont la Triple-Entente verrait sans la moindre objection remettre cette clause en vigueur. Il y a là une contradiction manifeste entre les faits et les protestations d'amitié des Bulgares à notre endroit.

Quels que soient les sentiments et les arguments théoriques du Comité franco-bulgare, ses membres français ne sauraient donc, sans compromettre notre cause nationale, demander à notre gouvernement ou à notre opinion publique d'appuyer des réclamations de nature à nous aliéner nos alliés et amis. On comprend très bien qu'ils déplorent la scission actuelle dans le monde slave des Balkans et qu'ils souhaitent rétablir une union plus que jamais désirable au moyen de concessions équitables à la Bulgarie. Nous partageons ces regrets et ces souhaits. Mais, pour le passé, la Bulgarie porte la juste peine d'une attaque brusquée contre ses alliés de la veille, et il n'appartient point à des Français, victimes en ce moment même d'une attaque brusquée analogue, de demander que l'agresseur de 1913 soit relevé de la condamnation prononcée contre lui. S'entremettraient-ils en 1916 pour plaider la cause des malheureux Allemands ou des pauvres Austro-Hongrois entraînés dans une guerre funeste? Si

nous ne voulons tomber dans l'anarchie et la décadence, il nous faut mettre un peu de logique dans notre diplomatie. Quant à l'avenir, il n'y aurait que des avantages pour nous à ce que, à la suite d'un accord amiable, il s'établît dans les Balkans un équilibre durable, fondé sur la satisfaction des aspirations légitimes de chacun. Seulement la prétention de la Bulgarie d'obtenir, sans rendre des services correspondants, tout ce qu'elle a manqué de gagner en Macédoine en 1913 est inadmissible.

Les Bulgares allèguent aujourd'hui que le maintien de leur neutralité jusqu'ici vaut à lui seul une large récompense. En toute hypothèse ce serait excessif, car ils n'auraient pu sortir de la neutralité sans voir la Roumanie et la Grèce se lever contre eux. Mais cette neutralité a été purement nominale. Le gouvernement de Sofia était lié par des accords avec la Turquie et l'Austro-Allemagne. A de certains moments qu'on pourrait préciser, il n'a été retenu que par le mauvais état de son armée et de ses finances. Lorsque les Serbes se trouvèrent dans une situation presque désespérée à la fin de décembre, les Bulgares se firent les meilleurs auxiliaires de l'armée austro-hongroise en faisant sauter sur le Vardar et près de Zaïtchar les ponts des seules lignes de chemin de fer par où les Serbes restaient en communication avec leurs amis. C'était un coup de poignard dans le dos. Le Cabinet de Sofia se disculpe, il est vrai, de toute participation à ces entreprises traîtresses ; ce sont, dit-on, les Macédoniens seuls qui ont agi. Mais ces Macédoniens étaient en armes et pourvus de plusieurs canons. De plus, les Macédoniens jouent un rôle prépondérant en Bulgarie. Ils y occupent les plus hautes fonctions et siègent au Sobranié. Ils travaillent pour le compte du gouvernement de Sofia comme pour le leur. Leur personnalité ne saurait se dédoubler à

leur fantaisie. Si hardis que soient leurs actes, ils les accomplissent avec l'assentiment des membres du Cabinet qui, bon gré mal gré, en sont solidaires.

Il faut dire à ce propos que les Macédoniens sont, avec l'Autriche-Hongrie, les mauvais inspirateurs de la Bulgarie. Ils ont un patrimoine local auquel ils subordonnent tout. Originaires de telle ou telle bourgade, ils tiennent absolument à ce que le royaume bulgare englobe le lieu de leur naissance, la résidence de leur famille. Comme il n'est presque pas de ville macédonienne qui n'ait fourni un ministre, un général ou un haut fonctionnaire à la Bulgarie, toute la Macédoine doit devenir bulgare. Pour justifier ces prétentions, on fabrique les statistiques les plus fantaisistes.

Mais laissons ces statistiques et les considérations rétrospectives. Le devoir de tous les Français est d'envisager la situation balkanique du point de vue des intérêts français. Pour l'instant, nous devons soutenir de toutes nos forces nos alliés présents. Nous devons faciliter leur tâche en les protégeant contre des interventions hostiles. Nous devons aussi essayer de transformer en concours actif les volontés hésitantes qui se révèlent. Notre appui en faveur des solutions de conciliation est acquis d'avance. On le sait partout, notamment à Sofia. Il est donc superflu de faire campagne en ce sens en France. C'est à Sofia qu'il faut agir, c'est à Sofia qu'il faut donner de bons conseils, c'est Sofia qu'il faut convaincre de la nécessité, dans l'intérêt de la cause bulgare, de revenir à une politique de loyauté, d'entente et de transaction.

[*Comme l'Allemagne, la Bulgarie a trop dédaigné l'estime publique. Elle s'est fiée uniquement à la force. La force et l'estime lui ont manqué à la fois.*]

Elle peut les regagner aujourd'hui en se réconciliant

franchement avec ses anciens amis. L'occasion est unique ; si, par rancœur, elle la laisse passer, c'en sera fait pour toujours.

ROUMAINS ET MAGYARS.

19 janvier 1915.

Tout le monde est à peu près d'accord, à des nuances près, que le remplacement du comte Berchtold par le baron Burian au Ballhausplatz signifie la capitulation de Vienne devant Budapest, de l'Autriche entre les mains de la Hongrie. C'est le gouvernement hongrois dirigé par le comte Étienne Tisza qui, d'accord avec l'Allemagne, a été dans la monarchie le principal moteur de la grande combinaison guerrière austro-allemande ; c'est lui qui tient à présider à la liquidation de cette désastreuse affaire. A cet effet, il ne veut pas être embarrassé par les objections ou les scrupules patriotiques des Cisleithans. Avec la logique qui le caractérise depuis qu'il a instauré la dictature en Transleithanie, il suit son propre chemin en bousculant tout ce qui entrave sa marche. Pour l'instant il concentre son effort sur la solution d'une question essentielle : empêcher l'intervention militaire de la Roumanie. Il compte naturellement que l'abstention roumaine entraînerait l'abstention italienne.

Soit à la suite de ses entretiens avec Guillaume II, soit en conséquence de l'irruption russe à la frontière transylvaine, le comte Tisza s'est convaincu qu'il fallait absolument avoir l'air de faire des concessions aux Roumains. Il est tout à fait invraisemblable qu'il soit sincère

dans les propositions ou suggestions que ses émissaires transmettent à Bucarest. Mais l'important pour lui est d'arrêter l'intervention roumaine prévue pour la fin de février, ou tout au moins de faire ralentir ses préparatifs, de jeter le trouble dans l'esprit des Roumains et de leur faire manquer l'occasion unique d'aujourd'hui. En cela le président du Conseil hongrois est puissamment secondé par le gouvernement allemand.

Les concessions à la Roumanie se présentent sous deux formes. La première, celle dont on parle périodiquement, est l'octroi de l'autonomie à la Transylvanie. On ne définit d'ailleurs pas ce qu'est la Transylvanie, on se garde de préciser ses limites. Mais cette combinaison est celle qui répugne le plus aux Magyars. Ceux-ci ne veulent pas entendre parler de provinces autonomes dans la Magyarie ; ils ne comprennent le gouvernement qu'à la turque, c'est-à-dire comme une domination. Et puis l'autonomie est un régime si vague, on peut l'appliquer dans la pratique de tant de façons différentes qu'elle suscite partout des méfiances. Alors on a pensé à autre chose. Voici ce que des Hongrois susurrent en ce moment aux oreilles roumaines : « Vous vous égarez en marchant contre nous. Venez plutôt avec nous, vous y trouverez des profits sans risques. Nous sommes disposés à vous payer cher votre concours pourvu qu'il nous soit franchement acquis, à nous Magyars. Nous voulons nous libérer de l'Autriche et vivre notre propre vie. Aidez-nous et nous vous céderons en toute propriété une partie de la Transylvanie. » Telle est la chanson qu'une sirène magyare faisait entendre la semaine dernière dans le *Morning Post*. Nul doute que cette musique ne soit jouée par d'autres artistes.

Seulement on remarque de singulières dissonances dans

l'exécution. Suivant le correspondant du *Morning Post*, il s'agirait d'une combinaison dirigée d'accord avec la Triple-Entente contre l'Autriche et l'Allemagne. Suivant d'autres, la cession d'une partie de la Transylvanie serait le prix d'un concours actif contre la Russie et ce prix serait complété par l'annexion de la Bessarabie. Cette contradiction fondamentale montre bien à quel point toute collaboration roumano-hongroise est irréalisable. Sur tous les terrains la politique magyare se heurte à des contradictions. Fondée sur l'oppression des nationalités, elle ne peut céder sur un point que pour peser plus fortement sur les autres points faibles. Elle est fatalement réduite à s'appuyer sur l'Allemagne autoritaire et militariste. Elle ne pourrait se dégager de cette étreinte et se réconcilier avec les nationalités que par un revirement brusque et total. Or le comte Tisza, dont le pouvoir vient d'être renforcé, est l'adversaire irréductible de ce revirement. Comment les Roumains croiraient-ils à des protestations d'amitié et à des promesses de sa part ?

On allègue bien depuis quelques jours que le comte Andrassy incline vers la conciliation et la négociation de la paix. Mais cet homme d'État recommande constamment « le contact continu avec le gouvernement allemand ». De plus il invite tous les partis hongrois d'opposition à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour faciliter de toute manière sa mission à l'*alter ego* du comte Tisza au Ballplatz. En réalité les assurances des uns ne valent pas mieux que celles des autres. Les Magyars diffèrent sans doute dans leurs préférences extérieures et leur conception du gouvernement intérieur. Mais tous ne pensent qu'à sauver leur domination en Transleithanie. Cependant la Roumanie ne peut réaliser son idéal national qu'aux dépens de cette domination. En se laissant agui-

cher par l'appât de quelques districts transylvains, elle lâcherait la proie pour l'ombre. Les chansons discordantes germano-magyares ne peuvent induire en tentation des patriotes conscients de la grande mission que des circonstances inespérées leur confèrent.

LA GUERRE ET LES PROJETS D'INTERVENTION.

20 janvier 1915.

Depuis six mois la guerre européenne donne au monde bien des spectacles nouveaux. L'élément tragique domine tout le reste, mais les diplomates occupent une partie de la scène et presque toutes les coulisses. Ce qui n'avait peut-être jamais été vu jusqu'ici au cours d'une guerre, ce sont des États neutres annonçant qu'ils vont prendre part à la lutte, s'y préparant ouvertement et continuant d'entretenir des relations régulières, d'apparence cordiale, avec les pays aux dépens de qui ils déclarent qu'ils vont intervenir. Les gouvernements de ces États, il est vrai, se tiennent sur la réserve et ne prononcent pas un mot de provocation. Mais ils agissent, ils arment, ils laissent la presse partager d'avance les dépouilles du voisin. Cela ne semble pas émouvoir le voisin. L'Autriche-Hongrie n'a pas envoyé un régiment de plus en Transylvanie ; dans le courant de novembre, elle avait même prélevé de forts contingents dans le Tyrol pour les diriger contre la Serbie. Même aujourd'hui, à quelques semaines de la date indiquée pour l'intervention prévue, elle modifie à peine son dispositif militaire. On parle de quelques régiments bavarois expédiés en Croatie et en Hongrie,

et c'est tout. Au premier abord, ce spectacle déconcerte. On sera moins surpris en regardant la chose d'un peu plus près.

L'Allemagne n'a pas perdu l'espoir de contenir ses anciens alliés de Rome et de Bucarest. Elle a échoué dans ses tentatives de les associer à son entreprise monstrueuse. Elle constate son impuissance à barrer le courant national irrésistible qui emporte les opinions roumaine et italienne. Mais elle prétend canaliser ce courant. Elle croit avoir trouvé un bon moyen pour cela. Ses efforts tendent en ce moment à réduire l'intervention de la Roumanie et de l'Italie à des occupations quasi-pacifiques, à de simples prises de possession, et à persuader le Cabinet de Vienne de laisser faire provisoirement. L'Allemagne semble ainsi rendre service aux Roumains et aux Italiens en favorisant leurs ambitions. En échange elle leur demande de limiter leur occupation au strict nécessaire et à ne pas combiner leur action militaire avec les armées de ses ennemis. Qui sait ? Elle escompte peut-être des froissements entre les corps roumains d'occupation et l'armée russe d'invasion. Enfin elle souffle de toutes ses forces sur les vieux souvenirs de Bessarabie pour raviver les regrets des Roumains sur cette province perdue. C'est d'une suprême habileté. Seulement, comme tout ce qu'a fait la diplomatie germanique dans ces derniers temps, c'est trop habile. Si les Roumains et les Italiens se laissaient engluer dans les filets du prince de Bülow et de M. de Bethmann-Hollweg, ils y laisseraient une partie de leur chair.

Il suffit de réfléchir pour se convaincre que l'appât germanique cache le plus dangereux des pièges. Aucun Roumain, aucun Italien raisonnable ne peut supposer que, si l'Austro-Allemagne était victorieuse, l'Autriche-

Hongrie ne forcerait pas, au besoin par les armes, la Roumanie et l'Italie à lâcher prise sur les territoires occupés. Il en résulterait certainement un conflit où ces deux pays resteraient livrés à leurs propres forces. L'annexion de la Transylvanie, du Trentin et de Trieste ne peut s'effectuer définitivement que par la défaite de l'Autriche-Hongrie. L'unique moyen d'aboutir à ce résultat est de recourir à la guerre, à une guerre véritable. Conquérir sans faire la guerre constitue un contre-sens. Il convient aussi de ne pas oublier qu'un des plus précieux résultats de l'intervention pour les intervenants sera le prestige de la victoire. Ce prestige seul leur permettra de donner à l'annexion l'ampleur qui est dans leur intention. Une occupation tolérée serait forcément restreinte à quelques districts. En Roumanie tout le public sent très bien cela. En Italie l'*Idea Nazionale*, l'organe des nationalistes, le répète presque chaque jour, et son attitude est d'autant plus remarquable que ce journal professe des sentiments peu cordiaux pour la France. Aussi persistons-nous à croire qu'en dépit de toutes les manigances germaniques et des intrigues diplomatiques, le peuple roumain et le peuple italien obéiront à l'instinct incoercible qui les pousse vers l'accomplissement de leurs destinées historiques.

On s'en convaincra mieux encore en lisant l'extrait suivant des appréciations du *Corriere della Sera* sur le changement de ministre des affaires étrangères à Vienne :

Ne laissons pas passer l'occasion de jeter nos forces dans la balance. Ce n'est plus un mystère que, si les conjonctures le lui avaient permis, l'Autriche, au lieu de se ruer sur la Serbie, aurait fait violence à l'Italie. L'archiduc François-Ferdinand méditait la guerre contre nous. Demain, si l'Autriche en était capable, elle nous ferait une guerre qui serait chez elle très populaire. Pas d'illusion là-dessus.

Nous ne pouvons laisser finir la lutte actuelle sans avoir réglé la ques-

tion de nos intérêts vis-à-vis de l'Autriche. L'équilibre européen aura désormais des bases nouvelles et les vieilles alliances sont mortes.

A tout cela il faut pourvoir à temps. Nous ne croyons pas que le Cabinet de Vienne nous cède de son propre chef ce que notre pays attend. Il nous faut donc être actifs et vigilants ; notre avenir dans le monde en dépend.

Ces considérations nous amènent à réfléchir à une hypothèse particulière et qui n'a rien d'invraisemblable. Si l'Autriche était contrainte de traiter rapidement avec la Russie, quelle serait notre situation ? Nous serions durement lésés si nous n'avions pas garanti nos intérêts suprêmes par des ententes qui leur soient adaptées.

L'isolement peut être un désastre pour l'Italie. Que le gouvernement soit prévoyant !

VISITES ET NÉGOCIATIONS AUSTRO-ALLEMANDES.

22 janvier 1915.

Avant le grand effort militaire destiné à intimider les puissances disposées à intervenir contre elle, l'Austro-Allemagne fait une campagne diplomatique d'une vigueur sans précédent. Le remplacement du comte Berchtold par le baron Burian en est la préface. L'archiduc Charles-François-Joseph, héritier des couronnes d'Autriche-Hongrie, est aujourd'hui à Berlin d'où il va repartir pour le quartier général allemand. Il est accompagné du général prince Lobkowitz et du chambellan van der Strœtten. Le baron Burian quitte ce soir Vienne pour aller à Berlin rendre visite à MM. de Bethmann-Hollweg et de Jagow. Le prince de Wedel, ancien statthalter d'Alsace-Lorraine, a été reçu avant-hier à Schœnbrunn par l'empereur François-Joseph. M. de Bethmann-Hollweg confère quotidiennement avec les chefs de partis. Tous ces voyages et tous ces entretiens prouvent que

l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie cherchent à se mettre d'accord sur les conditions de la continuation de la guerre et sur les moyens d'empêcher la Roumanie et l'Italie d'entrer en ligne.

Cela prouve aussi que, malgré les protestations publiques d'inébranlable attachement et d'étroite solidarité, les gouvernements allemand et austro-hongrois ne s'entendent point parfaitement entre eux. Le maintien de l'entente entre eux était subordonné au succès. Comme l'offensive allemande a échoué à l'Est et à l'Ouest et que les armées de François-Joseph ont été battues partout, les bases de l'entente se sont effondrées. Il n'y a ni territoires, ni sphères d'influence à se partager. Il ne reste à mettre en commun que des responsabilités et des sacrifices. C'est peu pour renforcer entre les complices les liens de l'alliance. Peut-être ces liens sont-ils, en effet, plus serrés que jamais, mais ils sont pourris. On va les tendre de nouveau. Mais qui oserait assurer qu'ils résisteront à l'épreuve ?

A lire les organes ordinaires du Ballplatz, le *Fremdenblatt* et la *Nouvelle Presse Libre*, on ne peut guère douter que le principal objet de la diplomatie allemande en ce moment ne soit de persuader au Cabinet de Vienne de donner à l'Italie une satisfaction de nature à la retenir dans l'inaction. Si l'archiduc-héritier va lui-même s'entretenir avec Guillaume II, c'est que les plus graves questions sont en jeu. L'explication sera peut-être orageuse. Si l'archiduc Charles-François-Joseph a le sentiment que Guillaume II se préoccupe trop exclusivement des intérêts allemands sans attacher au maintien de la monarchie austro-hongroise dans son état actuel une importance capitale, l'empereur allemand pourra se trouver légèrement décontenancé. Il est en effet trop visible,

même aux yeux des gens les moins perspicaces, que la pensée de derrière la tête de Guillaume II, depuis la fin de l'automne, est de se tirer du mauvais pas où il s'est fourvoyé en distribuant les dépouilles de ses deux alliées, l'Autriche-Hongrie et la Turquie. Le seul moyen pour lui de se disculper est de mettre à la disposition de François-Joseph les forces militaires nécessaires pour protéger les territoires de celui-ci contre l'invasion. Mais, pour réunir en nombre suffisant des corps allemands assez fortement constitués, il faut les prélever en grande partie sur l'un ou l'autre front, car les nouvelles recrues ne posséderaient ni la cohésion, ni la résistance indispensables. L'opération est bien scabreuse. Guillaume II ne consentira pas à découvrir la Silésie, ni à évacuer la Prusse orientale. Pourrait-il se décider à lâcher la Belgique? Ce serait l'aveu de la défaite. Mais s'il est mis en demeure de choisir entre le maintien de l'alliance austro-hongroise et l'évacuation de la Belgique, quelle angoisse pour lui!

Si ce n'est aujourd'hui, c'est demain que se posera ce dilemme. Quelles que soient les chances des prochaines collisions militaires, Guillaume II ne peut plus se flatter d'être assez vainqueur pour conserver sa conquête de l'inoffensive Belgique et protéger l'Autriche-Hongrie contre l'invasion. Aussi s'ingénie-t-il, par tous les intermédiaires bénévoles, à prévenir l'événement en traitant avec l'ennemi avant l'échéance fatale. Il menace en même temps, il fait flamboyer son épée, il parle de millions de nouveaux soldats allemands prêts à se précipiter à l'appel de leur empereur. Des millions de marks sont aussi mis en mouvement chez les neutres pour les intoxiquer du virus germanique. Mais toute cette agitation sera vaine Les destins s'accompliront.

LA PRESSION SUR LA ROUMANIE. — L'AUTRICHE ET L'ALLEMAGNE.

24 janvier 1915.

Les projets d'intervention roumaine sont plus que jamais à l'ordre du jour. Ils n'ont jamais cessé d'être l'objet des préoccupations européennes depuis le commencement de la guerre. Mais, à mesure qu'on se rapproche de la date indiquée pour cette intervention par les hommes d'État roumains qui n'ont pas de responsabilité gouvernementale, on sent un peu plus de nervosité dans l'opinion publique et d'activité dans les manœuvres diplomatiques austro-allemandes. Hier soir une dépêche de Petrograd, publiée par un de nos confrères, donnait même pour certaine la remise d'une note comminatoire de l'Allemagne à Bucarest. D'après cette information, le ministre de Guillaume II aurait déclaré à M. Porumbaro que son gouvernement considérait comme des actes hostiles envers son alliée l'Autriche-Hongrie et ne répondant pas aux relations amicales entretenues par l'Allemagne et la Roumanie les deux faits suivants :

1° Le gouvernement roumain a donné, relativement à la mobilisation, des instructions aux préfets de province dans lesquelles, paraît-il, on indique que la Roumanie commencerait sous peu les hostilités contre l'Autriche-Hongrie ;
2° Le gouvernement roumain non seulement n'empêcherait point, mais favoriserait par tous les moyens la diffusion en Transylvanie de proclamations révolutionnaires destinées à fomenter un soulèvement de la population roumaine et sa séparation de la Hongrie.

Ce matin la nouvelle est télégraphiée de Londres à Paris, à d'autres journaux et à l'agence des Balkans en

termes presque identiques. Cependant dans le courant de la matinée aucune confirmation n'en était parvenue à Paris. L'agence Havas a publié la note suivante à ce sujet :

Dans les cercles officiels français on n'a pas confirmation de la nouvelle d'après laquelle le ministre d'Allemagne à Bucarest aurait remis au ministre des affaires étrangères de Roumanie une note officielle protestant contre l'attitude observée par la Roumanie vis-à-vis de l'Autriche-Hongrie.

On doit d'ailleurs remarquer qu'une telle démarche aurait dû être faite par le ministre d'Autriche-Hongrie à Bucarest, plutôt que par le ministre d'Allemagne.

On sera promptement fixé sur l'exactitude de l'information en question. Mais il n'est nullement improbable que la démarche prêtée au Cabinet de Berlin ait été faite, soit dans les termes communiqués, soit en d'autres analogues. Si l'Allemagne en a pris l'initiative, c'est vraisemblablement afin de ne pas couper les ponts derrière elle et de produire sur le gouvernement roumain une plus forte impression. De la part du Cabinet de Vienne, la note aurait eu la portée d'un ultimatum qu'il eût fallu faire suivre de mesures militaires immédiates au cas où M. Porumbaro n'eût pas fourni des assurances catégoriques de neutralité. De la part de l'Allemagne, il n'en est pas tout à fait de même ; la démarche peut n'être qu'une suprême tentative d intimidation.

Le moment semble aussi bien choisi, L'archiduc Charles-François-Joseph et le baron Burian confèrent aujourd'hui avec Guillaume II et ses ministres au quartier général allemand. La conférence doit se continuer demain à Berlin. D'autre part, le comte Stuergkh, président du Conseil d'Autriche, aurait remis sa démission à l'empereur François-Joseph, et le prince de Hohenlohe, ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Berlin, serait arrivé

vendredi à Bucarest. Tout cela indique que des résolutions d'une extrême gravité se concertent entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, et que l'attitude de la Roumanie en est le pivot. Il est donc assez naturel que les gouvernements allemand et austro-hongrois tiennent à être fixés sur la politique de la Roumanie avant d'arrêter entre eux des décisions définitives d'une importance exceptionnelle.

L'archiduc-héritier doit également désirer savoir à quoi s'en tenir sur l'influence de l'Allemagne à Bucarest et sur la sincérité de ses efforts diplomatiques. Guillaume II avait promis à Vienne que la Roumanie marcherait avec lui ou tout au moins resterait neutre. Son alliée peut le mettre en demeure de tenir sa promesse. Il est impossible, en effet, que l'on ne se soit pas aperçu à Vienne et à Pest du double jeu de l'Allemagne pour qui l'Autriche-Hongrie est à la fois une alliée et une proie : une alliée en cas de succès de l'entreprise commune, une proie à partager en cas d'échec. Dans l'entourage de François-Joseph, on doit même commencer à s'apercevoir qu'une victoire allemande, après la ruine du prestige militaire austro-hongrois en Galicie et en Serbie, entraînerait fatalement l'assujettissement de fait de la monarchie dualiste en Europe, et sa subordination en Orient à l'empire germanique. En conséquence, de toute façon, l'intérêt de l'Autriche-Hongrie lui commande de liquider le plus tôt possible une entreprise dont la continuation menace son existence même. La question est de savoir si elle est encore en état de parler d'égale à égale à son alliée. Elle a commis une faute irréparable en engageant avec sa vieille rivale une guerre commune. Le souvenir de la guerre des duchés aurait dû pourtant la retenir. Il est dans les traditions invétérées de la Prusse — l'Allemagne prussifiée

se confond avec la Prusse — de se servir de ses alliés et de les dépouiller ensuite.

DE L'INFLUENCE DES OPÉRATIONS MILITAIRES EN ORIENT SUR LE FRONT OCCIDENTAL.

26 janvier 1915.

Presque toute la presse de la Triple-Entente reconnaît aujourd'hui l'importance de premier ordre du rôle de la Serbie dans l'ensemble des opérations militaires en Europe. Cette conviction, que nous nous efforçons depuis longtemps de propager, s'est formée un peu lentement dans l'opinion publique. On n'a pas découvert du premier coup d'œil l'influence capitale que pourraient exercer sur la situation des armées françaises et russes la mise hors de cause de la Serbie, l'occupation de la ligne Belgrade-Nich-Uskub par les Austro-Hongrois et la jonction de ceux-ci avec les Bulgares. Quoique se déroulant à plusieurs milliers de kilomètres des fronts où luttent les Alliés, ces événements seraient aussi désastreux pour nous que la perte d'une très grande bataille en Belgique ou en Pologne. C'est pourquoi nous avons le même intérêt à mettre les Serbes en état de repousser la nouvelle attaque préparée contre eux qu'à ravitailler nos propres troupes. Si les soldats de François-Joseph campaient à Nich ou Uskub, l'Austro-Allemagne tiendrait tout l'Orient de la Save à la frontière d'Égypte. Avec l'active collaboration de la Bulgarie, elle organiserait ces immenses régions suivant ses méthodes et en tirerait des ressources presque illimitées. La Roumanie serait ligotée et la Grèce acculée.

La question est tellement grave que les mesures néces-

saires doivent être prises en toute diligence et leur prompte exécution assurée avec une extrême rigueur. Le moment n'est point à la paperasserie. L'accomplissement des sacro-saintes formalités réglementaires devient ici accessoire. Toutes les énergies doivent être concentrées sur l'action et la préparation de l'action. Un fonctionnaire n'a point rempli son devoir quand il s'est acquitté de sa tâche suivant la forme ordinaire ; dans des crises d'existence nationale comme celle-ci, il doit veiller encore à ce que pas une minute ne soit perdue. Toutes les minutes sont précieuses. Il ne faut point se laisser prendre aux nouvelles transmises d'ici ou de là d'après lesquelles, pour telle ou telle raison, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie se livrent de la Drave aux Carpathes à de simples démonstrations qui ne seront pas suivies d'effet. Il est nécessaire d'agir comme si l'effet redouté devait se produire. Depuis des mois on parle beaucoup de la Bulgarie et de l'utilité, pour la Triple-Entente, de la gagner à ses vues. Eh bien! le seul moyen pour la Triple-Entente de s'assurer la neutralité sincère — ou le concours éventuel — de la Bulgarie est de lui démontrer par des actes que la Serbie sera défendue envers et contre tous.

De l'aveu même de M. Ghénadief, qui ne cache nullemment sa pensée à ses interlocuteurs de Rome, le gouvernement bulgare considère la Turquie, ennemie déclarée de la Triple-Entente, comme une amie — il aurait pu dire une alliée — qu'il ne veut gêner en aucune hypothèse. Hier encore il disait au correspondant d'un de nos confrères parisiens que la Thrace sans Constantinople ne présentait aucun intérêt pour son pays. Il ajoutait perfidement que la Bulgarie ne saurait contrecarrer les visées de la Russie sur Constantinople. Ce désintéressement est admirable! A l'automne de 1912, la Bulgarie a perdu la

grande partie macédonienne pour avoir tenté d'enlever l'ancienne Byzance. Son armée est allée se briser sur les lignes de Tchataldja alors que la Turquie était prête à céder toutes ses possessions d'Europe pour sauver Constantinople. Ce n'est point par considération pour le tsar libérateur que le tsar Ferdinand a dû lâcher prise. Ce n'est pas davantage pour être agréable à une quelconque des puissances de la Triple-Entente que la Bulgarie limitera maintenant ses ambitions d'un côté ou de l'autre. Elle se décidera en faveur du groupe qui lui paraîtra en définitive le plus fort. Pour gagner ses bonnes grâces il faut donc être fort et montrer qu'on l'est.

Il semble que le moment soit venu d'envisager dans ces régions de l'Orient une activité plus grande. D'après des informations venues de diverses villes de l'empire ottoman, la population de l'empire commencerait à trouver lourd le joug de l'Union et Progrès. On parle d'émeutes et de mutineries. Rien n'est plus vraisemblable. Mais le proverbe : « Aide-toi, le ciel t'aidera » trouve ici une application opportune. Il serait d'une extrême imprudence de compter sur ces manifestations, vraies ou fausses, pour amener un changement de régime en Turquie. Tout l'empire ottoman est matériellement entre les mains des Allemands. Il ne leur échappera point parce que des mécontents auront crié plus ou moins fort. Tout mouvement sérieux en Turquie doit s'appuyer sur une puissance étrangère. En temps de guerre, ce concours ne peut être que militaire. Sans rien préciser qui soit hors de propos, on peut dire que le point où frapper est tout désigné. Depuis le mois d'août, on s'est trop engagé dans le maquis des négociations orientales ; les négociations n'aboutiront que si l'on y joint l'action. Il ne faut pas oublier que nous sommes en temps de guerre.

POLÉMIQUE ANGLO-ALLEMANDE. — M. TAKE JONESCO ET ET LE MARQUIS PALLAVICINI. — LA « NOUVELLE PRESSE LIBRE » ET L'ENTREVUE DE KONOPICHT.

27 janvier 1915.

On ne peut réfuter toutes les versions mensongères propagées au sujet des origines de la guerre par les hommes politiques et les journaux germaniques. Il faudrait chaque jour répéter ce qui a été dit cent fois depuis le mois d'août et ce qui est consigné dans des documents diplomatiques d'une authenticité incontestée. D'ailleurs, les réfutations venues de France ou d'Angleterre ne parviennent nulle part en Austro-Allemagne ; on y tient le public dans l'ignorance totale de ce qui s'écrit et se dit à l'étranger sur les conditions où s'est engagée la grande lutte actuelle. La *Gazette de Cologne* reprochait ces jours-ci à la Triple-Entente de mener contre l'Allemagne une campagne de presse dénuée d'esprit chevaleresque. De la part d'un organe qui fait métier depuis le commencement de 1914 d'attiser la haine et les préventions germaniques contre la France et la Russie, le reproche est curieux. De ce côté-ci du front, nous ne citons que des faits contrôlés et nous prenons grand soin de relever dans les journaux allemands qui nous parviennent tout ce qui est articulé contre nous. Nos confrères d'outre-Rhin au contraire s'abstiennent complètement de soumettre à leurs lecteurs les arguments, explications et interprétations des organes de la Triple-Entente. Ils conduisent leur campagne comme l'état-major de Berlin a mené la siennne.Tant

qu'il ne s'agit que du public allemand, nous pouvons négliger ces diffamations systématiques, dont il nous est matériellement impossible de combattre l'effet. Mais quand on s'adresse aux neutres, la question est différente. C'est pourquoi on reproduit dans une autre partie du journal une réponse détaillée du bureau de la presse britannique à une apologie de la politique allemande étalée par M. de Bethmann-Hollweg devant un journaliste américain.

Cette réponse est nette. Nous y ajouterons seulement une observation et deux nouveaux éléments d'appréciation. L'observation est relative aux pourparlers anglo-belges de 1906 et de 1911 invoqués par le chancelier allemand pour justifier l'invasion de la Belgique. On ne dira jamais trop à ce propos non seulement que ces pourparlers étaient justifiés par les mauvaises intentions de l'Allemagne et par le droit absolu des puissances garantes de la neutralité belge de se prémunir contre la violation de cette neutralité, mais encore qu'il n'a pas été assez fait en ce sens et que ni la Belgique, ni les puissances garantes menacées n'ont pris à temps les précautions qu'exigeait impérieusement la situation. En cette affaire, comme en plusieurs autres, la crainte d'éveiller les susceptibilités de certains tiers a conduit à une déplorable inertie.

Le premier des nouveaux éléments d'appréciation nous est fourni par M. Take Jonesco dans le *Giornale d'Italia* du 23 janvier. L'homme d'État roumain, qui a déjà fait la lumière sur plusieurs des points les plus intéressants de la diplomatie balkanique de ces dernières années, raconte qu'au mois d'avril 1914 il reçut à Bucarest la visite du marquis Pallavicini, ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Constantinople et ancien ministre à Bucarest. Le marquis Pallavicini se rendait de Vienne à son poste sur le Bosphore. Il venait d'être reçu en audience par le

roi Charles. Après quelques vagues considérations politiques, il vint à demander à M. Take Jonesco si, en cas de nécessité, l'Autriche pouvait compter sur l'appui de la Roumanie. Dans le cas contraire, ajouta-t-il, nous devrions rechercher d'autres amis dans les Balkans. A l'interrogation succédait immédiatement la menace ; l'ambassadeur de François-Joseph voulait évidemment dire : si vous ne marchez pas avec nous, prenez garde à la Bulgarie! Comme M. Take Jonesco s'étonnait de ces préoccupations à un moment où les rapports entre Vienne et Bucarest étaient amicaux et où nulle menace de tempête n'apparaissait à l'horizon, le marquis Pallavicini parla des « menaces serbes ». M. Take Jonesco manifesta un étonnement plus vif encore : « Il est absurde de penser, dit-il, que la Serbie, petit pays exténué par deux guerres, songe à provoquer la puissante monarchie voisine. » Alors M. de Pallavicini insista en alléguant la nécessité pour tout État de prévenir les dangers dont il se croit menacé : « Mais c'est la théorie de la guerre préventive! » s'écria M. Take Jonesco. C'était bien cela, en effet. C'était la thèse soutenue tout au long dans la fameuse correspondance de Pétersbourg à la *Gazette de Cologne*. A Vienne comme à Berlin, on préparait les choses de loin.

Le second élément d'appréciation n'est qu'un article de journal, et, dans cet article, c'est seulement un développement de rhétorique d'apparence innocente. Mais le journal est la *Nouvelle Presse libre* de Vienne, et le développement est brodé sur le rapprochement entre la visite de Guillaume II au château de Konopicht au printemps de 1914 et le voyage de l'archiduc Charles-François-Joseph au grand quartier général de Guillaume II. « C'est au printemps, dit la *Nouvelle Presse*

libre, que l'empereur Guillaume se promenait avec l'archiduc François-Ferdinand dans la roseraie de Konopicht. M. de Tirpitz, secrétaire d'État à la marine et créateur de la flotte allemande, était l'hôte du château. Que dit-on et que résolut-on alors ? Quels plans dressa-t-on pour la mer Adriatique, pour la Méditerranée, pour l'équilibre et pour la sécurité des voies maritimes qui mènent à nos côtes ? Avant que les roses fussent fanées, celui qui les avait plantées était mort... Mais de la politique dont on traita à Konopicht et des moyens de l'exécuter, un gros morceau (*ein grosses Stuck*) est resté et n'a pas disparu avec le changement des interlocuteurs. La visite de l'héritier du trône au quartier général est une manifestation dramatique, extraordinaire et au plus haut point émouvante de la solidarité qui s'est manifestée de nouveau devant l'Europe dans cette guerre mondiale, afin qu'amis et ennemis sachent à quoi s'en tenir. » Sous ces fleurs de rhétorique viennoise ne découvre-t-on pas la confirmation que la guerre de 1914 a été préparée dans la roseraie de Konopicht et que l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie sont inséparables dans la conception comme dans l'exécution du monstrueux dessein ?

L'EFFORT DIPLOMATIQUE AUSTRO-ALLEMAND EN ORIENT. — LES RAISONNEMENTS BULGARES.

30 janvier 1915.

L'effort diplomatique de l'Austro-Allemagne est aussi tenace et énergique que son effort militaire. L'un et l'autre sont destinés à se briser contre des forces natu-

relles, c'est-à-dire contre des résistances et des aspirations nationales plus puissantes que toutes les combinaisons artificielles. Il faut pourtant reconnaître que la diplomatie germanique témoigne d'un esprit de suite et d'une vigueur remarquables. On ne saurait trop la surveiller et, au besoin, la contre-attaquer.

La pesée allemande porte aujourd'hui surtout sur la Roumanie et l'Italie. En Roumanie, elle n'est pas restée sans effet. C'est déjà beaucoup qu'elle ait réussi à empêcher le courant national roumain de rompre ses digues avant 1915. Après la mort de Charles Ier, Guillaume II a changé de tactique. Il ne pouvait pas demander au nouveau roi la même attitude qu'à l'ancien allié. Mais il tenta d'obtenir le même résultat par un autre moyen. Ses agents de tout ordre s'ingénièrent à persuader Ferdinand Ier et ses ministres d'ajourner successivement, c'est-à-dire indéfiniment, l'intervention militaire en Transylvanie à quoi Charles Ier s'était catégoriquement opposé. Leurs arguments furent pris en si sérieuse considération que, tantôt pour une raison, tantôt pour une autre, les mois passèrent sans que l'armée roumaine entrât en campagne. Parmi ces raisons, plusieurs étaient bonnes. Il est toujours de bonnes raisons pour attendre une occasion plus favorable. Il appartient aux hommes d'État responsables de discerner le meilleur moment. Dans le cas actuel, il est extrêmement douteux que l'ajournement ait profité à la cause roumaine. A deux reprises, on a négligé d'opérer une jonction facile avec les armées russes de Galicie et de Bukovine. On a laissé occuper par des corps considérables la Transylvanie qui, pendant longtemps, fut à peine gardée. Sous prétexte de mieux se préparer à enlever l'obstacle, on a donné au futur adversaire le temps de doubler ou de tripler la force de l'obstacle. On a aussi

permis à l'État oppresseur des Roumains de Hongrie d'enrégimenter, de mobiliser ou d'enfermer toute la population mâle de la Transylvanie apte à porter les armes ou à gêner les Magyars.

Maintenant plus que jamais l'Allemagne s'emploie à gagner du temps. Elle conjure d'attendre encore les neutres qu'elle ne peut attacher à son char. Elle prépare un grand coup militaire et compte sur son succès pour que l'expectative des neutres désireux de marcher contre l'Autriche-Hongrie se transforme en passivité découragée. Guillaume II n'en est plus à menacer, comme il fit au mois d'août à l'égard de Victor-Emmanuel III ; il prie, il supplie, il caresse. Naturellement, si la victoire revenait sous ses drapeaux, il reprendrait le ton du maître et l'armure étincelante des grands jours.

La Bulgarie continue d'être le principal atout dans le jeu germanique. Les *missi dominici* bulgares se remuent et parlent beaucoup. Le principal d'entre eux, M. Ghénadief, se prodigue de tous côtés à Rome. Il réclame la Macédoine, toute la Macédoine, comme si la Bulgarie venait de remporter une victoire, ou de rendre un service décisif. Seulement les territoires qu'il revendique appartiennent à d'autres qui les ont légitimement gagnés et n'entendent point s'en déposséder pour les beaux yeux de M. Ghénadief. Les gouvernements serbe et grec ne sont nullement intransigeants. Ils sont disposés à payer son prix un service qui en vaudrait la peine. Mais M. Ghénadief déclare tous les jours : 1° Que la Bulgarie n'aidera pas dans une guerre contre l'Europe centrale la Serbie, qui a brisé son alliance (à entendre cet ancien ministre des affaires étrangères, ce serait l'armée serbe qui aurait attaqué par traîtrise l'armée bulgare le 30 juin 1913!) ; 2° qu'elle veut conserver avec la Turquie des relations

parfaitement amicales. On comprend ces raisons lorsqu'on connaît les liens qui rattachent la Bulgarie à l'Europe centrale et à la Turquie. Seulement, si ces liens subsistent, en vertu de quoi la Bulgarie est-elle autorisée à réclamer des compensations à ses voisins et aux ennemis de ses alliés ?

Il est un autre argument que les agents germano-bulgares répandent dans la presse. On dit : « Les Serbes et les Grecs sont vraiment intraitables! Les premiers vont gagner six millions d'habitants en Autriche-Hongrie, les seconds une partie de l'empire ottoman, et ni les uns ni les autres ne veulent lâcher ce qu'ils ont pris dans « notre » Macédoine. » La Bulgarie jongle supérieurement avec les millions d'habitants. Malheureusement pour son raisonnement, ni les Serbes, ni les Grecs ne possèdent encore un seul de ces futurs sujets. Pourquoi les Bulgares ne proposent-ils point un arrangement conditionnel, subordonné à l'annexion de ces millions d'habitants par la Serbie et la Grèce ? Pourquoi la Bulgarie ne s'offre-t-elle point à concourir à la prompte réalisation de cette grande opération, appelée à être si fructueuse pour elle-même ? Toutes les bonnes volontés se lèveraient alors en sa faveur. Mais, tant qu'elle dira qu'elle ne veut rien faire de désagréable aux empires de l'Europe centrale et à la Turquie, elle ne doit pas décemment s'attendre à bénéficier des sympathies des peuples contre qui ces trois puissances font une guerre féroce.



TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER

L'ATTENTAT DE SERAJÉVO

CHAPITRE II

L'ULTIMATUM AUTRICHIEN ET L'OFFENSIVE DIPLOMATIQUE

CHAPITRE III

LA GUERRE EUROPÉENNE

CHAPITRE IV

LA VICTOIRE DE LA MARNE

CHAPITRE V

LA GUERRE ET LES NEUTRES

CHAPITRE VI

LA GUERRE AVEC LA TURQUIE

CHAPITRE VII

ESCRIME DIPLOMATIQUE

CHAPITRE VIII

LE SIXIÈME MOIS DE GUERRE

N. B. — *Un* Index général *des noms propres cités dans* L'Europe au Jour le Jour *sera publié avec le dernier tome du recueil. C'est pour faciliter les recherches que cet index n'a pas été divisé en autant de fragments qu'il y a de volumes.*



I

L'EUROPE

AU JOUR LE JOUR

DU MÊME AUTEUR

—

LES ORIGINES DE LA GUERRE EUROPÉENNE, un volume in-16 (5e édition) Ouvrage couronné par l'Académie française (prix Halphen). Librairie Armand Colin. Prix .... **3 fr. 50**

L'EUROPE AVANT LA GUERRE, un volume in-16, (2e édition) Librairie Armand Colin. Prix .... **3 fr. 50**

L'AFFAIRE GRECQUE. Un volume in-16 Bossard, 204 pages, 7e mille. Éditions Bossard. Prix .... **3 fr. »**

LA QUESTION YOUGOSLAVE, un volume in-16 Bossard, 106 pages. Une carte en couleur ; 4e mille. Éditions Bossard. Prix .... **2 fr. 40**

L'ENCERCLEMENT DE L'ALLEMAGNE, un vol. in-16 Bossard, 170 pages, 3e mille. Éditions Bossard. Prix .... **3 fr. »**

L'EUROPE AU JOUR LE JOUR. Recueil grand-in-8° d'histoire contemporaine :

Tome I. — *La Crise Bosniaque* (1908-1909). Prix .... **7 fr 50**

Tome II. — *De la Contre-Révolution turque au Coup d'Agadir* (1909-1911), Prix .... **7 fr. 50**

Tome III. — *Le Coup d'Agadir* (1911), Prix .... **7 fr. 50**

Tome IV. — *La Première Guerre Balkanique* (1912). Prix .... **7 fr. 50**

Tome V. — *La Deuxième Guerre Balkanique* (1913). Prix .... **9 fr. »**

Tome VI. — *Les Préliminaires de la Guerre Européenne*. Prix ...... **9 fr. »**

Les Tomes I à VI ont été couronnés par l'Académie des Sciences Morales et Politiques (Prix Drouyn de Lhuys).

Tome VII. — *La Guerre Européenne* (Juin 1914 — février 1915).. **12 fr. »**

Sous presse :

Tome IX. — *La Guerre Européenne* (Novembre 1915 – Septembre 1916).

AUGUSTE GAUVAIN

L'EUROPE

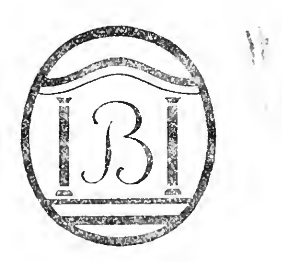
AU JOUR LE JOUR

Ouvrage (*Tomes I à VI*) couronné par
l'Académie des Sciences Morales et Politiques (Prix DROUYN de LHUYS)

TOME VIII

La Guerre Européenne

(Février — Novembre 1915)



ÉDITIONS BOSSARD
43, RUE MADAME, 43
PARIS
1920

AVANT-PROPOS

Pendant les premieres semaines du séjour du gouvernement français à Bordeaux un des sujets ordinaires de la conversation des Parisiens réfugiés sur les bords de la Garonne était la date de la prochaine entrée des armées alliées à Berlin. Les uns espéraient que ce serait dans un mois ou deux. D'autres, considérés comme pessimistes, opinaient pour novembre ou décembre. Quant à ceux, très rares, qui n'osaient pas croire au triomphe complet avant les premiers mois de 1915, ils passaient presque pour défaitistes. Il ne s'écoulait pas de journée qu'on n'annonçât la victoire décisive pour le lendemain ou le surlendemain. Un jour l'armée du général von Klück avait été prise tout entière ; on l'embarquait dans des trains qu'on ne tarderait pas à voir passer. Un autre jour le président de la République était allé porter le bâton de maréchal au général Joffre qui avait réduit à merci l'ennemi. Puis on racontait qu'une armée russe, détachée du fameux rouleau compresseur, se dirigeait sur la France par l'Angleterre. Des personnes d'esprit sain affirmaient avoir vu des Cosaques monter la garde à Paris devant les grandes administrations publiques, devant la Banque de France par exemple. Sans l'illusion, disent les philosophes, l'homme ne saurait vivre.

Il est vrai que des illusions successives permirent au peuple français de supporter bravement des épreuves prodigieuses qui leur eussent paru sans doute intolérables si un don malheureux de divination lui en avait révélé tout de suite l'exacte durée. Malheureusement les illusions habitèrent aussi le cerveau des ministres et leur firent commettre des erreurs lourdes dont les conséquences se prolongèrent pendant des années.

*Les articles reproduits dans ce Tome VIII (*3 *février-*4 *novembre* 1915*) tournent autour de deux grandes illusions.*

La première fut celle de l'intervention de l'Italie. Avec grande raison les hommes d'État de la Triple-Entente souhaitaient ardemment que l'Italie prît parti pour les États défenseurs de la civilisation, de la justice et de l'équilibre. Ce désir était particulièrement vif en France où l'on espérait que la coopération militaire des deux pays terminerait promptement la guerre et créerait entre eux des liens indissolubles. Mais les ministres dirigeants de la Triple-Entente se trompaient sur trois points. Ils surestimaient la valeur militaire de l'Italie, appréciaient inexactement les mobiles des ministres italiens et ne se rendaient pas compte des conditions politiques dans lesquelles l'intervention devait s'effectuer pour qu'elle produisît les résultats attendus. Ils s'imaginaient que, l'intervention une fois décidée et le traité d'alliance signé, il s'opérerait une sorte de miracle. Un d'eux aimait à dire : « L'intervention italienne, c'est 1.800.000 *baïonnettes de plus de notre côté ; ne nous occupons pas du reste. » Hélas ! l'Italie, qui avait contracté depuis trente ans des habitudes tripliciennes et où l'Allemagne possédait des moyens d'action puissants et variés, n'était préparée à la guerre ni matériellement, ni morale-*

*ment. L'*impreparazione *matérielle fut bien réparée en partie grâce au matériel de toute sorte fourni par la France et l'Angleterre, matériel dont les armées franco-britanniques étaient elles-mêmes insuffisamment pourvues. Mais l'*impreparazione *morale de la nation, du gouvernement et de l'armée ne fut jamais réparée. L'état-major italien mena la guerre sur le front austro-hongrois sans l'intention d'y obtenir la « décision ». Il ne donna pas du premier coup l'effort maximum. Il attendit que la décision vînt du front français. Le Cabinet de Rome ne déclara pas la guerre à l'Allemagne comme il s'y était engagé par le traité de Londres. Il ménagea l'Allemagne, conclut avec elle un traite de sauvegarde réciproque des intérêts privés, et se conduisit en tout comme si les hostilités devaient finir avant que les deux pays fussent en état de guerre. Cette attitude, qui frappait tous les yeux, ne stimulait pas les énergies nationales. Le miracle espéré ne s'accomplit point. Les « 1.800.000 baïonnettes » ne changèrent point la face de la guerre.*

Aux causes générales de l'inefficacité de l'intervention italienne s'en joignit une spéciale, plus funeste encore que les autres. Au lieu de se jeter dans la lutte européenne en proclamant ses accords avec la France, la Grande-Bretagne et la Russie, et en appelant à la liberté les peuples assujettis à la Maison de Habsbourg, le gouvernement italienexige a le secret absolu sur le traité de Londres et traita en ennemis féroces les sujets slaves de François-Joseph Ier qui, précisément, attendaient avec impatience leur libération de notre victoire commune. Les Croates et les Slovènes, qui sabotaient auparavant de tout leur pouvoir les opérations militaires de leurs chefs, s'indignèrent lorsque, malgré le secret promis, ils surent que le traité de Londres attribuait

à l'Italie une partie considérable de leurs propres territoires. Prêts la veille à passer avec armes et bagages dans les rangs des Alliés, ils se regroupèrent autour du drapeau jaune et noir. Ainsi la Triple-Entente perdit d'un côté ce qu'elle gagna de l'autre. De plus, elle compromit gravement son prestige moral: au lieu de continuer de représenter les idées de droit, de justice et de liberté, elle assuma l'impopularité des gouvernements qui se répartissent les populations comme des troupeaux. Enfin l'on ne sut pas même obtenir la coïncidence de l'intervention de la Roumanie avec celle de l'Italie. On voulut jouer au plus fin, et la Roumanie persévéra dans sa neutralité.

En vain tentâmes-nous d'attirer en temps utile l'attention des gouvernements intéressés sur les déceptions que cette politique à courte vue nous préparait. La censure veillait. Esclave de l'obligation au secret stipulée dans le traité de Londres, elle supprima les moindres allusions à ce pacte et à ses clauses, qui étaient pourtant le secret de Polichinelle. Il fut absolument interdit à la presse française d'exposer une politique rationnelle au sujet de l'Italie et d'essayer de prévenir les malentendus inévitables qui s'annonçaient. On croyait toujours à la victoire décisive pour le lendemain et l'on comptait sur elle pour tout arranger. La victoire enfin venue, les difficultés ont surgi de tous côtés. Elles nous enserrent encore et menacent de nous étouffer (1).

L'illusion bulgare présente un exemple saisissant de l'aveuglement des hommes qui s'entêtent à voir les choses comme ils désirent qu'elles soient au lieu de les voir comme elles sont.

(1) *On remarquera particulièrement les articles censurés;* p. 147, 203 et 204-219.

Toutes les circonstances, grandes et petites, montraient le gouvernement bulgare dominé par la volonté de prendre sa revanche de 1913 et lié à la politique germano-turque par des arrangements positifs. Le seul fait que, lors de la rupture de la Turquie avec la Triple-Entente, il ne s'était point empressé de négocier avec celle-ci pour se dédommager de ses pertes de 1913 aux dépens de l'ennemi héréditaire, criait sa complicité avec l'Austro-Allemagne. Jamais la Turquie ne se serait aventurée dans une guerre contre les puissances occidentales, qui l'avaient à deux reprises tirée des griffes russes, si elle n'avait pas été absolument sûre de la Bulgarie. Les incursions répétées de troupes bulgares déguisées en comitadjis sur le territoire serbe fournissaient une autre preuve des intentions du tsar Ferdinand. Cent autres symptômes manifestaient la résolution préméditée à Sofia de saisir la première occasion favorable pour étrangler la Serbie et la Grèce. Sans doute, si les Alliés avaient écrasé l'Austro-Allemagne pendant la première année de la guerre, le tsar Ferdinand se serait jeté dans nos bras en jurant que son cœur n'avait pas une seule minute cessé de battre avec le nôtre. Mais il ne restait provisoirement neutre que parce que les Autrichiens battus par les Serbes ne pouvaient opérer leur jonction avec lui et qu'il risquait d'être coincé entre la Serbie, la Grèce et la Roumanie. Il guettait l'heure de la curée.

A Paris, à Londres et à Pétrograd on tenait un autre raisonnement. « La Bulgarie, disait-on, sait qu'elle est en ce moment l'arbitre des Balkans. Elle veut seulement se faire payer le plus cher possible. Offrons-lui donc assez pour qu'elle nous donne la préférence. Le peuple bulgare regarde toujours la Russie comme la grande nation sœur ; ses enfants

ne tireront jamais sur les soldats du tsar libérateur. Il obligera son roi à marcher avec nous si nous lui faisons assez de concessions. » Et, malgré les avertissements de Belgrade et d'Athènes où l'on était bien renseigné, la Triple-Entente offrit à Sofia provinces sur provinces, les serbes, les grecques et les turques. Suivant le mot d'un personnage français, il fallait offrir la lune à M. Radoslavof s'il la demandait. Mais M. Radoslavof se dérobait. Avant tout il exigeait d'être mis en possession des territoires promis. Cette condition ne dissipa point les nuages où les ministres de la Triple-Entente se plaisaient à évoluer. Même la mobilisation générale bulgare, en setpembre 1915, coïncidant avec de grands mouvements de troupes austro-allemandes en Hongrie, ne dessilla point leurs yeux. A Londres Lord Kitchener affirmait que la mobilisation bulgare était dirigée contre la Turquie. A Paris on chuchottait le même refrain. A Pétrograd on était stupéfait et inerte. On refusa à l'armée serbe l'autorisation de prévenir le coup de Ferdinand Ier en tombant sur l'armée bulgare avant que celle-ci fût concentrée. On ne sortit du rêve que lorsque les troupes bulgares envahirent la vallée du Vardar, en même temps que l'armée commandée par le maréchal Mackensen franchissait le Danube et la Save.

Gardienne inexorable des doctrines sacrées du trio Grey-Sazonof-Delcassé, la censure ne permit pas que les journaux français missent en doute la loyauté de Ferdinand Ier et de ses ministres, ni qu'ils critiquassent leurs prétentions. Pendant deux jours elle prescrivit le silence total sur la mobilisation générale bulgare. Aux yeux de ses inspirateurs, les événements qu'ils n'avaient pas prévus ne devaient pas exister (1).

(1) *Voir notamment les articles censurés pages* 308 *et s.*

Pourtant, la fausse direction une fois donnée, les événements se déroulaient suivant une logique fatale, et le terme de la guerre reculait dans un lointain opaque. Faute de préparation l'expédition de Salonique manquait son but. La Serbie, écrasée entre les phalanges Mackensen et les troupes bulgares ivres de revanche, servait de passage aux Allemands vers Constantinople. Le gouvernement de la Grèce échappait à M. Venizélos pour passer aux mains des complices de Guillaume II. Triste époque où les pasteurs des peuples égarèrent leurs troupeaux! On s'y reporte maintenant avec douleur. Mais il est bon de suivre ce Chemin de la croix en faisant son examen de conscience. On trouve à chaque station d'utiles sujets de méditation.

Mai 1920.



AVERTISSEMENT

Pour l'intelligeance du texte, la date portée en tête de chaque article est celle du jour où le numéro du Journal des Débats *a paru, et non celle du numéro lui-même qui, dans les journaux paraissant à Paris l'apres-midi, est toujours la date du lendemain.*

Comme dans le T. VII les passages supprimés par la censure sont imprimés en italiques, entre crochets.



CHAPITRE PREMIER

L'EXPÉDITION DES DARDANELLES

M. GIOLITTI ET LE « PARECCHIO ». — LE PRINCE DE BULOW ET LES « COMPENSATIONS » A L'ITALIE.

3 février 1915.

Au mois de janvier le président du Conseil italien, recevant un groupe de députés qui venaient lui demander des explications sur un prétendu retard dans l'exécution de mesures en faveur des victimes du tremblement de terre, les accueillit en leur demandant : « Est-ce qu'il s'agit d'une attaque à la diligence ? » M. Salandra parlait de la diligence ministérielle. Il savait qu'un certain nombre de députés giolittiens, prenant prétexte des misères occasionnées par le tremblement de terre, complotaient le renversement du Cabinet. Il comparait justement les *onorevoli* qui venaient lui jeter dans les jambes, au cours d'une crise extérieure exceptionnellement grave, des questions et des interpellations sur une catastrophe fortuite, aux brigands qui assaillent une diligence sur la grande route. L'important était de savoir si ces messieurs agissaient de leur propre initia-

tive, ou bien s'ils travaillaient pour le compte de l'ancien dictateur.

M. Giolitti a tenu à désavouer ces amis trop zélés. Il ne pouvait naturellement pas faire allusion à « l'attaque de la diligence ». Mais il a profité de ce qu'un député avait déposé une demande d'interpellation sur les relations politiques « de l'ambassadeur d'une grande puissance belligérante avec un homme d'État italien n'exerçant actuellement aucune responsabilité » pour dégager sa propre responsabilité en ce qui concerne son immixtion dans la politique extérieure. En effet l'ambassadeur en question était le prince de Bülow, et l'homme d'État italien visé était M. Giolitti lui-même. M. Giolitti a donc fait publier dans son journal, la *Tribuna*, une lettre de lui au député Peano, où il se justifie de toute conversation incorrecte avec le prince de Bülow et de toute mauvaise intention contre le ministère. Aujourd'hui toute la presse italienne s'occupe de cette lettre. Elle commente surtout le passage où l'ancien dictateur avance « qu'il ne paraît pas improbable que, dans les conditions où se trouve l'Europe actuellement, on puisse obtenir plusieurs choses (*parecchio*) ». Il faut comprendre ici qu'on pourrait obtenir sans guerre, et des deux groupes de belligérants à la fois. C'est-à-dire que, dans le système suggéré, il conviendrait, au lieu d'intervenir militairement, de négocier à droite et à gauche afin de se faire payer sa neutralité de l'un et l'autre côté. Nous ne savons pas quels seraient les éléments de négociations, ni dans quelle mesure M. Giolitti est partisan d'une combinaison de ce genre. Mais il est hors de doute que la combinaison consistant à engager l'Italie à demander des compensations (?) à la Triple-Entente est d'origine germanique.

Il en est de même en Roumanie. A Bucarest comme à Rome les agents austro-allemands se voient obligés de renoncer à l'espoir de faire rentrer le pays dans l'alliance germanique. Alors par les journaux qu'ils stipendient et les hommes qui leur prêtent leurs services, ils cherchent à détourner les ambitions nationales sur le camp adverse. Ils parlent de la Bessarabie aux Roumains, et de nous ne savons quoi aux Italiens. Quoi qu'on en ait dit, le prince de Bülow n'a pas été autorisé à offrir le Trentin, à plus forte raison Trieste à l'Italie. Il n'a pu parler que de la cession éventuelle d'une partie du Trentin. Comme l'offre était manifestement insuffisante, il l'a corsée en y ajoutant des territoires pris sur les puissances de la Triple-Entente. « Le tout, a-t-il dû dire, fera un joli ensemble. » De mémoire d'homme la Prusse ni l'Allemagne n'ont jamais offert que ce qui ne leur appartenait pas. C'est moins coûteux et plus commode. Mais comment l'Italie se laisserait-elle prendre à si grossière amorce ? Si alléchants que soient les articles où la *Tribuna* fait miroiter devant le lecteur tous les appâts méditerranéens, il n'est pas un seul patriote italien qui ne sente que, pour sa patrie, la question adriatique prime toutes les autres et qu'elle ne peut être résolue en faveur de l'Italie que par la force, par la force employée contre le rival séculaire de l'Italie.

Cette thèse est brillamment soutenue depuis des mois par l'*Idea Nazionale*. Elle est défendue avec moins de fougue, mais autant de constance, par le *Giornale d'Italia* et le *Corriere della Sera*. Il serait donc oiseux de la développer ici. Mais il fallait signaler ce que le *Giornale d'Italia* appelle *manovre torbide*. Ce sont des manœuvres troubles, en effet, que les tentatives d'enlisement de l'Italie dans la politique triplicienne et les manifesta-

tions de foules rassemblées on sait trop comment contre le renchérissement de la vie. Les unes et les autres portent la marque des pires ennemis de la race latine.

RÉOUVERTURE DE LA CHAMBRE DES COMMUNES. — LA COLLABORATION DU CABINET ASQUITH ET DE L'OPPOSITION.

4 février 1915.

Après un ajournement de deux mois, la Chambre des Communes s'est réunie de nouveau avant-hier mardi. On se rappelle que la session parlementaire avait été ouverte le 11 novembre dernier par le roi en personne. Elle n'avait pas été suspendue depuis, et la Chambre des Lords a même tenu quelques séances au mois de janvier. Les Communes s'étaient simplement ajournées jusqu'à un moment où elles pouvaient reprendre utilement leurs travaux. Le programme qui leur a été fixé par le discours du trône du 11 novembre était d'ailleurs étroitement limité. Il comprenait exclusivement les mesures destinées à assurer le triomphe final des Alliés dans la grande lutte où l'Empire britannique est engagé avec toutes ses forces. Il ne paraît pas douteux que le Parlement s'en tiendra encore à la stricte exécution de ce programme, c'est-à-dire à la discussion des mesures administratives et financières qu'exige la continuation de la guerre ; toutes les autres questions seront laissées en suspens. Celles qui, comme le Home Rule, présentaient avant la guerre un intérêt capital, sont reléguées à l'arrière-plan. Elles ont disparu des préoccupations publiques. D'ailleurs,

à Westminster comme au Palais-Bourbon, le nombre des députés est très réduit ; plus de deux cents *commoners* sont aux armées. On ne saurait décemment délibérer et voter en leur absence sur des questions qui ne soient pas d'une extrême urgence.

Néanmoins les discussions ne manqueront pas d'être animées. Dans certains groupes de l'opposition, on formule des critiques assez vives contre le gouvernement et l'on désire l'interpeller sur maints sujets délicats. Par exemple on réclame des éclaircissements sur le nombre des hommes recrutés depuis le commencement de la guerre et sur celui qu'il faut encore enrôler pour terminer victorieusement la guerre. On veut aussi savoir exactement ce qui a été et sera fait à l'égard des étrangers, sujets d'États ennemis, qui se trouvent sur le territoire britannique. Plusieurs députés encore s'agitent beaucoup à propos des contrats passés par l'autorité militaire pour les fournitures de guerre. Le renchérissement de certaines denrées alimentaires donnera matière à quantité de questions. Enfin la censure sera certainement l'objet de récriminations très vives. On s'en plaint à Londres comme on se plaint à Paris de la censure française. Beaucoup de personnes demandent que les gouvernements alliés s'entendent entre eux, sinon sur les détails du fonctionnement de cette institution peu populaire, du moins sur les principes d'après lesquels elle a mission d'exercer son contrôle.

Toutes ces critiques n'embarrasseront guère le Cabinet. M. Asquith a pris soin de s'assurer la quasi-collaboration des chefs de l'opposition. Il ne décide rien d'important avant de les avoir consultés et il leur a exprimé hier, à la Chambre des Communes, ses plus chaleureux remerciements pour leur coopération patrio-

tique. Aucun membre important de l'opposition ne songe à mettre le gouvernement dans l'embarras, ni à faire profiter son parti des circonstances. Le Cabinet Asquith a témoigné les plus grands égards à l'opposition et celle-ci le paye de retour. Les murmures de quelques membres isolés ne comptent pas. Il est douteux que les ministres fournissent toutes les précisions qu'on leur demandera. Mais, quels que soient les reproches inévitables qu'on puisse adresser à leurs administrations sur certains points, ils pourront, avec une certaine fierté, faire état des efforts immenses accomplis depuis six mois. Ce n'est pas tel ou tel ministre, c'est presque toute l'organisation sociale et politique britannique qui pourrait être tenue responsable des lacunes signalées. En Grande-Bretagne on ne croyait pas assez à la probabilité d'une grande guerre européenne et l'on ne s'était pas préparé en vue de cette éventualité. Il a fallu du temps, beaucoup de temps, pour réparer cette erreur. Mais, dès le premier jour du conflit, on s'est mis ardemment à la besogne. Le public n'a pas encore pu se rendre compte exactement des grands résultats obtenus, mais ils ne tarderont pas à se révéler à tous les yeux.

M. ROOSEVELT RÉCLAME L'INTERVENTION DES ÉTATS-UNIS. — LES MENACES DE LA « GAZETTE DE COLOGNE.

5 février 1915.

M. Théodore Roosevelt est un homme qu'on peut ne pas admirer sans restriction. Mais c'est un homme logique et de tempérament énergique. L'ancien président

n'admet pas que les États-Unis, qui ont signé les conventions de la Haye, assistent placidement à la violation cynique des principales règles stipulées dans ces contrats solennels. Il s'était personnellement beaucoup intéressé au succès du congrès international de la Haye ; il avait fait soutenir vigoureusement par ses représentants les dispositions essentielles destinées à prévenir la guerre ou à en diminuer les horreurs ; il s'était fait un honneur d'autoriser la signature des instruments diplomatiques consacrant ce qu'on pouvait considérer comme un grand progrès dans la civilisation. Aujourd'hui il est indigné de voir traiter ces précieux traités comme des chiffons de papier, il exprime son indignation et il veut lui donner une sanction. M. Théodore Roosevelt n'est pas un intellectuel absorbé dans l'idéologie et qui croit avoir fait tout son devoir quand il a parlé ou écrit. Il est homme d'action. Il recherche des résultats positifs. En conséquence, en présence des violations abominables des conventions de La Haye par les Austro-Allemands, il demande que les États-Unis recourent à la force pour réprimer ces atteintes flagrantes au droit des gens, tel que l'ont fixé, d'accord avec les États-Unis, les puissances belligérantes. N'étant plus au pouvoir, l'ancien président somme d'agir les détenteurs actuels du pouvoir. A cet effet, il vient de publier une brochure intitulée : *Pourquoi les États-Unis devraient se joindre aux Alliés*, dont voici quelques passages :

Les conventions de la Haye interdisent la violation des territoires neutres et, cela va de soi, l'assujettissement de nations neutres inoffensives comme la Belgique.

Elles interdisent les actes de destruction comme ceux qui ont été commis à Louvain, à Dinant et dans tant d'autres villes belges, l'incendie de leurs inestimables bibliothèques publiques, de leurs magni-

fiques halles et églises, la destruction de cathédrales comme celle de Reims.

Elles interdisent l'imposition de lourdes taxes en argent et l'infliction de châtiments sévères aux populations civiles. Elles interdisent le bombardement des villes ouvertes et naturellement le lancement de bombes par des aéroplanes sur ces villes...

Tous ces crimes ont été commis par les Allmands.

J'ai autorisé la signature de ces conventions avec la conviction que les États-Unis avaient l'intention de se conformer aux obligations qu'elles imposent et que notre peuple comprenait que l'observation de ces obligations solennelles, comme l'accomplissement de tout devoir, pouvait nécessiter de sa part certains efforts, pouvait lui faire courir certains risques, et qu'il acceptait de faire les uns et de courir les autres.

Si j'avais un seul instant supposé que cette signature des conventions de la Haye ne signifiait absolument rien que l'expression d'un pieux désir que n'importe quelle puissance serait libre de dédaigner avec impunité, au gré de ses propres intérêts, je n'aurais certainement pas permis que les États-Unis participassent à une pareille farce.

Violer ces conventions, violer les traités de neutralité, comme l'Allemagne l'a fait pour la Belgique, constitue un effroyable crime. C'est le plus grave attentat international qui se puisse commettre, mais il n'est pas encore aussi méprisable, il ne témoigne pas de tant d'incapacité et d'indifférence égoïste que l'attitude des États-Unis en refusant de remplir leurs obligations solennelles, et en n'agissant pas comme il serait nécessaire de le faire pour nous épargner la honte qui sera la nôtre si nous laissons s'accomplir sans protester un crime que nous nous sommes solennellement engagés à empêcher.

Ce langage est sévère, mais juste. Le mot « farce » caractérise exactement la politique consistant à s'agiter fiévreusement en faveur de réformes humanitaires et, une fois ces réformes enregistrées solennellement dans des contrats rédigés en bonne et due forme, à couvrir d'un silence résigné les pires attentats contre elles. M. Woodrow Wilson, qui est légiste, voudra sans doute le reconnaître. Il ne se laissera point troubler par les récriminations passionnées dirigées contre M. Bryan par les Allemands d'Allemagne et d'Amérique. Quoi de plus impudent, en effet, que cette accusation de la *Gazette de Cologne* ?

M. Bryan s'est constitué le représentant de la théorie brutale de l'Angleterre, fondée sur la force. Nous sommes sûrs que les Américains allemands et ceux qui partagent leurs vues feront bientôt la réponse qui convient à la lettre de M. Bryan.

La neutralité de l'Amérique n'est qu'un mince voile qui cache le désir de venir en aide à l'Angleterre Si l'Amérique ne respecte que la force brutale, nous l'emploierons librement

L'Allemagne flétrissant chez autrui la politique fondée sur la force brutale, la *Gazette de Cologne* menaçant l'Amérique d'employer librement dorénavant la force brutale, quel spectacle!

ÉTABLISSEMENT DES ZONES MILITAIRES MARITIMES PAR L'ALLEMAGNE. — LES TORPILLAGES SANS AVIS PRÉALABLE.

6 février 1915.

L'Allemagne a jusqu'ici témoigné un tel dédain pour les dispositions les plus formelles du droit international qu'aucune nouvelle violation de sa part du droit des gens positif ne peut plus étonner. Mais elle vient de se surpasser elle-même. Sous une forme indirecte elle vient de proclamer le blocus de toutes les côtes de la Grande-Bretagne et d'Irlande. Elle y a joint la menace de considérer comme bloquées les côtes de l'ouest et du nord de la France. Chaque belligérant possède le droit incontestable d'établir le blocus d'un port ou d'une certaine étendue de côtes d'un pays ennemi. Seulement, pour être valable, c'est-à-dire pour que les tiers soient tenus de le respecter, le blocus doit être effectif. Les blocus fictifs ne sont pas obligatoires. D'après le traité

de Paris de 1856, confirmé par les conventions subséquentes sur la matière, notamment par la convention de la Haye de 1909, le blocus, pour être obligatoire, doit être maintenu par une force suffisante pour interdire réellement l'accès du littoral ennemi. Comment l'Allemagne pourrait-elle interdire réellement l'accès de tout le littoral britannique et d'une bonne partie du littoral français ? C'est elle qui est assiégée, bloquée effectivement par les Alliés, et c'est elle qui notifie au monde le blocus des côtes des Alliés par ses propres bateaux. Pour en arriver là, il faut qu'elle sente se resserrer terriblement sur elle l'étreinte des forces que son ambition dominatrice a coalisées contre elle.

La notification publiée par le *Reichsanzeiger* ne va pas jusqu'à employer le mot blocus et à invoquer les droits reconnus à l'État bloquant. Mais elle proclame « zones militaires les eaux qui se trouvent à l'entour de la Grande-Bretagne et de l'Irlande, y compris la Manche », et elle déclare qu'à partir du 18 février prochain « les navires marchands des nations belligérantes qui navigueront dans ces eaux seront détruits, même s'il n'est pas toujours possible d'éviter les dangers qui menacent les équipages et les passagers ». Ainsi, de sa propre autorité, l'Allemagne crée un état de choses inconnu dans le droit international maritime, celui des zones militaires, et elle en fixe les règles. En cas de blocus, la flotte bloquante a le droit de saisir et, au besoin, de couler tous les bateaux marchands qui cherchent à forcer le blocus. Dans la situation actuelle l'Allemagne s'arroge un droit supérieur : celui de détruire tous les bateaux marchands ennemis rencontrés dans les parages des zones militaires — lesquelles ne sont pas délimitées — avec toute leur cargaison, même celle appartenant à des neutres, avec

tout leur équipage, même composé de neutres, et avec tous leurs passagers de toutes nationalités. Au droit de capture appliqué en cas de blocus effectif est substitué un droit absolu de destruction totale dans les eaux qualifiées arbitrairement de zones militaires. On nous avertit en même temps que ce droit sera exercé sans sommation. Tout bateau marchand ennemi naviguant dans les eaux indiquées est exposé à être torpillé inopinément.

Quant aux navires neutres, ajoute le *Reichsanzeiger*, ils « courront également des risques dans la zone militaire, en raison de l'abus des pavillons neutres et parce que les accidents ne peuvent pas toujours être évités dans les combats navals ». Il est édifiant d'entendre l'Allemagne parler de l'abus des pavillons neutres. Depuis le commencement de la guerre, sur toutes les mers, elle commet cet abus de la façon la plus éhontée. Ses navires de guerre épars sur les océans n'ont pu retarder si longtemps la catastrophe finale qu'en hissant de faux pavillons et en se maquillant en bateaux neutres. Ils ont eu recours à toutes les fourberies. Sur terre également les troupes de Guillaume II ont arboré le drapeau blanc et se sont déguisées avec des uniformes français ou belges pour nous surprendre par traîtrise. Sur terre et sur mer l'Allemagne ne cesse de tricher à ce jeu de la guerre qui passait autrefois pour si noble. Et voilà que, sous prétexte de possibilité de tricherie de la part de l'ennemi, elle se réserve la faculté de détruire les bateaux marchands neutres naviguant dans les eaux qu'elle proclame interdites au commerce mondial. Jusqu'ici les navires neutres qui ne cherchaient point à forcer un blocus effectif étaient à l'abri, non seulement de la destruction, mais de la capture ; ils étaient seulement soumis au droit de visite.

En ce qui concerne les côtes de l'ouest et du nord de la France, « les navires non belligérants sont mis sérieusement en garde contre le danger grave qu'ils courent en s'approchant de ces côtes, car ils pourraient être pris pour des bateaux servant aux opérations de guerre ». Le *Reichsanzeiger* prend la peine d'indiquer aux navires neutres se dirigeant vers la mer du Nord avec des intentions amicales pour l'Allemagne une voie moins périlleuse : c'est la route du nord de l'Écosse. En somme, dans les parages des côtes françaises, l'Allemagne ne revendique pas positivement le même droit de destruction que dans les « zones militaires ». Mais elle prévient les neutres qu'elle se trouvera peut-être dans l'obligation d'agir de même à leur égard. C'est l'arbitraire au suprême degré. « Nous autres Allemands, dit le *Lokal-Anzeiger*, nous avons à tirer de cette guerre une grande leçon, celle de ne pas manifester de délicatesse. » La *Gazette de la Croix* écrit de son côté : « Il paraît que nous allons maintenant torpiller les navires sans avis préalable. Nous accueillons avec satisfaction cette nouvelle. » La délicatesse germanique est de même qualité que sa joie.

Guillaume II et ses conseillers comptent intimider le monde avec les sous-marins du grand-amiral de Tirpitz. Mais ici, comme en maintes occasions, ils manquent de psychologie. S'ils effrayent les neutres, ils leur inspireront surtout le désir d'être délivrés le plus tôt possible du cauchemar germanique. Les neutres n'assisteront pas indéfiniment impassibles à la destruction de leurs bateaux de commerce par les torpilles allemandes. Quant aux Alliés, ils sauront se garder. Aux procédés de brigands de leurs ennemis, ils opposeront d'efficaces défenses. Le blocus de toutes les côtes britanniques et

d'une partie des côtes françaises par une ou deux douzaines de sous-marins est un bluff sans précédent. Il n'ajoute rien aux dangers antérieurs puisque les sous-marins allemands torpillaient déjà les bateaux de commerce et même les bateaux-hôpitaux. Il proclame seulement *coram mundo* la doctrine de sauvages que l'Allemagne appliquait en fait depuis le mois d'août. Cela ne nous apprend rien, mais cela éclairera les neutres : l'effet produit sur eux par le décret du *Reichsanzeiger* ne sera pas celui qu'en attendent ses auteurs.

ARRANGEMENT FINANCIER GERMANO-BULGARE. — NÉCESSITÉ D'OCCUPER LES DÉTROITS.

9 février 1915.

La Bulgarie n'a pas voulu saisir l'occasion de réparer matériellement et moralement ses erreurs de 1913 en se réconciliant avec ses anciens alliés de la Ligue balkanique. Cédant à l'esprit de rancune et aux suggestions austro-allemandes, elle médite toujours de se jeter contre les États qu'elle a trahis en juin 1913 et qui l'ont battue. Grâce à la très bienveillante entremise des Cabinets de la Triple-Entente, elle était en état d'obtenir immédiatement la promesse de cessions ou de rétrocessions territoriales considérables de la part des autres pays balkaniques. Elle ne s'en est pas contentée. Elle prétendait à toute la Macédoine sans offrir en échange autre chose que sa neutralité. Elle refusait de coopérer, sous une forme quelconque, même en Turquie, avec les armées des États dont elle exigeait de vastes territoires.

Bien plus, elle réclamait le droit d'occuper militairement, sans autre délai, les régions dont l'acquisition lui était promise. Ces prétentions nous ont toujours paru exclure toute chance d'accord. Aussi avons-nous souvent insisté pour que la Triple-Entente prît les précautions et les mesures appropriées aux circonstances. On a persisté pourtant à poursuivre des négociations sans issue dès lors que l'élément essentiel de leur succès, la bonne foi, manquait chez l'une des parties. Aujourd'hui la Bulgarie vient de se lier à l'Allemagne par de nouveaux engagements. L'agence Stefani l'annonce dans les termes suivants :

Le syndicat des banques allemandes et austro-hongroises, qui avait conclu avec le gouvernement bulgare un contrat d'emprunt de 500 millions, prenant en considération les conditions du marché monétaire qui ne permettent pas la mise en vigueur de ce contrat, a décidé de donner à la Bulgarie — contre des bons du trésor acceptés au pair — une avance de 150 millions à 7 1/2 0/0. 75 millions seraient versés sur-le-champ. Le reste serait payé à raison de 10 millions par quinzaine, à dater du 14 avril. Il s'agit d'une opération purement financière. La convention ne sera pas soumise à la ratification du Sobranié.

Cet arrangment financier à propos d'un emprunt conclu avant la guerre européenne, mais non émis, n'a qu'en apparence un air innocent. En réalité il a pour but et aura pour résultat de retenir la Bulgarie dans la neutralité tant que rien de décisif ne se sera passé dans les Balkans. Au moyen d'acomptes de dix millions par quinzaine, l'Allemagne tient le Cabinet de Sofia par la bourse. Elle ne lui fait aucune confiance. Elle sait mieux que personne qu'il brûle de voler vers la victoire et qu'au cas où les efforts concertés des troupes de Guillaume II et de François-Joseph Ier ne réussiraient pas à mater la Serbie, le tsar Ferdinand s'empresserait de se retourner vers la Triple-Entente pour reprendre avec elle la con-

versation interrompue. En conséquence M. Helfferich paye à la quinzaine M. Radoslavof. Telle est la situation où leur entêtement à se venger réduit les ministres du tsar Ferdinand.

Toute la politique du Cabinet stambouloviste est fondée sur la ruse. Dans tout ce qu'on voit d'elle, il n'existe pas trace d'esprit politique. M. Radoslavof ambitionne de gagner le gros lot dans toutes les combinaisons. Il s'efforce de conclure des arrangements à terme avec chacun des deux groupes de belligérants de manière à pouvoir partager le butin avec le vainqueur, quel qu'il soit. C'est le pire des systèmes. En effet tous les belligérants sont maintenant édifiés, et le vainqueur, après la victoire, se rappellera les marchandages dont il a été l'objet. Les Balkaniques pouvaient payer un gros prix la coopération loyale d'une Bulgarie revenue à l'esprit de l'entente balkanique ; ils seront peu disposés à se dessaisir de territoires légitimement conquis en faveur d'un pays qui spéculait sur la probabilité de leur défaite. Si la Bulgarie doit être dans l'avenir ce qu'elle se révèle aujourd'hui, elle ne mérite les sympathies ni de ses voisins, ni d'aucune grande puissance.

Quoi qu'il en soit, l'arrangement financier publié hier est propre à exercer sur le gouvernement roumain une certaine intimidation. Vraisemblablement il a été publié à cet effet. Il fait partie de l'ensemble de mesures destinées à contenir l'ardeur des patriotes roumains et italiens. En Italie l'effet semble être manqué. Le *Corriere della Sera* tire de l'événement une conclusion bien différente de celle qu'on attendait, sans doute, à Sofia : « Si la Bulgarie se mettait résolument à marcher suivant les directions de la politique balkanique de l'Allemagne et de l'Autriche, et si, en particulier, elle voulait se faire

l'instrument, aux dépens des autres pays balkaniques, du renouvellement d'une tentative d'exécution de ce plan politique autrichien qui se résume dans le célèbre ***Drang*** *nach Osten*, l'Italie pourrait-elle considérer avec la même générosité désintéressée les aspirations nationales bulgares, et pourrait-on encore affirmer, comme l'ont fait récemment les hommes les plus représentatifs de la Bulgarie, que les intérêts italo-bulgares ne pourront pas être en désaccord ? » L'avertissement est clair. Quant à la Roumanie, l'intimidation ne doit pas la toucher davantage. Elle doit au contraire l'inciter à se mettre en ligne avant que la Bulgarie soit en état de lui nuire.

Seulement la Triple-Entente doit fournir à la Roumanie et à l'Italie les encouragements nécessaires, c'est-à-dire en venir aux actes que nous avons suggérés dès le début de la crise dans la région des Détroits. Il lui faut se rendre maîtresse des Détroits, prendre prise directe sur la Bulgarie, couper les lignes de communication de la Turquie, et rétablir le commerce maritime entre la mer Noire et la Méditerranée. Le jour où elle aura accompli cette tâche, qui ne dépasse nullement ses forces, elle aura remporté une grande victoire, dont l'influence peut être décisive sur les fronts de Belgique et de Pologne. Nous sommes heureux de voir notre confrère de l'*Echo de Paris*, M. Jean Herbette, en venir ce matin à la même conclusion : « Maintenant, ce n'est plus au passé qu'il faut songer, c'est à l'avenir. La question des Balkans, la question du « troisième front » contre l'Autriche et l'Allemagne, les Allemands en ont-ils pris la clef en faisant cette avance fictive à la Bulgarie ? Non, la clef c'est de nous qu'il dépend toujours de l'aller chercher : elle est à Constantinople. »

DÉMARCHE DU CABINET SALANDRA A VIENNE ET A BERLIN AU SUJET DE LA ROUMANIE.

16 février 1915.

Une nouvelle curieuse nous arrive d'Italie ce matin. D'après le *Corriere della Sera*, il viendrait de s'échanger entre les Cabinets de Rome, de Vienne et de Berlin des conversations d'un intérêt spécial : « Le gouvernement italien, dit notre confrère de Milan, ému par le bruit que l'Autriche se préparait, à l'instigation de l'Allemagne, à envahir le territoire roumain sur la ligne Orsova-Turnu-Severin, a demandé aux gouvernements de Vienne et de Berlin de lui donner l'assurance que l'Autriche et l'Allemagne ne voulaient rien entreprendre contre la Roumanie. Cette assurance a été donnée à l'Italie par les deux empires centraux. Nous savons que la démarche faite à Vienne exigeait des engagements plus catégoriques que celle qui fut faite à Berlin. Ces démarches prouvent que l'Italie s'intéresse à l'existence et à l'avenir de la Roumanie, ainsi qu'au maintien de l'équilibre dans les Balkans et à l'indépendance des pays balkaniques. »

Cette démarche du Cabinet Salandra à Vienne et à Berlin peut être interprétée de bien des façons. Si l'on n'y voit pas autre chose que ce qu'elle semble indiquer, elle concorde assez bien avec les déclarations sensationnelles contenues dans l'article du *Giornale d'Italia* de dimanche dernier intitulé : « Le devoir des Italiens .» Cet article, qu'il y avait tout lieu de croire inspiré, invitait

tous les citoyens à se préparer à faire face à de grandes épreuves. Après avoir établi que la guerre actuelle donnerait une nouvelle physionomie au monde pour au moins cinquante ans, il disait : « Laisser passer cette crise sans que l'Italie améliore ses frontières, réalise ses aspirations, relève son propre prestige, assure, en un mot, son propre avenir, serait un suicide. » C'était la thèse très brillamment soutenue depuis plusieurs mois par le *Corriere della Sera*, l'*Idea Nazionale*, et maints autres journaux. C'était en même temps une réponse aux articles « neutralistes » de la *Tribuna* et de la *Stampa*, organes de M. Giolitti. C'était enfin un programme gouvernemental très net à la veille de la réouverture du Parlement. M. Salandra aurait donc été parfaitement logique en prenant à ce moment une attitude décidée dans le conflit européen, en disant à Vienne et à Berlin, sous une forme déterminée : « Ne touchez pas à la Roumanie ; si vous prenez une initiative contre elle, sachez que je suis derrière elle. » Sans être décisif, ce premier pas de l'Italie dans le chemin menant à l'action aurait son importance. MM. Salandra et Sonnino auraient pris position.

Seulement, au fond, dans l'état actuel des choses, on se demande si le danger que la démarche italienne avait pour but de prévenir était bien réel. La Roumanie était-elle vraiment menacée de l'invasion du district de Méhédintz, situé à l'angle sud-ouest du royaume ? Ce territoire, il est vrai, présente un grand intérêt, car il est situé en face des Portes de fer et de la rive serbe, le long du banat de Témesvar. Son occupation gênerait considérablement, elle pourrait même empêcher complètement les communications entre la Roumanie et la Serbie. A ce titre elle est peut-être réclamée avec insistance par

certains militaires austro-allemands. Mais elle aurait précisément pour effet de jeter dans la guerre la Roumanie que les gouvernements allemand et austro-hongrois s'efforcent, par la pression la plus énergique, de retenir dans la neutralité. Si l'on croit devoir donner à la démarche signalée par le *Corriere della Sera* tout son sens naturel, il faut supposer que le Cabinet de Rome avait des raisons de craindre que les états-majors austro-allemands fussent disposés à recourir aux derniers procédés d'intimidation à l'égard de la Roumanie afin d'obtenir d'elle soit des engagements positifs, soit des garanties matérielles. Peut-être espère-t-on à Vienne et à Berlin qu'en coupant effectivement les communications roumano-serbes et en isolant complètement la Roumanie avec la complicité de la Bulgarie, on obligerait le Cabinet de Bucarest à s'incliner devant les injonctions de Guillaume II. En ce cas la démarche italienne, qui a dû être concertée avec Bucarest, aurait une signification précise. Les commentaires de la presse italienne et les déclarations du Cabinet Salandra devant le Parlement qui va se rouvrir ne vont pas tarder à faire la lumière.

DÉCLARATIONS DE MM. LLOYD GEORGE ET WINSTON CHURCHILL AUX COMMUNES SUR LES FINANCES ET LA MARINE. — L'EFFORT BRITANNIQUE.

17 février 1915.

MM. Lloyd George et Winston Churchill ont fait avant-hier devant la Chambre des Communes, le premier sur les finances, le second sur la marine, un exposé général

qui mérite de retenir notre attention. En effet, les questions traitées par le chancelier de l'Echiquier et le premier lord de l'amirauté touchent tous les Alliés.

Nous avons souvent mis en lumière l'importance de l'effort britannique dont une partie du public, plus sensible aux résultats immédiats, n'appréciait pas toute la valeur. Que de services, restés inaperçus des masses, auront été rendus par la Grande-Bretagne! Avec leur perfidie habituelle les Austro-Allemands se sont efforcés de répandre la légende que les Anglais profitaient de la guerre pour s'enrichir à nos dépens et qu'ils avaient intérêt à la faire durer. Comme il est heureux pourtant que toutes les ressources commerciales et industrielles de la Grande-Bretagne aient pu être employées à nous fournir, à nous et à nos autres compagnons d'armes, ce qui nous manquait! Dans quels cruels embarras n'aurions-nous pas été jetés dès les premiers mois de la guerre si nous n'avions pas trouvé de l'autre côté de la Manche certains produits soit bruts, soit manufacturés! Si les commerçants et les industriels britanniques ont réalisé de ce chef des bénéfices, c'est tant mieux, car ces gains contribuent à alimenter une puissance économique dont tous les ressorts sont tendus en faveur de notre cause commune. Unie à la nôtre, cette puissance est incomparable et de taille à supporter l'immense effort nécessaire pour réduire l'Allemagne à merci. C'est cette supériorité qui exaspère en ce moment nos ennemis et qui les pousse à commettre tous les jours de nouvelles violations du droit des gens. Financièrement, commercialement et économiquement, ils se sentent pris dans un étau qui, pour se resserrer presque insensiblement, n'en doit pas moins fatalement arriver à les broyer. Pour l'instant, il s'agit seulement d'une gêne ; dans quelques

mois le patient sentira la respiration lui manquer ; dans plusieurs autres mois la situation deviendra intenable. Les efforts que l'Allemagne déploiera pour s'arracher de l'étau ne feront que la river plus fortement à l'instrument de supplice. Telle est, par exemple, la menace de couler sans avertissement tous les bateaux de commerce naviguant dans une certaine zone.

Réduite à son concours économique, la coopération britannique serait déjà inappréciable. Elle s'étend, d'ailleurs, non seulement à la France et à la Russie, mais encore à la Belgique, à la Serbie et aux autres États dont M. Lloyd George a dit lundi qu'ils se préparaient à la guerre. Elle se manifeste aussi bien par des facilités financières que par des fournitures de matériel de guerre. Ce n'est là pourtant qu'un de ses éléments. La coopération militaire de la Grande-Bretagne sur terre et sur mer a pris des proportions dont l'Allemagne ne la croyait certainement pas capable. La flotte allemande a subi des pertes énormes et les dreadnoughts de l'amiral de Tirpitz, qui devaient conquérir pour l'Allemagne cette fameuse place au soleil mondial revendiquée par les pangermanistes, n'osent plus se montrer sur ces eaux où ils prétendaient régner. Les sous-marins ne peuvent donner la maîtrise des mers. Leurs actes de piraterie causeront sans doute de graves dommages aux particuliers ; mais ils vont provoquer de la part des Alliés une répression plus rigoureuse de la contrebande sur mer. Le tort infligé au commerce maritime des Alliés sera bien peu de chose en comparaison des inconvénients pour l'Allemagne de voir arrêter ou confisquer les cargaisons de matières premières de toute sorte qu'on laissait jusqu'ici passer à destination de ses ports. Dans leur rage, les Allemands déclarent qu'ils recourront à

toutes les extrémités, qu'ils ne garderont plus aucun ménagement. Cela n'empirera point notre situation, car on chercherait en vain les ménagements dont nous leur sommes redevables. Ils ont constamment usé de la force sans aucune restriction sur tous les terrains. Les Anglais et nous, au contraire, avons scrupuleusement observé les règles du droit des gens, positif ou usuel. Nous les observerons encore, car c'est notre honneur de rester dans l'humanité et la civilisation. Seulement nous userons de tous nos droits avec une impitoyable sévérité.

La flotte britannique a non seulement détruit ou réduit à s'enfermer les grands bateaux de guerre allemands, elle a transporté, sans sacrifier une seule existence, comme l'a dit M. Winston Churchill, environ un million d'hommes. S'imagine-t-on exactement tout ce que représente ce transport ? Tous ces hommes, sans doute, ne sont pas des soldats anglais, mais peu importe, le service rendu aux Alliés est le même. Le gouvernement anglais ne veut pas et ne doit pas dire à combien s'élève le nombre de ses soldats actuellement sur le front. Toutefois chacun sait que ce nombre est considérable et s'augmente régulièrement. Pour des raisons diverses, assez faciles à deviner, toutes les recrues qui ont répondu avec un admirable empressement à l'appel du pays ne sont pas en état d'être utilement envoyées devant l'ennemi. Elles y viendront cependant, et bien d'autres les suivront. Toute la nation britannique sait aujourd'hui qu'il s'agit d'une lutte à mort avec l'Allemagne. Si elle s'est ébranlée lentement, elle est maintenant corps et âme à la besogne. Elle est sûre qu'on ne peut pas venir à bout d'elle. Elle combat avec la certitude absolue de vaincre. Elle possède la même confiance en nous. Lundi M. Winston Churchill a terminé son discours en décla-

rant que la maîtrise de la mer « paralysera progressivement les énergies combattantes de nos antagonistes et qu'elle pourrait, en cas de besoin, même à défaut de toutes autres causes favorables, décider finalement de l'issue de la guerre ». Mais il y a d'autres causes, et des plus sérieuses, que M. Winston Churchill connaît bien. Elles agiront en leur temps. L'inébranlable confiance des premiers jours se justifie toujours davantage.

RÉOUVERTURE DE LA CHAMBRE ITALIENNE. — LA POLITIQUE DU MOINDRE EFFORT ET LA POLITIQUE DES PATRIOTES.

19 février 1915.

La Chambre des députés italienne, qui avait interrompu ses travaux le 12 décembre, les a repris hier jeudi. La rentrée des *onorevoli* à Montecitorio a été précédée de polémiques assez vives dans toute la presse de la péninsule. A la question de l'intervention militaire dans la guerre européenne on a mêlé une question ministérielle. La personne de M. Giolitti a été jetée dans le débat, ou plutôt l'ancien dictateur a provoqué des commentaires passionnés en écrivant au député Peano, son ancien chef de cabinet, la fameuse lettre où il disait que, dans les conditions actuelles de l'Europe, il ne serait pas improbable que l'Italie pût obtenir sans guerre plusieurs choses — *parecchio*. Cette lettre a été considérée comme un programme neutraliste, défendue ou attaquée comme telle par la plupart des journaux. On s'est demandé si elle n'était pas quelque chose de plus, à savoir la préface d'une attaque combinée des giolittiens et des cléricaux

neutralistes contre le ministère Salandra. M. Giolitti s'est défendu publiquement de toute mauvaise intention à l'égard de son successeur. Mais, dans l'état des mœurs parlementaires, ces affirmations publiques ne signifient pas grand chose. On croit savoir, d'ailleurs, que M. Giolitti, sans vouloir prendre directement la responsabilité d'une crise ministérielle à un moment où les destinées nationales sont en jeu, ne serait pas fâché qu'un échec du Cabinet actuel sur une question accessoire, par exemple celle de l'approvisionnement en céréales ou des secours aux victimes du récent tremblement de terre, vînt lui fournir l'occasion de ressaisir le pouvoir où il trouve que son successeur s'établit trop solidement. Du moins, si ce n'est pas là son idée, ce semble bien être celle de ses plus zélés partisans.

La séance d'hier s'est ouverte dans une atmosphère favorable au ministère. Comme il arrive souvent dans le monde parlementaire, les petits complots élaborés dans l'ombre des coteries se sont évanouis au grand jour. L'immense majorité des députés arrivant de leurs circonscriptions donnait l'impression très nette qu'il ne devait pas être question en un pareil moment de mettre M. Salandra dans l'embarras, ni de faire de la politique de parti. L'opinion générale prévalait que les trente ou quarante jours de travail dont disposait la Chambre avant les vacances de Pâques devaient être exclusivement consacrés au vote des lois rendues indispensables par les circonstances. Quant au rôle de l'Italie dans la crise européenne, l'occasion opportune de le définir s'offrirait facilement au Cabinet et à la Chambre.

Hier déjà plusieurs petites manifestations ont permis de reconnaître la direction où s'orientaient le pays et le Parlement. Avant et pendant la séance de Montecitorio,

des groupes nombreux ont parcouru les rues de Rome en poussant des cris hostiles à l'Allemagne et à l'Autriche. Il a fallu protéger l'hôtel de l'ambassade d'Autriche-Hongrie. Une contre-manifestation de neutralistes n'a eu aucun succès. A Montecitorio M. Colajanni, député républicain, a soulevé des applaudissements enthousiastes en célébrant les garibaldiens tombés dans l'Argonne et en exprimant le vœu que leur mort « réveille chez les fils de l'Italie la saine mémoire des devoirs à accomplir ». Le chef du gouvernement lui-même n'a pas craint d'aborder ce sujet à propos de l'hommage rendu par le président de la Chambre aux victimes du tremblement de terre. « Les Italiens, fortifiés par la douleur, s'est-il écrié, doivent maintenir solide et invincible leur foi dans les destinées de la patrie, de la patrie immortelle qui, aujourd'hui plus que jamais, veut donner à ses enfants la conviction profonde que ses destinées ne sont pas confinées dans le cercle étroit des intérêts présents, ni même dans la vie d'une génération, mais englobent ceux qui furent et ceux qui seront, tous les souvenirs de notre passé glorieux et toutes les espérances, tout l'idéal que nous mettons dans l'avenir ». Cette profession de foi patriotique, presque impérialiste, a été saluée, à chaque membre de phrase, par de longs applaudissements. Enfin les membres du groupe socialiste parlementaire et les chefs du parti socialiste réformiste ont voté hier un ordre du jour affirmant que « le prolétariat italien, s'inspirant de son idéal et de ses intérêts, saura, dans l'épreuve prochaine, combattre vaillamment pour la liberté de la nation, condition essentielle de l'avenir socialiste ». Si l'on ajoute que le langage tenu ces jours derniers par les organes les plus officieux du Ballplatz détruit tout espoir de cession volontaire de

territoire autrichien quelconque à l'Italie, on avouera que les partisans de la thèse du *parecchio* sont en bien mauvaise posture vis-à-vis des interventionnistes.

Pour nous, il suffit de constater que, depuis plusieurs semaines, les intérêts vitaux de l'Italie ont été exposés par les plus grands journaux de la péninsule avec une clarté, une précision et une logique qui ne laissent rien à désirer. En somme, en ce moment, à l'exception de petits groupes qui obéissent à des raisons spéciales, le public est partagé entre deux tendances : celle des hommes qui, doutant de leur pays, préconisent la politique du moindre effort, et celle des patriotes qui veulent à tout prix saisir l'occasion unique offerte par la grande guerre européenne de réaliser les ambitions nationales et de rendre enfin à l'Italie sa frontière historique et naturelle du côté de la Germanie. M. Giolitti semble pencher vers la première tendance ; il a gouverné si longtemps le royaume, de telle manière, et il a laissé l'armée dans de telles conditions qu'il a pu concevoir des doutes sur l'efficacité d'une intervention. Mais, depuis le printemps dernier, son successeur a repris par la base l'œuvre de reconstitution nationale ; il a refait l'armée et les courages. Sous cette nouvelle direction l'Italie ne doute plus d'elle-même. Elle a conscience de la gravité de l'heure.

PUBLICATION DES LETTRES ÉCHANGÉES LE 31 JUILLET ET LE 1er AOUT 1914 PAR LE PRÉSIDENT POINCARÉ ET LE ROI GEORGE V.

21 février 1915.

Par tous les moyens de publicité dont ils disposent, les gouvernements allemand et austro-hongrois s'ingénient avec une ténacité particulière depuis quelque temps à rejeter sur l'Angleterre la responsabilité de la guerre. Ils ne mettent plus la Russie qu'en seconde ligne. C'est ainsi que, dans le Livre Rouge récemment publié à Vienne, on signale Sir Edward Grey comme ayant soulevé dès le 24 juillet, au cours d'un entretien avec le comte Mensdorff qui venait lui communiquer l'ultimatum remis la veille au soir à Belgrade, « une question qui devint plus tard une des causes de la guerre européenne ». Par ces expressions le comte Berchtold et le comte Mensdorff entendaient la demande d'explications de Sir Edward Grey sur le point 5 de l'ultimatum, c'est-à-dire « la collaboration en Serbie des organes du gouvernement impérial et royal dans la suppression du mouvement subversif dirigé contre l'intégrité territoriale de la monarchie ». Le Livre Rouge et le commentaire qui l'accompagne abondent en accusations de cet ordre. L'Autriche-Hongrie, d'accord avec l'Allemagne, considérait si bien comme hors de toute discussion son droit de traiter la Serbie comme il lui plairait, sans qu'il fût permis à l'Europe de s'en mêler, qu'elle dénonçait comme un acte hostile une demande d'éclaircissement

sur une des exigences les plus exorbitantes de son ultimatum. Le Livre Bleu publié à Londres au mois de septembre a ruiné par avance les allégations mensongères du Ballplatz et de la Wilhelmstrasse. Il contient plusieurs documents décisifs à ce sujet. Mais, à un moment où la guerre maritime prend un caractère féroce, le gouvernement britannique a voulu publier deux documents restés confidentiels jusqu'ici, qui constituent une nouvelle preuve de ses intentions ultra-pacifiques à la veille même de l'ouverture des hostilités. Il s'agit d'une lettre du président Poincaré au roi George, en date du 31 juillet, et de la réponse adressée le lendemain, 1er août, par le roi au président.

Pour apprécier la valeur des deux lettres il faut bien retenir leur date, 31 juillet et 1er août. Le 29 juillet, M. de Bethmann-Hollweg avait fait à Sir E. Goschen l'*infamous proposal* ; il avait demandé la faculté d'écraser la France pour lui prendre ses possessions hors d'Europe et de faire passer les troupes allemandes par la Belgique. Le 30 juillet, une édition spéciale du *Lokal-Anzeiger* de Berlin avait annoncé la mobilisation générale allemande. Le 31 juillet au matin, Sir Edward Grey avait dit au prince Lichnowsky : « Si l'Allemagne pouvait mettre en avant une proposition raisonnable qui montrerait clairement que l'Allemagne et l'Autriche s'efforcent de préserver la paix européenne, et que la Russie et la France soient assez déraisonnables pour la repousser, je la soutiendrais à Saint-Pétersbourg et à Paris, et je vais jusqu'à dire que, si la Russie et la France ne l'acceptaient pas, le gouvernement de Sa Majesté se désintéresserait des conséquences. » Le 31 au soir, le gouvernement allemand décrétait « l'état de danger de guerre », et le comte Pourtalès sommait la Russie de démobiliser

dans les douze heures. Le 1er août, le comte Pourtalès remettait à M. Sazonof la déclaration de guerre de l'Allemagne à la Russie, et la mobilisation générale des armées de terre et de mer était ordonnée en Allemagne et en France.

C'est en pleine marche des armées allemandes et austro-hongroises vers leurs points de concentration que le président de la République, usant d'une faculté appartenant aux chefs d'États constitutionnels dans les circonstances exceptionnelles, s'est adressé directement au roi d'Angleterre. Même alors, au moment où se dessine l'offensive foudroyante sur Paris, le chef de l'État français ne fait point appel à la coopération britannique en vue de sauvegarder les intérêts vitaux communs. Il se borne à remarquer que « si tous les efforts de conciliation partent du même côté et si l'Allemagne et l'Autriche peuvent spéculer sur l'abstention de l'Angleterre, les exigences de l'Autriche demeureront inflexibles et un accord deviendra impossible entre la Russie et elle ». Et il termine en exprimant « la conviction profonde qu'à l'heure actuelle plus l'Angleterre, la France et la Russie donneront une forte impression d'unité dans leur action diplomatique, plus il sera encore permis de compter sur la conservation de la paix ».

Cette démarche, uniquement « inspirée par le désir de voir l'équilibre européen définitivement raffermi », était d'une extrême réserve. Elle avait seulement pour but de déterminer une solidarité diplomatique publique qui fût de nature à faire reculer l'Austro-Allemagne devant l'accomplissement d'une agression combinée dans la supposition que l'Angleterre resterait neutre. Il n'était pas question de solidarité militaire. Pourtant le roi George — c'est-à-dire le gouvernement britannique parlant par

sa bouche — s'abstient d'établir la solidarité diplomatique avec la France et la Russie. Tout en s'exprimant en termes d'une grande cordialité et en témoignant de l'amitié la plus sincère, il se contente d'assurer le président de son intention de poursuivre sans relâche ses efforts « afin de trouver quelque solution qui permette en tous cas d'ajourner les opérations militaires actives et de laisser aux puissances le temps de discuter entre elles avec calme ». « Quant à l'attitude de mon pays, ajoute-t-il, les événements changent si rapidement qu'il est difficile de prévoir ce qui se passera. » Est-ce là le langage du souverain d'un pays qui guette l'occasion de déchaîner la guerre ? Hélas ! A l'heure où cette lettre était écrite, une demi-journée avant l'invasion du grand-duché de Luxembourg par les troupes de Guillaume II, l'avant-veille de la violation du territoire belge, la plus grande partie du peuple britannique était encore assoupie dans son rêve pacifiste, et le Cabinet Asquith, menacé d'une guerre civile en Irlande, n'osait le secouer brusquement de peur de provoquer de sa part un funeste accès de mauvaise humeur. Il fallut l'invasion allemande en Belgique pour tirer la nation de cette léthargie.

Il n'était pas besoin de la publication des lettres du président Poincaré et du roi George pour justifier la France et l'Angleterre. Mais elle jette une nouvelle et éclatante lumière sur leur parfaite loyauté, en face des machinations des deux puissances germaniques.

L'EXPÉDITION FRANCO-ANGLAISE AUX DARDANELLES. — LES TURCS ET LES PUISSANCES D'OPPRESSION.

22 février 1915.

Enfin les Alliés se sont résolus à porter à la Turquie, alliée de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie, le coup qu'on attendait depuis cinq mois. Vendredi une flotte anglo-française a bombardé les forts de l'entrée des Dardanelles, les a réduits au silence, et semble avoir détruit plusieurs des ouvrages les plus importants. Facilitée par des reconnaissances d'hydro-avions, l'opération a été menée énergiquement. Elle a produit des résultats efficaces sans que la flotte attaquante ait subi aucun dommage. Nous ne savons quelle suite les gouvernements alliés ont décidé de donner à cette première action, mais il faut qu'il y ait une suite et que le bombardement de vendredi ne soit pas une simple canonnade sans lendemain. Peut-être, dans un certain monde politique et financier, s'imagine-t-on qu'il suffit d'avoir fait parler le canon à l'entrée des Détroits pour provoquer à Constantinople une panique et un changement de gouvernement ; peut-être des illusionnistes incurables voudraient-ils toujours ménager en Turquie les hommes qui nous ont constamment trompés ou, du moins, qui se sont toujours ralliés finalement à nos pires ennemis. Si l'on devait retomber dans ces erreurs qui nous ont déjà causé tant de mal, il vaudrait mieux n'avoir rien fait du tout devant les Dardanelles, car nous aurions seulement donné une preuve ostentatoire d'impuissance.

Il faut s'emparer de l'entrée des Détroits, s'y établir et pousser jusqu'à la mer de Marmara. Tant qu'on n'entendra pas nos canons à Stamboul même, et que les Ottomans las de la tyrannie jumelée des Allemands et du comité Union et Progrès ne sentiront pas près d'eux les libérateurs accourus d'Occident, il n'y aura pas de révolution à Constantinople, ou bien, si l'on en tente une, elle aura neuf chances sur dix d'échouer. En tout cas, nous devons compter plutôt sur nos propres forces que sur un revirement politique en Turquie. Quel que soit ce revirement, les officiers allemands tiennent l'armée et la flotte ottomanes. Avec des techniciens de tout ordre venus en masses d'Allemagne en août et en septembre derniers, ils sont maîtres de tous les services. Ils ne se laisseront pas arracher leur proie ; ils l'étreindront jusqu'à ce que la mort leur fasse lâcher prise. A la force nous devons répondre par la force, par une force employée vigoureusement, sans discontinuité, jusqu'au succès décisif.

Il y a beau temps que l'heure des ménagements à l'égard de la Turquie est passée. La France en a eu jusqu'à l'extrême limite et même au delà. Après la chute du régime hamidien, chute inévitable qu'une chiquenaude suffit à déterminer, nous nous sommes efforcés de réorganiser le vieil empire tombant en décomposition. Moitié par la faute de l'Austro-Allemagne qui ne voulait à aucun prix laisser passer en d'autres mains l'influence toute puissante dont elle jouissait sous Abdul Hamid, moitié par les maladresses des Jeunes Turcs, l'œuvre de réorganisation échoua piteusement. Deux choses sont prouvées aujourd'hui. Tout d'abord les Turcs sont incapables de gouverner eux-mêmes l'empire ottoman ; ils doivent s'en remettre à des Européens pour la direc-

tion de tous les services, pour le fonctionnement de toute l'administration. Ensuite les Turcs, jeunes ou vieux, en reviennent fatalement à la politique d'exploitation, d'oppression des non musulmans ; pour gouverner, ils arrivent tous à s'appuyer sur les éléments fanatiques ; ils exigent des puissances européennes dont ils se prétendent les amis qu'on les laisse anéantir tous les privilèges des chrétiens et des nationalités protégées, sous prétexte que ces vieilleries ne sont plus de mise dans une Turquie rénovée. Il en résulte que tout gouvernement turc est irrésistiblement entraîné à s'appuyer sur une autre puissance d'oppression, et celle-ci ne peut être que l'Austro-Allemagne. Ni la République française, ni la Grande-Bretagne n'est apte à jouer le rôle de complice quotidienne d'assassins et de geôliers.

L'expérience est faite. Elle est concluante. La force seule, présente et agissante, permettra aux puissances gardiennes de l'équilibre politique, de la liberté commerciale, de la tolérance religieuse et des traditions d'humanité, d'établir dans l'empire ottoman un régime capable d'assurer un ordre élémentaire, la paix entre les populations et le respect des droits acquis. C'est à la préparation de cette nouvelle ère que les Alliés doivent travailler. Aucun scrupule ne peut plus les arrêter. La Turquie leur a déclaré la guerre ; c'est par la guerre que seront obtenues les réformes fondamentales dont on a vu seulement la caricature, ainsi que les garanties dont les Alliés et leurs amis ont un besoin urgent pour la sauvegarde de leurs intérêts.

LES RESPONSABILITÉS DE L'AUTRICHE.

23 février 1915.

Il se fait un singulier travail dans une partie de la presse et de l'opinion. Sous des inspirations qu'il ne serait point malaisé de découvrir, on s'attache à faire pénétrer dans le public français l'idée qu'aucune responsabilité dans la guerre actuelle n'incombe à l'Autriche-Hongrie et que cette malheureuse puissance a été entraînée bien malgré elle par l'Allemagne dans la conflagration générale. A entendre les porte-paroles complaisants du Ballplatz, la principale préoccupation de la France devrait être non pas de se défendre contre l'agression monstrueuse des deux puissances germaniques et de préparer la ruine définitive de leur criminelle association, mais de ménager un avenir prospère à cette brave Autriche-Hongrie, pivot de l'équilibre européen. C'est dans le même esprit qu'au cours de ces dernières années on nous pressait de livrer l'épargne française aux caisses austro-hongroises qui sauraient à la fois faire prospérer les économies de Jacques Bonhomme et donner une nouvelle vie à un pays dont on disait qu'il était nécessaire à l'Europe. On oubliait alors que ce pays était lié par la plus étroite alliance à l'Allemagne et qu'il consacrait toutes ses ressources liquides au renforcement de son armée, notamment à la construction d'une artillerie lourde. Ce sont précisément les pièces de 305 fabriquées à Skoda, en Bohême, qui ont détruit, au commencement de la guerre, les forts belges et français

qui barraient le passage à l'invasion allemande. On oublie également aujourd'hui que les troupes de François-Joseph Ier, confondues avec celles de Guillaume II, luttent contre les nôtres à notre frontière et qu'elles sont placées sous les ordres du grand état-major allemand.

Le *Temps* d'hier a publié, sous le titre de « Une manœuvre allemande contre l'Autriche », une lettre qui pourrait tout aussi bien être intitulée « Une manœuvre autrichienne contre les Alliés ». Loin de nous la pensée de diminuer en rien les responsabilités de l'Allemagne! Elles ne seront jamais assez mises en lumière. Mais il convient de répartir équitablement ce lourd fardeau. Or il ressort à l'évidence des documents diplomatiques publiés par les divers belligérants, y compris le Livre Rouge, que le gouvernement austro-hongrois a prémédité la guerre contre la Serbie, guerre ayant pour but l'établissement de son hégémonie en Orient. A chaque page du Livre Rouge on lit que la guerre contre la Serbie est nécessaire. Dès le 21 juillet, c'est-à-dire deux jours avant la remise de l'ultimatum du comte Berchtold à M. Pachitch, le baron Giesl, ministre d'Autriche-Hongrie à Belgrade, écrit au Ballplatz : « Un règlement de comptes avec la Serbie, une guerre pour la situation de grande puissance de la monarchie, pour son existence comme telle (*um die Grossmachtstellung der Monarchie*), est inévitable avec le temps... Des demi-mesures, une demande de satisfactions, de longs pourparlers et finalement un compromis pourri (*ein faules Kompromiss*) seraient le coup le plus dur qui pourrait frapper le prestige de l'Autriche en Serbie et sa situation (*Machtstellung*) en Europe. » Dans tous les entretiens du comte Berchtold et de ses ambassadeurs avec les représentants des autres

puissances on entend le même refrain. Sous ce rapport la concordance et la cohésion sont parfaites.

D'autre part, il est faux que, comme le prétend le Livre Rouge, le gouvernement austro-hongrois se soit engagé dès l'abord à ne pas toucher à la souveraineté de la Serbie (*die Souverænitæt Serbiens nicht antasten*). Il promettait seulement de respecter « son intégrité ». Si les droits souverains de la Serbie avaient été réservés en temps opportun, il n'y aurait probablement pas eu de guerre. En effet, le 30 juillet, la Russie déclara qu'elle s'engageait à cesser ses préparatifs « si l'Autriche, reconnaissant que la question austro-serbe a assumé le caractère d'une question européenne, se déclarait prête à éliminer de son ultimatum les points qui portent atteinte aux droits souverains de la Serbie ». Mais cette proposition ne fut prise en considération, pour la forme, qu'après la sommation de démobilisation adressée à la Russie. Le 28 juillet, le comte Berchtold avait répondu à toutes les demandes des ambassadeurs que, dans la journée, la guerre serait déclarée à la Serbie, et la guerre avait été déclarée. Si de bonnes paroles ont été échangées les jours suivants, elles étaient dénuées de toute valeur. Aucune personne douée du sens politique le plus élémentaire ne croira jamais que le gouvernement austro-hongrois a déclaré à la Serbie une guerre d'extermination sans savoir qu'il allait déchaîner une conflagration générale. Pendant ces jours critiques les diplomates austro-hongrois résidant à l'étranger ne cachaient point qu'ils comptaient voir dans une quinzaine les soldats de François-Joseph à Varsovie.

En ce qui concerne l'envoi de troupes et de matériel de guerre austro-hongrois sur la frontière franco-belge, ce ne sont point des journaux suisses, comme l'allègue

l'auteur de la lettre au *Temps*, qui l'ont dévoilé les premiers. C'est le *Journal des Débats*, le 6 août (numéro daté du 7). Nous connaissions bien auparavant cette partie des mesures concertées entre les deux états-majors de Vienne et de Berlin. Nous nous étions seulement abstenus de les signaler publiquement plus tôt, de crainte de provoquer contre l'ambassade d'Autriche un mouvement qu'on désirait fort à Vienne. Car la réserve officielle du gouvernement autrichien à notre égard, qu'on interprète si favorablement aujourd'hui, avait exclusivement pour but de nous engager à prendre une initiative qui déclencherait le *casus fœderis* avec l'Italie. *Suum cuique...*

LA QUESTION DES DÉTROITS ET LA ROUMANIE.

24 février 1915.

En annonçant lundi le bombardement des Dardanelles le correspondant du *Times* écrivait : « L'attaque des Dardanelles par les flottes alliées a enfin commencé, elle doit être menée à bien à tout prix. » Dans l'article politique consacré à cette opération, le *Times* insiste sur la même idée : il ne doit y avoir, dit-il, ni défaillance, ni recul. Il ajoute que l'entreprise a une importance capitale et qu'elle doit produire des résultats qui se feront promptement sentir sur les fronts est et ouest du théâtre de la guerre. D'ailleurs le *Times* ne cache nullement les difficultés de cette opération qu'il qualifie de formidable ; il estime qu'elle ne peut réussir que grâce à l'emploi combiné de forces de terre et de mer. Mais il exprime

la conviction que les Alliés ont pris toutes les mesures nécessaires. C'est aussi notre opinion. Nous sommes heureux de constater que le *Times* reconnaît toute l'importance de l'occupation militaire des Détroits et que le gouvernement britannique a résolu, d'accord avec nous, de faire l'effort nécessaire pour assurer le succès *at all costs*. Le succès aura des conséquences immenses et rien ne doit être négligé pour l'obtenir. Les forces disponibles qu'on y consacrera ne sauraient recevoir un plus utile emploi.

Les résultats diplomatiques ne seront pas moins considérables que les résultats militaires. Seulement il importe de prévenir à ce propos les malentendus que l'Austro-Allemagne s'efforce déjà de faire naître dans plusieurs États, en Roumanie notamment. Les agents de la Wilhelmstrasse et du Ballplatz cherchent à accréditer à Bucarest l'opinion que la Russie médite de mettre la main sur les Détroits et qu'ainsi la Roumanie risque de se trouver entièrement à sa merci pour tout son commerce extérieur. Ils disent que la Turquie est la meilleure gardienne du chemin de la mer Noire à la Méditerranée et qu'il est de l'intérêt de la Roumanie de défendre son existence, son indépendance, jusqu'au bout. On tient le même langage en Bulgarie. On se flatte par là de constituer une sorte de bloc turco-roumano-bulgare qu'on opposerait au groupe serbo-grec.

Il n'est pas possible que le raisonnement germanique soit pris au sérieux par le Cabinet de Bucarest et le peuple roumain. Les rares Roumains austrophiles, dont M. Pierre Carp est le chef, soutiennent bien que la Roumanie doit se tourner contre la Russie parce que ses intérêts vitaux lui commandent de prendre, sinon toute la Bessarabie, du moins les districts limitrophes des em-

bouchures septentrionales du Danube, et d'empêcher la Russie d'acquérir un contrôle quelconque sur les Détroits. Mais, s'il est en effet essentiel pour la Roumanie d'être assurée de la liberté de la navigation sur le Bas-Danube et dans les Détroits, la politique préconisée par M. Carp et ses amis est la moins propre à garantir cette double liberté. Sur le Bas-Danube la Commission européenne créée en 1856 s'acquitte de ses fonctions, politiquement et techniquement, à l'entière satisfaction de la navigation internationale. A bien des reprises le gouvernement roumain s'est hautement loué des grands services rendus par cette remarquable institution trop peu connue du public. Loin de la considérer comme un organe étranger portant atteinte à ses droits souverains, il la traite en amie, en collaboratrice impartiale placée au-dessus des intérêts particuliers et des intrigues nationales. La possession de la partie russe du delta, qui n'est pas accessible aux bateaux de mer, ne procurerait aucun nouvel avantage à la Roumanie. Par contre, la politique antirusse qui aurait pour objet cette acquisition entraînerait inévitablement une telle tension entre les gouvernements de Bucarest et de Pétrograd que la Roumanie serait constamment menacée d'être troublée dans son existence et son commerce. Comme la flotte roumaine ne peut jamais espérer se hausser au niveau de la flotte russe dans la mer Noire, on n'aperçoit pas quels avantages la Roumanie tirerait d'un changement du *statu quo*. On voit très bien, au contraire, qu'elle serait indissolublement rivée à l'Austro-Allemagne, seule protectrice possible contre le tsar. Elle tomberait en tutelle. C'est bien ce qu'on désire à Vienne et à Berlin. M. Jean Bratiano, ses collègues actuels et les chefs des autres partis ne peuvent point partager ce désir.

Quant aux Détroits, la guerre actuelle et la guerre libyque montrent bien que la Turquie n'est plus capable de tenir le rôle de gardienne de la liberté de navigation à travers le Bosphore et les Dardanelles. Pendant la guerre avec l'Italie, les mines posées par les Turcs fermèrent le passage ou le rendirent extrêmement pénible. Dans la conflagration d'aujourd'hui, le gouvernement de Constantinople a pris parti pour l'Allemagne et a complètement fermé les Détroits. L'exportation roumaine est rendue aussi impossible que l'exportation russe. Ce n'est pas la faute de la Russie s'il en est ainsi, c'est celle de l'Allemagne et de la Turquie. En quoi la situation pourrait-elle devenir pire pour la Roumanie ? Que ferait M. Carp pour l'améliorer si, conformément à ses vœux, Bucarest marchait avec Vienne et Berlin ? Il serait absolument impuissant en face des flottes anglo-franco-russes. Alors pourquoi préconiser l'alliance austro-allemande et jeter la suspicion sur les intentions russes ?

Si, comme tout permet de l'espérer, nos flottes entrent dans la mer de Marmara et que la paix à conclure fixe un nouveau statut pour la région des Détroits, le régime futur offrira le maximum de garanties réalisables à la Roumanie et à la navigation internationale. Il n'est pas douteux que les Alliés sont d'ores et déjà d'accord sur ce point capital. Ils sont à même de rassurer entièrement le Cabinet de Bucarest.

LA QUESTION DES DÉTROITS ET M. SAZONOF.

26 février 1915.

Le bombardement des Dardanelles met en rage la presse austro-allemande. Les reptiles de la Wilhelm-

strasse et du Ballplatz se dressent de toutes parts pour distiller leur venin. Ils annoncent que trois cuirassés de la flotte anglo-française, dont le navire-amiral, ont été gravement endommagés. Ils prédisent un redoublement d'énergie de la guerre sainte. Ils proclament le succès de la Turquie et déclarent partager sa joie. Joie singulière! Elle est pourtant troublée par la constatation de l'accord de la Russie, de la France et de l'Angleterre au sujet d'une entreprise dans une région où ces trois puissances étaient autrefois en rivalité. La *Nouvelle Presse libre*, qui n'a pas encore compris que la France et l'Angleterre se soient solidarisées avec la Russie contre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, ne comprend pas davantage que les Alliés se soient entendus pour rétablir la liberté de la navigation à travers les Détroits. Toute déconcertée, elle veut paraître plaisante et dit que l'attaque combinée des Dardanelles ne manque pas d'une certaine *Pikanterie*. C'est ainsi qu'on qualifie à Vienne la politique des puissances décidées à briser à tout prix la ruée germanique vers l'hégémonie. Les dirigeants de la monarchie dualiste ont toujours cru à l'infaillibilité du système *Divide ut imperes*, ils l'ont constamment pratiqué à l'intérieur et à l'extérieur, et ils sont stupéfiés de voir que cette méthode de gouvernement a fait banqueroute au dehors comme au dedans. Ils font en ce moment des tentatives désespérées pour semer la mésintelligence entre les Alliés, ou du moins entre les neutres et les Alliés ; mais ils réussissent seulement à s'attirer d'humiliants démentis.

Hier Sir Edward Grey leur en a infligé un nouveau à la Chambre des Communes. En télégraphiant le compte rendu du discours prononcé par M. Sazonof à la réouverture de la Douma, l'agence Wolff avait cité

un passage où le ministre des affaires étrangères de Russie avait dit que la Russie avait l'intention d'occuper Constantinople d'une manière permanente. Aussitôt après, les correspondants de cette agence dans les capitales neutres avaient télégraphié que cette nouvelle avait produit à Bucarest, Rome, etc., une grande sensation et que les ambitions russes soulevaient dans les cercles politiques neutres les plus vives appréhensions. Voilà un modèle des « trucs » employés par l'Austro-Allemagne pour égarer l'opinion européenne. Mais celui-là, comme tant d'autres, n'a trompé que l'opinion austro-allemande. Interrogé hier à ce sujet, Sir E. Grey a déclaré que le passage en question du discours de M. Sazonof contenait seulement ceci : « Les événements qui se déroulent sur la frontière russo-turque achemineront la Russie vers la réalisation d'importants problèmes économiques qui sont liés à l'accès de la Russie sur une mer ouverte. » Et le chef du Foreign Office a ajouté : « Ce sont là des aspirations avec lesquelles nous sommes en entière sympathie. » Quel fiasco pour l'agence Wolff et les autres fabriques austro-allemandes de mensonges!

En Roumanie le succès des reptiles n'a pas été plus brillant. Depuis l'entrevue du tsar Nicolas et du roi Charles au printemps de 1914 à Constantza, le monde gouvernemental ne conçoit plus d'inquiétudes sur les intentions de la Russie relatives aux Détroits. Loin de réclamer des droits exclusifs pour elle, la Russie a tenu à associer quelques jours plus tard le Cabinet de Bucarest à une démarche commune à Constantinople en vue d'assurer la liberté de la navigation dans le Bosphore et les Dardanelles. La guerre n'a nullement modifié cet accord. Elle l'a plutôt fortifié. En effet le Cabinet de Bucarest sait maintenant de la façon la plus certaine que

la Russie reconnaîtra l'annexion éventuelle à la Roumanie des provinces austro-hongroises où la population est en majorité roumaine, et qu'elle est disposée à garantir la sauvegarde des intérêts économiques de la Roumanie dans la région des Détroits, c'est-à-dire la liberté de la navigation internationale. Cette double garantie, jointe à celle qui résulte du fonctionnement normal de la Commission européenne du Danube aux embouchures du grand fleuve, prémunit la Roumanie contre tous les dangers dont les agents austro-allemands cherchent à exploiter la perspective imaginaire. Il est trop tôt pour parler du futur statut de la région des Détroits. La question est trop complexe pour qu'on se flatte de la résoudre définitivement au moment de la paix générale. Mais il est déjà sûr que le nouveau régime, provisoire ou non, donnera toute satisfaction aux États non germaniques et que la Roumanie bénéficiera des mêmes libertés commerciales que les Alliés. Si une Commission spéciale est créée, elle y aura sa place. L'accueil triomphal fait hier au général Pau par la population de Bucarest prouve assez que les Roumains ne sont point dupes des manigances des oppresseurs de la Transylvanie.

Il en est de même en Italie. Avant d'agir aux Dardanelles, les Alliés ont informé le Cabinet de Rome de leurs intentions. MM. Salandra et Sonnino doivent être aussi rassurés à cet égard que M. Jean Bratiano. La réouverture des Dardanelles profitera largement au commerce italien dans la mer Noire. La remise de la garde des Détroits à de nouveaux gardiens et la réorganisation politique de l'Asie Mineure seront également pour l'Italie la source de satisfactions sérieuses. Il ne tiendrait qu'à la Bulgarie d'être associée aux bénéfices de ces remaniements, si elle se décidait à quitter la voie de la

rancune pour rentrer dans celle de la sagesse. A la réflexion, elle devrait reconnaître qu'il est une seule puissance à l'égard de qui sa rancune soit justifiée, à savoir l'Autriche-Hongrie, qui l'a poussée à commettre toutes les fautes dont elle se plaint aujourd'hui de subir les conséquences.

LA SOLIDARITÉ AUSTRO-ALLEMANDE.

27 février 1915.

L'attaque des Dardanelles produit déjà quelques-uns des effets diplomatiques que le succès de cette grande opération est destiné à assurer. Quoiqu'elle soit seulement dans sa première phase, elle jette le désarroi parmi les Turcs et leurs alliés tandis qu'elle raffermit les courages chancelants dans les pays neutres où l'intimidation germanique pèse de tout son poids. Le gouvernement roumain, qui avait eu, paraît-il, la faiblesse de consentir au passage sur son territoire du matériel de guerre austro-allemand fabriqué pour la Bulgarie, semble s'être ressaisi. Mieux averti des dangers de laisser passer une puissante artillerie dans un État voisin qui met sa neutralité à un prix d'autant plus élevé qu'il se sent mieux armé, le Cabinet de Bucarest aurait renoncé à un prétendu échange de complaisances, où il aurait beaucoup donné tout en risquant de ne rien recevoir. A Sofia même, la perspective de voir la flotte des Alliés, appuyée par des troupes de débarquement, embossée devant Constantinople, a considérablement refroidi le zèle des Macédoniens. Les stamboulovistes les plus déterminés

savent très bien que jamais l'armée bulgare ne marcherait contre une armée russo-franco-anglaise, si faible fût-elle. Aussi commencent-ils à mieux apprécier la combinaison consistant à occuper tout d'abord la partie de la Thrace cédée à la Bulgarie par le traité de Londres et reprise par la Turquie au cours de la seconde guerre balkanique. Si dédaigneux qu'ils aient affecté jusqu'ici de se montrer pour un agrandissement en territoire ottoman, ils songent sérieusement à se nantir de ce côté dès lors que s'évanouit leur espoir d'exécuter une action concertée avec les Turcs contre les Serbes et les Grecs. Pour accentuer ces nouvelles dispositions du Cabinet de Sofia, il importe de pousser l'attaque des Détroits avec toute l'énergie possible. La destruction de quatre des forts de l'entrée des Dardanelles est un excellent début.

Visiblement le Cabinet de Vienne est profondément troublé. Afin de rassurer le public, il publie des communiqués turcs où la détresse du comité Union et Progrès est masquée par des mensonges. Mais il se sent frappé à un point où toute blessure est mortelle. Toutefois, il faut se garder de croire qu'il songe à se dégager en préparant une paix séparée. Ce projet, qu'on lui attribue parfois, n'existe que chez les Austro-Hongrois clairvoyants qui condamnent, au fond de leur cœur, la politique de casse-cou de leur gouvernement et qui ne jouissent d'aucune influence effective. Au contraire, plus la guerre se prolonge, plus l'Autriche-Hongrie s'amalgame avec l'Allemagne. C'est ce que déclarait nettement l'autre jour la *Nouvelle Presse libre* en commentant l'entrevue du baron Burian et de M. de Bethmann-Hollweg au grand quartier général de l'archiduc Frédéric. « Dans cette guerre, dit-elle, la politique extérieure des deux empires n'est pas devenue moins une — *einheitlich* —

que les armées, et, du Belt jusqu'à nos côtes maritimes, la monarchie et l'Allemagne sont une seule association de travail et de combat — *eine einzige Arbeitsgenossenschaft und Streitgenossenschaft* — avec laquelle chaque ennemi doit compter, où rien ne peut faire brèche, et que chaque nouvelle difficulté rend encore plus étroite. » Cette constatation doit être extrêmement amère pour beaucoup d'Autrichiens qui espéraient tout autre chose. Mais elle est d'une vérité criante. Une entreprise belliqueuse menée en commun par l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie ne pouvait aboutir, en cas de victoire comme en cas de défaite, qu'à une fusion de forces et d'intérêts où la première devait absorber la seconde. Prise dans son ensemble, l'Allemagne est une, alors que la monarchie austro-hongroise se compose de pays juxtaposés, habités par des races différentes, ayant des tendances opposées. Il est inévitable que, dans une association entre ces deux puissances, l'agrégat hétérogène se disloque et disparaisse dans la masse homogène. On ne saurait suivre avec trop d'attention les événements qui se dérouleront en ce sens.

LA PEUR A CONSTANTINOPLE ET L'ENTHOUSIASME A ROME.

28 février 1915.

Le forcement des Dardanelles s'exécute dans les meilleures conditions. Déjà les quatre forts de l'entrée sont détruits et occupés, les batteries intermédiaires sont anéanties, les mines sont déblayées sur plusieurs milles et un certain nombre de bateaux de la flotte anglo-fran-

çaise a pu, sans dommage, pénétrer dans le détroit lui-même pour bombarder des ouvrages situés plus loin. L'émotion se répand tout le long de la Marmara jusqu'à la mer Noire. La colère contre la politique de folie des gens de l'Union et Progrès gagne Stamboul. Les victimes de cette clique commencent à espérer et les exploiteurs du régime prennent peur. Djavid Bey qui, malgré une démission simulée afin de duper les diplomates crédules d'Occident, continuait de diriger le ministère des finances est parti pour Berlin. Son complice et ami, Hussein Djahid Bey, directeur du *Tanine*, s'est réfugié à Vienne. Talaat Bey, cet ancien employé des postes transformé en ministre dirigeant, a été l'objet d'une tentative d'assassinat. Ainsi les poltrons repus, fuyant la potence, ont cherché asile près de leurs amis de cœur et de bourse, et les ministres plus courageux sont menacés dans leur vie par leurs propres compatriotes. La collation de la Croix de fer à Enver Pacha consolera insuffisamment ce Napoléon manqué du désastre de ces ambitions. Toutefois ne nous moquons pas trop de cette décoration : peu avant la guerre, Djavid Bey avait reçu la grand-croix de la Légion d'honneur. Le gouvernement de la République s'est montré plus prodigue que Guillaume II envers les ministres actuels de Constantinople ; seulement l'empereur allemand a été mieux récompensé.

En Italie l'effet de l'entreprise sur les Détroits est immense. Chacun sent que le pays ne peut rester inerte en présence d'un des plus grands changements qui puissent se produire dans le monde. La prise de Constantinople par les Alliés, si elle a lieu, sera un des plus grands événements de l'histoire. Elle décidera des destinées de l'Orient. Elle hâtera, dans une mesure qu'on

ne saurait exagérer, le dénouement de la guerre européenne. Comment les Italiens, dont les regards, les regrets et les espoirs s'étendent sur le bassin oriental de la Méditerranée, verraient-ils avec indifférence d'autres nations régler sans eux le sort de ces immenses régions où leur imagination voit encore briller les emblèmes des républiques de Gênes et de Venise? Mais ils comprennent que la participation de leur pays à ce règlement implique sa participation à l'action militaire générale des Alliés. Des bénéfices ne peuvent être recueillis sur les points où ils sont assurés que si des risques sont courus sur d'autres théâtres de la guerre. Consciemment ou inconsciemment, c'est ce sentiment qui a éclaté à la séance d'avant-hier vendredi à Montecitorio. Comme le député Turati, socialiste officiel, venait de dire, à propos de l'interdiction des réunions publiques où se discutait la question de l'intervention, que le peuple d'Italie ne marcherait pas, le président du Conseil s'est écrié : « Je ne sais pas si la nation devra ou ne devra pas marcher ; mais je sais que, le jour du péril, le jour de l'appel, la nation marchera unanimement aux ordres de la patrie et du roi. » Ces paroles n'avaient rien que de naturel. Mais ce qui fut extraordinaire, inouï, ce fut la manifestation d'enthousiasme qui les accueillit. De la droite les applaudissements gagnèrent instantanément tous les autres secteurs de la Chambre. A la seule exception des socialistes officiels, tous les députés se levèrent en criant : « Vive le roi! Vive l'Italie! » Les spectateurs des tribunes répétèrent ces cris et le président leva la séance au milieu d'un tumulte d'acclamations.

En Italie les *dimostrazioni* ne prouvent souvent pas grand'chose. Néanmoins l'importance de la démonstration parlementaire d'hier ne saurait être contestée. Au

lendemain de la réouverture de la Chambre italienne, les journaux allemands interprétaient les manifestations des premières séances comme un signe certain des préférences de la majorité pour la neutralité absolue. Le correspondant du *Berliner Tageblatt* à Rome, en pointant les partisans et les adversaires de l'intervention, découvrait moins de cent députés favorables à celle-ci : 2 socialistes revisionnistes du groupe Bissolati, 7 nationalistes, 40 radicaux, et deux douzaines de républicains ou de braillards d'autres partis. Si cet excellent pointeur assistait à la séance de vendredi dernier, il a dû refaire ses comptes.

RIPOSTE DE L'ANGLETERRE ET DE LA FRANCE AU BLOCUS ALLEMAND. — LE BLOCUS DES CÔTES ALLEMANDES.

2 mars 1915.

La notification du blocus fictif des côtes nord-ouest de la France, de la Manche et des eaux entourant les Iles Britanniques par les sous-marins allemands a reçu hier la réponse qui convenait. Les Cabinets de Paris et de Londres ont remis aux gouvernements des puissances neutres et M. Asquith a lu à la Chambre des Communes une note déclarant que, par mesure de représailles, les gouvernements britannique et français se réservaient la faculté « d'arrêter et de conduire dans leurs ports les navires transportant des marchandises présumées de provenance, de destination ou de propriété ennemies ». Il n'est fait aucune distinction entre les navires. Ceux-ci et leurs cargaisons ne seront pas confisqués d'office, ils

ne le seront que s'ils sont passibles de confiscation pour des motifs reconnus par le droit international en vigueur. Les navires alliés saisiront toutes les marchandises allemandes ou non, contrebande de guerre ou non, se trouvant à bord de navires de n'importe quelle nationalité et destinées à l'Allemagne ou en provenant. Au blocus fictif des côtes anglo-françaises, la Grande-Bretagne et la France répondent par une sorte de blocus des eaux allemandes. Elles n'interdisent pas la circulation des bateaux dans une zone déterminée ; elles renforcent leur droit de visite en déclarant susceptibles d'être saisies, avec ou sans confiscation suivant les cas, toutes les marchandises quelconques destinées directement ou indirectement à l'Allemagne ou en provenant.

C'est évidemment là une mesure nouvelle, contraire aux dispositions de la Déclaration de 1856, jointe au traité de Paris, qui faisait loi jusqu'ici en la matière. Mais l'Allemagne viole effrontément deux des quatre articles de cette Déclaration, ceux qui concernent le blocus effectif et le respect des marchandises neutres à bord des bateaux de commerce ennemis ; bien plus, elle coule sans préavis les bateaux neutres eux-mêmes avec leurs cargaisons et leurs passagers. De la part des Alliés, il eût été naïf et criminel de s'en tenir obstinément au respect strict des clauses d'une convention dont leur ennemi considérait comme nulles et non avenues les parties qui le gênaient. D'ailleurs ils étaient officiellement déliés de tout engagement par les termes de la convention elle-même qui stipule, dans un protocole spécial, l'indivisibilité des quatre principes posés dans les quatre articles. Dès lors qu'un des belligérants violait délibérément un de ces quatre principes, les autres belligérants n'étaient plus tenus pour le reste. En

droit comme en fait, les mesures que la Grande-Bretagne et la France se sont trouvées dans la nécessité de prendre sont donc entièrement justifiées. Elles sont dans un cas de légitime défense. Elles ripostent du tac au tac.

En ce qui concerne les neutres, ils n'auront aucun sujet de plainte légitime. Aucun tort ne leur sera causé. Les règles ordinaires sur la contrebande de guerre seront appliquées aux navires qui en transporteront. Quant aux marchandises non qualifiées de contrebande de guerre, mais destinées à l'Allemagne ou en provenant, leur saisie ne causera aucun préjudice aux neutres de bonne foi qui seront indemnisés suivant des règles à fixer. Les Alliés exerceront sur elles un droit de séquestre ou de préemption. Ils ne détruiront ni marchandises, ni bateaux. Les neutres apprécieront sans doute la différence de ce procédé avec celui des Allemands qui torpillent inopinément, sans sommation ni préavis, et coulent, avec leurs cargaisons et tous leurs passagers, tous les bateaux indistinctement que leurs sous-marins rencontrent dans une zone arbitrairement fixée. Les Alliés continuent de respecter les bateaux et les personnes ; ils limitent au strict nécessaire la dérogation aux règles internationales. Ils ne portent aucun préjudice aux neutres de bonne foi. Ils observent rigoureusement tous les principes d'humanité. Quel contraste avec la férocité méthodique des Allemands!

L'Allemagne se flattait d'intimider les Anglais et de les faire renoncer à la capture des objets d'alimentation ou bien de les affamer en arrêtant les transports entre les Iles Britanniques et les autres pays. Elle s'est encore une fois trompée dans ses calculs, elle n'a intimidé personne, elle n'a pas arrêté le commerce maritime dans la zone interdite, elle a provoqué des représailles qui lui

causeront infiniment plus de mal que ses sous-marins n'en peuvent faire. Elle ne va pas manquer de mettre en mouvement tous les ressorts de sa politique officielle et secrète afin d'essayer de soulever des difficultés entre les États-Unis et les Alliés. Elle va, paraît-il, envoyer à Washington un nouvel ambassadeur. Les Germano-Américains lui viendront certainement en aide. Mais ni le gouvernement, ni le peuple américain ne pourront méconnaître notre bon droit. C'est l'Allemagne tout d'abord qu'ils auraient dû rappeler au respect de ces conventions internationales dont le Cabinet de Washington a pris si souvent l'initiative avec tant d'ardeur. On dit que le président Woodrow Wilson est puritain. Comment pourrait-il se rallier à la thèse du gouvernement qui a égorgé la Belgique, qui détruit de parti pris les plus précieux monuments de la civilisation et qui ordonne de couler au fond de la mer, sans aucun motif valable, avec leur équipage et leurs passagers, les paisibles bateaux de commerce naviguant dans la zone qu'il a plu à l'empereur allemand de déclarer fermée ?

LES PRÉTENDUES CONVENTIONS MILITAIRES ANGLO-BELGES DE 1906 ET DE 1912. — RÉFUTATION DE LA THÈSE ALLEMANDE PAR LE GOUVERNEMENT BELGE. — LES RESPONSABILITÉS DE L'AUTRICHE-HONGRIE D'APRÈS LE LIVRE ROUGE.

3 mars 1915.

Après le gouvernement britannique, le gouvernement belge vient de protester officiellement contre les impu-

tations calomnieuses formulées par la chancellerie allemande au sujet de prétendues conventions conclues avant la guerre entre l'Angleterre et la Belgique. Le 4 août 1914, en annonçant au Reichstag la violation de la neutralité de la Belgique et du Luxembourg, M. de Bethmann-Hollweg s'était excusé de cette iniquité en alléguant le cas de force majeure : « nécessité ne connaît pas de loi ». « La rapidité est pour nous une question de vie ou de mort », avaient déclaré quelques jours auparavant le chancelier et le ministre des affaires étrangères aux ambassadeurs accrédités à Berlin. A ce moment, où l'on espérait pulvériser l'armée française en quelques semaines et fonder en quelques mois l'hégémonie mondiale germanique, les hommes d'État et les publicistes allemands se faisaient gloire de leur initiative foudroyante. Ils ne produisaient d'autre justification que leur volonté de vaincre à tout prix. Après les déboires de septembre, ils déchantèrent. Ils se mirent à la recherche d'arguments et de pièces tendant à faire croire que l'Allemagne avait été provoquée.

A cet effet les agents de la Wilhelmstrasse fouillèrent à fond les archives gouvernementales laissées à Bruxelles. Ils crurent avoir trouvé ce qu'il leur fallait en dénichant deux comptes rendus d'entretiens entre des officiers anglais et des officiers du ministère de la guerre belge en 1906 et en 1912. Passés maîtres dans l'art de « truquer » les documents, ils en supprimèrent ce qui contredisait leur thèse et baptisèrent du nom de « conventions » des conversations restées sans conclusion. On a lu hier, dans notre Dernière Heure, la réfutation écrasante de la légation de Belgique au Hâvre. Les considérants qui la précédaient, et que nous publions ce matin, ne sont pas moins accablants. Pour notre part, nous avons déjà dit,

à propos de la protestation de Sir Edward Grey, ce que nous pensions de cette affaire : bien loin d'avoir commis une incorrection, à plus forte raison une violation de leurs engagements, les Cabinets de Londres et de Bruxelles ou leurs représentants ont montré une discrétion excessive dans leurs conversations relatives aux moyens d'assurer éventuellement le respect de la neutralité belge. Il est déplorable qu'afin de ménager les susceptibilités d'une des puissances garantes la Belgique ne se soit pas effectivement prémunie contre une agression soudaine. Elle a péché par omission, non par action. Le simple exposé des événements, présenté tant de fois déjà, le prouve surabondamment. A ce sujet, on lira avec un intérêt particulier le livre fortement documenté que M. Ernest Denis, professeur à la Sorbonne, vient de publier sur *La guerre*.

La responsabilité de l'Autriche-Hongrie est inséparable de celle de l'Allemagne. Beaucoup de bons esprits en ont longtemps douté. Tout dernièrement encore, M. Lairolle, dans une attachante conférence sur le Livre Jaune, et M. Maurice Muret, dans un de ses brillants articles de la *Gazette de Lausanne*, émettaient des doutes sérieux sur les intentions belliqueuses du Cabinet de Vienne. Sans doute ni le comte Berchtold, ni l'empereur François-Joseph ne désiraient la guerre européenne pour elle-même. Mais ils voulaient la guerre à la Serbie, une guerre de destruction, et ils la préparaient depuis des mois, sinon des années. Ils savaient que l'Allemagne ne les laisserait procéder à cette exécution que s'ils lui assuraient en retour leur concours armé dans un conflit avec la France et la Russie. D'autre part, ils avaient été formellement prévenus que la Russie ne laisserait pas exécuter la Serbie. Ils ne pouvaient donc pas

supposer qu'ils accompliraient tranquillement l'abomination préméditée contre ce petit royaume bien avant le drame de Serajévo. Ils se sont, si l'on veut, trouvés pris dans un engrenage ; mais ils y ont mis volontairement la main. Plus on ira et plus les preuves abonderont en ce sens. On en découvre jusque dans le Livre Rouge publié dernièrement par le Ballplatz.

Que les commentateurs qui conservent de secrètes indulgences pour la politique austro-hongroise se reportent aux pièces 38, 42, 46 et 48 de ce recueil. Ce sont des dépêches échangées entre le comte Berchtold et le comte Szœgyeny, ambassadeur de François-Joseph à Berlin. C'est là, et non dans les pièces destinées aux Cabinets étrangers, qu'il convient de rechercher la véritable pensée du gouvernement austro-hongrois. Le 28 juillet, M. de Berchtold écrit à M. de Szœgyeny : « Je crois n'avoir pas besoin de faire remarquer spécialement à V. E. que le projet de conférence de Grey, en tant qu'il concerne notre conflit avec la Serbie, semble hors de saison en raison de l'état de guerre survenu. » Du même au même, le même jour : « Je prie instamment le Cabinet de Berlin de considérer de plus près si l'attention de la Russie ne devrait pas être amicalement attirée sur le fait que la mobilisation des districts en question (Kief, Odessa, Moscou et Kazan) équivaudrait à une menace contre l'Autriche-Hongrie et que, si elle avait lieu effectivement, il y serait répondu par les mesures militaires les plus étendues aussi bien par la monarchie que par l'empire allemand allié... Un langage net me paraît en ce moment le meilleur moyen de faire saisir à la Russie toute la portée d'une attitude comminatoire. » A l'instant où ce télégramme était expédié, l'Autriche-Hongrie mobilisait déjà depuis plusieurs

jours. Seulement elle tenait à conserver son avance.

Le 29, le comte Szœgyeny répond que, dès le dimanche 26, le gouvernement allemand a déclaré à Pétersbourg que la mobilisation russe serait suivie de la mobilisation allemande. « Aujourd'hui, ajoute-t-il, il a été de nouveau télégraphié à Pétersbourg que la continuation des mesures russes de mobilisation entraînerait la mobilisation allemande. » A cette date, les mouvements de concentration des troupes allemandes vers la frontière franco-belge avaient déjà commencé.

Le 29 le comte Berchtold revient à la charge à Berlin. « Je prie V. E., télégraphie-t-il à son ambassadeur, de porter immédiatement à la connaissance du gouverenment allemand et de dire très haut que, si les mesures russes de mobilisation ne sont pas suspendues immédiatement, notre mobilisation générale sera proclamée immédiatement pour des raisons militaires. V. E. ajoutera que nous ne nous laisserons naturellement pas influencer dans nos opérations de guerre en Serbie. » Et M. de Berchtold presse le Cabinet de Berlin de tenir un langage aussi vigoureux à Paris qu'à Berlin.

Telle est la véritable pensée du Ballplatz. Les concessions apparentes — et subordonnées à des conditions irréalisables — contenues dans d'autres pièces sont simulées. Si l'on veut aussi avoir la clef de la réserve officielle extraordinaire du Cabinet de Vienne à Paris après l'ouverture des hostilités entre la France et l'Allemagne, il faut se reporter à la pièce 8 du Livre Rouge. Le 4 août, le comte Mensdorff rend en ces termes compte d'une conversation qu'il vient d'avoir avec Sir Edward Grey : « Sir E. Grey m'a dit que, provisoirement, il ne voit aucune raison de faire une communication au gouvernement impérial et royal, ni d'entrer en conflit avec

nous, tant que nous ne sommes pas en état de guerre avec la France. » En conséquence l'Autriche-Hongrie mettait ses troupes et ses canons à la disposition de l'Allemagne à notre frontière sans rompre avec nous les relations diplomatiques. Elle nous faisait la guerre en s'obstinant à dire qu'elle restait en paix avec nous. C'est bien là sa manière.



CHAPITRE II

LA CRISE GRECQUE

LA GRÈCE ET L'EXPÉDITION DES DARDANELLES.

5 mars 1915.

Il se tient aujourd'hui, à Athènes, un grand Conseil de la Couronne qui doit délibérer sur la nouvelle attitude que la Grèce doit prendre à la suite de l'entreprise des Alliés aux Dardanelles. Un premier Conseil de la Couronne s'était déjà réuni avant-hier ; mais il n'avait pas arrêté de décision. On comprend que le gouvernement grec appelle à discuter avec lui les chefs des anciens partis ainsi que d'autres personnages éminents, et qu'il ne veuille se décider qu'après un examen très approfondi de la situation. En effet l'éventualité de l'occupation des Détroits et de Constantinople par d'autres puissances chrétiennes réveille dans toute l'Hellade les sentiments et les souvenirs les plus émouvants. Le Cabinet d'Athènes, il faut lui rendre cette justice, n'a jamais méconnu ni le véritable sens, ni l'importance de la conflagration actuelle. Il a ouvertement sympathisé avec les Alliés. Il entretient avec eux des relations de parfaite confiance.

Mais, tout en admettant sa possibilité, il n'avait pas envisagé comme aussi prochaine la prise de possession de la région des Détroits par les puissances occidentales alliées à la Russie. Il n'est donc pas surpris. Seulement il se trouve maintenant en face de l'événement dont on parlait souvent sans croire qu'il allait se produire.

La Grèce sait déjà que les Alliés sont animés à son égard des dispositions les plus amicales. Elle est assurée qu'on ne lui disputera pas, en cas de grands remaniements, l'influence prépondérante qu'elle aspire à exercer sur la partie des côtes de l'Asie Mineure où sont établies de temps immémorial de florissantes colonies hellènes. Il faut que cessent enfin les abominables persécutions dont les sujets non musulmans des sultans ont été victimes, jusqu'à ces tout derniers temps, sur le pourtour de la mer Egée. Smyrne, la reine de l'Asie antérieure, sera pour l'Hellade une magnifique métropole dont le rayonnement s'étendra sur tout le bassin oriental de l'Egée. Quant à la région des Détroits et à Constantinople, elle ne peut devenir, provisoirement du moins et pour un temps indéterminé, la propriété exclusive de personne. Pendant toute la guerre elle doit demeurer sous le contrôle des trois puissances qui auront préparé et exécuté la périlleuse entreprise du forcement des Dardanelles. Dans l'intérêt du succès des opérations générales sur tous les fronts et en vue de l'institution future d'un régime spécial présentant toutes les garanties indispensables pour les États non germaniques, ce sont ces trois puissances qui doivent conserver la direction de toutes les opérations présentes et à venir sur ce nouveau théâtre de la guerre. Mais cela n'empêche nullement, bien au contraire, les autres puissances amies de coopérer à l'action générale sur des terrains voisins, où

leur intervention sera plus efficace. Pour la Grèce, il s'agit à la fois de monter une garde vigilante dans les Balkans aux côtés de la Serbie et de réserver l'avenir dans les régions de l'Egée où domine l'hellénisme. Toutefois c'est dans les Balkans que se joueront les destinées de l'Asie ; rien ne sera possible ailleurs si les puissances germaniques ne sont pas réduites tout d'abord à l'impuissance dans la péninsule, où elles voulaient asseoir leur hégémonie afin de partir de là pour la conquête du reste de l'Orient.

ARTICLE DU COMTE JULES ANDRASSY SUR LES DÉTROITS. — LA TURQUIE INSTRUMENT DE L'ALLEMAGNE.

6 mars 1915.

Plus le forcement des Dardanelles progresse, plus l'Austro-Allemagne s'inquiète. Elle essaye bien de rassurer l'opinion dans les deux empires du centre en disant que l'entreprise est vouée à un échec certain. Mais elle n'est point dupe de ces allégations destinées au public. Elle se livre à un travail intense à Rome, à Bucarest et à Sofia pour éveiller les susceptibilités des neutres et leur persuader que leur intérêt leur commande de s'opposer à l'installation des Alliés dans les Détroits. Seulement les agents de la Wilhelmstrasse et du Ballplatz sont à bout d'arguments. Ils répètent toujours les mêmes, qui ont été déjà réfutés. Il est trop clair que l'Italie et la Roumanie ont plus d'avantages à voir les Détroits internationalisés qu'entre les mains d'une Turquie vassale ou sujette de l'Allemagne. Le contrôle international des

Détroits assure dans les conditions les plus favorables la liberté de la navigation. Le triomphe de Guillaume II à Constantinople mettrait dans la dépendance de l'Allemagne l'exportation et la vie des pays riverains de la mer Noire, de même que le commerce maritime des autres puissances. Les neutres amis des Alliés peuvent recevoir de la part de ceux-ci les assurances les plus formelles.

Dans un récent article de la *Nouvelle Presse libre*, le comte Jules Andrassy, ancien ministre et fils de l'ancien ministre des affaires étrangères austro-hongroises qui signa le traité d'alliance avec l'Allemagne, s'efforce, contre toute évidence, de prouver que l'Angleterre et la France elles-mêmes devraient empêcher la Russie d'obtenir l'accès aux Détroits. Revenant sur le discours de M. Sazonof à la Douma, dont des versions tendancieuses ont été publiées par les agences austro-allemandes, il prétend y voir une menace pour toute l'Europe. Nous avons déjà rectifié ces allégations. M. Sazonof a seulement parlé de l'accès de la Russie à la mer libre et, certes, il en avait le droit. Sir Edward Grey n'a pas hésité à approuver publiquement cette déclaration. Le comte Andrassy retarde d'un demi-siècle et davantage en rappelant les souvenirs de la guerre de Crimée et en citant des propos de Napoléon III, de Cavour et d'autres hommes d'État de ce temps. Ces réminiscences démodées prouvent une fois de plus que la diplomatie austro-hongroise reste embourbée dans de vieilles ornières. Les temps de la guerre de Crimée sont bien changés. Alors l'empire ottoman était voisin de l'empire russe sur les rives occidentales de la mer Noire et le tsar Nicolas Ier caressait le rêve d'arriver à Constantinople par la principauté de Moldavie, vassale du sultan, et par le vilayet

du Danube, qui constitue aujourd'hui la Bulgarie. Si ce projet s'était réalisé, les autres puissances en eussent, en effet, éprouvé de graves inconvénients. C'est pourquoi, à côté d'autres raisons bien connues, une coalition se forma pour sauver la liberté des Détroits. Le traité de Paris garantit cette liberté qui, en fait, fut respectée jusqu'à ces derniers temps à la satisfaction générale.

Aujourd'hui, ce n'est plus la Russie qui menace les Détroits et l'Orient, c'est l'Allemagne. Guillaume II a repris à son compte, en les élargissant à la mesure de son imagination, les projets de Nicolas Ier. Il a pris violemment la Turquie en tutelle. Il a mis la main sur le chemin de fer de Bagdad au Bosphore ; il s'est emparé de l'armée et de la flotte du sultan. Il commande en Arménie, à Jérusalem et à Stamboul. Avec le concours de l'Autriche-Hongrie, il espère relier Constantinople à Berlin par Vienne, Salonique et Sofia. Au contraire, deux États indépendants, la Roumanie et la Bulgarie, séparent maintenant l'empire des tsars de ce qui reste de la Turquie d'Europe. En conséquence, toutes les puissances protectrices de l'équilibre et de la liberté doivent se tourner contre les envahisseurs germaniques. Il leur faut également destituer de sa fonction de gardien des Détroits l'empire ottoman qui a failli honteusement à sa mission. L'Europe ne peut s'exposer à voir une seconde fois un gouvernement turc livrer aux nations de proie les clefs qu'il était chargé de garder. Le forcement des Dardanelles a pour objet de reprendre ces clefs, qui ne seront désormais confiées qu'à des mains sûres.

On n'aperçoit aucun danger russe dans tout cela. En réalité toutes les manœuvres austro-allemandes tendent à retenir le plus longtemps possible dans l'inaction les nations que leurs intérêts vitaux, d'accord avec leurs

sentiments, poussent naturellement vers les Alliés. Comme le disait l'autre jour la *Gazette de Francfort* en pressant le Cabinet de Vienne de négocier avec l'Italie au sujet du Trentin, par la bienveillante entremise de Berlin, « le plus important pour le moment n'est pas de s'entendre, quoique nous ne dépréciions pas cette solution : l'essentiel est de faire disparaître une barricade qui barre le chemin à une future politique de l'Europe centrale, saine et avantageuse pour les deux parties ». En d'autres termes, l'Allemagne dit à l'Italie — comme à la Roumanie — : « Commençons par négocier, nous conclurons après la guerre. » Il est douteux que les hommes clairvoyants, à Rome et à Bucarest, consentent à se mettre ainsi à la discrétion de l'Allemagne.

DÉMISSION DE M. VENIZÉLOS. — DÉSACCORD FONDAMENTAL ENTRE M. VENIZÉLOS ET LE ROI CONSTANTIN.

7 mars 1915.

Les délibérations du Conseil de la Couronne grec, réuni mercredi et vendredi, ont abouti à un des pires résultats qu'on pût prévoir. M. Venizélos, en désaccord avec le roi, a donné sa démission qui a été acceptée. Ce désaccord ne porte pas sur une question de détail, sur un mode de procéder. Il est fondamental. Hier, en annonçant la nouvelle à la Chambre, M. Venizélos a déclaré que « le roi n'approuvant pas la politique du gouvernement, le Cabinet avait remis au souverain sa démission ». Il ne peut s'agir ici de la politique inté-

rieure ; il s'agit exclusivement de la politique extérieure et de l'attitude de la Grèce dans la guerre européenne. Ce n'est point non plus la personne seule de M. Venizélos qui est en jeu ; c'est tout le Cabinet. C'est davantage encore : ce sont les destinées de l'Hellade.

Chacun sait que le roi Constantin a peu de goût pour M. Venizélos. Du temps où l'anarchie provoquée par une longue pratique de logomachie et de corruption régnait à Athènes, dans ces mois de 1910 où la dynastie paraissait sérieusement menacée, le diadoque d'alors subit des mortifications difficiles à oublier. Avec une habileté et une énergie qu'on ne saurait trop admirer, M. Venizélos sut en peu de temps débarrasser le pays de la domination des hégètes. Au « rotativisme » qui amenait successivement au pouvoir les différents chefs de partis et leurs clientèles, il substitua un gouvernement national uniquement préoccupé de rétablir l'ordre, de réformer l'administration, de reconstituer l'armée, de préparer une féconde participation de la Grèce à de grands événements qu'il prévoyait. Cet énorme travail ne s'exécuta pas sans froissements. Mais le pays tout entier, las d'un régime de décomposition systématique, se rallia d'enthousiasme à l'homme d'État qu'il ne tarda pas à reconnaître dans l'ancien chef révolutionnaire crétois. Depuis le mois d'octobre 1910, M. Venizélos a exercé le pouvoir avec une maîtrise dont on trouverait peu d'exemples. Il a inspiré une entière confiance à la Grèce et à l'Europe. Il a pleinement justifié les espoirs que ses compatriotes avaient mis en lui. Il a conquis la sympathie et l'estime de tous les hommes d'État étrangers avec qui les circonstances l'ont mis en contact. Aussi, après l'assassinat de Georges I[er] à Salonique, en mars 1913, le nouveau roi maintint-il M. Venizélos à la

tête du gouvernement. Le souverain et son président du Conseil différèrent quelquefois d'avis. Néanmoins l'accord subsista. M. Venizélos, qu'on qualifiait quelquefois de dictateur, est le ministre qui recherche le moins les apparences du pouvoir et qui évite le plus de triompher publiquement de ses adversaires ou de ses contradicteurs. De son côté, Constantin I[er] ne pouvait point, en conscience, ne pas rendre hommage aux immenses services de l'homme qui, à l'extérieur comme à l'intérieur, avait vraiment fondé une Grèce nouvelle.

Mais le désaccord qui a éclaté hier entre le roi et son Cabinet est de telle nature qu'un accommodement était impossible. La volonté de l'un devait prévaloir sur celle de l'autre. Avec son sens si fin des besoins nationaux et son instinct politique exceptionnel encore développé par plus de quatre ans de pouvoir dans les circonstances les plus graves, M. Venizélos s'était convaincu que l'heure d'intervenir dans le conflit européen avait sonné pour la Grèce. Il ne voulait pas que l'entreprise des Alliés dans les Détroits s'achevât sans que la Grèce eût pris nettement position. Il tenait à rendre aux Alliés, à un moment où ils couraient encore des risques, un service militaire dont le prix aurait été facilement payé. Il voulait aussi montrer, dans les eaux et sur les terres d'où le croissant de l'islam avait chassé la croix grecque depuis plus de quatre siècles, le pavillon de l'Hellade rénovée, prête à l'accomplissement de ses nouvelles destinées. Sans méconnaître les avantages de la méthode diplomatique où il excelle aussi, il devine la force des grands courants nationaux. Il croyait qu'à l'heure actuelle il convenait de passer outre à certaines objections, de rejeter les voiles et d'entrer le visage découvert dans la conflagration générale.

Au contraire, Constantin Ier, comme Ferdinand Ier de Roumanie, désire ne rien risquer. De même également que le successeur de Charles Ier, il attend le dernier moment pour se prononcer contre l'Austro-Allemagne. Avant d'intervenir contre elle il veut être assuré qu'elle n'a plus de chance de vaincre. Ces deux souverains ambitionnent de récolter sans avoir semé. L'avenir décidera. Constantin Ier a chargé M. Zaïmis, ancien ministre, ancien gouverneur de Crète, chef du gouvernement épirote, de former un nouveau Cabinet. M. Zaïmis est un patriote à la fois avisé et hardi. Il n'a pas accepté définitivement. On a peine à supposer qu'il ne partage pas les idées de M. Venizélos sur la direction à donner aujourd'hui à la politique extérieure de la Grèce.

LES INTRIGUES ALLEMANDES EN GRÈCE. — LES IDÉES DE M. GUÉROF SUR LA MACÉDOINE.

8 mars 1915.

Il se confirme que la crise grecque a bien pour cause un désaccord fondamental entre le président du Conseil démissionnaire et le souverain. En s'entretenant de la situation avec des amis, M. Venizélos disait hier : « Pour ce qui est de l'occasion perdue, le mal est irréparable. Reviendrais-je aux affaires que je ne pourrais pas moi-même le réparer. » M. Venizélos se connaît en occasions. Durant sa carrière si mouvementée, il en a saisi assez pour pouvoir discerner les moments décisifs. En Crète et en Grèce, il a eu de grandes hardiesses ; mais il s'est trouvé que son audace était surtout de la prévoyance.

S'il n'a pas été suivi cette fois, c'est moins parce que l'entreprise préconisée par lui effrayait le pays que parce que les influences hostiles à sa politique ont trouvé là un terrain favorable pour le renverser. Il convient de noter à ce propos que le général Dousmanis, le chef de l'état-major qui avait été mis en disponibilité à la fin du mois dernier pour avoir écrit une lettre contenant des critiques offensantes à l'égard du président du Conseil, a été réintégré dans ses fonctions, sous le prétexte de l'anniversaire de la prise de Janina, juste le jour de la réunion du Conseil de la Couronne, de façon qu'il pût y participer. Les anciens hégètes aussi n'ont pas négligé de prendre leur revanche ; quand il s'agit d'assouvir de vieilles rancunes, ils ne laissent pas échapper l'occasion.

Il faut espérer qu'ils s'en tiendront là et qu'on ne reverra pas les tristes jours d'octobre 1910 où M. Dragoumis, alors président du Conseil, s'écriait à la Chambre : « Nous voyons des hommes à cheveux blancs n'ouvrir la bouche que pour faire sur un ton véhément le procès de ceux qui ne partagent pas leur opinion et les accuser de mauvaise foi... Pendant que nous piétinons sur place, toutes les questions qui intéressent la Grèce et l'hellénisme sont sur le tranchant du rasoir... Je suis en mesure de vous assurer que jamais, depuis l'arrivée du roi Georges en octobre 1864, la Grèce n'a couru autant de dangers, extérieurs et intérieurs, qu'à l'heure actuelle. Leur coïncidence peut amener la Grèce dans une situation telle qu'elle n'aura plus la liberté de gérer ses propres affaires. Car, lorsque les nations deviennent insupportables, comme on l'a vu ailleurs, ces nations-là subissent le sort de la Pologne. » Ces paroles résonnent encore dans toute l'Hellade. A cette époque critique, ce fut M. Venizélos qui sauva la Grèce de l'anarchie. La Grèce se sou-

lèverait de dégoût si les hommes à cheveux blancs dont parlait M. Dragoumis en 1910 tentaient, sous l'égide germanique, de restaurer la politique malsaine d'un temps maudit.

Aux influences locales se sont jointes celles de l'Austro-Allemagne pour renverser M. Venizélos. On les découvre partout. Elles ont des agents en très haut lieu. Il semble bien pourtant qu'elles ne réussiront pas dans leur tâche principale. En effet, elles s'attachent surtout à ruiner les opérations militaires des Alliés. Or la non participation de la Grèce à la guerre en ce moment ne cause nulle gêne à ceux-ci. Elle fait seulement du tort à l'hellénisme et les Hellènes sauront s'en souvenir. Quant aux Alliés, ils disposent d'assez de forces pour venir seuls à bout de l'entreprise des Dardanelles. Il leur suffit que les mauvaises intentions des Bulgares soient tenues en échec. Et l'on a toutes raisons de croire qu'elles le seront, en dépit des excitations austro-allemandes et des machinations macédoniennes. Le gouvernement grec peut bien reculer devant les risques d'une opération offensive ; il ne pourrait pas, sans compromettre l'existence nationale, laisser les Bulgares intervenir dans la péninsule contre les Alliés.

S'il conservait des illusions sur les véritables desseins bulgares, il n'aurait qu'à se référer à une conférence faite vendredi dernier à Paris par un homme de confiance de M. Radoslavof. En exposant les revendications de son pays dans la péninsule balkanique, M. Guérof déclarait sans détour qu'elles visaient toute la Macédoine, l'intégralité des trois anciens vilayets macédoniens y compris Ochrida, Monastir et les côtes de l'Egée, y compris Salonique. Le conférencier ne cherchait point à justifier cette prétention par le fait que la population bulgare était en majorité dans l'ensemble de la Macédoine. Il reconnais-

sait, au contraire, qu'elle y était en minorité absolue. Mais il soutenait que la majorité relative suffisait pour donner à la Bulgarie un droit sur le tout, et que les côtes, où l'élément bulgare était insignifiant, devaient forcément suivre le sort de l'arrière-pays. Avec cette doctrine, digne de M. de Bethmann-Hollweg, le tsar Ferdinand pourrait réclamer Durazzo et Vallona, Constantinople aussi peut-être.

REFUS DE M. ZAÏMIS DE CONSTITUER LE NOUVEAU CABINET GREC. — LE CABINET GOUNARIS. — LES HÉSITATIONS BULGARES.

9 mars 1915.

La crise grecque entre dans une nouvelle phase. M. Zaïmis a décidément décliné la mission de constituer le nouveau Cabinet, et le roi a confié ce soin à M. Gounaris qui a accepté. M. Gounaris a demandé et obtenu l'autorisation de dissoudre la Chambre au cas où celle-ci n'approuverait point sa politique. Or il semble certain que la Chambre refusera sa confiance à un Cabinet Gounaris. Un conflit entre le gouvernement et les venizélistes est donc très probable. Il pourrait avoir de grosses conséquences.

M. Zaïmis était l'homme le plus apte à résoudre la crise. Ancien président du Conseil, ancien haut-commissaire en Crète, nommé récemment directeur de la Banque nationale, il jouissait d'une autorité incontestée. M. Venizélos professait pour lui une estime particulière. Dans des circonstances ordinaires, le remplacement de l'un de ces deux hommes d'État par l'autre se

fût effectué sans difficulté. Mais les événements actuels ont pour la Grèce une importance exceptionnelle. Les grands intérêts nationaux doivent être placés bien au-dessus des relations ou des sentiments personnels. M. Venizélos a jugé qu'il fallait choisir entre deux politiques et que le président du Conseil démissionnaire ne pouvait point, par complaisance ou déférence, soutenir un successeur chargé d'appliquer un programme contraire à celui dont le rejet avait provoqué la chute du Cabinet. Comme le ministère Zaïmis devait avoir pour principal objet le maintien de la neutralité, M. Venizélos a nettement refusé de lui promettre l'appui de la majorité parlementaire. Il l'a dit à M. Zaïmis, et il l'a écrit au roi qui l'avait prié par lettre de laisser voter par la Chambre les projets de loi urgents.

On reconnaît dans cette décision le caractère du véritable homme d'État. M. Venizélos, qui a détruit le « rotativisme », ne veut point revenir indirectement à ce système néfaste en passant pour quelque temps le pouvoir à un successeur qui le lui rendrait peu après. D'après lui, les ministres doivent représenter des idées précises, un programme net, et, s'ils viennent à tomber, il est indigne d'eux de prêter un appui, même provisoire, à une autre équipe. Partisan résolu d'une politique d'action, il considère sans doute comme déshonorant de couvrir de son autorité parlementaire, sous le prétexte d'éviter une plus grande crise, une politique d'inertie. On allèguerait en vain que les circonstances exigent l'union de tous les partis. Il n'est pas de plus grand péril pour la Grèce que la décomposition à l'intérieur et l'inaction à l'extérieur. Si une crise nationale doit éclater, mieux vaut que ce soit avant que le pays ait été réduit à l'impuissance. La conduite de M. Venizélos

pourrait être donnée en exemple à beaucoup de notables parlementaires en d'autres pays.

M. Venizélos avait vu si juste en proposant l'intervention immédiate que le seul fait de la probabilité de cette action avait déterminé le président du Conseil bulgare, avant la démission du Cabinet d'Athènes, à recommander la marche sur Andrinople. M. Radoslavof sentait que la Bulgarie ne pouvait laisser la Grèce recueillir seule, en Orient, les bénéfices de l'entreprise dirigée contre la Turquie. Il croyait, lui aussi, que le moment était venu de se décider et il estimait que, les plus grandes chances de succès se trouvant du côté des Alliés, la Bulgarie devait sans délai se nantir de sa part dans les dépouilles de la Turquie d'Europe. C'eût été un coup de maître. Le gouvernement bulgare se fût assuré un gage territorial considérable, la gratitude efficace des Alliés, les bonnes dispositions de la Grèce et l'amitié de la Serbie. Le règlement des affaires balkaniques devenait relativement aisé. Le tsar Ferdinand ne l'entendait point ainsi, paraît-il. Il se prononça contre la proposition de son ministre, et une crise ministérielle faillit s'ouvrir. On apprit à ce moment le refus de Constantin Ier de sanctionner le programme Venizélos. Dès lors que l'intervention grecque avortait, le projet d'intervention bulgare n'avait plus la même raison d'être, et le sujet de désaccord entre M. Radoslavof et le tsar Ferdinand disparaissait. D'après les dernières nouvelles, il ne serait plus question de crise ministérielle à Sofia.

En Grèce comme en Bulgarie, l'attitude des deux souverains est bien curieuse à observer. Dans ces deux pays, il est des hommes et des partis qui, sous la pression des circonstances, si ce n'est sous l'inspiration du génie, comprennent les grands intérêts nationaux et sont

disposés à y subordonner tout le reste. Ils sont tenus en échec par des influences de Cour, par des coteries et par des intrigues extérieures. Il reste à savoir qui aura le dernier mot.

LA POLITIQUE DU CABINET GOUNARIS ET L'ORIENT.

11 mars 1915.

Le changement de ministère en Grèce a mis en ébullition toutes les imaginations des pêcheurs en eau trouble. Pourtant cet événement d'une importance exceptionnelle pour la Grèce n'a en soi rien de nature à modifier la situation respective des puissances. La Grèce était neutre, elle reste neutre, cette neutralité conserve le même caractère. Le programme du Cabinet Gounaris, dont on publie un résumé ce matin, ne fait prévoir aucun changement dans la direction de la politique extérieure de la Grèce. M. Venizélos, qui a des vues d'homme d'État, croyait que le moment était venu d'intervenir militairement. Le roi en a jugé autrement et M. Gounaris partage son opinion. Les destinées de l'Hellade peuvent en recevoir un coup irréparable. Mais, au point de vue des relations internationales, rien d'essentiel n'est changé. Le nouveau gouvernement grec n'inaugure pas une nouvelle politique : il se cantonne dans l'ancienne, en refusant de prendre une initiative décisive. Une politique de prudence et d'expectative succède à une politique de prévoyante fermeté. Jusqu'ici ce n'est que cela. Rien n'autorise à dire que le Cabinet Gounaris veuille autre

chose. Rien surtout n'indique que la nation grecque serait disposée à le suivre dans une autre voie.

Toutefois il est naturel que la diplomatie germanique cherche à tirer parti d'un changement de ministère que le public européen peut considérer comme un échec des Alliés. On comprend également que la Bulgarie s'efforce de reconquérir les sympathies de ceux-ci. Mais, dans ses premières tentatives, on retrouve le même esprit qui a causé ses déboires. Elle prétend toujours ne prêter ses services que contre la promesse inconditionnelle de l'annexion de toute la Macédoine. C'est-à-dire qu'elle revendique ce que le traité de Bucarest lui a enlevé et ce qu'il a donné aux autres puissances balkaniques. Ainsi la coopération bulgare impliquerait la guerre à la Grèce, l'abandon de la Serbie et peut-être la brouille avec la Roumanie. C'est beaucoup en échange de services dont il est malaisé d'apprécier la valeur. Il est à supposer que la Bulgarie, une fois l'accord conclu avec les Alliés, emploierait plutôt ses forces contre les Balkaniques que contre la Turquie et l'Austro-Allemagne.

En Roumanie et en Italie, les agents de Vienne et de Berlin se démènent avec un redoublement d'énergie. Ils attisent la méfiance contre la Russie. Ils répandent à Rome le bruit que les Alliés méditent d'exclure l'Italie du partage de l'empire ottoman. Toutes ces manigances ne pourront détourner les gouvernements intéressés de la poursuite de leurs intérêts essentiels, et ceux-ci ne peuvent être solidement assurés que par la victoire des puissances gardiennes de l'équilibre sur les puissances germaniques aspirant à l'hégémonie. En ce moment les Alliés ne se partagent ni l'empire ottoman, ni l'Europe, ni le monde. Tous leurs efforts sont concentrés sur le succès des opérations militaires. Ils ont été attaqués, ils

se défendent, ils ne poseront les armes qu'après s'être prémunis contre tout retour offensif des nations de proie. Chacun le sait en Europe. Chacun peut se guider d'après cela.

LES EFFORTS DU PRINCE DE BULOW A ROME. — L'INVRAISEMBLANCE D'UN ARRANGEMENT AUSTRO-ITALIEN.

12 mars 1915.

Tout indique que l'Allemagne tente en ce moment un suprême effort pour détourner l'Italie d'intervenir. Lundi, M. Sonnino a eu avec le prince de Bülow un long entretien qui a été suivi d'un conseil des ministres d'une durée anormale. Avant-hier mercredi, l'ambassadeur d'Allemagne a longuement conféré avec M. Salandra. Ces entretiens avaient été précédés d'une entrevue confidentielle, restée plusieurs jours secrète, entre le président du Conseil et M. Giolitti, au domicile de ce dernier. La semaine dernière, le comte Tisza a eu à Vienne une audience de l'empereur-roi d'une telle importance que la presse austro-allemande a laissé entendre que le président du Conseil hongrois pourrait bien très prochainement être nommé chancelier de la monarchie. L'élévation du comte Tisza à cette dignité, dont le comte Beust fut revêtu le dernier et que n'eut aucun de ses successeurs au poste de ministre commun des affaires étrangères, coïnciderait vraisemblablement avec des arrangements qui feraient prévaloir les intérêts de la Hongrie sur ceux de l'Autriche. Elle cadrerait assez bien avec une cession ou promesse de cession du Trentin à l'Italie, car les

Hongrois feraient bon marché de cette province pour sauver la Transylvanie. Seulement, si cette combinaison se réalisait, la Roumanie dupée devrait courir aux armes. On voit que, même dans l'hypothèse d'un accord de l'Austro-Allemagne avec l'Italie, la situation de l'Autriche-Hongrie ne serait pas sensiblement améliorée.

Mais, jusqu'ici, rien ne fait supposer que cet accord soit sur le point de se conclure. La seule chose à peu près sûre est que le prince de Bülow promet au Cabinet de Rome que l'Allemagne s'emploiera de toutes ses forces à persuader l'Autriche de céder à l'Italie le Trentin et le Frioul jusqu'à l'Isonzo. Par contre, il est très douteux qu'il soit autorisé par le Cabinet de Vienne à négocier en ce sens. La *Stampa* et le *Morning Post* affirment même que l'Autriche a officiellement refusé de traiter avec l'Italie. Alors il semble bien que la négociation actuelle réponde au plan de la *Gazette de Francfort* que nous découvrions l'autre jour : « l'essentiel pour le moment consiste non pas à conclure, mais à négocier. » On ferait danser l'appât des provinces irrédimées devant l'Italie jusqu'à la fin de la guerre et, après, on s'arrangerait suivant les circonstances. Malheureusement pour les Machiavels de Berlin, ni le gouvernement, ni le peuple italien ne paraissent disposés à tomber dans le piège. Ils réclament une certitude. C'est pourquoi l'on croit généralement à Rome que la question sera prochainement tranchée d'une façon ou de l'autre. Dans son discours de Gaëte, dimanche dernier, M. Salandra l'a suffisamment fait pressentir en déclarant : « *Je vous dis, avec un esprit profond et la conscience angoissée — con profonda mente et angosciata coscienza* — que nous ferons tous notre devoir avec l'aide de Dieu, sur l'ordre du roi et pour la gloire de la patrie. » Les mots en italiques avaient

été supprimés dans le compte rendu télégraphié par l'agence Stefani. Ils ont été rétablis par le *Giornale d'Italia*, organe de M. Sonnino. Cette rectification mérite d'être relevée.

Pour que les efforts du prince de Bülow aboutissent, il faudrait que l'Autriche ne fût plus l'Autriche et que l'Allemagne ne fût plus l'Allemagne. Les professeurs sans élèves qui versent leur copie dans les journaux de Vienne et de Berlin ont beau soutenir que la race allemande domine dans une grande partie de l'Italie, que les modèles des grands peintres italiens sont des types allemands, que la langue italienne abonde en mots germaniques, que l'élément germanique, quand il s'est mêlé à l'élément latin, celte ou slave, l'a toujours emporté, et que l'Italie doit posséder Malte comme l'Espagne Gibraltar, ces considérations scientifiques et ces provocations contre l'Angleterre ne flattent ni ne convainquent personne dans la péninsule. Les raisons profondes de conflit entre l'Autriche et l'Italie sont bien connues ; aucun professeur germanique n'y changera rien. L'Italie tient à sortir de la guerre européenne avec les provinces *irredente* de sa frontière du nord-est, la suprématie dans l'Adriatique et de larges perspectives dans le bassin oriental de la Méditerranée. Or l'Austro-Allemagne ne veut à aucun prix céder Trieste ; elle veut rester de pair avec l'Italie dans l'Adriatique ; elle est incapable d'assurer à quiconque quoi que ce soit dans la Méditerranée, où les Alliés possèdent l'absolue maîtrise de la mer. Bien plus, l'empereur François-Joseph est foncièrement hostile à la cession du Trentin. Les Italiens devinent facilement que, si, par nécessité du moment, on leur cédait sur le papier cette région, ce serait avec l'intention de la reprendre dès qu'on serait en mesure de parler haut. Enfin ils

savent aujourd'hui de source certaine — le *Corriere della Sera* vient de publier à ce sujet un document édifiant — que la Turquie, d'accord avec l'Allemagne, a fomenté contre eux la guerre sainte en Libye.

Le *Corriere della Sera* du 11 mars exprime l'opinion de tous les gens raisonnables en disant : « A supposer que l'Autriche ait changé ou soit sur le point de changer sa manière et son esprit, et qu'elle croie venu le moment d'offrir et de céder, qui nourrit l'illusion que ce soit pour offrir et céder ce qui nous convient, ce qui est de notre intérêt, c'est-à-dire le territoire qui garantisse absolument le retour des régions italiennes à l'Italie, et les frontières naturelles, fondements de notre sécurité militaire et politique ? Que ceux qui veulent entretenir ces illusions le fassent : nous, non. »

L'INCIDENT DE L' « EITEL-FRIEDRICH ». — LE COULAGE DU « WILLIAM-P.-FRYE ».

15 mars 1915.

On ne sait pas encore comment se dénouera l'incident provoqué par l'entrée du croiseur allemand *Prinz-Eitel-Friedrich* dans un port de l'État de Virginie. Ce qui est certain dès à présent, c'est qu'il suscite au delà de l'Atlantique une émotion très vive et met l'Allemagne dans un grave embarras. Le gouvernement de Washington se livre à des enquêtes et semble n'avoir pas grande hâte de décider l'attitude qu'il va prendre. Peut-être espère-t-il que l'Allemagne, de sa propre initiative, présentera

des excuses et offrira une réparation. Peut-être aussi attend-il, avant d'adopter un parti, que l'Angleterre et la France aient précisé de façon plus complète la portée des résolutions qui ont été annoncées le 1er mars par M. Asquith à la Chambre des Communes et qui tendent à empêcher tout commerce maritime avec l'Allemagne. On ne voit pas bien, à vrai dire, la connexité qui peut exister entre les deux questions, qui sont absolument distinctes. Quoi qu'il en soit, les journaux des États-Unis continuent à réclamer avec énergie la satisfaction due à leur pays, tandis que de son côté la presse allemande s'abstient prudemment de se prononcer avec netteté sur la question.

On se rappelle comment elle s'est posée. L'*Eitel-Friedrich*, contraint par le manque de provisions ou par une avarie, a dû faire relâche à Newport-News, un port de la côte orientale des États-Unis. C'était un ancien paquebot du Norddeutscher Lloyd qui se trouvait sur les côtes de Chine au commencement de la guerre et qui a été transformé alors en croiseur, on ne sait pas au juste comment. Le 6 novembre dernier, on retrouve sa trace de l'autre côté du Pacifique, à Valparaiso. A partir de cette date, il a attaqué et détruit onze bateaux de commerce avant d'entrer à Newport-News. S'il ne se trouvait pas dans le cas particulier que l'on sait, le traitement à lui appliquer dans le port américain serait des plus simples. Ordinairement, d'après l'article 12 de la douzième convention de La Haye de 1907, un bateau de guerre belligérant réfugié dans un port neutre n'y peut rester que vingt-quatre heures, sauf le cas de mauvaise mer ou d'avaries. S'il a besoin de réparations, celles-ci doivent être effectuées le plus rapidement possible et se borner au strict nécessaire. Quand elles sont terminées,

le navire doit immédiatement reprendre la mer. S'il n'est pas sorti dans les délais prescrits, il doit être retenu jusqu'à la paix dans le port neutre. Voilà le droit commun. Mais l'*Eitel-Friedrich* n'est pas dans le droit commun. Parmi les onze bateaux qu'il a coulés pendant sa courte carrière de croiseur, il s'en trouve un qui portait le pavillon des États-Unis et s'appelait le *William-P.-Frye*, du nom d'un sénateur de Washington décédé. Il était chargé de blé à destination de l'Angleterre. Rencontré en mer, dans l'Atlantique, le 27 janvier, par le croiseur allemand et sommé de s'arrêter, il a obéi. Les marins de l'*Eitel-Friedrich* l'ont abordé, ont commencé à jeter sa cargaison à la mer ; puis, comme ils trouvaient que cette opération durait trop longtemps et qu'ils avaient hâte de courir à d'autres exploits aussi glorieux, ils se sont interrompus dans cette besogne et ont mieux aimé couler le bateau avec ce qui restait de blé dans sa cale, après avoir recueilli l'équipage. Qu'ils aient eu ensuite l'imprudence et l'impudence d'entrer dans un port du pays même dont ils avaient ainsi traité les nationaux, cela peut paraître étonnant ; mais sans doute ils ont cédé à la nécessité. En tout cas, on se demande maintenant, à la Maison Blanche, ce qu'on va faire d'eux et du bateau qui les porte.

Que l'Allemagne, représentée par eux, ait commis envers les États-Unis une grossière et impardonnable violation du droit des gens, cela n'est pas sérieusement contestable. Le *William-P.-Frye* était un bateau américain ; personne ne le nie. Il avait à bord une cargaison de blé adressée, il est vrai, à un des belligérants, mais qui, d'après les déclarations faites par l'Allemagne elle-même antérieurement au 27 janvier, n'avait le caractère de contrebande de guerre que si elle était expédiée pour

nourrir l'armée de terre ou de mer anglaise, et ce n'était pas sa destination. Alors même qu'elle aurait eu le caractère de contrebande de guerre, ce qui n'est pas, l'*Eitel-Friedrich* pouvait avoir le droit éventuel de confisquer la marchandise, mais non celui de couler le navire, à moins d'une nécessité absolue qui, certainement, n'existait pas. On essayerait en vain d'embrouiller la question en y mêlant les controverses suscitées, soit par le manifeste allemand du 2 février qui a prétendu interdire aux neutres l'approche des côtes de la Grande-Bretagne, soit par les récentes déclarations faites au nom de la France et de l'Angleterre. Quand le *William-P.-Frye* a été pris et détruit, le manifeste allemand du 2 février n'avait pas vu le jour, et d'ailleurs le lieu de la capture était fort éloigné des rivages anglais ou irlandais. Quant à la déclaration anglo-française, elle est encore postérieure et les cas qu'elle vise n'ont rien de commun avec celui de l'*Eitel-Friedrich* et du *William-P.-Frye*. Il n'y a, par conséquent, aucune excuse à invoquer en faveur du bateau allemand. L'incertitude ne peut exister que sur la sanction. Si les États-Unis laissent partir en paix le croiseur aussitôt après sa réparation, il sera probablement attaqué et détruit par les navires anglais et français qui le guettent à la sortie des eaux territoriales : ce sera un acte de justice auquel tout le monde applaudira ; mais les États-Unis eux-mêmes n'auront ni demandé ni obtenu la satisfaction qui leur est due. S'ils retiennent l'*Eitel-Friedrich* dans le port après réparation et jusqu'à la paix, ils feront leur devoir de neutres ; mais ce sera une compensation bien insuffisante de l'outrage reçu et du préjudice subi. Peuvent-ils poursuivre pour piraterie le capitaine et l'équipage ? Doivent-ils, à défaut de cette poursuite ou en même temps qu'elle aura lieu, s'adresser

à l'Allemagne responsable et exiger une amende honorable avec une indemnité ? C'est la question sur laquelle délibèrent M. le président Wilson et ses conseillers, que la presse américaine discute avec ardeur et dont l'Europe attend la solution avec le plus vif intérêt.

LA GUERRE MARITIME. — RÉGLEMENTATION DU DROIT DE VISITE PAR LA FRANCE ET L'ANGLETERRE.

16 mars 1915.

La France et l'Angleterre viennent de donner à leur déclaration du 1er mars la suite qu'elle comportait nécessairement. En réponse au blocus fictif établi le 4 février par l'Allemagne dans une zone dite militaire comprenant l'ensemble des côtes des Iles Britanniques et une partie des côtes françaises, elles avaient notifié aux neutres qu'elles « se considéraient comme libres d'arrêter et de conduire dans leurs ports les navires portant des marchandises présumées de destination, propriété ou provenance ennemies ». C'était là un principe général. Il s'agissait d'en reglémenter l'application. C'est l'objet d'un décret qui a paru ce matin au *Journal officiel* et d'une ordonnance publiée simultanément dans la *Gazette de Londres*.

En commentant la déclaration du 1er mars nous disions qu'elle ne fournirait aux neutres aucun sujet de plainte légitime et que les Alliés exerceraient simplement un droit de séquestre ou de préemption sur les marchandises ne rentrant dans aucune des deux catégories de la contrebande de guerre. C'est bien cette idée dont s'ins-

pire en effet le décret du 16 mars. Après avoir défini ce qu'il faut entendre par marchandises venant d'Allemagne, expédiées sur l'Allemagne, ou appartenant à des sujets allemands, le décret édicte les dispositions suivantes sur le sort desdites marchandises trouvées à bord des navires visités. En premier lieu, les navires transportant les marchandises sujettes à saisie ne seront ni coulés, ni confisqués, ni saisis. Ils seront simplement « déroutés » sur un port français, ou anglais, ou allié, c'est-à-dire qu'ils y seront conduits afin qu'on y puisse procéder aux constatations légales nécessaires, après quoi ils seront laissés libres. Sauf en cas de résistance par la force de leur part, ils ne seront exposés à aucun dommage. Ils auront seulement à subir une déviation de leur itinéraire. C'est un bien mince inconvénient en comparaison de la destruction totale, sans sommation ni préavis, dont sont menacés tous les navires sans distinction rencontrés par des sous-marins allemands dans la « zone militaire » interdite arbitrairement à la navigation internationale par la barbarie allemande. Le décret du 16 mars n'établit même pas de blocus puisqu'il ne fixe aucune ligne de démarcation, ni aucune zone interdite, et qu'il ne stipule aucune sanction contre les bateaux qui auraient tenté de se soustraire à la visite sans recourir à la force. Il se borne à réglementer le droit de visite.

Quant aux marchandises elles-mêmes, elles sont également traitées avec les plus grands ménagements. Pas plus que les bateaux, elles ne seront détruites ou confisquées. Celles qui seront reconnues appartenir à des sujets allemands seront mises sous séquestre ou vendues. Dans ce dernier cas, le prix en sera déposé à la Caisse des dépôts et consignations jusqu'à la signature de la paix « pour le compte de qui de droit ». Les marchandises

appartenant à des neutres et venant d'Allemagne seront laissées à la disposition des propriétaires neutres pour être renvoyées à leur port de départ dans le délai qui sera fixé. Passé ce délai, elles seront sujettes à réquisition ou vendues pour le compte et aux frais et risques des propriétaires. Il en sera de même des marchandises appartenant à des neutres expédiées sur l'Allemagne ; seulement elles pourront être soit renvoyées à leur port de départ, soit « dirigées sur tel autre port français, allié ou neutre qui sera autorisé ». Des autorisations spéciales pourront être accordées à titre exceptionnel par le ministre de la marine sur la proposition du ministre des affaires étrangères et sur l'avis conforme du ministre de la guerre. Les règles applicables à la contrebande de guerre subsistent intégralement.

Le Conseil des prises est chargé de statuer sur la question de savoir si les marchandises déroutées appartiennent ou non à des sujets allemands, si elles viennent d'Allemagne ou si elles sont expédiées sur l'Allemagne. Ainsi toute garantie est donnée aux propriétaires des marchandises, quels qu'ils soient. Celles appartenant à des Allemands seront traitées comme celles qui sont actuellement passibles de séquestre sur notre territoire continental.

En somme le décret du 16 mars a pour but d'enlever à l'usage du gouvernement et des sujets allemands les marchandises de toute sorte transportées sur les bateaux de toute nationalité visités par les navires des Alliés. Il est contraire aux déclarations de 1856 en ce qu'il étend le droit de visite et de rétention ; il n'innove rien d'autre. C'est la mesure la plus bénigne que pouvaient prendre les gouvernements provoqués par la proclamation allemande du 4 février, proclamation suivie de la destruc-

tion effective de nombreux bateaux avec leurs équipages. Nous comptons que les neutres, si gravement éprouvés par la brutalité germanique, nous sauront gré de notre modération. Ils seront sans doute les premiers à reconnaître que nous nous efforçons seulement de réduire la durée d'une guerre effroyable, et que nous employons à cet effet les moyens les plus humanitaires et les plus équitables. Comme eux aussi sont atteints par la prolongation des hostilités, ils voudront avoir à cœur de ne pas nous troubler dans l'exercice d'un droit rigoureusement limité à l'indispensable.

LE DÉSARROI A CONSTANTINOPLE. — LE CHANTAGE AU MASSACRE. — L'ISLAMISME DE LA « NEUE FREIE PRESSE ».

17 mars 1915.

Le forcement des Dardanelles met en émoi tout l'Orient. Tout le monde reconnaît maintenant l'importance capitale de l'événement. De toutes parts arrivent des informations montrant le désarroi du gouvernement turc. Cependant il convient de ne pas accueillir sans réserves les nouvelles datées de Constantinople. Parmi elles, il en est bon nombre de fausses ou de tendancieuses. Par exemple il ne faut pas prendre au pied de la lettre les dépêches sur l'antagonisme de Talaat Bey et d'Enver Pacha et sur la discorde au sein du ministère ottoman. Il est cerain que les ministres ne sont unanimes ni dans leur appréciation des événements, ni sur la conduite à suivre. Il en était ainsi déjà avant la guerre. Mais cela a peu d'importance. Toute l'autorité se trouve

entre les mains d'Enver Pacha, qui l'a transmise aux officiers allemands. Il est invraisemblable qu'Enver Pacha songe aujourd'hui à se dégager de l'emprise germanique. Bon gré mal gré, il reste solidaire de l'Allemagne. Quant à Talaat Bey, il a trop longtemps fait bloc avec Enver Pacha pour se séparer de lui. S'il regrette que les choses aient pris la tournure actuelle, il est incapable de remonter le courant. Il faut toujours se rappeler que, lors des crises précédentes à la Sublime Porte, on signalait toujours des dissentiments entre les ministres et que toujours les décisions favorables à l'Allemagne étaient adoptées. L'alliance du comité Union et Progrès avec l'Allemagne ne s'effondrera que lorsque la flotte anglo-française paraîtra sur la Marmara. Alors nos adversaires les plus déterminés s'écrieront à qui mieux mieux que la France est leur seconde patrie. Certaines dépêches ont pour but de ménager chez nous un bon accueil à ces conversions de la dernière heure. On sait, sur le Bosphore, qu'il ne manque pas à Paris de bonnes dupes disposées à croire à la bonne foi des convertis.

Parmi les nouvelles tendancieuses, il faut relever surtout celles qui prédisent un massacre général des chrétiens pour le jour où les Alliés voudraient entrer de force à Constantinople. Le chantage au massacre est dans les traditions turques. Mais tous les gens au courant des mœurs ottomanes savent que les massacres n'ont lieu dans l'empire ottoman que par ordre, au commandement pour ainsi dire, et que les populations locales sont en général très tolérantes. Les disputes entre nationalités entremêlées n'ont nullement le caractère de massacres ; elles résultent de rivalités séculaires et d'opposition d'intérêts permanents. Depuis plusieurs années les populations ottomanes dans leur ensemble sont dégoûtées de la

domination du clan de l'Union et Progrès, qui a repris les pires traditions d'Abdul Hamid depuis qu'il est inféodé au germanisme. Loin de massacrer les chrétiens à l'approche des Alliés, elles songeront plutôt à se venger des exploiteurs du nouveau régime en qui elles avaient mis tant d'espoirs. Les Alliés seront reçus en libérateurs dès que la tutelle militaire allemande sera détruite. Le chantage au massacre a pour objet d'obliger moralement les Alliés à traiter avec la clique au pouvoir le jour où celle-ci se sentira perdue. Les Alliés commettraient une faute irréparable en tombant dans ce piège. En Orient, on ne peut rien si l'on ne donne l'impression de la force. Les Alliés révéleraient une lamentable faiblesse s'ils rendaient le pouvoir aux hommes qui s'en sont servis impudemment contre nous. Ils perdraient la face devant tout l'Orient. Ils doivent agir en maîtres et abandonner à leur destinée les ministres qui ont poussé la Turquie aux abîmes.

De son côté, la presse austro-allemande continue de travailler de toutes ses forces à soulever la méfiance des neutres contre les Alliés à propos du futur régime des Détroits. Elle avait pris prétexte d'articles de quelques patriotes mystiques russes, exaltés par les perspectives qu'ouvrait l'entreprise des Dardanelles, pour mettre en garde les Roumains et les Italiens contre l'accaparement de la mer Noire et des Détroits par la Russie. Elle semble avoir renoncé, provisoirement du moins, à jouer de cet argument manifestement contredit par les assurances formelles données aux intéressés. Mais elle s'en prend maintenant au système de l'internationalisation. Prenez garde, dit aux neutres la *Nouvelle Presse libre*, l'internationalisation est un trompe l'œil, « un morceau de papier, une basse machination du vertueux Sir Edward Grey. »

Dans son dépit, la *Nouvelle Presse libre* oublie que le Cabinet de Vienne se pose au Vatican comme le dernier défenseur de la Sainte Église romaine : « Quelle honte, s'écrie-t-elle, pour l'hypocrite qui commet cet acte inouï d'enlever aux mahométans le dernier asile de leur indépendance politique....., de livrer aux cosaques assoiffés de meurtre le seul endroit où le Prophète puisse encore être vénéré sur un sol libre! Sir Edward Grey salit le nom anglais d'une souillure ineffaçable. » Il sera curieux de voir comment l'ambassadeur de Sa Majesté Apostolique près le Saint-Siège expliquera à Benoît XV et au cardinal Gasparri l'ardeur de l'organe du Ballplatz à conserver aux sectateurs du Prophète les derniers lieux où se célèbre librement le culte musulman.

LES NÉGOCIATIONS DES NEUTRES.

18 mars 1915.

Malgré les changements de titulaires dans les grands postes diplomatiques, malgré sa pression anormale à Vienne pour décider François-Joseph à consentir à l'Italie des concessions territoriales décisives, l'Allemagne n'a obtenu jusqu'ici que de minces résultats. MM. Salandra et Sonnino poursuivent à Rome la conversation engagée par le prince de Bülow ; mais, malgré le savoir-faire, l'intelligence et l'énergie de l'ancien chancelier, la conversation tombe à chaque instant faute d'aliment. Le prince assure le Cabinet de Rome que l'Allemagne est prête à reconnaître à l'Italie la possession des territoires austro-hongrois que celle-ci reven-

dique comme indispensables à sa sécurité. Il proteste également des dispositions conciliantes du Cabinet de Vienne. Seulement, lorsqu'on arrive aux précisions, il se trouve que l'ambassadeur de Guillaume II au Quirinal n'est pas autorisé à en fournir. Il doit en référer à Berlin qui doit en référer à Vienne. On réunit Conseils sur Conseils à Vienne ; on parle d'entrevues de M. de Bethmann-Hollweg avec François-Joseph Ier et le baron Burian. Mais, autant qu'on sache, des propositions formelles comportant des engagements irrécusables ne sont point présentées ; on parle seulement au conditionnel. Alors l'entretien languit. Aucune intrigue, aucune habileté ne saurait prévaloir contre la force des choses.

D'un côté, l'Allemagne elle-même ne consentira jamais, sans réserve mentale, à la cession des côtes nord-est de l'Adriatique. De l'autre, l'Autriche-Hongrie ne peut pas céder volontairement, tout en étant obligée de continuer la guerre sur les fronts actuels, des provinces qui forment son boulevard à l'ouest et ses débouchés directs sur l'Adriatique, la seule mer où elle ait accès. Cette cession ne la garantirait nullement contre les résultats de la guerre avec les belligérants actuels. Elle risquerait seulement d'apparaître comme un signe de faiblesse et le prélude d'un démembrement général. Dans ces conditions, risque pour risque, l'empereur-roi doit mieux aimer perdre en combattant les provinces en jeu que se les laisser arracher par la menace. Sans être initié aux secrets du Ballplatz et de la Hofburg, il est permis de croire que, dans l'esprit du souverain et de ses ministres, au pis aller, l'abandon du Trentin et de tout ou partie du Frioul doit être réservé comme élément de négociation pour la paix générale définitive. On n'aper-

çoit pas comment cette combinaison pourrait concorder avec les intentions de la Consulta. Les hommes politiques italiens sont trop fins pour ne pas le sentir. Il en est de même des journaux de la péninsule les plus autorisés.

En Bulgarie les tendances vers la Triple-Entente semblent s'accentuer. On y a de moins en moins confiance dans le triomphe final germanique. On s'y rend compte que, les Alliés une fois à Constantinople, il sera trop tard pour s'arranger avec eux. On n'est donc pas éloigné de contracter des engagements à leur égard, seulement on voudrait se faire payer le plus cher possible. Le Cabinet de Sofia se trouve bien lié à celui de Constantinople par certains arrangements. Mais il paraît que ceux-ci visent seulement l'attitude à observer envers les États balkaniques. La dextérité bulgare réussirait certainement à mettre d'accord la conscience du Cabinet de Sofia et les intérêts nationaux si un accord s'établissait avec les grandes puissances. C'est la dernière occasion qu'aura la Bulgarie de rentrer dans la voie de la sagesse.

En Roumanie la campagne forcenée des agents germaniques n'aboutit pas à grand'chose. Elle ne produit d'effet que sur les russophobes, dont le siège était fait. Tout Roumain qui réfléchit reconnaît que le « péril russe » n'est rien en comparaison du péril que courrait la Roumanie si elle s'aliénait les puissances qui vont s'installer sur les Détroits. Ce serait faire de la politique à la Gribouille que de se fermer tout de suite l'issue vers la Méditerranée sous prétexte qu'on pourrait se brouiller plus tard avec les puissances qui en détiendront les clefs. Rien ne s'oppose à ce que la Roumanie entretienne à titre permanent des relations d'entière confiance avec les Alliés et s'assure ainsi le libre passage vers l'Occident et

vice-versa. Par contre, elle serait enfermée dans la mer Noire et réduite à l'état des principautés moldo-valaques au commencement du siècle dernier, si directement ou indirectement elle prenait position contre les puissances maîtresses de la Méditerranée.

ÉCLAIRCISSEMENTS DE M. DELCASSÉ A M. SHARP SUR LES REPRÉSAILLES MARITIMES CONTRE L'ALLEMAGNE.

19 mars 1915.

Les procédés contraires aux règles les mieux établies du droit international dont se sert l'Allemagne contre les Alliés obligent ceux-ci à recourir de leur côté à des moyens qui ne sont ni définis, ni prévus par les conventions en vigueur. Seulement, tandis que les Allemands ajoutent l'arbitraire et la férocité à l'illégalité, les Alliés tiennent à honneur de rester invariablement équitables et humains. Ils viennent d'en donner un exemple frappant dans leur riposte au blocus fictif de leurs eaux et de leurs côtes par une ou deux douzaines de sous-marins allemands. Nous l'avons montré l'autre jour en analysant le décret du président de la République et l'ordre en Conseil britannique sur l'extension du droit de visite des bateaux neutres et la rétention des marchandises de provenance, de destination ou de propriété allemande. Cela ressort davantage encore d'une lettre que M. Delcassé vient de remettre à M. Sharp, ambassadeur des États-Unis en France.

Le 7 mars, M. Sharp avait demandé à M. Delcassé des éclaircissements sur le régime nouveau que le gou-

vernement français, d'accord avec le gouvernement anglais, se proposait d'appliquer à la navigation internationale par représailles contre la création fictive d'une « zone maritime interdite » par l'Allemagne. Le Cabinet de Washington semblait surtout préoccupé de savoir s'il y aurait blocus, comment et où il serait exercé. Le décret et l'ordre en Conseil ont déjà répondu à ces questions. La lettre de M. Delcassé en date du 15 mars, qu'on publie aujourd'hui, achèvera de renseigner et de rassurer le gouvernement américain. Notre ministre des affaires étrangères dit fort justement, en reprenant les expressions de M. Sharp, que les moyens avoués de pratiquer un blocus ne se peuvent complètement appliquer dans les circonstances actuelles. Peu importe donc le nom dont on baptise le régime établi par les Alliés. Il s'agit plutôt, nous l'avons indiqué, d'un droit de visite dans un sens extensif. Cela ne rentre exactement dans aucune des catégories de mesures envisagées dans les manuels de droit des gens et les conventions internationales. Mais l'Allemagne a bousculé de fond en comble toutes les notions et les prescriptions juridiques. Les neutres sont en droit de lui demander des comptes sévères. Ils devront, au contraire, savoir le plus grand gré à la France et à l'Angleterre qui se sont ingéniées à ne pas leur causer de préjudices sérieux en organisant contre l'Allemagne un nouveau système de défense. Les arguments de M. Delcassé sont irréfutables. Il n'est pas douteux que, placés dans la même situation que nous, les États-Unis eussent prescrit des mesures au moins aussi rigoureuses.

LES SOCIALISTES ALLEMANDS ET LE GOUVERNEMENT. — L'HYPOCRISIE ET LA FÉROCITÉ ALLEMANDES. — ARNDT ET LA BELGIQUE.

22 mars 1915.

Quoique tous les partis en Allemagne soient enrégimentés maintenant sous la bannière pangermaniste et que la gloutonnerie annexionniste soit en honneur dans tous les journaux sans distinction de couleur, il éclate de temps à autre une fausse note dans le concert officiel. C'est ce qui s'est passé avant-hier au Reichstag. Comme les conservateurs et les libéraux, les socialistes votent régulièrement à l'unanimité, moins la voix de M. Liebknecht, tous les crédits demandés par le gouvernement. Ils protestent à la tribune de l'ardeur et de la pureté de leur patriotisme. Néanmoins ils ne réussissent pas toujours à se contenir. Ainsi, samedi, devant le Reichstag, M. Ledebour n'a pu s'empêcher de mettre le gouvernement en contradiction avec lui-même. Ses observations peuvent se résumer ainsi : « Nous votons sans marchander les dépenses que vous déclarez nécessaires, nous ratifions votre politique, nous marchons avec vous la main dans la main vers l'accomplissement de la Grande Idée allemande, mais mettez-vous au moins d'accord avec vous-mêmes. Vous administrez déjà des portions de territoire français — sans compter la Belgique — comme si elles devaient rester allemandes et voilà que l'Alsace-Lorraine, annexée à l'Allemagne depuis quarante-quatre

ans, proclame son désir d'être gouvernée par les Français! D'autre part, vous revendiquez pour l'Allemagne les droits d'un État de civilisation supérieure, et un communiqué officiel de notre quartier général, en date du 19 mars, déclare que, pour un village allemand incendié par les Russes, les Allemands incendieront trois villages russes. Comment conciliez-vous vos prétentions avec ces ordres barbares? »

Comme il fallait s'y attendre, ces honnêtes questions ont été accueillies par des exclamations de fureur. M. Liebknecht semble avoir été le seul à approuver ouvertement son audacieux collègue. Un groupe d'autres, 29 sur 111, M. Ledebour en tête, s'est contenté de quitter la salle avant le vote. Mais, au nom du parti socialiste, M. Scheidemann, ancien vice-président de l'assemblée, a désavoué catégoriquement M. Ledebour. Cette séance a mis ainsi une fois de plus en relief l'hypocrisie fondamentale de la politique germanique. Avant la guerre, celle-ci consistait, sous prétexte de donner au peuple allemand sa place au soleil, à prendre la place déjà occupée par autrui. Pendant la guerre, elle consiste à se permettre toutes les horreurs afin d'atteindre le but visé, et à interdire à l'ennemi, sous peine des plus féroces représailles, d'user des moyens de légitime défense. Le *Deutschland über alles*! est bien le mot d'ordre et le programme de toute la Germanie. L'Allemagne au-dessus de tout, de toutes les règles, de toutes les conventions, de toutes les lois divines et humaines! Les lois humaines, qui n'ont pas été faites à l'usage de l'Allemagne, ne comptent pas. Quant aux lois divines, seules comptent celles du vieux Dieu allemand, que ses vicaires et sous-vicaires germains font parler comme ils veulent. En conséquence les troupes allemandes restent parfaite-

ment correctes en envahissant brusquement et en dépouillant la Belgique, la France et la Russie, en brûlant les maisons, en détruisant les monuments, en massacrant et en mutilant les paisibles habitants de ces pays. Mais malheur au Belge, au Français et au Russe qui oserait toucher à une maison ou à un cheveu d'un sujet allemand! Tout ce qui est allemand est sacré.

L'état-major russe a déjà répondu comme il convenait au grand quartier général allemand. Après avoir prouvé qu'à Memel, où les troupes du tsar viennent d'entrer malgré tout le génie du maréchal de Hindenbourg, les soldats allemands ont livré, avec les civils, un combat de rues qui comportait forcément des destructions locales, il ajoute : « Si les troupes allemandes réalisent leurs menaces contre la population paisible des régions russes qu'elles occupent, il faudra considérer leurs actes non comme des représailles, mais comme des actes provenant de leur propre initiative, dont la responsabilité morale, et par suite les conséquences, retomberont sur les Allemands. » Sans copier les méthodes sauvages des Allemands, il importe de leur montrer, par des actes matériels, que leur vieux Dieu ne les met pas à l'abri de la justice humaine.

Du reste, chaque fois qu'on doit actuellement porter un jugement sur la politique allemande, il faut se souvenir que les ambitions allemandes, publiquement mises à nu l'été dernier, datent de longtemps, de très longtemps, et qu'elles n'attendaient pour se traduire dans les faits que le moment où la Germanie posséderait une supériorité de force jugée suffisante. Aujourd'hui même les Allemands s'en vantent. Par exemple, la *Gazette de Francfort* publiait l'autre jour un article où le professeur Hirsch de Vienne analysait, avec force éloges, deux

livres d'Ernest-Maurice Arndt, parus en 1831 et en 1834, dont l'idée principale était celle-ci :

Pour des raisons historiques, ethniques et économiques, la Belgique doit faire partie de l'Allemagne. Arndt présente la Belgique de 1831 comme inféodée à la France : des officiers français commandent l'armée belge et les forteresses belges sont aussi sous la direction de commandants français. (La *Gazette de Francfort* souligne ce passage). Arndt conseillait alors aux Allemands de ne pas tolérer cet état de choses et d'entrer en guerre pour la possession de la Belgique. Toutefois il ressort de son exposé que c'est l'attitude douteuse de l'Angleterre qui a retenu les Allemands de s'engager dans cette voie. Mais, considérant que la Belgique constitue une partie des territoires allemands, Arndt s'écrie : « Lorsque l'ennemi entre dans ma maison, je tire l'épée, et je prie : « Dieu, aidez-moi ! Et la victoire est à moi ! »

La *Gazette de Francfort* commente l'article de M. Hirsch en ces termes : « Il est remarquable que le vieil Arndt ait rêvé de l'incorporation de la Belgique à la Confédération germanique et prévu beaucoup des événements qui occupent actuellement nos pensées et nos esprits. » Oui, cela est remarquable. Mais il est bien fâcheux que les voisins de l'Allemagne n'y aient pas pris garde davantage.

LA CAPITULATION DE PRZEMYSL. — DISCOURS DE SIR EDWARD GREY SUR LES RESPONSABILITÉS DE LA GUERRE.

23 mars 1915.

La grande place forte de Galicie, Przemysl, a capitulé hier après un siège d'environ six mois. L'événement était attendu. Depuis plusieurs semaines il était considéré comme inévitable. Il n'en est pas moins de première importance. Militairement, il livre aux Russes un maté-

riel de guerre énorme et une forte garnison augmentée de tous les survivants de l'armée austro-hongroise qui s'étaient réfugiés sous les murs de la place à la fin de l'automne. Il rend au grand-duc Nicolas la libre disposition de toute l'armée d'investissement. Politiquement, la capitulation de Przemysl va jeter le découragement parmi les populations hongroises menacées d'invasion, et stimuler les désirs d'intervention des neutres qui n'attendent qu'un moment favorable pour revendiquer par les armes l'objet de leurs aspirations nationales dans la monarchie dualiste. Il est peu vraisemblable que les chances d'arrangement amiable, déjà si faibles, entre l'Autriche-Hongrie et l'Italie en soient augmentées. Si le Cabinet de Vienne devient plus enclin aux concessions, le Cabinet de Rome doit se montrer plus entreprenant. Comme le premier ne cédera jamais de bon gré au second ce que celui-ci se croit en droit d'espérer de la grande liquidation européenne, les tendances à la conciliation ne s'accroîtront jamais à Vienne en proportion des ambitions que surexcitera certainement à Rome la perspective d'un désastre autrichien.

Hier Sir Edward Grey a prononcé à Londres un discours capital. Pour la première fois depuis la guerre, il s'est exprimé sur l'ensemble de la politique allemande avec une vigueur décisive. De nouveau il a opposé un démenti catégorique aux mensonges méthodiques auxquels recourt maintenant l'Allemagne déçue pour rejeter sur les Alliés, notamment sur l'Angleterre, la responsabilité d'une guerre longuement préméditée et préparée dans les deux empires germaniques. Il a rappelé qu'à la fin de juillet, dans la période critique entre l'ultimatum du comte Berchtold à la Serbie et la violation de la neu-

tralité belge, le Cabinet de Londres a témoigné d'intentions pacifiques poussées à l'extrême limite — on pourrait dire jusqu'à l'imprudence — tandis que l'Allemagne s'est obstinément refusée à toute combinaison transactionnelle ou dilatoire, ainsi qu'à tout engagement de respecter la neutralité de la Belgique. A la demande de Sir Edward Grey, la France, l'Italie et la Russie avaient accepté un projet de conférence. Le Cabinet de Berlin repoussa péremptoirement ce projet. Le tsar Nicolas avait proposé à Guillaume II le recours au tribunal international de la Haye ; Guillaume II ne voulut point en entendre parler. Toutes les tentatives en vue de prévenir une conflagration échouèrent contre la volonté préconçue des gouvernements germaniques d'établir en Europe leur domination fondée sur leur supériorité militaire présumée. Tout cela est aujourd'hui bien connu. Dans « Les Leçons du Livre Jaune » où M. Henri Welschinger a dernièrement déduit avec une logique persuasive les conclusions qui ressortent irrésistiblement de la lecture de notre recueil diplomatique, cela est encore mis en évidence. Mais Sir Edward Grey ne l'avait pas encore dit avec cette force.

Le chef du *Foreign office* est allé plus loin. Il a pris le recul de l'histoire pour juger la politique allemande. Il a jeté par dessus bord toutes les calembredaines sur la bonne foi germanique qui, jusqu'à l'été dernier, trouvaient encore maints auditeurs complaisants dans le monde britannique. Il a montré dans la Prusse la puissance qui, trois fois dans la seconde moitié du siècle dernier, a bouleversé l'Europe afin de satisfaire des convoitises sans cesse grandissantes. La guerre des duchés, la guerre contre l'Autriche, la guerre contre la France sont les trois étapes sanglantes de la Prusse vers

l'hégémonie en Allemagne. La guerre de 1914 devait parfaire cette œuvre grandiose, conçue à loisir, et établir l'hégémonie de l'Allemagne prussifiée sur le continent européen. Les diplomates de Berlin spéculaient sur l'abstention de l'Angleterre. Ils comptaient que celle-ci, comme en 1870, les laisserait faire tranquillement. Alors une cinquième étape les aurait menés, grâce à une nouvelle guerre contre l'Angleterre isolée, à l'hégémonie mondiale. Le plan, qui n'avait rien de secret, a été souvent exposé ici pendant les crises qui ont précédé celle de 1914. Malheureusement on n'y croyait pas assez de l'autre côté de la Manche. Le discours de Sir Edward Grey prouve que cette fois toutes les illusions se sont évanouies et que la Grande-Bretagne est résolue, coûte que coûte, à rendre à jamais impossible la réalisation ou la reprise de ce plan criminel. La France et la Russie sont entièrement d'accord avec l'Angleterre.

LA CÉLÉBRATION DE LA « JOURNÉE SERBE » EN FRANCE.

25 mars 1915.

Demain vendredi, dans tous les lycées, collèges et écoles de France, les professeurs d'histoire et les instituteurs célébreront la Serbie. Ce sera « la journée scolaire serbe ». Aujourd'hui, à la Sorbonne, le ministre de l'instruction publique, M. Sarraut, donnera lui-même l'exemple, et M. Ernest Denis, le savant professeur dont l'autorité en matière d'histoire des peuples slaves est solidement établie, exposera ce qu'est le peuple serbe, la mission qu'il remplit et ce que nous lui devons. Hier,

à la Sorbonne aussi, le professeur Reiss, de Lausanne, a fait une conférence, pour ainsi dire préliminaire, où il a tracé sobrement, mais d'une façon saisissante, le tableau des atrocités commises par les troupes austro-hongroises en Serbie depuis leur première invasion à la fin d'août 1914 jusqu'à leur expulsion dans le courant de décembre. Le grand public français commence à connaître maintenant, quoique peut-être insuffisamment encore, le rôle des affaires serbes dans la politique mondiale. Pour l'avoir ignoré trop longtemps, il s'est mépris quelquefois sur la nature et l'importance des dernières grandes crises européennes. Il a subi inconsciemment l'influence des diffamations méthodiques austro-hongroises qui représentaient la Serbie comme un peuple de demi-sauvages qu'il importait, pour l'utilité commune des puissances européennes, de soumettre au contrôle de Vienne et de Pest. Il ne s'est pas rendu compte que le nœud de la question d'Orient, c'est-à-dire de la question européenne, se trouvait en Serbie et que l'assujettissement de la Serbie, en reliant directement la Germanie à la Bulgarie et à Constantinople, aurait préparé l'assujettissement de l'Europe aux deux empires du centre. Tout cela se découvre mieux chaque jour depuis l'attaque brusquée de l'Austro-Allemagne. Mais il importait que tous les écoliers de France en fussent avertis. Il faut qu'ils se persuadent que leurs pères et leurs frères, en se battant contre l'Allemagne à propos de la question serbe, se battent pour l'indépendance de la France et le salut de la liberté dans le monde. Ils doivent savoir aussi que le petit royaume de Serbie, éprouvé par deux guerres antérieures glorieuses, mais épuisantes, lutte victorieusement depuis huit mois contre la grande monarchie voisine, et qu'il mérite notre ad-

miration enthousiaste et notre assistance complète.

Le moment est bien choisi pour raconter l'épopée serbe à nos enfants. Car c'est une épopée. On se redira de génération en génération l'histoire du vieux roi Pierre Ier tordu par les rhumatismes, rejetant soins et médecins pour se dresser dans les tranchées face à l'envahisseur qui descendait de la haute vallée de la Morava vers celle du Vardar. On le montrera faisant le coup de feu, réchauffant les courages, galvanisant une armée parvenue à l'extrême limite des efforts humains. L'apparition du roi-soldat produisit comme un miracle. En quelques journées l'immense armée de François-Joseph fut rejetée du cœur du pays au delà de la frontière. La capitale, où le généralissime austro-hongrois s'était établi comme pour l'éternité, fut évacuée en toute hâte après douze jours seulement d'occupation, et Pierre Ier, arrivant sur les talons du général Frank, entrait solennellement dans la cathédrale où l'on entonnait aussitôt le *Te Deum* de la libération. L'histoire ancienne ne nous fournit point de plus grands exemples. Proposons donc ceux-là, qui sont d'aujourd'hui, qui font partie de l'histoire écrite avec le sang des êtres qui leur sont le plus chers, aux écoliers de 1915, spectateurs du plus grand drame qui se soit déroulé dans le monde moderne.

Rien n'est plus propre à inspirer à des enfants — et à des hommes — une confiance inébranlable dans les destinées de leur patrie. Rien ne peut mieux leur montrer qu'au moment où l'on croit tout perdu, tout peut encore être sauvé, qu'il ne faut jamais s'abandonner et que la mort seule marque le dernier terme de l'effort possible. Ce qu'on appelle dans l'histoire politique le miracle est simplement le triomphe d'une volonté supérieure. Heureusement, les circonstances d'aujourd'hui n'exigent

aucun miracle. Mais il nous reste encore de dures épreuves à traverser. La volonté nationale de vaincre à tout prix ne doit pas se détendre un instant ; l'exemple serbe la rendra plus vigoureuse et plus sûre d'elle-même.

LA CHUTE DE PRZEMYSL ET LES DIFFICULTÉS DE TRANSFORMATION DE L'AUTRICHE-HONGRIE.

27 mars 1915.

La capitulation de Przemysl produit dans toute l'Autriche-Hongrie une impression de plus en plus profonde. Les explications rassurantes des communiqués officiels ou officieux ne sont pas prises au sérieux. Tout le monde sent plus ou moins que la chute de la grande place forte de la Galicie découvre toute la partie orientale de la monarchie et que le cœur de la Hongrie est menacé. Si les Russes s'étaient emparés de Przemysl par un coup de main ou après un court bombardement, il n'en serait pas de même. Mais la place est tombée après un long siège, où toutes les forces des assiégés ont été brisées, et après une série d'efforts gigantesques de plusieurs armées de secours pour la délivrer. Sa reddition signifie donc, aux yeux de tous, l'impuissance de l'Autriche-Hongrie à contenir l'invasion russe. Si les armées de François-Joseph, renforcées par des troupes allemandes, n'ont pu sauver Przemysl et défendre l'accès des Carpathes, encore moins pourront-elles, affaiblies et découragées, fermer la Hongrie aux armées russes victorieuses. Les traces d'usure se découvrent à chaque place

de l'armature militaire de l'Autriche-Hongrie ; un coup bien asséné peut la faire tomber en morceaux.

En somme, c'est l'idée qu'expriment à mots couverts les organes les plus autorisés de la monarchie dualiste. L'officieux par excellence, le *Fremdenblatt*, tient un langage d'une mélancolie presque désespérée. « Désormais, dit-il, l'existence même de la monarchie est engagée dans la lutte effroyable qui lui est imposée ; la victoire ne pourra être remportée qu'avec d'immenses sacrifices. » Quel contraste avec les hymnes de la fin de juillet et du commencement d'août, où l'on célébrait d'avance l'écrasement de la Serbie et l'entrée triomphale à Varsovie! La *Nouvelle Presse libre* est complètement déconcertée. Interprète ordinaire du germanisme autrichien, du sémitisme libéral, de la finance cosmopolite, de l'anticléricalisme hargneux et de la flagornerie de cour, elle déclare ne plus rien comprendre aux événements. Elle voit la Belgique occupée ainsi que plusieurs départements français, et pourtant les Français et les Belges plus confiants que jamais dans la victoire finale. « Les Français et les Anglais, constate-t-elle avec amertume, croient encore que les chevaux des cosaques se désaltéreront dans les eaux de la Sprée et du Danube. Ce qui est le plus dur pour notre monarchie, c'est que notre armée a empêché l'empire allemand d'être frappé au cœur ; nous avons vaillamment combattu sur la Nida, sur la Pilitza, en Pologne ; nos mortiers ont plongé le monde dans l'étonnement ; notre campagne d'hiver dans les Carpathes est sans exemple dans l'histoire ; aucune autre armée n'aurait pu accomplir une tâche aussi rude. Et cependant nous devons prouver chaque jour que nous sommes encore vivants. Nous remettons notre sort entre les mains de l'armée qui combat dans

les Carpathes ; mais nous sentons tout le poids du passé dans ces heures d'anxiété ; et ce passé nous est revenu en mémoire lorsque tomba Przemysl. »

La *Nouvelle Presse libre*, tout entière à des préjugés invétérés et à des intérêts mesquins, n'a jamais rien compris à la politique européenne, ni à la façon dont l'Autriche-Hongrie, pour affermir ou agrandir sa situation dans le monde, devait gouverner les divers peuples dont l'agglomération fortuite constituait la monarchie. Elle n'a cessé de préconiser la manière forte contre les Tchèques, les Croates, les Slovènes, les Transylvains et tous les non Allemands. Elle a exigé qu'on matât les Serbes. Sous des inspirations comme la sienne, on a fait de Vienne et de Pest deux centres de répulsion au lieu d'en faire deux centres d'attraction pour les nationalités dispersées en quête d'appui. On a cherché à diviser pour régner. On a voulu dominer par la peur et la corruption. On a ainsi obtenu quelques succès provisoires. Mais aujourd'hui, sous la poussée des grandes nations résolues à rétablir l'équilibre et la liberté, et au souffle des petits peuples aspirant à reprendre dans le monde leur place d'autrefois, tout l'édifice habsbourgeois menace de s'écrouler. Il ne lui reste qu'une chance de rester debout vaille que vaille : c'est que les Habsbourg se désolidarisent complètement des Hohenzollern, que l'Autriche-Hongrie renonce définitivement à l'esprit de domination pour se borner à gouverner en toute équité les diverses parties de la monarchie, et que le principe fédératif soit substitué au principe de centralisation. Mais il est bien tard pour opérer une transformation aussi radicale. C'était déjà devenu presque irréalisable avant la guerre. Que serait-ce en pleine guerre, alors que les troupes austro-hongroises sont partout enchevêtrées

dans les troupes allemandes? D'ailleurs les amis qui restent à l'Autriche-Hongrie ne doivent entretenir aucune illusion. Si une tentative de ce genre se dessinait, elle se heurterait aux résistances acharnées des gens qui gémissent le plus aujourd'hui, de la *Nouvelle Presse libre* en particulier. Les destins s'accompliront.

LA HOLLANDE ET LA GUERRE. — SAISIE ET COULAGE DE BATEAUX HOLLANDAIS.

29 mars 1915.

Le cours naturel des événements détourne de plus en plus la Hollande du système germanique où la vie quotidienne du temps de paix semblait l'avoir engagée. Aux Pays-Bas, comme en Belgique et en Suisse, sans parler de la France et de l'Angleterre, l'infiltration allemande avait pris peu à peu les proportions d'une inondation. Ses progrès n'avaient pas eu lieu par bonds et ne sautaient point aux yeux. Mais ils étaient ininterrompus. A part quelques hommes au sens politique particulièrement fin, la plupart des Hollandais cédaient à leurs affinités de race ou à la pression de leurs intérêts du moment. De plus, pour des raisons religieuses et sociales, tout le parti antirévolutionnaire, dirigé avec passion par M. Kuyper, professait pour la France des sentiments franchement hostiles. Aussi, au moment où la guerre européenne éclata, éprouva-t-on quelques jours en France et en Angleterre la crainte que la Hollande fût entraînée soit à prendre parti pour l'Allemagne, soit à lui montrer des complaisances dangereuses pour les

Alliés. Ces appréhensions ne se confirmèrent point. Avec beaucoup de décision la gouvernement de la reine déclara sa neutralité et la fit respecter. Si, ce qui n'est pas prouvé, des troupes allemandes foulèrent l'extrême pointe du Limbourg hollandais dans les premiers jours d'août afin de passer plus rapidement en Belgique, ce fut certainement contre le gré du gouvernement, qui massa aussitôt sur le point menacé des troupes suffisantes pour s'opposer à toute violation du territoire national.

A ce moment l'opinion publique hésitait en Hollande. Surprise, déconcertée, insuffisamment renseignée sur les manœuvres et les desseins de la diplomatie germanique, elle paraissait pencher plutôt vers l'Allemagne. Mais, au spectacle des événements, elle se redressa petit à petit. Maintenant elle s'incline visiblement en sens inverse. Des couches supérieures de la population la notion du danger que les ambitions allemandes font courir à l'indépendance du pays ont pénétré dans les couches les plus profondes. N'importe quel Hollandais, qui n'est pas dominé par des idées préconçues, se rend compte que le Cabinet de Berlin avait en vue l'adjonction des Pays-Bas au grand empire rêvé par Guillaume II et que la victoire des deux empires du centre eût été fatalement suivie, sinon de l'absorption de la Hollande dans la nouvelle Germanie, du moins de sa subordination à celle-ci. Il y a peu de jours encore, avant la chute de Przemysl, les professeurs et docteurs de Berlin et autres lieux universitaires proclamaient à qui voulait l'entendre que les embouchures du Rhin allemand ne devaient appartenir qu'à l'Allemagne. Tout le monde découvre aujourd'hui ce dont se doutaient depuis longtemps la reine Wilhelmine et son ministre des affaires étrangères. Le sort de

la Belgique constitue le plus éloquent des enseignements (¹).

Jusqu'ici, toutefois, les Hollandais n'avaient guère été touchés que par des preuves indirectes. Voici maintenant qu'ils se sentent directement frappés. En peu de jours, ils ont vu les sous-marins allemands saisir en pleine mer et retenir à Zeebruge deux de leurs bateaux, le *Zaanstrom* et le *Batavier V*, et en couler un autre, le *Medea*, tandis qu'un quatrième, le *Zevenbergen*, était bombardé par un aéroplane également allemand. En ce ce qui concerne les deux premiers de ces bateaux, les commandants allemands prétendent qu'ils se sont bornés à exécuter les prescriptions de la *Deutsche Preis-und-Gerichtsordnung*, c'est-à-dire de l'ordonnance sur les prises maritimes, sans procéder à la confiscation d'office. Pour le *Zevenbergen*, on prétend qu'il y a confusion, et les circonstances de fait sont encore mal éclaircies. Mais aucun doute ne subsiste dans l'affaire du *Medea*. Ce bateau, qui transportait une cargaison d'oranges, a été arrêté près de l'île de Wight par l'*U*-28 et coulé par ce sous-marin après que son équipage eut été débarqué. Or le *Medea*, de la Compagnie royale néerlandaise, avait son nom écrit en grosses lettres et portait le pavillon néerlandais ; ses papiers de bord avaient été examinés par le commandant de l'*U*-28. Il se trouvait complètement en règle. L'acte de piraterie commis contre lui provoque une indignation générale en Hollande et le Cabinet de la Haye a présenté à Berlin des observations très sérieuses.

(¹) Dans le numéro du 27 février de la *Revue hebdomadaire*, M. Hankes Drielsma, correspondant du *Nieuwe Rotterdamsche Courant* à Paris, a fort clairement exposé la situation dans un article sur « Les Pays-Bas et la guerre ».

Le *Medea*, il est vrai, quand il a été pris, naviguait dans la « zone militaire » déclarée interdite par l'ordonnance allemande du 4 février. Mais on avait toujours compris aux Pays-Bas que l'Allemagne s'était réservé par là le droit de couler les navires dont la nationalité était dissimulée ou incertaine, et que les navires neutres battant loyalement pavillon neutre, ne contenant pas de contrebande, et suivant leur route ordinaire, sans se dérober à aucun contrôle, n'étaient point exposés au torpillage des sous-marins allemands. La destruction du *Medea* a prouvé que la piraterie germanique ne recule devant aucun méfait. Le retard mis par le Cabinet de Berlin à répondre aux réclamations néerlandaises devient le sujet des plus graves préoccupations. « L'anxiété, dit le *National Tidende*, augmente rapidement en Hollande ; un développement sérieux de la situation actuelle n'est pas improbable. » Le *Tyd* écrit de son côté : « Si les faits sont bien tels qu'on les a rapportés, l'action commise par un sous-marin allemand contre le *Medea* constitue un grave attentat contre les droits de la Hollande en tant que puissance neutre. L'Allemagne ne pourra pas se borner, cette fois, à une vague explication. » La plupart des autres journaux néerlandais s'expriment dans le même sens. Il sera curieux de voir si l'Allemagne persiste à revendiquer vis-à-vis des neutres le droit de piraterie.

RÉPLIQUE DE LA « GAZETTE DE L'ALLEMAGNE DU NORD » A SIR EDWARD GREY SUR LES RESPONSABILITÉS DE LA GUERRE. — L'IMPUDENCE A SON COMBLE.

30 mars 1915.

La *Gazette de l'Allemagne du Nord* a senti la politique germanique touchée à fond par le discours prononcé le 22 mars à Londres par Sir Edward Grey. Elle n'a pas voulu laisser le public sous l'impression de ce réquisitoire court, mais décisif. Elle vient donc de publier, le 25, une longue réplique, où elle s'applique à réfuter, point par point, les accusations accablantes du chef du Foreign Office. Mais ce nouveau plaidoyer, de même que les précédents, est imprégné de mauvaise foi d'un bout à l'autre. Il ne peut convaincre que les gens qui n'ont pas pu lire les recueils diplomatiques publiés par les Alliés et, par suite, ne peuvent pas confronter les affirmations de la Wilhemlstrasse avec les documents authentiques de la partie adverse.

D'ailleurs la *Gazette de l'Allemagne du Nord* ne présente aucun nouvel argument. En ce qui concerne le projet de conférence présenté par Sir Edward Grey et rejeté par le Cabinet de Berlin, elle se borne à continuer de prétendre que l'Allemagne n'y pouvait pas adhérer parce que le différend austro-serbe « regardait seulement les deux pays en question et qu'il était incompatible avec la dignité de son alliée austro-hongroise de faire dépendre de l'assentiment d'autres puissances non intéressées les mesures que celle-ci croyait nécessaire de

prendre pour se défendre contre les empiètements nuisibles du petit État voisin ». C'est la répétition du langage tenu le 24 juillet à Paris, Londres et Pétersbourg par les ambassadeurs de Guillaume II : il fallait laisser l'Autriche-Hongrie régler seule son différend avec la Serbie, sous peine de s'exposer à des conséquences incalculables. En d'autres termes, les deux empires du centre devaient disposer de l'Orient à leur gré. MM. de Bethmann-Hollweg et de Berchtold demandaient simplement à l'Europe d'abdiquer. S'ils croyaient que l'Europe le ferait, ils étaient fous. S'ils ne le croyaient pas, ils savaient vers quelle conflagration ils marchaient. Soyons assurés qu'ils n'étaient nullement fous — si ce n'est d'orgueil.

La *Gazette de l'Allemagne du Nord* reproche à la Russie d'être intervenue dans la querelle austro-serbe et d'avoir mobilisé. « L'Allemagne, dit-elle, en acceptant la conférence, se serait exposée au danger de voir tout à coup une force russe écrasante à sa frontière de l'est... Lorsque, par suite de l'immixtion de la Russie, la question menaça réellement de dégénérer en conflit entre l'Autriche et la Russie, le gouvernement allemand employa aussitôt tous les moyens dont il disposait pour amener une entente entre la Russie et l'Autriche ; Sir Edward Grey déclara lui-même, le 29 juillet, à l'ambassadeur d'Allemagne que cette entente était la meilleure solution que l'on pût imaginer ; mais il ne contribua en aucune façon à la rendre possible. » Cette dernière allégation est un mensonge. Toutes les pièces du Livre Bleu anglais établissent sans doute possible que Sir Edward Grey s'épuisa jusqu'au dernier moment en efforts aussi sincères qu'énergiques en vue de ménager une entente. Par contre, aucune ne signale le moindre effort de l'Alle-

magne dans cette direction. D'après MM. de Bethmann-Hollweg et de Jagow le seul moyen de conjurer la guerre était d'empêcher la Russie de mobiliser, et ils insistaient à Londres et à Paris pour que les gouvernements français et britannique agissent en ce sens à Pétersbourg. Cela revient à dire que l'Austro-Allemagne voulait absolument empêcher la Russie et l'Europe de prendre la moindre précaution militaire pour le cas où le projet d'entente n'aboutirait pas. Si des négociations devaient avoir lieu, elle tenait à négocier armée avec des interlocuteurs désarmés. Cette seconde prétention a la même valeur que la première.

La troisième dérive des deux autres. La *Gazette de l'Allemagne du Nord* dénonce à l'indignation du monde civilisé le refus de l'Angleterre de rester neutre en cas d'agression de l'Allemagne contre ses voisins, après avoir « donné à plusieurs reprises aux Allemands l'assurance que son intention était de ne pas appuyer une attaque contre l'empire allemand ». L'organe de la chancellerie allemande ne parvient pas encore à comprendre la différence entre « ne pas appuyer une attaque contre l'empire allemand » et laisser l'Allemagne écraser ses voisins. Après avoir reconnu que le seul but de l'Angletérre était « le maintien de l'équilibre », elle ajoute : « c'est-à-dire la répression de l'Allemagne par la coalition russo-franco-britannique ». Quel aveu ! Aux yeux de Guillaume II et de ses ministres, le maintien de l'équilibre et la politique austro-allemande s'excluaient si formellement que la politique tendante à maintenir l'équilibre constituait un crime de lèse-Germanie. C'est, dans toute son ingénuité, le raisonnement tenu par le loup à l'agneau. Mais quel autre raisonnement peut-on attendre des loups ?

La conclusion de l'organe de la Wilhelmstrasse est logique. De ce que les Alliés ont pris — si tard! — quelques précautions diplomatiques et militaires, « cela prouve que des préparatifs étaient faits en vue d'une véritable guerre d'extermination contre l'Allemagne ». « Si la Belgique, dit en terminant la *Gazette de l'Allemagne du Nord*, a été impliquée dans l'affaire, c'est exclusivement la faute de Sir Edward Grey, qui a demandé au gouvernement belge de résister à l'invasion de la Belgique par les troupes allemandes, tandis que le roi Albert demandait seulement une intervention diplomatique pour sauvegarder la neutralité du territoire belge. La Belgique doit son sort au gouvernement anglais, par lequel elle a été alors soutenue insuffisamment, et à l'attitude de la population qui a opposé une résistance armée aux troupes allemandes. C'est à la Grande-Bretagne et non pas à l'Allemagne que ceux qui ont éprouvé des dommages doivent réclamer une indemnité. » Si l'on n'avait pas le texte sous les yeux on ne croirait pas possible pareille impudence. Les derniers mots sont dignes du reste : « Le peuple allemand combat pour un idéal dans l'intérêt du monde entier, c'est-à-dire pour obtenir la liberté des mers et délivrer toutes les nations, spécialement les pays petits et faibles, de la suprématie de la flotte anglaise. » L'Allemagne protectrice des pays petits et faibles, quel sujet de tableau, avec Aerschot et Louvain dans le lointain!



CHAPITRE III

LA PERFIDIE BULGARE

DÉCLARATION DE M. RADOSLAVOF SUR LA NEUTRALITÉ BULGARE. — LE ROI ET LES MACÉDONIENS.

1er avril 1915.

Le gouvernement bulgare vient de faire connaître qu'il « continuera de maintenir la plus stricte neutralité ». Du moins M. Radoslavof l'a déclaré au Sobranié le 29 mars, jour de la clôture de la session parlementaire. « Le gouvernement, a expliqué le président du Conseil, ne cédera à aucune pression ; il ne se laissera entraîner par aucune vaine promesse. Il n'a d'engagement avec personne. Il ne peut s'engager prématurément, car il serait sûr d'y perdre. Quand nos intérêts se trouveront lésés nous pourrons prendre en connaissance de cause les décisions nécessaires. » M. Radoslavof a été amené à parler aussi de la Fédération balkanique : « La Fédération, a-t-il dit, est impossible parce qu'il est difficile de concilier nos intérêts avec ceux des peuples balkaniques qui tiennent les yeux sur la Bulgarie pour lui enlever sa dernière bouchée. » Enfin le président du Conseil a mis

en ces termes le marché en main au Sobranié : « Vous savez le dernier mot du gouvernement qui veut donner à la Bulgarie la paix de la neutralité. S'il y en a d'autres, plus courageux et plus hardis, qui veulent lui donner la guerre, qu'ils viennent prendre notre poste. » M. Radoslavof ne courait pas grand risque en posant aussi carrément la question devant le Sobranié. Cette assemblée, en effet, a été élue sous ses auspices à la suite d'une deuxième dissolution, la première n'ayant pas donné au ministère la majorité espérée. D'autre part, M. Radoslavof possède la confiance du roi sans laquelle il ne pourrait rester au pouvoir. Quant au pays dans son ensemble, il est fatigué, déçu par les deux guerres précédentes, il ne veut entendre parler d'une nouvelle guerre que s'il croit avoir la certitude qu'elle doit aboutir à la réalisation totale des ambitions nationales. L'observation de la neutralité répond donc assez bien au sentiment général du public.

Toutefois il se trouve en Bulgarie des hommes politiques considérables qui, comme M. Venizélos en Grèce, sont convaincus que la neutralité est plus dangereuse que l'intervention et que celle-ci seule peut assurer au pays les avantages qu'il peut tirer de la conflagration générale. Il semble que MM. Guéchof et Danef soient de cet avis. M. Guéchof a été reçu hier par le roi Ferdinand ; mais on ne sait rien du résultat de cette entrevue. Quant à M. Danef, sa situation a été tellement ébranlée par la seconde guerre balkanique que son influence ne doit plus peser très lourd dans la balance. De plus, le roi, qui semble avoir négocié en dehors de lui avec l'Autriche-Hongrie au mois de juin 1913, reporte sur lui la responsabilité de l'échec de l'attaque brusquée du 30 juin contre les alliés balkaniques. Aussi, étant donné la situation générale du pays, on peut dire que les deux

grandes influences actuelles en Bulgarie sont celle du roi et celle des Macédoniens, sans qu'on sache très bien comment chacune des deux réagit sur l'autre. Le roi et les Macédoniens sont également ulcérés de la catastrophe de 1913 et également avides de revanche. Ils veulent une revanche complète ; des satisfactions partielles ne les intéressent pas. C'est pourquoi, depuis le commencement de la guerre, le Cabinet de Sofia observe une attitude de sphynx. Il attend que l'un ou l'autre groupe des belligérants vienne lui présenter la Macédoine, toute la Macédoine, sur un plat d'argent. Il professe l'opinion, commune à d'autres gouvernements neutres, qu'il viendra un moment où l'appoint militaire dont il disposera fera de lui l'arbitre de la guerre européenne. Avant 1915 l'histoire a connu bien des combinaisons analogues ; on ne trouve guère d'exemples de leur succès. Les profits et la gloire sont toujours allés aux États qui ont su prendre des initiatives. Les circonstances actuelles sont bien différentes de celles du mois de juillet 1913 où la Roumanie, que le Cabinet de Sofia s'obstinait à vouloir berner, a réduit brusquement la Bulgarie à merci en intervenant au dernier moment. Mais ce sont là les affaires des États intéressés. Libre à eux de ne s'inspirer que de « l'égoïsme sacré » bien ou mal entendu ; les belligérants n'auront à s'inspirer de leur côté que de leurs propres intérêts. La Triple-Entente saura quoi répondre quand on viendra lui parler sentiment, souvenirs, équitable répartition des bénéfices, juste application du principe des nationalités, participation au congrès, etc. Quand les belligérants voudront faire la paix, ils n'auront besoin ni des neutres ni d'un congrès.

ÉCHANGE DE LETTRES ENTRE M. VENIZÉLOS ET M. GOUNARIS. — HISTORIQUE DES NÉGOCIATIONS ANTÉRIEURES A LA CRISE GRECQUE.

3 avril 1915.

M. Venizélos et M. Gounaris, l'ancien et le nouveau président du Conseil de Grèce, viennent d'échanger deux lettres d'un intérêt de premier ordre. C'est l'exposé de deux programmes et de deux méthodes.

La manière dont M. Venizélos est tombé du pouvoir et la conduite qu'il a suivie confirment la réputation d'homme d'État qu'il s'était acquise pendant son ministère de quatre ans et demi. Possédant une grande majorité à la Chambre et jouissant d'un prestige incomparable dans toute l'Hellade, il ne tenait qu'à lui de rester au gouvernement. Mais, étant en désaccord avec le souverain sur un point capital, il préféra se retirer. En même temps il dit pourquoi. Il ne se renferma pas dans le mutisme, tempéré par de savantes indiscrétions, où se complaisent en d'autres pays les ministres tombés qui ménagent leur avenir. Il a posé carrément la question de l'intervention et, le soir même de sa démission, il convoqua chez lui les députés de son parti pour leur exposer la situation. C'est à cette réunion qu'il prononça ces paroles si graves : « Nous avons laissé échapper une excellente occasion. Mais le mal est déjà fait et il est irréparable. Rien ne saurait arranger les choses, dans le cas même où notre gouvernement rappelé au pouvoir serait invité à appliquer la décision qu'il avait prise. »

Toujours sincère et logique, M. Venizélos refusa le concours de ses amis au Cabinet chargé d'appliquer une autre politique que la sienne. M. Gounaris dut se résoudre à préparer la dissolution de la Chambre et des élections générales.

L'attitude de M. Venizélos embarrassa visiblement son successeur et le roi Constantin. L'un et l'autre sentaient qu'en dehors de l'Austro-Allemagne, où la chute de M. Venizélos était fêtée comme une victoire, le changement de ministère était considéré comme un affaiblissement de la Grèce dans le présent et une diminution dans l'avenir. Aussi répandit-on le plus possible le bruit que le départ de M. Venizélos n'était pas un si grand événement qu'on voulait bien dire, qu'après tout cet homme n'était pas indispensable, qu'on se passerait bien de lui et que rien d'essentiel n'était changé. Le 29 mars, le gouvernement fit un pas de plus. Il publia un communiqué où il déclarait « l'impérieux besoin de démentir l'assertion d'après laquelle la Grèce, en ne sortant pas de la neutralité, a perdu une occasion de réaliser ses aspirations nationales ». Par d'autres voies on insinua que M. Venizélos avait consenti, ou était disposé à consentir, des concessions territoriales incompatibles avec les intérêts du pays.

L'ancien président du Conseil n'a pas voulu rester sous le coup de ces insinuations. Il estime justement que, dans des circonstances où il s'agit des destinées de toute l'Hellade, l'opinion publique nationale a le droit d'être mise au courant de ce qui l'intéresse le plus. Les négociations diplomatiques exigent bien le secret. Mais cela est vrai seulement des négociations elles-mêmes et non de leur objet. Dans un État constitutionnel aucun gouvernement, aucun souverain n'est qualifié pour en-

gager subrepticement la nation dans un système qui répugne à celle-ci. En conséquence, par l'intermédiaire de son journal, la *Patris*, M. Venizélos expose dans le détail ce qu'il voulait faire, ce qu'il aurait fait, d'accord avec les puissances de la Triple-Entente, si le souverain ne s'était pas prononcé en sens contraire. Les combinaisons envisagées par lui étaient parfaitement raisonnables. Elles comportaient la cession de plusieurs districts macédoniens à la Bulgarie et l'autorisation pour la Serbie de céder également à la Bulgarie d'autres districts macédoniens dont le Cabinet de Belgrade s'était engagé, pour des raisons qui sautent aux yeux lorsqu'on examine la carte, à ne pas se dessaisir sans accord préalable avec le gouvernement grec. En retour, la Grèce aurait obtenu une rectification stratégique sur la frontière serbe actuelle qui serait devenue frontière bulgare, plus 140.000 kilomètres carrés environ en Asie Mineure. Cette dernière acquisition était l'article capital de la convention. Il s'agissait de Smyrne et de toute la région voisine, d'une richesse extrême, où vit une nombreuse population grecque. En comparaison de cette métropole de l'Anatolie antérieure, qu'était Cavalla ?

D'après la dépêche d'Athènes qui nous apporte à la fois l'article de la *Patris* et la réponse de M. Gounaris, le gouvernement grec actuel « recherche également des compensations pour sa sortie de la neutralité » ; toutefois « il repousse les concessions territoriales » qu'admet la politique de M. Venizélos. C'est tout, mais c'est assez pour que nous saisissions la différence entre les deux politiques. M. Venizélos veut prendre le principal et consent à céder sur l'accessoire ; son successeur et le souverain veulent tout prendre et ne rien céder. L'histoire de tous les temps montre que la première méthode

conduit aux grands résultats durables et la seconde aux catastrophes.

INCURSION BULGARE DANS LA MACÉDOINE SERBE. — NÉCESSITÉ DE METTRE LA BULGARIE EN DEMEURE DE SE PRONONCER.

4 avril 1915.

Un fait de la plus haute gravité s'est passé, dans la nuit de jeudi à vendredi, à la frontière méridionale serbo-bulgare. Une bande de Bulgares en armes a fait brusquement irruption sur le territoire serbe, dans la vallée du Vardar, près des gares de Mivoutzé et de Stroumitza, à l'endroit où le territoire bulgare vient en forme de pointe à proximité des hauteurs qui dominent la ligne d'Uskub à Salonique. Les Bulgares étaient au nombre d'au moins deux mille. La plupart, semble-t-il, portaient l'uniforme de l'armée régulière. Ils étaient commandés par des officiers en tenue. La dépêche les qualifie de comitadjis. Mais il est bien difficile de distinguer des soldats de l'armée régulière de comitadjis portant le même uniforme. De quelque nom qu'on les nomme, ces gens armés et équipés ont enlevé les petits postes serbes de la frontière, pris deux canons, occupé les hauteurs de la rive gauche du Vardar, attaqué la ligne de chemin de fer, tué une partie du personnel serbe, et brûlé plusieurs gares. Dans le courant de la journée de vendredi, ils ont été repoussés par des troupes serbes venues de Véles, qui ont repris les deux canons, dégagé la ligne de chemin de fer et réoccupé les hauteurs du Vardar. Le combat a

recommencé samedi : les Bulgares ont prononcé une ou plusieurs contre-attaques. De chaque côté on compte d'assez nombreux morts et blessés.

C'est la cinquième fois, depuis le commencement de la guerre européenne, que des attaques en force, organisées en territoire bulgare, sont dirigées contre le territoire serbe. La dernière fois, ce fut au même endroit que vendredi, à la fin de novembre. Les « comitadjis », au nombre de plusieurs centaines, firent sauter le pont de Stroumitza au moment où l'armée serbe, épuisée et sans munitions, se retirait devant les Austro-Hongrois, qui se croyaient déjà maîtres du royaume dont le Cabinet de Vienne avait juré la destruction. On attendait alors avec angoisse des convois de munitions venant de Salonique. L'attaque des comitadjis était évidemment combinée avec l'invasion austro-hongroise. Elle avait pour but d'empêcher le ravitaillement de l'armée serbe et de couper toute communication entre la Serbie et Salonique, c'est-à-dire de mettre la Serbie à la merci de l'Autriche. Personne ne croira que le gouvernement bulgare ignorait les préparatifs de cette tentative criminelle. De même il est bien difficile d'admettre qu'il n'était pas au courant de la nouvelle attaque d'avant-hier, entreprise avec des forces beaucoup plus considérables. D'après les derniers renseignements, on aurait constaté la présence de troupes régulières bulgares sur la partie de la frontière d'où les prétendus comitadjis sont partis, où ils se sont retirés, et d'où ils ont ensuite contre-attaqué. Rien n'indique jusqu'ici que ces troupes régulières se soient trouvées là ou y aient été envoyées pour réprimer l'acte criminel des assaillants ; il y a malheureusement plutôt lieu de supposer qu'elles ont protégé la retraite de leurs compatriotes. On peut se de-

mander si elles ne sont pas postées là en vue d'une brusque invasion en Serbie pour le cas où les troupes serbes lancées à la poursuite des bandits franchiraient par inadvertance la frontière bulgare et fourniraient ainsi un prétexte de conflit au Cabinet de Sofia. De la part des Macédoniens et de leurs complices on peut tout attendre.

Le gouvernement serbe a demandé des explications au gouvernement bulgare. On ne connaît pas encore la réponse. Mais l'incident concerne aussi les États de la Triple-Entente. Depuis huit mois ils font avances sur avances à la Bulgarie. Ils s'entremettent avec un zèle, parfois excessif, près des autres puissances balkaniques afin d'amener celles-ci à consentir des sacrifices territoriaux très sensibles en faveur de la nation qui les a attaquées traîtreusement le 30 juin 1913. Ils ont pardonné tout le passé et fermé les yeux sur toutes les complaisances pour les Austro-Allemands et les Turcs. Tolèreront-ils aussi que, à l'heure où ils sont engagés dans une lutte vitale contre l'Austro-Allemagne et la Turquie, les Bulgares se livrent, avec ou sans déguisement, à des attaques contre la Serbie ? Se résoudront-ils enfin à poser nettement à Sofia la question dont la prompte solution importe essentiellement à la conduite des opérations militaires générales ? A cette phase de la guerre, ils sont en droit de demander à la Bulgarie de se prononcer catégoriquement dans un sens ou dans un autre. Ils ne peuvent souffrir qu'elle garde indéfiniment l'attitude de l'oiseau de proie prêt à s'abattre sur la première victime. Sa fausse neutralité d'aujourd'hui est la pire des situations pour nos alliés et nous. Si elle ne désavoue pas franchement et ne punit pas avec une extrême rigueur les « comitadjis » qui, sous l'uniforme de ses troupes,

ont envahi le territoire serbe nous devrons en conclure qu'elle agit en ennemie. Alors, au lieu de nous épuiser en efforts afin de décider des amis à faire des concessions à la Bulgarie, nous nous joindrons à eux pour prendre les mesures commandées par les circonstances.

RÉPONSE DU GOUVERNEMENT AMÉRICAIN A LA NOTIFICATION DES MESURES MARITIMES PRISES PAR L'ANGLETERRE ET LA FRANCE.

6 avril 1915.

L'ambassadeur des États-Unis à Paris a remis samedi au quai d'Orsay la réponse du gouvernement américain à la notification du décret français du 16 mars relatif aux mesures prises de concert avec la Grande-Bretagne afin d'arrêter en mer les marchandises appartenant à des sujets de l'empire d'Allemagne, ou venant d'Allemagne, ou expédiées sur l'Allemagne. L'ambassadeur des États-Unis à Londres a remis simultanément au Foreign Office une note analogue, sinon identique, répondant à l'ordre en conseil britannique de la même date et de la même portée que le décret du président de la République. La réponse américaine est très longue. Le gouvernement français n'en a pas encore communiqué le texte. Mais le bureau de la presse britannique l'a publié cette nuit, et nous en trouvons une analyse télégraphique détaillée dans les journaux de langue anglaise parus à Paris ce matin.

La note de M. Bryan commence par une constatation d'où découlent tous les raisonnements suivants, à savoir

que l'ordre en conseil britannique (et le décret français du 16 mars) contient des dispositions qui menacent les droits de commerce des neutres non seulement avec les belligérants, mais avec les autres neutres. M. Bryan semble reconnaître à l'Angleterre et à la France un droit de blocus des côtes allemandes très étendu. Il ne discute ni le principe de ce droit, ni son application. Il n'examine pas si le blocus en question est effectif ou non. Mais, en conclusion, il exprime la ferme confiance — c'est-à-dire qu'il demande — « que le gouvernement britannique (et français) se conforme en pratique aux règles reconnues du droit international et que les commandants des bateaux britanniques (et français) chargés de maintenir le prétendu blocus auront pour instructions d'empêcher que les mesures proposées soient appliquées de manière à ne pas imposer au commerce neutre des restrictions plus lourdes que celles qui ont été considérées comme inévitables quand les ports d'un belligérant sont bloqués effectivement ». En terminant, M. Bryan, tout en se réservant le droit de formuler une protestation ou une demande dans chaque cas particulier, déclare que le gouvernement des États-Unis attend du gouvernement britannique (et français) que celui-ci prenne les mesures nécessaires pour empêcher « la sérieuse interruption du commerce américain et qu'il soit préparé, pour le cas où cette interruption viendrait malheureusement à se produire, à donner réparation complète ».

Telle est la thèse américaine dans ses grandes lignes. M. Bryan ne méconnaît pas les « grands changements » survenus dans les conditions de la navigation internationale au cours de la guerre actuelle. Seulement il n'admet pas que les innovations ou les illégalités d'un

des belligérants autorisent de la part d'un autre belligérant des violations du droit international positif. En conséquence il estime que les cargaisons « innocentes » doivent pouvoir être librement transportées depuis un port ou à destination d'un port des États-Unis, à travers des pays neutres, sur le territoire d'un des belligérants, sans être retenues, réquisitionnées ou confisquées. D'après le département d'État, quelles que soient les nouvelles formes de blocus effectif adoptées, on ne peut soutenir « qu'il soit impossible de se conformer au moins à l'esprit et aux principes qui sont l'essence des règles de la guerre ».

Théoriquement le raisonnement est juste. Il convient aussi de reconnaître que la note américaine est conçue de la façon la plus courtoise, qu'elle n'annonce aucune mesure de rétorsion, qu'elle se borne à exprimer l'assurance que la Grande-Bretagne (et la France) prescrira d'elle-même aux commandants de sa marine de veiller à ce que, dans la pratique, le commerce maritime légitime des États-Unis avec les neutres ne soit pas interrompu, et qu'elle demande seulement des réparations pour les atteintes éventuelles portées à ses intérêts. Or l'ordre en conseil et le décret du 16 mars prévoient déjà les indemnités qu'il pourra y avoir lieu d'accorder : ils soumettent les cas litigieux à un Conseil des prises où les intéressés seront admis à faire valoir leurs droits. Le point de vue américain et celui du Conseil des prises ne coïncideront sans doute pas toujours sur « l'innocence » des marchandises, ni sur la légitimité de leur transport vers telle ou telle destination. Mais ce seront là des questions d'espèce. Avant de s'en occuper diplomatiquement, il est naturel d'attendre qu'elles se présentent et que les sentences soient rendues. Pour l'instant le gou-

vernement américain formule son opinion et ses réserves sur l'application du nouveau régime qui lui a été notifié sans demander que l'ordre en conseil et le décret du 16 mars soient rapportés en ce qui concerne les États-Unis. On peut donc s'entendre. La Grande-Bretagne et la France sont disposées à accorder toutes les réparations pécuniaires justifiées aux personnes de bonne foi.

Toutes deux seront certainement d'accord avec les États-Unis sur un autre point. Elles aussi sont persuadées que, quelles que soient les innovations au droit des gens jugées nécessaires, on doit « se conformer au moins à l'esprit et aux principes qui sont l'essence des règles de la guerre ». Pour leur part, elles n'ont enfreint ni cet esprit ni ces principes. Mais elles luttent avec un ennemi qui ne reconnaît d'autre règle que la force et pour qui tous les moyens de vaincre sont bons, même les plus inhumains, même les plus contraires aux lois les plus sacrées. Elles se trouvent en face de lui dans le cas de légitime défense. Saisies à la gorge, elles prennent l'arme à portée de leurs mains. Si des tiers sont bousculés au cours de ce corps à corps, elles n'en sont point responsables. Que les tiers, au lieu d'assister au combat en simples spectateurs, ne se jettent-ils pas sur les bandits de grand chemin qui ont assailli de paisibles passants ? Ils rendraient ainsi mieux hommage aux principes qu'en regardant à droite et à gauche s'il n'y a rien à ramasser.

LE CYNISME BULGARE. — RÉPONSE DE M. RADOSLAVOF A LA NOTE SERBE.

7 avril 1915.

Le gouvernement bulgare ne recule pas plus devant les plus grandes hardiesses de raisonnement que devant les initiatives militaires les plus risquées. La note qu'il a remise le 4 avril à la légation de Serbie en réponse à la demande d'explications du Cabinet de Belgrade sur la nouvelle incursion de comitadjis dans la vallée du Vardar est un parfait exemple de cynisme. Les faits y sont dénaturés de telle sorte qu'à la fin M. Radoslavof présente lui-même des observations à la Serbie et lui demande de prendre des mesures afin que les troupes serbes n'en viennent pas « à provoquer, ainsi que cela s'est déjà passé tant de fois, des incidents dont les conséquences pourraient être excessivement graves ». Les allées et venues du maréchal von der Goltz, d'autres officiers allemands et de ministres ottomans à Sofia ne doivent pas avoir été sans influence sur cette attitude. Malgré ses attaches stamboulovistes, jamais le Cabinet Radoslavof n'aurait tenu un tel langage s'il n'avait, dans une certaine mesure au moins, partie liée avec l'Austro-Allemagne et la Turquie. Et il existe encore des rêveurs qui s'obstinent à parler de la reconstitution de l'Union balkanique! Cette Union pourtant n'a jamais existé. Il y eut seulement en 1912 un traité serbo-bulgare dont les Bulgares transgressèrent les principales clauses avant et pendant la première guerre balkanique. Les arrange-

ments avec la Grèce revêtaient un caractère tout spécial et provisoire. A peine les hostilités furent-elles ouvertes contre la Turquie que le désaccord éclata entre les membres de cette ligue occasionnelle. Qu'on cesse donc de travailler à une confédération chimérique d'États rivaux! Ce ne sera pas trop de tous nos efforts pour les empêcher d'en venir aux mains.

La réponse bulgare nous montre, en effet, toute prochaine la perspective d'une nouvelle lutte armée entre les Balkaniques. Non seulement M. Radoslavof nie la présence ou la complicité de troupes régulières bulgares dans le coup de main de la semaine dernière sur la ligne d'Uskub à Salonique ; mais il nie aussi la présence de comitadjis. Il prétend que ce sont les troupes du roi Pierre qui ont pourchassé jusque près de la frontière cinq à six mille Macédoniens, sujets serbes, qui tentaient de se réfugier en Bulgarie afin d'échapper aux persécutions dont ils étaient l'objet dans leur nouvelle patrie. M. Radoslavof fait ainsi d'une pierre deux coups. Tout en rejetant sur la Serbie la responsabilité de l'incident où il se trouve compromis, il proteste contre l'attribution à cet État de populations destinées suivant lui à rentrer dans le giron bulgare. Voici comment il expose les faits dans la note dont on a publié hier la conclusion :

Les postes de Lak-Bounar, Bratkovo-Kalé et Zleschevo rapportent que 5.000 à 6.000 réfugiés, hommes, femmes et enfants, originaires des villages turcs de la région de Valandovo et de Oudovo, pourchassés par les troupes serbes à coups de canon, de mitrailleuses et de fusil, ont franchi la frontière et sont arrivés dans les villages de Zleschevo et de Tchepeli. Ces fugitifs racontent que, ne pouvant endurer davantage les mauvais traitements de toute sorte que leur infligent les autorités serbes, craignant à tout moment pour leurs biens, leur honneur et leur vie et se trouvant à bout de forces, les habitants des villages turcs de la région de Valandovo et en partie de celle de Tykvech se

sont révoltés et ont massacré la gendarmerie. Les autorités serbes, informées de ce qui se passait, envoyèrent aussitôt des troupes sur le terrain.

Arrivées par chemin de fer de Guevguéli et des environs de Scoplié avec des mitrailleuses et des canons, ces troupes engagèrent le combat et se mirent en devoir de cerner les villages révoltés. Les Turcs purent tenir tête pendant une journée entière ; mais, ayant reçu du renfort, les troupes serbes attaquèrent vigoureusement les villages dont la population se vit ainsi forcée de se replier sur la frontière bulgare, poursuivie par le feu de l'artillerie serbe.

Arrivés près de la ligne de démarcation de la frontière, les mutins attaquèrent deux ou trois postes serbes, en massacrèrent les hommes, mirent le feu aux bâtiments et, s'étant frayé un chemin, pénétrèrent à Tchepeli et Zleschevo. D'après les mêmes témoignages, d'autres réfugiés des villages turcs arrivèrent sous peu en grand nombre. On dit encore que les meneurs de la révolte ont incendié Valandovo et tué dans ce village deux cents Serbes .

Il paraît que les Turcs sont animés d'un effroyable sentiment de vengeance. La nuit dernière, tous les postes serbes situés en face des postes bulgares sur la ligne qui va de Lak Bounar à Svidovitza ont été abandonnés par les soldats. Les Turcs en auraient profité pour piller les bâtiments des postes de garde et y mettre le feu.

« Le commandant de la cinquième compagnie bulgare de la frontière a donné des ordres aux postes bulgares, les chargeant de veiller sur les postes serbes et de les protéger. On parle de massacres commis par les mutins. Les gardes-frontière bulgares font consciencieusement leur service, sans intervenir si ce n'est pour protéger, dans la mesure de leurs moyens, les postes serbes qui leur font face. »

Ainsi ce sont les troupes bulgares qui protègent les postes serbes contre les sujets du roi Pierre! Tout ce récit est d'une invraisemblance criante. S'il se trouvait des Turcs dans les bandes en question, c'étaient ou bien des émissaires du comité Union et Progrès de Constantinople, ou des comitadjis déguisés. Les musulmans sujets serbes n'ont aucune bonne raison d'aller s'établir en Bulgarie. Et puis, s'ils se réfugiaient chez le tsar Ferdinand, pourquoi auraient-ils attaqué et brûlé les gares de la ligne Uskub-Salonique? Comment se seraient-ils procuré les uniformes bulgares dont beaucoup d'entre eux étaient vêtus? Où se seraient-ils armés et équipés à

la bulgare ? Il est plus vraisemblable que M. Radoslavof qualifie de Turcs les Macédoniens passés du joug ottoman sous la souveraineté serbe à la suite du traité de Bucarest. En effet, quoique la Bulgarie ait signé solennellement ce traité, elle affecte de le tenir pour non avenu. Pour elle, toute la Macédoine ne peut être que bulgare. Qui sait ? Le tsar Ferdinand et ses ministres ont peut-être avec l'Austro-Allemagne et la Turquie des arrangements prévoyant la reconstitution d'une grande Macédoine autonome sous la suzeraineté du sultan. Sans aucun doute les Bulgares qui, dans l'automne 1912, annonçaient la grande croisade contre l'islam et marchaient vers Constantinople en libérateurs de la chrétienté, aimeraient mieux voir tous les Macédoniens retomber sous la domination turque que rester Serbes ou Grecs.

LES TERGIVERSATIONS ET LES CALCULS DE L'ITALIE ET DE LA ROUMANIE.

9 avril 1915.

Ce mois d'avril est l'époque des négociations décisives. Pour celles des puissances neutres que le dénouement de la guerre européenne intéresse presque autant que les belligérants, et qui comptent fermement participer au règlement général — c'est-à-dire au partage des dépouilles, le moment est venu de prendre un parti. Sans avoir procédé à la mobilisation officielle, elles ont mis peu à peu leur armée sur le pied de guerre. Elles ont édicté ou fait entrer en vigueur des lois et des règlements conférant aux autorités gouvernementales, civiles et

militaires, des pouvoirs exceptionnels, correspondant au grand état de siège. Elles ont pourvu du nécessaire tous les services publics. Elles ont préparé les hôpitaux et les ambulances à recevoir des dizaines de milliers de blessés. D'autre part, le printemps avance, les neiges des vallées fondent, les routes alpestres deviennent praticables. Enfin l'opinion, soumise depuis l'été dernier à des émotions énervantes, aspire à sortir d'anxiété. En Italie et en Roumanie, chacun sent que le printemps ne peut pas s'achever sans que les destinées nationales soient franchement engagées dans un sens ou dans un autre. Les diplomates sont plus prudents et plus raisonneurs que le grand public. Ils feignent de n'être pas pressés afin de mieux marchander. Mais ils savent très bien que, si leur pays ne saisit pas l'occasion de conclure et d'intervenir avant les grands événements militaires de la belle saison, il y a neuf chances sur dix pour que les belligérants signent la paix avant l'hiver sans consulter les éternels hésitants.

Le « bazarlik » est donc à l'ordre du jour. Trois traits communs unissent sous ce rapport la diplomatie de Rome et celle de Bucarest. En premier lieu, ni l'une ni l'autre ne désirent se brouiller avec l'Allemagne tout en faisant la guerre à son alliée l'Autriche-Hongrie dont elles convoitent les provinces. En second lieu, l'une et l'autre meurent d'envie d'obtenir des concessions territoriales des puissances au profit de qui elles interviendraient, tout en maintenant intégralement leurs prétentions contre l'Autriche-Hongrie. Enfin, à la Consulta comme dans le monde gouvernemental roumain, on nourrit l'ambition d'apparaître en arbitre sur la scène militaire, et naturellement de recueillir les bénéfices d'une aussi belle situation. C'est un peu la politique du troisième larron. Seu-

lement, lorsque les intéressés sont avertis, le troisième larron court grand risque de rentrer bredouille. Dans les circonstances actuelles les Alliés sont disposés à faire large part dans le butin conquis en commun aux nouveaux États qui se joindraient à eux. Mais ils ne sauraient ni se dépouiller eux-mêmes, ni garantir d'avance des attributions de territoires destinées à provoquer plus tard de nouveaux conflits.

Il y a beau temps que la grande majorité de l'opinion a compris cela en Roumanie et en Italie. Depuis le commencement de la guerre il a paru d'innombrables articles à ce sujet dans la presse de ces deux pays. Au fond les gouvernements ne peuvent pas ne pas être de cet avis. Mais ils croient plus habile de temporiser. Ils spéculent sur l'incertitude où ils laissent leurs interlocuteurs. Ainsi négocient les marchands de tapis dans les grands bazars d'Orient. Est-ce, en effet, plus habile? L'avenir le dira. Mais, dès maintenant, les observateurs constatent que les deux neutres les plus intéressés ont laissé passer, sans en tirer parti, le grand courant populaire qui jetait la nation contre l'ennemi héréditaire, et qu'ils ont abandonné pendant huit mois aux plus pénibles épreuves les régions *irredente* que l'Italie et la Roumanie se font gloire de vouloir libérer de l'oppression austro-hongroise. L'enthousiasme des futurs libérateurs est devenu du calcul ; la reconnaissance et la coopération des futurs libérés seront mesurées en proportion. Si l'entreprise d'affranchissement devait tarder encore, les *irredenti* en arriveraient fatalement à se demander s'il ne leur serait pas plus avantageux de s'arranger directement avec leurs maîtres.

LE DIFFÉREND ENTRE M. VENIZÉLOS ET LE ROI CONSTANTIN.

10 avril 1915.

Le différend entre M. Venizélos et le Cabinet qui lui a succédé prend les proportions d'un conflit national. D'après les dépêches d'Athènes en date d'hier, M. Venizélos aurait bien déclaré qu'il renonce à la vie politique et qu'il va se retirer loin d'Athènes ; il aurait repoussé toutes les instances de ses partisans désespérés du départ de leur chef et leur aurait adressé de touchants adieux. Toutefois il ne convient pas de prendre au pied de la lettre ces affirmations émouvantes. D'abord la censure grecque exerce depuis le changement de ministère un contrôle vigilant sur toutes les nouvelles relatives à l'ancien président du Conseil. Ensuite les circonstances sont telles que la retraite d'un homme comme M. Venizélos ne peut pas être considérée comme définitive. Par patriotisme, l'homme d'État qui a porté si haut le drapeau hellénique pendant les cinq dernières années peut se résigner à s'effacer temporairement afin de ne pas ajouter, suivant sa propre expression, une crise intérieure à la crise extérieure ; mais il ne peut point ne pas rester à la disposition de son pays, et le pays compte certainement sur lui.

Le fait est que le conflit existe moins entre l'ancien et le nouveau président du Conseil qu'entre M. Venizélos et le roi Constantin. Le souverain et son entourage ont toujours supporté avec une certaine impatience la supériorité du grand Crétois. Quoique celui-ci ait constam-

ment évité de se mettre en avant et qu'il soit le ministre grec des dernières générations qui ait fait le moins de réclame autour de sa personne, la famille royale était légèrement agacée, sinon des services qu'il rendait, du moins du mérite qui lui en revenait. Le Louis XIII d'Athènes a renvoyé son Richelieu. Il reçoit en ce moment les applaudissements de ses courtisans civils et militaires et il les récompense en leur conférant des décorations. M. Venizélos ne veut point prendre position contre le souverain. Seulement il a tenu à prendre position devant le pays. Il a dit ouvertement ce qu'il aurait voulu faire, ce qui avait été entrepris, ce qu'on a défait malgré lui, et ce qu'il ferait à l'avenir. En somme, il est partisan résolu d'un accord avec la Triple-Entente ; il croit que la Grèce doit coopérer avec elle et s'assurer des accroissements territoriaux de première importance en Asie Mineure, même en consentant quelque compensation en Macédoine à la Bulgarie en échange d'une neutralité bienveillante. Il avait cru pouvoir dire que le roi avait admis éventuellement cette compensation. Constantin Ier a fait démentir le fait par M. Gounaris.

Le roi eût agi plus habilement en ne démentant pas, car la politique qu'on lui prêtait était tout à son honneur. Il a mal compris la popularité. Le peuple grec en veut si peu à M. Venizélos des concessions qu'il était, à un certain moment, disposé à faire à la Bulgarie en retour d'autres services, que, depuis sa démission, l'ancien président du Conseil est l'objet de démonstrations enthousiastes de la foule. La censure d'Athènes a beau supprimer dans les dépêches les passages relatifs à ces manifestations, cela ne trompe pas les Grecs, principaux intéressés, et cela n'empêche point le public européen de finir par savoir la vérité. Ainsi, le jour de l'anniversaire

de la mort du roi Georges, après la messe de *Requiem* célébrée à la cathédrale, les ministres se retirèrent inaperçus, tandis que M. Venizélos fut salué d'acclamations chaleureuses. Deux jours après, le public ayant appris que M. Venizélos allait débarquer au Pirée en revenant de l'île de Spetzai, il s'amassa sur le quai du port une telle foule d'admirateurs de l'homme d'État tombé du pouvoir que le gouvernement envoya un régiment d'infanterie et un escadron de cavalerie pour maintenir l'ordre. Averti, M. Venizélos débarqua à Phalère. Le soir, chez lui, il exprima sans fard à ses amis son opinion sur les procédés du gouvernement à son égard. Notons enfin que M. Venizélos, en rendant public son mémoire au roi sur les combinaisons territoriales projetées avant sa chute avec le Cabinet de Londres, ne commit pas l'indiscrétion diplomatique qu'on pourrait croire. Avant la publication, il avait demandé l'autorisation par télégraphe à Sir Edward Grey, et le chef du Foreign Office la lui avait donnée. Constantin Ier aurait pu montrer la même netteté de caractère. Pense-t-il vraiment que l'Hellade, celle du présent et celle de l'avenir, lui en aurait voulu d'avoir admis l'idée de céder Cavalla pour acquérir Smyrne et les provinces voisines ?

L'ENQUÊTE SUR L'INCIDENT BULGARO-SERBE. — LES ÉCHAPPATOIRES BULGARES.

11 avril 1915.

L'enquête à laquelle vient de procéder la Serbie prouve à l'évidence l'inexactitude des allégations conte-

nues dans la note bulgare du 4 avril. Déjà la note publiée le 9 avril par le gouvernement serbe (*Débats* du 10) était édifiante à cet égard. Elle établissait que des agents bulgares, turcs et austro-hongrois avaient usé de tous les moyens de contrainte à leur disposition pour déterminer des habitants de la région serbe limitrophe du district bulgare de Stroumitza à passer la frontière. Abusant de l'ignorance et de la crédulité des musulmans notamment, ils en avaient persuadé une partie qu'ils devaient répondre à la déclaration de guerre sainte proclamée par le sultan et se joindre à l'armée bulgare. Ils avaient ainsi enrôlé un certain nombre d'individus dans des bandes de comitadjis. Puis, le jour choisi venu, ils les avaient lancés sur les postes serbes et les gares de la ligne Uskub-Salonique, en leur assurant que l'armée bulgare suivait. Voilà le « truc » imaginé par l'esprit retors des Bulgares pour faire croire à l'Europe que les agresseurs des troupes serbes étaient simplement des sujets serbes fuyant le royaume hospitalier du tsar Ferdinand, afin d'échapper à la tyrannie de Pierre Ier. Cette supercherie ne résistait pas à l'examen. Une attaque dirigée de l'est à l'ouest ne pouvait être représentée comme une fuite d'ouest en est. Ensuite les cadavres et les blessés laissés sur le terrain par les comitadjis permettaient d'établir leur identité et de reconstituer le drame. Enfin il y avait des témoins impartiaux. Précisément, le jour de l'attaque, le hasard avait amené l'attaché militaire de Roumanie à Nich sur le terrain du combat. Cet officier put se rendre compte des faits, voir les cadavres, constater les atrocités commises par les comitadjis.

Aujourd'hui le gouvernement publie une analyse détaillée de son enquête. Il en résulte qu'on a trouvé sur le corps des comitadjis tombés en territoire serbe des do-

cuments et objets tels que livret militaire autrichien délivré par le bureau impérial de Vienne, certificat émanant des autorités bulgares de Stroumitza, pièces d'identité signées du bureau militaire des territoires d'Andrinople et de Macédoine, pain de soldat bulgare, bombes, armes et munitions en usage dans les armées bulgare et turque, etc. Parmi les prisonniers se trouvaient des Bulgares. Les témoignages recueillis indiquent tous que l'incursion a été préparée en territoire bulgare et qu'elle avait deux principaux objets : détruire les principaux ouvrages de la ligne du Vardar et emmener en Bulgarie le plus grand nombre possible d'habitants. La destruction des ponts et autres ouvrages d'art de la voie ferrée aurait coupé la Serbie de toute communication avec la mer Egée, c'est-à-dire avec ses alliés ; elle aurait également mis dans l'embarras la Roumanie, qui ne dispose que de la voie Nich-Salonique pour le transport du matériel jusqu'à la réouverture des Détroits. Quant à l'exode forcé des habitants de la Macédoine serbe en Bulgarie, il aurait fourni au Cabinet de Sofia le prétexte de sujets de plainte contre la Serbie par la faute de qui la Bulgarie voyait son territoire envahi par des bandes de miséreux. Les stamboulovistes et leurs amis de l'Organisation intérieure ne reculent devant rien pour arriver à leurs fins. Avant la seconde guerre balkanique, l'Organisation intérieure avait lancé à ses adhérents une circulaire les invitant à ne respecter ni lois ni traités, pas même la convention de Genève, si le conflit en perspective avec la Serbie venait à éclater. Ses adhérents se conformèrent ponctuellement, on le sait, à ces prescriptions catégoriques après l'attaque brusquée du 30 juin 1912. Ils recommencent maintenant. Les Serbes qu'ils ont tués les 1, 2 et 3 avril derniers ont été retrouvés

mutilés ; des photographies de ces nouvelles horreurs ont été prises sur-le-champ.

Devant l'échec de son entreprise, le gouvernement bulgare se lave les mains. A l'entendre, il n'est pour rien dans tout ce qui s'est passé. D'après un communiqué du bureau de la presse de Sofia publié hier, il vient même de donner une nouvelle preuve de sa « correction irréprochable », en ordonnant de désarmer « les rebelles » qui se présenteraient les armes à la main à la frontière bulgare. Nous ne doutons pas que les autorités bulgares recueillent à la frontière les comitadjis en fuite. Mais il est hardi d'appeler ces actes de complicité une nouvelle preuve d'irréprochable correction. En vérité, quoi qu'on pense de la participation des autorités officielles bulgares aux incursions dans la Macédoine serbe, la situation s'annonce très grave. Avant-hier, en réponse à une question du ministre de Serbie à Sofia sur la formation de nouvelles bandes en Bulgarie dans le voisinage du territoire serbe, M. Radoslavof a déclaré que le gouvernement bulgare ne possède pas les moyens d'exercer son autorité sur les organisations dont se plaint la Serbie. S'il en était ainsi, cela prouverait seulement que la Bulgarie est impuissante à gouverner les districts macédoniens qui lui ont été attribués par le traité de Bucarest. Ce n'est point une justification. Ce n'est pas non plus le signe d'une réconciliation balkanique.

LES EXPLICATIONS SUR L'INCIDENT BULGARO-SERBE. — LES REVENDICATIONS BULGARES.

13 avril 1915.

Les échanges d'explications continuent entre la Serbie et la Bulgarie au sujet des incursions de comitadjis dans la Macédoine serbe. A la dernière note serbe le Cabinet de Sofia a répondu par une série d'allégations n'ayant pas de rapport direct avec les agressions des derniers jours de la semaine sainte. Le Cabinet de Belgrade vient d'expédier une réplique dont le texte ne nous est pas encore connu. Mais, quoi qu'il en soit des responsabilités encourues, il est désormais établi que les actes criminels commis les premiers jours d'avril dans la vallée du Vardar, entre les gares de Stroumitza et de Valandovo et la frontière bulgare, ne furent pas isolés. Outre l'expédition organisée qui fut signalée, il y eut tout le long de la ligne du Vardar une série d'entreprises locales. Le territoire grec aussi semble avoir été violé. Il est ompossible de ne pas voir dans cette suite d'actions l'exécution d'un plan concerté. Entre qui et où ? On ne saurait le dire avec précision. Toutefois certaines conclusions s'imposent à l'esprit de l'observateur.

Les tentatives de détruire la voie ferrée Uskub-Salonique, c'est-à-dire de couper les communications de la Serbie et de la Roumanie avec l'Occident et la Méditerranée, coïncident avec les négociations entre les Alliés et les neutres qui aspirent à sortir glorieusement de la neutralité. Il est certain que l'Austro-Allemagne donne

actuellement son maximum d'efforts afin d'empêcher l'intervention d'un quelconque de ces neutres, qui entraînerait fatalement l'intervention des autres. Elle s'ingénie donc à créer une situation telle que les puissances encore hésitantes aient de nouvelles raisons d'hésiter. Dans cet ordre d'idées, la destruction du chemin de fer Uskub-Salonique aurait une grande importance en soi. Elle aurait de plus l'avantage de provoquer entre les Balkaniques un conflit qui immobiliserait leurs forces en dehors du grand théâtre de la guerre européenne. Le maréchal von der Goltz vient de faire la navette entre Constantinople, Sofia, Vienne et Berlin. Alors que les badauds colportaient le bruit qu'il était en querelle ouverte avec le gouvernement turc, il préparait une action combinée destinée à la fois à sauver Constantinople et à réduire à merci la Serbie. Que n'a-t-il pas promis à Sofia ? Peut-être n'a-t-il point mis le gouvernement bulgare entièrement dans son jeu. Mais il s'est à coup sûr assuré la collaboration zélée des stambouloвistes, y compris des membres stambouloвistes du Cabinet Radoslavof. Comme le concours très actif des Turcs et des créatures autrichiennes lui est entièrement acquis, il est à même d'obtenir des résultats.

Or les stambouloвistes sont plus irréductibles que jamais dans leurs prétentions. Par la bouche de leur chef, M. Ghénadief, qui a voulu un instant jouer en Occident le rôle de bon apôtre, ils continuent de réclamer, tout de suite, la Macédoine entière. Ils parlent avec la même hauteur qu'au lendemain de leurs victoires de 1912. Bien plus, ils accusent la Triple-Entente d'avoir, en 1913, « chassé la Bulgarie à coups de pied » de la famille européenne « dont elle était heureuse de faire partie ». Ils lui reprochent le désastre national de juillet

1913 et la dissolution de la Ligue balkanique. En vérité l'on dirait que c'est la Triple-Entente qui s'est jetée sur l'armée du général Savof le 30 juin 1913! MM. Ghénadief et consorts oublient toujours que ce sont eux, les stambouloviste et les Macédoniens, qui ont brisé par traîtrise la Ligue balkanique et qui, rejetant brutalement l'arbitrage convenu dans le pacte conclu avec la Serbie d'accord avec la Russie, ont choisi le recours à la force. Comment osent-ils soutenir maintenant qu'ils ont iniquement été dépouillés du fruit de leurs victoires et que la justice exige qu'ils soient mis gracieusement en possession des territoires dont ils ont tenté de s'emparer par traîtrise et dont ils ont été chassés à la suite de défaites successives? Ils ne reconnaissaient d'autre droit que la force et ils ont employé la force contre le droit. Ils ont été battus. Ils doivent donc subir la loi de la force. Que leurs vainqueurs de 1913 s'arrangent à l'amiable avec eux dans les circonstances actuelles, soit. Nous le désirons ardemment. Nous désirons aussi que l'arrangement en question satisfasse tous les contractants. Mais le principe d'un accord de ce genre est un échange de services. Si l'on prétend tout prendre et ne rien donner, on tombe dans la politique de brigandage, et c'est bien celle qu'on a vu ces jours-ci se développer dans la vallée du Vardar.

Heureusement tous les Bulgares ne pensent pas comme M. Ghénadief. MM. Malinof et Guéchof, qui ont été présidents du Conseil, M. Théodorof, qui a été un excellent ministre des finances, M. Danef aussi, sont partisans d'une entente avec les Alliés. En bons Bulgares conscients des intérêts de leur pays, ils constatent que la victoire de l'Austro-Allemagne les exclurait à jamais de la meilleure partie des territoires si hautement reven-

diqués par les stamboulovistes et coincerait le jeune royaume entre une Germanie toute-puissante et une Turquie insupportable. Ce n'est donc pas pour être agréables aux Alliés, mais dans un intérêt uniquement national, que ces hommes d'État préconisent une alliance avec la Triple-Entente. Seule cette alliance, conclue de bonne amitié avec les puissances balkaniques, peut rendre à la Bulgarie la situation que de funestes conseillers lui ont fait perdre. Si elle profite aussi à l'Europe civilisée, quel mal y voit donc M. Ghénadief?

DIVULGATION PAR LE COMTE BERNSTORFF D'UNE NOTE ALLEMANDE AUX ÉTATS-UNIS.

14 avril 1915.

Les diplomates allemands ont les défauts de leurs qualités. Ils sont généralement énergiques et pressants. Cela leur réussit près des faibles et des timorés. Mais la manière forte à la mode germanique a moins de succès dans les États conscients de leur force et soucieux de leur dignité. Le comte Bernstorff en fait aujourd'hui l'épreuve aux États-Unis. Le 11 avril, il a cru devoir livrer à la publicité, sans l'autorisation du Département d'État, une note qu'il venait de remettre à M. Bryan et dont on ne sait pas bien encore si elle était inspirée ou prescrite par le Cabinet de Berlin, ou si elle était due à l'initiative de l'ambassadeur de Guillaume II à Washington. Cette note, relative à l'observation de la neutralité par les États-Unis, était conçue en termes d'une

crudité anormale en style diplomatique. Le comte Bernstorff se plaignait que les États-Unis n'eussent pas assuré la mise en liberté du *Wilhelmina* (le bateau chargé de vivres à destination de l'Allemagne et arrêté par les Anglais), et il concluait de cette attitude « que le gouvernement des États-Unis a accepté des violations du droit international par l'Angleterre ». Il accentuait ensuite ce reproche par les observations que voici :

Les États-Unis sont le seul pays en état d'exporter du matériel de guerre. Ce fait est de nature à donner une signification nouvelle à l'idée de neutralité indépendante de textes formels.

Au lieu de cela, et en contradiction avec le véritable esprit de la neutralité, une nouvelle et considérable fabrication de matériel de guerre de toute sorte a été installée aux États-Unis, en sorte que non seulement les usines existantes sont occupées activement et agrandies, mais qu'aussi de nouvelles sont fondées continuellement.

Si le peuple américain désire observer une véritable neutralité, il trouvera le moyen d'arrêter l'exportation bornée à un seul des belligérants, ou, au moins, de se servir de cette exportation comme d'un moyen pour soutenir le commerce légitime avec l'Allemagne, spécialement en ce qui concerne les vivres.

Le ton en usage entre les disciples modernes de Bismarck n'est pas en faveur chez les Américains. Ceux-ci ont été profondément choqués de la leçon que le comte Bernstorff prétendait leur donner. La plupart des journaux de la grande république manifestent à ce sujet une irritation qui va jusqu'à l'indignation. D'autre part le Cabinet de Washington s'est ému de la grave incorrection commise par l'ambassadeur d'Allemagne, qui, contrairement à toutes les règles en usage, a livré à la publicité un document confidentiel destiné au gouvernement près duquel il était accrédité avant que celui-ci ait même eu le temps d'en délibérer. Il semble que le comte Bernstorff ait voulu exercer une pression sur le président Wilson en s'adressant au peuple américain en même temps qu'au

Département d'État. On reconnaît bien là le défaut de psychologie politique dont l'Allemagne a donné tant de preuves depuis l'été dernier. Non seulement l'ambassadeur de Guillaume II a blessé profondément le président Wilson, mais il a violemment choqué la nation dont il se proposait de gagner l'opinion. Il a mis tout le monde contre lui. De tous côtés on réclame son rappel. De plus il a fourni aux Américains l'occasion d'exposer les procédés effrontés dont use l'ambassade d'Allemagne à Washington depuis le commencement de la guerre pour capter la faveur publique et dénaturer les événements : organisation d'une propagande effrénée, millions répandus pour séduire tout ce qui paraît à vendre, délivrance de faux passeports, tentatives de corruption de fonctionnaires publics, menaces de faire voter les Germano-Américains contre l'administration actuelle, etc. On s'aperçoit maintenant que l'Allemagne a installé aux États-Unis — comme en d'autres pays, d'ailleurs — une sorte d'administration germanique à côté du gouvernement national et qu'elle s'y comporte avec le même sans-gêne que chez elle. Cette forme de « l'organisation mondiale », dont l'Allemagne du vingtième siècle revendique le monopole par droit de supériorité congénitale, plaît médiocrement aux libres citoyens du pays de Washington.

Le comte Bernstorff essaye maintenant de se disculper en alléguant que sa note est un simple mémorandum. Mais cette différence d'appellation ne change rien à la chose. Hier le Cabinet de Washington s'est réuni pour discuter l'incident. M. Bryan a donné lecture de la note Bernstorff. On ne communique pas les résultats de la délibération. Toutefois il y a lieu de croire qu'avant de prendre une décision et de rédiger une réponse, le gou-

vernement américain a voulu savoir si les opinions exposées par l'ambassadeur d'Allemagne à Washington sont bien celles du gouvernement allemand lui-même. M. Gerard a été chargé de s'en assurer près de M. de Bethmann-Hollweg.

INTERVIEW DE M. BALLIN AVEC LE « NEW-YORK WORLD SUR LES RESPONSABILITÉS DE LA GUERRE. — LA LETTRE DE M. BALLIN AU « TIMES » DU 2 AOUT 1914.

16 avril 1915.

Plus la situation militaire s'améliore en faveur des Alliés, plus les Austro-Allemands s'efforcent de rejéter sur autrui la responsabilité de la guerre qu'ils ont délibérément provoquée. Seulement, comme ils éprouvent des mécomptes successifs et que les événements tournent contre leurs prévisions, ils s'embrouillent dans leurs explications. Ils se mettent à tout instant en contradiction avec eux-mêmes. M. de Bethmann-Hollweg affirme aujourd'hui le contraire de ce qu'il déclarait solennellement au Reichstag le 4 août. Les confidents de Guillaume II donnent tour à tour des versions des événements qui ne concordent point entre elles. A Vienne et à Pest, il en est de même. Tous ces champions de la « politique mondiale » se prennent dans leurs mensonges. Aujourd'hui, réduits à prétendre que l'Austro-Allemagne défend seulement ses foyers, ils prêtent aux victimes de leur agression les plans criminels qu'ils avaient machinés contre elles. La récente interview de M. Ballin, directeur de la Compagnie de navigation

Hamburg-Amerika, nous offre un nouvel exemple de ces procédés.

M. Ballin, favori de l'empereur Guillaume, qui jouait dans la marine marchande allemande le même rôle que le grand amiral de Tirpitz dans la marine de guerre, a cru devoir assurer, au nom de l'empereur, à un rédacteur du *New-York World*, que Sir Edward Grey était l'auteur responsable de la guerre. Voici, dans toute sa simplicité, le raisonnement du souverain, tel que le transmet son interprète : l'Austro-Allemagne n'aurait pas fait la guerre si elle avait su que l'Angleterre prendrait parti contre elle ; or, au début du conflit diplomatique, Sir Ed. Grey ne s'est pas prononcé nettement ; donc il est responsable de la conflagration. Il est déjà singulièrement impudent de la part d'un malfaiteur de soutenir que le véritable auteur du crime commis par lui est le voisin qui, devinant son intention, ne s'est pas jeté brusquement en travers de son chemin. En soi le reproche de M. Ballin contient déjà un aveu. Mais il est aussi en contradiction formelle avec de précédentes déclarations du même M. Ballin. Le confident de Guillaume II, comme la plupart de ses compatriotes, semble doué à un degré extraordinaire de la faculté d'oubli de certaines choses. Malheureusement pour sa thèse, la mémoire n'est pas aussi mauvaise chez ses contradicteurs. Le *Times* se souvient d'avoir reçu le 2 août 1914, et publié le 12 août, une lettre de M. Ballin où se lisait ceci : « Tout a été rompu à cause de l'attitude de la Russie, qui, au milieu des négociations qui semblaient suivre un cours favorable, a mobilisé ses forces, prouvant ainsi qu'elle ne pensait pas sérieusement ce qu'indiquaient ses assurances pacifiques... Il faut le redire, la Russie seule a obligé l'Europe à la guerre. La Russie

seule doit porter le poids de cette responsabilité. »

La lettre publiée le 12 août par le *Times* n'était pas signée. Notre confrère la donnait comme émanant « d'un personnage en relations personnelles étroites avec l'empereur d'Allemagne ». M. Ballin avait envoyé sa lettre pour qu'elle fût publiée le 3 août et l'agence Wolff avait prescrit à son représentant à Londres d'en télégraphier la teneur mot pour mot. Le 3 août est le jour de la fameuse déclaration de Sir Edward Grey aux Communes. Il eût été précieux pour l'Allemagne que le *Times* publiât le matin même une sorte d'attestation de la pureté de conscience de Guillaume II et une accusation directe contre la Russie. Naturellement le *Times* se garda bien de tomber dans le piège. Comme il avait les plus fortes raisons de se défier de l'exactitude des allégations impériales communiquées par M. Ballin, il ajourna au 12 août, c'est-à-dire après l'ouverture des hostilités générales, la publication de la lettre-réclame. Aujourd'hui que M. Ballin juge à propos d'émettre publiquement de nouvelles affirmations contraires à celles du 2 août, le *Times* ne se croit plus tenu à la discrétion et divulgue le nom de l'auteur de la lettre.

Toutes les personnes qui ont lu les différents Livres diplomatiques sur les négociations des mois de juillet et d'août 1914 savent que la seconde version de M. Ballin n'est pas plus exacte que la première. Il ressort même à l'évidence du Livre Rouge austro-hongrois que le Cabinet de Vienne, en lançant le 23 juillet son ultimatum à la Serbie, adressait sciemment un défi à la Russie. Le comte Berchtold le reconnaît dans une dépêche antérieure à la déclaration de guerre. L'idée des deux gouvernements allemand et austro-hongrois était d'en finir une bonne fois avec les résistances qu'ils rencontraient,

l'un en Russie et en France, l'autre en Serbie et en Orient. « Il faut en finir » est une expression qu'on retrouve à chaque page dans la littérature diplomatique et politique de la Germanie à cette époque critique. Les nouvelles imputations de M. Ballin ne méritent donc pas plus d'attention que les premières, quoiqu'elles soient inspirées de très haut. Mais il convient de prendre ce personnage et son inspirateur en flagrant délit de contradiction.

C'est ce qu'a fait le *Times*. Il ajoute ceci qu'il importe de citer textuellement :

Herr Ballin pourrait rendre un service au monde s'il voulait bien nous dire franchement si le 14 juillet, ou avant cette date, l'empereur d'Allemagne fit ou ne fit pas une communication à l'empereur François-Joseph dont les termes étaient si encourageants et contenaient une telle assurance de solidarité que le monarque austro-hongrois fut amené à consentir à l'ultimatum du 23 juillet par lequel l'Autriche préparait son attaque contre la Serbie. Nous savons par l'autorité du professeur Hans Delbrück, qui écrivit en février un article à ce sujet dans l'*Atlantic Monthly*, que dans cet ultimatum l'Autriche imposait *des conditions qui eussent placé la Serbie sous son contrôle permanent* et que le comte Berchtold, en rédigeant sa note dans des termes aussi incisifs que possible, plaçait le tsar dans l'alternative immédiate de la paix ou de la guerre.

La présentation de cette note incisive n'était-elle pas un résultat direct de la communication de l'empereur d'Allemagne à l'empereur François-Joseph, communication qui — nous avons de bonnes raisons de le croire — fut lue par des amis personnels du kaiser avant d'être envoyée. Herr Ballin pourrait, sans aucun doute, nous dire ces choses et bien d'autres encore ; mais alors il lui serait bien difficile de démontrer la faute de Sir Edward Grey qui continua de lutter pour la paix jusqu'à ce que le refus de l'Allemagne de respecter la neutralité de la Belgique l'ait obligé à faire appel à l'arbitrage des armes.

Le *Times* en sait sans doute plus long qu'il ne veut bien dire aujourd'hui sur la communication de Guillaume II à François-Joseph au milieu de juillet 1914. Peut-être le saurons-nous aussi bientôt. Les mensonges germaniques ne resteront pas sans réponse.

CHAPITRE IV

L'INTERVENTION DE L'ITALIE

LES DISCUSSIONS DANS LA PRESSE ITALIENNE SUR LES POSSIBILITÉS D'INTERVENTION DE L'ITALIE. — LES CONDITIONS DE L'INTERVENTION. (1)

18 avril 1915.

[*La question de l'intervention de l'Italie dans la guerre est le principal thème de discussion dans la presse européenne. Chose curieuse, les journaux italiens sérieux, qui montrent d'ordinaire une extrême prudence dans la critique des négociations en cours où leur pays est engagé, publient quotidiennement à ce sujet un ou plusieurs articles, sans compter les correspondances. Il semble qu'ils désirent provoquer des échanges de vues. Naturellement leurs intentions ne sont pas identiques. Les uns, les neutralistes, veulent brouiller les cartes avec les Alliés tout en montrant à l'occasion des velléités interventionnistes assez prononcées pour inciter l'Autriche-Hongrie à de plus larges concessions. Les autres, les interventionnistes par enthousiasme ou par raisonnement, recherchent de bonne foi les meilleurs*

(1) Article entièrement supprimé, y compris le titre, par la censure

moyens de réaliser les ambitions nationales traditionnelles. Les réflexions que nous avons à ce propos présentées ici le 10 *avril ont été différemment appréciées dans la péninsule. Quelques-uns de nos confreres transalpins ont cru y voir, à côté de constatations exactes « la continuité de sentiments non amicaux envers l'Italie ». En cela ils se trompent gravement. Si le* Corriere della Sera *a bon souvenir, il se rappellera que nos critiques de* 1913 *et du commencement de* 1914 *sur la politique giolittienne, jugées d'abord excessives, sont devenues ensuite les siennes. La situation d'aujourd'hui est analogue.*

La Stampa, *principal organe de M. Giolitti, le* Popolo romano *et d'autres feuilles de moindre envergure qui ont soutenu jusqu'à la fin l'ancien dictateur, ne cessent de présenter le problème de l'intervention sous l'aspect le plus désobligeant pour la France. Ils formulent journellement des revendications non contre l'Autriche-Hongrie, mais contre la France. Nous nous sommes abstenus de les reproduire afin de ne point faire le jeu des reptiles austro-allemands. Mais nous constatons avec plaisir que le* Corriere della Sera, *le* Messaggero, *le* Giornale d'Italia *ont vertement relevé ces inconvenances. Il vaut mieux que ce soit nos confrères italiens qui s'acquittent de cette besogne nécessaire. Mais nous ne pouvons laisser tout à fait ignorer en France que les interprètes ordinaires de l'homme d'État qui a exercé pendant si longtemps le pouvoir en Italie, et qu'on dit désireux de le ressaisir, excitent, suivant l'expression même du* Corriere della Sera, *« des concupiscences effrénées à l'Orient et à l'Occident, sur la Méditerranée comme sur l'Adriatique, en Asie Mineure comme en Egypte et en Chine ». Nous sommes entièrement d'accord avec le* Giornale d'Italia *pour examiner « avec une vision précise et lucide des choses réelles et possibles, et non avec l'embrouillamini de conces-*

sions fantastiques — con l'ingarbugliare con fantastiche concessioni — *une situation déjà difficile et délicate en soi* ». *Nous croyons témoigner d'un esprit plus amical envers l'Italie en signalant, sans y insister d'ailleurs, les manèges de certains neutralistes, qu'en feignant de ne pas entendre* « le parole grosse, quasi minacciose » *qui montrent chez qui écrit ou inspire les articles du journal piémontais, dit le* Giornale d'Italia, *une étrange conception des devoirs des citoyens en ce moment. Nos articles antérieurs au ministère Salandra n'étaient pas animés de sentiments moins amicaux. Le* Corriere della Sera *le reconnaît implicitement en écrivant* : « *La vérité est qu'indépendamment d'autres considérations, il s'en est certainement imposé une au gouvernement, au mois de septembre passé, dont la* Stampa *préfère ne pas s'occuper. Il est apparu à cette époque que nos conditions militaires étaient plus délicates que le pays, et que peut-être le gouvernement lui-même se l'imaginaient.* » *Comment dire plus clairement que la dictature Giolitti avait laissé l'Italie dans un état tel que le Cabinet au pouvoir n'était pas libre de ses décisions? Quelle critique plus dure peut-on articuler contre un gouvernement? En constatant autrefois que la presse de ce gouvernement menait une campagne gallophobe effrénée, nous dénoncions un péril qui touchait l'Italie autant que la France.*

Aujourd'hui nous ne ferons pas à la Stampa *l'honneur de reproduire les appréciations incohérentes que transmettent les agences télégraphiques. Ce verbiage, destiné à troubler les esprits, ne mérite que le silence. Le problème reste posé de la même façon pour l'Italie. M. Giolitti, qui ne semble guère avoir confiance dans les énergies de son pays, voudrait le résoudre en obtenant le plus possible de l'Autriche-Hongrie grâce aux bons offices de l'Allemagne. Il négocie comme il a gouverné. Mais chacun sait que* « *ce*

plus possible » *serait en tout cas très inférieur au minimum des revendications nationales. Pour tout patriote réfléchi, la guerre européenne actuelle est une occasion unique de réaliser les ambitions légitimes italiennes, et cette réalisation, pour être définitive, doit s'effectuer par les armes contre l'ennemi héréditaire, non par des marchandages diplomatiques. Est-il donc si difficile de s'entendre sur l'étendue des ambitions légitimes de l'Italie? Nous ne le pensons pas. Dans son numéro du 15 avril, le* Giornale d'Italia, *qui passe pour refléter la pensée de M. Sonnino, les a définies ainsi* : « 1° *La position actuelle de l'Italie dans l'Adriatique doit en tout cas être améliorée* : 2° *dans le cas d'une dissolution éventuelle de l'Autriche, la prépondérance stratégique dans l'Adriatique* — il predominio strategico in Adriatico — *doit appartenir à l'Italie.* » *Ces deux conditions nous paraissent raisonnables. Si des négociations étaient engagées sur ce terrain, elles auraient toute chance de réussir.*]

PUBLICATION DES LETTRES-MÉMOIRES DE M. VENIZÉLOS AU ROI CONSTANTIN DURANT LA CRISE GRECQUE.

20 avril 1915.

Fidèle à son caractère politique et à sa méthode de gouvernement, M. Venizélos a livré à la publicité les deux lettres-mémoires qu'il écrivit au roi Constantin durant la crise qui aboutit au changement de ministère dans les premiers jours du mois de mars. Ces deux documents présentent un intérêt de premier ordre. Après les avoir lus, on comprend que l'ancien président du

Conseil ait voulu les porter à la connaissance du monde hellénique. En effet, ils constituent l'exposé le plus clair et le plus complet d'une politique logique, raisonnée, à la fois réaliste et idéaliste, qui ne perd de vue aucune difficulté tout en visant très haut et très loin. D'ailleurs M. Venizélos ne se rend coupable d'aucune indiscrétion. Il ne révèle aucun fait qu'on ne sache déjà. L'intérêt des deux mémoires ne réside nullement dans les faits relatés, mais dans les raisonnements présentés. Or, dans une crise de l'importance de celle du commencement de mars, le pays tout entier a le droit de connaître les raisons qui ont déterminé le chef du gouvernement à proposer l'adoption immédiate de certaines mesures et à se retirer à la suite du refus du chef de l'État d'approuver ces mesures. Les neutralistes et les agents germaniques ont répandu le bruit que M. Venizélos était tombé à cause de son entêtement et de son caractère dictatorial. Ils disent partout que la Grèce peut fort bien se passer de cet homme encombrant. La publication des deux mémoires prouvera qu'en pressant son souverain d'intervenir sans retard aux côtés de la Triple-Entente M. Venizélos avait exclusivement en vue les grands intérêts nationaux dans le sens le plus élevé du mot et qu'il avait prévu toutes les hypothèses, même la défaite.

Le raisonnement développé dans les deux mémoires semble irréfutable. Il se ramène à des termes très simples. Le sort de l'hellénisme est lié au succès de la Triple-Entente. Si l'Austro-Allemagne triomphait, sa victoire entraînerait fatalement la ruine de l'hellénisme, que la Grèce eût ou non pris parti. Dans les Balkans, la Bulgarie s'emparerait certainement des territoires cédés aux autres États balkaniques par le traité de Bucarest, y compris Salonique. Dans la mer Egée, la Turquie re-

prendrait les îles contestées. En Asie Mineure, « l'extermination de l'hellénisme serait rapide et certaine ». Nulle part la Grèce ne pourrait recevoir de compensation utilisable. Elle retomberait dans l'état où elle se traînait avant la première guerre balkanique. Sous la poussée bulgare dans les Balkans et la domination turco-germanique en Asie Mineure, l'hellénisme disparaîtrait misérablement. Le résultat ne serait pas moins désastreux que si la Grèce, alliée à la Triple-Entente, était battue avec elle.

Au contraire tout recommande l'intervention en faveur des Alliés. L'honneur, le respect de la foi jurée et la nécessité de conserver une bonne frontière au nord, exigent que la Grèce ne laisse pas écraser la Serbie. Les intérêts évidents de l'hellénisme, à tous les points de vue, veulent que la Grèce profite de l'état de guerre entre la Turquie et la Triple-Entente pour délivrer les centaines de mille Hellènes vivant sur les côtes d'Asie et permette aux 200.000 réfugiés d'Anatolie de rentrer dans leurs foyers. Comme la Turquie est indissolublement liée à l'Austro-Allemagne, il faut se lier soi-même aux puissances en guerre avec les deux empires du centre, quelques sentiments qu'on puisse éprouver pour eux. En restant spectateurs impassibles de la lutte engagée, on court tous les risques sans aucune chance de bénéfice. Or les bénéfices d'une intervention victorieuse seraient immenses : plus de 120.000 kilomètres carrés de gain net en Asie Mineure,c'est-à-dire le doublement du territoire de la Grèce, déjà doublé en 1912 et en 1913, plus la gloire et la prospérité de l'hellénisme, et l'amitié reconnaissante des grandes nations protectrices traditionnelles des petits peuples. L'hésitation n'est pas possible. « Votre Majesté, dit M. Venizélos, se trouve dans

toute la force de l'âge non seulement pour créer par son épée une plus grande Grèce, mais aussi pour consolider cet exploit militaire par une réorganisation politique parfaite du nouvel État et pour remettre à votre héritier, quand l'heure sera venue, une œuvre achevée, surhumainement grande et telle qu'il a été donné à peu de princes d'en accomplir. » Comment a-t-on pu dire que le ministre qui proposait un tel rôle à son roi cédait à une ambition personnelle ?

M. Venizélos, il est vrai, fondait sa combinaison sur un arrangement avec la Bulgarie, comportant la cession éventuelle de trois districts macédoniens, dont celui de Cavalla, et l'autorisation à la Serbie de céder de son côté à la Bulgarie les districts frontières de la Grèce dont celle-ci n'a reconnu la possession au roi Pierre que moyennant l'engagement de ne pas en disposer sans son agrément préalable. Mais ce sacrifice douloureux devait avoir pour contre-partie de tels avantages territoriaux ailleurs qu'il devait être consenti. Très justement M. Venizélos pense, comme M. Pachitch aussi probablement, que la Bulgarie n'est en droit de rien réclamer à ses deux anciennes alliées de 1912, mais que celles-ci peuvent, sans inconvénient grave, reconnaître par des remaniements volontaires une coopération bulgare destinée à établir dans les Balkans un ordre de choses durable conforme aux légitimes aspirations de chacun des intéressés. Ce sont là des idées d'hommes d'État. Il est tout à l'honneur de M. Venizélos de les avoir soutenues de toute son énergie et d'avoir mieux aimé quitter le pouvoir que de les trahir.

RÉPONSE DE M. BRYAN A LA NOTE DU COMTE BERNSTORFF. — TOAST DE M. JUSSERAND.

22 avril 1915.

M. Bryan a remis hier au comte Bernstorff la réponse du gouvernement des États-Unis à la note du 5 avril, conçue en termes d'une raideur inaccoutumée, de l'ambassadeur d'Allemagne à Washington. On s'était d'abord demandé si cette note avait été rédigée spontanément par M. de Bernstorff, ou si elle émanait de la Wilhelmstrasse. M. Gerard, ambassadeur des États-Unis à Berlin, avait été chargé d'éclaircir ce point. On n'a point fait part au public du résultat de cette enquête. Mais le langage des journaux allemands ne permet guère de douter que le représentant de Guillaume II se soit conformé à des instructions gouvernementales. D'après le *New-York World*, le ministère allemand des affaires étrangères aurait déclaré qu'il assumait toute la responsabilité du fameux document. Quoi qu'il en soit, dans la réponse dont on nous transmet une analyse aujourd'hui, M. Bryan ne touche pas ce point ; il se borne à dire en commençant qu'il ne sait comment interpréter la manière dont l'ambassadeur allemand a traité les sujets mentionnés dans sa note et qu'il présume, cependant, que l'ambassadeur désire un franc exposé du point de vue des États-Unis. « Cela paraît d'autant plus nécessaire, ajoute-t-il, que le langage employé dans votre memorandum est susceptible de s'expliquer comme mettant en doute la bonne foi des États-Unis. »

M. Bryan aborde ensuite le fond de la discussion. En termes aussi nets et énergiques que ceux dont M. de Bernstorff avait cru devoir se servir, il revendique pour les États-Unis le droit d'appliquer les règles de la neutralité conformément à la tradition du Département d'État et au droit des gens. Il déclare que son gouvernement n'a pas abandonné et n'abandonnera pas ses droits de puissance neutre, tels qu'il les comprend, par considération pour un des belligérants. « Il a reconnu comme axiomes le droit de visite et d'examen, ainsi que le droit d'appliquer les règles du droit des gens concernant la contrebande de guerre aux articles commerciaux. Il a insisté effectivement sur ce point que l'usage du droit de visite et d'examen est absolument nécessaire pour prévenir toute confusion entre les vaisseaux neutres et ceux appartenant à l'ennemi et aussi toute méprise entre les cargaisons légitimes et celles qui ne le sont pas. Il a admis aussi le droit de blocus s'il est exercé en fait et maintenu efficacement, mais il ne concèdera rien au-delà. » Sur ce terrain M. Bryan est très solide. En effet, il a soulevé des objections officielles aussi bien contre l'interdiction allemande aux bateaux de toutes les nations de naviguer dans une certaine zone sous peine d'être coulés corps et biens sans avertissement préalable, que contre le décret français et l'ordre en conseil britannique conférant aux autorités des deux pays la faculté de détourner de leur itinéraire les bateaux neutres suspects et de séquestrer les marchandises neutres transportées par des bateaux neutres, présumées à destination ou en provenance d'Allemagne. Sans insister là-dessus, M. Bryan attire l'attention de M. de Bernstorff sur le fait que la correspondance diplomatique du département d'État avec plusieurs belligérants à ce sujet a

été publiée et que la politique du gouvernement américain dans la question est bien connue. M. Bryan termine l'examen de ce point en déclarant qu'il regrette que M. de Bernstorff n'ait pas cru dignes d'attention les efforts, restés stériles il est vrai, du gouvernement américain pour obtenir des concessions mutuelles de la part des divers belligérants.

La dernière partie de la réponse vise la question la plus importante, celle qui excite au plus haut degré l'irritation allemande et dont M. de Bernstorff avait parlé avec une amertume sarcastique : le commerce des armes et munitions de guerre. Ici M. Bryan est catégorique. Il refuse de modifier quoi que ce soit à l'état de choses existant, attendu que tout changement « affecterait de façon inégale les relations des États-Unis avec les nations en guerre et constituerait une transgression injustifiable du principe de la stricte neutralité ». « Il est évident, ce sont les derniers mots de la réponse, que le gouvernement des États-Unis, se considérant comme engagé d'honneur, ne saurait envisager une pareille manière d'agir. » Voilà qui est péremptoire. En écoutant ce langage l'ambassadeur de Guillaume II ne s'est livré, paraît-il, à aucun commentaire. Il s'est contenté de dire qu'il allait transmettre cette note à Berlin.

M. de Bernstorff a pu transmettre en même temps la déplorable impression produite à la Maison Blanche par les procédés allemands. Le président Wilson ne cache point son mécontentement. Il apprécie mieux sans doute l'attitude de M. Jusserand. A un banquet du congrès de la Société des « Filles de la révolution américaine », présidé par M. Wilson, l'ambassadeur de France à Washington a justement traduit l'opinion de tous les convives en observant que la question qui se pose main-

tenant en Europe est la même que celle en face de quoi les Américains se sont trouvés à l'époque de leur révolution : c'est le problème de la liberté humaine. M. Jusserand n'a pas interprété moins heureusement les sentiments de tous les Français en jugeant ainsi l'attitude des États-Unis dans la guerre actuelle : « Les États-Unis se sont comportés dans la crise européenne d'une façon qui commande la reconnaissance et la gratitude du monde. En France nous avons appris à connaître le cœur américain, fait de l'or le plus pur. Je suis heureux d'exprimer les remerciements de la France pour la générosité de l'Amérique neutre. » Cette réciprocité de sentiments s'est encore manifestée hier soir au banquet du Harvard-Club à Paris. Elle repose sur une très ancienne amitié que toutes les intrigues des Germano-Américains ne réussiront point à ébranler.

LORD CROMER ET LA DIPLOMATIE SECRÈTE. — SYMPTÔMES D'INTERVENTION.

23 avril 1915.

L'Europe est en pleine fermentation diplomatique. Quoique les chancelleries observent une réserve complète, on aperçoit dans toutes les capitales une activité politique extraordinaire. On y traite des plus grands intérêts qui se puissent concevoir. La réalisation des projets d'intervention de certaines puissances implique l'examen et la solution préalables de questions d'une importance exceptionnelle. En Italie, en Russie, en Grèce, la presse a engagé à ce sujet des discussions ap-

profondies. Chez nos voisins de l'autre côté des Alpes, les journaux contiennent chaque jour de copieux articles où les problèmes actuels sont étudiés sous toutes leurs faces. En Angleterre on semble préférer le silence. En France la censure le conseille. Les deux systèmes ont leurs bons et leurs mauvais côtés. Toutefois on ne peut s'empêcher de remarquer avec lord Cromer, qui a récemment envoyé au *Times* une lettre sur la démocratie et la diplomatie, qu'il est difficile d'admettre que, dans un pays à gouvernement constitutionnel et démocratique, les plus graves questions diplomatiques soient tranchées dans le secret des Cabinets sans que l'opinion publique ait eu l'occasion de s'exprimer. Par définition, pour ainsi dire, les négociations entre États ne peuvent être menées sur la place publique. Mais il n'est pas indifférent que, dans les pays démocratiques au moins, la presse, sans entrer dans des détails qui lui échappent, expose les intérêts nationaux tels qu'elle les comprend. Les journaux indépendants n'engagent personne qu'eux-mêmes et ils sont parfois en mesure d'éclairer le gouvernement sur des points qui restent souvent dans l'ombre dans les milieux parlementaires. La France n'a pas eu à se repentir de l'intervention persévérante de quelques journaux dans les affaires extérieures en 1911 et au commencement de 1912. Il est de certains arrangements qu'il vaut mieux tarder à conclure que de les signer sans avoir dissipé les malentendus qu'ils seraient propres à engendrer.

Dans les circonstances actuelles nous avons le ferme espoir que les divers arrangements qu'on dit en élaboration seront de nature à consolider nos alliances et nos amitiés et ne contiendront aucun germe capable de les miner avec le temps. Pour l'instant il n'arrive que des

nouvelles favorables. En Italie des signes multiples et concordants indiquent que tout accord avec l'Autriche-Hongrie est impossible et que l'intervention militaire de nos voisins transalpins ne peut tarder au delà de quelques semaines. Divers incidents ont rendu la situation plus tendue entre le Cabinet de Rome et ceux de Vienne et de Berlin. Le nouvel ambassadeur de Russie près le Quirinal, M. de Giers, vient de faire à Pétrograd à un de nos confrères italiens les déclarations les plus propres a calmer l'effervescence créée par les oppositions d'intérêts entre les Italiens et les Slaves dans l'Adriatique. A Belgrade la *Samouprava*, le journal serbe qui passe pour officieux, tient sur le même sujet le langage le plus conciliant. Les faits se développent dans le même sens. Le 20 et le 21 avril, des émeutes ont éclaté à Trieste ; le Palace Hotel, quartier général des fonctionnaires autrichiens, a été dévasté ; le silence qui pèse sur la ville n'est coupé que par les cris de : « A bas la guerre! Vive l'Italie! » poussés par des bandes de femmes et d'enfants. A la frontière du Tyrol des collisions ont eu lieu entre patrouilles italiennes et autrichiennes.

En Grèce, en dépit de ses premières déclarations, le Cabinet Gounaris ne se montre plus foncièrement neutraliste. Emu par les manifestations venizélistes et par les chances de plus en plus grandes d'intervention d'autres puissances, il se préoccupe de sauvegarder les intérêts de l'hellénisme. Changeant de tactique, il fait connaître, directement ou indirectement, à quelles conditions il serait disposé lui-même à intervenir. Les conditions énumérées par certains journaux d'Athènes, qui reçoivent d'ordinaire les confidences du ministère des affaires étrangères, ne sauraient être acceptées *in globo* ; mais elles peuvent être prises comme point de

départ de négociations. Dans l'intérêt de l'hellénisme il est à souhaiter que celles-ci, si elles s'engagent officiellement, aboutissent à bref délai.

LES CONDITIONS DE L'INTERVENTION ITALIENNE.

24 avril 1915.

Les journaux italiens dont l'opinion compte ne discutent plus le principe de l'intervention ; ils en examinent seulement les conditions. Il reste peu de chose à dire sur les conditions politiques ; elles ont été copieusement exposées depuis plusieurs semaines. Mais le côté militaire avait été à peine effleuré. Nos confrères transalpins l'abordent maintenant sans perdre de vue, d'ailleurs, le côté diplomatique. On peut même dire que, dans leur esprit, les deux ordres d'idées se confondent et que leurs articles sont rédigés pour être lus chez les Alliés aussi bien que dans la péninsule.

Le raisonnement peut se résumer ainsi. Les armées des Alliés et de l'Austro-Allemagne se font équilibre ; elles se renforcent également, ou plutôt les nouveaux éléments mis en ligne arrivent seulement à combler les vides. La « décision » militaire peut tarder indéfiniment si des tiers n'apportent pas leur appoint à l'un des groupes belligérants. Hâtons-nous de le dire, nos confrères n'envisagent qu'une seule hypothèse, celle de l'intervention en faveur de la Triple-Entente. La neutralité encore officielle de leur pays ne leur permet pas de préciser. Mais leur langage ne laisse aucun doute. « Pour que l'Austro-

Allemagne soit battue, dit le *Corriere della Sera*, il faut que l'Autriche ait devant elle, sur toute l'étendue de sa frontière, de l'Adriatique au Dniester, un anneau de troupes intactes et nouvelles qui l'obligent à diviser ses efforts en de nombreuses directions. » De l'Adriatique au Dniester, il ne peut s'agir, outre la Serbie déjà en guerre, que de l'Italie et de la Roumanie. « Si l'Autriche, continue le grand journal milanais, tente de se jeter contre une seule des armées ennemies, les autres se précipiteront en avant pour arrêter l'attaque. Il ne lui sera pas possible de manœuvrer d'un point central. Elle sera en infériorité numérique avec ses ennemis. Elle sera peu à peu refoulée de toutes les directions vers le centre de la Hongrie. C'est là la nouvelle solution du problème. Il ne peut pas y en avoir d'autre. »

Le problème est ainsi bien posé. Mais la conclusion comporte des réserves. Sans aucun doute la solution indiquée est de beaucoup la meilleure. Toutefois elle n'est pas la seule. L'équilibre entre les deux groupes de belligérants est rompu depuis des mois en faveur des Alliés. Si la décision doit forcément être lente, elle est sûre. Les interventions de tiers hâteront certainement le dénouement inévitable et l'on ne saurait trop s'en féliciter sous tous les rapports. Mais, tout en présentant un intérêt de premier ordre, ce n'est point d'elles que dépend l'issue de la guerre. Les intervenants apparaîtront non en sauveurs ou en arbitres sur le théâtre de la guerre, mais en parties prenantes dans les grands remaniements européens. Il serait fâcheux, pour le maintien des relations amicales dans l'avenir entre les pays en cause, qu'une autre idée s'accréditât.

Ce point éclairci, nous partageons entièrement l'avis de nos confrères de l'autre côté des Alpes lorsqu'ils

disent que, de toute façon, l'entreprise sera rude et qu'il est « indispensable de se mettre d'accord avant d'agir si l'on ne veut éprouver des déceptions pendant et après l'action ». Nous exprimions la même idée déjà hier ; nous sommes heureux de la retrouver dans le *Corriere della Sera* d'aujourd'hui. Nous espérons que notre confrère partagera aussi notre opinion si nous disons que les contractants doivent régler l'action commune envisagée en ayant en vue que les intervenants entrent en scène non afin de venir au secours de telle ou telle puissance, mais dans le dessein de réaliser des ambitions particulières. En conséquence, si les actions doivent être minutieusement concertées, il ne faut pas qu'elles se confondent.

Quoiqu'on parle peu maintenant de la Roumanie, il y a tout lieu de croire que son action coïncidera avec celle de l'Italie. Depuis assez longtemps, les deux Cabinets de Rome et de Bucarest sont liés par des arrangements qui les rendent solidaires dans la crise actuelle. L'Austro-Allemagne le sait. C'est pourquoi sans doute elle a porté des forces si considérables en Bukovine. Elle tient essentiellement à prévenir une jonction des armées russes des Carpathes avec les troupes roumaines venant de la haute Moldavie. En effet, si cette jonction s'établissait, rien ne pourrait contenir la masse russo-roumaine marchant sur Budapest.

L'ALLEMAGNE ET L'AUTRICHE-HONGRIE — GLATZ ET LE HAUSRUCK. — LES MAGYARS ET LE VERTIGE NATIONALISTE.

26 avril 1915.

L'Autriche-Hongrie se voit acculée à l'abîme. Elle lutte encore avec l'énergie du désespoir afin d'échapper à la catastrophe ; mais on la sent sur le point de s'abandonner au destin. Elle s'apprête, sans espoir de les vaincre, à faire face aux nouveaux ennemis qui s'annoncent à ses frontières de l'est et de l'ouest. Certainement, si elle s'est résignée à accepter la conversation sur des cessions à l'Italie, c'était sans illusions sur les intentions de son ennemie séculaire. Elle a dû voir dans ces négociations surtout un moyen d'ajourner la conflagration générale. En effet, elle ne pouvait songer sérieusement un instant à consentir à l'Italie des cessions territoriales dont la contrepartie ne fût pas la signature de la paix générale. Abandonner définitivement à un neutre, en pleine guerre, des territoires considérables et précieux, sans garantie aucune au sujet de la liquidation générale, aurait eu un caractère ignominieux. Perte pour perte, il valait mieux se battre d'abord ; le risque, après tout, n'était pas plus grand, et l'honneur était sauf.

On dit que, lorsque les diplomates allemands pressèrent l'Autriche-Hongrie de céder le Trentin à l'Italie, les représentants de François-Joseph répondirent en parlant du comté de Glatz et du Hausrück-Viertel. Le comté de Glatz, conquis en 1742 par Frédéric II sur

Marie-Thérèse, par des procédés analogues à ceux de Guillaume II en Belgique, fut réuni à la Prusse par le traité de Breslau en 1763, après la guerre de Sept ans. Il forme enclave dans l'Autriche à l'est de la Bohême comme le Trentin dans l'Italie entre la Lombardie et la Vénétie. Le Hausrück-Viertel, donné par Napoléon Ier à la Bavière, forme aussi enclave en Autriche, dans le Salzkammergut. Si l'on rectifiait les frontières entre puissances tripliciennes en vue de rétablir la Triplice dans son ancien état, pourquoi toutes les rectifications seraient-elles effectuées aux seuls dépens de l'Autriche-Hongrie ? La cause au nom de laquelle on parlait était commune aux deux puissances germaniques ; l'Allemagne, qui compte s'agrandir démesurément, devait aussi sacrifier quelque chose. Peut-être le baron Burian n'a-t-il point tenu exactement ce langage. En bon Hongrois, il ne se préoccupe guère plus du Trentin que du comté de Glatz ; il ne pense qu'à la Magyarie. Mais, dans l'entourage de François-Joseph, M. de Tchirschky et les émissaires du prince de Bülow ont dû entendre des réflexions du genre de celles-là. En ce moment les Magyars ont le verbe moins haut que l'été dernier. On a dû leur dire qu'ils étaient les mauvais génies de la monarchie.

A Pest même il semble que la situation soit changée. Le comte Tisza prend une attitude modeste. Il ne menace plus ; il prie, il conjure. Les chefs de l'ancienne opposition qui, par patriotisme, avaient cru devoir faire bloc avec la majorité gouvernementale, s'écartent l'un après l'autre. Naturellement, ils plaident toujours la cause magyare devant l'étranger. Seulement, en Hongrie, ils réclament des explications. A la Chambre, ils interpellent, ils refusent de nouveaux crédits militaires.

Le comte Michel Karolyi, chef du parti de l'indépendance et partisan résolu, avant la guerre, d'une politique d'entente avec la France et l'Angleterre, annonce « que la trêve de Dieu accordée au gouvernement est terminée ». Le comte Batthyany, membre important de ce même parti de l'indépendance, demande l'institution du suffrage universel avec vote unique. L'irritation et l'agitation gagnent tout le personnel politique magyar. Mais, au milieu de la tourmente, pas un de ces hommes politiques, de n'importe quel parti, ne se dégage des préjugés nationaux. Ils ne paraissent préoccupés que de la Magyarie, de l'État magyar. Ils parlent et agissent comme si leur monstrueux système de gouvernement à l'égard des autres nationalités de Transleithanie n'était pas la cause initiale, déterminante, des difficultés actuelles. Aucun d'eux n'a fait un geste ou dit un mot pour renforcer cette Transleithanie croulante en rendant enfin à la Croatie et à la Transylvanie leurs libertés confisquées. Ils restent tous en proie au vertige nationaliste. Ils ne sortiront de leur erreur que lorsque les cosaques et les roshiori défileront à Pest dans la rue Andrassy.

L'AUTRICHE-HONGRIE ACCULÉE. — FÉDÉRATION INTÉRIEURE OU UNION AVEC L'ALLEMAGNE.

27 avril 1915.

La preuve la plus forte de la détresse où la monarchie austro-hongroise est réduite se trouve dans les projets de réorganisation que les plus importants de ses hommes

politiques discutent publiquement. A Pest, on parle couramment de la transformation de la Transleithanie en Hongrie indépendante, rattachée ou non à l'Autriche par le lien ténu de l'union personnelle. Dans cette combinaison chère aux bouillants Magyars, le royaume de Saint-Etienne serait rétabli dans ses antiques prérogatives. A Vienne, on préconise déjà l'union douanière avec l'Allemagne. Le baron de Plener, président du Conseil supérieur des comptes de l'empire, et ancien premier ministre durant la période lointaine où les libéraux possédaient la majorité au Parlement de Vienne, déclare que rien n'empêchera plus, après la guerre, de faire de l'Allemagne et de l'Autriche un seul État sous le rapport économique. Il suppose que la clause de la nation la plus favorisée stipulée dans le traité de Francfort entre la France et l'Allemagne sera supprimée. Ainsi, des deux côtés de la Leitha, on prévoit la dissolution de la monarchie dualiste. Quoiqu'il y ait bien des contradictions dans ces projets, tous indiquent que personne n'a plus confiance dans le triomphe final. Il n'est plus question de dominer l'Orient ou de raffermir par la victoire les institutions vermoulues de 1867 ; on ne songe plus qu'à continuer de subsister tant bien que mal dans une Europe remaniée.

Les ambitions magyares, même contenues dans un cadre rétréci par les événements, sont aussi folles que celles d'avant la guerre. Une Hongrie indépendante, issue d'une défaite austro-hongroise, serait mort-née. Elle serait aussi hétérogène et moins puissante que la Transleithanie actuelle. Encerclée par des États jeunes, enorgueillis par la victoire, impatients de voir sous la domination magyare des populations de même race qu'eux, il lui faudrait à bref délai livrer bataille afin de défendre

son existence. Mais dans quelles conditions! Ce serait la seconde étape du désastre. Que deviendrait une Magyarie constituée avec les territoires où vivent seulement des Magyars, dépourvue de frontières naturelles, sans débouchés, sans variété de ressources? Elle sombrerait dans le néant. Au lieu de s'abandonner à leurs chimères ultra-nationalistes, les Magyars feraient beaucoup plus sagement de procéder à leur examen de conscience et de méditer sur les moyens de reconstituer l'État austro-hongrois dans des conditions où toutes les parties restantes de la monarchie auraient une place proportionnée à leur importance réelle. En somme, les traditions féodales et l'esprit de domination devraient se résigner à céder devant un gouvernement démocratique et l'esprit de justice. Sans aucun doute la forme fédérative est la seule qui convienne aujourd'hui à l'assemblage bariolé de débris d'États dont est composée la monarchie austro-hongroise. C'est le seul moyen de lui permettre de vivre normalement et de remplir en Europe le rôle d'équilibre qui est sa seule raison de subsister. Les Hongrois ne bénéficieraient plus du prestige de la *prepotenza* ; mais l'entêtement dans ce système ostentatoire leur a valu une anarchie permanente et les a conduits au précipice.

De l'autre côté de la Leitha, chacun retourne à ses affinités naturelles. Slaves du Nord et Slaves du Sud, Tchèques et Slovènes aspirent à recouvrer l'ancienne indépendance. Toutefois la plupart d'entre eux, moins échauffés que les Magyars, désireraient rester, dans cette nouvelle condition, dans une monarchie commune où les droits de chacun seraient respectés et où les efforts de chacun s'uniraient en vue du bien général. Ici encore la forme fédérative convient seule. Seulement, de même

que les Magyars s'opposent à son adoption en Transleithanie, de même les Germains la repoussent en Cisleithanie. C'est pourquoi M. de Plener et les libéraux, qui représentaient il y a quelques dizaines d'années l'idée de la centralisation sous la direction des éléments allemands, se tournent maintenant du côté de l'Allemagne. Plutôt que de vivre sur le pied d'égalité avec des Tchèques, des Moraves, des Slovènes, ils préfèrent se rattacher à la grande Allemagne. Tout compte fait, ils sont plus Germains qu'Autrichiens. Ils ne parlent aujourd'hui que d'union douanière, mais l'union douanière conduirait infailliblement à l'union politique.

On entend dire souvent maintenant qu'il faut se garder, si l'on en est maître, de trop diminuer l'Autriche-Hongrie de peur de la jeter dans les bras de l'Allemagne, et il y a là une grande part de vérité. Mais on ne doit pas se dissimuler que cette éventualité redoutée est déjà en partie réalisée. Elle l'est militairement, car les armées des deux empires sont confondues ; elle commence aussi de l'être dans les esprits, car les Allemands aspirent visiblement à absorber la Germanie autrichienne, et leurs convoitises semblent s'accorder avec les désirs d'un grand nombre des sujets allemands de François-Joseph Ier.

UNE SOIRÉE A LA VILLA MALTA. — PROJET DE CÉRÉMONIE PATRIOTIQUE A QUARTO. — M. DE BETHMANN-HOLLWEG ET LE COMTE TISZA.

28 avril 1915.

Le langage des journaux italiens est en ce moment le plus intéressant à entendre. Depuis deux ou trois jours, ils s'abstiennent de longs exposés sur les intérêts nationaux dans les différentes parties du monde où l'*italianità* est plus ou moins fortement représentée. Ils semblent considérer le procès de la Triple-Entente et de l'Austro-Allemagne comme plaidé ; ils attendent le jugement. Seulement les avocats neutralistes jurent bruyamment que le tribunal ne peut se prononcer qu'en leur faveur, tandis que les organes interventionnistes dédaignent de mettre en doute la sagesse des juges. La *Stampa*, qui a mené la campagne neutraliste avec une rudesse toute germanique, jette ses derniers feux. Elle rend compte avec émotion de la magnifique réception donnée samedi dernier par le prince de Bülow à la villa Malta, et énumère avec complaisance les personnages qui y figurèrent. Toutefois cette note politico-mondaine ressemble un peu à une nécrologie. Cette impression n'est pas diminuée par le récit d'un long entretien qui aurait eu lieu la veille au palais Chigi entre les ambassadeurs d'Autriche-Hongrie et d'Allemagne et leurs conseillers. Cette réunion prend l'aspect de la mise en bière, en famille, de la Triplice.

Du côté de la Consulta rien ne transpire. Toutefois,

à défaut d'informations positives, il y a des indices. Le *Giornale d'Italia*, organe fidèle de M. Sonnino, publie en tête de son numéro d'hier mardi une longue correspondance de Gênes sur l'inauguration solennelle, le 5 mai, du monument élevé à Quarto en l'honneur des Mille, qui s'embarquèrent dans cette localité la nuit historique. Ce monument consiste en une gigantesque statue en bronze de Garibaldi, où le sculpteur a évoqué, dit notre confrère, le « pur miracle de notre race, exprimant heureusement, en vue de la mer, la signification de l'héroïque épopée des Mille ». Les orateurs qui commémoreront l'expédition garibaldienne ne manqueront pas de rapprocher ce grand événement, d'où sortit l'Italie une, d'autres événements qui se préparent et d'autres mers. La municipalité de Gênes, qui a lancé les invitations, veut donner à la cérémonie un caractère national. Elle a convié toutes les associations de la Ligurie, sans distinction de partis, les plus importantes associations de la haute Italie, le Comité pour la liberté des peuples, les confédérations ouvrières, l'association Giuseppe Mazzini et enfin les ligues « Trente et Trieste ». Le *Giornale d'Italia* termine par ces mots : « La démocratie, consciente de l'heure solennelle et de l'action qu'elle sera appelée à accomplir pour le bien de notre pays, lèvera haut, le 5 mai prochain, ses propres insignes au cri de : *Italia e popolo.* » Le poète Gabriel d'Annunzio, qui a déjà rédigé l'épigraphe de la médaille commémorative, prononcera le discours inaugural. Mais il y a mieux. Le roi a accepté l'invitation de la municipalité de Gênes. Sa présence consacrera une politique. Le petit-fils du fondateur de l'unité italienne, du collaborateur royal de Garibaldi, parlera-t-il, ou bien se contentera-t-il d'un geste annonciateur d'une seconde épopée ? On ne sait

encore. Le 5 mai, toute l'Italie tournera ses regards vers Quarto ; elle s'attend à ce que Victor-Emmanuel III lui indique la direction de ses destinées. L'Europe civilisée souhaite que ce jour-là soit un de ceux dont puisse se glorifier « la liberté des peuples ».

Pendant ce temps la diplomatie austro-allemande paraît de plus en plus déconcertée. Après avoir parlé de tous côtès avec arrogance, elle se recueille. Elle a eu beau changer les titulaires de ses principaux postes, envoyer les hommes à poigne secouer les gouvernements neutres, et user tour à tour, ou en même temps, de la menace et de la corruption, elle se voit aujourd'hui réduite à l'alliance turque et à l'espoir bulgare. C'est peu pour tant d'efforts. M. de Bethmann-Hollweg est allé, dit-on, se reposer à Montreux. Est-ce pour y chercher, sur les rives printanières du Léman, les lauriers qu'il n'a pu cueillir ailleurs ? Son compère, le comte Etienne Tisza, tient encore la tête haute à Budapest. Mais sa voix faiblit et sa main laisse flotter les rênes. La prédiction de son père, le comte Koloman, qui fut longtemps président du Conseil et qu'on appelait le pape calviniste, est-elle sur le point de se vérifier ? « Etienne, disait le vieil homme d'État est un bon cavalier, mais un mauvais cocher. » En vérité le char hongrois est tellement enfoncé dans la boue et le sang qu'il n'y a plus de poigne capable de le tirer de l'ornière.

NOTE BELGE SUR LES ORIGINES DE LA GUERRE ET L'INVASION ALLEMANDE.

29 avril 1915.

Les fabriques austro-allemandes de mensonges historiques ne chôment jamais. Aucun accident ne les détraque ni ne les arrête. Elles mettent le même acharnement à produire leurs articles empoisonnés qu'à les offrir au public. En dépit des sollicitations et des manèges de leurs commis-voyageurs les plus éminents et les plus effrontés, elles ont perdu la plus grande partie de leur clientèle du dehors. Elles se rattrapent sur les débouchés de l'intérieur. Il n'est pas de jour que la *Gazette de l'Allemagne du Nord*, le *Berliner Tageblatt*, le *Lokal-Anzeiger*, la *Nouvelle Presse libre* et le *Pester Lloyd* ne répandent des informations inventées ou déformées sur les causes de la guerre. Un de leurs sujets favoris est la violation de la neutralité belge. Comptant sur l'amnésie de leurs lecteurs, ils tiennent pour inexistantes les déclarations de M. de Bethmann-Hollweg du 4 août où le chancelier allemand a reconnu solennellement devant le Reichstag que l'Allemagne avait violé la neutralité de la Belgique et du Luxembourg. Ils rejettent toute la responsabilité de l'événement sur l'Angleterre. Ainsi, le 22 mars, la *Gazette de l'Allemagne du Nord* osait écrire : « Si la Belgique a été impliquée dans la présente guerre, c'est Sir Edward Grey seul (*einzig und allein*) qui en porte la responsabilité : c'est lui qui a

déterminé le gouvernement belge à s'opposer à l'entrée des Allemands, alors que le roi des Belges se bornait à demander une intervention diplomatique pour garantir l'intégrité de la Belgique. » Plus récemment M. de Jagow prétendait, dans une interview publiée par la presse américaine et reproduite dans la presse allemande (voir notamment le *Berliner Tageblatt* du 1er avril 1915), que « la Belgique a été entraînée dans la guerre par l'Angleterre, tandis que l'Allemagne désirait ne pas mêler le pays au conflit et sauvegarder son indépendance et sa neutralité. » Nous avons déjà réfuté plusieurs fois ces impudentes allégations. De son côté, le gouvernement belge a publié plusieurs notes rectificatives. Il nous communique aujourd'hui une réfutation méthodique.

La note belge commence par déclarer que la Belgique, sommée par l'Allemagne d'ouvrir ses frontières aux armées allemandes, a résolu « seule et en complète indépendance » de s'y refuser. Elle motive ainsi cette libre décision :

Le gouvernement belge, en effet, n'avait pas le *droit* de permettre la violation de son territoire, l'eût-il voulu. Par le traité de 1839, la Belgique s'est engagée à l'égard de la Grande-Bretagne, l'Autriche-Hongrie, la France, la Prusse, la Russie, non seulement à ne jamais sortir elle-même de sa neutralité, mais à défendre celle-ci, en cas d'attaque, par tous les moyens en son pouvoir, et, par conséquent, à empêcher les troupes d'un quelconque de ses garants de franchir ses frontières pour en attaquer un autre. C'était là, pour elle, non seulement un droit, comme État souverain, mais une *obligation* contractuelle absolue, et à laquelle il ne lui était pas loisible de se soustraire, ni à son gré, ni au gré de l'Allemagne seule.

D'autre part, l'*intérêt supérieur* du pays était d'accord avec son devoir pour commander au gouvernement belge de répondre négativement à la sommation allemande. En présence de cette sommation et de la violation de frontière qui l'a suivie, la Grande-Bretagne, la France et la Russie, puissances solidairement garantes de la neutralité belge aux côtés de l'Autriche-Hongrie et de la Prusse, eussent été justifiées

à s'opposer d'*office* à la violation de cette neutralité, c'est-à-dire qu'en accédant injustement à la proposition allemande, le gouvernement belge n'eût tout de même pas évité au pays les maux et les ruines de la guerre. En outre, il l'eût exposé inévitablement, après la conclusion de la paix, à un assujettissement politique vis-à-vis de la partie victorieuse ; il l'eût enfin discrédité dans le monde par sa déloyauté.

La note expose ensuite les événements jour par jour, heure par heure, avec une précision qui n'avait pas encore été donnée :

C'est le 2 *août* 1914, *à 7 heures du soir*, que le ministre des affaires étrangères de Belgique reçoit, des mains du ministre d'Allemagne à Bruxelles, la note demandant libre accès sur le territoire belge pour les troupes allemandes (*Livre Gris* belge, n° 20). Cette note porte la mention : « Très confidentielle » ; elle est traduite en français ; son caractère impératif et la menace directe qu'elle contient à l'égard de la neutralité belge, sont, pour le gouvernement belge, tout à fait *inattendus* : encore quelques heures auparavant le ministre et l'attaché militaire d'Allemagne se portaient garants des dispositions amicales de l'Allemagne envers la Belgique. Un Conseil des ministres est réuni d'urgence, auquel sont convoqués les ministres d'État ; il se tient à 9 heures sous la présidence du roi ; il délibère, il prend une décision ; la réponse négative est rédigée la nuit même ; elle est remise le lendemain 3 août à 7 *heures* du matin, c'est-à-dire *dans le délai de* 12 *heures* extraordinairement court fixé par la note allemande. (*Livre Gris* belge, n° 21).

Dans ce court espace d'une seule nuit, il était matériellement impossible que la Belgique fût l'objet d'aucune sollicitation étrangère, sur la base de la brusque initiative prise par l'Allemagne, ni même que le gouvernement belge prît avis à l'extérieur sur la conduite à tenir, ou qu'il s'assurât, avant de délibérer,de l'appui des puissances garantes de la neutralité belge.

Dans la même journée du 3 août, le ministre des affaires étrangères de Belgique informe télégraphiquement les représentants du pays à l'étranger de la demande faite par l'Allemagne et de la réponse qui vient d'y être spontanément donnée (*Livre Gris* belge n° 23). L'une et l'autre sont portées alors seulement à la connaissance de *Sir Edward Grey*, par la légation de Belgique à Londres. Le Cabinet anglais se réunit. Le ministre de Belgique près de S. M. britannique apprend de Sir Edward Grey que, si la neutralité belge est violée, c'est la guerre avec l'Allemagne. (*Livre Gris* belge, n° 26). Le roi des Belges, dans un télégramme adressé au roi d'Angleterre, fait appel à l'*intervention diplomatique* du gouvernement britannique pour la sauvegarde de la

neutralité de la Belgique (*Livre Bleu* anglais n° 153 ; *Livre Gris* belge n° 25).

Le 4 août, à six heures du matin, M. de Below Saleske, ministre d'Allemagne à Bruxelles, informe M. Davignon, ministre belge des affaires étrangères, que, par suite du refus opposé par le gouvernement du roi Albert au libre passage des armées impériales, celles-ci pénétreront, au besoin de force, en territoire belge. (*Livre Gris*, n° 27).

Quelques heures après, dans la même matinée, l'état-major belge reçoit la nouvelle de la *violation du territoire*. Un Conseil des ministres se tient à Bruxelles et décide de faire appel, pour la défense du territoire belge, au concours armé de celles des puissances garantes sur l'appui desquelles il est encore permis de compter (*Livre Gris*, n° 40) ; l'angoisse est grande à Bruxelles sur la réponse qu'elles feront à cet appel ; l'armée belge à ce moment *combat déjà*.

Il n'y a là rien de nouveau. A l'aide des recueils diplomatiques publiés, on avait sans peine reconstitué dans leur ordre ces scènes dramatiques. Mais il était bon que le gouvernement belge lui-même présentât un récit coordonné des événements et formulât des conclusions. MM. de Bethmann-Hollweg et de Jagow chercheront en vain à opposer ce qu'ils appellent la simple intervention diplomatique du gouvernement belge à la demande de résistance militaire adressée au Cabinet de Bruxelles par Sir Edward Grey. En effet, il résulte à l'évidence des faits exposés : 1° que le télégramme du 3 août, où le roi Albert se bornait à demander au roi George l'intervention diplomatique du gouvernement britannique (*Livre Gris* belge n° 25), est antérieur à la signification du gouvernement allemand de mettre à exécution les menaces contenues dans son ultimatum du 2 août ; 2° que la note anglaise du 4 août (*Livre Bleu* anglais, n° 155) a fait connaître *pour la première fois* au gouvernement belge les *intentions* du gouvernement britannique dans le cas d'une violation de la neutralité de la Belgique, et qu'à ce moment les troupes allemandes avaient déjà franchi la frontière et se heurtaient à la résistance énergique de

l'armée belge ; 3e que le gouvernement belge a attendu que les forces armées de l'Allemagne eussent pénétré sur le territoire belge pour *faire appel*, le 4 août, à la coopération armée de la Grande-Bretagne, de la France et de la Russie, en leur qualité de garantes, en vue de défendre le territoire belge (*Livre Gris*, nº 40) ; 4º que le gouvernement belge a eu connaissance le 5 août seulement — à un moment où l'*armée belge combattait depuis plus de 24 heures* — de la réponse de l'Angleterre à cet appel et de sa *décision de coopérer effectivement* à la défense de la neutralité de la Belgique (*Livre Gris* belge, nº 48).

Aucun mensonge ne prévaudra contre ces constatations authentiques. Les diplomates germaniques ne réussiront pas plus à tromper les neutres sur les raisons de la résistance belge à leur entreprise criminelle que sur la nature des conversations anglo-belges antérieures à la guerre. Le jugement de l'historien sera celui des observateurs clairvoyants d'aujourd'hui, à savoir que la Belgique et l'Angleterre — la France aussi — loin de s'être concertées incorrectement en vue d'une irruption allemande en Belgique, n'ont pas su se prémunir en temps utile contre un danger commun, signalé et connu.

LE LIVRE ROUGE AUSTRO-HONGROIS.

1er mai 1915.

Devant le péril d'une campagne de printemps où l'Europe civilisée, enfin consciente de ses intérêts solidaires, s'apprête à disloquer définitivement les forces germaniques combinées, l'Allemagne redouble d'énergie

et d'audace. Elle prend l'offensive partout où elle peut et médite on ne sait quel coup. En Autriche-Hongrie on se montre déconcerté et découragé. Le torpillage du *Léon-Gambetta*, tout en provoquant de bruyantes manifestations de joie, n'améliore en aucune façon la situation militaire de la monarchie. Tous les hommes clairvoyants devinent aisément que celle-ci aura très prochainement à faire face à un nouvel assaut dont rien ne pourra conjurer les effets. François-Joseph Ier ne possède plus l'inébranlable confiance d'antan dans Tisza le Sauveur. Il vient de faire appeler le comte Goluchowsky, le prédécesseur de M. d'Aehrenthal au Ballplatz. Il ne s'agit sans doute que de demander l'avis du ministre qui a conclu les accords austro-russes à la fin du siècle dernier. Mais cet appel n'en est pas moins significatif. D'autre part, les libéraux allemands de Vienne, dont la *Nouvelle Presse libre* est l'organe traditionnel, parlent de plus en plus de rattacher l'Autriche à l'Allemagne sous le rapport économique. On leur fait bien observer que l'industrie autrichienne serait incapable de supporter la concurrence avec l'industrie allemande ; ils n'en vont pas moins fatalement où les poussent leurs préférences ethniques et sociales. De même qu'ils ont commis l'inexcusable faute de mêler les armées des deux pays, ils préconisent maintenant l'association économique des deux empires. Ils ne voient plus d'autre ressource que l'absorption dans le *Deutschthum*.

Ce serait le moment pour les sujets lucides de l'empereur-roi de faire un retour en arrière et de rechercher sérieusement comment la monarchie a été conduite à l'abîme. On ne peut espérer qu'ils étudient les documents publiés par les puissances ennemies. Mais, avec un peu de sens critique, ils trouveraient dans le recueil

élaboré par leur propre gouvernement, dans le Livre Rouge publié en février dernier par la chancellerie du Ballplatz, des éléments d'appréciation de première importance. En effet, c'est une caractéristique de cet ouvrage documentaire et tendancieux que son examen attentif produit chez les lecteurs bien informés une impression toute différente de celle qu'attendaient les auteurs. Deux ou trois fois déjà nous avons relevé ici les contradictions contenues dans le Livre Rouge. Mais l'espace nous manquait pour une analyse méthodique, minutieuse. Celle-ci pourtant était nécessaire, car les recueils diplomatiques des puissances de la Triple-Entente, composés seulement de pièces officielles émanant de leurs propres archives, ne permettaient pas de se faire une idée exacte du jeu de la diplomatie austro-hongroise. On trouvera cette étude dans le dernier numéro de la *Revue des sciences politiques* ([1]). Le Livre Rouge y est examiné pièce par pièce. On n'y omet rien de ce dont pourrait se servir le Cabinet de Vienne pour se justifier. Seulement les thèses du comte Berchtold y sont ensuite soumises à l'examen rigoureux qu'elles appellent.

Le Cabinet de Vienne a mis six mois à préparer son recueil. Pour le publier, il a attendu que les autres puissances aient fait paraître le leur. Par conséquent il n'a rien dû négliger d'utile à sa cause. Or le Livre Rouge ne contient aucune pièce qui décharge sa responsabilité. En particulier, on n'y trouve aucune trace de la prétendue acceptation de médiation dont les amis de l'Autriche ont fait état pour soutenir qu'elle était décidée à la paix lorsque l'Allemagne brusqua le dénouement en sommant la Russie de démobiliser. On constate au contraire

([1]) Le *Livre Rouge* austro-hongrois, par AUGUSTE GAUVAIN, dans la *Revue des sciences politiques* d'avril 1915.

que le comte Berchtold a persisté jusqu'au dernier moment à réclamer à la fois la démobilisation russe et le droit de poursuivre sans aucune interruption l'action militaire austro-hongroise en Serbie. Or tous les projets de médiation avaient pour but essentiel et condition *sine qua non* la suspension des opérations de guerre contre la Serbie.

Voici la conclusion de l'article :

Dans cette discussion le Cabinet de Vienne raisonne comme si ses premiers préparatifs militaires visaient exclusivement la Serbie. Mais la mobilisation de l'armée d'un pays intéresse tous ses voisins. Elle n'est pas faite contre tel ou tel voisin. Suivant les circonstances, elle permet d'agir dans toutes les directions. C'est la concentration qui menace plus particulièrement une ou plusieurs puissances. Mais les voisins de l'État qui mobilise, lorsqu'ils ont de fortes raisons de suspecter ses intentions, ne peuvent attendre que sa concentration soit achevée pour commencer leur propre mobilisation. Autrement ils lui laisseraient prendre une avance de plusieurs semaines. Dans le cas qui nous occupe, le Cabinet de Petrograd n'avait que trop de raisons de craindre que la mobilisation austro-hongroise, commencée sous le prétexte de la rupture avec la Serbie, fût surtout dirigée contre la Russie. S'il ne s'était pas prémuni, il aurait été obligé de capituler diplomatiquement ou de renoncer à défendre les provinces polonaises du tsar.

LA SOLIDARITÉ DE L'IRLANDE AVEC LES ALLIÉS. — LES IRLANDAIS A PARIS. — LES NÉGOCIATIONS D'INTERVENTION ET LE DROIT DES PEUPLES.

2 mai 1915.

Parmi les spectacles réconfortants que nous offre la résistance des nations civilisées à l'agression austro-allemande contre les libertés de l'Europe, un des plus émou-

vants pour les Français est celui de la réconciliation de l'Irlande et de la Grande-Bretagne. La veille de la violation de la neutralité belge par les armées de Guillaume II, cette transformation de rivalités séculaires en une action commune parfaitement cordiale semblait hors de toute vraisemblance. Orangistes et *home rulers* étaient sur le point de s'affronter les armes à la main. Pourtant, instantanément, à la nouvelle de la provocation germanique tous les Irlandais se fondirent en une seule masse pour lutter ensemble, coude à coude, contre les nouveaux barbares. Singulière ironie des choses, l'armement des milices orangistes organisées par Sir Edward Carson en vue d'une lutte contre les *home rulers* se retourna contre les Allemands qui comptaient sur l'explosion d'une guerre civile dans le Royaume-Uni. Et la France ressentit une double joie : elle vit l'Entente cordiale se changer en une alliance militaire inébranlable, et ses nouveaux alliés accourir à elle du même élan avec les braves Celtes qui avaient si souvent combattu côte à côte avec les troupes de ses rois. Ainsi, du même coup, nous bénéficiions du concours armé d'un noble petit peuple qui, croyait-on quelques jours auparavant, allait entrer en collision avec nos amis, et nous voyions disparaître le seul nuage qui assombrissait l'avenir de l'entente avec la Grande-Bretagne.

Vendredi M. O'Connor, président de la délégation parlementaire irlandaise séjournant actuellement à Paris, a expliqué ce miracle dans son allocution au président de la République. Il a montré « le peuple d'Irlande, fidèle à son passé, dressé pour défendre la cause sacrée de la liberté et de la justice », résolu à « assurer le triomphe du principe des nationalités et du droit des petites nations pour lesquelles combattent aujourd'hui les Alliés ». C'est

l'idée de justice et l'espoir d'une paix réparatrice fondée sur le respect des droits sacrés des peuples qui ont entraîné dans un seul flot les Irlandais avec les Ecossais et les Anglais vers les rives de Belgique et de France. Ce sont ces sentiments, ancrés au plus profond des consciences, qui ont été les véritables agents recruteurs des centaines et centaines de mille volontaires britanniques enrôlés pour la cause des Alliés. « Ce sera l'orgueil des générations irlandaises, a dit M. O'Connor à M. Raymond Poincaré, de songer que des soldats de leur race ont pris part à cette lutte héroïque et ont versé leur sang côte à côte avec les valeureux soldats de toutes les natons alliées, pour défendre la France et assurer le triomphe du droit et de la liberté. » Le président de la République, en souhaitant la bienvenue aux Irlandais, a exprimé les mêmes sentiments ; il a célébré « la même cause sacrée, celle de l'honneur national et de la liberté ». Un peu après, à l'archevêché de Paris, Mgr Amette parlait aussi aux Irlandais de « l'union sacrée » inspirée par les mêmes idées : « Oubliant les divisions de la veille et, pour plusieurs, des griefs trop justifiés, tous les Français se sont levés comme un seul homme et se sont rangés autour de ceux auxquels était échu le périlleux honneur de tenir le drapeau. »

Hier samedi, au déjeuner offert à la délégation irlandaise par la Commission des affaires extérieures de la Chambre des députés, les orateurs ont tous tenu un langage analogue. En termes éloquents M. Léon Bourgeois a défendu « l'idée supérieure du droit », « le droit de toutes les nations à l'indépendance et à la vie ». De même il a fait espérer « la paix véritable, celle qui résultera de la victoire des forces de la civilisation sur celles de la barbarie ». Enfin le président du Conseil s'est porté

garant « qu'aucune ambition malsaine ne fermentait dans l'âme héroïque des nations appelées aux suprêmes sacrifices ».

Toutes ces déclarations, tous ces engagements doivent être retenus. D'autres nations, annonce-t-on, vont se joindre à celles qui luttent aujourd'hui pour l'existence, l'honneur et la liberté. Celles-là n'obéissent point à une impulsion irrésistible de la conscience ; elles cèdent plutôt à des ambitions et à des calculs. Elles ont pris le temps de la réflexion, un long temps. Il n'y a point harmonie préétablie entre elles et les peuples qui se sont levés d'un seul bond. Aussi importe-t-il qu'elles se pénètrent, en contractant des engagements avec les Alliés, des idées directrices de ceux-ci. De leur côté, les gouvernements des puissances alliées ne sauraient sacrifier, pour hâter la conclusion d'accords désirables, les principes fondamentaux de leur alliance. Ils n'ont ni qualité ni droit pour disposer en faveur de qui que ce soit de populations quelconques contrairement à la volonté certaine de ces populations. A plus forte raison ne pourraient-ils point s'engager à les retenir pour le compte d'autrui sous une domination étrangère. Autrement, les motifs de se battre, dont parlaient hier et avant-hier les Irlandais avec une émotion vibrante, cesseraient d'exister pour bien des peuples. Pour vaincre, on perdrait les raisons de vaincre.

LES INQUIÉTUDES DES YOUGOSLAVES A PROPOS DES NÉGOCIATIONS AVEC L'ITALIE. — L'ITALIE ET LES YOUGOSLAVES.

3 mai 1915.

Nous faisions allusion hier aux préoccupations que soulèvent les bruits répandus par des journaux sérieux de divers pays sur certaines clauses des négociations en cours avec les puissances qu'on dit disposées à entrer en ligne aux côtés de la Triple-Entente. Ces bruits sont parvenus en Serbie et y ont provoqué une émotion dont on ne saurait exagérer l'importance. Peut-être le grand public ne s'en rend-il pas bien compte. Il connaît mal le monde slave. Pendant des générations, il a été induit systématiquement en erreur sur la Slavie austro-hongroise par les agents austro-hongrois. C'est pourtant le moment de se rappeler que les Yougoslaves ou Slaves du Sud, tout en aspirant à la délivrance, ne craignent rien tant que de passer sous la domination d'une puissance non slave. S'ils ne peuvent devenir indépendants ou être réunis à un État slave, ils préfèrent rester, tant bien que mal, dans la monarchie dualiste. Ils savent que celle-ci est condamnée à disparaître comme grande puissance ou à leur donner une véritable autonomie. Ils aimeraient donc mieux attendre l'heure du destin que d'être incorporés dans un État d'autre race, d'autre langue, d'autre mœurs, d'autres intérêts. Ils se tournent naturellement vers la Serbie, leur voisine et leur sœur.

La Serbie n'a désiré ni la guerre, ni de nouvelles an-

nexions. Mais, puisque le gouvernement austro-hongrois lui a déclaré à l'improviste une guerre d'extermination, elle a fait appel à tous les frères opprimés de l'autre côté de la Save, du Danube et de la Drina. Puisque les Magyars, avec le consentement de Vienne, ont exercé dans toute la Yougoslavie un régime de terreur et d'abomination, les Yougoslaves ont juré d'être tous délivrés ensemble ou de périr ensemble. Ce n'est pas la Serbie qui les a excités ; ce sont eux qui se sont attachés à la Serbie, comme à la seule ancre de salut. Trois fois depuis trois ans, l'Autriche-Hongrie a voulu, soit par l'intermédiaire d'États complices, soit par elle-même, écraser la Serbie. Trois fois elle a été vaincue. Les Serbes et les Yougoslaves se croient donc en droit d'en finir une bonne fois avec un ennemi féroce et sans scrupules. Leurs espoirs sont d'autant plus fondés que la Serbie défend avec une magnifique intrépidité la cause du droit et de la civilisation en Orient et qu'elle a déjà sacrifié la fleur de sa jeunesse à la cause soutenue en commun par les Alliés solidaires. On comprend donc l'émoi du monde serbe — dans le sens le plus large du mot — à la nouvelle qu'une grande puissance encore neutre mettait comme condition de son intervention la reconnaissance de ses « droits » sur des régions adriatiques habitées par plus de 90 o/o de Slaves. Le saisissement a été tel en Serbie que M. Pachitch a été interpellé à la Skoupchtina, qui vient de se réunir à Nich.

On lira plus loin le discours du président du Conseil serbe. M. Pachitch est un homme d'État dont les qualités rappellent celles de M. Venizélos. Il est clairvoyant, ferme et modéré. Il s'est toujours montré loyal et droit. Il inspire et mérite la confiance. La fatalité veut qu'il se trouve obligé de défendre son pays contre des projets

attribués à un État pour lequel il a toujours professé la plus vive sympathie. Pendant toutes ces dernières années la diplomatie serbe est restée en contact très amical avec la diplomatie italienne. La Serbie considérait l'Italie comme une alliée naturelle. Et, en fait, ses raisons étaient excellentes. Une Slavie balkanique amie serait pour l'Italie le plus précieux des débouchés, le plus solide appui contre de futures revendications austro-allemandes. Il y a place pour les deux pays dans l'Adriatique. Avec ce qu'on ne conteste point à l'Italie dans le nord de l'Adriatique et avec Vallona, l'Italie aurait le *predominio strategico* qu'elle ambitionne légitimement de posséder. Economiquement et militairement, à côté d'une Slavie libre, elle acquerrait une situation qui défierait les risques de l'avenir. Aussi, comme M. Pachitch, voulons-nous attendre des précisions authentiques avant de rien critiquer. Nous ne pouvons pas croire que l'Italie, fondée sur le principe des nationalités, voudrait se mettre sur les bras des populations irrémédiablement hostiles à l'annexion. Ce serait une faute politique d'une portée incalculable. Qu'on se souvienne de la paix de Campo-Formio et de l'imprudence de Bonaparte! Que chacun fasse le compte de ce qu'a coûté l'abandon de la Vénétie à l'Autriche.

PÉRIPÉTIES DIPLOMATIQUES A ROME. — L'ABSTENTION DU GOUVERNEMENT A QUARTO.

4 mai 1915.

La tension diplomatique provoquée par les projets d'intervention touche au point extrême. La diplomatie

germanique donne son dernier effort avec l'énergie qu'on lui connaît. La nouvelle officielle de la présence du roi Victor-Emmanuel, accompagné du président du Conseil et des ministres de la guerre et de la marine, à l'inauguration solennelle du monument des Mille à Quarto, semble avoir déterminé une démarche particulièrement grave du prince de Bülow à la Consulta. Avant-hier matin, l'ambassadeur d'Allemagne est allé s'entretenir pendant une grande heure avec M. Sonnino. Dans l'après-midi, M. Sonnino a conféré près de deux heures avec le président du Conseil au palais Braschi, après quoi M. Salandra s'est rendu aussitôt à Villa Ada où il est resté avec le roi jusqu'à sept heures passées. Aussitôt après, M. Salandra s'est rendu à la Consulta où il a de nouveau conféré avec le ministre des affaires étrangères. Enfin, hier, un Conseil des ministres a été tenu et l'on a fait savoir peu après que le roi ni les ministres n'assisteraient pas à la cérémonie de Quarto. Cette nouvelle n'a été connue à Paris que cette nuit.

La décision du gouvernement italien causera partout, en Italie tout d'abord, une vive émotion. En effet, tout était prêt pour la fameuse commémoration qu'on avait voulu entourer d'un éclat exceptionnel. Dès lors que ni le roi ni les ministres n'y assisteront, les discours seront dépourvus de véritable signification politique. L'allocution de M. Gabriel d'Annunzio sera peut-être un événement littéraire ; elle n'aura point d'importance diplomatique. Les journaux de la péninsule arrivés ce matin à Paris ont encore des colonnes entières pleines d'informations sur la cérémonie du 5 mai. Certainement ils la considéraient tous comme un fait de première importance. Pour que la participation du gouvernement ait été supprimée, après tant de préparatifs, l'avant-veille du

jour fixé, il faut qu'il se soit produit dans l'intervalle quelque chose d'important. Vraisemblablement ce quelque chose doit être la visite du prince de Bülow à M. Sonnino. D'après certaines informations, l'ambassadeur de Guillaume II aurait présenté de nouvelles propositions de nature à déterminer le gouvernement à réfléchir de nouveau avant de déchaîner le patriotisme national dans une manifestation comme celle de Quarto. Comme rien n'a transpiré de l'entretien Bülow-Sonnino, on ne peut démentir cette version. Cependant, aucune entrevue ne saurait modifier la nature même des choses, et l'on n'aperçoit toujours pas comment l'Austro-Allemagne pourrait satisfaire les revendications italiennes : l'opposition d'intérêts est trop forte. Alors on est plus porté à croire à la menace allemande. Le prince de Bülow a pu déclarer avant-hier à M. Sonnino, il est même naturel qu'il l'ait déclaré, que son gouvernement considérerait comme un acte inamical toute allusion d'un discours officiel à l'extension du royaume dans des territoires appartenant à l'Autriche-Hongrie. Inévitablement cette démarche ou une démarche analogue devait être faite tôt ou tard.

Pour notre part, nous ne sommes donc point surpris de l'incident. Dans l'état où sont arrivées les choses, les incidents sont dans l'ordre. La décision du gouvernement italien de s'abstenir demain indiquerait seulement qu'il n'estime pas le moment venu de s'expliquer publiquement. Lui seul est juge du moment. Très probablement l'Austro-Allemagne va profiter de ce répit pour tenter une grande opération militaire destinée, dans son esprit, à décourager les interventions projetées. Mais elle trouvera à qui parler. Peut-être aussi espère-t-elle engager les impérialistes transalpins à formuler devant la Triple-

Entente de nouvelles exigences dont l'acceptation jetterait le trouble dans les rapports des Alliés avec les Slaves et, en tout cas, créerait fatalement plus tard à l'Italie des difficultés très graves. Mais on ne peut supposer que des diplomates aussi avisés que les Italiens tombent dans ce piège. Il convient d'attendre avec patience et confiance.

LA TENSION DIPLOMATIQUE ET LA TRIPLICE.

5 mai 1915.

La décision inopinée du gouvernement italien de n'être pas représenté aujourd'hui à la cérémonie de Quarto par le roi et les principaux ministres continue d'être l'objet de tous les commentaires. Les grands journaux italiens ne fournissent aucune explication ; à peine même émettent-ils de vagues hypothèses. Ils s'en tiennent à la note officielle, d'après laquelle le Conseil des ministres, dans sa séance du matin du 3 mai, « a reconnu, après avoir considéré la situation politique, la nécessité qu'aucun membre du gouvernement ne s'absente de Rome ». [*A première vue, cette nécessité était la même avant le 2 mai qu'après. Si elle a paru plus impérieuse le 3, c'est qu'il s'est produit un fait nouveau dans l'intervalle. Nous croyons toujours que ce fait nouveau est la démarche du 2 mai de M. de Bülow à la Consulta*].

L'examen des nouvelles militaires arrivées des différents théâtres de la guerre nous conduit à la même conclusion. Les communiqués allemands, autrichiens et turcs

annoncent tous des succès austro-allemands. Chose curieuse, en même temps on apprend qu'une colonne italienne opérant en Libye a subi de fortes pertes entre Syrte et Casr-bu-Adi, et que des officiers allemands et turcs ont été trouvés parmi les blessés laissés sur place par les Tripolitains. Sur ces données on peut reconstituer l'entretien Bülow-Sonnino. Sans quitter le sourire, l'ambassadeur de Guillaume II a pu communiquer ces nouvelles — sauf celles de Libye — au ministre des affaires étrangères de Victor-Emmanuel III et lui demander s'il croyait le moment vraiment choisi pour déchaîner le patriotisme irrédentiste à l'inauguration du monument des Mille. Le prince de Bülow a pu ajouter, avec une nuance de tristesse, qu'il serait désolant que des paroles irréparables fussent prononcées avant que d'anciens bons amis comme le comte Goluchowsky, en route pour Rome, ou M. Edmond Miklos, ancien commissaire général de Hongrie à l'exposition de Rome, aient eu le temps de parler à cœur ouvert avec les membres du gouvernement italien. Quelques renseignements précis sur la position des armées allemandes, quelques allusions à la possibilité de nouvelles concessions territoriales de l'Autriche-Hongrie ont pu achever de faire comprendre à M. Sonnino les intentions de l'Allemagne. Sans tenir un langage précisément comminatoire, un diplomate de l'envergure du prince de Bülow sait produire l'effet qu'il désire. Qui sait si, vers la fin de la conversation, il n'a point fait miroiter devant M. Sonnino le rôle d'initiateur du rétablissement de la paix générale ?

En annonçant l'abstention du roi et des ministres à Quarto, le *Giornale d'Italia* engage le public à ne pas se laisser induire en erreur par des *voci opposte*, à ne pas perdre le calme, à ne pas s'abandonner à des impulsions.

« Que le pays, dit-il en terminant, continue de rester patient, confiant et préparé, et il donnera par cette attitude le meilleur appui au gouvernement national tandis que celui-ci veille et travaille consciencieusement pour le bien de la patrie. » Ces conseils sont excellents ; ils seraient à leur place chez les Alliés aussi. Notre raison à nous d'être calmes et patients est notre foi dans notre propre force et la confiance que les peuples encore neutres dont les intérêts sont en jeu sont fatalement poussés, malgré les hésitations des gouvernements, vers l'accomplissement de leurs destinées. Dans ces pays, tous les hommes clairvoyants qui ne sont point infectés du virus germanique se rendent compte que ce printemps marque le dernier terme des tergiversations. Quels que soient les événements militaires, il faut se décider. Si les opérations de guerre sont favorables aux Alliés, tout invite à en profiter. Si elles ne l'étaient pas, il y aurait urgence à mettre en ligne toutes ses forces afin de prévenir un nouveau retard dans le règlement de comptes général. Tout fait prévoir maintenant que l'Allemagne veut absorber, d'une manière ou de l'autre, la Germanie autrichienne et que celle-ci ne s'y opposera pas. La réalisation de cette éventualité constituerait le danger le plus menaçant pour l'Europe civilisée, pour l'Italie et la Roumanie en particulier. C'en serait fini pour l'Italie du *predominio strategico* dans l'Adriatique ; elle ne serait plus pour les Allemands que le pays où l'on va entendre des ritournelles et voir danser la tarentelle. Quant à la Roumanie, elle retomberait à l'état de dépendance où elle se trouvait avant le milieu du dix-neuvième siècle ; elle aurait seulement changé de maître. Enfin, en dépit du réalisme des néo-diplomates de divers lieux, on a le droit d'espérer que le peuple italien et le peuple roumain

n'attendront pas l'heure de la curée pour se montrer. Ils savent que leur avenir dépend, non seulement de leur part de dépouilles, mais surtout de la part qu'ils auront prise à la victoire.

LA CÉRÉMONIE DE QUARTO.

6 mai 1915.

L'inauguration solennelle du monument élevé sur le *scoglio* de Quarto en souvenir du départ des Mille, le 5 mai 1860, pour la libération des Deux-Siciles, n'a pas eu le caractère politique que devait lui donner la présence du roi et de ses principaux ministres. Toutefois, elle n'en a pas moins été une manifestation grandiose où la volonté du peuple italien s'est exprimée irrésistiblement. A défaut des membres du gouvernement, le président et une importante délégation de la Chambre des députés, d'innombrables délégations de municipalités et d'associations représentaient le pays et entouraient les glorieux compagnons survivants de Garibaldi. Un immense cortège, se déroulant au milieu d'une foule enthousiaste, couvrait la route de Gênes à Quarto. A travers les deux ou trois cent mille personnes accourues pour apporter à l'Italie du *risorgimento*, incarnée dans le chef des Mille, le salut de la nouvelle Italie résolue à compléter l'œuvre du grand ancêtre, courait un frémissement patriotique qui secouait d'un même mouvement toutes ces masses humaines. En vérité toute l'Italie était là. Comme le dit le *Corriere della Sera*, voilà neuf mois qu'elle vivait les nerfs tendus dans l'attente d'une réso-

lution. Hier, elle était à Quarto avec une volonté résolue : « Elle dit que le roi et ses ministres sont en ce moment des Italiens obéissant à une discipline plus sévère qui peut les faire rester ou aller, parler ou se taire ; elle ne doit pas, comme des femmelettes avec des jeux de cartes, tirer de ces particularités des conclusions pour demain. Elle sait, par contre, que le roi et les ministres sont en esprit à Quarto, revoyant peut-être, par la pensée, Garibaldi à l'heure suprême d'anxiété, pensant certainement que l'anxiété d'aujourd'hui, pour être digne de notre histoire, doit être garibaldienne. Si la célébration de Quarto est une consultation des auspices suprêmes, la réponse du destin ne peut être que celle-ci : « Quarto n'est pas un point où l'on finit, c'est un point où l'on commence. »

En effet, tout indique que c'est un commencement ou, si l'on veut, un recommencement. La dépêche adressée hier par le roi au syndic de Gênes le donne à entendre. « Avec la même ferveur, dit Victor-Emmanuel III, avec la même chaleur de sentiment qui guida mon grand aïeul, je tire de la concorde qui préside à la consécration de la mémoire des Mille la confiance dans l'avenir glorieux de l'Italie. » Ce n'est point là le langage d'un souverain enlisé dans de louches négociations. L'allocution du syndic de Gênes devant le monument sur le point d'être dévoilé paraît encore plus significative. Animée d'un souffle purement garibaldien, elle se termine par le mot de ralliement du capitaine des Mille : « Italie et Victor-Emmanuel ! » Quant à l' « oraison » prononcée par le poète Gabriel d'Annunzio, c'est un hymne à l'action, une glorification de l'épopée de 1860, une apothéose de l'Italie *fiammeggiante*, une adjuration à tous les Italiens de donner leur sang pour la patrie « recouronnée ». Une

ovation indescriptible a salué les dernières exhortations du poète. M. Gabriel d'Annunzio a été porté en triomphe par une foule éperdue d'émotion. Il est impossible aux hommes les plus froids de voir là de simples « *dimostrazioni* ». C'est l'expression spontanée de sentiments longtemps refoulés qui ne peuvent plus se contenir. Qu'y pourraient changer des pourparlers diplomatiques ?

Le plus sage est de reproduire, en guise de conclusion, l'avis du *Giornale d'Italia*, l'organe qui touche le plus près le gouvernement actuel : Nous pouvons en pleine conscience affirmer que la directive et le plan d'action du gouvernement national dans les graves conjonctures présentes ne sont nullement changés, et qu'une question d'ordre secondaire, comme la participation du roi ou des ministres à une fête patriotique, ne peut exercer aucune influence sur la question essentielle, c'est-à-dire sur la manière de considérer les intérêts élevés de la Patrie en face du conflit européen et sur la volonté ferme, énergique de les défendre à tout prix... L'essentiel est que, avec des méthodes et des moyens divers, tous accomplissent leur propre devoir envers la patrie, en un moment ou ses destinées vont se décider. »

ULTIMATUM DU JAPON A LA CHINE.

8 mai 1915.

D'européenne, la guerre va-t-elle devenir mondiale ? Les hostilités entre l'Austro-Allemagne et les Alliés se prolongeaient bien dans les possessions coloniales des belligérants, mais elles n'avaient pas éclaté jusqu'ici

entre grandes puissances extra-européennes. Le Japon n'était intervenu à Kiao-Tchéou qu'en qualité d'allié de l'Angleterre, et en territoire réputé allemand, quoique chinois théoriquement. Or le voici qui vient d'adresser à la Chine un ultimatum qui somme le gouvernement de Pékin de souscrire, avant demain 9 mai, à six heures du soir, à une longue série de conditions aussi dures qu'insolites. D'après les dernières nouvelles, le terme du délai serait peut-être retardé. Malheureusement il est difficile de croire qu'un ajournement modifie la situation. Le Japon semble absolument résolu à saisir l'occasion de la conflagration générale pour imposer à la Chine un protectorat à peine déguisé. Déjà la *Gazette officielle* de Tokio a publié l'ordonnance impériale édictant la loi martiale et la loi sur les réquisitions militaires dans la péninsule de Kouang-Toung. Le Genro ou Conseil des Anciens s'est prononcé à l'unanimité en faveur des demandes du Cabinet à la Chine. Toutes les mesures sont prises par les Nippons pour recourir à la force dans le cas où le président Yuan-Chi-Kaï ne cèderait pas de bon gré.

Comme les négociations extrême-orientales ont un caractère très particulier, nous nous abstiendrons provisoirement d'apprécier la conduite du gouvernement japonais. Si celui-ci demande le plus afin d'obtenir le moins, s'il limite finalement ses exigences au règlement de litiges qu'il importe de liquider dans l'intérêt des rapports entre les deux pays, son attitude se comprend à la rigueur. Mais, s'il persiste à vouloir imposer à la Chine des conseillers japonais, des écoles et des hôpitaux japonais, des privilèges équivalant à des monopoles en matière de fourniture d'armes et de construction de chemins de fer, enfin la liberté de propagande religieuse

par les sujets japonais, on sera contraint de voir là une entreprise de domination. Les conséquences en seraient graves. Sans parler des puissances européennes, les États-Unis ressentiraient vivement le coup porté à leur prestige et à leurs intérêts. On ne saurait prêter trop d'attention aux événements qui se préparent en Extrême-Orient.

LE DIFFÉREND SINO-JAPONAIS. — ASSURANCES DU JAPON AUX ÉTATS-UNIS. — L'EUROPE EN CHINE.

9 mai 1915.

Le délai de l'ultimatum japonais à la Chine expire aujourd'hui dimanche, à six heures. Il y a maintenant lieu d'espérer qu'il ne sera pas suivi d'un conflit. D'après une dépêche d'hier, qui paraît confirmée aujourd'hui, le Japon aurait renoncé aux prétentions additionnelles formulées dans une annexe à ses quatre demandes fondamentales. Ces prétentions sont celles dont nous disions hier qu'elles révéleraient, si elles étaient maintenues jusqu'au bout, des intentions de domination. Une dépêche de source japonaise à l'agence Reuter les spécifiait ainsi, après avoir exposé les quatre demandes en question :

Outre ces quatre demandes et tout à fait indépendamment d'elles, il y a plusieurs affaires qui affectent les intérêts matériels de la Chine et du Japon, et que le Japon est très désireux de régler en ce moment dans l'intérêt de l'amitié des deux pays. Ces affaires comprennent la question de la nomination de conseillers, la propriété d'écoles et d'hôpitaux japonais, la question des armes, les chemins de fer, le droit de propager la religion (pas nécessairement le bouddhisme) par des sujets japonais, etc.

Cette énumération, suivie de cet etc., donnait beaucoup à penser. On n'apercevait guère comment un pays soucieux de ses droits souverains, de son indépendance, de son existence même, pouvait accepter sans discussion, à heure fixe, des conditions de cette nature et de cette étendue. Si nous comprenons bien la dépêche transmise hier par l'*Exchange Telegraph* — reproduite dans notre Dernière Heure — le Cabinet de Tokio aurait consenti à disjoindre l'annexe de la note contenant les quatre demandes. Cela ne signifierait point qu'il renonce à présenter ou à discuter les desiderata formant l'objet de l'annexe. Mais il laisserait ceux-ci en suspens, en se réservant de les reprendre éventuellement. Le maintien immédiat de la paix en Extrême-Orient ne serait plus compromis, sans qu'on pût en conclure que la paix y serait assurée pour un temps déterminé. La politique nippone en Chine est telle qu'il est impossible de se flatter que les relations entre les deux pays ne soient plus exposées à être troublées.

Dans les conjonctures actuelles, la raison de croire à un arrangement pacifique sino-japonais se trouve dans les dispositions des États-Unis. Le Département d'État à Washington a communiqué, dans la nuit du 7 mai, à la presse, une note intéressante à ce sujet: Par cette voie il informe le public que le Japon a prévenu confidentiellement le Cabinet de Washington de ses demandes à la Chine en l'assurant « qu'il n'avait pas l'intention de porter atteinte à l'indépendance politique ou à l'intégrité territoriale de la Chine, et que rien de ce qu'il proposait ne constituerait un préjudice — *would discriminate against* — à d'autres puissances ayant des traités avec le Japon ou ne porterait atteinte à la politique de la porte ouverte, à laquelle toutes les grandes puissances

sont attachées ». Le Cabinet de Washington a pris acte de cette déclaration confidentielle, rendue aujourd'hui publique, avec une satisfaction tout au moins apparente. Il ne paraît pas mettre en doute la sincérité du Japon. Comme les États-Unis sont une des principales puissances intéressées, on doit supposer qu'ils ont de bonnes raisons de ne pas se montrer inquiets. On sera probablement fixé demain sur ces graves questions.

La politique des sphères d'influence en Chine, dont Guillaume II fut l'initiateur, est une des plus détestables inventions politiques de la fin du siècle dernier. La plupart des puissances européennes n'ont pas la conscience nette à ce sujet. Si elles avaient eu des idées politiques à la place de simples convoitises, elles n'auraient point médité de dépecer cet immense empire de plusieurs centaines de millions d'habitants, assoupi dans la décrépitude d'une civilisation autrefois raffinée. Elles se seraient bornées à l'abandonner à son pacifisme philosophique et à y faire de bon commerce. Mais, sous prétexte d'y introduire la civilisation, on y a introduit surtout des instruments de destruction. Au Japon également, on a rivalisé de zèle à fournir les armements les plus perfectionnés. Aujourd'hui l'Europe n'est plus maîtresse d'arrêter le cours d'événements qu'elle a préparés inconsciemment.

LE RÈGLEMENT DU DIFFÉREND SINO-JAPONAIS.

12 mai 1915.

La guerre européenne ne sera pas doublée d'une guerre en Extrême-Orient. C'est le point essentiel qui

se dégage des dernières dépêches de Tokio, mais c'est à peu près le seul, car on n'est pas encore exactement fixé sur la portée des conditions japonaises acceptées par la Chine. En effet, si l'on connaît la teneur des demandes primitives qui formaient cinq groupes, on sait qu'elles ont été modifiées au cours des négociations qui duraient depuis le mois de janvier. Une note que nous remet l'ambassade du Japon n'apporte à ce sujet que des éclaircissements partiels.

Le premier groupe de demandes visait la province de Chantoung :

1. Reconnaissance par la Chine de toutes les dispositions que le Japon arrêterait avec l'Allemagne pour le règlement de tous les droits, intérêts, concessions, etc., que, en vertu de traités ou autrement, l'Allemagne a vis-à-vis de la Chine relativement à la province de Chantoung ;
2. Engagement par la Chine de n'aliéner ni concéder à bail, sous quelque prétexte que ce soit, tout ou partie de la province de Chantoung, y compris les îles situées près de la côte de cette province ;
3. Concession par la Chine au Japon du chemin de fer devant relier Tchéfou ou Longkéou à la voie ferrée entre Kiaotchéou et Tsinanfou ;
4. Ouverture des villes principales de la province de Chantoung à la résidence et au commerce des étrangers.

La note de l'ambassade japonaise se borne à dire que, sur ce groupe, « l'accord s'est fait moyennant quelques modifications », sans préciser en quoi celles-ci consistent. Le second groupe concernait la Mandchourie méridionale et la Mongolie intérieure orientale.

1. Prolongation de quatre-vingt-dix-neuf ans du bail de Port-Arthur et Dalny et des termes des chemins de fer sud-mandchourien et Antoung-Moukden ;
2. Faculté pour les sujets japonais de posséder ou de prendre à bail des terrains tant en vue de la construction de bâtiments de diverses espèces nécessaires au commerce et à l'industrie qu'en vue d'entreprises agricoles ;
3. Faculté pour les sujets japonais de résider, de voyager et de se livrer aux diverses affaires, commerciales, industrielles ou autres ;

4. Concession à des sujets japonais du droit d'exploiter certaines mines spécialement désignées ;
5. Engagement par la Chine de demander le consentement préalable du Japon au cas où elle accorderait à des ressortissants de tierces puissances des concessions de chemins de fer, où elle recourrait à une tierce puissance pour obtenir les fonds nécessaires à la construction de chemins de fer, où elle demanderait à une tierce puissance des emprunts gagés sur des impôts de ces régions ;
6. Promesse par la Chine de consulter le gouvernement japonais avant d'engager des conseillers ou instructeurs en matière politique, financière ou militaire ;
7. Remise au Japon pour quatre-vingt-dix-neuf ans de l'administration et du contrôle du chemin de fer Kirin-Tchang-Tchouen.

Là encore la note japonaise annonce qu'on s'est mis d'accord sur divers points concernant la Mandchourie méridionale. Mais elle spécifie les termes de cet accord sur les droits des sujets japonais dans cette province en matière de voyage, de séjour, de commerce et d'industrie, de taxation, de juridiction civile et criminelle. En ce qui concerne la Mongolie intérieure orientale, le gouvernement chinois a finalement accepté : *a*) d'autoriser des entreprises mixtes de Japonais et de Chinois dans l'agriculture et ses industries auxiliaires ; — *b*) de consulter en premier lieu le Japon dans le cas où la Chine voudrait contracter tant des emprunts de chemins de fer que des emprunts gagés sur des taxes ; — *c*) d'augmenter le nombre des villes ouvertes.

Le troisième groupe était relatif à la grande compagnie Han-Yé-Ping où le Japon tenait à prendre la haute main. Après discussion des propositions primitives, le gouvernement chinois s'est engagé : *a*) à approuver l'arrangement qui pourrait ultérieurement être conclu entre la compagnie et des capitalistes japonais pour l'exploitation mixte de cette compagnie ; — *b*) à ne pas confisquer la compagnie ; — *c*) à ne pas la nationaliser sans le consentement des capitalistes japonais intéressés ; — *d*) à ne

permettre à la compagnie de contracter aucun emprunt autre que des emprunts japonais.

Le groupe IV se résumait en une injonction au gouvernement chinois « de n'aliéner ni concéder à bail aucun port, baie ou île chinoise ». Sur ce point le Cabinet de Pékin n'a pas cédé complètement. Vraisemblablement sur le conseil de tierces puissances, l'Angleterre entre autres, il a fait une déclaration dont le Cabinet de Tokio s'est contenté. C'est ce qu'indique la note de l'ambassade japonaise dans les termes suivants : « En ce qui concerne la non-aliénation des côtes chinoises, le gouvernement impérial sera satisfait de la déclaration, telle qu'elle est suggérée par le gouvernement chinois. »

Le groupe V était le plus inquiétant. En voici le texte officiel, qui n'avait pas encore été publié, tel qu'il était formulé dans le contre-projet du 1er mai, transformé en ultimatum le 7 mai :

Il sera enregistré : — *a*) que le gouvernement chinois, en cas de nécessité dans l'avenir, engagera des conseillers japonais ; — *b*) que, dans le cas où les sujets japonais désireraient acheter ou prendre à bail des terrains pour établir des écoles et des hôpitaux dans l'intérieur de la Chine, le gouvernement chinois leur accordera l'autorisation dont il s'agit ; — *c*) que le gouvernement chinois enverra plus tard au Japon ses officiers militaires en vue de faire directement des arrangements avec des autorités militaires japonaises, pour l'achat d'armes du Japon ou pour la création d'un arsenal en Chine sous une administration sino-japonaise ; — *d*) que, ou bien le gouvernement chinois accordera au Japon la concession de chemins de fer désirée dans la Chine méridionale, au cas où il deviendrait clair qu'aucune objection ne serait soulevée à ce sujet de la part de nul autre pays, ou bien il s'abstiendra de faire avec tout autre pays des arrangements sur les lignes de chemins de fer en question, jusqu'à ce que le Japon puisse, indépendamment des présentes négociations avec la Chine, arriver à un accord avec la partie dont les intérêts, dans l'opinion du gouvernement chinois, s'opposeraient aux lignes proposées ; — *e*) que la question de la liberté de prédication pour les missionnaires japonais sera laissée à des négociations ultérieures.

Comme on sait, entre le 7 et le 9 mai, le gouvernement

japonais n'a pas insisté sur l'acceptation des demandes du groupe V. Il a, dit la note de l'ambassade de Paris, « consenti spontanément à remettre à des pourparlers ultérieurs toutes les questions énumérées dans le groupe V, sauf celle relative à la non aliénation du Foukien, point sur lequel il y avait eu accord ». En conséquence ces questions ne sont point résolues. Elles restent en suspens. Le Japon se réserve de les reprendre à un moment convenable. Sans doute il se défend maintenant « d'avoir jamais eu l'intention d'établir en Chine un protectorat ou une domination quelconque ». Toutefois il est difficile de conclure avec lui que ses propositions n'avaient « rien de contraire aux principes d'intégrité territoriale, d'égalité de traitement ou de porte ouverte en Chine ».

M. GIOLITTI A ROME. — DÉCLARATION DU GOUVERNEMENT ITALIEN.

13 mai 1915.

Le suprême effort diplomatique et militaire de l'Austro-Allemagne se brise en ce moment contre des obstacles insurmontables. Les jeunes recrues et les vieux réservistes des armées allemandes se font en vain tuer en masses compactes sur les fronts de l'est et de l'ouest. Malgré ces prodigieux sacrifices, la situation militaire de l'Allemagne n'est nullement améliorée. Quand les interventions inévitables de certains neutres se produiront, la grande mécanique de l'état-major général de Berlin, détraquée dès le mois de septembre, sera usée. La machine

diplomatique de la Wilhelmstrasse se trouvera dans un état pire encore. Elle fournit en ce moment ses derniers tours de roue. Guillaume II a eu beau changer les mécaniciens et les faiseurs de boniments ; la pièce ne fait plus recette nulle part. Les derniers coups de tam-tam, au lieu d'électriser le public, l'ont exaspéré. Hier soir le gouvernement des États-Unis a envoyé à Berlin une note très raide, avec demande de garanties pour l'avenir, sur les violations des droits des neutres par la marine de guerre allemande. A Bucarest le parti conservateur s'est prononcé en faveur d'une politique d'accord avec la Triple-Entente et a désavoué le chef nominal du parti, M. Marghiloman, attardé dans un neutralisme inconsistant. Mais c'est en Italie que l'échec des manœuvres germaniques est le plus retentissant. [*Ces derniers jours, le prince de Bülow a fait donner les bataillons de réserve de sa garde.*]

M. Giolitti est enfin sorti de sa retraite piémontaise et est venu dire à Rome, au roi, au président du Conseil, au ministre des affaires étrangères et à d'autres personnages, ce qu'il avait exprimé en termes sybillins dans la lettre à son ami Peano. Depuis qu'il recommandait dans cette épître fameuse la politique du *parecchio*, les événements ont marché. Sur les instances extrêmement pressantes de l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie s'est résignée à se rallier à des propositions de cessions territoriales à l'Italie. D'après la *Stampa*, fidèle organe de M. Giolitti, les conditions austro-hongroises seraient finalement les suivantes : cession du Trentin jusqu'aux parties habitées par une population italienne ; cession de la ligne de l'Isonzo avec Goritz ; cession de deux îles de la Dalmatie ; autonomie administrative de Trieste avec exemption du service militaire ; liberté d'action de

l'Italie en Albanie avec reconnaissance de l'occupation de Vallona ; facilités douanières et autres concessions commerciales d'importance secondaire. Suivant les déclarations des plus fidèles amis de l'ancien dictateur, M. Giolitti estimerait ces propositions acceptables et déconseillerait la guerre. Il l'aurait même dit assez haut, en dehors de ses entretiens confidentiels, pour que les neutralistes entreprissent une campagne enragée contre le ministère. Les trois dernières journées sont qualifiées par la presse italienne de « journées de nervosité, de fermentation, d'anxiété ». Mais, hier, des paroles claires — *parole chiare* — ont été dites par le gouvernement. D'autre part, plusieurs grandes manifestations populaires ont fait entendre non moins clairement la volonté du pays.

Après un Conseil des ministres réuni hier mercredi, le gouvernement a fait dire qu'après mûre délibération, après un exposé minutieux de la situation, il avait à l'unanimité décidé d'aller jusqu'au bout de la politique où il s'est engagé. Le *Giornale d'Italia*, organe de M. Sonnino, a publié hier un article véhément qui peut passer pour le commentaire de cette résolution. Nous en avons reproduit les principaux passages dans notre Dernière Heure d'hier soir. Rarement journal ministériel fut aussi âpre. Le *Giornale d'Italia* traite la politique du *parecchio* et son auteur avec une désinvolture qui aurait suffoqué le public italien du temps, très proche encore, où le moindre grincement de dents du lion de Dronero eût réduit au silence les blasphémateurs. La fin de l'article sonne comme un appel de clairon : « L'Italie veut sortir avec honneur et avantage de la crise épouvantable qui s'est abattue sur l'Europe, et elle atteindra son but à tout prix. Le pouls des pilotes ne doit pas trembler à l'heure du péril, et il ne tremblera pas. » [*En d'autres termes,*

le Cabinet Salandra fera front contre toutes les attaques, contre toutes les intrigues ; il ne se laissera pas intimider et, si l'on prétend le renverser, il se défendra jusqu'au bout. Donc, si M. Giolitti, d'accord avec lui-même, voulait faire triompher sa politique sur celle du ministère, il devrait commencer par provoquer une crise gouvernementale, qui dégénérerait presque immanquablement en crise nationale, sinon en révolution.]

Si peu de sympathie qu'on ressente pour la personne et la politique de M. Giolitti, il est difficile de supposer qu'il veuille aller jusque-là. Il connaît trop et, du moins doit-on le croire, il aime trop son pays pour lui faire courir un pareil risque en un pareil moment. La plus vraisemblable interprétation de sa conduite est sans doute qu'il tenait, avant que l'irréparable fût consommé, à exprimer son opinion personnelle aux personnages responsables. Il a joué trop longtemps un trop grand rôle pour qu'on ait le droit de s'en étonner. Mais, son opinion une fois déclarée, si le gouvernement, avec le consentement du roi, croit devoir passer outre, M. Giolitti peut rentrer tranquillement à Cavour. Il désavoue publiquement les mauvaises intentions qu'on lui prête. Il vient même d'écrire à la *Tribuna*, autre interprète de sa pensée, pour protester « contre l'accusation d'ingérence illicite et de pression perfide sur les pouvoirs responsables ». Croyons-le donc sur parole et ayons la confiance que la rentrée du Parlement, le 20 mai, sera l'occasion pour les représentants du peuple italien de proclamer la volonté unanime du pays.

DÉMISSION DU CABINET SALANDRA. — LA RÉBELLION DES NEUTRALISTES.

14 mai 1915.

M. Salandra a remis hier soir au roi Victor-Emmanuel la démission du ministère qu'il préside. La nouvelle de cet événement est arrivée cette nuit à Paris, sans être accompagnée d'aucun commentaire, d'aucune explication. [*Mais elle est assez éloquente en soi. Elle justifie malheureusement les réserves que nous nous sommes sentis dans l'obligation de faire à diverses reprises et dont la plupart, d'ailleurs, ont été expurgées par une censure vigilante. Nous continuons de ne par voir l'utilité de laisser le public dans l'ignorance des faits dont il est appelé à subir les conséquences.*]

Pour l'instant, dans l'ignorance où nous sommes de ce qui s'est passé dans la soirée d'hier à Rome, il convient de se borner à quelques constatations. Hier matin encore, le Cabinet Salandra semblait unanime et résolu ; il avait parachevé un certain nombre de mesures militaires. Que s'est-il donc passé dans l'après-midi ? Deux choses probablement. En premier lieu, d'après des informations reçues ce matin, les ambassadeurs d'Autriche-Hongrie et d'Allemagne ont présenté officiellement les propositions de concessions dont, paraît-il, on s'était jusque-là contenté de parler. Il y a tout lieu de croire que ces propositions sont celles que nous exposions hier ici. [*La démarche du prince de Bülow et du baron Macchio en a déterminé une autre. M. Giolitti a dû dire ou*

faire dire à M. Salandra ou au roi que, dans son opinion, les propositions austro-allemandes méritaient d'être prises en considération, qu'en conséquence la rupture avec les deux anciens partenaires de la Triple-Alliance devait être ajournée. Après avoir consulté ses amis et procédé à une enquête confidentielle, M. Salandra a sans doute acquis la conviction que, loin de rallier à Montecitorio l'unanimité désirée, il se trouverait en présence d'une opposition sérieuse. Dans ces conditions, il n'a pas cru pouvoir passer outre. Ce serait dans ces circonstances qu'il aurait remis au souverain la démission du ministère.]

Il n'en résulte pas forcément que sa politique tombe avec lui, ni même qu'il soit hors de jeu. Il est incontestablement soutenu par les meilleurs éléments de la nation italienne. Il est porté par un mouvement national tel qu'on n'en a pas vu depuis des générations dans la péninsule. Il représente l'Italie idéaliste, analogue à celle du *risorgimento*, qui succède à l'Italie sceptique et matérialiste de ces dernières décades. Il jouissait avec M. Sonnino de la pleine confiance du roi. Pourquoi donc céderait-il ? La Chambre actuelle a bien été élue sous les auspices de M. Giolitti. Mais, depuis les dernières élections, que d'événements imprévus alors! Dans toutes les occasions, la Chambre a donné de belles majorités à M. Salandra.

[*Elle pourrait le soutenir encore. En tout cas, s'il est dans la crise actuelle deux politiques opposées, il faut qu'elles s'affrontent. Autrement les amis de l'Italie au dehors pourraient croire qu'on leur a joué une comédie où ils ont bénévolement fait le jeu de nos adversaires. Chose plus grave encore sous certains rapports, les interventionnistes italiens seraient en droit de se croire trahis. Ils le supporteraient difficilement.*]

LA CRISE ITALIENNE ET LA TRIPLE-ENTENTE. — LA DÉNONCIATION DE LA TRIPLE-ALLIANCE.

15 mai 1915.

Il ne sert de rien de fermer obstinément les yeux devant le nouveau péril européen qui vient de surgir. Quoi qu'en disent les personnes qui affectent de ne voir dans la crise italienne qu'une affaire intérieure, la démission inopinée du Cabinet Salandra a une importance internationale au premier chef. [*Elle touche directement les trois puissances alliées qui avaient conclu avec le gouvernement démissionnaire certains arrangements. Il est inouï que l'on croie ou qu'on feigne de croire en France qu'il est indifférent à la France que le nouveau ministère italien soit dirigé par les hommes qui s'étaient rangés de son côté ou par celui qui s'attache à démolir leur œuvre. Ce qui est en cause en ce moment, ce qui nous intéresse, ce qui ne peut pas ne pas nous intéresser, c'est le maintien strict, intégral, d'arrangements où la France et ses alliés sont parties.Et aucune personne douée de bon sens ne s'imaginera que ce maintien soit possible avec un nouveau ministère présidé ou inspiré par un homme qui vient de déclarer que les dernières propositions austro-allemandes sont acceptables. Dans des crises comme celle-ci le patriotisme consiste à dire la vérité, non à la dissimuler Il est étrange d'entendre invoquer « la grande voix du canon d'Arras » pour couvrir la voix des hommes qui avertissent loyalement leur pays.*]

Aujourd'hui nous sommes assez renseignés par les

journaux italiens pour deviner ce qui s'est passé. M. Giolitti a joué le jeu du *parecchio* avec une maestria consommée. Partisan décidé de la neutralité, persuadé qu'en manœuvrant habilement on pouvait obtenir de l'Austro-Allemagne des concessions suffisantes, il a laissé le Cabinet Salandra suivre la politique d'intervention assez longtemps et assez énergiquement pour que les Cabinets de Vienne et de Berlin deviennent sérieusement inquiets. Il a même laissé dénoncer le traité de la Triple-Alliance. En effet, nous apprenons maintenant que la Triplice a été dénoncée par le gouvernement italien avant la cérémonie de Quarto. Ces deux événements une fois accomplis, les chefs neutralistes se sont tournés vers le prince de Bülow et le baron Macchio et leur ont dit que le moment était venu de passer des promesses vagues aux engagements formels. Il n'est même pas défendu de penser que le prince de Bülow a vu s'accomplir sans regret des actes qui permettaient à l'Allemagne d'exercer une pression plus efficace sur l'empereur François-Joseph. Celui-ci a cédé. Nous avons déjà dit à quels sacrifices il s'était résigné. M. Giolitti les a trouvés satisfaisants et l'a fait savoir. Là-dessus la bande parlementaire neutraliste s'est déchaînée. La belle union nationale de Quarto s'évanouissait ; seulement M. Giolitti s'en était servi pour réaliser la fameuse combinaison du *parecchio.*

Pour quiconque connaît les choses d'Italie, d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie, il est inadmissible que l'empereur François-Joseph ait consenti les sacrifices en question en échange d'un simple engagement de neutralité. Lui et Guillaume II désirent, veulent autre chose. Ils ne se flattent point de transformer la neutralité italienne en coopération militaire à leur avantage ; ils se

rendent très bien compte que l'opinion publique dans la péninsule ne le permettrait pas. Mais ils tiennent au concours diplomatique des neutralistes, d'abord pour chercher à imposer à l'Europe une paix bâtarde, ensuite pour rendre les conditions de cette paix le plus avantageuses possible pour les deux empires. Il suffit de se reporter à la collection de ces dernières semaines de la *Stampa* pour deviner quelles sont les solutions suggérées à Berlin et quels profits les giolittiens comptent en tirer.

Il serait banal en la circonstance de citer Machiavel. Il est plus opportun de citer le *Corriere della Sera* d'hier. Voici comment s'exprime le grand journal de Milan : « M. Giolitti a traversé les plans de la Couronne elle-même et du gouvernement pour les faire tomber... Un tel sabotage des intérêts suprêmes de la patrie pouvait être accompli par un fou révolutionnaire, non par un homme qui fait profession d'être dévoué au roi et attaché à son pays. Le cri de révolte qui s'élève aujourd'hui de toutes les foules contre cet homme, et les gestes de violence exécutés à Rome contre ses lieutenants coupables des mêmes machinations reflètent la conscience qu'a ce pays d'une si néfaste erreur. » Le *Corriere della Sera* montre ensuite que les concessions austro-allemandes furent dérisoires jusqu'à ce que se produisît « un acte irréparable » du gouvernement italien, c'est-à-dire la dénonciation de la Triple-Alliance. Puis il juge ainsi la combinaison : « On peut croire que l'Autriche a considéré la dénonciation non comme la formalité que nous devions accomplir pour entrer dans une autre voie, non comme l'avis précurseur d'un cartel de défi, mais comme le geste d'un malfaiteur qui met la main à sa poche pour empoigner son revolver tandis qu'il demande la bourse. Voulons-nous autoriser cette interprétation ? Nous

n'avons qu'à accepter le portefeuille ainsi extorqué. Mais faisons attention : ce portefeuille nous sera donné un peu plus loin sous le réverbère voisin. Eh bien ! M. Giolitti nous conseille d'aller sous le réverbère, même si tout donne à croire que le portefeuille nous fuira de la main. » C'est le *Corriere della Sera* qui parle. Il ajoute que M. Giolitti a connu, avant M. Sonnino, les dernières concessions autrichiennes. Il achève en déclarant que, si M. Giolitti [*tout en étant au courant des accords du gouvernement avec les Alliés*] a insisté pour l'acceptation des propositions autrichiennes, « il n'existe pas dans le dictionnaire de mot assez embrasé — *rovente* — pour définir sa conduite ».

De notre côté, ne cherchons pas dans le dictionnaire, mais voyons où nous en sommes. Ne laissons pas dire que ce qui se passe en Italie ne nous concerne pas et veillons à ce que ne soient pas compromis les graves intérêts européens engagés dans la crise où l'Italie vient d'être jetée.

M. SALANDRA CHARGÉ DE RECONSTITUER LE CABINET ITALIEN. — LA DÉROUTE DES NEUTRALISTES.

16 mai 1915.

Il est à peu près certain maintenant que la crise italienne sera résolue conformément aux grands intérêts nationaux et à l'honneur international, défendus avec autant de prévoyance que d'énergie par le Cabinet Salandra-Sonnino. Il ne sera formé ni de ministère Giolitti,

ni de ministère giolittien sans M. Giolitti. M. Marcora, le vénérable président de la Chambre des députés, a compris rapidement la situation. Après avoir accepté sous réserve le mandat du roi de former éventuellement un nouveau ministère, il s'est rendu compte qu'un Cabinet dit de conciliation était impossible dans les circonstances actuelles. Au point où en sont les choses diplomatiquement et militairement, il fallait choisir entre un gouvernement qui ferait la guerre prévue par MM. Salandra et Sonnino, et un gouvernement qui, désavouant ces deux hommes d'État responsables, se déciderait pour la paix et l'acceptation des propositions autrichiennes. Aucune conciliation, aucune transaction, aucune transition n'était possible. Après réflexion, le roi l'a reconnu. En conséquence, il a confirmé sa confiance à M. Salandra et l'a chargé de reconstituer le Cabinet. A midi la nouvelle n'est pas encore officielle ; mais on la donne comme authentique. Vraisemblablement M. Salandra désire faire connaître en même temps la nouvelle investiture du roi et la composition du Cabinet reconstitué.

Suivant les informations les plus dignes de foi, M. Salandra conservera tous ses anciens collaborateurs sans aucune exception. Il montrera de cette façon qu'il y avait unanimité dans le Cabinet démissionnaire pour tout ce qu'il a fait et tout ce qu'il voulait faire. Seulement il désire en outre s'adjoindre quelques nouveaux collaborateurs dont la présence à ses côtés donnera un caractère national, sans distinction de parti, au gouvernement qui s'est donné pour mission d'achever l'unité nationale. Il a pensé tout d'abord à M. Bissolati, chef des socialistes non officiels — c'est-à-dire non inféodés au giolittisme —, à M. Barzilaï, le député irrédentiste d'extrême-gauche bien connu, et à M. Boselli, ancien ministre, atta-

ché au parti conservateur-libéral. Peut-être demandera-t-il aussi la collaboration de M. Girardini, député radical indépendant, et de M. Fera, qui appartient à la fraction patriotique de l'ancienne majorité giolittienne. Les uns et les autres seraient ministres sans portefeuille. Le programme du second Cabinet Salandra est tout prêt ; c'est celui du premier, avec les récents accords diplomatiques conclus avec la Triple-Entente pour base ; c'est la guerre.

La rébellion des neutralistes contre la politique nationale du gouvernement n'aura servi qu'à les discréditer. MM. Salandra et Sonnino se sont comportés dans cette crise avec une parfaite loyauté. Quand M. Giolitti crut devoir venir à Rome mener en personne la campagne contre l'intervention militaire et pour l'accord avec l'Austro-Allemagne, le gouvernement tint à le mettre au courant de la situation diplomatique dans les plus petits détails. Le *Giornale d'Italia*, organe de M. Sonnino, déclare en effet ce matin : « Rien, absolument rien, ne fut tu à M. Giolitti de ce que le ministère, se prévalant des amples pouvoirs à lui conférés par la Chambre à plusieurs reprises, avait légitimement accompli. M. Giolitti reçut ample et précise connaissance des actes diplomatiques accomplis par le ministère, mais il ne se trouva pas d'accord avec celui-ci sur les conséquences logiques à tirer de ces actes ». C'est donc en pleine connaissance de cause que M. Giolitti organisa l'opposition. En outre c'est lui qui, le premier, avant M. Sonnino, avant M. Salandra, avant le roi, reçut communication des dernières propositions autrichiennes. Ce fait est irréfutablement établi. M. Giolitti prit donc ouvertement la posture d'un intermédiaire du prince de Bülow et du baron Macchio, négociant contre le ministère au pouvoir investi de la con-

fiance du roi. Cette attitude anormale de l'ancien dictateur n'était pas tolérable. Il fallait trancher dans le vif. M. Salandra remit donc sa démission au roi afin que le souverain pût décider en toute liberté. Mais cette démission n'était pas une capitulation ; au contraire elle devait permettre à MM. Salandra et Sonnino de mieux se défendre.

Ils se défendirent en informant le pays, par la presse, du véritable état de choses. Ils firent annoncer que la Triple-Alliance avait été dénoncée avant les fêtes de Quarto, et [*que des pactes — patti — avaient été conclus avec la Triple-Entente.*] Ces [*deux*] révélations produisirent une immense émotion dans toute l'Italie et un revirement chez les neutralistes. On eut immédiatement l'impression très vive que le pas décisif avait été franchi par le Cabinet démissionnaire — auquel la Chambre avait conféré pleins pouvoirs — et qu'on ne pouvait plus retourner en arrière. [*Une clameur d'indignation s'éleva de toutes parts contre M. Giolitti. Comme le disait le* Corriere della Sera *dans le passage que nous avons cité hier, on ne trouve pas dans le dictionnaire de mot assez flétrissant pour qualifier la conduite d'un ancien président du Conseil qui, connaissant les engagements formels du gouvernement, poussait son pays à les violer.*] « Nous ne voulons pas être la Turquie, s'écrie aujourd'hui le *Corriere deila Sera.* Nous ne tolérons pas qu'il nous vienne des envoyés d'Allemagne et d'Autriche intriguer pour faire et défaire les ministères. Nous préférons tout à l'humiliation. » Et notre loyal confrère milanais conclut ainsi : « On ne peut pas retourner en arrière. Il n'est aucun État au monde qui puisse manquer à ses engagements sans fouler aux pieds son honneur et sans s'exposer au mépris universel. Qui conçoit un ministère qui déchire les pactes

rationnellement et légitimement conclus par son prédécesseur conçoit un État et une nation tels que l'Italie ne peut et ne doit pas être. Même les petits États qui sont au dernier degré de la civilisation et de la considération internationale doivent conserver une certaine pudeur... Qui n'a pas le sens de tout cela ne peut pas être un homme politique et encore moins aspirer à gouverner la nation dans un moment solennel comme celui-ci. »

Voilà de belles et fortes paroles. Le *Giornale d'Italia* n'en prononce pas de moins énergiques : « Vivedieu! s'exclame-t-il, nous ne réussissons pas à comprendre comment on n'a pas compris dans les couloirs que nous donnions un spectacle digne des petites républiques américaines les plus mal famées et que nous allions trahir notre parole, c'est-à-dire notre honneur, c'est-à-dire l'honneur national. » [*Ce sont les mots* roventi *qu'il fallait pour marquer au fer rouge une certaine politique.*] Nous saluons avec fierté l'Italie nouvelle, dont la presse italienne digne de son rôle nous présente aujourd'hui l'image frémissante. Le journal de M. Sonnino ensevelit l'autre Italie dans cette phrase qui est un linceul : « L'Italie des compromis parlementaires, conçue et nourrie par M. Giolitti, ne pouvait finir que comme ça. »

LE SECOND MINISTÈRE SALANDRA. — LES MANIFESTATIONS CONTRE LES GIOLITTIENS. — MENACES DE GRÈVE GÉNÉRALE.

17 mai 1915.

La confirmation des pouvoirs du ministère Salandra est officielle depuis hier soir. A trois heures de l'après-

midi un communiqué gouvernemental a fait connaître que le roi refusait la démission du ministère qui restait tout entier à son poste. Dans cette forme, la nouvelle n'était peut-être pas absolument exacte. En effet, dans l'intervalle de la démission de M. Salandra et du refus officiel de cette démission, le roi, tout en ayant réservé sa décision, a offert à M. Marcora d'abord, puis à M. Carcano, la mission de constituer un nouveau ministère. Victor-Emmanuel III n'a pas seulement pressenti ces deux personnages ; il a fait à l'un et à l'autre une offre positive. Le *Giornale d'Italia* fournit à ce sujet des précisions formelles. Constitutionnellement la situation était donc anormale. Mais elle était légale. Elle était aussi mieux appropriée aux circonstances. Pour la définir exactement, il aurait fallu plutôt dire que M. Salandra avait mis sa démission à la disposition du souverain et que celui-ci, avant de l'accepter, voulait s'assurer de la convenance et de la possibilité de former un autre Cabinet. Seulement, si cette formule avait été employée, le geste de M. Salandra eût paru moins énergique, le roi moins libre, et les personnages consultés auraient pu se dérober sous prétexte que la situation n'était pas assez nette.

Quoi qu'il en soit, le Cabinet Salandra-Sonnino reste au pouvoir. Il reprend la direction des affaires avec un prestige accru, avec les encouragements et les acclamations de l'immense majorité du pays. Les manifestations populaires de la semaine dernière avaient pris rapidement un tel caractère qu'un Cabinet giolittien n'eût pas vécu quarante-huit heures. D'un bout à l'autre de la péninsule, une tempête d'imprécations s'était déchaînée [*contre « le traître », contre « le vendu »*.] Les cris de : « A mort les traîtres! A bas les vendus! A mort les bar-

bares! » retentissaient partout, dans les meetings, dans les rues, dans les clubs. A Rome, dans la rue Viminale, on élevait des barricades. Les notables giolittiens étaient hués et pourchassés. Au ministère des finances, à la nouvelle que le « cher Peano » se trouvait dans la salle de la commission centrale des impôts directs, des centaines d'employés se précipitaient vers la salle en criant : « A bas les traîtres à la patrie! À bas le sicaire de Bülow! » M. Peano n'était plus là quand les employés arrivèrent dans la salle. Un fonctionnaire supérieur ayant tenté de les rappeler à la discipline, ils s'écrièrent : « Qu'on ne nous parle pas de discipline! A bas le malfaiteur de Dronero! A bas le *deplorato* de la Banque romaine! A bas le stipendié du kaiser! » Des cortèges de fonctionnaires de tous les grades, y compris les plus élevés, parcouraient les grandes voies de Rome. Pendant deux jours, suivant l'expression du *Giornale d'Italia*, « le plébiscite de la conscience nationale surgit de toutes les villes ». Qui aurait pu résister à ce courant ? M. Giolitti a mesuré maintenant la profondeur de son impopularité. Avec sa lucidité coutumière le *Corriere della Sera* du 16 mai dresse le bilan de la crise : « Ceux qui, pour s'être trop occupés des seuls couloirs de Montecitorio, avaient fini par se figurer l'Italie à l'image d'un couloir de Montecitorio, ont eu un brusque et dur réveil ; ils doivent aujourd'hui se sentir dégoûtés. » Pour notre part, nous n'avons jamais douté de l'Italie véritable, ni jamais caché notre dégoût pour la politique de couloirs. Nous ne nous en repentons pas.

Le Cabinet Salandra reconstitué tiendra demain son premier Conseil. Il devra prendre des résolutions de la première importance. Il fixera tout d'abord la date de la réunion de la Chambre. La date du 20 mai, choisie

avant la crise, ne sera peut-être pas maintenue. M. Salandra désire probablement se présenter devant le Parlement avec des faits accomplis. Il n'a plus besoin de demander préalablement la confiance de la Chambre ; il possède la pleine confiance du pays et aucun groupe de députés n'osera plus élever de protestation. Les derniers giolittiens eux-mêmes s'inclineront sans murmure. Tout au plus balbutieront-ils, pour excuser leur attitude d'hier, qu'ils ne savaient pas où en étaient les choses. Les socialistes dits officiels forment une petite phalange qui a conservé jusqu'à ces derniers temps des relations avec les socialistes allemands. Toutefois ils ne tenteront rien de sérieux. Leur comité vient de proclamer la grève générale dans tout le pays. Mais cette manifestation sera platonique. La grève générale proclamée pour le 15 mai à Milan, à l'occasion des funérailles d'un ouvrier tué dans les bagarres précédentes, n'a pas eu de suites. Celle qu'on organise n'en aura pas davantage. Rien ne peut plus arrêter aujourd'hui le cours du destin.

DÉCLARATIONS DE M. DE BETHMANN-HOLLWEG SUR LES CONCESSIONS OFFERTES A L'ITALIE PAR L'AUTRICHE.

19 mai 1915.

L'intervention militaire de l'Italie dans la conflagration européenne n'est plus mise en doute par personne aujourd'hui. A Rome les neutralistes ont baissé pavillon ; on s'attend à ce qu'ils se rallient demain, à Montecitorio, sous le drapeau irrédentiste. M. Giolitti est reparti pour Cavour. Le « cher Peano » et le « cher Mala-

godi », à qui il avait adressé les deux lettres destinées à renverser le ministère et rétablir l'alliance austro-allemande, sont devenus invisibles et muets. La guerre est virtuellement déclarée, dit le *Giornale d'Italia*, par la volonté concordante du roi, du gouvernement et de la nation. « Grâces en soient rendues aux dieux! s'écrie le journal de M. Sonnino. Mais la guerre que nous allons entreprendre n'est pas seulement une guerre de libération ; c'est aussi une guerre de civilisation. » Englués dans la politique des compromis parlementaires, les giolittiens avaient perdu de vue cet aspect de la question. A la réapparition de l'ancien dictateur sur la scène diplomatique au moment critique, ils avaient cru leur partie gagnée. Un d'eux proclamait dans les couloirs de Montecitorio que « les actions du neutralisme étaient montées aux étoiles ». Elles sont maintenant retombées au plus bas des couloirs. Les manœuvriers parlementaires avaient oublié le pays. « La campagne giolittienne, dit le *Corriere della Sera* du 17 mai, a été une comédie à la représentation de laquelle on n'a tenu aucun compte du pays, qui était toute l'Italie, et toute l'Italie a fait baisser le rideau précipitamment. »

Cette opposition entre les politiciens qui vivent de la politique et les masses laborieuses et intelligentes qui font vivre, matériellement et moralement, un grand pays, est la caractéristique la plus frappante de la crise qui vient de se dénouer. Le *Giornale d'Italia* fait très justement observer que le mouvement national dont on vient de voir les effets irrésistibles n'a rien dont les traditionalistes de gouvernement puissent se scandaliser ou s'inquiéter : « Nous pensons au contraire, dit-il, que l'histoire enregistrera en lettres d'or cette sainte explosion de la colère populaire déterminée par les plus purs sen-

timents : la foi dans la parole jurée, la défense de l'honneur et de l'avenir de la patrie, le dédain des intrigues intérieures et des manœuvres de l'étranger. » On ne peut plus s'imaginer, à l'heure actuelle, un retour offensif des neutralistes ; à peine auraient-ils ouvert la bouche qu'ils seraient pulvérisés.

Demain, jeudi les décisions définitives seront publiées. Dans la matinée le gouvernement fera distribuer aux membres du Parlement un Livre Vert qui sera le prologue de la rupture diplomatique. Ce recueil officiel ne contiendra pas toutes les pièces relatives au conflit européen. Elaboré en vue d'éclairer le Parlement sur la situation présente, il doit seulement établir que l'Italie a manifesté à l'Autriche-Hongrie, depuis le commencement de la crise européenne, une patience et un esprit de conciliation poussés aux dernières limites, et que la responsabilité de la rupture retombe entièrement sur le Cabinet de Vienne. Il renfermera certainement quelques pièces mettant en lumière le double jeu de l'Austro-Allemagne. C'est sans doute pour parer le coup que le chancelier allemand a divulgué hier au Reichstag la teneur officielle des concessions que les gouvernements des deux empires avaient proposées à l'Italie. En produisant cette liste d'apparence imposante, M. de Bethmann-Hollweg se flatte sans doute de provoquer en Allemagne des sentiments d'indignation contre les prétentions de l'Italie. Dans l'état d'esprit où se trouvent les Allemands, il n'aura probablement pas de peine à réussir. Mais les hommes qui réfléchissent aboutiront à des conclusions bien différentes.

Tout d'abord les propositions en question n'ont été présentées officiellement qu'après la dénonciation de la Triple-Alliance [*et la conclusion des arrangements entre*

l'Italie et la Triple-Entente.] Elles revêtent donc un caractère [*à la fois injurieux et*] précaire [:*injurieux, puisque le gouvernement italien ne pouvait les accepter qu'en violant sa parole ; précaire,*] puisque les puissances qui les soumettaient à Rome cédaient évidemment à la pression des circonstances en se réservant de revenir sur leurs concessions dès que l'Italie aurait coupé les ponts entre elle et les Alliés. Ensuite, d'après leur teneur même, les concessions étaient illusoires. Aucune limite territoriale n'était fixée ; rien de définitif n'était stipulé ; aux termes de l'article 10 « des commissions mixtes seraient désignées pour régler les détails de l'accord », c'est-à-dire que l'Italie se fût mise à la merci de l'Austro-Allemagne qui aurait trouvé, dès qu'elle l'eût voulu, un motif de rupture dans la discussion des « détails de l'accord ».

Ces détails n'étaient pas de mince importance. L'article premier visait la « cession d'une partie du Tyrol habitée par les Italiens ». La commission mixte de délimitation aurait-elle jamais pu s'entendre à ce sujet ? Quel critérium aurait-elle pris ? Et puis chacun sait que, pour des raisons stratégiques, l'Italie revendique dans le Tyrol des vallées dont une partie est habitée en majorité par des Allemands. L'article II est également vague. Il stipule la « cession de la rive occidentale du fleuve Isonzo en tant que la population soit uniquement italienne ». Cet « uniquement », s'il est authentique, est d'une ironie qui n'a pas dû être goûtée à la Consulta. L'article III confère bien à la ville de Trieste la qualité de ville libre impériale, pourvue d'une administration « qui aurait le caractère italien ». Mais qu'est ce caractère italien, et qu'est-ce que l'Italie gagnerait à cette transformation phraséologique ? Le désintéressement de l'Autriche-Hongrie en Albanie — articles IV et V — est sans va-

leur. En effet le sort de l'Albanie dépend d'autres puissances. Que veut dire encore l'article VI avec « la prise en considération spéciale des intérêts nationaux des Italiens résidant en Autriche-Hongrie ? » Ç'eût été une mine inépuisable de discussions et de conflits. Quant à la « promesse de prendre en considération d'une façon bienveillante les autres vœux italiens sur les questions relatives à l'ensemble de l'accord » — article 8 — c'était un bon billet. En somme rien n'était réglé ; par contre, on accumulait les malentendus. Vaincue, l'Austro-Allemagne ne cédait rien qu'on ne lui eût déjà pris. Victorieuse, elle se réservait de retirer tout ce qu'elle avait cédé sur le papier. Demain l'Italie montrera le cas qu'elle fait de la diplomatie germanique.

PROJET DE REMANIEMENT MINISTÉRIEL EN ANGLETERRE.

20 mai 1915.

Le ministère anglais est sur le point de subir un remaniement analogue à celui qui s'est produit dans d'autres États belligérants à la suite de la guerre. Il va cesser d'être un Cabinet de parti pour devenir un gouvernement national. Certes le ministère Asquith était national au premier chef, en ce sens qu'il mettait toute son énergie à défendre des intérêts exclusivement nationaux. De son côté l'opposition lui prêtait le concours le plus dévoué et le plus désintéressé. Mais par sa composition il était libéral-radical sans mélange. Or, en des temps comme ceux-ci, il n'est pas sans inconvénient que le gouvernement d'un État engagé dans une guerre pour l'existence

porte, ne fût-ce qu'en apparence, un caractère de parti. Malgré tout son patriotisme, l'opposition est naturellement encline à viser l'adversaire politique quand elle critique la gestion de tel ou tel département ministériel. A la longue il peut en résulter le désarroi dans les services techniques et l'énervement dans l'opinion. C'est précisément ce que certains Anglais croyaient avoir remarqué en Grande-Bretagne, notamment depuis le torpillage de la *Lusitania*. Ils l'avaient signalé avec une certaine âpreté. La question des munitions surtout préoccupait le public. Hier même le *Times* déclarait que l'insuffisance des gros projectiles explosifs avait occasionné de lourdes pertes à l'armée britannique dans les récents combats du Nord. Au Parlement se produisaient des interpellations dont la gravité n'échappait à personne.

Les critiques formulées contre l'administration de tel ou tel ministre ne pouvaient pas être négligées. Afin de supprimer les prétextes de défiance et d'imprimer à l'effort collectif une direction plus féconde, il importait d'effectuer quelques changements de personnes. Dès lors l'idée se présentait naturellement de profiter de la circonstance pour faire entrer dans le Cabinet des représentants de l'opposition. M. Asquith était certain de trouver chez les chefs du parti conservateur et unioniste assez de patriotisme et d'abnégation pour qu'ils acceptent de se charger de quelques portefeuilles dans un Cabinet de coalition qui continuerait d'être présidé par lui. Il est encore trop tôt pour citer des noms. Aujourd'hui nous nous bornerons à reproduire ce que nous écrit à ce sujet notre correspondant de Londres : « Il y a en ce moment trois des membres du ministère, et non des moindres, qui sont fort attaqués, à qui l'on reproche, à l'un ses tendances, à l'autre son activité incohérente, au troi-

sième tout le contraire. Enfin ce qui a fort ému le monde parlementaire, c'est que l'on prétend que le chef d'un des services nationaux les plus importants se serait retiré sous sa tente ou dans sa cabine, en signe de protestation, et refuse d'en sortir. » Cette dernière phrase vise Lord Fisher qui ne s'entend plus du tout avec M. Winston Churchill. Comme c'est aujourd'hui un fait de notoriété publique, on ne peut plus le passer sous silence.

Si des hommes comme le chef et l'ancien chef de l'opposition entrent dans le Cabinet, il n'est pas douteux que le trouble qui commençait de se manifester dans le public disparaîtra, et que la préparation militaire sera poussée avec un redoublement d'activité. Mais, il faut bien le dire, le mal dont souffrent actuellement nos voisins et alliés réside moins dans les personnes que dans les choses. Depuis des siècles la Grande-Bretagne vit sur des traditions. Elle ne possède pas d'organisation dans l'acception moderne du mot. Ce qu'on appelle sa Constitution est un ensemble de règles et de précédents qui ne sont officiellement formulés dans aucun recueil. Son administration est une des choses les plus complexes au monde. Son armée permanente n'existe qu'en vertu d'une loi renouvelée chaque année. Enfermée dans son île et protégée par sa flotte, la Grande-Bretagne vivait au milieu d'institutions toutes spéciales, plutôt juxtaposées que coordonnées. Brusquement l'assaut de la barbarie scientifique de la Germanie prussifiée l'a mise aux prises avec la plus formidable organisation militaire qui ait jamais existé. Elle a superbement affronté le danger. Mais, en face d'un adversaire comme l'Allemagne, il ne suffit pas d'héroïsme, de sang-froid, de labeur patient. Il est indispensable de s'organiser méthodiquement, avec réflexion, sans à-coups. Nous ne le savons

que trop en France. On l'a reconnu aussi en Angleterre.

VOTE DE PLEINS POUVOIRS AU CABINET SALANDRA. — L'ITALIE ET LA TRIPLICE.

21 mai 1915.

Par 407 voix contre 74, la Chambre des députés italienne a voté hier le projet de loi conférant de pleins pouvoirs au gouvernement dans l'éventualité « d'une guerre nationale ». Cette décision a été prise au cours d'une séance qui marquera dans l'histoire. Elle est la conclusion logique de la situation où l'agression austro-allemande contre l'Europe civilisée avait placé l'Italie. Quand les gouvernements allemand et austro-hongrois ont préparé leur grande entreprise d'hégémonie, ils savaient fort bien qu'ils ne pouvaient être suivis dans cette voie par leur partenaire de la Triple-Alliance. En ce qui concernait l'Italie, ce pacte avait un caractère strictement défensif. De plus, le 3 juillet 1902, à l'occasion d'un renouvellement de la Triple-Alliance, M. Delcassé avait pu déclarer à la tribune du Palais-Bourbon, avec l'autorisation expresse du Cabinet de Rome, « qu'en aucun cas et sous aucune forme l'Italie ne pourrait devenir ni l'instrument ni l'auxiliaire d'une agression contre notre pays ». Il ne suffisait pas de déclarer défensive la plus odieuse des agressions pour obliger l'Italie à se joindre aux envahisseurs de la Belgique et du nord de la France. Et, de fait, ni M. de Bethmann-Hollweg ni le comte Berchtold ne semblent avoir eu cette prétention à la fin de

juillet et au commencement d'août 1914. Tout au plus espéraient-ils que le Cabinet de Rome observerait une attitude assez ambiguë, politiquement et militairement, pour que la France jugeât nécessaire de garnir sérieusement sa frontière des Alpes. C'était, on le sait, tout ce que Bismarck attendait de l'adhésion de l'Italie à l'alliance austro-allemande. Guillaume II et François-Joseph Ier ne doutaient pas, d'ailleurs, que leurs armées obtiendraient dès le commencement de la guerre des victoires foudroyantes qui mettraient les neutres à leur discrétion.

En dehors des conditions générales du traité triplicien, il était une stipulation particulière qui rendait incontestablement à l'Italie sa liberté d'action après l'ultimatum austro-hongrois du 23 juillet à la Serbie. C'était l'article 7. Il imposait à l'Autriche-Hongrie l'obligation : 1° de s'entendre préalablement avec l'Italie avant d'apporter une modification quelconque au *statu quo* balkanique ; 2° de donner à l'Italie des compensations au cas où elle-même occuperait, ne fût-ce que provisoirement, de nouveaux territoires balkaniques. Au début de la guerre libyque, l'Italie avait dû renoncer devant les injonctions de Vienne au projet de bombarder les côtes turques, dans l'Adriatique et dans la mer Egée. Réciproquement elle se trouvait en droit l'été dernier de protester contre l'invasion de la Serbie. Dès le bombardement de Belgrade, dans les premiers jours d'août, elle aurait pu dénoncer la Triple-Alliance ou réclamer des compensations. N'ayant pas même été avertie par ses alliées, elle était fondée à déclarer désormais sans objet un pacte dont ses cosignataires ne respectaient ni la lettre, ni l'esprit. Le Cabinet de Rome s'abstint alors de toute mesure irréparable. Matériellement et moralement,

le pays était surpris par la conflagration euréopenne dans un état qui ne lui permettait pas de prendre instantanément des décisions d'une importance vitale.

Les événements prouvèrent ensuite la persistance de l'Austro-Allemagne dans ses sentiments de dédain et de mauvaise volonté à l'égard de l'Italie, ainsi que la longanimité de celle-ci. Cela devint plus évident que jamais à la fin de l'année. Au commencement de décembre, quand les troupes de François-Joseph envahirent de nouveau la Serbie avec l'intention bien arrêtée de l'écraser, le comte Berchtold ne tint aucun compte des observations du Cabinet de Rome sur l'application de l'article 7 du traité triplicien. Il repoussa toute proposition d'échange de vues en déclarant que, la guerre contre la Serbie étant défensive, l'article 7 ne devait pas être pris en considération. Ce fut le commencement d'une longue discussion diplomatique, exposée dans le Livre Vert dont on publie aujourd'hui une analyse détaillée. Jusqu'au dernier moment, c'est-à-dire jusqu'aux premiers jours de ce mois de mai, le Cabinet de Vienne essaya de berner celui de Rome. Il espérait toujours intimider l'Italie par des succès militaires. L'offensive austro-allemande dans les Carpathes et en Galicie rentrait certainement dans ce plan, de même qu'elle était destinée à contenir la Roumanie.

C'est après avoir épuisé toutes les tentatives d'arrangement que, le 4 mai, le gouvernement italien dénonça l'alliance avec l'Autriche-Hongrie. Sa résolution a été ratifiée par les acclamations populaires et le vote enthousiaste du Parlement. L'Italie a brisé définitivement ses anciens liens. Elle entre, avec toutes ses forces et de tout son cœur, dans la voie nouvelle où la poussent irrésistiblement ses destinées. Elle sera bientôt suivie de la Rou-

manie. Le peuple roumain, lui aussi, veut, malgré tout, réaliser son unité nationale.

LE REMANIEMENT DU CABINET BRITANNIQUE. — ARGUMENTS POUR OU CONTRE LA FORMATION D'UN MINISTÈRE DE COALITION.

22 mai 1915.

On ne sait pas encore quelle sera la composition du ministère anglais remanié. La seule chose certaine est que le premier ministre et le ministre des affaires étrangères conserveront leur poste. La « redistribution » des portefeuilles constitue une opération des plus délicates dans des circonstances comme celles-ci. Elle sera bien facilitée par les chefs de l'opposition qui mettent sans hésiter l'intérêt national au-dessus des intérêts de parti. Toutefois il n'est pas commode de concilier les convenances personnelles, les nécessités techniques et les désirs de l'opinion publique. Quoique les ministères de coalition, nous dirions en France : de concentration, ne soient pas inconnus en Grande-Bretagne, la formation de celui-ci soulève outre-Manche quelques objections de principe qui ne sont pas sans intérêt pour les autres pays parlementaires.

La première objection, c'est qu'un ministère de coalition n'a plus de contrôle à redouter de la part de l'opposition, et qu'en conséquence les garanties constitutionnelles sont compromises. On oppose à cela deux réponses. En premier lieu, depuis le commencement de la guerre, le Cabinet Asquith n'a pas pris une seule dispo-

sition importante sans avoir consulté les chefs de l'opposition et sans s'être assuré leur approbation préalable. Ensuite les circonstances sont tellement exceptionnelles qu'on ne saurait se conformer strictement aux traditions constitutionnelles. Il vaut mieux, dit-on, pour la rapidité des décisions à prendre, consulter les chefs de l'opposition dans le Cabinet lui-même qu'en dehors. De plus, ces personnages, tant qu'ils ne font point partie du gouvernement, n'assument aucune responsabilité lorsqu'ils donnent un avis, alors qu'il est désirable qu'ils ne puissent donner des conseils ou des avis qu'en engageant leur responsabilité. Ces arguments ont une grande force. Néanmoins ils ne convainquent pas tout le monde ; certains hommes politiques persistent à croire que le système proposé fausse le régime constitutionnel. Cela nous amène à la seconde objection.

En temps normal l'opposition formule ses critiques contre la politique ou l'administration du gouvernement par la bouche de ses chefs autorisés. On sait, en effet, qu'en Angleterre chaque parti possède un état-major quasi officiel dont chaque membre a mission de jouer un rôle déterminé. Cette pratique a de grands avantages tant pour le gouvernement que pour l'opposition. Le premier n'est pas sans cesse harcelé par des francs-tireurs parlementaires qui lui font perdre son temps et énervent l'opinion ; de leur côté, les chefs du parti qui aspire au pouvoir restent maîtres de la direction des opérations parlementaires. Avec un ministère de coalition il n'en va plus de même. Les sujets de critique ne disparaissent malheureusement pas, non plus que l'envie de les exposer publiquement. Dès lors que les chefs de l'opposition ne sont plus là pour s'acquitter de cette tâche avec les précautions habituelles, ce sont les membres irrespon-

sables devant leur parti qui s'en chargent. Il peut en résulter de graves inconvénients. Le gouvernement est moins protégé contre des embûches, et l'opposition moins disciplinée. Sans doute il est invraisemblable que, dans des temps comme ceux-ci, les dangers théoriques prévus par les défenseurs du strict régime constitutionnel se réalisent. Toutefois, du point de vue parlementaire et britannique, les objections se comprennent.

On peut encore en présenter une autre. Dans la vie politique anglaise, lorsqu'un ministère vient à démissionner, il est presque automatiquement remplacé par un autre dont le président et les principaux membres sont connus d'avance. Les crises ministérielles ne donnent point le spectacle lamentable que nous voyons trop souvent ailleurs. Le chef reconnu de l'opposition est appelé par le roi à constituer le nouveau Cabinet, et il choisit comme collaborateurs ses amis politiques déjà désignés pour ainsi dire ministres *in petto*. Au contraire, si un ministère de coalition quitte le pouvoir pour une raison ou pour une autre, il peut laisser le souverain et le pays dans un cruel embarras. Ces considérations d'ordre parlementaire paraîtront peut-être hors de saison ; elles n'en méritaient pas moins d'être relevées.

LA MOBILISATION GÉNÉRALE EN ITALIE.

23 mai 1915.

Le roi Victor-Emmanuel a décrété hier la mobilisation générale des armées de terre et de mer. Aujourd'hui, 23 mai, est le premier jour de la mobilisation. L'état de

guerre est proclamé dans les provinces limitrophes de l'Autriche, dans les îles et sur les côtes de l'Adriatique. Au delà de la frontière les troupes autrichiennes ont coupé les voies ferrées et arrêté la circulation. En fait l'état de guerre existe donc entre l'Italie et l'Autriche-Hongrie. Pourtant il n'y a pas encore eu de déclaration de guerre, et les hostilités proprement dites n'ont pas été ouvertes. On ne peut, en effet, appeler de ce nom les rencontres qui se sont produites entre patrouilles le long de la frontière. A Rome le baron Macchio et le prince de Bülow semblent se comporter comme si les États qu'ils représentent se trouvaient en relations normales avec le pays où ils sont accrédités. Autant ils affectaient de parler de leurs préparatifs de départ dans la dernière phase des négociations, autant ils montrent peu d'empressement à partir maintenant que la rupture est consommée. Hier encore tous deux sont allés à la Consulta rendre visite à M. Sonnino. Ces deux diplomates si fiers, si susceptibles en d'autres circonstances, n'ont considéré ni le vote de la Chambre des députés, ni celui du Sénat, ni la mobilisation générale, ni la proclamation de l'état de guerre en Lombardie et en Vénétie, ni les démonstrations populaires, ni les manifestations des grands corps constitués, ni même l'approbation publique donnée par le roi aux plus significatives d'entre elles, comme une déclaration de guerre, ou tout au moins comme un acte inamical entraînant la rupture des relations diplomatiques.

Avec la ténacité qui caractérise la diplomatie germanique, les représentants de François-Joseph et de Guillaume II discutent encore la question de l'application de l'article VII du traité de la Triple-Alliance. Le Livre Vert a beau établir de manière éclatante que cet article a été délibérément violé par le Cabinet de Vienne.

tous les organes officieux et officiels des deux empires centraux n'en soutiennent pas moins avec obstination que cette violation ne saurait être invoquée par le Cabinet de Rome. Pour eux la guerre à la Serbie est toujours une guerre défensive ; la provocation adressée à la Russie, l'attaque brusquée contre la France, l'invasion du Luxembourg et de la Belgique sont des manœuvres défensives. Le prince de Bülow et le baron Macchio se cantonnent inébranlablement sur ce terrain. Ne nous étonnons point de cet excès d'impudence. De même qu'avant la conflagration européenne l'armée de reptiles mobilisée par la Wilhelmstrasse et le Ballplatz propageait à travers le monde la thèse de la sainteté de la guerre préventive, de même, après l'exécution des agressions préparées à loisir par les gouvernements allemand et austro-hongrois, ceux-ci prétendent qu'ils ont été provoqués. Malgré les dizaines de millions consacrés à leur progapande à l'étranger, ils n'ont pas réussi à convaincre les neutres. Ils ne doivent plus nourrir d'illusions à ce sujet. Néanmoins, il leur faut galvaniser l'opinion publique germanique, et il n'est pas indifférent sous ce rapport que MM. de Bülow et de Macchio s'incrustent à Rome. La nation allemande et les populations austro-hongroises vont avoir à répondre à un nouvel effort qu'elles ne s'attendaient pas à subir ; on s'attache en ce moment à leur prouver, par n'importe quels arguments, y compris les plus effrontés mensonges, qu'elles sont victimes des machinations de puissances jalouses.

Il ne faut pas douter que ces manèges produisent l'effet désiré dans toute la Germanie. Les cerveaux y sont pétris de telle façon depuis si longtemps qu'aucun raisonnement impartial n'y peut pénétrer. Mais nous n'avons jamais compté sur la conversion des esprits germaniques.

L'important est que la vérité, la notion des intérêts généraux de la civilisation et le sens des grands intérêts nationaux apparaissent de plus en plus clairement chez les neutres. En Italie la conviction est parfaite aujourd'hui et le gouvernement en a tiré toutes les conséquences logiques. Après les polémiques passionnées des jours de crise, le courant patriotique emporte toute la population presque sans exception. La *Stampa* elle-même engage les anciens neutralistes à se rallier à la guerre nationale. Le *Mattino* de Naples semble seul, parmi les grands journaux, à persévérer dans la politique austrophile. Le *Giornale d'Italia* qualifie son langage de « délit de lèse-patrie ». Toute l'Italie, à part un nombre minime d'individus attardés pour des raisons diverses dans les sentiers tripliciens, reconnaît clairement que ses deux anciennes alliées la traitaient comme un simple instrument, comme une sorte d'appendice. Allégée du fardeau de la Triple-Alliance, elle marche joyeusement vers la libération définitive.

DÉCLARATION DE GUERRE DE L'ITALIE A L'AUTRICHE-HONGRIE

24 mai 1915.

Les derniers rites sont accomplis. Après une longue controverse diplomatique l'Italie se trouve officiellement en état de guerre avec l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne. Hier 23 mai M. Sonnino a notifié à l'ambassadeur de François-Joseph Ier près le Quirinal que le gouvernement italien se considérait, à partir du 24 mai, en état de

guerre avec l'Autriche-Hongrie. Ce matin on annonce que, de son côté, l'Allemagne a déclaré la guerre à l'Italie. En vain le Cabinet de Vienne a-t-il tenté de retarder le dénouement inévitable en retenant le télégramme par lequel M. Sonnino chargeait, dès le 22 mai, le duc d'Avarna de signifier l'état de guerre au baron Burian. Sans attendre la réponse du duc d'Avarna M. Sonnino a invité les représentants du roi Victor-Emmanuel à l'étranger de faire part aux gouvernements près desquels ils sont accrédités de la déclaration de guerre adressée à Vienne. On ne sait pas encore si quelque chose a été fait à Constantinople. Mais il n'est pas douteux que l'Italie se considère déjà en état de guerre de fait avec la Turquie, alliée de l'Autriche-Hongrie et de l'Allemagne [1].

Voilà donc réalisés les espoirs que les plus anciens amis de l'Italie et les défenseurs de la civilisation latine mettaient dans nos alliés de 1859, dans les héritiers de la grandeur romaine. Voilà rétablie entre les deux grandes nations des deux versants des Alpes l'accord que des malentendus, perfidement ourdis par la Germanie, avaient réussi à troubler. Au moment où l'Italie libre recourt aux armes aux côtés de la Triple-Entente pour achever son unité, il convient de rappeler que cette unité n'a jamais eu d'adversaires plus tenaces que les États allemands. Si le fameux programme de Napoléon III : « L'Italie libre des Alpes à l'Adriatique » ne put être complètement exécuté en 1859, ce fut à cause de la menace allemande. C'est sur les États allemands, sur tous les membres de la Confédération germanique,

---

[2] Les nouvelles concernant l'état de guerre avec l'Allemagne et la Turquie n'étaient pas exactes.

qui réclamaient la mobilisation contre la France et la marche contre nos provinces de l'Est dégarnies de troupes, que retombe la responsabilité de la conclusion hâtive de la paix de Villafranca. Suivant sa funeste coutume, Napoléon III avait alors commis l'imprudence de ne pas prévoir et de ne pas se préparer. Mais, on ne saurait trop le redire, il eût tenu toutes les promesses de sa proclamation sans l'intervention hostile de l'Allemagne. Ce n'est donc pas contre la France, mais contre l'Allemagne, que les Italiens, déçus dans de légitimes espoirs, auraient dû tourner leur irritation. Cette fois ils ne se sont pas laissé induire en erreur. Ils ont reconnu le véritable ennemi, l'ennemi héréditaire, celui qui, durant toute l'histoire moderne, s'est efforcé de les assujettir. Ils ont le même intérêt que nous à en finir une bonne fois avec les entreprises d'hégémonie germanique, brutales ou sournoises.

Notre cause est commune. Comme le dit si bien M. Millerand dans son télégramme au général Joffre et au général Gouraud, l'Italie va mener à nos côtés le combat pour la civilisation contre la barbarie. Une défaillance de l'Italie en une pareille crise eût produit les mêmes résultats chez elle qu'une défaillance de notre part à la fin de juillet 1914 eût causés en France. On n'aurait échappé à la guerre que pour choir dans l'asservissement, d'abord déguisé, ensuite public. Les Allemands voulaient devenir les maîtres de l'Europe et du monde. Quand leurs hommes politiques alléguaient qu'ils désiraient le maintien de la paix, cela signifiait seulement qu'ils voulaient absorber leurs voisins l'un après l'autre. Mais ils étaient bien résolus à user de la force si l'hypocrisie échouait. La France a découvert le piège et relevé le défi. L'Italie le relève à son tour. Après elle d'autres

viendront. Par la faute de l'Austro-Allemagne le monde se trouve en présence de deux politiques, de deux civilisations qui s'excluent. Il faut que l'une triomphe de l'autre. Le triomphe de celle que nous défendons était déjà certain. L'intervention italienne le hâtera. Les ovations de la foule aux représentants de la Serbie et de la Roumanie à Rome nous donnent la confiance que l'Italie confond sa cause avec celle de l'indépendance des peuples.

MÉMOIRES JUSTIFICATIFS AUSTRO-HONGROIS ET ITALIENS

25 mai 1915.

Les gouvernements austro-hongrois et italien viennent de publier, sous forme de notes, de circulaires ou de manifestes, des mémoires justificatifs de leur politique. Ces documents, comme les pièces diplomatiques en général, ne disent pas toute la vérité. Mais ils constituent un dossier officiel d'où l'on peut extraire des indications précieuses.

La thèse austro-hongroise, présentée dans la note remise le 22 mai par le baron Burian au duc d'Avarna et dans le manifeste de François-Joseph I[er] à son peuple, est entièrement conforme aux traditions du Ballplatz. On y retrouve l'inaptitude congénitale des hommes d'État de la monarchie dualiste à se placer au point de vue des hommes et des pays avec lesquels ils ont à traiter. Avec un cynisme que rien ne rebute le baron Burian déclare que l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne ont été attaquées par les puissances de la Triple-Entente et qu'en conséquence l'Italie était strictement tenue, au

mois d'août dernier, de marcher avec ses deux alliées. Avec de telles prémisses, il n'est pas de conclusions, si extravagantes qu'elles soient, où l'on ne puisse aboutir. Comme le baron Giesl dans le Livre Rouge, le baron Burian exécute la Serbie dans une phrase lapidaire : « Les raisons qui ont contraint le gouvernement austro-hongrois, en juillet 1914, à envoyer un ultimatum à la Serbie sont trop bien connues pour qu'il soit nécessaire de les répéter. » Trop bien connues, en effet. Seulement, tandis qu'on affirme au Ballplatz qu'il s'agissait de se défendre contre la Serbie et de venger l'assassinat de Serajévo, on sait partout ailleurs que l'Austro-Allemagne avait résolu d'écraser la Serbie et de relier directement les possessions germaniques à la Turquie complice. On sait aussi que l'archiduc François-Ferdinand et sa femme n'ont pu être assassinés, dans les circonstances où ils le furent, que grâce à la plus étrange indifférence de la police secrète, avec la connivence d'agents provocateurs dont les inspirateurs n'ont pas été et ne seront probablement jamais recherchés.

Si le comte Berchtold ou le baron Burian se sont jamais flattés de persuader à Rome que l'Autriche-Hongrie, l'été dernier, « n'avait aucune intention de porter atteinte à l'intégrité territoriale ou à la souveraineté de la Serbie », ils connaissaient bien mal les diplomates italiens. Ceux-ci ne conservaient depuis plusieurs années aucun doute sur les véritables desseins de l'Autriche-Hongrie. Ils virent dans l'ultimatum du 23 juillet, lancé à la Serbie à leur insu, une violation flagrante de l'article VII du pacte triplicien, qui interdisait aux contractants de modifier, sans consultation préalable et sans compensations, le *statu quo* dans les régions balkaniques. Comme le dit le *Giornale d'Italia*, la Triple-Alliance

était un traité *sui generis* qui avait pour objet non seulement la défense contre des tiers, mais aussi la garantie réciproque d'intérêts mutuels. Or l'Italie avait expressément stipulé la garantie de ses intérêts orientaux contre l'impérialisme autrichien, contre l'*inorientandosi* germanique. Elle ne pouvait permettre que le *Drang nach Osten*, arrêté par les résultats — imprévus à Vienne et à Berlin — des deux guerres balkaniques, fût repris directement, sans accord préalable avec elle, par ses deux alliées. Prétendre, comme le fait le baron Burian, que l'article VII ne visait pas la Serbie, puisqu'il parlait seulement de la région des Balkans, n'était pas sérieux. La géographie du Ballplatz est la plus singulière du monde. Si la Serbie, qui s'étendait du Danube jusque près des embouchures du Vardar, qui était limitrophe du Montenegro, de l'Albanie, de la Grèce et de la Bulgarie, ne devait point être considérée comme située dans la région des Balkans, quel pays y aurait été ?

D'ailleurs, l'ultimatum du 23 juillet 1914 n'était point pour la Consulta le premier indice des mauvais desseins de l'Autriche-Hongrie tant à l'égard de la Serbie que de l'Italie elle-même. Les révélations de M. Giolitti, au commencement de cette année, ont appris que le Cabinet de Vienne avait à deux reprises, avant 1914, projeté de se jeter sur la Serbie. Mais il était de notoriété publique qu'en 1911, en pleine guerre libyque, l'état-major de Vienne avait préparé une agression contre l'Italie. Le général Conrad de Hœtzendorf, chef de cet état-major, ne s'en cachait point. La crise fut alors résolue pacifiquement, « probablement grâce à l'influence de facteurs étrangers », dit la circulaire Sonnino. Il faut sans doute voir dans cette incidente une allusion à l'Allemagne. Mais l'Allemagne, qui refusait en 1911 de laisser l'Autriche-

Hongrie attaquer leur partenaire de la Triple-Alliance, lui donna carrière contre la Serbie en 1914. Malgré les dénégations de M. de Bethmann-Hollweg, elle ne pouvait se méprendre sur l'impression que cela produirait en Italie. « L'Allemagne, dit le *Giornale d'Italia*, savait que l'Italie ne pouvait se prêter à un coup de l'Autriche dans les Balkans ; ce fut la colossale erreur de la diplomatie tudesque de laisser s'accomplir à notre insu, et à nos risques les plus graves, le coup de l'Autriche contre la Serbie... Et alors, que la *Gazette de l'Allemagne du Nord* ne vienne pas faire de la polémique avec le Livre Vert ; si elle ne peut pas dire son fait à la chancellerie autrichienne, qu'elle se taise ! »

Que l'organe de la Wilhelmstrasse se taise ou non, il n'en restera pas moins établi que l'Allemagne engagea sa grande entreprise en parfaite connaissance de cause. Si elle négligea de prévenir l'Italie ou de s'assurer son concours, c'est parce qu'elle croyait fermement à une victoire foudroyante et qu'elle se réservait de remanier l'Europe à sa guise. C'est seulement après ses revers qu'elle s'entremit à Vienne afin d'obtenir des compensations à l'Italie. Auparavant elle n'y songeait point. M. Sonnino se trouve donc en droit de rejeter sur l'Allemagne aussi bien que sur l'Autriche-Hongrie la rupture de la Triple-Alliance.

Relevons encore, dans la note Burian, un renseignement historique : la Triple-Alliance, renouvelée la dernière fois le 5 décembre 1912, devait durer jusqu'au 8 juillet 1920 ; elle ne pouvait être dénoncée que moyennant préavis d'un an avant cette dernière date.

Ajoutons enfin que, suivant une communication au *Messaggero* de M. Barzilaï, qui affirme tenir l'information de la bouche du marquis de San Giuliano, le Cabinet

de Vienne aurait déclaré à la Consulta, quelques jours avant la déclaration de guerre de l'Autriche-Hongrie à la Serbie, que l'article VII de la Triple-Alliance « devait désormais être considéré comme nul et sans aucun effet » en raison des guerres balkaniques qui avaient réparti la Macédoine entre la Grèce, la Serbie et la Bulgarie.

LE SALUT DE LA FRANCE A L'ITALIE. — NAPOLÉON III ET SES ILLUSIONS GERMANIQUES. — LE PLAN DE GUILLAUME II.

26 mai 1915.

Par la voix du président de la Chambre des députés et du président du Conseil, la France a envoyé hier son salut d'alliée à l'Italie en armes. Les acclamations unanimes de ses représentants, leurs ovations répétées à l'ambassadeur de Victor-Emmanuel III, le vote à l'unanimité de l'affichage des discours de M. Paul Deschanel et de M. Viviani ont traduit fidèlement la pensée de tout le pays. Déjà des télégrammes du président de la République et du président du Conseil municipal de Paris avaient porté au roi d'Italie et au Conseil municipal de Rome les vœux enthousiastes du chef de l'État et de notre capitale. La séance d'hier au Palais-Bourbon a renoué solennellement les liens fraternels de 1859. Elle a consacré la nouvelle union des deux pays « pour la défense de leur civilisation commune et pour l'affranchissement des peuples opprimés », suivant l'expression de M. Raymond Poincaré, « contre la domination brutale qui prétend faire la loi au monde », comme l'a dit M. Des-

chanel. Cette union doit durer. Contractée au cours d'une crise mondiale pour la sauvegarde des intérêts supérieurs de l'humanité, elle doit survivre à la cause immédiate qui l'a fait naître. L'alliance de 1859 contenait des germes de malentendus qui trouvèrent dans les événements ultérieurs un terrain de développement favorable. En 1915 les malentendus n'existent pas. La tâche des gouvernements et des peuples sera de veiller à ce qu'il ne s'en produise pas.

En 1859 Napoléon III ressentait pour la Prusse et l'Allemagne d'étranges complaisances. Voyant les choses comme il désirait qu'elles fussent et non comme elles l'étaient, il s'imaginait que les Allemands, aspirant eux aussi à l'unité, favoriseraient la création de l'unité italienne. En conséquence, avant de commencer la campagne d'Italie, il n'avait pris aucune précaution sur le Rhin. Il ne voulait pas croire que les Allemands tendaient à l'unité pour arriver à la domination. Il eut un rude réveil après Solférino. Tout d'un coup il se vit au bord de l'abîme : l'Allemagne, celle des universités comme celle des casernes, se levait pour empêcher la France d'achever de libérer l'Italie. Pour sauver les frontières de l'est de la France, il dut s'arrêter à la frontière de la Vénétie. Ce fut la cause initiale de toutes les difficultés suivantes avec l'Italie ; ce fut aussi celle de Sadowa et de Sedan. Pourtant cela n'instruisit point l'empereur idéologue des Français. Napoléon III persista dans ses illusions germaniques. Il laissa la Prusse se servir successivement de lui et de l'Italie pour accomplir par le fer et le feu la prussification de l'Allemagne. En 1914 Guillaume II voulait recommencer une opération analogue.

S'appuyant sur des forces militaires formidables accu-

mulées et perfectionnées sans relâche, l'empereur allemand poursuivait un dessein grandiose : s'emparer de l'Orient avec le concours de l'Autriche-Hongrie ; puis, une fois l'Orient réorganisé à la prussienne, écraser la Russie et la France ; ensuite absorber la Germanie autrichienne et organiser l'Europe continentale sous l'hégémonie prussienne ; enfin détruire la puissance britannique. Il espérait berner successivement les pays menacés, escomptant les défaillances des uns et l'aveuglement des autres. Infatué de lui-même et méprisant ses voisins, il ne se doutait pas, ni lui ni ses ministres, que les peuples et les gouvernements s'éveilleraient à temps à la conscience du danger. Il est allé de déception en déception : avec la Belgique, avec la Grande-Bretagne, avec les États-Unis, maintenant avec l'Italie.

Dès les premiers jours de la crise l'Italie a compris. Ce sera le grand honneur du Cabinet Salandra d'avoir découvert la véritable politique allemande et orienté peu à peu le pays dans le sens des grands intérêts nationaux et européens, obscurcis dans l'esprit populaire par une pratique de la Triple-Alliance de plus de trente années. Ce sera pour MM. Salandra et Sonnino un honneur non moins grand d'avoir tenu tête, à l'heure des grandes décisions, à l'assaut de la coalition des esprits bornés et des intérêts immédiats. Leur courage et leur droiture en ces circonstances pathétiques sont la preuve qu'ils persévèreront dans une politique de prévoyance et d'honneur et que, sous la direction d'hommes comme eux, l'Italie coopérera loyalement à l'œuvre de libération de l'Europe, solidaire de l'achèvement de sa propre libération. Ainsi, il ne pourra s'élever de malentendus. Les puissances de liberté seront toutes ensemble contre les puissances d'asservissement. Elles s'inspireront des mêmes idées et

suivront, chacune dans sa sphère, la même politique. La France et l'Italie pourront, sans arrière-pensée, marcher fraternellement vers un but commun. C'est l'aurore de cette ère nouvelle et le retour vers l'alliance ancienne qui ont été acclamés hier au Palais-Bourbon.



CHAPITRE V

LE TROUBLE ORIENTAL

LE NOUVEAU MINISTÈRE ANGLAIS.

27 mai 1915.

Le nouveau ministère anglais est constitué depuis hier. M. Asquith a eu bien des difficultés à surmonter avant de le mettre sur pied. Quoique tout le monde fût d'accord que l'objet essentiel du remaniement du Cabinet était la concentration des efforts des hommes marquants de tous les partis, il était délicat de doser la part de chacun de ceux-ci dans la « redistribution » des portefeuilles. Les conservateurs mettaient un prix considérable à leur concours ; de leur côté, les libéraux limitaient leurs concessions afin de n'être pas submergés par les conservateurs. Après la question de dosage il y avait les questions de personnes. C'étaient en réalité les plus difficiles, car les libéraux, possédant une forte majorité parlementaire, n'avaient point à redouter l'entrée d'un ou deux conservateurs de plus dans le Cabinet. M. Asquith a enfin réussi dans ses négociations et il semble que ce soit à la satisfaction générale. Il

ne faut point chercher dans la composition du nouveau Cabinet d'indications politiques. Au point de vue intérieur, les questions qui divisaient les partis sont formellement réservées. Sur la direction des affaires extérieures les nouveaux ministres professent les mêmes idées que les anciens. Leur but est commun : ils veulent créer et utiliser au mieux toutes les ressources possibles afin de réduire l'Allemagne à merci. C'est le choix des personnes qui présente surtout de l'intérêt.

On observe tout d'abord que, comme M. Asquith l'avait déclaré en annonçant le projet de remaniement, le premier ministre et le ministre des affaires étrangères restent à leur poste. Lord Lansdowne, ancien chef du Foreign Office dans le dernier ministère conservateur, entre dans le Cabinet sans portefeuille. Cela signifie sans doute qu'il sera appelé, dans le cas où Sir E. Grey serait souffrant, à le suppléer à Downing Street. La santé de Sir E. Grey est assez éprouvée depuis quelque temps et demande des ménagements. Tous les Anglais verront avec confiance Lord Lansdowne le remplacer en cas de besoin et lui donner en temps ordinaire le concours de sa précieuse expérience. En France, on accueillera avec une sympathie particulière le retour aux affaires du ministre qui a signé les accords constitutifs de l'Entente cordiale.

A la guerre, lord Kitchener reste secrétaire d'État. L'opinion britannique s'en réjouit hautement. Elle s'était vivement inquiétée récemment en entendant attaquer de certains côtés le chef de l'armée en qui elle a foi. Rassurée aujourd'hui sur ce point, elle voit également avec plaisir M. Lloyd George prendre la direction du nouveau ministère des munitions, considéré actuellement comme de toute première importance. M. Lloyd

George trouvera là l'utile emploi de ses rares qualités d'intelligence et d'énergie. A la marine, M. Balfour succède à M. Winston Churchill, qui va se reposer momentanément comme chancelier du duché de Lancastre. M. Balfour a été longtemps chef du Cabinet et du parti conservateur. Il jouit d'une grande autorité et d'une estime universelle. Il donnera certainement une impulsion vigoureuse et réfléchie à la fois à l'énorme organisme qu'est l'amirauté britannique. On ne sait pas encore si Lord Fischer, qui ne s'entendait plus du tout avec M. Winston Churchill, reprendra sa démission de premier lord naval.

Le chef actuel des conservateurs, M. Bonar Law, reçoit le portefeuille des colonies, et son ami politique, M. Austen Chamberlain, ancien chancelier de l'Echiquier, va au ministère de l'Inde. Plusieurs autres unionistes de marque entrent également dans le Cabinet. Les Irlandais y sont aussi représentés par Sir Edward Carson, le célèbre organisateur de la résistance orangiste ; M. Redmond, le chef des Home Rulers, n'a pas cru devoir accepter d'entrer dans le gouvernement en raison de l'engagement pris devant son parti de n'accepter aucun poste officiel avant la mise en vigueur du Home Rule. Le parti ouvrier sera représenté par M. Henderson, qui devient ministre de l'instruction publique. Cela ne manquera point de troubler la quiétude des universités anglaises où les traditions aristocratiques se sont perpétuées. Mais beaucoup d'Anglais assisteront avec plaisir à des réformes scolaires dont les événements récents ont démontré l'urgence. Le *Times* écrit à ce sujet : « Nos principales faiblesses, telles qu'elles sont révélées par la guerre, sont dues à l'éducation défectueuse des citoyens. »

Par contre, on n'attend pas de réformes dans le système de recrutement de l'armée. La question ne semble plus présenter d'intérêt pratique depuis que plus de deux millions de volontaires sont enrôlés. Le service obligatoire ne fournirait pas vraisemblablement un plus grand nombre d'hommes, et peut-être n'en pourrait-on pas utiliser un plus grand nombre. Une réforme qui paraît plus urgente consisterait à assimiler aux soldats servant sous les drapeaux les ouvriers employés à la fabrication des armes et des munitions de guerre, ainsi que de toutes les fournitures militaires. Le nouveau Cabinet obtiendrait sans grande difficulté le vote de cette mesure qui donnerait au pays, pour la guerre actuelle, les mêmes avantages de fait que l'établissement du service obligatoire, tandis que l'adoption de celui-ci se heurterait encore à des résistances qu'il serait imprudent de provoquer.

UN NOUVEAU « LIVRE ROUGE ». — DISCOURS DE M. DE BETHMANN-HOLLWEG AU REICHSTAG. — DIVULGATION DU BALLPLATZ SUR LA TRIPLICE.

30 mai 1915.

L'entrée en campagne de l'Italie a mis en rage les hommes d'État de l'Austro-Allemagne. Dans une proclamation à ses peuples, l'empereur François-Joseph, qui a constamment trahi les serments prêtés devant ces mêmes peuples, a crié à la félonie. Dans un ordre du jour à l'armée, l'archiduc Frédéric parle aujourd'hui « d'ignominieuse canaillerie ». Le baron Burian, si discret

jusqu'ici sur les négociations relatives à la guerre, s'est hâté de publier un second recueil de documents diplomatiques. Suivant le précédent créé lors de la publication du dernier Livre Rouge, il a fait imprimer en tête du nouveau recueil une introduction *ad usum Germanorum*, où il donne des pièces principales une interprétation que le lecteur n'y aurait jamais découverte de lui-même. Enfin, à la réouverture du Reichstag, le 28 mai, M. de Bethmann-Hollweg a prononcé un discours enflammé où il stigmatise la politique italienne. Nous avons donné hier, en Dernière Heure, l'analyse télégraphique de cette philippique. Nous avons aujourd'hui sous les yeux un texte plus complet. D'autre part, on vient de publier, d'après les divulgations du Ballplatz, le texte des articles 3, 4 et 7 du traité de la Triple-Alliance. Nous possédons ainsi d'intéressants éléments d'appréciation.

D'après le chancelier allemand, la rupture de la Triple-Alliance est due aux manifestations révolutionnaires de la rue en Italie : « C'est la rue qui gouvernait. Avec la tolérance bienveillante des membres du Cabinet la rue, travaillée par l'or de la Triple-Entente, sous la direction d'hommes sans scrupules, était enivrée d'un rêve sanglant ; elle menaçait le roi d'une révolution et les hommes modérés de meurtre s'ils n'embouchaient à leur tour la trompette guerrière. » Il est piquant d'entendre M. de Bethmann-Hollweg accuser la Triple-Entente d'avoir « travaillé la rue » avec de l'or, lorsque des représentants spéciaux de l'Allemagne à l'étranger, adjoints aux ambassadeurs et aux ministres, ont pour mission d'acheter tous les concours et toutes les complicités. La Triple-Entente s'est uniquement fiée à son bon droit pour convaincre les neutres. En Italie, en particulier, elle a fait preuve d'une réserve poussée jusqu'à l'extrême

limite. L'accusation du chancelier n'aura pour effet que d'exciter davantage l'opinion publique italienne contre les anciens partenaires de la Triplice. Mais arrivons aux points sérieux de la discussion.

Le baron Burian croit mettre la Consulta en contradiction avec elle-même en reproduisant un télégramme, daté du 2 août, où le roi Victor-Emmanuel, en réponse à un télégramme de l'empereur François-Joseph, lui annonçant la mobilisation générale austro-hongroise, donnait « l'assurance que l'Italie, qui a tout fait pour maintenir la paix et qui fera tous ses efforts pour la ramener, observera une attitude amicale envers ses alliés selon l'esprit du traité d'alliance, les sentiments et les grands intérêts dont elle a la garde ». Le baron Burian prétend voir là l'engagement de garder la neutralité bienveillante prévue par l'article IV du pacte triplicien. Cet article vise le cas où, une grande puissance non contractante venant à menacer un des contractants, celui-ci « se trouve obligé de déclarer la guerre ». C'est le cas de la guerre préventive formulé en termes de chancellerie. Il s'est précisément présenté en juillet et août 1914. L'Autriche-Hongrie s'est prétendue menacée d'abord par la Serbie, ensuite par la Russie. L'Allemagne a feint également de se croire menacée d'abord par la Russie, ensuite par la France. Les Cabinets de Vienne et de Berlin n'osent pas invoquer contre celui de Rome l'article III du traité qui faisait jouer le *casus fœderis* « si une ou deux des puissances contractantes, sans provocation de leur part, étaient attaquées par *deux ou plus de deux* puissances non signataires ». Mais ils dénoncent la conduite de l'Italie comme une violation flagrante de l'article IV.

Malheureusement pour le baron Burian et M. de

Bethmann-Hollweg il y a l'article VII. A ce propos, on remarque un nouveau témoignage du curieux état d'esprit des diplomates du Ballplatz. Ces messieurs, tout en publiant eux-mêmes le texte de cet article, déclarent dans leur introduction qu'il était « applicable seulement en cas d'occupation d'un territoire turc ». Or, disent-ils, l'Autriche-Hongrie se trouvait en confflit avec la Serbie en 1914 et, par conséquent, n'avait ni à prévenir l'Italie de ses intentions, ni à lui donner des compensations. Mais l'article VII est ainsi conçu dans sa première phrase : « L'Autriche-Hongrie et l'Italie, qui visent seulement à la conservation du *statu quo* en Orient, s'obligent à faire valoir leur influence afin que soit évité tout changement territorial nuisible à l'une ou à l'autre des puissances contractantes. » La provocation et l'invasion de la Serbie ne constituaient-elles donc pas le changement prévu ? A Vienne et à Berlin, on a toujours affecté de soutenir que l'Autriche-Hongrie ne recherchait aucune modification du statut territorial. Mais c'était vraiment trop jouer sur les mots. Comment l'invasion et l'occupation, qualifiée de provisoire, de la Serbie ne seraient-elles point apparues à Rome comme une menace de modification territoriale en Orient ?

La seconde phrase de l'article VII, interminable et fourmillant d'incidentes, stipule expressément l'accord préalable entre les deux contractants mentionnés, si l'un d'eux se voit amené « à modifier le *statu quo* dans le territoire des Balkans et des côtes et des îles ottomanes de la mer Adriatique et de l'Egée en procédant à une occupation temporaire ou durable — *temporanea o duratura* ». L'accord prévu comporte des avantages réciproques. Or l'Autriche-Hongrie a préparé et exécuté son entreprise contre la Serbie sans en dire un mot, un seul mot, au

gouvernement italien. Elle a donc impudemment violé l'article VII, qu'elle ose produire aujourd'hui à sa décharge. Le 2 août 1914 Victor-Emmanuel se contenta de formuler, en termes courtois, des réserves sur « les grands intérêts dont il avait la garde ». Le 4 mai 1915, après des mois d'énervantes négociations où se révélait chaque jour davantage le dessein de ses alliées de le berner, la sauvegarde de ces grands intérêts l'obligea de dénoncer le pacte triplicien.

POLÉMIQUE ITALO-GERMANIQUE.

31 mai 1915.

L'indignation austro-allemande continue de se déverser sur l'Italie. La « sainte colère » dont M. de Bethmann-Hollweg a menacé son ancienne alliée le 28 mai saisit toute la Germanie encore une fois déconcertée. A la colère se mêle une stupéfaction que le chancelier de l'empire avait déjà laissé voir dans son discours. Après s'être demandé comment l'Italie avait bien pu en arriver à rompre avec l'Autriche-Hongrie, il avait ajouté : « Je n'avais pourtant laissé subsister aucun doute devant le Reichstag qu'une attaque italienne contre les troupes austro-hongroises se heurterait également à des troupes allemandes. » En effet, dans un discours précédent, M. de Bethmann-Hollweg avait lancé ce *quos ego*. Et les Italiens n'en ont pas tenu compte! Cela dépasse l'entendement des Allemands. Ils ne comprennent pas plus cela qu'ils n'ont compris que la Triple-Entente était résolue à ne pas laisser l'Autriche-Hongrie, d'accord

avec Berlin, subjuguer la Serbie et établir l'hégémonie germanique sur l'Orient. Cependant, pendant tout le mois de juillet 1914, la presse allemande, autrichienne et hongroise avait déclaré d'un ton dogmatique qu'un conflit entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie concernait uniquement ces deux États et qu'il serait interdit à des tiers de s'y mêler. La *Gazette de Cologne* avait, d'avance, crié : *Hænde weg*! *Hands off*! Et l'Europe civilisée a passé outre! Crime inexpiable aux yeux de tout bon Allemand. Le 28 mai, M. de Bethmann-Hollweg, se tournant cette fois vers l'Italie, a aussi poussé le cri : A bas les mains! Mais les Italiens ne sont nullement intimidés ; les armées du roi Victor-Emmanuel poursuivent méthodiquement l'exécution de leur plan.

Le discours du chancelier de l'empire a même éclairci un point qui restait obscur. On se demandait si, après la déclaration de guerre à son alliée, l'Allemagne se considérait en état de guerre avec l'Italie. Elle n'avait pas riposté par une déclaration de guerre. Les commentateurs du droit des gens inclinaient à penser qu'il y avait seulement rupture des relations diplomatiques. Ils oubliaient qu'à aucun moment le gouvernement allemand ne s'est soucié de se conformer aux stipulations positives ou aux usages du droit international public. La menace du chancelier de l'empire constituait une déclaration de guerre conditionnelle. D'ailleurs, M. de Bethmann-Hollweg y a formellement donné suite le 28 mai. Il a qualifié les Italiens de « nouveaux ennemis ». Il ne s'embarrasse point de l'accomplissement d'une formalité. Il prépare une armée d'opération en Tyrol. Les Italiens le savent et sont prêts.

La presse italienne est unanime dans ses appréciations du discours du chancelier. Le *Corriere della Sera* signale

particulièrement le passage relatif au rôle assumé par le Cabinet de Berlin, consistant à « suggérer à l'Autriche-Hongrie d'acheter la fidélité du troisième allié ». Ecœuré par cet aveu de tentative de corruption, il écrit : « Telle était l'âme de l'Allemagne, à laquelle nous nous étions confiés. On voulait nous faire commettre une action infâme, afin de nous en faire supporter toutes les conséquences. Au moment opportun on voulait nous trahir, et, comme le coup n'a pas réussi, on crie à notre déloyauté et à notre trahison. Telle est la vérité qui éclate à travers les phrases et qui rétablit d'un trait les justes termes de la question. » Le *Giornale d'Italia* flétrit en termes analogues « le système de traquenards dans lesquels on voulait faire tomber l'Italie ». Il rend largement à M. de Bethmann-Hollweg la monnaie de sa pièce : « Non, Monsieur le chancelier, dit-il, nous avons connu les heures douloureuses de Novare, de Rome et de Venise ; nos rois ont connu la route de l'exil, notre peuple a connu la noble vertu du sacrifice ; mais il n'y a pas dans toute notre histoire de page comparable à vos trahisons de 1812 et à votre humiliation d'Olmütz. » La *Tribuna* est plus sévère encore. L'ancien organe neutraliste, qui a soutenu jusqu'à la dernière seconde la politique d'arrangement avec Vienne et Berlin, tient sans doute à faire oublier ses erreurs passées. Il s'exprime ainsi :

« Ils y viennent tous l'un après l'autre ; d'abord le vieil et dernier empereur des Habsbourg, puis l'archiduc Frédéric, le comte Tisza, le baron Burian, puis le prince de Bülow et sa malignité posthume pendant son voyage de retour. Comme tous ces gens masqués tombent l'un après l'autre révélant finalement au peuple italien toute la réalité de la situation qu'ils avaient dissimulée et toutes les négociations inutiles et insidieuses ! Mais la dernière, la plus intéressante, la plus absurde et la plus maladroite de toutes les apparitions est celle de l'ours dansant qu'est l'ineffable von Bethmann, le plus colossal collection-

neur de fiascos diplomatiques que l'histoire connaisse. Le chancelier des gaffes ne pouvait rien faire de plus précieux que de parler ; car rien ne pouvait mieux faire disparaître de l'âme des anciens neutralistes le doute, quel qu'il fût, qui eût pu y rester. »

Avec le temps, cet antagonisme ira en s'accentuant. L'union contre nature une fois rompue, les anciens conjoints reviennent à leurs sentiments naturels et soulagent leur cœur sans plus se retenir.

DISCOURS DE M. SALANDRA AU CAPITOLE. — RÉVÉLATIONS RÉTROSPECTIVES.

3 juin 1915.

Le président du Conseil italien a prononcé hier, à la salle des Horaces et des Curiaces, au Capitole, un discours d'un intérêt capital. Avec une clarté, une objectivité, une dignité et, parfois, une hauteur où se révèle le véritable homme d'État, M. Salandra a pleinement justifié la politique du Cabinet qu'il dirige et confondu M. de Bethmann-Hollweg. Son exposé de la crise européenne est le complément indispensable du Livre Vert. Sa réfutation des imputations haineuses du chancelier allemand est une exécution définitive « des hommes d'État médiocres qui, avec une légèreté téméraire, se sont trompés dans toutes leurs prévisions et ont mis le feu, en juillet dernier, à toute l'Europe ». M. Salandra ne s'est point abaissé à recourir à un langage « qui est un retour atavique à la barbarie primitive ». Sobrement, preuves en mains, avec la conscience d'un grand devoir noblement accompli dans des circonstances exception-

nellement graves, il a établi l'incurable mauvaise foi de l'Austro-Allemagne.

Après avoir rejeté avec un dédain supérieur l'accusation de félonie portée contre l'Italie par « celui qui, représentant avec beaucoup moins de génie et avec autant d'indifférence morale la tradition de Frédéric le Grand et de Bismarck, a proclamé que nécessité n'a pas de loi », M. Salandra a révélé un certain nombre de faits qui ne figurent point dans le Livre Vert. C'est dès la communication à la Consulta de l'ultimatum du 23 juillet que M. Salandra et le marquis de San Giuliano, dans une conversation avec l'ambassadeur d'Allemagne, ont déclaré à M. de Flotow que la remise de cet ultimatum à la Serbie « démontrait clairement que l'Autriche-Hongrie voulait provoquer la guerre ». Ce sont les termes mêmes dont, le même jour, M. Sazonof se servait en présence du comte Szapary. Ainsi la provocation concertée à Vienne et à Berlin était qualifiée de même, simultanément, par le ministre des affaires étrangères de Russie et celui de la puissance alliée aux deux États provocateurs. Dès les 27 et 28 juillet le Cabinet de Rome posa à Vienne et à Berlin la question de la cession des provinces italiennes soumises à l'Autriche en avertissant que, si elle n'était pas résolue en faveur de l'Italie, « la Triple-Alliance serait irréparablement rompue ». Dès avant l'ouverture des hostilités MM. de Bethmann-Hollweg et de Berchtold ont été dûment prévenus.

Au sujet du prétexte choisi pour la guerre, M. Salandra apporte des témoignages décisifs. « L'horrible crime de Serajévo, dit-il, fut exploité comme un prétexte. » A l'appui de cette interprétation, que nous avons soutenue ici sans interruption, M. Salandra produit plusieurs pièces. Les derniers jours de juillet, au moment où Sir

Edward Grey s'ingéniait encore à mettre sur pied une médiation, le comte Berchtold déclarait au duc d'Avarna qu'aucune médiation ne saurait interrompre les hostilités déjà engagées avec la Serbie et que celles-ci continueraient même si la Serbie se soumettait sans restriction à toutes les conditions de l'ultimatum du 23 juillet. Il ajoutait qu'il n'était disposé à prendre aucun engagement relativement à la conduite éventuelle de l'Autriche à l'égard de la Serbie. Le 30 juillet M. de Merey déclarait au marquis de San Giuliano que l'Autriche ne pouvait pas faire de déclaration l'engageant sur de futures acquisitions territoriales en Serbie « parce qu'elle ne pouvait pas prévoir si, pendant la guerre, elle ne serait pas obligée, contre sa volonté (!), de conserver des territoires serbes ». Ces textes convaincront-ils enfin les personnes qui, contre toute évidence, s'obstinent encore à croire que la guerre aurait pu être évitée si l'on s'était montré plus coulant à l'égard du Cabinet de Vienne? Au cours même de la crise, à la lumière des incidents quotidiens, il était facile de discerner les véritables mobiles de la diplomatie germanique. Il est inouï qu'on ait pu se tromper au point de croire aux intentions pacifiques des deux empires du centre. Il serait criminel de persévérer dans cette erreur.

Les ministres responsables italiens ne s'y trompèrent point. En ce qui concernait leur pays, ils étaient déjà mis en garde par les manifestations hostiles du chef de l'état-major autrichien et par les procédés offensants du Cabinet de Vienne durant la guerre de Tripolitaine. Les précisions fournies hier par M. Salandra sont des plus curieuses. Quand éclata la crise de fin juillet, le Cabinet de Rome y découvrit immédiatement une tentative d'hégémonie universelle. Il manœuvra donc en consé-

quence. Après s'être expliqué sans ambages avec ses alliés et avoir reconnu leur mauvaise foi, il se prépara publiquement à une rupture. Il dissimulait si peu ses intentions que l'Allemagne recourut à tous les moyens, même les inavouables, pour renverser un gouvernement qui la gênait. « Le prince de Bülow, dit M. Salandra, supposa que l'Italie pouvait dévier de son chemin à cause de quelques millions dépensés pour influencer quelques personnes qui ont perdu contact avec l'âme de la nation. » Cette phrase fait justice des corrupteurs et des corrompus.

LES QUESTIONS DE LA BUKOVINE ET DU BANAT.

4 juin 1915.

L'entrée de l'Italie en ligne dans la guerre européenne a produit en Roumanie une impression profonde. A en juger d'après les relations étroites qui unissaient les Cabinets de Rome et de Bucarest avant la déclaration de guerre de Victor-Emmanuel III à François-Joseph Ier, on aurait même pu croire que la Roumanie allait suivre presque immédiatement l'Italie dans la lutte contre un ennemi qualifié de commun. Mais le public ignorait l'état véritable des choses. Les négociations entre Bucarest et Pétrograd étaient à peine commencées quand étaient finies celles entre Rome et la Triple-Entente. Au grand étonnement des personnes qui, tout cet hiver, avaient reçu les confidences ou entendu les déclarations publiques des personnages roumains chargés de venir exposer en Occident la question roumaine, on apprit que

le Cabinet de Bucarest posait des conditions dépassant considérablement celles du programme national publié jusqu'alors. On ne fut pas surpris qu'il revendiquât la Bukovine jusqu'au Pruth, car la Bukovine est une ancienne province moldave cédée en 1775 à l'Autriche par la Turquie suzeraine, et où se trouve la ville de Suceava, qui fut longtemps capitale de la Moldavie. Il est vrai que la partie de cette province située entre le Séreth et le Pruth a été pendant les dernières générations soumise à une ruthénisation systématique de la part du gouvernement de Vienne qui voulait à la fois dénationaliser ses sujets roumains et créer un mouvement ruthéno-ukrainien contre la Russie. Mais cette ruthénisation est seulement partielle et porte plutôt un caractère antirusse. La Russie pouvait donc se désintéresser assez facilement du pays entre le Séreth et le Pruth. Il n'en est pas de même du Banat de Témesvar.

Le Cabinet de Bucarest revendique, paraît-il, tout le Banat, c'est-à-dire tout le pays compris entre les Carpates à l'est, la Maros au nord, la Theiss ou Tisza à l'ouest et le Danube au sud. Ses revendications sont fondées sur le caractère roumain de la population. Elles sont, en effet, justifiées sous ce rapport pour ce qui touche la partie orientale ; par contre, elles ne le sont point pour la partie occidentale. Nous avons lu avant-hier avec stupéfaction, dans le *Journal de Genève*, une lettre de M. N. Basilesco, professeur à la faculté de droit de l'université de Bucarest, où se trouve ce passage : « Tout ce territoire (le Banat) est absolument et purement roumain, et jamais la Roumanie ne consentira à abandonner un pouce de territoire roumain, ou une âme roumaine. » Nous sommes désolés de nous trouver en désaccord avec le très sympathique professeur dont

nous connaissons les sentiments d'affection pour la France. Mais nous devons constater que son affirmation est contredite par les faits les plus authentiquement certains, par les statistiques roumaines parues avant la guerre et par les Roumains d'une autorité reconnue. Prenons, par exemple, le remarquable article du docteur Jean Cantacuzène dans la *Revue hebdomadaire* du 20 mars 1915 sur « La question nationale roumaine et les Roumains d'Autriche-Hongrie ». Voici, *in extenso*, le passage relatif au Banat :

« Dans le Banat les Roumains représentent 38, 90 /o de la population totale et les Serbes 18 o /o seulement. Si néanmoins l'on étudie de plus près la répartition de ces deux nationalités, l'on se rend aisément compte que les Roumains l'emportent de beaucoup dans la partie orientale de la province (73 o /o de Roumains contre 3 o /o de Serbes), tandis que vers l'extrémité occidentale (arrondissement de Torontal) la proportion est inverse (Roumains, 3 o /o ; Serbes, 32 o /o ; Allemands, 27 o /o). »

Les Serbes auraient de fortes objections à présenter contre ces statistiques. Ils pourraient en particulier faire remarquer que, d'après l'administration hongroise, ils possèdent la majorité dans la population orthodoxe, puisque les évêques orthodoxes en fonction sont serbes. Mais nous voulons ici opposer seulement la statistique de la propagande roumaine du mois de mars aux revendications d'aujourd'hui. Ajoutons que, dans ce même article, M. Jean Cantacuzène considère comme hors de contestation seulement la portion orientale du Banat. La portion occidentale, dit-il, comprise entre la Theiss et le Témes, a une population en majorité serbe ; « le cours du Témes, affluent du Danube, délimite assez exactement les deux territoires. » Encore une fois, il convient

de réserver à ce sujet les objections serbes. Mais il faut retenir qu'au mois de mars dernier les revendications roumaines ne comprenaient pas le pays entre la Theiss, le Témes et le Danube. On se demande pourquoi elles se sont étendues depuis lors. La région en question se trouve située en face même de Belgrade, sur l'autre rive du fleuve qui baigne la capitale serbe. Il est particulièrement désobligeant de prétendre en exclure la Serbie.

La fin de la phrase de M. Basilesco que nous avons citée semble encore plus inquiétante. Comment peut-on dire que *jamais* la Roumanie ne consentira à abandonner *un pouce* de territoire roumain ou *une âme* roumaine ? Si l'auteur parlait du territoire constituant actuellement le royaume de Roumanie, on le comprendrait ; mais il parle de territoires qui n'en ont jamais fait partie et il y comprend « la vieille Dacie de Décébal et de Trajan ». Où sont les limites de cette vieille Dacie ? Des millions d'hommes auront encore le temps de s'entretuer avant que les historiens et les géographes tombent d'accord là-dessus. Au lieu de ressusciter des prétentions remontant à des époques obscurcies par la nuit des temps, il vaudrait mieux considérer les choses telles qu'elles sont aujourd'hui. M. Basilesco ne craint-il pas que les successeurs de Trajan, empereur romain, ne viennent, au nom de Rome, réclamer l'héritage des légions qui ont colonisé la Dacie ? Tandis que s'échangent des arguments d'école, la Transylvanie, celle qu'aucun des alliés ne conteste à la Roumanie, est dévastée. Si l'on relisait le passage suivant de l'article de M. Jean Cantacuzène, on s'abandonnerait moins à de néfastes polémiques :

La guerre actuelle mit tragiquement en valeur et la cruelle perfidie des oppresseurs et l'attachement profond des Roumains de Transylvanie pour la cause nationale ; afin d'entraîner au feu ces paysans

héroïques on eut recours à la plus insigne tromperie : on sut leur persuader qu'ils marchaient au secours de leurs frères d'outre-monts attaqués par les Russes.

Et alors on vit ceci : *le drapeau tricolore roumain largement déployé en tête de leurs colonnes*, portant au képi la cocarde nationale, chantant l'hymne classique : « Réveille-toi, Roumain, de ton sommeil de mort », symbole de sédition jusqu'à hier, *imposé aujourd'hui par la malice hongroise elle-même*, les régiments roumains furent envoyés au massacre en première ligne et l'on put ainsi, suprême désir, hâter l'extermination méthodique d'une forte race tout en mettant à contribution ses légendaires qualités militaires.

LES REVENDICATIONS ET LES LENTEURS ROUMAINES.

7 juin 1915.

La presse italienne et allemande s'occupe beaucoup de la Roumanie en ce moment. Il est visible que la diplomatie austro-allemande, aidée de tous ses agents corrupteurs, a reporté dans les Balkans l'activité qu'elle déployait en Italie. Elle tenait déjà la Turquie ; elle se croit sûre des Macédoniens et de Sofia. Elle s'ingénie maintenant à retenir les Roumains sur la voie où les emporte l'instinct national et à reconstituer pour la guerre la combinaison orientale qu'elle avait savamment édifiée, avant la conflagration générale, pour l'établissement de l'hégémonie germanique en Orient. A Bucarest, où elle a acheté plusieurs journaux, il n'est pas d'intrigue qu'elle ne machine pour exciter l'opinion contre la Russie et persuader la population que son intérêt lui commande de renoncer à l'intervention. C'est en grande partie à ces excitations que sont dus les mouvements d'hésitation qu'on observe actuellement en Roumanie. En effet le jeu des Allemands consiste à pousser

les Roumains à présenter de telles demandes à la Triple-Entente qu'elles ne puissent être acceptées ou que leur acceptation brouille les Alliés avec plusieurs de leurs amis. Nous avons dit samedi ce que nous pensions de la question territoriale. Nous recevons à ce sujet de M. N. Basilesco, dont nous avions cité une correspondance parue dans le *Journal de Genève*, une réponse d'où nous extrayons les passages suivants :

Vous dites avoir lu « *avec stupeur* » mon article du *Journal de Genève* du 1er juin, dans lequel j'ai précisé les revendications de la Roumanie. Quelles sont donc ces revendications ?

Nous voulons la *Bukovine*, telle qu'elle a appartenu à la Moldavie jusqu'en 1777, lorsqu'elle fut cédée à l'Autriche par la Turquie, qui n'avait aucun droit sur elle, car jamais les principautés roumaines n'ont fait partie intégrante de l'empire ottoman. C'est donc une *restitutio in integrum,* à laquelle le peuple roumain n'a jamais renoncé.

Nous voulons la *Transylvanie* et le *Banat, dans leurs confins ethniques* et *politiques,* tels que ces provinces ont toujours été, jusqu'à la Theiss et au Danube. Le fait que dans certains endroits on parle plus le serbe que le roumain ou le hongrois n'autorise nullement le morcellement de ces pays, dont la population est en majorité roumaine, car s'il en était autrement nous devrions réclamer à la Serbie la vallée du Timok peuplée exclusivement par des Roumains. Nous devrions réclamer toutes les parties de la Macédoine peuplées par des Koutzo-Valaques et que les Serbes, les Grecs et les Bulgares se sont partagées en 1913, sans opposition de la part de la Roumanie.

Et puisque le principe des nationalités doit triompher, une fois pour toujours en Europe, nous *sollicitons amicalement* de la Russie de nous *restituer la Bessarabie* que la Turquie, toujours sans aucun droit, lui a cédée en 1812 et dont l'Europe, reconnaissant notre bon droit, nous avait rétrocédé une partie en 1856, au congrès de Paris, pour nous la reprendre en 1878 au congrès de Berlin, à la suite de la guerre victorieuse que nous fîmes à côté des Russes en 1877-1878.

Les Austro-Allemands ont très bien compris cet état d'âme du peuple roumain et ils l'exploitent très adroitement dans leur presse ; ils viennent d'envoyer à Bucarest le prince de Wedel, dans l'intention manifeste d'en tirer un profit immédiat. Instruit par l'échec du prince de Bülow, l'envoyé de Guillaume II saura faire à temps les concessions que la Roumanie et la Bulgarie exigent et il circonviendra ainsi le danger roumain-bulgare. Les Austro-Allemands savent que de cette intervention dépend le sort de la guerre en Orient et, par voie de conséquence, de celle de l'Occident.

Nous ne méconnaissons nullement, loin de là, l'importance de l'intervention roumaine, pas plus que celle de l'intervention bulgare. Mais peut-être se l'exagère-t-on à Bucarest et à Sofia si l'on y croit que la Triple-Entente doit l'acheter à tout prix. On nous reproche quelquefois dans ces deux capitales de nous placer exclusivement à notre point de vue dans les négociations en cours. On se trompe à cet égard. Pour notre part, nous ne sommes point tombés dans ce travers. Nous n'avons point imploré de secours. Nous nous sommes bornés à exposer les raisons nationales qui engageaient la Roumanie à intervenir dans son propre intérêt et nous continuons d'estimer que, de ce point de vue, tout bien considéré, la Roumanie a commis une erreur d'appréciation en n'intervenant point plus tôt, à un moment où l'action combinée de ses forces avec l'armée russe occupant la Bukovine et les Carpathes de Galicie aurait réduit la Hongrie à merci. La guerre d'usure générale dont les habiles se flattent de profiter pour imposer aux Alliés des conditions draconiennes ne profitera point indéfiniment aux neutres. Certes les Alliés ne demandent pas mieux que de reconnaître très largement un concours précieux. Mais si on leur demande non seulement la part du lion dans les dépouilles de l'ennemi, mais encore leur propre bien et celui de leurs amis, ils trouveront certainement plus avantageux de s'arranger autrement.

Nous croyons pouvoir, sans provoquer leurs susceptibilités, prier nos amis roumains de vouloir bien considérer, à côté de ce qu'ils jugent leur être dû, ce qu'ils se doivent à eux-mêmes. Ils se sont annoncés comme les libérateurs de leur race, et voilà dix mois qu'ils laissent leurs frères *irredenti* se faire tuer pour la cause de leurs ennemis. Les Transylvains n'envient pas le sort des

paysans moldaves ; ils n'admirent pas tout des institutions sociales roumaines. Il y a plus d'un million de non-Roumains en Transylvanie. Il se pourrait très bien que la Transylvanie, en voyant le gouvernement roumain se préoccuper exclusivement de ses propres convenances et reculer devant tout risque, ne voulût plus être « libérée », encore moins conquise. Les Roumains dont parle M. Basilesco raisonnent en conquérants, non en libérateurs. Ce sont deux rôles bien différents. Il ne sera point indifférent pour l'avenir de la Roumanie, petite ou grande, qu'elle ait tenu, dans les circonstances actuelles, l'un ou l'autre.

LA DÉMISSION DE M. BRYAN ET LE PACIFISME. — LA CONTROVERSE AMÉRICANO-ALLEMANDE SUR LA GUERRE SOUS-MARINE.

9 juin 1915.

Hier M. Bryan, secrétaire du département d'État à Washington, a donné sa démission, que le président Wilson a acceptée. La raison de la retraite du ministre des affaires étrangères des États-Unis est facile à deviner. M. Bryan ne se trouvait plus d'accord avec le président sur la conduite à tenir à l'égard de l'Allemagne. Quoiqu'il fût partisan des solutions conciliantes, il avait approuvé et signé la dernière note, en date du 13 mai, où le gouvernement américain demandait des explications catégoriques à la Wilhelmstrasse sur l'attaque de deux bateaux marchands américains, le *Cushing* et le *Gulflight*, par un aéroplane et un sous-marin allemands, ainsi que

sur le torpillage de deux bateaux marchands anglais, le *Falaba* et la *Lusitania*, à bord desquels se trouvaient des passagers américains qui avaient péri dans la catastrophe. Cette note déclarait que, si le gouvernement allemand ne renonçait pas formellement à faire couler sans sommation ni préavis, et sans raison justifiée, les bateaux marchands américains ou ayant à bord des ressortissants américains, les États-Unis auraient recours à « tout acte nécessaire » pour protéger leurs droits et ceux de leurs citoyens. M. Bryan espérait sans doute que cette claire menace suffirait pour décider l'Allemagne à lui donner les assurances désirées. Comme on sait, il n'en a rien été. Le 31 mai M. de Jagow a répondu par une note contenant une série d'allégations inexactes sans aucun engagement pour l'avenir. De toute évidence l'Allemagne cherchait uniquement à gagner du temps avec des controverses oiseuses afin de pouvoir continuer impunément sa guerre de forbans. Dès lors le département d'État à Washington devait prendre nettement position et passer des demandes d'explications aux sommations et, éventuellement, aux actes.

D'après tous les renseignements venus des États-Unis depuis la remise de la note du 31 mai, le président Wilson semblait résolu à répliquer au gouvernement allemand par une mise en demeure. Mais on apercevait un certain flottement dans les informations émanant du département d'État. M. Bryan est pacifiste. Il a toujours préconisé la méthode arbitrale. Il lui en coûte de signaler son passage au pouvoir par des mesures pouvant être suivies d'actes d'hostilités. Il ne peut se résoudre à envoyer à Berlin une note ressemblant à un ultimatum. Or le projet de note approuvé par le président Wilson et le Cabinet paraît bien porter ce caractère. M. Bryan se

retire donc. Il aime mieux quitter le pouvoir qu'être infidèle aux principes qui ont dirigé jusqu'ici son existence politique. Cette décision fait plus honneur à sa conscience qu'à sa prévoyance. Même chez les pacifistes les plus convaincus le pacifisme a des limites. Il ne peut aller jusqu'à tout supporter de la part des hommes et des nations de proie, jusqu'au suicide. Dans d'autres pays des pacifistes endurcis l'ont compris ; ils se sont associés sans réserve aux mesures de défense contre les ennemis de la civilisation. M. Bryan préfère se retirer sous sa tente. C'est affaire de tempérament. Son départ va sans doute éclaircir la situation.

A la vérité M. Bryan ne possédait point la vocation d'homme d'État. Orateur impétueux, harangueur de foules, capable de prononcer sans se fatiguer plusieurs discours par jour pendant un nombre de jours indéfini, menant les campagnes présidentielles avec une maestria sans égale, il a plus parlé que réfléchi. Il s'est plus abandonné à son imagination qu'il n'a suivi la raison. Il était plus propre à entraîner les multitudes qu'à diriger un grand État. Dans l'opposition, lorsqu'il était candidat à la présidence contre les républicains, il a soutenu quelques thèses risquées, comme celle du bi-métallisme. Lors de l'élection du successeur de M. Taft, les démocrates avaient choisi M. Wilson comme candidat, de préférence à M. Bryan, précisément parce que le tribun populaire inquiétait trop d'électeurs. Après l'élection, M. Wilson crut devoir donner, à la fois par reconnaissance et comme compensation, le principal poste dans son Cabinet à M. Bryan. Mais de l'avis général, dans le parti démocrate même, ce choix ne fut pas considéré comme le meilleur possible. Il parut déterminé plutôt par des convenances politiques que par des considérations de

compétence. Beaucoup d'Américains pensent qu'un secrétaire d'État autre que M. Bryan aurait pu, dès le début de la guerre européenne, prendre une attitude qui eût empêché l'Allemagne de se livrer à cette guerre sous-marine contre les non-combattants, qui est une des pires atrocités qu'on ait jamais vues. En effet, des paroles fermes, annonçant des actes et prononcées à temps, eussent rendu à la cause de la paix et à l'humanité un plus grand service que tous les discours et opuscules pacifistes des vingt dernières années. Si les pacifistes étaient logiques, ils tourneraient toutes les forces du monde contre les perturbateurs de la paix, au lieu de rêver à des réconciliations chimériques.

NOTE RESPONSIVE DES ÉTATS-UNIS A L'ALLEMAGNE SUR LA GUERRE SOUS-MARINE.

12 juin 1915.

M. Gerard, ambassadeur des États-Unis à Berlin, a remis hier à la Wilhelmstrasse la réplique du gouvernement américain à la note du gouvernement allemand en date du 28 mai. Celle-ci, comme on sait, était elle-même une réponse à la note du 15 mai par laquelle le Cabinet de Washington, confirmant une note antérieure en date du 12 février, protestait contre les procédés de guerre maritime allemands et affirmait sa volonté de faire respecter les droits des États-Unis et de leurs citoyens. Les demandes des États-Unis étaient de deux ordres : les unes visaient des réparations pour des dommages causés, les autres des garanties pour l'avenir. Dans la réplique

d'hier, signée de M. Robert Lansing, secrétaire d'État remplaçant par intérim M. Bryan démissionnaire, le gouvernement américain maintient les unes et les autres. Il rétorque les arguments et les allégations dont M. de Jagow s'était servi pour éluder des questions pressantes et gagner du temps. Mais il va plus loin cette fois : il demande que le gouvernement impérial « adopte les mesures nécessaires à la mise en pratique des principes » formulés par le Cabinet de Washington, et donne « des assurances que de telles mesures vont être prises ». C'est cette conclusion sans doute à laquelle M. Bryan n'a pas voulu s'associer. Elle fait prévoir une rupture alors que le tribun pacifiste devenu ministre ne voulait à aucun prix en admettre l'éventualité. Il persistait à préconiser l'arbitrage, comme si l'adoption de la procédure arbitrale ne devait pas permettre à l'Allemagne de poursuivre sur mer en toute liberté sa carrière de brigandages!

Les faits positifs dont les États-Unis avaient à se plaindre se référaient à la destruction des bateaux *Cushing*, *Gulflight*, *Falaba* et *Lusitania*. En ce qui touche les deux premiers, la note du 11 juin annonce le prochain envoi d'une note spéciale. Elle discute seulement le cas du *Falaba* et de la *Lusitania*. Un passager américain a trouvé la mort lors du torpillage du *Falaba*, bâtiment marchand qui ne pouvait opposer aucune résistance. M. Robert Lansing déclare inadmissible la prétention allemande de n'avoir aucun égard pour la vie de l'équipage et des passagers des navires marchands torpillés par des sous-marins. Quant à la *Lusitania*, M. Lansing oppose à l'affirmation de M. de Jagow que ce paquebot était armé et transportait des explosifs, les témoignages formels et précis de fonctionnaires officiels. En conséquence il invite le gouvernement allemand à produire des preuves

« évidentes et convaincantes que les fonctionnaires américains officiels n'ont pas rempli soigneusement leur devoir ». M. de Jagow sera bien embarrassé de déférer à cette invitation. Pour étayer ses allégations il n'a jusqu'à présent que le témoignage d'un détective privé au service de la Compagnie Hamburg-Amerika, qui aurait recueilli les dires d'un matelot. Mais MM. Wilson et Lansing ne s'attardent pas à ces questions de détail ; ils posent la question de principe et la résolvent sans hésitation. Elle peut se formuler ainsi : Même si un navire marchand est soupçonné de transporter des armes et des munitions de guerre, un belligérant a-t-il le droit de couler ce navire sans avertissement préalable et sans avoir pris les mesures nécessaires pour le sauvetage des passagers et de l'équipage ? Le gouvernement américain répond avec force : non.

Il répond non, quel que soit l'endroit où le navire ait été coulé. Il est, dit-il, « dans l'impossibilité d'admettre que la déclaration d'une zone de guerre navale puisse à un degré quelconque diminuer les droits des citoyens américains qui se trouvent de passage sur des bâtiments marchands appartenant à une nation belligérante ; il ne comprend même pas que le gouvernement allemand puisse mettre de tels droits en doute ». Il insiste sur ce point avec une vigueur qui ne laisse place à aucun doute : « Les vies des non-combattants, continue-t-il, ne peuvent légitimement être mises en danger par suite de la capture ou de la destruction d'un bâtiment neutre qui n'offre aucune résistance. » Ici éclate le conflit de principes entre l'Allemagne et les États-Unis. L'Allemagne subordonne tout, absolument tout, au succès de ses opérations militaires et à l'intimidation de l'ennemi. Les États-Unis, représentant en cette circonstance le monde civilisé,

placent « les droits sacrés de l'humanité » au-dessus de ces considérations. Ils ne se départissent pas de ce principe et sont résolus, en ce qui concerne les ressortissants américains, à les faire respecter. En conséquence ils réclament une réponse prompte et nette. Par esprit de conciliation, ils se montrent disposés à prêter leurs bons offices en vue d'une entente avec le gouvernement anglais sur les conditions de la guerre navale actuelle. Mais cette proposition ne modifie en rien la conclusion de la note, et celle-ci exige que, sans plus attendre, des mesures soient prises « pour la sauvegarde des vies et des biens américains ». M. Wilson a vu juste et l'on ne saurait trop le féliciter d'avoir passé outre aux scrupules de M. Bryan : il faut prendre tout d'abord les mesures qu'exige l'humanité, et l'on discutera ensuite, si l'on veut, les conditions d'une nouvelle réglementation de la guerre navale. Si l'Allemagne s'obstine à se mettre en dehors de l'humanité, elle en subira les conséquences.

LA SURENCHÈRE NATIONALISTE EN ROUMANIE.

14 juin 1915.

Nous ne savons où en sont les négociations du Cabinet de Bucarest avec les différents gouvernements européens. Mais on peut déjà remarquer un commencement de réaction contre l'étrange surenchère nationaliste que nous avons signalée dès le mois d'avril. Nous nous étions attiré alors de sèches observations de notre excellent confrère la *Roumanie*, qui mène pourtant une campagne interventionniste avec la plus grande vigueur sous la haute di-

rection de M. Take Jonesco. Depuis, à la lumière du travail qui se fait à Bucarest même, des événements qui se sont succédé et des révélations du Livre Vert, la *Roumanie* a dû reconnaître le bien-fondé de nos critiques, car elle en a repris plusieurs pour son propre compte. Sans entrer dans l'examen des divisions survenues dans le parti conservateur roumain et de la crise toute récente qui a mis aux prises MM. Marghiloman, Philipesco, Jean Lahovary et T. Majoresco, il est permis de dire que la majorité des chefs du parti conservateur désapprouve la politique neutraliste et les divers prétextes mis en avant pour justifier les atermoiements successifs du ministère Bratiano. Quant aux conservateurs démocrates, ils sont entièrement acquis à l'intervention depuis la mort du roi Charles. Il semble même que ce soit ce mouvement qui ait déterminé les libéraux à produire de nouvelles prétentions. Dans l'intérêt de leur parti, les libéraux interventionnistes ne veulent point avoir l'air de se laisser dépasser en patriotisme ; ils tiennent à être les pères de la « Grande Roumanie » et d'une Roumanie encore plus grande que celle que demandent les conservateurs. Nous avons connu cet état d'esprit en France.

Cette surenchère a plutôt desservi la cause roumaine. On a vu avec surprise un pays fondé sur le principe des nationalités invoquer des raisons stratégiques ou géographiques pour réclamer avec âpreté des régions habitées par un nombre infime de Roumains et n'ayant jamais fait partie des principautés de Moldavie et de Valachie. Personne ne s'étonnait que le Cabinet de Bucarest voulût englober parmi ses futurs sujets les douze ou quatorze cent mille non-Roumains vivant en Transylvanie soit en masses compactes, soit au milieu des autres habitants. On ne pouvait, en effet, songer à créer des îlots saxons

ou magyars indépendants ou rattachés on ne sait comment à la Hongrie. Mais cette circonstance semblait une raison de plus pour le gouvernement de Bucarest de ne pas vouloir annexer sur la périphérie des territoires habités par des populations en majorité non roumaines. L'équité le commandait. La prudence aussi le conseillait. En toute hypothèse le royaume de Roumanie sera géographiquement constitué de telle sorte qu'il devra se préoccuper d'entretenir des relations amicales avec la plupart de ses voisins. L'idée des amis de M. Carp de se poser carrément en adversaires de la Russie est une pure folie. La Russie et ses amis seraient toujours assez forts pour rendre la vie intolérable à une Roumanie hostile, notamment sur mer, où les carpistes désirent précisément voir leur pays bénéficier des plus grandes facilités.

Quant à la Serbie, elle est l'alliée naturelle de la Roumanie contre la puissance souveraine de la Transylvanie, de la Bukovine et de la Yougoslavie. Quoi que devienne la monarchie dualiste, il subsistera toujours, sous une forme ou une autre, une Magyarie et une Autriche qui ne pardonneront point aux deux royaumes danubiens qui les auront dépossédées. L'accord et l'amitié s'imposent donc entre Belgrade et Bucarest. Or comment l'un et l'autre pourraient-ils s'établir et se maintenir si le Cabinet Bratiano prétendait annexer des territoires situés en face de Belgrade et où l'on ne trouve pas 10 0/0 de Roumains? Si l'on superpose aux revendications fondées sur le principe des nationalités et celui de la cohésion de l'État celles que l'on tire des souvenirs historiques, des convenances géographiques et des nécessités stratégiques, on ne parle plus au nom de la justice et de l'équité ; on parle seulement au nom des convoitises et

de la force. Aux doctrines du monde civilisé on substitue celles de la Germanie.

Beaucoup de Roumains le sentent et en souffrent. Un député à la Chambre de Bucarest vient de l'écrire au *Journal de Genève* : « Il semble bien depuis quelques semaines, dit M. Take Anagnostiade, qu'il se forme autour des revendications roumaines une atmosphère de tacite réprobation parmi les nations de l'Entente et ses sincères amis. » M. Take Anagnostiade ajoute : « Exigeons toute la Bukovine. Pour le Banat serbe et la Bessarabie, les revendications roumaines sont justes ; mais celles des Serbes et des Russes le sont autant et, j'ose le dire, davantage. » Il termine ainsi :

Quant aux Détroits, pas une virgule ne sera changée de ce qui est conclu et la Roumanie n' « étouffera » pas plus dans l'avenir qu'elle n'a étouffé dans le passé, car c'est là un problème d'importance mondiale qui intéresse autant la Roumanie que l'Angleterre, la France et l'Italie.

La nation roumaine s'est montrée la digne sœur en latinité de la France et de l'Italie, par le désintéressement et la sincérité de son premier geste si unanime et si spontané ; elle a maintenant le souci de ses intérêts matériels et en cela elle ne fait que son devoir vis-à-vis de tous ceux qui se sacrifieront pour elle ; mais le patriotisme éclairé est celui qui sait réfréner les exigences d'une âme hardie et tempère l'amour du pays et de son rayonnement par une compréhension exacte des possibilités de réalisation d'abord, et par un esprit de justice et d'équité ensuite.

Si le gouvernement roumain s'inspire des mêmes considérations, l'accord avec la Triple-Entente sera promptement conclu. Les tentatives du prince de Wedel à Bucarest ne sauraient en aucun cas réussir. L'ambassadeur extraordinaire de Guillaume II ne peut rien offrir de sérieux. L'autonomie de la Transylvanie, dont fait grand état la presse allemande, est précisément la combinaison que les Roumains redoutent le plus.

VICTOIRE ÉLECTORALE DE M. VENIZÉLOS.

16 juin 1915.

La journée de dimanche marque la revanche de M. Venizélos. Les influences germaniques et matérielles combinées avaient réussi à faire échec à l'homme d'État qui a tiré la Grèce de l'ornière creusée par plusieurs générations de politiciens pour lui ouvrir une large voie vers l'accomplissement de ses destinées. Les neutralistes de toute catégorie devront maintenant baisser pavillon. Les élections d'avant-hier donnent à M. Venizélos une majorité absolue incontestée. Sur 316 sièges 193 au moins sont acquis à ses partisans ; 100 tout au plus sont obtenus par les candidats gouvernementaux ; les 23 autres seraient partagés entre les amis de MM. Théotokis, Rhallis et autres anciens hégètes. Il est vraisemblable qu'un assez grand nombre de ces 23 députés votera avec M. Venizélos. Mais, à supposer que la plupart se laissent gagner par le Cabinet Gounaris, si celui-ci ne se retire pas avant la réunion de la nouvelle Chambre, M. Venizélos disposera toujours d'une majorité de 70 voix, largement suffisante pour lui permettre de reprendre avec une nouvelle énergie l'exécution de son programme. Il sera d'autant plus fort que la vieille Grèce, celle d'avant les guerres balkaniques, a voté presque tout entière pour lui. Les circonscriptions où les candidats de M. Gounaris l'ont emporté sont presque exclusivement celles de la nouvelle Grèce, c'est-à-dire de la Macédoine annexée en 1913, où les éléments grecs sont beaucoup moins com-

pacts. Il n'est pas téméraire d'affirmer que les sujets bulgares du roi Constantin ont voté avec ensemble pour M. Gounaris. Dans l'Epire annexée, où ne se trouvent point de Bulgares, les venizélistes ont conquis 14 sièges sur 15. M. Venizélos reparaît donc sur la scène politique en représentant incontesté de l'Hellade.

On le dit décidé à profiter de sa victoire. Nous le croyons aisément. M. Venizélos n'est pas homme à patauger dans le marécage de l'indécision. S'il s'est retiré du pouvoir il y a trois mois, ce n'est point par peur ou par lassitude ; c'est afin de rester fidèle à son programme et d'acquérir les moyens de le réaliser malgré ses adversaires. Ces moyens, il les possède aujourd'hui. Le Cabinet Gounaris devra s'incliner devant le verdict populaire. Peut-être, en raison de la gravité de l'état de santé du roi, la crise ministérielle ne s'ouvrira-t-elle pas immédiatement. Mais elle est inévitable. Lors de son différend avec le souverain, M. Venizélos n'a pas cru devoir pousser les choses à bout. Il n'a pas voulu se poser en dictateur. Après les élections de dimanche la situation n'est plus la même. Ce n'est plus la personne de M. Venizélos qui est en cause, c'est toute sa politique, connue de tout le pays et approuvée avec éclat par lui. Des hommes atteints de la myopie particulière aux milieux parlementaires modernes avaient blâmé ou n'avaient pas compris la publication des mémoires adressés par le président du Conseil au roi Constantin avant leur brouille. Aucune manifestation pourtant n'était plus sage, ni plus opportune. Le premier ministre démissionnaire plaçait ainsi le pays en face du problème posé devant l'Hellade. Il le mettait à même de se prononcer en connaissance de cause. Il donnait par là une preuve de plus de sa supériorité sur les politiciens qui ne savent se

mouvoir que dans l'ombre et dont la tactique consiste à gouverner avec des clientèles en laissant le pays dans l'ignorance des questions dont la solution l'intéresse le plus. La prétendue discrétion gouvernementale était hors de saison. La Grèce avait le droit de savoir pourquoi se retirait le président du Conseil qui possédait sa confiance ; M. Venizélos le lui dit en toute franchise ; elle le comprit. Avant-hier on a vu que, en Grèce comme en d'autres pays, les masses populaires ont une volonté et des intentions différentes de celles des oligarchies habituées à monopoliser le pouvoir.

M. Venizélos ne tient point à triompher avec ostentation. Mettant des méthodes réalistes au succès d'un idéal raisonné, il se préoccupe avant tout de la réalisation de cet idéal. En conséquence il n'essayera pas d'abuser de sa victoire à l'égard du roi. Depuis sa retraite il a même eu la délicatesse de lui adresser plusieurs fois des témoignages de respectueuse attention. La maladie de Constantin Ier exige d'ailleurs qu'on lui épargne toute préoccupation. Mais la famille royale ne doit point s'y tromper et ne s'y trompe probablement pas. Il lui faudra s'incliner devant la volonté du pays incarnée en M. Venizélos ou s'exposer à des risques sérieux. La Grèce est un pays constitutionnel où la volonté d'un souverain ne saurait s'imposer contrairement à celle du pays clairement exprimée. En ce moment les courtisans doivent sentir le terrain manquer sous leurs pas. Ils y regarderont à deux fois avant de se mettre de nouveau en travers du chemin de l'homme d'hier qui s'annonce l'homme de demain. M. Venizélos a rénové la Grèce sans eux et malgré eux ; s'ils l'y obligent, il n'hésitera pas à marcher contre eux pour déblayer la voie où il ne veut plus être arrêté.

LES RUSES DU CABINET RADOSLAVOF. — LE TATARISME ET LA RUSSOPHOBIE.

19 juin 1915.

Il ne se passera vraisemblablement rien d'important en Orient avant que la situation politique soit éclaircie en Grèce. Le retour de M. Venizélos au pouvoir paraît bien assuré. M. Gounaris lui-même a déclaré qu'il ne se considérait plus que comme chargé de l'expédition des affaires courantes jusqu'au moment où le souverain serait physiquement capable de prendre les décisions commandées par la grande consultation populaire de dimanche dernier. Mais ce moment est encore indéterminé. L'état de santé de Constantin Ier, toujours très grave, continue de donner de vives inquiétudes. En outre, la Constitution n'ayant pas prévu le cas où le roi se trouve hors d'état de remplir personnellement son rôle et de constituer une régence, le ministère ne peut plus arrêter de mesures qui doivent régulièrement recevoir la sanction royale. Dans ces conditions, rien ne sera changé d'ici quelque temps à l'orientation de la politique extérieure de la Grèce. Il semblerait que la Bulgarie devrait en profiter pour conclure avec la Triple-Entente les accords qui règleraient les questions balkaniques conformément à ses vues. En effet les Alliés ne seront plus disposés à prendre les mêmes arrangements après que M. Venizélos, qui leur a toujours témoigné la plus grande confiance, aura repris fortement en main la direction des affaires de l'hellénisme. [*Malheureusement, rien*

ne permet de croire à une conversion du gouvernement bulgare actuel : il reste fermé à toutes les propositions raisonnables.]

Les chefs de l'opposition blâment avec véhémence cette attitude anti-nationale. Les journaux de MM. Guéchof, Malinof et Danef ont unanimement exprimé le désir que la Bulgarie suive l'exemple de l'Italie et entre en ligne du côté des États civilisés. [*Ils savent que les Alliés sont prêts à garantir à leur pays tout ce qu'il peut raisonnablement demander et qu'ils vont même en ce sens au delà de ce que conseilleraient certaines considérations dignes du plus haut intérêt.*] En conséquence les partis d'opposition pressent le Cabinet Radoslavof de quitter son attitude de sphynx. Ils devraient être d'autant plus écoutés qu'ils représentent en réalité le pays, puisque la majorité du Sobranié actuel est issue d'élections de violence à la suite de deux dissolutions et que, même ainsi, le gouvernement serait en minorité sans l'appoint des députés des circonscriptions annexées en 1913 où il a fait élire ses créatures. Néanmoins, maintenant comme auparavant, ces voix se perdent dans le désert. [*Le Cabinet Radoslavof écoute toutes les propositions sans y répondre autrement que par de vagues propos ou des contre-propositions extravagantes à dessein. Le tsar Ferdinand se montre encore plus réservé. Il aspire toujours à une revanche de* 1913, *à une revanche éclatante. Malgré tout il conserve donc le pouvoir à son ministère macédonien. Et celui-ci est inféodé à l'Autriche-Hongrie.*]

Contrairement à toutes les traditions nationales, on a vu s'exercer depuis l'an dernier d'étranges influences en Bulgarie. Les sentiments russophiles ont été combattus sous toutes les formes. On a créé un mouvement catholique par opposition à l'orthodoxie et un mouvement

tatar par opposition au slavisme. Quoi qu'en puissent penser certains missionnaires français, la propagande catholique en Bulgarie est de caractère nettement austro-allemand. C'est seulement un instrument dont se sert à l'occasion le pouvoir central afin de contrebalancer les influences russes et de jeter la discorde entre la Russie et ses alliés. Elle a toutes les faveurs du Cabinet de Vienne et de la maison de Habsbourg. Elle est d'ailleurs destinée à n'aboutir à rien ; mais le tsar Ferdinand sait en jouer avec une extrême habileté pour l'accomplissement de ses desseins personnels. Il en est de même de ce qu'on appelle le « tatarisme ». Un groupe de littérateurs s'est imaginé de démontrer au peuple bulgare que le sang jaune court seul dans ses veines, qu'il n'a rien de commun avec les Slaves et qu'il doit dissocier son sort de celui des peuples slaves. Un poète, M. Cyrille Christof, s'est fait l'apôtre de cette doctrine. Il a publié à la fin de septembre 1914 une pièce, *Le vieux soldat*, où la russophobie le dispute à la francophobie. On y lit par exemple ces vers :

Dormez tranquilles, ô grands enfants de la France d'antan !
Titans, ne vous levez pas de vos tombeaux !
Vos descendants ne sont qu'une sale foule de dégénérés !
L'homme d'honneur n'est à leurs yeux qu'un polichinelle.
Mais la Providence est là.
La haute Justice veille sur la terre.
Elle envoie à la France d'aujourd'hui des misères inouïes.
Nous bénissons le drapeau victorieux de tes ennemis !
Nobles chevaliers, frappez !
Vous êtes le fouet vengeur dans les mains de Dieu !

Voilà les idées que le parti austro-macédonien au pouvoir cherche à inculquer au peuple qui doit son indépendance au tsar libérateur. Elles sont entièrement contraires au sentiment national. Si la nation bulgare

était librement appelée à se prononcer, elle se prononcerait sans doute comme vient de le faire la Grèce.

LA SITUATION EN ALBANIE. — LE PLAN BULGARE CONTRE LA SERBIE. — PRÉCAUTIONS SERBES.

20 juin 1915.

Les précautions militaires prises en Albanie par la Serbie depuis le commencement de ce mois ont servi de prétexte ces derniers jours à la presse aux gages de la Germanie pour jeter la suspicion sur les intentions du gouvernement serbe. Pourtant celui-ci n'a fait que strictement son devoir. Avant d'engager de sérieuses opérations militaires sur le front austro-hongrois, il devait se prémunir contre une attaque sur son flanc gauche. L'Albanie, il est vrai, est réputée neutre. Mais actuellement l'Albanie n'est ni un État, ni une fraction d'État. C'est une région sans maître où règne l'anarchie. Ou plutôt c'est le théâtre d'opération des agents austro-turcs. Depuis la première guerre balkanique, ces agents n'ont cessé d'ourdir trames sur trames chez les Skipétars afin d'y créer les embarras les plus graves à la Serbie et à la Grèce. Ils n'interrompirent pas leur besogne pendant le court « règne » du prince de Wied. Bien au contraire, ils profitèrent de l'autorité que cette créature de l'Austro-Allemagne empruntait à la désignation de l'Europe pour étendre et fortifier l'influence de leurs chefs. Avec ou sans prince, le plan restait le même : il s'agissait de fermer à la Serbie le chemin de l'Adriatique, de couper ses voies de communications avec la Grèce et de préparer la jonc-

tion avec la Bulgarie. Après la fuite du prince de Wied le plan ne fut modifié que dans les détails : au lieu de combiner leur action avec une Albanie indépendante, les agents du Ballplatz et du comité Union et Progrès travaillèrent avec les chefs de clans à leur dévotion. Les uns avaient en vue la restauration de la suzeraineté du sultan ; les autres souhaitaient l'arrivée des Bulgares.

Cette dernière combinaison n'est pas aussi bizarre qu'elle peut le sembler au premier abord aux personnes insuffisamment informées des choses balkaniques. Les hommes dirigeants bulgares qui se rattachent au système austro-allemand ont toujours recherché l'accès à l'Adriatique. A peine s'en cachaient-ils après la première guerre balkanique. S'ils s'obstinaient à réclamer des frontières excluant toute contiguité entre la Serbie et la Grèce, c'était non seulement pour acquérir certaines régions chères aux Macédoniens de Sofia. C'était aussi pour bloquer la Serbie et se frayer le chemin vers l'Adriatique. La Bulgarie aurait ainsi possédé trois faces maritimes. Sur la face adriatique elle se fût trouvée toute proche des côtes autrichiennes. On devine les conséquences de ce voisinage. Même aujourd'hui cette ambition n'est pas abandonnée. La *Gazette de Cologne* du 13 juin publie à ce sujet un extrait intéressant d'un organe gouvernemental de Sofia, la *Kambana*. L'Allemagne et l'Autriche, dit en substance ce journal, auront toujours besoin, même après cette guerre, d'amis sûrs. « Aussi une grande Bulgarie alliée est-elle une nécessité balkanique et européenne, car la Bulgarie se trouve au centre sur le chemin des grandes voies historiques de la civilisation et du commerce de la mer du Nord au golfe Persique. » Mais la Serbie se trouve sur le passage. Cela n'embarrasse point la *Kambana* : « Mainte-

nant, dit-elle, il faut anéantir la Serbie et créer une Bulgarie s'étendant de la mer Noire à la Morava et aux montagnes albanaises, et du Danube à la Bistritza. La Bulgarie doit comprendre ce moment historique. » Ajoutons qu'un journal de propagande, l'*Indépendance albanaise*, se publie à Sofia. A la lueur de ces diverses informations, on voit mieux pourquoi les Bulgares restés fidèles à la cause du slavisme ne réussissent point à surmonter à Sofia certaines résistances.

En tout cas la Serbie ne pouvait s'exposer à être prise à revers par des troupes albanaises enrégimentées par des officiers autrichiens et turcs. Il lui faut déjà veiller avec une attention de tous les instants sur la ligne du Vardar, où des comitadjis (?) venus de Bulgarie entreprennent périodiquement des incursions. Cette situation est dangereuse au plus haut degré. La frontière serbo-albanaise a été découpée de telle sorte par la conférence de Londres qu'elle est indéfendable. Il importait donc de la rectifier en fait afin de prévenir une catastrophe. Contrairement aux assertions de la presse germanique, le gouvernement serbe n'a nullement l'intention de préjuger la solution de la question albanaise. Il se garde soigneusement de provoquer à cet égard les susceptibilités italiennes. Il n'a pas donné l'ordre d'occuper Durazzo ou tout autre point de la côte adriatique. Il s'est borné à faire occuper les positions stratégiques et les centres de l'intérieur qu'il était nécessaire de tenir afin d'empêcher les bandes albanaises stipendiées par l'Autriche et la Turquie de se répandre librement dans les vallées serbes au moment fixé par le Cabinet de Vienne. D'ailleurs, ces opérations ont été effectuées d'accord avec Essad Pacha, dans les fiefs duquel se trouvent plusieurs des localités occupées les plus importantes. Enfin, M. Ristitch, mi-

nistre de Serbie à Rome, a donné à la Consulta les explications et les assurances les plus satisfaisantes. La presse italienne en a pris acte avec empressement. Il est convenu, sans arrière-pensée, entre tous les Alliés, que la question albanaise reste européenne. Du reste, l'Italie ne conteste nullement à la Serbie l'accès à la côte albanaise. Seulement, d'accord avec la Triple-Entente, elle tient à ce que le sort de l'Albanie soit réglé en même temps que celui d'autres territoires litigieux. Cela va de soi. En dépit des excitations germaniques, l'harmonie ne sera troublée en rien entre les Alliés au sujet du pays des Skipétars.

LES CONSERVATEURS NEUTRALISTES EN ROUMANIE. — LA MISSION DU PRINCE DE WEDEL A BUCAREST. — LES NÉGOCIATIONS RUSSO-ROUMAINES.

21 juin 1915.

Plus le temps passe et plus s'accentue l'incompatibilité fondamentale entre les intérêts roumains et ceux de l'Autriche-Hongrie. Au premier abord, cette affirmation semble en contradiction avec les dernières informations de Bucarest. En effet, d'après celles-ci, l'assemblée générale du parti conservateur aurait maintenu M. Alexandre Marghiloman dans ses fonctions de chef de parti et voté un ordre du jour en faveur d'une politique tendant à donner satisfaction aux aspirations roumaines « sans effusion de sang ». C'est la politique du *parecchio* transportée en Roumanie. Mais, pour être conduite par M. A. Marghiloman au lieu de l'être par M. Giolitti,

elle n'en a pas plus de chances de réussir. Sans faire tort au premier de ces hommes d'État, il est permis de dire qu'il n'a ni l'autorité, ni le tempérament du second. Il représente seulement une fraction d'un des deux partis conservateurs, fraction rassemblant sous la bannière neutraliste une coalition d'intérêts spéciaux. On y remarque, à côté de courtisans du germanisme, de grands propriétaires qui réalisent des gains énormes sur la vente de leurs récoltes et qu'inquiètent les réformes agraires que l'annexion de la Transylvanie rendrait inévitables. Beaucoup de ces possesseurs de *latifundia* préféreraient voir annexer la Bessarabie où l'ancien régime rural moldave n'a pas complètement disparu, quoiqu'il ait été heureusement modifié par les lois agraires russes.

Mais ces groupements d'intérêts « conservateurs » dans le sens le plus étroit du mot ne constituent pas la Roumanie. C'est une oligarchie plus puissante en apparence qu'en réalité. Elle a pour programme un égoïsme qui est non pas « l'égoïsme sacré » de M. Salandra, mais celui d'une caste qui défend des intérêts particuliers à l'intérieur et s'appuie à l'extérieur sur les puissances de domination. Dans le même parti on rencontre bon nombre d'hommes considérables qui, tout en professant des idées conservatrices sur les méthodes de gouvernement en général, subordonnent les intérêts privés aux grands intérêts nationaux et sont prêts à courir les risques inséparables de toute grande entreprise. Ce sont ces hommes et leurs amis qui, lors de l'avant-dernière réunion du comité conservateur, avaient remis la présidence à M. Jean Lahovary dont les services, le talent et le caractère sont universellement appréciés. Nous ne connaissons pas les détails de la séance où M. A. Marghiloman a enlevé un vote de confiance à une assemblée con-

voquée par lui et composée on ne sait comment. En tout cas, cela ne peut modifier l'essence même des choses. Si le Cabinet Bratiano décidait d'intervenir, il trouverait certainement le concours immédiat et enthousiaste des conservateurs qui suivent M. Jean Lahovary et du grand parti conservateur démocrate dont M. Take Jonesco est le chef incontesté.

A en croire plusieurs dépêches arrivées à Paris ce matin, l'empereur François-Joseph refuserait absolument de faire à la Roumanie les concessions que le Cabinet Bratiano — ou tout autre à sa place — juge indispensables pour s'engager à maintenir la neutralité. La mission du prince de Wedel aurait donc échoué. Il n'en peut guère être autrement. L'Autriche-Hongrie ne peut pas plus satisfaire la Roumanie qu'elle ne pouvait contenter l'Italie. Sous peine de suicide, il lui est interdit de sacrifier les provinces convoitées. Mort pour mort, elle doit préférer celle sur le champ de bataille. L'empereur François-Joseph ne peut promettre à sa voisine du sud que la Bessarabie et la vallée du Timok, c'est-à-dire le bien de la Russie et de la Serbie. Il l'avait déjà fait à plusieurs reprises au cours de la crise européenne depuis 1908, et nous l'avons dit alors malgré tous les démentis. M. Take Jonesco l'a confirmé dans sa brochure d'un intérêt capital : *Les origines de la guerre* ; *déposition d'un témoin*. Mais, aujourd'hui comme alors, ces offres ne pouvaient être acceptées. Si la Roumanie s'abaissait jusqu'à renoncer à ses aspirations sur la Transylvanie pour incorporer des provinces russes et serbes qui n'ont aucune envie de devenir roumaines, elle deviendrait une simple vassale de l'Austro-Allemagne dont l'appui lui serait nécessaire pour les conserver. Nous ne savons si cette perspective plairait aux hommes qui ont la nostalgie des Cours ; elle

paraît à coup sûr intolérable à l'immense majorité des Roumains. Le prince de Wedel quittera Bucarest comme le prince de Bülow est parti de Rome.

Les conditions proposées à la Roumanie par la Russie sont aujourd'hui bien connues. Elles ont pour base les articles de l'arrangement conclu entre les deux pays après la mort du roi Charles. Nous les avons publiées le 25 janvier dernier (*Débats* du 26 janvier). Malheureusement, grâce à la censure, elles avaient paru en blanc. En somme, en retour de l'engagement de maintenir sa neutralité, la Roumanie obtenait le consentement de la Russie à l'annexion des territoires austro-hongrois habités en majorité par des Roumains qu'elle occuperait par les armes. Il n'était alors question que de neutralité. Toutefois, comme on stipulait l'occupation par les armes, le mot de neutralité ne figurait que pour la forme. Ce sont ces conditions qu'il s'agit de préciser aujourd'hui. Il semble impossible qu'on ne finisse point par tomber d'accord tôt ou tard. La Roumanie est irrésistiblement poussée dans le même sens que l'Italie. Dans son intérêt, le plus tôt serait le mieux.

DÉMISSION DU MINISTÈRE DATO. — FIASCO DE L'EMPRUNT ESPAGNOL. — LA GERMANOPHILIE DE LA DROITE ESPAGNOLE.

23 juin 1915.

Une crise ministérielle vient de s'ouvrir en Espagne. Le ministère conservateur Dato, qui avait succédé au ministère libéral Romanonès à la fin d'octobre 1913, a

remis sa démission au roi à la suite de l'échec total de l'emprunt de 750 millions mis en souscription avant-hier. On ne sait pas exactement pourquoi cet emprunt avait été lancé en ce moment. L'Espagne est et veut rester neutre dans la conflagration générale. Son commerce et son industrie bénéficient très largement de la neutralité. Elle n'est menacée par personne et l'on ne peut supposer qu'elle aspire à se lancer dans une grande entreprise extérieure. On pouvait croire que le gouvernement désirait profiter du cours exceptionnellement favorable de la peseta pour réaliser une grande opération financière. Mais, en pareil cas, un ministre des finances ne décide l'opération qu'après s'être assuré les concours indispensables. Or le capital souscrit avant-hier n'atteint même pas 100 millions. Ce fiasco révèle à tous les yeux que l'opération a été mal conçue ou mal conduite. En conséquence le comte de Bugallal a donné sa démission. Après délibération, les ministres ont décidé que le Cabinet tout entier devait se retirer. Aux dernières nouvelles, Alphonse XIII aurait maintenu sa confiance à M. Dato et l'aurait chargé de constituer un nouveau ministère.

Depuis longtemps, la situation politique est assez trouble de l'autre côté des Pyrénées. Les partis traditionnels n'ont point repris leur équilibre. Chez les conservateurs, depuis la scission bruyante de leur chef, M. Maura, l'union ne s'est point reformée. Les mauristes gardent toujours rancune à M. Dato d'avoir accepté le pouvoir. D'autre part, l'antagonisme entre la droite et la gauche s'est accentué sensiblement depuis la guerre, surtout depuis l'intervention italienne. La droite se montre de plus en plus germanophile. Le succès qu'elle a fait le 31 mai au discours sensationnel de l'orateur légi-

timiste Vasquez de Mella contre l'Angleterre a dévoilé des sentiments dont on soupçonnait à peine l'intensité. Il en est résulté dans l'aristocratie madrilène et dans le parti conservateur un malaise croissant. A n'en pas douter, une notable fraction de ce parti poussait M. Dato à donner un coup de barre à droite et à témoigner plus de sympathie aux puissances germaniques. Presque ouvertement hostile aux Alliés, elle semble entièrement acquise au mode de gouvernement dont Guillaume II est l'incarnation. Elle a été froissée par l'intervention italienne que déconseillaient tous les organes puisant leurs inspirations au Vatican. Par une singulière aberration elle mène campagne contre l'Angleterre sous prétexte que ce pays est protestant, et elle célèbre Guillaume II qui se proclame le vicaire sur la terre d'un « vieux Dieu » de nature essentiellement protestante. Cette confusion sert mal les intérêts espagnols. Elle n'est pas non plus sans danger du point de vue dynastique, car la campagne des agents austro-allemands dans la péninsule vise aussi la personne d'Alphonse XIII auquel Guillaume II ne pardonne pas son affection pour la France et la Grande-Bretagne.

Au commencement de juin, le ministre de l'intérieur avait espéré rétablir un peu d'ordre dans les esprits en priant les directeurs des principaux journaux de s'abstenir désormais de toute polémique sur la guerre. A plusieurs reprises il les avait convoqués à cet effet. Mais la *Epoca* et le *Diario universal* s'étaient seuls soumis à la consigne. Les directeurs des journaux de gauche avaient même décliné l'invitation de M. Sanchez Guerra. Dans ces conditions, on s'est demandé s'il ne convenait pas de convoquer les Cortès. M. Dato déclara qu'il s'y opposait absolument, et il fut soutenu en ce sens par *El Universo*

et l'*Imparcial*. Par contre, les journaux républicains réclamèrent avec insistance la réunion « des représentants de l'opinion publique ». Tel était l'état de choses au moment où fut lancé l'emprunt de 750 millions. Dans l'incertitude où nous sommes des mobiles qui engagèrent le comte de Bugallal à tenter cette opération, on ne peut apprécier l'influence de l'échec d'avant-hier sur la constitution du nouveau Cabinet. Toutefois, étant donné la situation générale, il est peu vraisemblable que le choix du souverain se porte sur les hommes qui ont applaudi si fort, il y a quelques semaines, M. Vasquez de Mella.

L'ANNIVERSAIRE DE SOLFÉRINO. — LA FÊTE DU TROCADÉRO. — LE DISCOURS DE M. TITTONI.

24 juin 1915.

Le 24 juin 1859 les armées française et italienne alliées battaient à Solférino l'armée autrichienne. Cette victoire obligea l'empereur François-Joseph à signer une paix qui cédait la Lombardie à Victor-Emmanuel II. Elle ne fut malheureusement pas décisive en ce sens que Napoléon III, menacé par une intervention allemande sur le Rhin, ne put exécuter complètement le programme « l'Italie libre des Alpes à l'Adriatique » dont ses alliés espéraient la réalisation. Il fallut une autre guerre, dont les résultats furent indirectement désastreux pour la France, pour que la Vénétie aussi fût libérée du joug autrichien. Toutefois, même après Sadowa, l'affranchissement de la péninsule n'était pas achevé. Le Trentin, une partie du Frioul, Trieste et les rives de l'Adriatique

habitées par des Italiens restaient sous la domination des Habsbourg. Dans l'Adriatique elle-même, l'Autriche-Hongrie conservait la même supériorité de puissance qu'auparavant, car elle continuait de posséder toutes les côtes où les flottes de guerre pouvaient trouver un abri. Sur tout le littoral occidental, il n'existait et l'Italie ne pouvait créer aucun port de guerre. La guerre de 1915 a précisément pour objet d'achever l'œuvre glorieusement commencée en 1859. C'est une grande joie pour la France de retrouver ses anciens compagnons d'armes et d'être de nouveau associée avec eux dans une grande entreprise de justice et de liberté.

La Ligue franco-italienne, qui s'est constituée il y a trente-trois ans, a tenu justement à célébrer cette année la bataille de Solférino avec un éclat particulier. Elle a organisé au Trocadéro une fête extrêmement brillante, au cours de laquelle M. Gustave Rivet, président de la Ligue, M. Paul Deschanel, président de la Chambre des députés, M. Stéphen Pichon, ancien ministre des affaires étrangères, M. le sénateur Rossi, maire de Turin, et M. Tittoni, ambassadeur d'Italie à Paris, ont prononcé des discours dont le retentissement sera grand. M. Paul Deschanel a rendu un hommage mérité à ceux des hommes d'État italiens qui n'ont jamais envisagé la Triple-Alliance que comme une garantie de paix et qui l'ont pratiquée en conséquence. Il a montré l'opposition irréductible entre le génie latin et l'esprit germanique. Il a mis en relief de façon saisissante l'attachement du peuple en Italie à son idéal traditionnel et le rôle de premier ordre qu'il a joué dans le récent renversement des alliances. M. Pichon a mis spécialement en lumière les raisons pour lesquelles l'accord d'aujourd'hui entre les deux nations sœurs doit devenir une

alliance permanente. M. le sénateur Rossi a évoqué en paroles enflammées « les journées inoubliables des temps héroïques ». Mais le discours de M. Tittoni présente, au point de vue politique et historique, un intérêt de premier ordre. On ne saurait le lire, tout entier, avec trop d'attention.

M. Tittoni a été ministre des affaires étrangères de 1903 à 1909. Il aurait pu le redevenir. Il jouit de la pleine confiance de son gouvernement et de son souverain. S'il ne dirige plus la politique extérieure de son pays, il en connaît tous les détails. Il parle donc avec la triple autorité inséparable de son rôle dans le passé, de sa fonction présente et de sa personne. En outre on ne peut douter — il l'a donné lui-même à entendre — que son discours ait reçu préalablement l'approbation de la Consulta. Ses déclarations de cet après-midi portent donc au plus haut degré le caractère officiel. Sur les circonstances de la rupture entre l'Autriche-Hongrie et l'Italie, l'éminent ambassadeur s'est contenté de reproduire, en en précisant quelques-unes, les explications si concluantes de M. Salandra et du Livre Vert. Il a notamment relevé que l'agression de l'Autriche-Hongrie contre la Serbie constituait « une telle offense à l'esprit et à la lettre de la Triple-Alliance qu'on pouvait bien dire qu'après cette agression il ne restait plus rien de l'alliance même. » L'ultimatum du 23 juillet, dit-il, fut présenté à Belgrade « avec une telle outrecuidance et un tel mépris de toute forme que j'ai dit au comte Szecsen, quand il quitta Paris, qu'il me semblait qu'il ne suffisait pas à l'Autriche-Hongrie d'avoir tort, mais qu'elle avait tenu à ce que son tort apparût aux yeux du monde entier comme le plus grave possible ». Voilà bien, en effet, le résultat final de toutes les manigances longuement méditées par

l'Austro-Allemagne pour se donner l'air de victime.

M. Tittoni a insisté aussi sur une idée qui est trop restée dans l'ombre jusqu'ici. Il a remarqué que l'Allemagne avait déclaré la guerre après avoir réglé une série de différends et de litiges avec les puissances sur lesquelles elle se jeta : arrangements avec la Russie sur la Perse, avec la France sur le Maroc, avec la France et l'Angleterre sur le chemin de fer de Bagdad et l'Asie Mineure. Lors de la conclusion de ces accords, on laissa trop croire au public qu'ils mettaient fin aux conflits et aux difficultés. Certains gouvernements, heureux d'avoir conclu, prirent trop pour des réalités de simples apparences. Il n'est que trop certain, par exemple, que la longue négociation sur le Bagdad et l'Asie Mineure avait pour principal objet d'amuser le tapis diplomatique et d'entretenir la confiance chez l'adversaire qu'on se préparait à frapper. Pendant ce temps, MM. de Bethmann-Hollweg, de Jagow et de Moltke combinaient avec les ministres ottomans la main-mise de l'Allemagne sur la Turquie. Nous songions à gaver d'emprunts les hommes qui installaient la mission militaire allemande à Constantinople !

M. Tittoni a rappelé opportunément les souvenirs de son entrevue d'Abbazia avec le comte Goluchowski et les déclarations de Racconigi. Il a confirmé que l'abandon du sandjak de Novi-Bazar par l'Autriche-Hongrie avait été la contre-partie de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine. Il a fait enfin, avec l'autorisation expresse de M. Sonnino, deux révélations sur les négociations de novembre 1912 et d'avril 1913 avec l'Autriche-Hongrie au sujet de la Serbie et du Montenegro. On y trouve de nouvelles preuves des convoitises et de la mauvaise foi du Cabinet de Vienne. En ce qui concerne l'affaire si

grave de Scutari au printemps de 1913, les déclarations de M. Tittoni concordent exactement avec ce que nous écrivions ici durant cette crise d'où faillit sortir la guerre. Jamais situation ne fut plus délicate et n'exigea plus de prudence. On se souvient qu'en dépit de l'excitation de la plus grande partie de la presse le gouvernement français se tira très habilement de cette difficulté.

M. Tittoni a terminé en déclarant que la seule solution, la solution fatale, inéluctable de la conflagration actuelle était la rédemption des nations opprimées, la paix fondée sur le principe des nationalités et celui de la justice internationale. Toute la France souscrit à ces nobles paroles.

LES ILLUSIONS FRANÇAISES SUR L'ÉPUISEMENT DE L'ALLEMAGNE ET SUR SON DÉSIR DE PAIX. — LA NÉCESSITÉ DE TRAVAILLER.

27 juin 1915.

L'opinion française est exposée à de nombreux risques d'erreur. Elle puise quotidiennement ses impressions à des sources d'informations où les inexactitudes et la fantaisie se distinguent mal de la vérité. Par exemple, le public a lu trop souvent depuis six mois que l'Allemagne allait être affamée, que les denrées de première nécessité y avaient atteint des prix inabordables, que la foule se répandait dans les rues en réclamant la paix, ou encore que tout allait craquer en Germanie faute d'argent. La presse française s'est jetée avidement sur les nouvelles de ce genre venues plus ou moins directement d'Allemagne,

et le public français les a trop prises au sérieux. L'Allemagne est un pays de discipline où tout est merveilleusement organisé en vue du rendement maximum des efforts communs. Ce sont les autorités gouvernementales elles-mêmes qui y ont attiré l'attention de la population civile sur les dangers de la famine. Elles ont ainsi voulu obliger les consommateurs à proportionner aussi exactement que possible leur consommation à leurs besoins. Les avertissements, les injonctions, les règlements sur l'utilisation de certains produits indiquaient moins une pénurie réelle que l'énergique résolution de tirer le meilleur parti possible des ressources existantes. Qu'il ait compris ou non, le public allemand s'est docilement conformé aux prescriptions administratives. Il attend aujourd'hui sans anxiété la récolte de 1915. Il a été sauvé de la faim beaucoup moins par la contrebande des objets d'alimentation que par la discipline qu'il a su accepter.

De même pour les finances. Contrairement à l'attente de beaucoup de spécialistes, l'Allemagne a supporté sans fléchissement apparent les charges financières d'une guerre qui engloutit les milliards par dizaines. Elle a dû pour cela, il est vrai, recourir à des « trucs » qui ont été souvent exposés. Elle accumule une dette formidable qu'elle sera dans l'impossibilité de payer. Elle marche à la banqueroute. Mais la catastrophe financière ne se produira qu'après la guerre. Jusque-là le Trésor allemand payera ses dépenses intérieures avec du papier que le public acceptera sans observation. Quant aux dépenses payables à l'étranger, il y fera face encore assez longtemps au moyen d'expédients où il est passé maître. Les Alliés ne doivent pas compter sur l'épuisement financier de l'Allemagne pour terminer la guerre.

De même aussi pour les munitions. On s'est trop féli-

cité chez nous de la pénurie en Germanie de certains métaux indispensables à la fabrication des munitions. A défaut de métaux, à supposer qu'ils en aient réellement manqué, les chimistes allemands ont trouvé de quoi entretenir la fabrication régulière des projectiles de toute espèce. Jamais les armées de Guillaume II n'ont prodigué les obus autant que dans ces derniers mois. En Galicie elles en ont tiré jusqu'à 700.000 en un seul jour sur un seul secteur du front. Ne nous berçons donc point de fallacieuses illusions. Notre public et notre administration n'ont déjà que trop de propension à s'en remettre à la Providence. Dans les conjonctures présentes nous devons plutôt obéir à une seule règle, à un seul sentiment : préparer activement la victoire en concentrant notre maximum de puissance, en coordonnant les efforts de tous les individus. Il ne faut escompter ni les défaillances de l'ennemi, ni les secours des tiers. Il faut agir comme si nous ne pouvions triompher de l'ennemi que par la supériorité de nos forces. Quant aux tiers, nous n'augmenterons pas notre force en sollicitant à tout instant leur appui ; nous leur donnerons seulement de leur propre importance une idée qu'ils exagèrent déjà. Notre alliance sera plus appréciée si elle est moins offerte.

Il est encore une autre légende, qui se répand avec une surprenante rapidité : l'Allemagne veut la paix, l'Allemagne implore la paix! A cette nouvelle le lecteur enorgueilli se redresse. Il discute et fixe ses conditions. Il partage l'ancien et le nouveau monde. Il consacre à ces spéculations diplomatiques des efforts cérébraux et une ingéniosité qui seraient mieux employés à l'organisation méthodique de nos ressources nationales de toute nature. En vérité nombre de personnes s'imaginent avoir déjà participé à la victoire en indiquant la façon dont on

doit l'exploiter. Chacun recommande impérieusement ses combinaisons. Il y a là une débauche nuisible à la santé publique. L'Allemagne ne songe point à demander la paix ; elle ne pense qu'à l'imposer. La paix qu'elle « accepterait » aujourd'hui serait celle qui lui permettrait de reprendre, à coup sûr cette fois, sa tentative d'hégémonie universelle. Nous donnerions un triste exemple au monde en prenant au sérieux les articles de quelques journaux sans autorité. *Laboremus.*

LE CLAVIER JOURNALISTIQUE DU GOUVERNEMENT ALLEMAND. — LA MANŒUVRE POUR BROUILLER LES ALLIÉS AVEC L'ANGLETERRE.

28 juin 1915.

Après avoir suspendu la pangermaniste *Deutsche Tageszeitung* pour la publication d'un article jugé trop raide sur les États-Unis, le gouvernement allemand vient de suspendre le *Vorwaerts* pour l'impression d'un article suspect de pacifisme. Il a déjà relevé de l'interdit l'organe du comte Reventlow qui en a profité pour reprendre aussitôt sa campagne en faveur de la politique des hobereaux. Il est vraisemblable que le moniteur du parti socialiste ne tardera pas à bénéficier de la même indulgence. MM. de Bethmann-Hollweg et de Jagow ne sont nullement contristés par ces polémiques. Comme toujours, ils se servent des journaux de toute couleur comme des touches d'un clavier qu'ils frappent dans l'ordre indiqué sur la partition du morceau qu'ils jouent devant le public. Ne doutons pas qu'ils entendent sans déplaisir le

dialogue, en apparence discordant, des ténors socialistes. Soyons encore plus persuadés qu'ils liraient avec une satisfaction particulière les articles des journaux français où l'on discuterait sérieusement les opinions de MM. Liebknecht, Bernstein, Quarck et autres compagnons sur la paix future. Le désir évident du gouvernement allemand est de faire parler de la paix par des gens qu'il peut désavouer et de jeter la discorde parmi les Alliés. A cet effet il emploie toutes les bonnes volontés, celles qui s'offrent et celles qu'on acquiert, en Allemagne et à l'étranger. Il convient de rattacher à ces manœuvres les manigances destinées à brouiller la France avec l'Angleterre et l'Italie avec le Vatican.

En somme il s'agit de faire croire, tout en affirmant officiellement le contraire, que l'Allemagne désire la paix. On espère ainsi que nous arriverons à la demander. On compte pour cela sur les conversations qui s'engageront à ce sujet avec les organes germaniques qui prennent pour la circonstance le ton pacifiste. En tout cas même si l'on échoue sous ce rapport, on se promet deux bons résultats de la manœuvre : l'énervement de l'ennemi et le refroidissement de ses rapports avec la Grande-Bretagne. Ces calculs risqueraient de devenir exacts si l'on n'y prenait garde. Chez nous, par exemple, trop de personnes ont cru pendant quelque temps qu'il était inutile de commander des articles de guerre qui ne pouvaient être livrables que dans trois ou quatre mois, ou de préparer des entreprises dont l'effet ne se produirait que dans un délai d'à peu près même durée. A quoi bon? disait-on, la guerre sera finie dans quatre mois. Les uns s'exprimaient ainsi parce qu'ils croyaient à une victoire décisive dans l'intervalle, les autres parce qu'ils pensaient que la paix serait conclue d'ici là. Dans les deux cas, avec

des intentions différentes, le raisonnement aboutissait au même résultat : le piétinement. Le gain était appréciable pour l'Allemagne. Dans un autre ordre d'idées, il ne serait pas moindre si l'on écoutait les critiques que certaines sirènes sifflent sur l'Angleterre.

La déclaration de guerre du gouvernement britannique à l'Allemagne après la violation de la neutralité belge surprit et indigna au plus haut degré la diplomatie et le peuple germaniques. Elle bouleversa les calculs des Cabinets de Vienne et de Berlin. Suivant une méthode que nous n'avons cessé de dénoncer ici depuis la crise de 1908, le projet longuement médité des successeurs de Bismarck consistait à écraser l'un après l'autre les ennemis de la Germanie, comme l'avait fait le chancelier de fer. Les procédés pour établir l'hégémonie universelle de la Germanie prussifiée devaient être les mêmes que ceux par quoi l'unité allemande avait été fondée. En dépit de l'alliance franco-russe et de l'Entente cordiale, les hommes de Berlin ne renoncèrent jamais à cette combinaison. Par tous les artifices, malheureusement aussi avec le concours conscient ou inconscient de quelques hommes politiques non allemands, ils s'efforcèrent de rompre le faisceau de la Triple-Entente. Tantôt ils portaient leur masse sur les liens franco-russes, tantôt sur les liens anglo-français. Plusieurs fois ils se crurent assurés du succès. Chaque fois une vigoureuse poussée de patriotes clairvoyants rejeta l'assaut de cette diplomatie tenace. Au commencement d'août 1914 les Anglais, d'abord déconcertés par les événements, trompés aussi par des déclarations mensongères de Vienne et de Berlin, se ressaisirent rapidement. Ils firent front énergiquement. Si le rendement militaire de leur effort n'a pas encore répondu aux suppositions d'une partie du

public, cela tient non à la volonté du Cabinet de Londres, mais à l'essence même des institutions britanniques.

Aujourd'hui que tout espoir de leurrer l'Angleterre est à jamais perdu, l'Allemagne revient à sa vieille tactique par des chemins détournés. Afin de battre séparément ses ennemis, elle s'ingénie à détacher la France et la Russie, ou tout au moins l'opinion publique de ces deux pays, de la « perfide Albion ». Pour le moment, elle se proclame le champion de la liberté des mers et fait insinuer par ses agents de tout acabit que, sans l'esprit de domination de l'Angleterre, les questions européennes pourraient se régler sans grandes difficultés. Tel est le langage des porte-paroles du souverain qui a dit que l'avenir de l'Allemagne était sur la mer. Se faire aider par les victimes de l'Allemagne à enlever à l'Angleterre la maîtrise de la mer pour permettre à l'Allemagne de s'emparer de celle-ci, tel est le fin du fin de la politique de Guillaume II. Malgré certains indices troublants nous voulons espérer qu'aucun Français n'osera s'associer, par la plume ou la parole, à cette machination.

LA COOPÉRATION MILITAIRE DE L'ITALIE AUX DARDANELLES. — L'UTILITÉ DE L'EXPÉDITION DES DARDANELLES.

29 juin 1915.

Les journaux italiens annoncent l'imminente rupture des relations entre l'Italie et la Turquie. Naby Bey, ambassadeur ottoman à Rome, aurait reçu ses passeports, et le marquis Garroni, ambassadeur de Victor-Emmanuel III à Constantinople, aurait été rappelé. En même

temps nos confrères de l'autre côté des Alpes publient une série d'informations sur le prochain envoi de troupes et de bateaux de guerre italiens aux Dardanelles. Le *Giornale d'Italia*, le fidèle organe de M. Sonnino, présente cette nouvelle coopération avec les Alliés sous la forme de l'installation d'une base navale dans les ports du sud du royaume à l'usage des troupes et des marines franco-anglaises. La base actuelle d'Alexandrie, en effet, est défectueuse sous certains rapports, surtout en cette saison où le climat d'Egypte soumet à de pénibles épreuves les hommes et les chevaux. Puisque l'Italie est maintenant affiliée à la Triple-Entente, il est bien naturel que les dispositions relatives au corps expéditionnaire des Dardanelles soient améliorées en conséquence. Le port de Tarente, par exemple, offre des facilités précieuses. De même l'utilisation des voies ferrées italiennes jusqu'aux extrémités de la Calabre et des Pouilles peut procurer de sérieux avantages pour les transports qui sont effectués aujourd'hui par Marseille. On ne doit donc pas s'étonner que le Conseil des ministres italiens tenu dans la nuit du 27 au 28 juin se soit occupé de la question et qu'il ait pris à ce sujet un certain nombre de résolutions. Il s'agit seulement de savoir quelles sont ces résolutions.

Des nouvelles officieuses de Rome parvenues ce matin démentent à la fois l'envoi de deux corps d'armée aux Dardanelles et le fait de la coopération militaire de l'Italie. Elles donnent à entendre qu'une coopération navale est également exclue. L'avenir nous apprendra ce qu'il faut penser de ces démentis. La coopération, militaire ou navale, de l'Italie à l'expédition des Dardanelles comporte la solution de plusieurs problèmes politiques et militaires qui ne se peuvent trancher en un jour. Ce qui

n'est pas encore officiellement vrai aujourd'hui peut le devenir demain. Toujours est-il que l'Italie ne manque point d'excellentes raisons pour rompre avec la Turquie et que son concours aux Dardanelles serait de nature à précipiter un dénouement attendu avec une légitime impatience chez les Alliés.

Depuis le commencement de la guerre européenne, les troupes d'occupation de la Libye se heurtent continuellement à des bandes de Senoussis armés par les soins de la Turquie et de l'Allemagne. A plusieurs reprises il s'est produit des collisions sanglantes. L'œuvre de pénétration pacifique à l'intérieur a été arrêtée. L'Allemagne et la Turquie ont combiné leurs efforts pour inquiéter l'Italie, pour détourner sa pensée et ses forces de la frontière autrichienne, pour la décourager de toute nouvelle entreprise. Tant que l'Italie restait dans la Triple-Alliance, elle devait subir en silence les mauvais procédés de la Turquie en Libye. Aujourd'hui qu'elle est passée dans l'autre camp, elle a le droit de considérer ces procédés comme de véritables actes d'hostilité. Elle peut donc légitimement déclarer la guerre à la Turquie et agir contre elle de concert avec les Alliés. Evidemment cela concorde avec ses intérêts. Une de ses raisons de se joindre aux Alliés a été d'empêcher que la liquidation de l'empire ottoman s'effectue sans sa participation. Pour que la participation diplomatique soit profitable, il va de soi qu'elle soit précédée d'une participation militaire. Nul n'en sera surpris. Par la force des choses, la rupture de la Triple-Alliance et la déclaration de guerre à l'Autriche-Hongrie entraînent l'Italie dans l'ensemble des opérations engagées par les Alliés en vue du triomphe final.

A ce propos, il convient de détruire une objection

relative à l'expédition des Dardanelles. Dans certains milieux on la juge comme une diversion, et parfois on la critique comme les diversions ordinaires qui nuiraient plutôt au succès de l'opération principale. Ce n'est point du tout le cas ici. Depuis que la guerre de tranchées a succédé sur notre front à la guerre de manœuvres et dès lors que la guerre doit fatalement durer de longs mois, il importe de s'assurer partout les éléments de succès. Or la fermeture des Détroits constitue pour la Russie un péril de première importance en la privant de ses voies de communication avec ses alliés. Avec le temps, ce péril a plutôt augmenté que diminué. On en voit les effets en Galicie. De plus la prise de possession des Détroits devait décider, bon gré mal gré, les États balkaniques hésitants ou récalcitrants à prendre le parti de la Triple-Entente. En outre, l'occupation de Constantinople ruinait définitivement toutes les tentatives austro-allemandes de jonction avec l'alliée turque. Elle empêchait aussi tout ravitaillement de l'Allemagne par la mer Noire, la Bulgarie et le Danube. Elle permettait de constituer à la frontière méridionale de la Hongrie un front d'attaque dont l'importance eût égalé celle des autres fronts. Enfin elle portait au prestige germanique un coup mortel et supprimait à sa source la campagne d'excitations des Jeunes Turcs dans le monde musulman contre les Alliés. Une expédition qui se propose de tels résultats n'est point une diversion. C'est une entreprise capitale. Rien ne doit être négligé pour en assurer le prompt succès.

LES NÉGOCIATIONS ORIENTALES. — L'ÉGOÏSME DES CHANCELLERIES NEUTRES. — LA VANITÉ DE LA SURENCHÈRE DES CONCESSIONS. — LA CHIMÈRE DE LA CONFÉDÉRATION BALKANIQUE.

2 juillet 1915.

On connaît peu de choses des négociations orientales. Les informations quotidiennes publiées à ce sujet sont sujettes à caution et, d'ailleurs, contradictoires. On sait seulement que la Quadruple-Entente et l'Austro-Allemagne, chacune de leur côté, ont fait de nouvelles démarches diplomatiques, au cours du mois de juin, dans les Balkans. La récente visite de MM. de Bethmann-Hollweg et de Jagow à Vienne se rattache évidemment à des combinaisons balkaniques. En somme, les éléments du problème restent les mêmes et la solution demeure en suspens. Les gouvernements des États neutres qui comptent sur cette guerre pour réaliser la totalité de leurs ambitions nationales ne sont ni moins ambitieux, ni moins prudents qu'auparavant. Ils prétendent toujours obtenir le maximum de bénéfices avec un minimum d'efforts et de risques. Comme la situation militaire ne s'est pas sensiblement éclaircie depuis l'hiver, ils continuent d'être en proie aux mêmes perplexités. Seulement plus le temps s'écoule, mieux on reconnaît les véritables mobiles de leur politique. Il n'est plus question du triomphe de la civilisation, ni des grands intérêts de l'humanité, ni de la justice internationale : tout est rigoureusement subordonné à des intérêts égoïstes et

concrets. On laisse froidement piétiner et martyriser les « frères » qu'on déclarait vouloir délivrer à tout prix. Sans regarder les bras qui se tendent, sans entendre les voix amies qui appellent, on mesure au centimètre les territoires offerts ou réclamés, on recense le nombre des habitants qui les peuplent, on pèse les garanties. L'affranchissement des opprimés n'est plus qu'un prétexte. On ne se fait aucun scrupule d'englober dans les provinces convoitées des districts où les « frères » se trouvent en nombre infime. Au principe des nationalités les neutres ont substitué les nécessités stratégiques et les convenances géographiques.

Dans ces conditions, on ne peut pas attendre grand'chose des négociations, ni dans un sens ni dans un autre. Le sentiment qui empêche de conclure avec les uns empêche aussi de conclure avec les autres. On ne voit plus de raison pour que les hommes dirigeants qui ont hésité jusqu'ici cessent d'hésiter. Comme ils ont laissé passer les occasions où la situation militaire leur permettait d'intervenir avec les plus grandes chances de succès, on en est réduit à conclure qu'ils ne se prononceront qu'au moment de partager les dépouilles des vaincus avec les vainqueurs. Peut-être alors éprouveront-ils des surprises. Mais c'est surtout affaire à eux. Quant à nous, la morale de toutes ces négociations doit être qu'il convient de renoncer à une surenchère inutile et dangereuse pour consacrer tous nos efforts à la préparation du triomphe militaire ; après celui-ci les succès diplomatiques viendront tout seuls.

Que les Austro-Allemands proposent ceci ou cela à la Roumanie et à la Bulgarie, peu importe. On sait très bien dans ces deux jeunes royaumes que les engagements des deux empires du centre n'auront aucune valeur s'ils sont

vaincus et que, s'ils sont vainqueurs, on sera à leur discrétion. Ne ressentons donc aucune appréhension en lisant que l'Austro-Allemagne offre à Bucárest la Bukovine, le comitat de Kronstadt — district essentiellement allemand du sud de la Hongrie — ,une partie du Banat de Témesvar et l'autonomie de la Transylvanie. En premier lieu, cela est faux. Ensuite, ce serait vrai que l'offre ne pourrait être acceptée à Bucarest que dans la conviction absolue que les Alliés seraient écrasés. Réfléchissons seulement que ces prétendues propositions ne représentent pas le quart de ce que les Alliés sont disposés à reconnaître sans hésitation à la Roumanie. A Sofia les dispositions ne se sont pas modifiées. Elles ne se modifieront pas sensiblement tant que les Alliés ne seront pas maîtres des Détroits. Plus on sollicitera le concours bulgare contre la Turquie, plus nous nous éloignerons du but. La perspective de la prochaine possession des Détroits entre les mains des Alliés pourra seule décider le tsar Ferdinand et ses ministres. Si nous donnions aux Bulgares l'idée que nous ne pouvons aboutir sans eux, nous renforcerions seulement chez eux les tendances à se tourner de l'autre côté.

Ne donnons pas non plus dans le piège du rétablissement de la Confédération ou de l'Union balkanique. On ne peut rétablir ce qui n'a pas existé. En 1912, il n'y a eu ni Confédération, ni Union balkanique ; il s'est constitué seulement une Ligue, toute provisoire, contre le Turc, et encore n'existait-il de pacte écrit qu'entre la Serbie et la Bulgarie. Les événements prévus par le pacte étaient à peine engagés que ses clauses essentielles étaient déjà déchirées. On sait ce qui a suivi. C'est une aberration inconcevable de rechercher dans une union dont ne veut aucune des parties la solution des différends qui

divisent celles-ci. C'est une folie analogue à celle des gens qui, avant la guerre, préconisaient la Fédération des États-Unis d'Europe au lieu de se préparer à défendre leur pays contre l'invasion des nouveaux barbares.

OCCUPATION DE L'ALBANIE DU NORD PAR LES MONTÉNÉGRINS. — LA QUESTION DE SCUTARI.

3 juillet 1915.

Suivant l'exemple des Serbes, les Monténégrins ont occupé les parties de l'Albanie voisines de leurs frontières dont la possession présentait pour eux une importance spéciale au point de vue de la défense nationale et de la conduite des opérations militaires. Après avoir pris Saint-Jean de Médua, Alessio et plusieurs villages malissores, ils sont entrés à Scutari le 27 juin. Ils n'ont rencontré aucune résistance. Le prince mirdite Bib Doda était d'accord avec eux. A la nouvelle de l'arrivée des troupes du roi Nicolas, toutes les notabilités de la ville, sauf le consul d'Autriche-Hongrie qui avait amené son pavillon, se portèrent au-devant d'elles sur la route. La journée était radieuse. L'entrée eut un caractère vraiment triomphal. L'état-major monténégrin prit aussitôt possession du konak et proclama que la ville se trouvait désormais sous l'autorité du roi Nicolas. La forteresse fut occupée par un détachement de troupes et des salves de coups de canon annoncèrent au loin l'évènement. Quelle différence avec cette tragique journée du 23 avril 1913 où les Monténégrins, après un long siège et de cruelles pertes, entraient à Scutari grâce à la défection

d'Essad Pacha et se trouvaient tout de suite sommés par les grandes puissances d'évacuer leur conquête!

A cette époque critique l'Austro-Allemagne, déjà décidée aux solutions belliqueuses des grandes questions en suspens, exigea le départ des Monténégrins. La conférence de Londres s'inclina devant ce désir impérieux parce qu'un refus de sa part eût provoqué un conflit où les puissances germaniques auraient eu les meilleurs atouts dans leur jeu. En effet l'Angleterre ne voulait pas entendre parler de guerre au sujet de Scutari et n'aurait certainement pas soutenu la Double-Alliance. D'autre part, l'Italie appuyait toutes les démarches des Cabinets de Vienne et de Berlin relatives à l'évacuation. En même temps, il est vrai, elle envisageait l'occupation de Vallona et la rupture avec l'Autriche-Hongrie pour le cas où celle-ci marcherait sur Scutari. Mais, pour être irréductiblement hostile à l'intervention militaire de son alliée de Vienne dans le pays des Skipétars, elle n'en était pas moins opposée à l'installation des Monténégrins à Scutari. La mort dans l'âme, sur l'invitation pressante du tsar, le roi Nicolas abandonna donc sa conquête. Il la ressaisit aujourd'hui dans des circonstances où il peut espérer la conserver.

Dès lors que la guerre européenne sévit dans toute sa fureur et que le Montenegro est officiellement en guerre avec l'Autriche-Hongrie, il n'a plus à tenir compte du veto germanique. Il a pu croire qu'il en était de même, pour des raisons contraires, du veto italien. Maintenant l'Italie fait partie de la Quadruple-Entente. Quoique les conditions de son adhésion n'aient pas été publiées, il y a tout lieu de penser que l'Albanie, celle du nord comme celle du sud, à l'exception de la région de Vallona, ne rentre point parmi les territoires dont Victor-Emma-

nuel III s'est assuré l'annexion en cas de victoire. Néanmoins la presse italienne accueille avec une certaine acrimonie l'initiative du père de la reine Hélène. Elle observe que l'occupation de Scutari par le Montenegro, comme celle d'Elbassan et de Tirana par la Serbie, ne peut pas préjuger le sort définitif de ce pays, qui dépend des résultats généraux de la guerre européenne et du règlement de l'ensemble des questions balkaniques. Le *Giornale d'Italia* relève en outre que l'action du roi Nicolas est en contradiction avec les assurances données à plusieurs reprises à la Consulta par le Cabinet de Cettigné. La première observation semble exacte. Nous ne sommes pas à même d'apprécier le bien-fondé de la seconde. Mais il en est une troisième qui nous paraît injustifiée : c'est celle qui invoque le protocole de Londres du printemps de 1912. Ce protocole, signé avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, est aujourd'hui lettre morte par le fait même de la guerre. Ce n'est plus lui qui régit, en ce qui touche l'Albanie, les rapports entre la Triple-Entente et l'Italie sortie de la Triple-Alliance : c'est le nouveau pacte [*signé à la fin d'avril dernier*].

En fait l'occupation de Scutari ne semble devoir soulever aucune difficulté sérieuse. Elle ne constitue nullement une annexion. C'est une précaution militaire et politique rendue nécessaire par les circonstances exceptionnelles où se trouve l'Europe, notamment par les intrigues de l'Autriche-Hongrie. Le roi Nicolas ne pouvait plus permettre que la région de Scutari restât infectée d'agents austro-hongrois acharnés à soulever la population contre les Monténégrins et les Serbes. Il a fait une opération de police indispensable dont l'heureux résultat doit concourir au succès des opérations générales des Alliés. Il est entendu que la question d'annexion de-

meure réservée. D'accord sur ce point essentiel, les gouvernements alliés ne perdront point un temps précieux à discuter sur les détails de l'occupation. Ils ne doivent songer qu'à rapprocher, par l'intensité de leurs efforts combinés, le moment où ils pourront procéder librement à la grande liquidation balkanique.

LES NÉGOCIATIONS DE L'ENTENTE AVEC LA BULGARIE. — M. GHÉNADIEF ET LES QUATRE ASLACES BULGARES (1).

4 juillet 1915.

[*Voilà près d'un mois que la Triple-Entente, à laquelle l'Italie s'est jointe cette fois, a présenté au Cabinet de Sofia de nouvelles propositions dans l'espoir d'obtenir son intervention. Nos lecteurs ne seront point surpris en apprenant que ces propositions étaient extraordinairement favorables à la Bulgarie, et que celle-ci ne les a pas acceptées. Depuis le commencement de la guerre, il est dans la tradition de la Triple-Entente de solliciter le secours bulgare et d'être régulièrement accueilli par des fins de non-recevoir. Le gouvernement bulgare ne veut ni marcher avec nous, ni avoir l'air d'être contre nous. Il y a tout lieu de croire qu'il était engagé ailleurs. Mais cette considération ne suffirait peut-être pas à le retenir dans ses liens anciens. Il laisse venir les événements avec la résolution de saisir une occasion favorable de prendre une revanche éclatante de la catastrophe de* 1913. *Le peuple n'éprouve pas tout à fait les mêmes sentiments. Il est fatigué par les deux guerres de* 1912-1913,

(1) Article entièrement supprimé par la censure.

méfiant envers ses ministres, et décidé à ne se remettre en branle qu'à bon escient. Toutefois il préférerait de beaucoup marcher avec la Russie et ne pas séparer sa cause de celle des Slaves. Ce sont ces sentiments qui ont empêché le Cabinet de Sofia, les premiers jours d'août 1914, *de mobiliser en vue d'une coopération prévue avec l'Autriche. La Triple-Entente, malheureusement, n'en a pas assez connu la force. Elle s'est épuisée en négociations avec un gouvernement stambouloviste dominé par les Macédoniens, et chacun sait que les Macédoniens sont entièrement acquis à la Germanie.*

M. Ghénadief, dont on a récemment annoncé la conversion vers la Quadruple-Entente, nous donne un exemple caractéristique de l'état d'esprit stambouloviste. Par l'intermédiaire du Mattino *de Naples il fait connaître les conditions bulgares. Voyons ce que pense ce converti qui déclare brûler du désir de tomber dans le giron des Alliés. En bon marchand, il commence par vanter la qualité de sa marchandise* : « *Les Alliés, dit-il, ont finalement compris la situation ; ils s'adressent maintenant à nous. Les Bulgares peuvent leur apporter une aide efficace pour la prise de Constantinople, parce que, stratégiquement et géographiquement, ils se trouvent dans une position privilégiée. La prise de Constantinople serait un grand coup moral qui déplacerait la puissance de l'Allemagne. La prise de la capitale turque abrégerait la guerre de plusieurs mois, épargnerait aux Alliés cent mille soldats et quarante milliards. La chute de Constantinople ne constituerait pas la fin de l'Allemagne, mais donnerait le moyen d'organiser rapidement la victoire finale.* » *M. Ghénadief raisonne ensuite comme si la Bulgarie seule pouvait triompher de la résistance turque et il fixe le prix du service à rendre* :

Nous voulons être payés. Nous voulons que la Macédoine redevienne bulgare, car elle est habitée par nos fils. La France avait à reprendre l'Alsace-Lorraine, l'Italie Trieste. Nous avons, nous, quatre Alsaces à reprendre : la Thrace turque, la Macédoine serbe, la Macédoine grecque et la Dobroudja. La Grèce s'agrandira en Asie-Mineure et dans l'Albanie du sud, la Roumanie en Bukovine et au Banat ; la Serbie va doubler et peut-être tripler son territoire par l'annexion de l'Albanie centrale et de la Bosnie-Herzégovine.

Et alors nous devrions, nous Bulgares, qui ne pouvons pas reprendre Andrinople, nous laisser étrangler ! Nous voulons occuper immédiatement la partie de la Macédoine occupée par la Grèce et par la Serbie. La Serbie, destinée à devenir souveraine de la Bosnie-Herzégovine, de la Croatie, d'une partie de la Dalmatie et de l'Albanie, refuserait de nous rendre la Macédoine bulgare ? Les Alliés ont enfin compris que nous mobiliserons dès que sera résolue la question macédonienne. La Quadruple-Entente nous a fait des propositions inacceptables, qui ne peuvent être que les bases sur quoi on peut espérer l'accord. J'estime que j'ai raison de croire au succès final de la Quadruple-Entente. L'Allemagne aura encore ici et là des succès. Mais la chute de Constantinople serait pour les Austro-Allemands le commencement de la fin.

Si M. Ghénadief ne s'était pas converti, que pourrait-il dire de plus désobligeant pour les Alliés et leurs amis ? Il ne tient pas un autre langage que les stamboulovistes et les Macédoniens les plus enragés. Il découvre quatre Alsaces à la Bulgarie dont l'indépendance officielle remonte à 1908 *et celle de fait à* 1878. *Espère-t-il nous émouvoir avec une comparaison qui n'est exacte, et en partie seulement, que pour la Dobroudja ? Quels traits communs ont avec l'Alsace la Macédoine serbe, la Macédoine grecque et la Thrace turque ? Les deux premières n'ont jamais appartenu à l'État bulgare. Elles ne faisaient point partie des provinces dites bulgares sous la domination ottomane. Leurs populations ne manifestent nullement le désir de devenir sujettes de la Bulgarie. Malgré une agitation permanente de comitadjis soudoyés par les Macédoniens de Sofia, elles acceptent de très bonne grâce l'administration serbe et grecque. Depuis dix mois les recrues de la Macédoine serbe se battent avec une absolue loyauté dans l'armée du roi Pierre. Les journaux de*

Sofia fabriqués pour la propagande sont seuls à nier ces faits, pourtant faciles à contrôler. Quant à la Thrace turque, où les flots de sang répandus en 1912 *et* 1913 *n'ont pas encore séché, la comparer à l'Alsace est une de ces aberrations qui dépassent tout ce qu'on connaissait en ce genre. Elle a bien appartenu quelques mois par droit de conquête à la Bulgarie, mais celle-ci l'a abandonnée pour se jeter à l'improviste avec toutes ses forces contre ses alliés serbes.*

Laissons donc l'Alsace introduite maladroitement dans le plaidoyer pour jeter de la poudre aux yeux français. La Quadruple-Entente est disposée à payer à la Bulgarie un gros, un très gros prix pour un concours dont l'étendue est encore obscure. Elle est allée en ce sens plutôt au delà de ce qu'elle pouvait se permettre. Si le gouvernement bulgare était animé des sentiments que M. Ghénadief lui prête, il accepterait sans hésiter, car les acquisitions seraient immenses. Mais M. Ghénadief nous montre lui-même la pierre d'achoppement de toute négociation avec Sofia. « Nous voulons, déclare-t-il, occuper immédiatement *la partie de la Macédoine occupée par la Grèce et la Serbie. » C'est-à-dire qu'il veut être payé d'avance et employer à l'occupation de territoires appartenant à des alliés ou amis de la France des troupes qui, dans l'esprit de l'accord projeté, devraient être exclusivement utilisées contre les Turcs. Nous ne savons si M. Ghénadief, converti à la politique de la Quadruple-Entente, est sincère dans ses protestations d'amitié. Mais il y a tout lieu de croire que ses opinions sur les conditions de l'intervention concordent avec celles de la diplomatie officielle bulgare. Nous avons aussi la certitude que la prise en considération de ces conditions par la Quadruple-Entente conduirait non pas à un accord avec la Bulgarie, mais à une nouvelle guerre serbo-bulgare. Comme Guillaume II et*

François-Joseph se frotteraient les mains! La France a besoin d'être prévenue.]

LE « JOURNAL DES DÉBATS », LA CENSURE ET LA BULGARIE.

5 juillet 1915.

[*Tous les journaux de Paris ont pu reproduire hier les déclarations faites par M. Ghénadief au* Mattino *de Naples. Seul le* Journal des Débats *en a été empêché par la censure, qui a supprimé à la fois le texte des déclarations et les appréciations qu'elles nous avaient inspirées. Cette faveur à rebours a de quoi surprendre. Nos confrères s'étaient, il est vrai, abstenus de critiques. Mais les nôtres étaient de celles que tout homme de bon sens pourrait s'approprier. M. Ghénadief avait affirmé que la Bulgarie avait « quatre Alsaces » à reprendre : la Thrace turque, la Macédoine grecque, la Macédoine serbe et la Dobroudja. Il avait ajouté : « Nous voulons* occuper immédiatement *la partie de la Macédoine occupée par la Grèce et la Serbie .» Il nous avait paru convenable de relever ces affirmations qui sonnaient comme une déclaration de guerre à deux États balkaniques, dont l'un est notre allié. Nous ne pouvons pas supposer que la suppression de nos observations signifie que le gouvernement approuve la thèse de M. Ghénadief. Alors on se demande pourquoi la censure a laissé passer les singuliers propos de l'ancien ministre bulgare tout en interdisant de les critiquer. On ne parvient pas à comprendre en quoi cette méthode sert les intérêts de notre diplomatie.*]

---

(1) Article entièrement supprimé par la censure.

L'APPLICATION DES RÉFORMES EN POLOGNE. — LA PARTICIPATION DES POLONAIS DE RUSSIE A LA GUERRE.

7 juillet 1915.

Le tsar Nicolas vient de prendre une décision très opportune. Sur son ordre, des conférences se tiennent régulièrement, sous la présidence de M. Goremykine, président du Conseil, entre de hauts fonctionnaires russes et d'influentes personnalités polonaises. Elles ont pour objet l'application des déclarations contenues dans la fameuse proclamation lancée le 14 août 1914 par le généralissime grand-duc Nicolas au nom de l'empereur. Ce manifeste avait été accueilli avec enthousiasme en Pologne et avec une sympathie marquée en France et en Angleterre. Au moment où commençait une guerre qui devait aboutir à l'affranchissement de l'Europe du joug germanique et à la consécration de l'indépendance des petits États, on se réjouit chez les Alliés et leurs amis d'entendre le grand-duc Nicolas annoncer la reconstitution d'une Pologne une, appelée à jouir d'une large autonomie. Ce fut une raison de plus pour tous les amis des libertés des peuples de souhaiter le triomphe des Alliés. Mais, depuis le mois d'août dernier, on n'avait plus entendu parler du manifeste. Les Polonais s'inquiétaient. Surtout après l'occupation de toute la Galicie par les armées russes, ils auraient désiré qu'on passât à l'exécution d'une partie au moins des promesses impériales. Ne voyant rien venir, ils se posaient des questions troublantes.

L'histoire du projet de réformes polonaises élaboré en 1910 par Stolypine n'était pas de nature à les rassurer. Malgré l'appui du gouvernement, après de longues discussions et des renvois successifs d'une Chambre à l'autre et des Chambres au gouvernement, ce projet avait été rejeté le 25 mai 1914 par le Conseil de l'empire. Les bonnes intentions du tsar s'étaient heurtées aux préjugés et à l'intransigeance des nationalistes incorrigibles, pour qui la question polonaise n'existe pas. Les Polonais se demandaient si, après la guerre, les nationalistes exaltés par la victoire n'empêcheraient pas encore une fois le tsar de donner suite à ses projets de libération et ne voudraient pas saisir l'occasion de russifier une bonne fois tout l'empire. Les Polonais de Russie pourtant méritaient mieux que l'oubli. Dès les premiers jours de la guerre, malgré les appels perfides des agents autrichiens, leurs représentants qualifiés s'étaient franchement solidarisés avec le gouvernement du tsar. M. Jaronski dit à la Douma : « Quoique divisés territorialement, les Polonais ne doivent faire qu'un avec les autres nations slaves... Que le sang versé et les horreurs de cette guerre entre les frères de la même nation aboutissent à la réunion des trois tronçons de la Pologne. » Au Conseil de l'empire, M. Meyschtowicz exprima très haut « l'espoir que le sang polonais coulera pour une cause juste et pour apaiser définitivement la haine séculaire entre la Russie et la Pologne ». Le 12 août tous les journaux polonais de Varsovie publièrent une déclaration invitant tous les Polonais à remplir loyalement leurs devoirs de sujets russes. Le 16 août les représentants des quatre principaux partis politiques polonais — conservateur, national, démocrate, progressiste et celui de l'Union et Progrès — se réunirent pour délibérer sur la situation.

Le 18 ils lancèrent la déclaration suivante : « Les représentants des partis politiques soussignés accueillent la proclamation de S. A. I. le commandant en chef des armées russes adressée aux Polonais comme un acte d'une importance historique de premier ordre et croient inébranlablement que, une fois la guerre finie, les promesses contenues dans la proclamation se réaliseront effectivement, et que le rêve de nos pères et de nos aïeux prendra corps ; que la Pologne, démembrée pendant un siècle et demi, se reconstituera et que disparaîtront les frontières qui divisent la nation polonaise. Le sang de ses fils, répandu dans la lutte commune contre l'Allemagne, sera en même temps une offrande sur l'autel de la résurrection de la patrie. »

Ces événements des premiers jours de la guerre sont très clairement exposés dans un article de M. Th. Grostern-Gviazdowski paru dans le dernier numéro des *Annales des Sciences politiques*.

M. Grostern-Gviazdowski énumère de la façon suivante les motifs politiques qui décidèrent les milieux dirigeants de ce que les Polonais appellent le Royaume à prendre parti pour la Russie.

1° L'heure a sonné pour nous, ont-ils dit; de rapprocher les membres épars de notre patrie afin de reconstituer l'ancienne unité morale et politique de la Pologne ; 2° la faiblesse de l'Autriche, puissance hétérogène, fondée sur des bases contraires aux principes des nationalités, ainsi que sa vassalité de plus en plus complète vis-à-vis de la Prusse, ne nous permettent pas de considérer la monarchie des Habsbourg comme protectrice de nos intérêts, quoique seule parmi les trois dominateurs elle ait reconnu nos droits nationaux légitimes ; 3° dans cette guerre, qui donnera naissance à une nouvelle Europe, il n'est pas permis d'envisager uniquement le bien-être d'une seule partie de la Pologne ; il faut prendre en considération le bonheur de la nation polonaise entière ; or notre premier intérêt immédiat, c'est l'unification du domaine polonais, partagé actuellement entre trois puissances ; 4° personne ne doute qu'au cas du triomphe de la double alliance germa-

nique la rive gauche de la Vistule ne soit incorporée à la Prusse et qu'on n'assiste à un nouveau partage de la Pologne. Le seul gouvernement qui, dans son propre intérêt, peut et doit rassembler les terres polonaises, c'est le gouvernement russe qui aura toujours besoin d'un fort rempart slave contre le germanisme ; 5° vingt millions de Polonais réunis, peut-être même plus encore, avec la Silésie et les deux Prusses, constitueraient un corps politique qui s'opposerait facilement à un système de dénationalisation, si fort qu'il puisse être. Si trois régimes différents n'ont pas réussi à affaiblir la conscience nationale de la Pologne écartelée, il est impossible que, formant un seul bloc, l'âme polonaise puisse se briser ; 6° malgré le dissentiment qui existe depuis des siècles entre la Russie et la Pologne, l'avenir de cette dernière est lié à la race slave et elle doit contribuer à la destruction du germanisme, au triomphe de la civilisation occidentale, représentée par la France, l'Angleterre et la Belgique.

Les conférences qui viennent de s'ouvrir parviendront sans doute à trouver des solutions qui satisfassent à la fois les aspirations légitimes des Polonais et le désir naturel des hommes d'État russes de ne laisser porter aucune atteinte à l'intégrité et à la sécurité de l'empire. Seulement, pour cela, il importe que les membres de ces réunions soient des hommes à l'esprit bien équilibré et qu'on ait, dans les conférences mêmes et dans le pays, la conviction bien établie que les résolutions adoptées ne risquent pas de se briser devant l'opposition de nationalistes passionnés qui ont plus d'entêtement que de clairvoyance.



CHAPITRE VI

L'ANNIVERSAIRE DE LA GUERRE.

LA PREMIÈRE ANNÉE DE GUERRE. — LA MISE EN SCÈNE AUSTRO-ALLEMANDE. — LA LÉGENDE DE L'ISOLEMENT DIPLOMATIQUE DE L'AUSTRO-ALLEMAGNE. — LE CALCUL DES FORCES ET DES COURAGES.

31 juillet 1915. ([2])

L'ALLEMAGNE a déclaré la guerre à la Russie le 1er août 1914. Quoiqu'elle ne l'ait déclarée à la France que le 3 août, qu'elle n'ait rompu avec la Grande-Bretagne que le 4 août au soir, que l'Autriche-Hongrie n'ait déclaré la guerre à la Russie que le 6 août, et qu'enfin l'état de guerre entre l'Autriche-Hongrie d'une part, la France et l'Angleterre d'autre part, ait été proclamé seulement le 12 août, c'est bien le 1er août qu'il faut faire commencer la guerre européenne. Depuis deux semaines au moins elle était irrévocablement résolue à Berlin comme à Vienne. La mise en scène diplomatique imaginée par les

([2]) Du 8 juillet au 20 septembre l'auteur est resté absent de Paris pour raisons de santé.

gouvernements allemand et austro-hongrois avait seulement pour but de tromper, de déconcerter et de disloquer la Triple-Entente, de retarder la mobilisation russe et de maintenir l'Angleterre dans ses illusions pacifistes. Il convient de n'attacher aucune importance aux propos rassurants tenus pendant la periode critique des négociations par de hauts personnages allemands ou austro-hongrois.

En premier lieu, le mensonge officiel était alors de règle dans la bouche des États agresseurs ; ensuite, tous ces agents n'avaient pas été mis dans le secret ; probablement même plusieurs avaient été laissés intentionnellement dans l'ignorance de ce qui avait été décidé afin que leur bonne foi fît plus d'impression sur les gouvernements étrangers. Ils ne réussirent que trop bien dans certains milieux où, jusqu'au dernier moment, des hommes politiques, flattés de leurs confidences, crurent à la paix. Mais cette comédie fut courte. Quand sonna l'heure fixée d'avance pour la mise en marche de sa formidable machine, le grand état-major allemand, sans se préoccuper de considérations diplomatiques, lança contre la France des masses compactes déjà groupées dans la région frontière sous différents prétextes. Le 2 août, il viola la neutralité du Luxembourg qui se laissa faire, et le surlendemain celle de la Belgique qui résista. Le plan d'offensive foudroyante contre Paris, minutieusement combiné à Berlin, fut mis à exécution heure par heure comme il avait été conçu. Les boniments diplomatiques débités dans l'intervalle par les représentants de Guillaume II et de François-Joseph sur les tréteaux européens devaient simplement amuser le public jusqu'au coup de tonnerre qui dissipa toutes les illusions.

A ce moment, le gouvernement allemand semblait

attacher une importance secondaire à l'opinion publique de l'Europe. Depuis l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand et de sa femme, il avait surtout travaillé l'opinion publique en Allemagne. Un mot d'ordre, fidèlement suivi, avait été donné à tous les journaux de l'empire et de la monarchie dualiste, en vue d'accréditer comme un dogme que l'Autriche avait le droit de punir la Serbie et que personne ne serait autorisé à intervenir. Chose curieuse, les plus violents de ces articles, les plus caractéristiques, ne furent pas signalés à l'étranger par l'agence Wolff. Ils étaient destinés seulement à galvaniser l'opinion publique austro-allemande de telle sorte que, le jour du conflit inévitable une fois venu, toute la Germanie eût la conviction qu'elle était appelée à une guerre juste. Le plan de campagne élaboré à Berlin, d'accord avec Vienne, comportait des opérations tellement rapides et décisives qu'il importait plus à ces deux gouvernement d'endormir l'opinion étrangère que de la gagner.

C'est par des victoires éclatantes qu'ils comptaient rallier ou terroriser les neutres. Ils ne prirent même pas la peine de prévenir leur alliée l'Italie. Attribuant une faible valeur à son concours militaire et sachant par expérience qu'elle désapprouverait toute entreprise dans les Balkans, ils préférèrent la laisser dans l'ignorance de combinaisons propres à éveiller chez ses hommes d'État les plus vives inquiétudes. Dans les premiers jours des hostilités presque tout le monde se demanda par quelle folle aberration l'Austro-Allemagne s'était lancée dans une entreprise où elle risquait d'avoir presque tout le reste de l'Europe contre elle. L'explication est simple. L'Allemagne préparait la guerre avec un redoublement d'acharnement depuis plusieurs années, en subordon-

nant tout à cette œuvre. Au mois de juillet 1914, elle se croyait assurée d'une écrasante supériorité. Militairement le temps aurait travaillé contre elle. Elle saisit donc l'occasion.

On a parlé aussi de l'isolement diplomatique de l'Austro-Allemagne : c'est une légende. Si l'Italie proclama tout de suite sa neutralité en déclarant que le *casus fœderis* prévu par le pacte triplicien ne jouait pas dans l'espèce, les Cabinets de Vienne et de Berlin se croyaient certains qu'elle ne passerait pas de la neutralité à l'hostilité. De fait, c'est seulement au mois de mai de l'année suivante, date à laquelle les deux États agresseurs étaient persuadés que la guerre serait finie depuis longtemps, que l'Italie déclara la guerre à l'Autriche-Hongrie. La seule véritable déception que les nations de proie éprouvèrent de ce côté au commencement de la guerre fut que la France, garantie par des assurances du Cabinet de Rome, dégarnit sa frontière des Alpes et transporta vers le Nord-Est ses troupes du Sud-Est.

Par contre, l'Allemagne tenait la Turquie d'une étreinte solide. Des mesures avaient été concertées entre elles contre la Russie et contre l'Egypte en vue d'une guerre à venir bien avant le drame de Serajévo. Contre toute évidence, la diplomatie de la Triple-Entente s'obstina à le nier. Elle se berça jusqu'au bout de l'espoir de ramener à elle le gouvernement jeune-turc. Les Alliés ne prirent point dans les Détroits les précautions indispensables avant que ceux-ci fussent mis sérieusement en état de défense par les officiers et les ingénieurs allemands. Pourtant, dès les premiers jours d'août, le gouvernement ottoman avait prescrit la mobilisation générale, aboli les Capitulations, supprimé les postes étrangères. Il donnait asile aux bateaux de guerre allemands.

Il se moquait ouvertement de la Triple-Entente qui acceptait toutes les humiliations. Du côté de la Turquie l'Allemagne n'éprouva, elle n'éprouve encore aucune déception. Elle trouva près des ministres turcs un concours illimité, dont l'importance fut immense. Si la flotte de la Triple-Entente s'était saisie des Détroits alors que la mission militaire allemande mettait la main sur toute l'organisation militaire ottomane, et avant que la mission maritime britannique se fût laissé renvoyer, toute la face de la guerre eût probablement changé. Il y a beau temps que tous les Balkaniques hésitants et ambitieux seraient entrés en ligne à nos côtés ; sans compter que les Ottomans eussent chassé avec joie la clique qui les gouvernait depuis l'assassinat de Nazim Pacha.

Avec la Roumanie l'Austro-Allemagne avait un traité d'alliance en bonne et due forme. Le roi Charles en demanda aussitôt l'exécution à ses ministres. Mais à l'exception d'un seul, M. Pierre Carp, ceux-ci refusèrent. Bien plus, la majorité d'entre eux proposèrent de marcher avec la Triple-Entente ; en effet ils voyaient dans la guerre européenne, telle qu'elle s'engageait, une occasion inespérée de réaliser les ambitions nationales sur la Transylvanie. Charles Ier s'y opposa catégoriquement. Il menaça d'abdiquer et de quitter le pays avec toute sa famille. C'était la question dynastique posée. Le Conseil de la Couronne s'inclina. Le traité d'alliance ne fut donc ni appliqué, ni déchiré. Mais, en fait, au moins du vivant de Charles Ier, l'Autriche-Hongrie fut garantie contre toute agression à sa frontière du Sud-Est. Ce n'était pas un petit résultat si l'on réfléchit que l'immense majorité du peuple roumain, brûlant du désir de délivrer les frères de l'Ardèal, était persuadé qu'il allait être appelé d'un instant à l'autre à passer les Carpathes.

Le service rendu par Charles Ier à l'Austro-Allemagne est d'un prix inestimable.

Entre la Bulgarie et les Cabinets de Vienne et de Berlin, on ne peut pas affirmer qu'il existât au mois d'août des engagements formels. Toutefois il y a lieu de le supposer, au moins en ce qui regarde Vienne. D'après les témoignages les plus dignes de foi, le tsar Ferdinand proposa à son Cabinet de mobiliser en vue d'opérations combinées contre la Serbie, soit avec les Austro-Hongrois, soit avec les comitadjis ottomans. Mais les ministres, sans être en désaccord avec le souverain, dont ils partageaient les sympathies et les ambitions, doutaient que le peuple bulgare acceptât de partir en guerre, après les tristes expériences des deux années précédentes, sans savoir ce que ça lui rapporterait sûrement. Ils sondèrent le terrain au moyen d'ordres de mobilisation partielle. Les résultats furent si peu encourageants qu'on renonça à toute mobilisation. Mais les dispositions du gouvernement bulgare restèrent telles qu'elles empêchèrent toute union balkanique. [*Quoi qu'il en soit de l'existence d'arrangements entre Vienne et Sofia, l'attitude de la Bulgarie, neutre officiellement, a été nettement favorable à l'Austro-Allemagne.*]

Qu'on ajoute à cela le réseau d'influences tendu depuis des années par les agents de Berlin en Grèce, en Suède, en Hollande, en Espagne, en Amérique, et l'on devra reconnaître que, même après la violation de la neutralité du Luxembourg et de la Belgique, la situation diplomatique de l'Allemagne était encore très forte. Rappelons-nous enfin que, dans un grand nombre de pays neutres, secrètement ou avec certaines complicités, les agents allemands dûment stylés en temps opportun avaient installé une série de points d'appui pour leurs bateaux de

guerre, leurs croiseurs auxiliaires, leurs navires charbonniers, et qu'ils possédaient la plus vaste organisation d'informations de toute sorte qui ait jamais existé. En prononçant son offensive foudroyante, l'Austro-Allemagne n'était isolée ni diplomatiquement, ni en mauvaise posture matérielle chez la plupart des neutres. Elle disposait chez elle et au dehors d'un ensemble de forces de toute nature comme il ne s'en est jamais trouvé réuni dans le monde. L' « aberration » germanique était raisonnée. Ce fut non le résultat d'un coup de tête ou d'un subit revirement, mais celui d'un calcul des forces établi d'après toutes les règles de l'art. Sans doute les erreurs de psychologie politique des hommes d'État germaniques furent nombreuses et lourdes. Néanmoins elles n'affectèrent pas autant qu'on l'a cru le dénouement de la première partie de la campagne.

La violation de la neutralité du Luxembourg ne produisit aucun effet. Celle de la neutralité de la Belgique en produisit un double : elle provoqua la résistance armée de la Belgique et la déclaration de guerre de l'Allemagne. Mais est-il tout à fait certain que le grand état-major de Berlin n'avait pas prévu ces deux événements ? Sans doute le gouvernement allemand croyait fermement, dans le courant de juillet, à la neutralité de l'Angleterre. Toutefois cette confiance n'avait pas pu ne pas être ébranlée les derniers jours de ce mois. En effet Sir Edward Grey avait déclaré au prince Lichnowsky et fait déclarer à M. de Bethmann-Hollweg par Sir E. Goschen que, si la France se trouvait impliquée dans la guerre, l'Angleterre serait entraînée. Sir E. Grey ne tenait pas tout à fait le même langage à M. Paul Cambon parce qu'il tenait beaucoup à ne pas encourager en France les courants prétendus belliqueux. On n'a guère vu en

France que ce second aspect de la question. Il n'en est pas moins vrai que le gouvernement allemand a été officiellement prévenu, en temps utile, par le Cabinet britannique. En outre la suspension de la démobilisation de la flotte britannique, que le roi George avait passée en revue le 19 juillet à Spithead, constituait un avertissement matériel de la plus haute signification. Remarquons à ce propos que la menace d'intervention de l'Angleterre n'était nullement liée à la violation de la neutralité de la Belgique. Elle était motivée par la seule éventualité que la France serait impliquée dans le conflit. Rien non plus ne permettait au grand état-major de Berlin d'affirmer que le gouvernement et la nation belges laisseraient envahir le territoire national sans le défendre. Au contraire, la réforme militaire récemment introduite en Belgique et la réponse d'Albert I[er] à Guillaume II, au mois de novembre 1913, que, dans le cas où l'armée allemande voudrait passer par la Belgique pour tomber plus tôt sur la France, le roi des Belges se conduirait en Belge et non en Cobourg, indiquaient assez clairement que la Belgique ferait son devoir.

En somme le plus vraisemblable est que le gouvernement allemand escomptait malgré tout la neutralité de l'Angleterre sur terre et le libre passage des troupes impériales à travers la Belgique, mais que le grand état-major, après avoir envisagé les deux éventualités contraires, a cru pouvoir passer outre sans danger sérieux. Dans l'idée de l'état-major une intervention militaire britannique sur le continent ne pouvait devenir efficace qu'à une époque où les forces françaises auraient déjà été écrasées. Pour l'armée belge, on la bousculerait et, malgré les forts de Liège et de Namur, le flot toujours grossissant des troupes allemandes s'écoulerait vers la

frontière française suivant les itinéraires prévus. Les historiens militaires apprécieront plus tard dans quelle mesure ces calculs ont été déjoués. Mais il ne semble pas douteux qu'ils aient été faits. Quant à la neutralité britannique sur mer, le gouvernement allemand dans ses combinaisons les plus optimistes n'y a pu croire un seul instant. Il savait de la façon la plus certaine que la Grande-Bretagne ne laisserait jamais la flotte allemande détruire la flotte française ni occuper les ports français. Remarquons enfin que la violation de la neutralité belge et luxembourgeoise ne provoqua, sauf de la part de l'Angleterre, aucune protestation officielle des autres puissances signataires des traités de 1839 et de 1867, ni des petits États, neutralisés ou non, pour qui le sort de la Belgique sonnait comme un avertissement, ni des grands États qui s'étaient le plus vantés de fonder la paix du monde sur le respect des traités et l'arbitrage international. [*Sous ce rapport, la chancellerie germanique avait exactement évalué le courage et la sincérité des Cabinets*].

Entre la bataille de Charleroi et celle de la Marne, à un moment où le grand état-major de Berlin avait les plus fortes raisons de se croire assuré du succès de son offensive foudroyante, les gouvernements français, russe et anglais ne se laissèrent ni diviser, ni abattre. Leurs représentants signèrent à Londres, le 5 septembre, une déclaration par laquelle ces trois gouvernements « convenaient que, lorsqu'il y aura lieu de discuter les termes de la paix, aucune des puissances alliées ne pourra poser de conditions de paix sans accord préalable avec chacun des autres alliés ».Officiellement la situation diplomatique n'a pas changé depuis. L'alliance de l'Angleterre avec le Japon engage seulement ces deux puissances. La Serbie, qui lutte avec une magnifique intrépidité au milieu des

épreuves les plus terribles, est unie à la Triple-Entente devenue Triple-Alliance par des liens aussi forts et aussi sacrés que les engagemenlts écrits les plus solennels. Mais on n'a jamais dit qu'elle ait adhéré à la déclaration du 5 septembre. Il en est de même de l'Italie. Elle a dénoncé son traité d'alliance avec l'Autriche-Hongrie le 4 mai. Le 23 mai elle a notifié à l'Autriche-Hongrie qu'elle se considérerait en état de guerre avec elle à partir du 24 mai. [*D'autre part, tous les journaux italiens ont annoncé que le Cabinet de Rome a signé un traité avec les Cabinets de Paris, de Londres et de Pétrograd. Néanmoins rien d'officiel n'a encore été publié à ce sujet. On ne sait pas davantage si l'Italie a adhéré à la déclaration de Londres.*]



CHAPITRE VII

L'INTERVENTION DE LA BULGARIE.

LE PRÉTENDU MYSTÈRE BULGARE. — LES DIFFÉRENTS COURANTS BULGARES. — LA SOLIDARITÉ DU CABINET RADOSLAVOF ET DE L'AUSTRO-ALLEMAGNE. — L'AJOURNEMENT DU SOBRANIÉ.

21 septembre 1915.

On a beaucoup parlé, on parle encore chaque jour du mystère bulgare, du sphinx bulgare. Il n'y a pourtant ni mystère ni sphinx en Bulgarie. Il existe seulement dans ce jeune État, il a toujours existé depuis le conflit entre le prince Alexandre de Battenberg et le gouvernement russe, deux courants d'opinion et deux politiques. Dès que l'administration russe, installée dans la nouvelle principauté, eut échoué à la suite de lourdes maladresses, il y eut un parti autrichien ou austro-allemand qui se mit en opposition avec le parti russophile. Dès avant la guerre russo-turque, la diplomatie viennoise avait réussi à ruiner les grands résultats que la nation russe se promettait d'une guerre contre la Turquie. Dirigée par le

comte Jules Andrassy, qui était alors aussi germanophile que l'est aujourd'hui le comte Tisza, elle exploita les indécisions d'Alexandre II et la vanité du prince Gortchakof. Elle parvint à faire reconnaître par le tsar, sous la forme de l'engagement de reconnaître l'annexion éventuelle de la Bosnie et de l'Herzégovine par François-Joseph Ier, le principe de la division de la péninsule balkanique en deux sphères d'influence : la partie orientale à la Russie, l'occidentale à l'Autriche-Hongrie. Mais, avec sa rouerie ordinaire, après avoir touché le prix du marché, le Ballplatz fit rogner la part russe au congrès de Berlin. Ensuite, même dans cette part, il s'efforça de substituer son influence à celle du tsar. Il n'y réussit que trop bien, grâce à une série d'erreurs du gouvernement russe. C'est cette lutte qui continue maintenant. Seulement, dans les circonstances actuelles, il ne s'agit plus d'une simple rivalité austro-russe ; il y va des destinées de l'Europe.

Dans une guerre comme celle-ci, chacun doit faire abstraction de ses sympathies ou préférences personnelles. Il faut seulement calculer au plus juste les chances et reconnaître aussi profondément que possible les intentions. En Bulgarie, pour tout observateur attentif, la situation est claire depuis l'été de 1913. Le gouvernement de Sofia, qui avait combiné avec le Cabinet de Vienne la proclamation de l'indépendance bulgare et celle de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine par François-Joseph, reste lié à l'Autriche-Hongrie. Il engagea la première guerre balkanique sans que le baron d'Aerenthal, qui avait connaissance du traité d'alliance serbo-bulgare, le dissuadât de cette entreprise. Il exécuta l'attaque brusquée du 16/29 juin 1913 contre son allié serbe à l'instigation de la diplomatie austro-hongroise. Ega-

lement déçus par les événements, également assoiffés de revanche, les deux gouvernements complices combinèrent, chacun dans sa sphère et avec ses propres moyens, une nouvelle opération destinée à régler une fois pour toutes les comptes orientaux. Il n'est pas douteux qu'au mois de juillet 1914 il existait entre les gouvernements de Berlin, de Vienne et de Sofia des arrangements militaires en vue de la guerre européenne. Il n'y fut pas donné suite parce que le Cabinet Radoslavof constata que le peuple bulgare refuserait de marcher. Mais les relations entre les trois États n'en furent pas modifiées.

Dans ces conditions tous les efforts de la Triple-Entente pour décider le gouvernement bulgare à se prononcer militairement en sa faveur étaient condamnés à échouer. Ils n'auraient pu réussir que dans deux cas : si les succès des armées alliées avaient été tels que l'écrasement de l'Austro-Allemagne fût assuré, ou si un changement caractéristique de ministère s'était effectué à Sofia. Ni l'un ni l'autre ne s'est produit. Dans le premier, d'ailleurs, le concours de l'armée bulgare se fût trouvé sans objet. La Triple, devenue la Quadruple-Entente se trouvait donc à Sofia en présence d'un gouvernement qui, malgré toutes ses dénégations, avait partie liée avec l'Austro-Allemagne. Pour en avoir la certitude morale, il n'était nullement besoin de la signature du traité turco-bulgare. Conclu sous les auspices de l'Allemagne, dans l'intérêt austro-allemand, ce traité consacre une situation de fait. Seulement il met immédiatement entre les mains de l'armée bulgare une ligne de chemin de fer et des territoires dont le tsar Ferdinand saura se servir, au besoin, aussi bien contre les Turcs que pour venir à leur secours.

Ce n'est pas à dire qu'il ne fallait point tenter à Sofia un effort diplomatique puissant. Au contraire, il impor-

tait d'y manœuvrer de telle sorte que les véritables intérêts bulgares apparussent clairement en opposition avec la politique suivie par le Cabinet. Après le désastre de 1913 la nation bulgare, fatiguée par deux guerres épuisantes, ne renversa point par la violence le gouvernement qui l'avait conduite au précipice. Elle se borna à envoyer au Sobranié une majorité hostile qui aurait sans doute demandé des comptes sévères. Par deux fois un décret royal de dissolution renvoya les représentants du pays. Dans l'intervalle, le temps s'était écoulé et les rancunes s'étaient atténuées. Le nouveau Sobranié, élu par la force, et où la majorité était indécise, ne fit rien de décisif. Il est maintenant ajourné et, malgré les réclamations pressantes des hommes politiques les plus considérables du pays, le Cabinet Radoslavof refuse de le convoquer. Dans l'état présent des négociations, il ne s'agit plus que de savoir qui l'emportera, des « facteurs irresponsables » — suivant l'expression de M. Guéchof — qui ont décidé l'attaque brusquée de 1913 contre la Serbie malgré le ministère responsable d'alors, ou des représentants véritables de la nation bulgare, des hommes qui avaient réalisé l'alliance balkanique et qui seraient prêts à la reconstituer.

Dans son désir de faciliter une réconciliation, la Serbie a dépassé les limites humaines du sacrifice. La Quadruple-Entente ne peut plus rien lui demander. L'intérêt supérieur des Alliés exige même qu'ils s'opposent de toute leur énergie à ce que la Serbie consente, pour le cas invraisemblable où elle s'y résignerait, à la condition capitale du Cabinet Radoslavof, c'est-à-dire à l'occupation immédiate par les troupes bulgares des territoires réclamés. A aucun prix les Alliés ne doivent admettre que, avant la fin de la guerre, des troupes qui ne soient

pas les leurs occupent la ligne Nich-Salonique. C'est cette ligne dont les complices des Austro-Allemands désirent s'emparer pour juguler la Serbie, la couper de la Grèce et devenir les arbitres de l'Orient. Sur cette clause la discussion est impossible. Les Alliés doivent le déclarer catégoriquement et demander une prompte réponse. La situation militaire générale est telle qu'il n'est plus permis aux Alliés de laisser peser plus lourdement sur les Balkans une équivoque funeste.

LE TRAITÉ TURCO-BULGARE. — LA DÉMISSION DU GÉNÉRAL FITCHEF ET LA NOMINATION DU GÉNÉRAL SAVOF. — LES « FACTEURS IRRESPONSABLES » EN BULGARIE. — CONVOCATION DES SOLDATS MACÉDONIENS.

22 septembre 1915.

Les nouvelles de Sofia confirment de plus en plus l'opinion que le gouvernement bulgare reste attaché au système austro-turco-allemand. Tout d'abord M. Radoslavof a communiqué aux chefs de partis la teneur du traité conclu avec la Turquie. Malgré la ténacité de leurs illusions les zélateurs occidentaux de la cause bulgare ne pourront donc plus mettre en doute un événement qui solidarise la Bulgarie avec nos ennemis. Aucun homme de bon sens, en effet, ne croira que le gouvernement ottoman livre au tsar Ferdinand la ligne de Dédéagatch avec la gare et les faubourgs d'Andrinople simplement pour récompenser la neutralité des vainqueurs de Lullé-Bourgas et de Kirk-Kilissé. Ainsi s'est officiellement

constitué le bloc turco-bulgare dont tant de Français, connaissant superficiellement les choses de l'Orient, recommandaient la formation, dans l'intervalle des guerres balkaniques et de la guerre européenne, comme la combinaison de l'avenir. Leur vœu se trouve réalisé. Seulement, comme il était facile de le prévoir bien avant les événements de l'été 1914, la combinaison chère à leur cœur nous est nettement hostile. Depuis qu'Enver Pacha et Talaat Bey se sont emparés du pouvoir par l'assassinat en janvier 1913, le gouvernement de Constantinople est indissolublement lié à l'Austro-Allemagne. Les déclarations d'amour que nous ont faites ensuite certains ministres ottomans avaient pour unique objet d'extorquer à l'épargne française l'argent destiné à mettre la Turquie à même de collaborer à l'entreprise de domination conçue par Guillaume II. Les cajoleries intermittentes du Cabinet de Sofia avec le Cabinet de Paris n'avaient pas d'autre but.

Les autres indices officiels des intentions bulgares ne manquent point. Quand le général Fitchef donna sa démission de ministre de la guerre il y a quelques semaines, tout le monde comprit que les raisons de santé mises en avant pour motiver cette détermination imprévue n'étaient qu'un prétexte. Le général ne tarda point d'ailleurs à les démentir lui-même. En réalité il s'en allait comme M. Guéchof au mois de mai 1913. « Je devais démissionner, raconte M. Guéchof dans son livre *L'Alliance balkanique*, parce qu'il y avait désaccord entre la Couronne et moi. » Le sujet de ce désaccord était le projet d'attaque brusquée contre les alliés serbes. M. Guéchof se montrait irréductiblement opposé à ce qu'il appelle la folie criminelle du 16/29 juin 1913. Constatant qu'elle était décidée en principe dans l'esprit des « fac-

teurs irresponsables », il se retira. Aujourd'hui le général Fitchef se refuse à garder le commandement de l'armée à la veille d'événements où celle-ci risque d'être employée à une cause qu'il juge détestable. Il n'est point l'homme de la Couronne. En automne 1912 il avait fortement déconseillé l'attaque des lignes de Tchataldja. Très justement il pensait qu'il fallait profiter de l'affolement des Turcs pour conclure immédiatement une paix glorieuse. Il ne fut point écouté. L'armée bulgare se brisa trois jours de suite contre les lignes de Tchataldja. Elle fut désormais impuissante à réduire les Turcs à merci. L'occasion était passée. Pour le rêve d'une entrée triomphale à Constantinople on avait perdu la gloire et la Macédoine. Ne doutons pas qu'alors déjà le Cabinet de Vienne entretenait le rêve byzantin du tsar des Bulgares. Quelle riposte aux combinaisons russes que le couronnement à Sainte-Sophie du souverain du peuple affranchi du joug ottoman par Alexandre II !

Le général Fitchef parti, le général Savof arrive. Retiré à la campagne depuis quelques mois, il est appelé à Sofia par le président du Conseil. Le général Savof est un des facteurs irresponsables à qui M. Guéchof attribue la responsabilité de la « folie criminelle » de juin 1913. C'est à la suite de ses rapports que la Couronne prit la fatale décision, contrairement à l'avis unanime des ministres en fonctions. Dans son livre récemment paru, M. Guéchof publie à ce sujet un document probant. C'est un certificat de la chancellerie du Conseil des ministres, en date du 7-20 janvier 1915, établissant « qu'on ne trouve dans les procès-verbaux du Conseil des ministres aucune disposition relative à l'ouverture des hostilités, le 16/29 juin 1913, contre les anciens alliés grecs et serbes ». Qui croirait aujourd'hui que la Cou-

ronne cédera de bon gré aux représentations d'anciens ministres, alors qu'elle ne tint aucun compte en juin 1913 de l'avis unanime du chef du gouvernement et de ses collègues, constitutionnellement seuls responsables?

Le Cabinet Radoslavof ne se borne point à réclamer la mise en possession de la Macédoine serbe et grecque. Sans plus attendre, il revendique officiellement comme sujets bulgares les habitants de toute la Macédoine. Par des convocations publiées dans le royaume et à l'étranger il vient d'appeler sous les drapeaux bulgares tous les Macédoniens en âge de porter les armes. [*On ne saurait rien imaginer de plus provocant pour les gouvernements de Serbie et de Grèce. Les explications alambiquées de M. Radoslavof ne valent pas le papier sur lequel on les a écrites. La convocation des Macédoniens par le ministre de la guerre bulgare constitue un des plus stupéfiants attentats au droit international dont nous ayons été le témoin depuis le commencement de cette guerre.*]

Quelles que soient donc les sympathies de beaucoup de Français, d'Anglais et de Russes pour le peuple bulgare, les Alliés doivent se guider actuellement sur les faits et non sur leurs désirs. Le gouvernement bulgare prend ouvertement des dispositions hostiles à notre cause, conformes d'ailleurs à la politique invariable qu'il suit depuis plusieurs années. Il ne veut laisser créer ni une grande Serbie, ni une grande Grèce. Il recherche obstinément l'hégémonie dans les Balkans. Comme l'Allemagne en Europe, il ne veut point d'équilibre en Orient. Le devoir des Alliés est de se comporter en conséquence. Avant même que la réponse, plus ou moins dilatoire, du Cabinet de Sofia leur ait été communiquée, il leur faut se préoccuper de reconstituer et de raffermir l'autre bloc balkanique, celui de l'équilibre.

DÉMARCHES DES CHEFS DE L'OPPOSITION BULGARE. — SIMULACRE DE DISCUSSION PARLEMENTAIRE. — LE PÉRIL ORIENTAL.

23 septembre 1915.

On se trouve en ce moment dans les Balkans à la veille d'événements aussi graves que l'attaque brusquée du 16/29 juin 1913 des armées bulgares contre la Serbie. L'analogie entre les deux situations est frappante. Seulement, aujourd'hui, le Cabinet de Sofia, d'accord avec la Couronne, se trouve en présence d'une opposition avertie par l'expérience, tandis qu'en 1913 le souverain donna l'ordre d'attaquer à l'insu de ses ministres. Les partis restés fidèles à l'entente avec la Russie et portés par leurs sympathies plutôt vers les puissances occidentales que vers les empires du centre ne veulent point que les destinées nationales soient jouées de nouveau dans une aventure criminelle. Ils font entendre leur voix. Ils réclament des explications. Le maintien de la paix balkanique dépend de leur énergie. S'ils savent parler de la manière qui peut seule réussir près d'un prince comme Ferdinand Ier, il subsiste une chance que la raison prévale sur la passion. Mais ils doivent montrer une inébranlable fermeté et ne point craindre d'affronter des colères. On les traite sans ménagement, en quantité négligeable, comme s'ils ne représentaient point en réalité la majorité du pays. Il leur faut user de procédés aussi énergiques. Plusieurs de nos confrères semblent regretter ce matin que les chefs de l'opposition soient

allés protester près du tsar Ferdinand, car ils attribuent à cette démarche certaines mesures militaires prises brusquement par le gouvernement. Nous pensons au contraire que, devant l'attitude de l'opposition, le gouvernement a reculé devant les décisions irréparables. Sa conduite actuelle le prouve.

M. Radoslavof cherche maintenant à se couvrir derrière l'autorité parlementaire. Il le fait à sa façon. Il a convoqué à Sofia les députés de la majorité en vue de se faire donner un blanc-seing par eux. C'était son droit. Mais, par une manœuvre unique dans les annales parlementaires, il a transformé cette réunion de groupes en une assemblée investie des pouvoirs du Sobranié. Les députés de la majorité délibèrent dans la grande salle de la Chambre des députés, comme si celle-ci siégeait en session régulière. Seulement le huis clos ferme au public l'accès du sanctuaire. Ainsi, malgré les plus pressantes instances des personnages les plus considérables du royaume, le gouvernement refuse de convoquer le Sobranié. Mais il installe sa cohorte de fidèles dans la salle des séances de la Chambre et, en l'absence de l'opposition tenue à l'écart, loin des yeux du public, il s'efforce d'obtenir le vote de décisions ou de vœux qui l'autorisent en apparence à jeter la Bulgarie dans les hasards d'une troisième guerre balkanique. Le huis clos ne permettra pas de savoir si des dissentiments se sont produits dans la majorité ministérielle, ni si les objections et les résistances ont été étouffées par les clameurs des fidèles. C'est le moment pour les chefs de l'opposition de prendre résolument position. S'ils ne désirent point partager la responsabilité qui incombera au gouvernement, ils doivent empêcher à tout prix qu'un simulacre de délibération parlementaire couvre des actes qu'ils

réprouvent. Ils sont à même d'agir s'ils le veulent.

L'Europe attend anxieusement le résultat de ce qui s'élabore à Sofia. Mais l'anxiété n'implique point l'inaction. L'Austro-Allemagne met en œuvre depuis des mois et des mois tous ses moyens d'influence afin de river à sa fortune les États balkaniques dont le concours ou la neutralité lui est nécessaire. Les Alliés ont un peu trop compté sur leur bon droit. Ils se sont trop servis d'arguments théoriques. Ils ont aussi trop espéré que leurs concessions décideraient finalement le Cabinet bulgare à se ranger de leur côté. En pareille circonstance, l'hypothèse d'un échec doit être prévue dès le début des négociations avec les moyens d'y faire face. Il n'est même pas mauvais que les interlocuteurs le sachent, car les préparatifs en vue d'une rupture leur donnent à réfléchir sur les conséquences d'un refus définitif de leur part. Malgré tout les Alliés disposent de forces considérables propres à retenir la Bulgarie sur le chemin des aventures et qui échappent à l'action austro-allemande. Les flottes anglo-françaises trouveraient à l'occasion un judicieux emploi de leurs ressources sur les côtes de la mer Egée. En tout cas, on ne saurait étudier et préparer trop tôt ni trop minutieusement certaines opérations. Si les événements dispensent de passer à l'exécution, c'est tant mieux. Mais il convient de se tenir toujours prêts.

L'action diplomatique ne doit pas non plus être négligée. Jusqu'ici nous avons surtout pesé sur les autres États balkaniques afin qu'ils donnent satisfaction aux revendications bulgares. Si la Bulgarie revient à sa funeste politique de juin 1912, les autres États balkaniques doivent de même, vigoureusement soutenus par les Alliés, reprendre la politique consacrée par le traité de Bucarest. Si le gouvernement de Sofia refuse obstiné-

ment de se réconcilier avec les cosignataires de ce traité moyennant les plus larges concessions, il sera prouvé qu'il n'y aura pas de paix assurée dans les Balkans tant que les éléments belliqueux bulgares ne seront pas réduits à l'impuissance absolue. En prévision de cette éventualité, les conversations des Alliés avec Belgrade, Athènes et Bucarest ne sauraient être trop actives.

LE PLAN ALLEMAND POUR DÉBLOQUER LA TURQUIE ET LA NÉCESSITÉ D'EN EMPÊCHER LA RÉALISATION.

24 septembre 1915.

Aucune information digne de foi ne permet de croire que les intentions du gouvernement bulgare se soient modifiées. Nos confrères parisiens veulent bien enfin reconnaître qu'il n'y a point d'énigme à Sofia et que nous nous trouvons en Orient en présence d'un péril de première importance. Ce péril est double. En soi, une attaque combinée germano-bulgare sur deux fronts serbes aurait, en cas de succès, des conséquences trop facilement calculables. Mais la menace seule de cette attaque est de nature à produire des résultats presque aussi funestes. Une diplomatie déconcertée peut se livrer à des actes irréfléchis et irréparables. Heureusement il dépend encore de nous de parer à ce double péril.

Le but immédiat de nos ennemis est de dégager la Turquie de l'étreinte qui l'étouffera fatalement si elle est abandonnée à ses propres ressources. Si les armes et les

munitions allemandes ne pouvaient plus être livrées aux armées ottomanes, la chute de Constantinople, suivie d'une révolution turque, serait inévitable. De plus, tous les plans d'expédition en Egypte, dont l'exécution est minutieusement préparée depuis des mois, s'évanouiraient comme les mirages du désert. Tant que le transit des armes et des munitions — sans parler des officiers, sous-officiers et soldats vêtus en civils — s'est effectué sans encombre par la Roumanie et la Bulgarie, les états-majors de Vienne et de Berlin pouvaient ajourner à une époque particulièrement favorable l'invasion de la Serbie et la prise de possession du chemin de Constantinople. Depuis que la Roumanie s'est décidée à s'opposer à ce transit, les opérations en Orient s'imposent aux alliés du sultan. La contrebande, si active qu'elle soit, même sous le couvert des immunités diplomatiques, des innombrables envoyés austro-allemands faisant la navette entre Vienne et le Bosphore, est insuffisante à pourvoir les troupes ottomanes de tout ce qui leur manque. Guillaume II et François-Joseph Ier ont bien essayé par tous les moyens de faire revenir le gouvernement roumain sur la prohibition sagement édictée par lui. Aujourd'hui encore le marquis Pallavicini, ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Constantinople et ancien ministre à Bucarest, se trouve à Sinaïa pour exercer une pression décisive sur le roi Ferdinand. Mais ces efforts ont échoué jusqu'à présent et il est invraisemblable qu'ils réussissent à l'avenir, car la Roumanie commettrait un suicide en secondant des puissances qui, si elles étaient victorieuses, réduiraient leurs voisins en vassalité.

Donc, dans l'intérêt de nos ennemis, il faut de deux choses l'une : ou qu'ils s'emparent par la force du chemin de Constantinople, ou bien que la menace d'une attaque

de leur part dans les Balkans détermine les Alliés à desserrer leur étreinte aux Dardanelles. Probablement ils préféreraient cette seconde solution. Il semble, en effet, invraisemblable qu'ils retirent de gaieté de cœur du front russe les quelques centaines de mille hommes nécessaires au moment où ils ont besoin de toutes leurs forces pour venir à bout de la résistance des vaillantes armées du tsar Nicolas. Comment risqueraient-ils de perdre une bonne partie des fruits d'une campagne acharnée et qui leur coûte d'immenses sacrifices ? Ils ne s'y risqueront qu'à la dernière extrémité. Ils préfèrent de beaucoup que la Bulgarie se charge de la besogne. C'est pourquoi ils pèsent de tout leur poids à Bucarest et à Athènes afin que la Roumanie et la Grèce restent neutres en cas de guerre bulgaro-serbe.

Dans ces circonstances, que doivent faire les Alliés ? Leur conduite est tout indiquée. Il leur faut prendre toutes les dispositions utiles pour que les Détroits soient forcés avant le gros de l'hiver, avant que l'établissement de lignes fortifiées sur le front oriental permette aux Austro-Allemands de dégarnir momentanément ce front. Il leur faut déclarer à Sofia que toute entreprise dirigée contre la Serbie sera considérée par eux comme dirigée contre eux-mêmes, et les moyens de donner à cette déclaration des sanctions indispensables doivent être mis en œuvre. Une fois en guerre avec nous, la Bulgarie serait coupée de toute communication, sauf avec la Turquie qui serait bien en peine de lui venir en aide. Elle est dans l'impossibilité de soutenir une longue lutte. Elle peut seulement procéder à un coup de force suivi d'une jonction avec une armée austro-allemande. Si ce coup ne réussissait pas, comme en 1913, elle serait perdue. Seulement, après le désastre de 1913, on l'a laissée presque

intacte en l'agrandissant par ailleurs, tandis que cette fois son existence même serait en jeu. Cette considération n'échappera point au tsar Ferdinand et à M. Radoslavof. Si une grande armée austro-allemande n'est point en mesure de passer le Danube et de rejoindre les troupes du général Savof à Nich, une nouvelle attaque brusquée bulgare est condamnée à un nouveau désastre. Or, pour l'instant du moins d'après les renseignements les plus récents, cette grande armée n'est pas réunie. Le peuple bulgare ferait une seconde fois les frais des combinaisons germaniques.

Dans l'hypothèse que nous venons d'envisager, les Alliés et la Serbie seraient seuls. Mais, au cas d'une nouvelle attaque bulgare contre la Serbie, la Roumanie et la Grèce ne resteraient pas immobiles. En dépit des menaces ou des prières des envoyés des deux empereurs, ni l'un ni l'autre de ces pays n'assisterait inerte à la ruine de ses ambitions nationales. Car l'écrasement de la Serbie serait suivi de l'assujettissement de la Roumanie et du retour de la Grèce à son état de 1840. Même agrandie de territoires enlevés aux victimes, la Roumanie devrait abandonner à jamais l'espoir de posséder ceux qu'elle convoite le plus ardemment ; encerclée par l'Autriche-Hongrie et la Bulgarie de plus en plus ambitieuse, elle tomberait fatalement sous la dépendance du grand empire de l'Europe centrale, objet suprême des vœux de la Germanie et de Guillaume II. La situation est donc loin d'être irrémédiablement compromise pour nous ; seulement il faut reconnaître nos véritables intérêts et agir sans retard en conséquence.

LA MOBILISATION GÉNÉRALE BULGARE. — REJET DES OUVERTURES DE M. PACHITCH EN 1914. — LA DIPLOMATIE DE M. PERRICHON.

25 septembre 1915.

Notifiée dès le 22 septembre aux agents bulgares à l'étranger, publiée le 23 dans la plupart des journaux d'Europe, mais cachée pour des raisons mystérieuses au public français, la mobilisation générale bulgare est officielle depuis avant-hier soir. Elle doit être accomplie aujourd'hui 25. Comme celle de l'Allemagne dans l'été de 1914, elle avait été précédée de divers mouvements de troupes qui avaient découvert les intentions bulgares aux yeux de toutes les personnes que n'aveugle point la manie de voir les choses telles qu'elles désirent qu'elles soient et non telles qu'elles sont. Cette fois les partisans les plus passionnés de l'entente avec la Bulgarie doivent le reconnaître : quels que soient les sentiments d'une partie de la population du royaume, le gouvernement bulgare, obéissant aux impulsions souveraines du roi Ferdinand, se prépare à tendre la main aux Austro-Allemands à travers la Serbie. Allié par un pacte formel et avoué aux Turcs contre qui il avait proclamé une croisade sans merci dans l'automne 1912, il prétend égorger ses compagnons de croisade d'alors, les Serbes et les Grecs, et concourir, avec les deux puissances germaniques qui ont constamment essayé de maintenir les chrétiens des Balkans sous le joug ottoman, à la défaite de la Russie, c'est-à-dire de l'État qui a sacrifié des inté-

rêts primordiaux et consenti d'immenses sacrifices pour sauver en 1876-1877 le peuple bulgare des massacres organisés par les autorités ottomanes.

La partie du public — y compris les hommes politiques — qui apprécie les événements d'après une logique superficielle ne croyait pas cette monstruosité possible. Cela explique la persistance de ses illusions. Nous avons pourtant montré ces jours derniers que la logique véritable de la situation poussait irrésistiblement le Cabinet de Sofia dans les bras de nos ennemis. Avec une insistance qui nous a valu plusieurs fois les rigueurs de la censure, nous le disions depuis le mois de novembre 1914. Dès ce moment, en effet, l'hésitation n'était plus possible. Au mois d'août précédent, nous avions bien reçu un avertissement : le gouvernement bulgare avait essayé de mobiliser contre la Serbie. Mais il s'était ravisé devant les répugnances manifestes de la population, et l'on pouvait supposer que le roi Ferdinand serait obligé de se résigner à l'abandon de la politique concertée avec Vienne, comme Charles Ier avait dû céder aux objections décisives d'un Conseil de la Couronne. La convention du Cobourg de Sofia avec les empires du centre pouvait rester lettre morte comme celle du Hohenzollern de Bucarest avec les mêmes partenaires.

Mais, après la participation de la Turquie à la guerre européenne, les voiles tombèrent. Aussitôt après avoir pris connaissance de l'acte de folie du Cabinet de Constantinople, M. Pachitch prit l'initiative d'une démarche capitale. Ayant immédiatement reconnu d'un coup d'œil sûr que l'événement offrait une occasion unique de reconstituer l'union balkanique aux dépens de l'ennemi commun de 1912, il fit déclarer au Cabinet de Sofia que la Serbie serait prête aux plus larges concessions envers

la Bulgarie si celle-ci renouait ses anciens liens avec elle. Il n'attendit point, on le voit, les objurgations de la Triple-Entente. Spontanément, en homme d'État, il tendit franchement la main à l'adversaire de 1913 avec une partie de la Macédoine. Les ouvertures de M. Pachitch reçurent un accueil glacial. Quelques jours après, des bandes de comitadjis, venues de la frontière bulgare, envahissaient la Macédoine serbe. Depuis, ces bandes, accompagnées parfois de détachements de troupes régulières, ont renouvelé à maintes reprises leurs criminelles tentatives. En présence de pareils faits et des facilités de tous genres procurées à la Turquie par la Bulgarie, comment pouvait-on douter de l'affiliation du tsar Ferdinand et de ses ministres au système germanique ? Le 27 novembre 1914, nous avons exposé ici même cette situation en détail. Elle n'a pas varié dans l'intervalle. Elle ne pouvait pas varier à moins que les chefs de l'opposition renversassent les hommes de confiance du souverain et obligeassent ce dernier à se plier aux volontés des véritables représentants du pays. Aujourd'hui comme alors une révolution intérieure pouvait seule changer la face des choses. Elle n'a pas eu lieu. Soit que le courage manquât aux adversaires de M. Radoslavof, soit qu'ils ne se sentissent pas suffisamment encouragés par le pays, ils ont borné jusqu'ici leur résistance à des observations verbales. Nous prenons acte de leur bonne volonté. Malheureusement elle ne suffit pas à des États belligérants. En temps de guerre, on ne peut considérer que les faits. Le fait actuel est que l'armée bulgare est mobilisée en vue d'une action commune avec les armées de nos ennemis. Ce n'est plus le moment pour la Russie de continuer à l'égard de ses ingrats protégés la politique de M. Perrichon. Le souci de la défense de leur existence com-

mande aux Alliés d'abattre le nouvel ennemi qui vient de se lever.

Qu'on ne se laisse point prendre surtout aux explications officielles des agents de M. Radoslavof! Ces messieurs allèguent que leur gouvernement veut simplement observer une neutralité armée au milieu d'une Europe en armes. La Bulgarie n'était menacée par aucun de ses voisins ; elle seule les menace. Si l'ouverture des hostilités dans les Balkans n'a point encore mis fin aux conversations, la Quadruple-Entente doit, sans plus attendre, sommer la Bulgarie de se prononcer catégoriquement. Il y a dix mois qu'on aurait dû déjà poser crument la question à Sofia. D'inexcusables aberrations ont fait ajourner des mesures dont l'exécution, au moment propice, nous eût livré les Détroits. Il serait criminel de persévérer dans les atermoiements. A la menace bulgare la Grèce a riposté par la mobilisation de son armée. On ne sait rien encore de la Roumanie, mais elle ne peut tarder à se décider. Il appartient aux Alliés de donner, diplomatiquement et militairement, les impulsions nécessaires.

LE « TROUBLE-PAIX » BULGARE. — LES ILLUSIONS BRITANNIQUES. — L'ERREUR RUSSE.

26 septembre 1915.

C'est bien au gouvernement bulgare que s'appliquerait exactement l'épithète dont la presse allemande prétendait, avant la guerre européenne, flétrir la politique française. Après avoir déchaîné en 1913, dans les conditions

les plus odieuses, une seconde guerre balkanique qui tendait à détruire l'obstacle serbe sur le chemin de l'Austro-Allemagne vers Salonique en même temps qu'à satisfaire ses propres convoitises, le voici qui mobilise toutes ses forces nationales en vue de concourir à une action militaire décisive des armées de Guillaume II et de François-Joseph Ier en Orient. Légèrement déconcerté par la mobilisation grecque et par l'attitude résolue des Alliés, il allègue aujourd'hui de mauvaises raisons en attendant que les événements se développent. Il rappelle l'exemple de la Hollande et de la Suisse au mois d'août 1914 et déclare que, comme ces deux puissances, il prend simplement des précautions. L'exemple est bien mal choisi. Il y a beau temps que la Hollande et la Suisse ont démobilisé ; elles conservent seulement sous les armes les troupes nécessaires à parer à toute éventualité. Si la Bulgarie a convoqué 22 classes sous les drapeaux, plus les Macédoniens de toute origine, ce ne peut être à titre de précaution. Loin d'être menacée par qui que ce fût, elle était au contraire l'objet de sollicitations très amicales de la part de la Quadruple-Entente. Elle s'est posée en ennemie devant nous ; il faut la traiter comme telle à moins que la disparition du gouvernement actuel en présence des résistances du pays ne vienne à renverser la situation.

Ces résistances sont-elles sérieuses ? Il est bien difficile de le savoir encore. La mobilisation s'effectue sans enthousiasme dans l'intérieur du pays. A l'étranger, en Russie notamment, dans certaines colonies bulgares, on refuse de répondre à l'appel et l'on proteste énergiquement contre la politique antinationale du roi et de ses ministres. Si des troubles ont éclaté dans quelques districts du royaume, nous n'en saurons rien d'ici quelque

temps. Pour l'instant on peut seulement assurer qu'il n'existe pas de mouvement national, que plusieurs des chefs les plus estimés de l'armée désapprouvent la campagne projetée, et que le gouvernement jouit d'un médiocre prestige. C'est le moment pour les Alliés d'éclaircir enfin une situation dont la prolongation leur serait funeste. Ils ne doivent tolérer ni une campagne de la Bulgarie contre les Serbes, ni le maintien indéfini d'une mobilisation qui ne serait que comminatoire. La Grèce a les mêmes intérêts qu'eux. Il faut que la Bulgarie démobilise ou qu'elle affronte les adversaires qu'elle a provoqués. Ceux-ci ne peuvent attendre pour agir le moment choisi par les états-majors de Vienne et de Berlin.

Enfin, après un silence qu'explique seule une longue tradition d'illusions sentimentales, la presse britannique semble partager cet avis. Généralement informée par des correspondants nourrissant une vieille tendresse pour le peuple bulgare, elle a fermé les yeux devant le péril que présentait pour la cause des Alliés un gouvernement souverainement dirigé par le tsar Ferdinand. Elle donnait à entendre que jamais le peuple à l'unité duquel la Grande-Bretagne avait contribué pour une large part lors de la réunion de la Roumélie orientale ne se tournerait contre ses bienfaiteurs. Elle pesait plutôt sur les Serbes, afin de les décider à consentir à leurs agresseurs de 1913 les sacrifices territoriaux les plus douloureux. Encore aujourd'hui les dépêches adressées de Sofia aux journaux anglais se ressentent de ces tendances invétérées. Mais on voit plus clair à Londres maintenant. Le *Times* reconnaît que la menace dirigée contre la Serbie et la Grèce vise également la Russie, la France et l'Angleterre. « L'Angleterre abhorre l'ingratitude, dit notre confrère. Nous espérons que le roi Ferdinand et la Bul-

garie ne perdront pas de vue que les Alliés soutiendront de toutes leurs forces leurs amis balkaniques, si la Bulgarie les attaque, et qu'ils ne poseront pas les armes avant que les Allemands, les Autrichiens, les Turcs, *et tous ceux qui les auront aidés* soient complètement écrasés. »

Il est à souhaiter qu'une évolution analogue se produise dans les esprits en Russie. A Pétrograd, à Moscou et dans d'influents cercles russes, on a professé jusqu'à ces tout derniers temps une indulgence inimaginable pour les pires frasques bulgares. Nous comprenons très bien la sympathie que le Cabinet de Pétrograd et le peuple russe pouvaient éprouver pour la partie du peuple bulgare restée fidèle au souvenir du tsar libérateur. Mais la question n'était pas de savoir si ces sympathies étaient justifiées ou non. Depuis la guerre européenne il s'agissait seulement de savoir dans quel sens marcherait la Bulgarie. Or la Bulgarie était gouvernée par un roi et un ministère inféodés à la politique austro-allemande. Les Russes, désireux de voir cet État jouer un rôle conforme à ses intérêts bien entendus et à leurs propres vœux, auraient dû employer tous leurs efforts à faire rentrer au gouvernement, par n'importe quel moyen, les hommes d'État bulgares dignes de ce nom. Au lieu de cela, ils se sont acharnés à peser sur la Serbie, de sorte que MM. Guéchof, Malinof et leurs amis se sont trouvés pour ainsi dire obligés, afin de ne point perdre leur popularité, de faire de la surenchère d'annexions serbes avec M. Radoslavof. Ils ont commis une lourde faute. Fatalement, la situation ainsi engagée devait aboutir à un conflit. Aujourd'hui que le conflit est ouvert, il faut le résoudre à fond.

LES PRUSSIENS DES BALKANS. — LA LÉGENDE DE L'INJUSTE TRAITÉ DE BUCAREST.

27 septembre 1915.

L'unanimité semble s'être établie dans la presse française sur la question bulgare. Les diverses illusions entretenues sur le gouvernement bulgare par une propagande insinuante dans le monde politique et religieux ont dû s'effacer devant la réalité. Les complaisances qu'on a montrées pour la Bulgarie ressemblaient beaucoup à celles des générations d'avant 1866 pour l'Allemagne et la Prusse. Les Bulgares, en effet — ce sont eux-mêmes qui le disaient avec fierté avant 1913 — sont les Prussiens des Balkans. S'ils réussissaient à prendre dans la péninsule la position gagnée au XVIIIe et au XIXe siècle par la Prusse dans l'Europe centrale, c'en serait fait de l'indépendance des États voisins et de tous les intérêts des pays occidentaux en Orient. La résolution de Ferdinand Ier, pendant la première guerre balkanique, de se faire couronner à Sainte-Sophie, et la subordination des opérations militaires à la réalisation de ce rêve révèlent suffisamment les desseins qu'il poursuivait contrairement à son traité d'alliance avec la Serbie. Ceux des catholiques français qui se sont laissé enjôler par la cour de Sofia peuvent se demander ce que le catholicisme, sans parler de la France, aurait gagné à l'installation des Bulgares à Constantinople. Les atrocités dont les troupes de Ferdinand Ier s'étaient rendues coupables, l'exemple de l'attaque brusquée du 16/29 juin 1913, étaient aussi de mé-

diocres recommandations à l'égard du clergé et des catholiques français. Même dans ces milieux, la dernière provocation bulgare a dû détruire de tenaces sympathies.

Mais il est une légende que jusqu'à ces derniers jours la presse française, anglaise et russe répétait avec un ensemble surprenant, et dont la propagation a faussé les esprits chez les Alliés. On disait qu'il fallait réparer les « injustices » du traité de Bucarest. On dénonçait ce traité comme la cause de tout le mal actuel. On représentait la Bulgarie comme la victime de puissances avides. Rien n'est plus faux. Diplomatiquement, militairement, politiquement et moralement, le traité de Bucarest d'août 1913 constitue l'équitable sanction de la seconde guerre balkanique. La Bulgarie avait traîtreusement attaqué ses deux alliés de 1912 afin de s'attribuer, après la mise des Turcs hors de cause, les territoires macédoniens que les troupes serbes et grecques avaient conquis à elles seules. Dans l'automne de 1912, au mépris des arrangements conclus avec le gouvernement serbe, elle avait porté tout son effort militaire sur la Thrace et la région de Constantinople. Elle n'avait pas mis à la disposition du roi Pierre les corps promis et destinés à coopérer avec l'armée du général Poutnik. Bien au contraire, elle avait lancé en toute hâte sur Salonique, pour y devancer les Grecs, les seules unités qui ne fussent pas engagées en Thrace. En somme, durant toute cette campagne, elle avait abandonné ses alliés à leurs propres forces sans se préoccuper de combiner ses opérations avec eux comme il avait été convenu. La Thrace, dont elle affecte depuis un an de dédaigner la possession, était alors la proie qu'elle s'efforçait de saisir au prix des plus grands sacrifices. Encore ne put-elle s'emparer d'Andrinople, la capitale de la province, qu'avec le concours trop généreux

des Serbes. La paix une fois conclue avec la Turquie, le tsar Ferdinand se retourna vers ses alliés en leur réclamant les territoires arrosés de leur sang. Il invoqua une clause d'un traité dont il avait foulé aux pieds les autres articles. Il convient d'observer à ce propos que, si les Alliés avaient récemment signé avec le Cabinet de Sofia une convention militaire, rien ne les aurait effectivement garantis contre des manigances du même genre.

Un traité d'alliance forme un bloc. Un des contractants n'a pas le droit d'exiger l'application des clauses qui lui sont favorables après avoir tenu pour non-existantes celles qui lui imposaient des obligations. Après s'être épuisée devant Constantinople en vue de satisfaire une ambition particulière démesurée, la Bulgarie aurait dû se tenir pour très heureuse de l'acceptation par la Serbie de l'arbitrage de Nicolas II. Elle préféra envahir par traîtrise le territoire serbe. Ses armées furent battues. Elle fut réduite à merci. Quelle devait être la sanction normale de sa conduite ? Que chacun de nous se mette à la place de la Serbie attaquée par surprise, et qu'il réponde en conscience. Le Français n'a d'ailleurs pas un grand effort de raisonnement à faire. A la fin de juillet 1914, l'Allemagne a suivi l'exemple de la Prusse de l'Orient. Que pensons-nous, que disons-nous de cette attaque brusquée dirigée cette fois contre nous ? Après la victoire finale, se trouvera-t-il des Français pour plaindre le pauvre peuple allemand jeté dans les aventures par Guillaume II, pour s'opposer à ce qu'on mutile l'empire allemand, pour plaider la cause du monde germanique ? Non, n'est-ce pas ? Alors pourquoi gémir sur le sort de cette pauvre Bulgarie qui, au traité du Bucarest, a cédé une très faible partie de son territoire et a reçu des agrandissements beaucoup plus considérables ?

Elle avait joué, en trichant, l'enjeu macédonien. Elle avait perdu ; elle devait payer. Elle n'a pas trop payé.

En se faisant céder ce qui leur a été reconnu par le traité de Bucarest, les trois puissances victorieuses n'ont été ni injustes, ni imprudentes. Matériellement leur bénéfice était modéré. Il portait presque exclusivement sur des territoires que la Bulgarie n'avait jamais possédés. Moralement la peine infligée au vaincu était méritée et au delà. Politiquement une prévoyance élémentaire commandait aux vainqueurs de se prémunir contre les effets d'une rancune inexorable en occupant certaines positions stratégiques. La Serbie et la Grèce connaissaient bien les Bulgares ; elles savaient que l'abandon de la rive gauche du Vardar et de Cavalla ne les contenterait nullement tout en les mettant à même d'attaquer plus tard dans les conditions les plus périlleuses pour elles deux. Il est incroyable que l'opinion européenne ait pris le change là-dessus. Si, cédant aux suggestions de la diplomatie russe mal inspirée en la circonstance, les Balkaniques avaient livré en 1913 aux Bulgares le chemin de Salonique et le contact avec la ligne du Vardar, la Serbie aurait été écrasée à la fin de 1914 et la Russie coupée de toute communication par terre avec ses alliés.

A la surprise de quelques-uns de nos amis, nous avons énergiquement combattu, dans l'été de 1913, les revendications de la Bulgarie sur le Vardar et Cavalla. La guerre d'aujourd'hui justifie assez nos prévisions. Les territoires alors litigieux ne pouvaient légitimement être attribués à la Bulgarie qu'après des événements où elle aurait donné des gages sérieux d'attachement définitif à la politique d'équilibre balkanique et européen. L'occasion s'est présentée l'an dernier, elle se présentait encore hier au tsar Ferdinand. Il a préféré suivre ses penchants natu-

rels qui l'entraînent vers l'Austro-Allemagne. La Bulgarie doit en supporter les conséquences.

EXPLICATIONS OFFICIELLES BULGARES SUR LA MOBILISATION. — LA COMBINAISON DES QUATRE MERS. — LA LÉGENDE DE LA MACÉDOINE BULGARE.

28 septembre 1915.

Les explications fournies par le gouvernement bulgare pour justifier la mobilisation générale sont aussi tortueuses que toute sa politique. Officiellement M. Radoslavof fait déclarer aux diverses puissances que le Cabinet de Sofia veut simplement mettre le royaume sur le pied de neutralité armée et qu'il ne s'inspire de nulle idée agressive. Dans une interview avec le correspondant du *Berliner Tageblatt*, il limite ses intentions pacifiques : « Notre mobilisation, dit-il, n'est en aucune manière dirigée contre la Roumanie ou contre la Grèce. » Autant reconnaître qu'elle est dirigée contre la Serbie. Le tsar Ferdinand lui-même n'en fait pas mystère. Si l'on en croit ses paroles à un haut personnage, rapportées par l'*Adeverul* de Bucarest, l'offensive austro-allemande — combinée avec Sofia — « vise *seulement* la possession *temporaire* de la rive serbe du Danube jusqu'à la rive bulgare afin d'assurer le libre transport des munitions pour la Turquie. » « Du reste, ajoute Ferdinand Ier, je n'ai jamais eu l'intention d'attaquer la Serbie. Nos revendications se réaliseront par la force des choses. » On croirait entendre MM. de Bethmann-Hollweg et de Jagow affirmer la pureté baptismale de leurs intentions en

demandant le passage des troupes allemandes à travers la Belgique. Le ministre de Bulgarie à Vienne est plus franc : « Entre la Serbie et la Bulgarie, a-t-il confié à la *Zeit*, il n'y a pas de négociations possibles. Nous ne voulons pas la Macédoine comme compensation d'un marché, ni qu'on nous impose des conditions. Nous voulons la Macédoine sans conditions. » Voilà qui est parler clair. C'est d'ailleurs d'une rigoureuse exactitude.

La diplomatie de la Triple-Entente a mis la charrue devant les bœufs. Dès le début de la négociation le Cabinet de Sofia avait réclamé la Macédoine sans conditions et avec prise de possession immédiate. Il fallait d'abord régler la question de l'occupation. Toute négociation devenait superflue dès lors que le tsar Ferdinand exigeait l'occupation immédiate par ses troupes des territoires à céder. Ni pour un, ni pour mille kilomètres carrés, cette exigeance outrecuidante ne pouvait être admise ni par la Serbie et la Grèce, ni par les Alliés eux-mêmes, qui ont le même intérêt que ces deux puissances à ce que la route Nich-Salonique reste libre. L'insistance du gouvernement bulgare sur ce point prouvait suffisamment qu'il n'avait nullement l'intention de coopérer avec les Alliés. Sous prétexte de se garantir contre des difficultés ultérieures avec la Serbie, il se réservait de traiter en arbitre avec les belligérants une fois qu'il aurait tenu les clefs du théâtre oriental des hostilités. En conséquence il était inutile de poursuivre les conversations.

On les continua pourtant. On discuta sur l'étendue des territoires à céder. Sur ce point encore on aurait dû être édifié tout de suite. Du côté bulgare, on réclama comme condition *sine qua non* les territoires macédoniens contigus à l'Albanie, c'est-à-dire qu'on tenait absolument à couper tout contact entre la Grèce et la Serbie. Cette prétention,

du reste, allait plus loin qu'on ne disait. En effet, on ne dissimulait point, en dehors des centres officiels, l'ambition d'absorber aussi un morceau d'Albanie jusqu'à l'Adriatique. C'était ce qu'on appelle à Sofia la combinaison des quatre mers. Déjà riveraine de la mer Noire et de l'Egée, comptant fermement obtenir l'accès à la Marmara, la Bulgarie aurait atteint la quatrième mer au-dessous de Durazzo. Ce n'est pas un rêve, c'est un plan. Voilà pour ce qui regardait la Serbie. Quant aux « reprises » sur la Grèce, elles ne se bornaient point à Cavalla, comme le supposent les partisans occidentaux de la thèse Radoslavof. Elles visaient Salonique. M. Ghénadief lui-même, le personnage en qui ces hommes ingénus avaient mis une confiance aussi flatteuse que déplacée, a réclamé ouvertement Salonique avant la publication du décret de mobilisation. Tous les observateurs de la politique bulgare, à la seule exception de ceux qui ne voient que par les yeux des personnages près desquels ils tiennent à être *personæ gratæ*, savaient depuis longtemps que les revendications bulgares réelles comprenaient tout le bassin du Vardar, y compris Salonique. La réalisation partielle du programme n'aurait eu pour objet que de permettre l'exécution du reste. Dans ces conditions, comment les Alliés pouvaient-ils espérer aboutir ? En essayant d'arracher à Belgrade et à Athènes des concessions impossibles, ils eussent seulement réussi à provoquer en Grèce et en Serbie des crises funestes pour leur cause commune.

A ce propos, il convient encore de détruire une autre légende chère à une grande partie des slavisants et des touristes. Les uns et les autres, avec une compétence incertaine, affirment que les territoires revendiqués par le Cabinet de Sofia sont bulgares, habités par des populations bulgares. Or les agents les plus zélés de M. Rados-

lavof ont dû avouer dans leurs statistiques de propagande que la population bulgare ou bulgarisante n'avait pas la majorité absolue. Quand leur attention a été attirée là-dessus, ils ont remanié leurs cartes à la façon de nos comités politiques lorsqu'ils font de la géographie électorale. De plus, cette population déclarée bulgare est extrêmement mélangée. Elle parle un idiome qui se rapproche étroitement du serbe. Quant à ses sentiments, ils sont à peu près unanimes : tous ces gens demandent qu'on les laisse enfin tranquilles et qu'on cesse de se les disputer. Ils seraient devenus volontiers Bulgares si le sort les avait réunis à la Bulgarie ; ils demeurent sans résistance Serbes s'ils doivent rester sujets serbes. Les comitadjis délégués par la fameuse Organisation intérieure bulgare sont seuls à troubler cette apathie. Donc les raisons de race et de langue sont insuffisantes à justifier la thèse bulgare. Le principe des nationalités est ici d'une application trop délicate pour qu'un des États en cause soit fondé à s'en prévaloir.

La situation actuelle revêt un caractère exclusivement politique. L'ethnographie et la sentimentalité passent au second plan. Les plus grands intérêts politiques concevables sont en jeu. Regardons-les en face sans nous laisser détourner par aucune autre préoccupation de l'accomplissement de notre tâche nationale.

DÉCLARATION DE SIR EDWARD GREY SUR LA QUESTION BULGARE. — LA POLITIQUE BRITANNIQUE EN BULGARIE. — LE FANATISME DANS L'ARMÉE BULGARE.

29 septembre 1915.

Sir Edward Grey a parlé hier de la question bulgare devant la Chambre des Communes. Répondant à une question sur la mobilisation ordonnée par le Cabinet de Sofia, il n'a point fait un long exposé. Il s'est borné à quelques considérations générales suivies d'une déclaration. Celle-ci est telle qu'on la pouvait souhaiter. Le chef du Foreign Office a dit avec force que, si la Bulgarie prenait une attitude agressive aux côtés de nos ennemis, la Grande-Bretagne accorderait à nos amis des Balkans « tout l'appui dont elle dispose sans restriction ni spécification ». Cela signifie que, de concert avec les puissances alliées, le gouvernement britannique est prêt à envoyer dans les Balkans un corps expéditionnaire destiné, avec un corps français, à renforcer les troupes serbes et grecques. Tout le monde savait que cette décision était prise depuis quelques jours. Mais le discours d'hier en est la première notification officielle. Il s'agit maintenant de passer aux actes. L'attitude agressive prévue par Sir Edward Grey existe dès maintenant.

Il serait fou de prendre un instant au sérieux les protestations pacifiques de M. Radoslavof près des Cabinets européens. Même dans ses conversations avec les représentants des Alliés à Sofia, le premier ministre de Ferdinand I[er] laisse suffisamment percer ses véritables inten-

tions. Le 24 septembre il a dit aux ministres d'Angleterre et de Russie, MM. O'Beirne et Savinsky, que l'objet de la mobilisation générale était de faciliter la tâche de la diplomatie en vue d'assurer un règlement favorable des revendications bulgares, et que la réponse à la note des Alliés du 14 septembre serait remise dans quelques jours. Qu'est-ce à dire, si ce n'est que, lorsque la mobilisation et la concentration seront achevées, le gouvernement bulgare réclamera la mise en possession immédiate des territoires serbes revendiqués, et que, devant le refus certain de la Serbie et de ses alliés, ou même sans attendre de réponse, il donnera l'ordre à ses troupes d'envahir la Serbie aux points fixés d'accord avec les états-majors de Vienne et de Berlin? MM. Radoslavof et consorts trouveront sans doute là une nouvelle occasion d'imiter leurs amis de Germanie. Ils essayeront de galvaniser l'opinion bulgare sous des prétextes inventés de toutes pièces. Il reste à savoir si la nation suivra docilement un gouvernement qui le mène aux abîmes. La déclaration de Sir Edward Grey constitue bien un avertissement. Toutefois il est bien improbable que celui-ci soit écouté, à supposer qu'on le laisse parvenir en Bulgarie. Au moins aurait-il dû être accompagné d'une déclaration russe, dont M. Savinsky aurait assuré la divulgation convenable.

Jusqu'à ces tout derniers jours, en effet, le peuple bulgare pouvait supposer que le gouvernement britannique conserverait à son égard les mêmes sentiments qu'en 1885. Il vivait sur les souvenirs de la rivalité traditionnelle anglo-russe. Il se rappelait que, si l'Angleterre avait appuyé diplomatiquement de toute son énergie la réunion de la Roumélie orientale à la principauté créée par le traité de Berlin, alors qu'elle avait combattu de-

toutes ses forces le maintien de la grande Bulgarie du traité de San Stefano, c'était encore afin de faire échec à la politique russe qui, par un étrange revirement, s'opposait alors à la réalisation des aspirations bulgares. Les peuples et les gouvernements d'Orient ont toujours joué de la division des grandes puissances. Avant la guerre européenne, ils ne croyaient pas beaucoup à la sincérité et à la solidité de la Triple-Entente. Depuis la guerre, ceux d'entre eux qui ont lié partie avec l'Austro-Allemagne continuent d'espérer en une fissure dans le bloc des Alliés. En Bulgarie, on se croyait prémuni contre toutes les mauvaises chances par les sympathies de la Russie et de l'Angleterre agissant les unes dans un sens, les autres dans un autre, de telle sorte qu'elles devaient se faire contrepoids dans les pires éventualités. Trop longtemps les Russes et les Anglais ont facilité ce jeu par un attachement irréfléchi à une politique caduque. Depuis bien des années il est évident que la Serbie est le point de rupture de l'équilibre européen et que les puissances soucieuses de préserver l'indépendance de l'Europe contre la domination germanique doivent à tout prix protéger l'indépendance serbe. Les projets de Confédération balkanique, dont on ne cessait de parler à Londres, à Pétrograd et à Moscou, sont des combinaisons extravagantes. En Orient les tendances se font jour vers la désunion, non vers l'union. Il faut les prendre telles qu'elles sont. Il y a plusieurs groupes : le groupe turco-bulgare qui s'appuie sur l'Austro-Allemagne, le groupe serbo-grec qui résiste à la pesée de celui-là avec le concours des puissances occidentales, et la Roumanie qui est partagée entre sa haine des Magyars et son respect de l'Allemagne. Les Alliés n'ont pas le droit de s'abandonner à des crises de sentiment ; ils doivent s'en tenir aux

faits et ne point hésiter à recourir à la force pour rendre inoffensifs les amis de leurs ennemis.

Comment l'hésitation serait-elle possible aujourd'hui ? Toute la presse bulgare chante les louanges de la Turquie, notre ingrate ennemie. Elle proclame la paix et l'amitié perpétuelles avec le peuple qu'elle avait voué à l'extermination en 1912. Elle est liée avec lui par un traité conclu sous la direction de l'Allemagne et dont la condition essentielle du côté turc, c'est-à-dire du côté allemand, était la mobilisation contre la Serbie. Le duc Jean de Mecklembourg-Schwerin, envoyé spécial de Guillaume II, est resté à Sofia jusqu'à ce que les affiches de mobilisation aient été posées. Le prince de Hohenlohe, autre envoyé du Kaiser, va seulement quitter Constantinople. Voilà pour la politique. Elle est claire. Quant aux sentiments, si l'on ne réussit point à s'en désintéresser, on va juger de ceux qu'on professe dans les États du tsar Ferdinand. Pendant le séjour du duc de Mecklembourg à Sofia on le fit assister, en présence du souverain, à la prise d'épaulette de quatre cents élèves de l'École militaire qui sortaient avec le grade de sous-lieutenant. Après la cérémonie les nouveaux officiers chantèrent en chœur devant le duc et le roi un hymne enflammé contre les Serbes et les Grecs. Voici, d'après le *Messager d'Athènes*, le refrain de cette chanson, qui fait fureur à Sofia :

« Nous avons accepté votre main en frères, mais l'enfer nichait dans votre âme. Avec les goûts d'un brigand invétéré, qui a foulé aux pieds nom, honneur et autel, ô alliés brigands intrigants, hypocrites, vous nous avez dépouillés sans pudeur ; vous avez souillé le temple de notre patrie. Démons inhumains, cachant en vous le crime profondément enraciné, vous êtes des créatures de méchanceté et de rage. Nous tenons compte de tout et nous nous vengerons sauvagement de ton plan satanique, maudite canaille envieuse. »

Tels sont les sentiments qu'insufflent à l'armée et au peuple bulgares les auteurs de l'attaque brusquée du 29 juin 1913.

LES RUSES DU TSAR FERDINAND. — LA COMÉDIE MINISTÉRIELLE. — LA NÉCESSITÉ D'UNE MANIFESTATION RUSSE.

30 septembre 1915.

Des informations d'origine incertaine ont troublé l'opinion publique dans la matinée d'hier. Elles annonçaient que le tsar Ferdinand avait appelé M. Malinof, ancien président du Conseil et un des chefs de l'opposition, et lui avait demandé de constituer un nouveau Cabinet. Déjà les partisans incorrigibles des aspirations bulgares chantaient victoire à Paris et se préparaient à soutenir de nouvelles revendications du Cabinet de Sofia, aux dépens de nos alliés serbes, pour les beaux yeux des nouveaux ministres. Certes, si le tsar Ferdinand s'était vu contraint par des mouvements populaires et le sentiment d'un danger personnel pressant à renvoyer son ministère germanophile, l'événement eût mérité d'être pris en sérieuse considération. Encore aurait-il fallu s'assurer que le changement ministériel n'était point simplement une manœuvre destinée à permettre au souverain mal engagé de se tirer provisoirement d'un mauvais pas. Les affaires bulgares, particulièrement celles qui relèvent de l'initiative de Ferdinand Ier, exigent un examen réfléchi. Mais, hier matin, il ne s'agissait nullement d'un changement de gouvernement à Sofia. M. Radoslavof

n'était point demissionnaire et le roi lui conservait sa confiance. M. Tontchef, ministre des finances, et M. Balakof, ministre du commerce, son ami, s'étaient seuls retirés en invoquant pour prétexte une prétendue querelle de M. Tontchef, germanophile renforcé, avec M. Radoslavof. Le roi avait profité de cette occasion, survenue bien à propos, pour prier M. Malinof de boucher dans le Cabinet en fonctions le trou laissé vide par les compères Tontchef et Balakof.

Jamais ruse ne fut cousue d'un fil plus blanc. En présence de l'impopularité de la mobilisation dans les campagnes, c'est-à-dire dans la très grande majorité du pays, en face de la mobilisation grecque, des revers allemands sur le front occidental, des difficultés de la campagne de Russie, de la résolution des Alliés de secourir la Serbie, le tsar Ferdinand éprouve le besoin de se couvrir. Il sait qu'un second désastre comme celui de 1913 ne serait pas supporté comme le premier par son peuple. Il craint pour sa couronne et, suivant la menace de M. Stamboulovski, pour sa tête. Il a donc jugé prudent de provoquer un remaniement ministériel afin de faire asseoir au Conseil, près de ses créatures, des représentants autorisés de l'opposition qui auraient endossé la responsabilité de l'aventure criminelle en cours d'exécution. Mais M. Malinof ne s'est pas prêté un instant à ce subterfuge. Non seulement il refusa catégoriquement d'entrer dans le Cabinet Radoslavof, mais encore il déclara qu'il ne laisserait y entrer aucun de ses amis. Ferdinand Ier resta bredouille. Aussitôt après il rappela MM. Tontchef et Balakof, qui voulurent bien reprendre leurs portefeuilles. La mobilisation se poursuit avec intensité.

Comment une pareille comédie peut-elle tromper ici des hommes politiques ? Tout remaniement ministériel

à Sofia sera dépourvu d'importance au point de vue des Alliés s'il n'implique pas la prise effective de possession de tous les rouages gouvernementaux, notamment de la direction de tous les services militaires, par les adversaires de la politique actuellement suivie. Les arrangements conclus avec nos ennemis devraient être dénoncés. Avant tout l'armée devrait être remise sur le pied d'avant la mobilisation. Un nouveau ministère, même composé d'hommes en apparence bien intentionnés à notre égard, ne mériterait pas de notre part plus de confiance que celui d'aujourd'hui s'il ne prenait pas les mesures commandées, suivant les Alliés, par les circonstances. Nous souhaitons vivement que le changement désiré de gouvernement se produise à Sofia. Mais n'y comptons pas et méfions-nous. Les positions sont trop nettement prises à la cour du tsar Ferdinand pour qu'on en change sans révolution. Or, comme ce sont les révolutionnaires stambouloviste et macédoniens, les hommes violents et tarés, qui détiennent le pouvoir avec ses avenues, une révolution paraît bien invraisemblable. Il faudrait que les modérés devinssent enragés : cela arrive, mais rarement.

Pour faire capituler Ferdinand I[er], il faut des actes venus de l'extérieur, et ces actes doivent être accomplis avant l'achèvement de la concentration bulgare. Sur la mer Noire, la flotte russe, qui semble en posséder maintenant la maîtrise, doit procéder devant Varna et Bourgas à des manifestations significatives. Quand la nation bulgare constatera que la politique de son roi l'oblige à combattre des soldats russes, elle mesurera la profondeur de l'abîme où l'on veut la jeter. Dans les Balkans, les troupes des Alliés doivent occuper la ligne du Vardar aux points où la frontière serbe est le plus menacée. Elles peuvent être à pied d'œuvre en quelques jours. Elles

sont prêtes. Elles constitueront un renfort matériel puissant. De plus il est permis de douter que les soldats bulgares consentent à se heurter à une armée franco-anglaise. En peu de jours le tsar Ferdinand serait forcé d'abattre son jeu. La Grèce serait la première à bénéficier de la manœuvre. Son gouvernement n'est nullement dupe des protestations pacifiques du Cabinet Radoslavof. Il sait qu'après l'écrasement de la Serbie viendrait le tour de la Grèce. S'étant brisé en 1913 contre la coalition de trois de ses voisins, le tsar Ferdinand nourrit cette fois l'ambition de les battre l'un après l'autre, en bernant ceux qu'il serait trop dangereux d'attaquer tout de suite. Il espère endormir la Grèce par de belles paroles et l'empêcher de recevoir les secours des Alliés jusqu'à ce que la Serbie soit matée.

Mais M. Venizélos n'est pas homme à se laisser prendre à ces fausses caresses. Constantin Ier non plus ne peut se fier aux assurances de son impérial beau-frère. Tous les Grecs qui pensent voient que l'enjeu de la partie actuelle est non seulement Cavalla, non seulement Salonique, mais tout l'hellénisme. Si la Turco-Germanie l'emportait, c'en serait à jamais fait de l'hellénisme en dehors du Péloponèse et de l'Attique. Les Turcs font disparaître les Grecs de l'Asie Mineure comme ils exterminent les Arméniens. Sous le regard bienveillant de Guillaume II, ils turquisent et islamisent toute l'Anatolie en procédant par suppressions. Plusieurs centaines de mille Arméniens ont été massacrés depuis un an. Que resterait-il de Grecs dans l'empire ottoman si le bloc turco-bulgare triomphait ?

DISCOURS DE M. VENIZÉLOS. — LA MOBILISATION GÉNÉRALE GRECQUE. — LE « CASUS FŒDERIS » DU TRAITÉ GRÉCO-SERBE.

1er octobre 1915.

M. Venizélos a prononcé avant-hier à la Chambre grecque un discours qui était attendu avec un vif intérêt. C'était sa rentrée parlementaire depuis sa chute sensationnelle du mois de février dernier. Il reparaissait en vainqueur devant la nouvelle Assemblée où les électeurs grecs avaient envoyé, malgré la plus forte pression gouvernementale, une majorité qui lui était entièrement dévouée. Pourtant il n'a pas voulu triompher. Laissant de côté les affaires intérieures, il a simplement exposé la situation extérieure en se bornant aux déclarations strictement nécessaires. Il s'est même exprimé en termes d'un patriotisme si général que M. Gounaris, le président du Conseil qui a dû lui céder la place après les élections générales, l'a approuvé sans réserves. M. Venizélos est trop prudent pour faire parade de sa victoire. Il a parlé non en homme de parti, mais, suivant sa coutume, en homme d'État.

La situation présente diffère sensiblement de celle que M. Venizélos laissait en quittant le pouvoir l'hiver dernier. Il s'agissait alors, pour la Grèce, de prendre part avec les Alliés à des opérations militaires contre les Turcs, moyennant la promesse de l'annexion d'une bonne partie de l'Anatolie antérieure avec Smyrne. Cette acquisition eût été la récompense d'une heureuse coopération en

même temps qu'une compensation, très large, pour la cession à la Bulgarie de la région de Cavalla. Dans cette combinaison, M. Venizélos se croyait sûr de la neutralité du gouvernement bulgare. La résistance du roi Constantin, opposé à toute cession territoriale et très défiant à l'égard de la Bulgarie, ruina la combinaison. Aujourd'hui il n'est plus question pour la Grèce d'attaquer les Turcs ni d'abandonner des territoires aux Bulgares. Elle se trouve en présence d'un danger pressant. La Bulgarie a mobilisé pour prendre la Macédoine serbe. Il n'est pas douteux que cette conquête, si elle s'effectuait, serait la préface de celle de la Macédoine grecque. De plus, la Grèce se trouve obligée par le traité de secourir la Serbie dans le cas où celle-ci serait attaquée par la Bulgarie. M. Venizélos a donc fait procéder, avec l'approbation du roi cette fois, à la mobilisation générale. Constantin Ier ne pouvait refuser de sanctionner une mesure d'une évidente nécessité.

C'est ce que le président du Conseil a expliqué brièvement dans la première partie de son discours. Il a déclaré que, dans les circonstances actuelles, il revenait à son programme de septembre 1914 dont voici le principal passage : « Le gouvernement est tenu par des obligations découlant de son alliance avec un des belligérants, la Serbie, et il est décidé à remplir ces obligations, si le *casus fœderis* se présente. » M. Venizélos espère que le *casus fœderis* ne se présentera pas. Mais il a fait suivre ce souhait protocolaire d'observations qui ont montré la situation sous l'aspect le plus inquiétant. En premier lieu, malgré les protestations officielles de la Bulgarie, une mobilisation générale ne peut rester indéfiniment pacifique ; les heurts deviennent inévitables. Ensuite le gouvernement bulgare proclame depuis des mois qu'il tient

pour nul et non avenu le traité de Bucarest de 1913 et qu'il en poursuivra la revision par tous les moyens. Evidemment la mobilisation d'aujourd'hui constitue le moyen choisi. Que la revision du traité de Bucarest par les armes vise actuellement la Serbie seule, la Grèce ne s'en trouve pas moins directement menacée. Son alliance avec la Serbie a pour but non seulement la garantie de l'état territorial créé par le traité de Bucarest, mais aussi le maintien du contact territorial des deux pays, qui seul leur permet de résister victorieusement à une attaque éventuelle des vaincus de 1913. Enfin la Bulgarie aspire ouvertement à l'hégémonie dans les Balkans. N'ayant pu l'obtenir en une fois en 1913, malgré la complicité du Cabinet de Vienne, elle cherche à l'atteindre en plusieurs étapes. Le succès de ce plan serait la ruine de la Grèce. M. Venizélos est décidé à l'empêcher à tout prix : « Le peuple grec en armes, a-t-il dit, est prêt à défendre son intégrité, ainsi que les intérêts vitaux du pays, et à s'opposer à toute tentative d'un État balkanique quelconque tendant à créer en sa faveur une situation prépondérante qui marquerait la fin de l'indépendance politique et morale des autres. »

Les germanophiles de Grèce, toujours très actifs, avaient espéré, paraît-il, que le *casus fœderis* du traité serbo-grec ne jouerait pas, pour deux raisons, en cas d'attaque de la Serbie par la Bulgarie et l'Austro-Allemagne. La première de ces raisons est digne de ceux qui l'invoquent. Suivant eux, la Grèce ne serait tenue de secourir la Serbie que si celle-ci était attaquée par la Bulgarie seule. Mais si une ou plusieurs autres puissances se joignaient à l'agresseur prévu, l'obligation de secours disparaîtrait. Voici la seconde raison : le traité d'alliance prévoit, assure-t-on, que dans l'hypothèse envisagée la

Serbie attaquée devra mettre au moins 150.000 hommes en ligne contre la Bulgarie. Or les germanophiles prétendent qu'au cas où les Austro-Allemands l'attaqueraient au Nord, la Serbie ne pourrait pas distraire 150.000 hommes de son front du Danube et de la Save. Mais ce n'est qu'une supposition de la part de ces messieurs. En tout cas les Alliés sont prêts dès maintenant à parfaire, et bien au delà, le nombre stipulé. Toutes les arguties progermaines s'évanouissent donc. M. Venizélos ne s'y arrête point. Il prend les dispositions nécessaires pour faire face au danger. Il est soutenu par la confiance et l'enthousiasme de l'immense majorité du pays.

Plus le temps s'écoule, plus il convient de n'attacher aucune importance aux déclarations officielles bulgares. En tout état de cause, même si elle n'était pas suivie d'hostilités immédiates, la mobilisation ordonnée par le tsar Ferdinand aurait deux objets : l'immobilisation de forces serbes sur la frontière de l'Est tandis que les Austro-Allemands attaqueraient au Nord les troupes du roi Pierre, et le desserrement de l'étreinte des Alliés sur la Turquie. Nous devons parer à ce double danger.

LA CONCENTRATION BULGARE AU NORD-OUEST. — LES OFFICIERS ALLEMANDS A SOFIA. — DÉCLARATION DU FOREIGN OFFICE.

2 octobre 1915.

A mesure qu'on se rapproche de la date fixée par les compères de Sofia, de Constantinople, de Vienne et de

Berlin pour l'attaque de la Serbie, les trucs de la comédie bulgare se découvrent mieux.

Le souci d'observer la neutralité armée dont parle M. Radoslavof se manifeste par une concentration de troupes à l'angle nord-ouest du royaume, sur la rive droite du Timok, de Widin à Tsaribrod. Des environs de Widin à la rive hongroise du Danube la distance est courte. Le territoire serbe forme là un saillant qui suit le cours du Danube et qui touche aux trois frontières hongroise, roumaine et bulgare. C'est par ce saillant, par les voies qui aboutissent à Negotin et à Kladovo, que la Serbie prend contact avec la Roumanie, et que celle-ci communique avec les puissances de la Quadruplice. C'est également par là que l'Austro-Allemagne peut rétablir ses communications avec la Turquie sans passer par le territoire roumain. En conséquence, si une poussée germano-bulgare venait à mettre le district de Negotin entre les mains des Austro-Allemands, la Serbie serait coupée de la Roumanie, et la Roumanie ne pourrait plus rien recevoir des Alliés jusqu'à ce que les Détroits fussent rouverts, tandis que l'Allemagne pourrait librement faire passer en Turquie tout ce qu'il lui plairait. C'est assez dire l'importance de l'opération.

Celle-ci une fois effectuée et ces résultats acquis, on passerait à la seconde partie du plan, c'est-à-dire à l'occupation de la ligne du Vardar. Au traité de Bucarest, les Bulgares, à qui les Serbes avaient donné le choix entre le district de Kotchana et celui de Stroumitza, ont choisi celui de Stroumitza qui s'avance en pointe jusque près du Vardar. Cette préférence se justifiait uniquement par le désir de posséder un tremplin d'où les troupes, régulières ou déguisées en comitadjis, du tsar Ferdinand pussent se lancer à tout instant sur la ligne du Vardar.

On sait que depuis quatorze mois les comtadjis ont tenté maintes fois l'aventure. La ligne Nich-Salonique une fois coupée, la Serbie se trouverait abandonnée à ses propres moyens. Même si l'opération s'en tenait là, sans se prolonger du côté de Monastir avec le concours de bandes albanaises, la situation n'en serait pas moins désastreuse pour les Serbes, les Grecs et les Alliés. En réalité l'Austro-Allemagne serait maîtresse de l'Orient. Encerclée de toutes parts, la Roumanie s'enliserait dans une neutralité de plus en plus funeste, à moins qu'un sursaut patriotique de la nation forçât le gouvernement à sauver par une action énergique les destinées nationales. En ce qui concerne particulièrement la Grèce, elle ne pourrait se faire d'illusions sur le sort de Salonique. La possession de ce port de l'Egée est l'objet traditionnel des ambitions de l'Autriche. Elle aurait d'autant plus d'importance pour cette puissance qu'elle aurait perdu Trieste et que l'Adriatique lui serait fermée.

Parallèlement à l'avance des troupes bulgares sur la frontière serbe, les officiers allemands affluent à Sofia. Comme en Turquie, ils s'installent dans les principaux services militaires. Les uns viennent de Turquie, les autres d'Allemagne. Est-ce afin d'appuyer la « neutralité armée »? Malgré des tendresses persistantes pour les hommes de Sofia, le gouvernement britannique a cru devoir signaler ce scandale. Hier le Foreign Office a fait publier une communication où il déclare que l'action actuelle en Bulgarie « est tout à fait analogue à celle qui a été entreprise par les Allemands en Turquie l'année dernière, alors que des officiers allemands ont obligé la Turquie à engager contre la Russie une attaque injustifiée ». Cette ressemblance avec la comédie qui s'est jouée sur le Bosphore pendant les premiers mois de la guerre

européenne ne pouvait manquer de frapper Sir Edward Grey. Le Cabinet de Londres ne veut pas se laisser prendre deux fois aux mêmes artifices. Au mois de septembre 1914, il a retiré des Détroits la mission navale britannique dirigée par l'amiral Limpus, alors que l'Allemagne renforçait tant et plus la mission militaire commandée par le général Liman von Sanders. Cette mesure surprenante a été suivie de résultats dont on voit trop bien la gravité. Il s'agit aujourd'hui de ne plus se laisser berner par les déclarations officielles de gens qui attendent le moment propice pour nous donner un coup de poignard dans le dos. En 1914 la Turquie et l'Allemagne marchaient complètement d'accord. En 1915 la Bulgarie, alliée à la Turquie, combine ses efforts avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. Elle a lié sa fortune à celle des ennemis de la civilisation. Nous devons agir en conséquence.

RETRAIT DES PROPOSITIONS DE LA TRIPLE-ENTENTE A LA BULGARIE. — DERNIÈRE ILLUSION ANGLAISE.

4 octobre 1915.

Il ne subsiste plus de doute que les Alliés réalisent en ce moment leur promesse de venir militairement au secours de la Serbie. Ils n'ont eu pour cela qu'à changer de base d'opérations dans la mer Egée. Leurs troupes de renfort et de réserve pour les Dardanelles, avec tout le matériel correspondant, étaient déjà établies à Lemnos et à Mitylène, îles grecques. Elles ont pu passer à Salonique, territoire également grec, pour rejoindre l'armée du roi

Pierre, sans rencontrer de difficultés. Matériellement, il est à peu près aussi facile, depuis Moudros, d'aller à Salonique qu'à un point de débarquement du golfe de Saros. Diplomatiquement, les objections ne devaient pas être plus fortes contre le débarquement dans un port continental que contre l'occupation de deux îles. Au point de vue des principes, la différence est nulle. En fait, on pourrait soutenir que le débarquement à Salonique est plus justifié puisqu'il s'agit pour les troupes expéditionnaires d'aller secourir un pays allié de la Grèce que celle-ci est tenue de défendre contre une agression bulgare imminente. Tous les Hellènes comprendront que la cause des Alliés est solidaire de la leur. Si le Cabinet d'Athènes croit devoir formuler une protestation, ce sera seulement pour ne point paraître avoir appelé lui-même une intervention qu'il se contente provisoirement de tolérer.

Naturellement l'exécution de l'opération militaire a dû être précédée d'explications sur la situation diplomatique. Le gouvernement grec ne pouvait s'associer, directement ou indirectement, à l'entreprise projetée si les Alliés avaient maintenu à Sofia leurs propositions du 14 septembre, qui mettaient à néant le traité de Bucarest. Déjà les agents de M. Radoslavof répandaient le bruit que les troupes franco-anglaises avaient pour mission d'occuper au profit de la Bulgarie les territoires revendiqués par elle. Si grotesque que fût cette insinuation, il importait de rassurer le gouvernement et le peuple grecs. C'est fait maintenant. Il est bien entendu, à Athènes et à Belgrade comme à Sofia, que les propositions de concessions territoriales libéralement offertes à la Bulgarie le 14 septembre sont entièrement caduques. Le gouvernement bulgare y a répondu par la mobilisa-

tion générale. Les Alliés ont relevé cette provocation comme il convenait. Ils ne connaissent plus aujourd'hui que le traité de Bucarest, qui reste le statut territorial des Balkans. A ce propos nous constatons avec plaisir que la presse française, naguère foncièrement hostile à ce traité, veut bien aujourd'hui le considérer comme la sanction normale de la seconde guerre balkanique.

La prédominance de l'idée contraire chez les Alliés jusqu'à ces derniers temps leur a fait commettre de graves imprudences. Elle en entraînerait de nouvelles si elle persistait dans certains milieux. Rien ne serait plus funeste, par exemple, que de reprendre les négociations avec Sofia si le tsar Ferdinand et ses ministres, déconcertés par la présence d'une armée anglo-française en Macédoine, prétendaient renouer les conversations en alléguant qu'il y a eu malentendu. A l'heure actuelle, nous ne devons plus songer qu'à mater nos ennemis et les complices de nos ennemis. Aussi avons-nous lu avec une certaine surprise dans le *Times* du 1er octobre que le seul règlement durable des affaires balkaniques consiste, suivant l'expression de Sir Edward Grey, « dans l'union territoriale et politique des nationalités parentes ». Comment nos amis anglais n'ont-ils pas enfin vu que des parents, qu'on voulait à toute force mettre ensemble en ménage, sont des rivaux dont quelques-uns sont plus ennemis entre eux que des étrangers? Ne sait-on point à Londres ce que sont les haines de famille? En voulant rapprocher des parents brouillés, on ne réussit le plus souvent qu'à les mettre aux prises. Les Bulgares ne veulent point, n'ont jamais voulu se réconcilier avec les Serbes et les Grecs. Depuis le moyen âge ils se battent avec eux. Aujourd'hui ils prétendent rejeter les uns et les autres dans un coin de la péninsule pour rester seuls

maîtres dans les Balkans. Il n'y a jamais eu d'union balkanique. On ne peut reconstituer ce qui n'a jamais existé. En Macédoine le « roc » de l'union sur lequel le *Times* veut établir un règlement inébranlable n'est qu'une tourbière. Nous le regrettons, mais ni notre confrère ni nous n'y pouvons rien changer.

ULTIMATUM RUSSE A LA BULGARIE. — LE TRAITÉ TURCO-BULGARE DU 6 SEPTEMBRE.

5 octobre 1915.

Le gouvernement russe a enfin fait à Sofia la démarche que commandait la situation. Avant-hier 3 octobre, peut-être même la veille, il a prescrit à M. Savinsky de remettre à M. Radoslavof une note comminatoire qui est un véritable ultimatum. La Russie dénonce la politique germanophile du tsar Ferdinand et la présence d'officiers allemands et autrichiens dans les principaux services bulgares comme des actes hostiles « en vue d'une agression fratricide contre un peuple slave et allié ». En conséquence elle somme le gouvernement bulgare « de rompre ouvertement avant vingt-quatre heures avec les ennemis de la cause slave et de la Russie » et de procéder immédiatement « au renvoi des officiers appartenant aux armées d'États qui sont en guerre avec les puissances de l'Entente ». S'il n'est pas déféré à cette sommation dans le délai fixé, M. Savinsky doit quitter la Bulgarie avec tout le personnel de la légation et des consulats. Comme les communications télégraphiques avec la Bulgarie sont rendues difficiles depuis quelques jours, M. Savinsky a

reçu la dépêche de M. Sazonof avec un certain retard, et il n'a pu s'acquitter de sa mission qu'hier lundi à quatre heures du soir. C'est donc aujourd'hui à quatre heures qu'expire le délai de l'ultimatum.

Suivant toute vraisemblance, les légations des autres puissances de la Quadruple-Entente se sont solidarisées avec celle du tsar Nicolas. Elles ont dû appuyer l'ultimatum russe et quitteront le pays en même temps que que M. Savinsky. En effet, l'heure n'est plus aux tergiversations ni aux discussions. Le seul procédé raisonnable à employer à l'égard de la Bulgarie consistait dans une mise en demeure catégorique comme celle de M. Sazonof. Que n'y a-t-on recouru plus tôt ! Si le peuple bulgare avait reçu à temps de la grande puissance orthodoxe une menace d'excommunication, peut-être se fût-il ressaisi et aurait-il chassé du pouvoir les serviteurs de la Germanie. On ne négocie point à Sofia dans les mêmes formes qu'à Londres. La Russie, qui s'est toutefois servie, plus ou moins à propos, de la manière forte dans les États balkaniques, ne pouvait pas trouver d'occasion plus opportune de tenir publiquement un langage sévère à Sofia. Il n'était nul besoin d'attendre une provocation comme celle de la mobilisation générale. On sait aujourd'hui que le traité de Dimotika relatif à la modification de la frontière turco-bulgare a été signé le 6 septembre ; le *Narodni Prava*, journal officieux du Cabinet Radoslavof, en a publié le texte avec la date. S'il est ensuite survenu quelques difficultés, ce n'était point sur les clauses du traité, qui était définitif, mais sur leur exécution. Les Turcs tenaient à s'assurer qu'ils ne seraient point bernés. Ils ne voulaient point laisser à leur nouvel allié le choix de la date de la mobilisation. Ils subordonnaient la remise effective des territoires cédés à l'exécu-

tion préalable des engagements contractés par la Bulgarie.

Bien avant le 6 septembre, d'ailleurs, la rupture entre Pétrograd et Sofia semblait inévitable. En vain la Russie suivait-elle chez ses ingrats protégés la politique du joueur qui court après son argent. La partie était perdue pour elle depuis le régime de Stamboulof. Depuis lors, quelles que fussent les dispositions de la population bulgare, les divers gouvernements qui se sont succédé en Bulgarie ont pratiqué une politique destinée fatalement à ruiner l'influence russe. La manière pouvait être différente, le but était le même. Les gouvernants bulgares n'admettaient l'influence russe que si elle s'exerçait exclusivement en leur faveur. Ils ne voulaient pas être les instruments de la politique de Pétersbourg en Orient ; ils travaillaient pour eux-mêmes. C'est ainsi qu'ils furent naturellement amenés à s'appuyer sur le Cabinet de Vienne. Toute l'histoire des trente dernières années le montre. M. Malinof, chef actuel de l'opposition, était président du Conseil lorsque furent combinées la proclamation de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine et celle de l'indépendance bulgare en 1908. L'intimité des relations entre Vienne et Sofia n'a pas été interrompue depuis de longues années. Elle était plus ou moins cordiale, mais elle subsistait. Or, l'Autriche-Hongrie poursuivait avec ténacité l'assujettissement de la Serbie, dont l'indépendance importait au plus haut point à la Russie et aux puissances occidentales. Les dépouilles serbes étaient ardemment convoitées par les Bulgares. Avant la seconde guerre balkanique, ceux-ci ne se gênaient point pour dire que Nich et Pirot auraient dû leur être attribuées. De plus, le tsar Ferdinand a toujours été hypnotisé par le rêve de son couronnement comme empereur d'Orient à Sainte-Sophie. Et, certes, il n'y a point renoncé. Dès lors,

comment, dans une crise européenne décisive, le gouvernement bulgare ne se serait-il point rallié aux empires germaniques, aux nations de proie ? S'il n'avait pas pris nettement position jusqu'à cet automne, c'était uniquement par prudence. Mais l'intention préexistait.

Peut-être Ferdinand I[er] eût-il préféré attendre encore un peu. Seulement, quand on est lié à des partenaires comme l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et la Turquie, on n'est point tout à fait son maître. Maintenant les dés sont jetés. A nous de conduire le jeu sans défaillance.

CONFLIT DE M. VENIZÉLOS AVEC LE ROI CONSTANTIN. — DÉMISSION DE M. VENIZÉLOS. — DÉBARQUEMENT ANGLO-FRANÇAIS A SALONIQUE.

6 octobre 1915.

Nous sommes maintenant en plein drame. M. Venizélos, qui est un autre homme que M. Radoslavof, n'a voulu jouer la comédie ni devant son roi, ni devant son pays, ni devant l'Europe. Appelé lundi à fournir à la Chambre des explications sur la situation politique, il les a présentées en toute franchise, sans rien dissimuler des conséquences de la politique qu'il voulait suivre. Après une longue séance qui s'est terminée fort avant dans la nuit, il a été approuvé par 147 voix sur 257 votants, non compris les 9 ministres. Mais, dans la journée de mardi, il s'est trouvé en désaccord avec le souverain. Il est aujourd'hui démissionnaire. A défaut d'informations détaillées, il convient de suspendre son jugement. Pourtant

on peut dire dès à présent sans grand risque d'erreur que la retraite de M. Venizélos n'aura pas cette fois le même caractère qu'en février dernier. Si Constantin Ier ne se ravise point et ne maintient pas M. Venizélos au pouvoir, il y aura lutte. Les circonstances ne permettent plus au président du Conseil renvoyé de se réserver pour un avenir plus ou moins prochain. Les péripéties de la crise orientale se développent avec une rapidité qui interdit tout atermoiement. Chaque heure compte.

Le 1er octobre, Sir J. Hamilton, commandant des forces anglo-françaises aux Dardanelles, est débarqué à Salonique avec une cinquantaine d'officiers anglais et français. Il a rendu visite au général Moscopoulos, commandant le troisième corps d'armée grec, et lui a demandé des renseignements en vue d'un débarquement éventuel de troupes alliées. Le général en a référé au gouvernement. M. Venizélos s'en est entretenu avec les ministres de la Quadruple-Entente. Ayant constaté la volonté des puissances alliées d'envoyer des troupes au secours de la Serbie menacée, le président du Conseil grec a formulé une protestation contre le débarquement. Cette protestation n'avait pas pour objet d'empêcher le passage de troupes anglo-françaises à travers le territoire grec. Elle réservait seulement, dans des termes qui n'ont pas été portés à la connaissance du public français, les droits de souveraineté de la Grèce. En fait, les opérations de débarquement ont déjà commencé. Dans l'intervalle, le Cabinet d'Athènes a reçu des gouvernements de la Quadruple-Entente les déclarations les plus rassurantes tant au sujet des droits souverains de la Grèce que relativement à la caducité des propositions de concessions faites à la Bulgarie. C'est dans ces conditions que M. Venizélos se présentait lundi devant la Chambre.

La première partie de la séance semble s'être passée en un échange d'explications sur la nature des obligations contractées envers la Serbie dans le traité de 1913. Quelques anciens hégètes des partis qui conduisaient l'Hellade au précipice quand M. Venizélos prit la direction des affaires soutenaient que le *casus fœderis* prévu dans le traité gréco-serbe ne pouvait plus jouer depuis que la Serbie avait consenti à la cession éventuelle à la Bulgarie des territoires garantis par le traité. L'argument était captieux, mais de nature à troubler les esprits. Il était certain qu'on l'exploiterait contre nous. C'était un des dangers des négociations avec le Cabinet Radoslavof. De concert avec nos ennemis, le Cabinet de Sofia laissait traîner les conversations afin de nous compromettre de plus en plus vis-à-vis de nos amis. Il désirait se faire offrir des concessions qui seraient considérées par nos amis comme une violation de leurs droits et qui nous brouilleraient avec eux. Il n'a pas complètement manqué son but. C'est ainsi que le bruit se répandit en Grèce que les troupes anglo-françaises venaient occuper en Macédoine, pour le compte de la Bulgarie, les territoires grecs dont la cession avait été promise à M. Radoslavof. M. Venizélos a dû déclarer explicitement devant la Chambre que toute appréhension relative au passage des troupes franco-anglaises par le territoire hellénique avait disparu à la suite des assurances officielles données par la Quadruple-Entente sur la complète caducité des propositions faites à la Bulgarie.

Serré de plus en plus près par les chefs de l'opposition partisans du maintien de la neutralité, M. Venizélos a fini par s'exprimer de la manière la plus nette. Il a dit que le traité d'alliance avec la Serbie subsistait tout entier, qu'il obligeait chacun des deux contractants à se

porter au secours de l'autre en cas d'attaque venant d'une tierce puissance quelconque et que sa violation constituerait un acte déshonorant. Ensuite, avec sa force ordinaire de persuasion, il a démontré que l'écrasement de la Serbie serait suivi de l'écrasement de la Grèce et que le souci des intérêts vitaux de l'hellénisme commandait d'appliquer loyalement le traité d'alliance. Enfin il a envisagé de face le cas où les événements mettraient la Grèce en conflit non plus seulement avec la Bulgarie, mais avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. « Je ne dis pas, a-t-il déclaré, que nous devons nous battre contre l'Allemagne et l'Autriche ; mais, si la fatalité nous amène en face d'autres nations que la Bulgarie, nous ferons à nouveau ce que l'honneur commande. » Telle est du moins la dernière version des paroles du président du Conseil grec. Il en a été donné ce matin une autre plus catégorique en faveur de la Quadruple-Entente. Mais ce ne sont là que des nuances. La politique de M. Venizélos est claire. Elle avait été ratifiée expressément par les dernières élections générales. Elle a été approuvée, hier, par la grande majorité de la Chambre.

Cependant elle a été désavouée par le roi. Constantin Ier a-t-il reculé au dernier moment devant les conséquences des actes qu'il avait autorisés les jours précédents ? A-t-il saisi le prétexte de l'allusion de M. Venizélos aux deux empires du centre pour prétendre que le président du Conseil était allé au delà de ce qui avait été convenu ? On ne sait encore. Mais il est permis de croire que M. Venizélos a prononcé ces paroles en connaissance de cause et qu'il est décidé à faire triompher les droits de l'hellénisme tel qu'il les comprend, et le peuple grec avec lui. [*Il a montré jusqu'ici les égards les plus respectueux envers son souverain. Il se pourrait qu'il changeât de manière*

si le roi se mettait décidément en travers de l'accomplissement des destinées nationales.]

RUPTURE DE LA QUADRUPLE-ENTENTE AVEC LA BULGARIE. — COMMUNIQUÉ DU CABINET DE SOFIA. — COUP D'ŒIL RÉTROSPECTIF SUR LES RELATIONS TURCO-BULGARES DEPUIS 1913.

7 octobre 1915.

Avant-hier 5 octobre, à l'heure où le conflit éclatait entre M. Venizélos et le roi Constantin, M. Radoslavof répondait par une fin de non-recevoir à l'ultimatum russe. En conséquence les représentants de la Quadruple-Entente à Sofia ont demandé leurs passeports. Comme il était naturel, le ministre de Serbie s'est joint à eux. En ce moment les cinq ministres, accompagnés du personnel de leurs missions, doivent être à Bucarest ou du moins sur le chemin de la capitale roumaine, d'où chacun d'eux regagnera son pays. La rupture est donc consommée. Elle sera suivie incessamment d'hostilités ouvertes.

Le communiqué publié par le Cabinet de Sofia dénature les faits, suivant la méthode en honneur chez les Germains et leurs amis. Il prétend qu'il n'y a point d'officiers allemands et autrichiens dans l'armée bulgare. Il déclare qu'en conséquence il ne peut chasser des officiers qui n'existent pas. Que les officiers et les agents auxiliaires austro-allemands actuellement en Bulgarie ne portent point tous l'uniforme et n'exercent point encore officiellement de commandement, c'est possible. Mais ils sont en service, ils collaborent avec leurs collègues bul-

gares, ils agissent. Peu nous importe la tenue qu'ils revêtent et l'appellation qu'on leur donne. Leur présence et leurs actes en Bulgarie constituaient vis-à-vis de la Quadruple-Entente une provocation intolérable et un danger dont il fallait prévenir les effets. L'ultimatum russe, appuyé par la France, l'Angleterre et l'Italie, a détruit l'équivoque. La duplicité du Cabinet de Sofia paraît maintenant au grand jour.

La rupture d'aujourd'hui est la conséquence logique de la politique suivie avec une remarquable continuité de vues par la Bulgarie depuis le traité de Bucarest. Tous ces jours derniers, on lisait un peu partout des articles sur la « trahison » bulgare, sur le coup de théâtre de sa mobilisation, etc. Il n'y a eu aucun coup de théâtre à Sofia ; on y a seulement pris des mesures décidées en principe depuis longtemps. Nous avons déjà exposé les raisons générales qui poussaient le successeur du prince Alexandre de Battenberg dans les bras des Austro-Hongrois et des Macédoniens. A mesure que les événements se déroulaient, nous avons signalé — autant que la censure le permettait — les intrigues du tsar Ferdinand et du Cabinet Radoslavof avec Constantinople et Vienne. Des renseignements particuliers nous permettent aujourd'hui de préciser l'attitude du gouvernement bulgare depuis la seconde guerre balkanique.

On se rappelle qu'aussitôt après la signature du traité de Bucarest il y eut un va-et-vient de personnages bulgares et ottomans entre Constantinople et Sofia. Les uns et les autres, civils ou militaires, étaient en contact avec les représentants de Guillaume II dans les deux capitales. Sur le Bosphore M. de Wangenheim agissait avec son énergie accoutumée. Il fut alors question dans la presse de la négociation d'un accord turco-bulgare. Si invrai-

semblable que parût aux observateurs superficiels la conclusion d'une entente entre les Bulgares et les Turcs qui venaient de leur reprendre la Thrace avec Andrinople, elle semblait au contraire naturelle aux personnes qui savaient que la haine contre la Serbie, la Roumanie et la Grèce dominait dans l'esprit des dirigeants bulgares toutes les autres considérations. En fait, l'accord négocié sous les auspices de M. de Wangenheim fut signé dans le courant d'octobre 1913, c'est-à-dire moins de quatre mois après la rentrée des Turcs à Andrinople. Il était dirigé contre les trois autres puissances balkaniques. Il prévoyait la formation de bandes de comitadjis chargées de fomenter l'agitation en Macédoine. Les deux États contractants espéraient que les troubles ainsi provoqués fourniraient à l'un d'eux un prétexte d'intervention armée à un moment opportun. Réconciliés dans une rancune commune, ils ne se rendaient peut-être pas exactement compte de la manière dont ils assouviraient leur vengeance. Mais les Bulgares tenaient avant tout à empêcher les Macédoniens annexés à la Serbie de s'assimiler à leur nouvelle patrie, et les Turcs, hypnotisés par la question des îles, cherchaient un prétexte d'arracher par la force à la Grèce la possession de Mitylène et de Chio.

L'accord envisageait non seulement les moyens de déchaîner une troisième guerre balkanique, mais aussi les résultats de cette conflagration. Supposant la victoire, il attribuait à la Bulgarie toute la Macédoine, y compris Salonique et Cavalla. La Turquie recevait toute la Thrace et les îles de l'Egée conquises par la Grèce. De plus, elle obtenait la suzeraineté de l'Albanie autonome. Quant aux puissances germaniques, qui ne figuraient point en nom dans l'affaire, mais qui dictaient les clauses à leurs protégés, elles bénéficiaient de la faculté de lancer ceux-ci

contre la Serbie à l'heure correspondant à l'exécution de leur grand dessein mondial. Que pense Constantin Ier de ces manigances de son impérial beau-frère ? S'il connaissait mieux la fourberie souveraine de Guillaume II, il éprouverait moins de scrupules à l'affronter.

L'accord d'octobre 1913 ne resta point lettre morte. Les comitadjis soudoyés par les deux contractants s'acquittèrent de leur besogne en conscience, surtout dans la Macédoine serbe. S'il ne survint point de conflit international à ce propos, ce fut grâce à la prudence et à la modération du gouvernement de Pierre Ier. En Albanie les intrigues allèrent leur train. Les agents du comité Union et Progrès suscitèrent la candidature au trône des Skipétars du prince Bourhan-Eddine fils préféré d'Adul Hamid. Avec les agents autrichiens, ils préparèrent la création de bandes qui, en cas de conflagration générale, auraient donné la main aux comitadjis venus de la frontière bulgare. Si rien de décisif n'intervint avant juillet 1914, ce fut probablement parce que Guillaume II et l'archiduc François-Ferdinand attendaient leur heure. Ce fut aussi parce que la Turquie et la Bulgarie désiraient compléter leurs armements. L'aveuglement de la Triple-Entente à cette époque restera un des étonnements de l'histoire. La Russie pressait la France d'autoriser la Bulgarie à émettre sur le marché de Paris un emprunt dont les fonds auraient servi à renouveler l'armement de l'emprunteur. Heureusement le Cabinet de Paris résista sur ce point. Malheureusement, plus tard, il autorisa un emprunt turc de 500 millions.

L'accord turco-bulgare ne visait point directement la Roumanie. Un des principaux membres du Cabinet Radoslavof expliquait alors pourquoi : « Nous sommes un peuple patient, disait-il. Nous sommes pressés d'entrer

en Macédoine. Mais il convient d'attendre pour la Roumanie. Le peuple roumain est lâche ; il nous laissera faire en Macédoine. Nous patienterons quelques années, et vous apprendrez alors comment un Bulgare sait haïr. » Les Roumains savent ce qu'on pense d'eux de l'autre côté du Danube. S'ils s'abandonnent à l'inertie dans la crise actuelle, ils ne compteront plus comme peuple.

LE MINISTÈRE ZAÏMIS. — LA DISCUSSION SUR LE « CASUS FŒDERIS ».

8 octobre 1915.

Le roi Constantin n'a point perdu de temps pour donner un successeur à M. Venizélos. Avant-hier il chargeait M. Zaïmis de constituer le nouveau Cabinet. Hier soir M. Zaïmis et les collègues qu'il a choisis ont prêté serment. Lundi le nouveau ministère se présentera devant la Chambre. En France, nous l'appellerions un Cabinet de concentration. En Grèce, cette expression serait inexacte si nous lui donnions le même sens que chez nous. M. Zaïmis n'a pas réalisé une concentration de partis, car, en dehors du parti vénizéliste, il n'existe dans la Boulè d'aujourd'hui aucun parti digne de ce nom. Le président du Conseil a seulement groupé autour de lui les anciens chefs des partis disparus, les hégètes qui alternaient au pouvoir par l'effet de ce « rotativisme » qui, en Grèce comme au Portugal, avait corrompu jusque dans les moelles tout l'organisme politique. M. Zaïmis, ancien président du Conseil, est entouré de quatre autres anciens présidents du Conseil, MM. Gou-

naris, Dragoumis, Rhallys et Théotokis. On peut dire de ceux-ci qu'ils sont par-dessus tout jaloux de M. Venizélos. MM. Rhallys et Dragoumis ne semblent pas avoir d'objection de principe contre la politique préconisée par le ministre tombé ; le premier a même été élu avec une liste venizéliste. Mais ni les uns ni les autres ne supportent la supériorité de M. Venizélos. S'ils sont devenus neutralistes passionnés, c'est moins parce qu'ils sont adversaires de l'intervention qu'afin de mettre M. Venizélos en échec et de gagner les faveurs du souverain. Leurs vœux sont aujourd'hui comblés. Les voici installés au pouvoir sur les ruines du Cabinet Venizélos. Mais, en tout cela, que va devenir la Grèce ?

Le roi Constantin interprète étroitement le traité d'alliance gréco-serbe. Il n'admet pas que le *casus fœderis* joue si la Serbie est attaquée par les Austro-Allemands sans l'être par les Bulgares. Il considère la mobilisation bulgare non comme une provocation, mais comme un danger contre quoi la mobilisation grecque constitue provisoirement une précaution suffisante. Ayant reçu de Vienne et de Berlin l'assurance qu'il ne serait pas attaqué, il se comporte comme s'il ne devait pas l'être. Il a confiance dans les promesses de Guillaume II. Toutefois il ne s'oppose point à ce que les Alliés de la Serbie passent sur le territoire grec pour aller au secours de Pierre Ier. Il prétend observer une neutralité armée expectante tout en se prêtant aux opérations militaires d'autres puissances intéressées comme la Grèce au maintien de l'équilibre dans les Balkans. Tout l'art de la diplomatie germanique va s'employer à confirmer Constantin Ier dans ces intentions. Il est même fort possible qu'elle dissuade le gouvernement bulgare d'attaquer la Serbie, de sorte que le Cabinet de Belgrade ne puisse invoquer le *casus*

fœderis. Elle se contenterait de faire marcher les comitadjis et les Albanais. La répugnance de plus en plus marquée d'une importante partie de la population bulgare contre une lutte armée avec la Russie et ses alliés rend cette hypothèse assez vraisemblable. D'ailleurs, la présence d'armées bulgares à la frontière serbe rendrait à elle seule un signalé service aux Austro-Allemands. Elle détournerait du front du Danube de très importants contingents serbes.

Mais ces discussions sur l'application du *casus fœderis* sont vraiment byzantines. Tandis que les hégètes pérorent, l'ennemi est aux portes. M. Venizélos croit, il a déclaré, textes formels en main, que le *casus fœderis* doit jouer. Toutefois ce n'était point là son argument principal. Le plus solide, le plus puissant, celui auquel aucune argutie ne peut répondre, c'est que, avec ou sans traité, la Grèce doit, pour sauver ses intérêts vitaux, se rendre solidaire de la Serbie. Peu importe que la Serbie soit écrasée par les Austro-Allemands seuls ou avec l'aide des Bulgares, le coup porté à la Serbie n'en serait pas moins mortel. Collaborateurs actifs ou complices sournois, les Bulgares ne profiteraient pas moins de la défaite serbe. Tout de suite ou un peu plus tard ils menaceraient directement la Macédoine grecque. Ils ruineraient toutes les ambitions hellèniques sur les côtes septentrionales de la mer Egée. Alors toute espérance serait interdite à l'Hellade. Les Turcs achèveraient de détruire les colonies grecques de l'Asie Mineure. L'Angleterre et la France, en tout état de cause maîtresses de la mer, sauraient se venger. Constantin Ier ne règnerait plus que sur des ruines. Le triomphe des Germano-Bulgares en 1915 serait aussi funeste pour l'hellénisme que la prise de Constantinople par les Turcs en 1453.

En comparaison de ce danger, tout le reste est secondaire. M. Venizélos l'a bien vu. Maintenant que leur amour-propre satisfait n'obscurcit plus leur jugement, les hégètes, redevenus ministres, le découvriront peut-être aussi. Et puis M. Venizélos est toujours là. Il reste le chef de la majorité parlementaire et le maître de l'opinion. Il a su, malgré tous les obstacles, rétablir l'ordre à l'intérieur. Il est aussi capable de redresser la politique à l'extérieur.



CHAPITRE VIII

LA TROISIÈME GUERRE BALKANIQUE.

L'ATTAQUE AUSTRO-ALLEMANDE CONTRE LA SERBIE. — LE REDRESSEMENT DE LA DIPLOMATIE DE L'ENTENTE.

9 octobre 1915.

Les troupes austro-allemandes ont tenté de franchir le Danube devant Belgrade et la Save devant Varak. Celles qui sont parvenues jusqu'ici à passer sur la rive serbe ont été détruites ou capturées. Aux dernières nouvelles, la lutte continue. La nouvelle offensive germanique contre la Serbie est donc commencée et il faut en envisager toutes les conséquences. Rien ne prouve qu'elle réussira mieux que les deux précédentes. Si, cette fois, l'attaque est menée par les Allemands qui ont sous leurs ordres les troupes austro-hongroises, elle se heurte à une armée serbe mieux préparée et mieux pourvue qu'en août et décembre 1914. Elle va rencontrer en outre des troupes franco-anglaises. Le nombre de celles-ci est encore limité. Mais il est destiné à s'accroître et, à elle seule, l'arrivée des régiments déjà débarqués provoque dans les armées

de Pierre Ier et dans son peuple un enthousiasme et une confiance qui ne sont point des éléments de résistance négligeables. En outre rien ne prouve encore que le gouvernement bulgare veuille de son côté prendre immédiatement l'offensive. Malgré la chute de M. Venizélos, il n'est pas du tout sûr que le gouvernement grec se confine indéfiniment dans la neutralité. Quels que soient les hommes au pouvoir à Athènes, s'ils diffèrent d'avis sur les méthodes, ils sont également désireux d'éviter une catastrophe nationale. Les Alliés disposent ainsi de quelques jours pour prendre des résolutions fermes et en assurer l'exécution. Seulement il ne leur faut point s'endormir ni s'assoupir pendant ces instants de répit. Ils viennent de gâcher pitoyablement toute une année avec des négociations incohérentes. Aujourd'hui ils n'ont plus une heure à perdre.

Tout d'abord ils ne doivent point s'abandonner à des accès de mauvaise humeur ni opérer de brusques virevoltes. Il leur faut garder solidement toutes leurs positions actuelles. La Macédoine ne peut nous faire oublier les Détroits. L'expédition des Dardanelles a été engagée beaucoup trop tard, sur un terrain détestable. Mais elle a un but de première importance. Lorsqu'on s'est arrangé de manière à mettre contre soi toutes les difficultés et à se priver des bénéfices d'une préparation réfléchie, du moins doit-on profiter de l'épuisement de l'ennemi. Nous ne courons aucun danger sur le golfe de Saros. Notre flotte assure à nos troupes de terre une protection très efficace. Pour que notre long effort aboutisse dans les Détroits au résultat désiré, il suffit de patience et de méthode. Nous ferions le jeu turco-allemand en relâchant notre étreinte. Du reste, les effectifs turcs que nous libérerions dans la péninsule de Gallipoli se retourne-

raient ailleurs contre nous. Pour les contenir sur le ou les nouveaux fronts où ils seraient envoyés, les Alliés devraient leur opposer des forces plus considérables que celles qui sont immobilisées aux Dardanelles. Matériellement, l'avantage de l'abandon de l'expédition tomberait au-dessous de zéro. Moralement, ce serait un désastre. On ne pare point un danger imprévu par une défaillance. L'esprit de suite est la première condition de tout succès.

Il nous faut aussi, sans le moindre retard, remettre de l'ordre dans nos opérations diplomatiques. Depuis un an, sous l'inspiration d'idéologues et d'inconscients, sous la hantise de la chimère de l'union balkanique, les Alliés ont tout subordonné à la recherche de la satisfaction des « aspirations » bulgares. Afin de séduire un pays qui se conduisait presque en ennemi déclaré, ils en ont indisposé trois autres que leurs sympathies et leurs intérêts portaient vers nous. Dans un communiqué transmis hier à Paris le *Messager officiel* russe essaye de justifier cette conduite étrange. On y lit ce passage : « La politique balkanique de la Russie a tendu naturellement à la création d'un bloc balkanique qui faciliterait la défaite de la coalition germano-austro-turque. Mais ce bloc n'était réalisable que par la voie d'une réconciliation de la Bulgarie avec ses voisins et de la reconnaissance par elle des intérêts nationaux de chacun des pays balkaniques. Tel a été le problème de la politique russe dans les Balkans, problème analogue à ceux qui ont été posés par ses alliés. » Le « naturellement » de la première phrase caractérise bien l'égarement de la diplomatie de la Triple-Entente. Elle a jugé naturel ce qui était irréalisable. Au lieu de s'attacher à obtenir dans les Balkans le concours actif de ses amis et à mater ses ennemis présumés, elle

s'est acharnée à vouloir mettre en ménage le loup et l'agneau. L'idée mystique russe, la sentimentalité britannique et la naïveté française ont concouru aux résultats que nous contemplons aujourd'hui.

Ne nous le dissimulons point : nous avons éveillé de fortes méfiances. Il importe de les dissiper au plus tôt. Il ne suffit pas d'avoir déclaré caduques les propositions faites à la Bulgarie. Il nous faut donner l'impression ineffaçable que nous avons renoncé sans retour aux combinaisons louches. Il ne faut plus que les gouvernements que nous avons un intérêt majeur à rallier à notre cause soient exposés à lire des articles comme celui-ci, émanant du *Daily News* : « Les Bulgares sont un peuple primitif qu'il est dangereux de trahir deux fois. Les Alliés feront bien de se souvenir qu'ils ont le peuple bulgare pour eux. Ce fait ne suffit-il pas à indiquer la marche qu'on pourrait suivre pour sortir de pareilles difficultés. » Pendant tous les prolégomènes de la guerre européenne, le *Daily News* a proclamé les intentions pacifiques de l'Allemagne. Avec un entêtement incroyable, il a persévéré jusqu'à la dernière seconde dans sa confiance en Guillaume II. Il a donné le même spectacle d'aveuglement durant toute l'affaire bulgare. C'est assez d'erreurs. Il est temps que les Alliés cessent d'être guidés par des esprits qui ont l'habitude de se tromper.

OCCUPATION DE BELGRADE PAR LES AUSTRO-ALLEMANDS. — L'IMPORTANCE DE L'ENJEU ORIENTAL.

10 octobre 1915.

Les Austro-Allemands occupent Belgrade et menacent Semendria. Belgrade n'était point une ville fortifiée. Au

commencement de la guerre européenne, elle avait été évacuée et, le 2 décembre 1914, elle avait été prise par les Autrichiens commandés par le général Frank. Elle avait été reprise par les Serbes le 14 décembre, après leurs brillantes victoires sur les armées du général Potiorek. Le gouvernement serbe n'attache à sa possession qu'une importance toute relative. Dès le soir de la rupture des relations diplomatiques avec l'Autriche-Hongrie, le 25 juillet 1914, il s'était transporté à Nich. Il se réfugiera, s'il le faut, à Prichtina, en Vieille-Serbie, sur la ligne d'Uskub à Mitrovitza. Pour l'instant, l'essentiel est de savoir avec quelles forces les Austro-Allemands assaillent la Serbie. S'ils ont envoyé sur la Save et le Danube les 300 ou 400.000 hommes dont on parle, il faut qu'ils les aient pris sur le front russe. En ce cas, leur effort dans les Balkans aurait pour contre-partie le ralentissement ou l'arrêt de leur poussée en Russie. Sans doute ils comptent que ce désavantage sera seulement momentané et plus que compensé par les nouveaux concours qu'ils trouveront en Orient. Mais il dépend de la Quadruple-Entente de ruiner ce calcul.

Que les Alliés ne s'imaginent point que l'enjeu de la partie actuellement engagée dans les Balkans consiste seulement dans la jonction des Austro-Allemands avec les Bulgares et les Turcs. Ainsi défini, il serait déjà énorme. Mais il est plus que cela. De deux choses l'une. Ou le gouvernement roumain, sortant enfin de sa torpeur, s'opposera par les armes à la prise de possession par l'armée du maréchal Mackensen de la vallée de la Morava et de la ligne du Vardar, et en ce cas l'entreprise Mackensen aboutirait presque infailliblement à un désastre. Ou bien, ce qui semble malheureusement plus probable, le Cabinet de Bucarest, englué dans un mélange de me-

naces et de promesses germaniques, continuera de louvoyer en laissant passer toutes les occasions, et la Serbie sera écrasée si les Alliés ne lui envoient point des secours suffisants. En ce dernier cas, la Roumanie serait matée et l'Austro-Allemagne la mettrait en demeure d'attaquer la Russie en lui tenant le raisonnement suivant : « Vos prétentions sur la Transylvanie, la Bukovine, le Banat de Témesvar et autres possessions austro-hongroises ne sont plus qu'un rêve. Toutes vos chances d'agrandissement de ce côté ont disparu. Il ne vous en reste plus qu'une, dans une autre direction. Envahissez la Bessarabie, ou bien vous sortirez de la grande guerre les mains vides, avec la honte d'avoir voulu leurrer tout le monde et les rancunes universelles. » Qui nous assure que cette exhortation ne serait point écoutée ? Quelle garantie possédons-nous contre ce danger? L'intervention de la Roumanie contre la Russie, après le triomphe austro-allemand en Serbie, produirait sur les deux grands fronts de l'Est et de l'Ouest une répercussion dont les suites ne sauraient être exagérées.

En conséquence, lorsque les Alliés examinent la question des effectifs disponibles pour une expédition de secours en Macédoine, ils ne doivent pas perdre de vue qu'une économie d'effectifs sur ce nouveau théâtre de la guerre peut entraîner des résultats déplorables sur les fronts principaux. Il s'agit seulement de savoir si l'expédition austro-allemande contre la Serbie n'est point une feinte destinée à nous faire lâcher prise ailleurs. Si, comme tout porte à le croire maintenant, elle a réellement pour but d'écraser la Serbie, les Alliés ne pourront nulle part employer mieux qu'en Orient quelques centaines de mille hommes. Mais nous parlons ici des Alliés dans leur ensemble, et non de la France seulement. La

France, pour sa part, supporte déjà des charges énormes de toute sorte. Ceux de ses alliés qui escomptent de grands bénéfices de la guerre générale doivent de leur côté proportionner leurs sacrifices à l'étendue de leurs ambitions. De toutes les puissances alliées, c'est la France qui, territorialement, a le moins à gagner ; les autres ne doivent point l'oublier. Nous ne connaissons point les arrangements conclus entre elles en vue de partages éventuels. Mais il va sans dire que les engagements pris à cet égard perdraient de leur valeur si un ou plusieurs des contractants laissaient aux autres la charge des sacrifices nécessaires pour assurer la victoire commune.

LES OBJECTIONS CONTRE L'EXPÉDITION DE MACÉDOINE. — LE MIRAGE DE L'INERTIE. — LES EFFECTIFS DE L'ITALIE.

11 octobre 1915.

Le projet d'expédition des Alliés en Macédoine provoque en France des commentaires en différents sens. Il est bien naturel qu'une affaire de cette importance donne lieu à de graves préoccupations. Aucun plan militaire n'est à l'abri des critiques et des objections. Mais on ne gouverne pas et l'on ne vainc pas avec des objections. Il faut se décider en un sens et agir. Or, en ce moment, les Alliés semblent n'avoir le choix qu'entre l'inertie et l'envoi méthodique de troupes de secours en Macédoine. On ne propose aucune autre opération de nature à faire lâcher prise aux Austro-Allemands en Orient. Les adversaires de l'expédition nous invitent seulement à contempler successivement l'écrasement des Serbes, l'encerclement

de la Roumanie, la poussée des Bulgares vers l'Adriatique, la mise en mouvement des troupes turques vers l'Egypte et, peut-être, l'entrée triomphale de Guillaume II à Constantinople. L'attrait de ce spectacle ne nous séduit point. Nous lui préférons tous les risques de l'expédition. Si grands soient-ils, ils sont inférieurs à ceux de l'inaction. D'ailleurs, celle-ci ne comporte nulle part une chance de succès et créerait infailliblement, au bout de quelques semaines, sur notre propre front, une situation des plus inquiétantes. Ses partisans sont le jouet d'un mirage.

Il faut le dissiper. Si la Serbie succombe sans avoir été secourue, les Alliés seront aussi battus qu'elle. Que leurs troupes soient ou non à côté de celles du roi Pierre, leur prestige et leur cause sont solidaires. C'est déraisonner que de s'imaginer qu'une victoire décisive austro-allemande dans les Balkans nous atteindra moins si nos troupes sont absentes du champ de bataille. Le coup nous frappera aussi rudement et, de plus, compromettra notre honneur. Si la Quadrùple-Entente, [*qui dispose en dehors des fronts et de leurs réserves de plus d'un million d'hommes*], n'en jette point plusieurs centaines de mille sur le terrain où va se décider la maîtrise de l'Orient, elle abdique devant la Germanie. Elle est même exposée à perdre tout l'Orient sans que ses ennemis subissent des pertes appréciables. En effet, si les Serbes se sentaient abandonnés, ne pourraient-ils point se résigner à capituler avant que leur population mâle, déjà sensiblement réduite à la suite des deux premières guerres balkaniques, fût exterminée ? En ce cas, qui n'avouera que l'équilibre des forces sur les grands fronts de l'Est et de l'Ouest serait détruit à notre détriment ? Au contraire, dans l'hypothèse de l'envoi d'un corps expéditionnaire, nous

sommes assurés, dans les pires éventualités, de causer à l'ennemi des pertes très difficilement réparables. Pas plus que les partisans de l'inaction, nous ne perdons de vue la question des effectifs. C'est même précisément parce que nous l'étudions attentivement que nous sommes arrivés à la conviction que l'expédition en Macédoine la résout plutôt en notre faveur. En cas d'échec, nous ne perdons en somme rien de plus que si nous nous abstenions. En cas de succès, nous rallions à nous tout l'Orient et le sort de la guerre est décidé.

Les difficultés actuelles viennent de ce que les Alliés n'ont pas su agir en Orient en temps opportun et que, lorsqu'ils ont agi, ils l'ont fait sans préparation ni méthode, à des endroits mal choisis. Au mois d'octobre 1914, une simple démonstration navale nous eût livré les Détroits. La Turquie se fût échappée de la dictature d'Enver Pacha et de la domination germanique. Notre flotte, dont les équipages enrageaient de se morfondre dans des occupations sans gloire, eût trouvé là une occasion de rendre service. Elle disposait, avec celle de nos alliés britanniques, des unités nécessaires pour cette opération, sans que le service de garde et de convoiement fût compromis. Après, il y eut encore d'autres occasions. On les négligea. Mais celle d'aujourd'hui est la dernière. Une fois les Austro-Allemands installés de Belgrade à Constantinople, on ne les en chassera plus. Aucun des États balkaniques ne croira plus en nous. Bon gré mal gré, ils deviendront les vassaux de la Germanie. De Vienne et de Berlin on leur parle maintenant avec douceur. Le coup fait, Guillaume II parlera en maître. La Quadruple-Entente restera avec ses réserves dans ses dépôts et la honte de n'avoir rien tenté pour sauver à la fois ses amis des Balkans et son honneur.

En vérité, plus on considère la situation, plus on reconnaît que la prudence commande l'action. Qu'on ne dise point qu'il est trop tard. S'il est tard, c'est une raison de plus de ne pas perdre de temps. Seulement agissons avec méthode et faisons entendre, partout où il convient, que chacun doit y mettre du sien. Pour sa part, le gouvernement anglais est décidé. Nous ne savons rien encore des intentions de la Russie ; mais tout Russe doit comprendre que le succès de l'entreprise germanique en Orient ruine à jamais ses aspirations traditionnelles. L'Italie est en meilleure posture qu'aucune des trois autres puissances alliées pour envoyer des troupes dans les Balkans. Elle dispose d'effectifs importants qui ne sont pas actuellement utilisables sur le front autrichien. Elle vient d'appeler plusieurs nouvelles classes. L'opinion publique dans la péninsule semble énergiquement favorable à une participation sérieuse à l'expédition projetée. Elle rejette avec dégoût les insinuations venues de l'ancien camp giolittien. Seulement il faut que le Cabinet de Rome tranche une question préalable, celle de ses rapports avec l'Allemagne. Officiellement, l'Italie n'est pas en guerre avec l'Allemagne. Ses bateaux de guerre ne tirent point dans l'Adriatique sur les sous-marins portant le pavillon allemand. Mais cette situation ne peut durer indéfiniment. L'Allemagne et l'Autriche-Hongrie ne forment plus qu'un tout dont Guillaume II a pris la direction souveraine. Ni militairement, ni diplomatiquement, on ne peut plus distinguer entre elles.

LE MINISTÈRE ZAÏMIS DEVANT LA CHAMBRE. — L'AGRESSION BULGARE CONTRE LA SERBIE.

12 octobre 1915.

Le nouveau ministère grec s'est présenté hier lundi devant la Chambre. Le compte rendu télégraphique de la séance qui nous est parvenu ne jette pas une grande lumière sur la situation. Néanmoins, joint à d'autres indications, il peut servir à débrouiller un peu la situation. M. Zaïmis a répété devant la Chambre ce que les officieux disaient depuis la constitution du Cabinet. Il ne s'est pas mis en opposition avec M. Venizélos. Il ne s'est pas prononcé pour la neutralité absolue. Il a seulement réservé la faculté d'adapter la politique de la Grèce avec les événements, « afin de mieux assurer les intérêts vitaux de la nation ». M. Venizélos aurait déclaré que les événements étaient déjà assez développés pour que la Grèce prît une décision sans plus tarder. M. Zaïmis, c'est-à-dire le roi, préfère attendre, tout en proclamant « que sa politique s'appuie sur les mêmes bases que la politique suivie par la Grèce depuis le début de la guerre européenne ». Comme M. Venizélos a présidé à cette dernière politique depuis le commencement de la guerre jusqu'au printemps, il n'existe pas de contradiction apparente entre la politique des deux hommes d'État. La différence se manifeste plutôt dans les méthodes. C'est pourquoi M. Venizélos, en répondant à M. Zaïmis, n'a pas rompu avec lui. Après s'être défendu de vouloir jeter le pays dans des troubles intérieurs, il s'est borné à justi-

fier sa propre méthode et à déclarer « qu'il donnera son appui au gouvernement aussi longtemps que celui-ci ne renversera pas les bases de la politique venizéliste ».

L'attitude de la Grèce dépend donc de l'idée que se font et se feront le roi Constantin et M. Zaïmis de l'influence des événements en cours sur les intérêts vitaux de la Grèce. M. Venizélos, qui voit clair du premier coup d'œil, soutient qu'avec ou sans traité il faut soutenir la Serbie afin d'empêcher la Bulgarie de concourir à son écrasement et de venir ensuite avec toutes ses forces écraser la Grèce. « Si la Bulgarie était victorieuse, s'est-il écrié hier, l'hellénisme serait complètement détruit. » Cette vérité saute aux yeux, et depuis longtemps nous l'avons exprimée. Peut-elle échapper au roi ? Que l'Allemagne ait ou non signé le traité dont le texte a été publié hier et qui promet à la Bulgarie la Macédoine grecque, le danger est à peu près le même pour la Grèce. Le gouvernement bulgare actuel veut absolument s'emparer de toute la Macédoine sans parler d'une partie de l'Albanie. S'il n'a peut-être pas revendiqué Salonique dans ses tractations avec Berlin, c'est que la Germanie veut posséder ce port pour elle-même. Mais il poursuit avec ténacité l'hégémonie dans les Balkans. Or cette hégémonie et le triomphe turc consommeraient évidemment la ruine totale de l'hellénisme. Malgré toutes les alliances de famille et les sympathies personnelles, Constantin Ier ne peut pas ne pas voir cela. Il paraît qu'en recevant le ministre d'Angleterre, après la chute de M. Venizélos, ses premiers mots à Sir Francis Elliot auraient été : « Rien n'est changé dans notre politique. » On ne va pas tarder à voir si ces paroles sont exactes, car, depuis hier soir, la menace bulgare s'est transformée en actes.

Dans la journée d'hier, les troupes bulgares ont franchi

la frontière serbe entre Racovitza et Zaïtchar. Cette dernière ville était désignée aux convoitises de l'ennemi. Située dans la vallée du Timok, à quelques kilomètres de la frontière, à la bifurcation des lignes de chemin de fer qui relient Negotin et le Danube avec Nich, la vallée du Timok avec celles de la Mlava et de la Morava, sa prise causerait une gêne énorme aux Serbes dont elle couperait les relations régulières avec la Roumanie. Elle porterait les Bulgares à une distance relativement courte de Nich, le siège actuel du gouvernement serbe, et permettrait à l'armée du tsar Ferdinand de menacer les derrières des troupes du roi Pierre qui luttent avec acharnement contre les Austro-Allemands débarqués dans les environs de Semendria. En tout cas l'attaque bulgare est aujourd'hui un fait accompli, la troisième guerre balkanique est déchaînée. Si la Grèce n'y prend pas part, elle se suicide. L'interprétation des clauses de son traité avec la Serbie est d'intérêt secondaire. Elle doit se battre pour se sauver, elle et l'hellénisme.

La question vitale se pose avec la même urgence à Bucarest. La jonction des Bulgares et des Austro-Allemands dans la vallée de la Morava impliquerait l'encerclement, l'étouffement, la mise hors de cause de la Roumanie. M. Jean Bratiano s'est enfermé jusqu'ici dans la plus prudente réserve. Il disait toujours qu'il attendait son moment. Le moment est venu. Si la Roumanie attendait plus longtemps, elle perdrait sa raison d'être.

DÉCLARATIONS DE M. VIVIANI SUR LES AFFAIRES D'ORIENT — M. MADJAROF ET LA DIPLOMATIE GERMANO-TOURANIENNE.

13 octobre 1915.

M. Viviani a fait hier à la Chambre des députés la déclaration que tout le pays attendait avec impatience. Comme le commandaient les circonstances, cette déclaration comprend deux parties : des explications sur le passé, et des indications pour l'avenir. La première est comme les événements qu'elle expose, c'est-à-dire mauvaise. La seconde est excellente.

M. Viviani n'a fourni aucune justification de la politique suivie par les Alliés en Orient : il ne pouvait pas en fournir. Il a dû se contenter d'expliquer les erreurs commises, et l'explication n'est pas brillante. C'est plutôt un aveu. « Le traité de Bucarest, a dit le président du Conseil, avait laissé derrière lui en Bulgarie des rancunes profondes : ni le roi, ni le peuple bulgares ne se résignaient à perdre le fruit de leurs efforts et de leurs sacrifices et à porter la peine de la guerre injustifiée qu'ils avaient faite à leurs anciens alliés. » Quelle conclusion devions-nous tirer de ce fait ? Puisqu'il y avait dans les Balkans un État assoiffé de revanche contre d'autres Etats qui étaient nos amis et dont la coopération était pour nous de première importance, il fallait le mettre dans l'impossibilité de nuire. Par prudence et par scrupule, on pouvait tout d'abord tenter un effort à Sofia pour constater si la haine et la rancune y prévalaient sur le désir de réconciliation

avec les anciens alliés moyennant des concessions aussi avantageuses qu'honorables. Mais, dès le mois de novembre 1914, on fut fixé à cet égard. Le gouvernement bulgare répondit aux avances spontanées de M. Pachitch par une incursion de comitadjis dans la vallée du Vardar. Ensuite le Cabinet Malinof déclara qu'aucun accord ne serait possible si les territoires rétrocédés n'étaient pas immédiatement occupés par des troupes bulgares. Après ces réponses, il était inutile de poursuivre une négociation qui ne devait plus servir qu'à indisposer nos amis et à permettre au tsar Ferdinand d'exercer un chantage à Constantinople et à Berlin. Tous nos efforts devaient se concentrer sur la mise en œuvre des autres forces balkaniques, qui penchaient plutôt vers nous. Pourtant on s'obstina à vouloir ramener le fils prodigue bulgare dans le giron des Alliés. M. Viviani n'a donné d'autre raison de cette aberration qu'une indulgence préexistante pour toutes les frasques bulgares. On retrouve des traces de ce tendre sentiment dans ses paroles d'hier : il a qualifié simplement d'injustifiée l'attaque brusquée du 29 juin 1913. Que de ménagements encore à l'égard d'une politique de brigands!

Les journaux allemands ne se gênent plus maintenant pour se gausser de nous. Le *Lokal-Anzeiger*, qui est souvent officieux, nous le dit en propres termes : « Afin d'endormir M. Sazonof, la Bulgarie avait laissé toute liberté à son ministre, M. Madjarof, ami intime de l'Entente. Les actes et les opinions de M. Madjarof, ainsi que son maintien à Pétrograd, donnèrent à croire aux Russes que, malgré tout, la Bulgarie se rangerait du côté de l'Entente. » La même tactique fut suivie ailleurs. De même, en juillet et en août 1914, le prince Lichnowsky, le comte Mensdorf, le baron de Schœn et le comte Szecsen pro-

clamaient à Londres et à Paris la pureté des intentions de l'Austro-Allemagne. Et on les a crus jusqu'à l'invasion de la Belgique! Cette foi aveugle dans les bonnes paroles de représentants d'États rivaux, sinon ennemis, ne s'explique que par des raisons qu'il vaut mieux pour l'instant ne pas préciser.

Sur le programme pour l'avenir, M. Viviani a dit ce qu'il fallait dire. Très énergiquement il a déclaré que, « sans affaiblir notre front, nous avions le devoir de remplir la mission que nous imposent notre intérêt et notre honneur ». Il a annoncé en même temps que les gouvernements français et britannique étaient d'accord « sur l'importance des effectifs, conformément à l'avis de leurs autorités militaires », et que la Russie tenait à « se joindre à ses alliés pour porter secours au peuple serbe ». A la séance d'aujourd'hui, M. Viviani sera peut-être attaqué sur la question des effectifs. Nous espérons qu'il répondra vigoureusement. Il ne doit pas laisser mettre en doute son affirmation d'hier : « Nous sommes en plein accord avec le général en chef de nos armées en France. » Et puis la question d'Orient est, au plus haut degré, une question de gouvernement qu'il appartient au gouvernement de résoudre après s'être éclairé près de tous les hommes responsables. Le Parlement et le pays doivent se pénétrer de ces idées directrices : notre intérêt et notre honneur nous prescrivent de nous porter au secours de nos alliés sur le nouveau front où nos ennemis cherchent en ce moment la décision indirecte de la guerre européenne ; à supposer même que les troupes de secours arrivent trop tard pour donner la victoire aux Serbes, elles ne doivent pas moins être envoyées en Orient, car elles y seront en tout cas employées à une tâche d'une importance capitale ; si l'on ne peut empêcher la ligne

du Vardar d'être coupée, on peut prendre la route de Constantinople. Nous ne ferons qu'une concession sous ce rapport aux adversaires de l'expédition, c'est que le gouvernement doit prouver qu'il agit avec réflexion, avec méthode, avec un plan ou des plans alternatifs dont les détails soient étudiés avec soin.

Jusqu'ici l'esprit de prévision a fait étrangement défaut aux Alliés. On a cru supprimer les difficultés en supprimant les critiques et les informations déplaisantes. On a vécu dans l'imagination. On s'est amusé à refaire l'Europe sur le papier au lieu de concentrer sa pensée sur la défense de l'existence nationale. Il faut revenir aux réalités.

APPROBATION DE L'EXPÉDITION DE SALONIQUE PAR LA CHAMBRE FRANÇAISE. — DÉMISSION DE M. DELCASSÉ. — DÉFECTION DE M. ZAÏMIS

14 octobre 1915.

La Chambre des députés a approuvé hier la politique extérieure exposée par M. Viviani, c'est-à-dire l'expédition de Macédoine, par 372 voix contre 9. Trouble et confuse sous certains rapports, la séance a été d'une parfaite netteté en ce qui concerne l'urgence d'envoyer des secours à nos alliés serbes et la nécessité de parer le coup porté par les Austro-Allemands en Orient. Aucun des interpellateurs n'a combattu le projet gouvernemental. Ils se sont bornés à réclamer des éclaircissements. Au moment du vote, ceux d'entre eux qui ont trouvé la réponse du président du Conseil insuffisante se sont abstenus. En annonçant l'abstention de ses amis, l'orateur des

socialistes a tenu à préciser que cette attitude ne devait pas être considérée comme un signe d'opposition aux mesures prises ou à prendre dans les Balkans. Malgré les tristesses d'une discussion fertile en incidents provoqués par des questions d'un tout autre ordre, on ne peut donc que se féliciter du résultat de la séance d'hier. La nouvelle de la démission de M. Delcassé et les commentaires qu'on y ajoutait n'ont pas modifié les sentiments de la Chambre. Les efforts tentés pour faire dévier le débat ont heureusement échoué. S'il y a eu désaccord, comme on le prétendait, entre le ministre des affaires étrangères démissionnaire et le président du Conseil, qui lui succède au quai d'Orsay, la Chambre s'est prononcée clairement pour M. Viviani et ses collègues restés solidaires.

Le sentiment qui se manifeste avec force en France a gagné l'Angleterre. Même le *Manchester Guardian* et le *Daily News* se montrent favorables à l'expédition. La presse britannique semble maintenant unanime à reconnaître que, si ces nouvelles opérations sont méthodiquement préparées et sagement conduites, elles peuvent produire de grands résultats sans nous exposer à des risques sérieux. Personne ne conteste qu'il y ait des risques. Ils sont inséparables de toute opération militaire, même de celles qui se présentent dans les meilleures conditions. Mais, dans la circonstance, ils seront réduits à un minimum. Si les Austro-Allemands portent en Orient des forces considérables, ils devront dégarnir leurs fronts de l'Est et de l'Ouest alors que les nôtres resteront intacts. L'ennemi courra donc un danger grave sur l'un au moins des deux fronts principaux s'il s'engage plus à fond dans les Balkans. Pour lui, dans cette circonstance-ci comme au commencement de la guerre,

l'essentiel est la rapidité. Il n'a pas réussi au mois de septembre 1914 malgré l'immense supériorité de sa préparation. Il ne réussira pas davantage cette fois si nous agissons avec prévoyance et énergie. De notre attitude dépend celle de la Roumanie et de la Grèce.

La Grèce, il est vrai, vient de renier officiellement son traité d'alliance avec la Serbie. Avant-hier, M. Zaïmis a fait dire à Nich que le gouvernement grec considère que le cas actuel n'implique pas le *casus fœderis* prévu par le traité d'alliance. Le prétexte invoqué est celui fourni par la presse allemande dès avant la chute de M. Venizélos, à savoir que l'alliance a été conclue en prévision d'une guerre purement balkanique, et non d'une conflagration générale. M. Zaïmis donne incidemment une autre raison : « La Grèce, qui demeure l'alliée de la Serbie, dit-il, dans sa note à M. Pachitch, croit que sa neutralité armée et vigilante sert les intérêts des deux pays et lui permet, en sauvegardant ses intérêts vitaux, de protéger, le cas échéant, ceux qui lui sont communs avec la Serbie. » De cette phrase ulysséenne on doit conclure que, suivant M. Zaïmis, les intérêts communs des deux pays ne seront en péril que lorsque les Bulgares auront pénétré dans les territoires macédoniens attribués à la Grèce et à la Serbie par le traité de Bucarest. Cette interprétation est aussi contraire à la lettre du traité qu'à l'intérêt bien entendu de la Grèce et à l'esprit du traité de Bucarest. Si la Bulgarie s'emparait, comme elle le médite, d'autres territoires serbes que ceux de Macédoine, l'équilibre balkanique établi en août 1913 n'en serait pas moins rompu.

En ce moment la peur de l'Allemagne, jointe à des sympathies dynastiques, domine la politique grecque. Toutefois cela pourra changer si l'on sait s'y prendre. Quand les troupes alliées seront en force en Macédoine,

un revirement pourra se produire dans les esprits les plus timorés. La Grèce, qui est avant tout un pays maritime, ne peut rester longtemps séparée des puissances qui possèdent la maîtrise de la mer. Après que la politique des Alliés se sera affirmée résolue, appuyée sur une armée solide, M. Zaïmis pourra changer de point de vue. N'oublions pas aussi que la majorité vénizéliste est toujours là.

On ne tardera pas à connaître la décision prise par l'Italie à la suite de la visite de M. Salandra au roi sur le front des Alpes au sujet de l'intervention. L'Italie dispose de gros effectifs qui ne trouvent point leur emploi dans la haute montagne. Elle se demande s'il ne sera pas plus facile de conquérir Trente et Trieste en Orient qu'en Carnie. Que l'Autriche-Hongrie soit battue sur un terrain ou sur un autre, le résultat sera le même.

DÉCLARATION DE SIR EDWARD GREY SUR LES AFFAIRES D'ORIENT. — LE PRÉTENDU REVIREMENT BULGARE.

15 octobre 1915.

Sir Edward Grey a fait hier à la Chambre des Communes des déclarations analogues à celles de M. Viviani au Palais-Bourbon. Il a été aussi net, aussi énergique que le président du Conseil français. Il a démontré la nécessité de l'expédition de Macédoine et affirmé la volonté des Alliés de faire l'effort indispensable. « Sur quelque front que les combats aient lieu, a-t-il dit, la lutte et son issue sont indivisibles. » Cela est évident. Il faut aller où l'ennemi veut porter un coup décisif. Si nous le laissions écraser la Serbie et mater l'Orient, nous le retrouverions

ensuite avec des forces accrues et un prestige nouveau devant notre propre front. L'Angleterre serait particulièrement menacée. Elle deviendrait vulnérable en Egypte et aux Indes. On le comprend enfin à Londres. Il a fallu la menace directe de l'Allemagne en Asie pour que le Foreign Office reconnût l'importance de l'indépendance serbe. Jusque-là il dédaignait plutôt les affaires de ce petit peuple et cédait volontiers à la tentation de l'abandonner à la tutelle austro-allemande dans l'espoird'éviter des complications européennes. Il constate aujourd'hui que le chemin du Vardar mène au golfe Persique et au canal de Suez. Alors il organise une résistance acharnée. Mais le discours d'hier de Sir Edward Grey montre l'étendue de ses illusions antérieures.

« Au début de la guerre, a dit l'éminent diplomate, alors que la Serbie était la seule nation balkanique impliquée dans le conflit, nous n'avons pas cherché à y voir engager d'autres pays. » Voilà bien l'erreur fondamentale. Dans la guerre mondiale qui commençait, aucun des États balkaniques ne pouvait rester indéfiniment neutre. Les intérêts vitaux de chacun d'eux étaient en jeu. Il importait donc de saisir les occasions propices pour enlever le concours des hésitants et prévenir par une action vigoureuse l'exécution des mauvais desseins des États inféodés à l'Allemagne. Au contraire, les Alliés prétendirent « localiser » la guerre. C'était précisément le plan austro-allemand. Ecoutons Sir Edward Grey nous exposer la politique suivie à l'égard de la Turquie : « Les Alliés et nous, nous avons assuré à la Turquie que, si elle restait neutre, les Alliés tiendraient la main à ce que ni la Turquie ni les Turcs ne souffrissent des stipulations du traité de paix. » Quelle bénédiction pour Enver Pacha, Talaat Bey et leurs acolytes! On les garantissait contre

tout risque. Mais comment les Alliés conciliaient-ils cette garantie avec leurs projets de reconstitution de l'union balkanique aux frais de l'empire ottoman? Il est vrai que ces projets se précisèrent seulement après l'état de guerre avec la Turquie, c'est-à-dire en novembre 1914. Mais c'est dès septembre et octobre que les positions devaient être prises.

Depuis le mois de janvier 1913 le gouvernement turc était indissolublement lié à l'Allemagne ; depuis le mois d'août 1913 le gouvernement bulgare, maintenu au pouvoir malgré les désastres de juillet, méditait une revanche sanglante sur ses anciens alliés qu'il avait abominablement trahis. A Constantinople et à Sofia on préparait avec une égale duplicité les moyens de nous nuire. Cela crevait les yeux de tous les observateurs que le parti pris n'aveuglait point. La Turquie avait même décrété la mobilisation générale en même temps que l'Allemagne. Ce n'était point pour se prémunir contre une attaque bulgare puisqu'elle avait combiné, dès octobre 1913, un plan d'action commune avec le Cabinet de Sofia. Alors la Turquie n'était point en état de soutenir une guerre et les neuf dixièmes des Ottomans eussent accueilli les Alliés comme des libérateurs. On s'entêta pourtant dans la « localisation » du conflit.

Il convient encore de retenir cet aveu de Sir Ed. Grey : « Etant donné les circonstances passées, la politique austro-allemande, qui consiste à fomenter des divisions et à envenimer les antipathies existantes, était d'exécution plus facile que celle ayant pour but de réconcilier les États balkaniques et d'assurer leur union. » Oui, certes. Mais alors pourquoi s'être obstiné jusqu'à la fin de septembre 1915 à la poursuite d'une chimère? Nous lisons ce matin dans des interviews accordées à des

journalistes français par notre ministre à Sofia, lors de son voyage de retour, qu'un « revirement » s'est produit dans l'esprit du gouvernement bulgare, « précédemment bien disposé en notre faveur », après les revers russes. On explique toujours par des revirements les événements qu'on n'a pas su prévoir. Dans le cas particulier, le gouvernement bulgare est resté parfaitement conséquent avec lui-même. Il a simplement attendu pour se prononcer ouvertement que les circonstances lui fussent favorables. A ce sujet Sir. Ed. Grey a fait hier un autre aveu. Il a reconnu l'existence d'un traité secret entre la Bulgarie et les puissances centrales. Voilà plus d'un an que nous le disons ici. Il est triste que des gouvernements ne croient aux choses que lorsqu'ils ont des preuves écrites en mains. Il est des faits dont la signification vaut tous les documents.

Sir Ed. Grey n'a fait aucune allusion à la coopération italienne dont M. Viviani a cru pouvoir parler hier au Sénat. C'est sans doute qu'il n'avait pas encore reçu de Rome des informations suffisantes. Mais M. Viviani s'est dit autorisé à déclarer qu'il avait sujet de penser « que l'Italie ne restera pas étrangère à l'action commune ». On ne peut donc plus douter du concours effectif de l'Italie en Orient. Il s'agit seulement de savoir sur quel terrain il se produira.

IMPUDENTE PROCLAMATION DU TSAR FERDINAND AUX BULGARES.

16 octobre 1915.

Le Cobourg de Sofia se montre le digne émule des Hohenzollern de Berlin. Il ment avec la même sérénité. La proclamation qu'il vient d'adresser aux Bulgares pour annoncer la guerre avec la Serbie est un monument d'impudence. Le tsar Ferdinand prend son peuple à témoin de ses « efforts inouïs » pour maintenir la paix dans les Balkans. Il accuse la Serbie « sa perfide voisine » d'être restée « inflexible devant les conseils de ses amis et alliés » et d'avoir attaqué le territoire bulgare. En conséquence il appelle ses troupes aux armes pour « écraser le voisin félon ». Finalement il se félicite de combattre pour la même cause que « les braves empires du centre ». On reconnaît là le sang allemand.

Ferdinand de Cobourg est prince allemand dans les moelles. Qu'il se soit entouré de meubles ou de familiers français, peu importe. Nous avons connu à Paris un conseiller de l'ambassade d'Allemagne qui s'était créé un intérieur français, qui ne se plaisait qu'au milieu de choses françaises, et qui fut l'ennemi le plus acharné des intérêts français. Le prince Ferdinand de Cobourg, promu tsar, candidat à l'empire d'Orient, avait beau cajoler les Français de passage, se réclamer de son grand-père Louis-Philippe, étaler dans son palais de Sofia le manteau du sacré de Louis XV, l'étendard de Condé, un portrait de Louis XVI, un soulier de Marie-Antoi-

nette, un verre où Napoléon but du Chambertin le soir d'Austerlitz, et un chariot d'argent où il conservait de la terre de France, il pensait et agissait comme Guillaume II. Le kaiser nous aimait aussi à sa façon, comme des amuseurs. La mise en scène imaginée par Ferdinand de Cobourg pour éblouir et berner ses hôtes français faisait bien partie du système germanique. Guillaume II ne rappelait-il point à nos compatriotes qu'il avait du sang de Coligny dans les veines, et n'avons-nous point entendu soutenir, à la fin de juillet 1914, par des Parisiens qu'il avait reçus naguère, qu'il incarnait la paix? Que des diplomates de métier se soient laissé prendre à ces manèges, et qu'ils aient été crus de préférence à des agents moins courtisans qui prédisaient ce qui s'est en effet passé, c'est un fait qui réclame la plus sérieuse attention. Le prince Ferdinand de Cobourg gouverna avec prudence et sagacité tant qu'il eut pour le guider sa mère, Clémentine d'Orléans, qui réunissait les qualités de l'homme d'État. Quand il fut abandonné à lui-même, après la mort de cette remarquable princesse, il fut repris tout entier par le sang allemand. C'est pourquoi il se glorifie aujourd'hui de marcher aux côtés des deux empereurs germaniques. Ce sont ses vrais modèles.

LA CRISE GRECQUE. — L'ACCORD CONFIDENTIEL ENTRE LE ROI CONSTANTIN ET BERLIN.

17 octobre 1915.

Les journaux d'Athènes qui viennent d'arriver à Paris nous permettent de mieux nous rendre compte de la po-

litique grecque. Pour apprécier celle-ci il convient de ne jamais oublier que les Grecs de tous les partis ressentaient la plus forte méfiance à l'égard de la Bulgarie, que le roi Constantin lui-même s'en est ouvert à nous et que les négociations des Alliés avec le Cabinet Radoslavof ont suscité chez les Hellènes de vives appréhensions jusqu'au commencement d'octobre. Voici ce qu'écrivait l'*Embros*, journal antivenizéliste, le 2 octobre :

Tout homme ayant le sens commun aurait compris, dès le début, que la Bulgarie appartient à l'alliance germanique. Et il aurait fait, à temps, tout ce qui pouvait l'entraîner ou l'anéantir, profitant de l'empressement que manifestait alors la Grèce. Mais la diplomatie anglaise a le privilège exclusif d'apercevoir les choses à travers une loupe qui les fait voir conformes à ses préjugés rouillés et à ses intérêts égoïstes. Bien que la Bulgarie ait donné les preuves les plus graves de ses liens avec les autres, l'Angleterre persiste à espérer.

La Bulgarie flirte, traîne et promet jusqu'à ce qu'elle voie les Austro-Allemands s'avancer par la Serbie ; lorsque ce moment vieudra, elle apparaîtra avec son visage réel, mais il serait alors trop tard pour s'en venger.

Le *Messager d'Athènes*, journal constamment fidèle à l'amitié de la France et de l'Angleterre et dévoué à M. Venizélos, disait de son côté le 1er octobre :

La Bulgarie n'ira jamais avec l'Entente, malgré les éloquents discours de Sir Edward Grey, justement à cause de ces discours. L'Entente s'est grisée de belles phrases. L'Entente a parlé de justice, de compensations, d'équilibre. Elle a voulu agrandir la Bulgarie, mais elle a voulu agrandir aussi les autres États balkaniques. Or M. Radoslavof l'a déclaré par son organe officieux — et le *Narodni Prava* exprimait sans vains détours la pensée de tous les Bulgares : mieux vaut ne pas gagner un pouce de territoire que de voir, tout en s'étendant, grandir en proportion la Serbie et la Grèce.

Le *Messager d'Athènes* fait allusion, au commencement de cet extrait, au discours où Sir Ed. Grey, le 28 septembre, adressait une sorte de déclaration d'amour aux Bulgares en même temps qu'il menaçait de les accabler s'ils trompaient l'Angleterre. Ce discours produisit

un effet déplorable en Grèce, et nos ennemis s'en servirent pour prétendre que les Alliés se ménageaient l'occasion de renouer des négociations aux dépens de la Grèce. Dans la mémorable séance du 4 octobre, MM. Dragoumis, Rhallys, Gounaris et Théotokis se firent avec passion les interprètes de ces insinuations. La suspicion était tellement dans l'air que M. Venizélos, aussitôt après avoir lu la lettre par laquelle le ministre de France notifiait le débarquement des troupes alliées à Salonique, et la protestation du gouvernement grec, crut devoir ajouter :

Indépendamment du point de vue de la neutralité, il est nécessaire d'examiner si le passage de troupes anglo-françaises par le territoire grec ne pourrait en lui-même porter finalement préjudice aux intérêts helléniques. Cette crainte disparaît à la suite des déclarations officielles qui nous ont été faites et par lesquelles les propositions de l'Entente à la Bulgarie sur des cessions territoriales sont caduques depuis la mobilisation bulgare.

Dans sa réplique aux hégètes, M. Venizélos fut obligé de revenir encore sur ce sujet. Après avoir rappelé que les puissances avaient « conseillé avec insistance au gouvernement hellénique de consentir à des concessions en Macédoine contre d'autres grandes concessions en Asie Mineure », il précisa qu'au moment de sa retraite, en février 1915, la Triple-Entente se bornait à demander à la Grèce de retirer les objections formulées par celle-ci dès le début de la guerre contre des concessions territoriales de la Serbie à la Bulgarie. Le président du Conseil renouvela ensuite en ces termes ses assurances du commencement de la séance :

Je me trouve aujourd'hui dans l'heureuse situation de communiquer à la Chambre que, non seulement à partir du moment où le Cabinet actuel a de nouveau assumé le pouvoir, il n'a plus été question de concessions de la part de la Grèce à la Bulgarie, mais que des affirmations formelles et officielles ont été données que les promesses concer-

nant les concessions à la Bulgarie, même de la part de la Serbie, peuvent être considérées dorénavant comme caduques selon l'expression française.

Ces déclarations ne satisfirent point les hégètes. M. Théotokis notamment persista à soutenir que les puissances de l'Entente n'avaient retiré leurs demandes de concessions territoriales qu'après avoir constaté que la Bulgarie se rangeait définitivement aux côtés de l'Allemagne. M. Gounaris, qui fut président du Conseil entre les deux ministères Venizélos, appuya cette affirmation par ces mots : « Du temps de mon gouvernement je n'ai reçu des propositions que pour des concessions que la Grèce devait faire. » Afin de dissiper le trouble né dans les esprits au sujet des intentions de la Quadruple-Entente, M. Venizélos dut fournir les explications suivantes :

Je suis obligé de déclarer que le jour où l'on m'annonça le débarquement de troupes anglo-françaises à Thessalonique, où le gouvernement grec protesta contre la violation de la neutralité de son territoire, comme je viens de le dire, le gouvernement ne pouvait pas demeurer indifférent devant les dangers qui pouvaient surgir de ce débarquement et du passage par son territoire d'armées internationales. En effet l'opinion avait été émise en Grèce que l'occupation de territoires serbes et le passage de troupes par le territoire grec pouvaient être des moyens de pression contre les deux États alliés pour les contraindre aux concessions à la Bulgarie.

Je me suis trouvé dans la nécessité de déclarer aux puissances envers lesquelles la reconnaissance du peuple grec doit être grande que, si dans la situation actuelle resultant de la guerre mondiale et du bouleversement général il ne nous était pas permis de nous opposer par la force armée au passage de troupes par notre territoire et à la violation de notre neutralité, j'étais toutefois décidé d'opposer les faibles forces de la Grèce aux forces colossales de deux grandes puissances, pour empêcher ce débarquement de troupes qui pourraient attenter éventuellement aux intérêts helléniques.

On voit dans quelles circonstances fut notifiée au Cabinet d'Athènes la caducité des propositions faites à Sofia.

Relevons encore, dans le compte rendu *in extenso* de la séance du 4 octobre, ce passage du discours de M. Venizélos relatif aux rapports de la Grèce avec la Bulgarie :

Messieurs, vous me permettrez de penser avec conviction que l'attitude énergique, ferme et inébranlable sur ce point du gouvernement hellénique a contribué à prévenir jusqu'à ces derniers temps les dispositions de la Bulgarie en ce qui concerne son attaque contre la Serbie. La tentation en effet était vraiment grande pour elle au moment où la Serbie était attaquée du côté du nord par un grand empire. La seconde fois, comme vous devez vous en souvenir, la Serbie a dû se courber sous cette poussée jusqu'à ce qu'au dernier moment, par un suprême effort d'admirable héroïsme, elle réussit à éviter le danger. Il est donc naturel que la tentation fût grande pour la Bulgarie de tomber sur l'ennemi, qu'elle voyait occupé ailleurs. Je ne veux pas dire que l'attitude du gouvernement grec a arrêté cette attaque, mais je prétends à juste titre que cette attitude fut une des principales causes qui arrêtèrent une action de la Bulgarie contre la Serbie.

Je suis même certain que si, dernièrement, il n'existait pas en Bulgarie un malentendu sur notre politique, malentendu dû peut-être à ce que dans les derniers jours du gouvernement de l'honorable M. Gounaris les idées du gouvernement avaient subi une certaine altération ou un certain ébranlement, si, dis-je, la Bulgarie ne se trouvait pas dans l'erreur sur les déclarations de la Grèce dans cette question, j'ai lieu de croire qu'elle ne se serait pas décidée à mobiliser au risque d'allumer l'incendie dans les Balkans

M. Gounaris s'efforça de se disculper. Mais, pressé par M. Venizélos de déclarer qu'un changement dans le sens indiqué n'était point survenu dans les derniers jours du ministère précédent, l'ancien président du Conseil se déroba. Cela donne à penser que dans l'intervalle des deux ministères Venizélos le gouvernement bulgare avait reçu par Berlin, sinon par Athènes, l'assurance de la neutralité grecque pour le cas d'une attaque combinée germano-bulgare contre la Serbie. Les arguments publiés par la presse allemande, avant la seconde chute de M. Venizélos, en faveur de la thèse de l'inapplicabilité du traité d'alliance gréco-serbe dans le cas en question, ressemblent trop à ceux présentés plus tard par M. Zaïmis

pour qu'on puisse douter de la préexistence d'un accord confidentiel entre Athènes et Berlin.

LA GRÈCE ET LA SERBIE EN 1914 ET EN 1915. — EXPOSÉ HISTORIQUE PAR M. VENIZÉLOS,

18 octobre 1915

Il faut encore revenir au texte *in extenso* du discours prononcé, le 4 octobre, par M. Venizélos à la Chambre grecque. Les analyses télégraphiées d'Athènes à l'étranger ont sensiblement déformé le sens des paroles du président du Conseil aujourd'hui retiré du pouvoir. Hier nous avons relevé les principaux passages concernant les relations avec la Bulgarie et les Alliés. Aujourd'hui nous préciserons surtout ce qui touche la Serbie. Nous aurons ainsi l'occasion de fixer un point d'histoire. Un des principaux arguments des neutralistes grecs consistait à dire : le traité d'alliance gréco-serbe est d'essence purement balkanique ; il n'engage pas la Grèce à se porter au secours de la Serbie attaquée soit par une ou plusieurs grandes puissances, soit par une grande puissance et la Bulgarie, et la preuve en est que, lors de l'agression austro-hongroise contre la Serbie au commencement de la guerre européenne, le Cabinet de Belgrade n'a ni réclamé, ni reçu l'aide de l'armée grecque. Or, en fait, cette aide fut demandée par M. Pachitch. Voici comment M. Venizélos raconte ce qui s'est passé :

Au moment où éclata la grande guerre actuelle qui ébranle tout l'univers, le monde civilisé comme l'autre, je me trouvais à Munich. Je me rendais à Bruxelles, où avait été fixée une rencontre avec le

grand-vizir de Turquie, aux fins d une entente et d'une solution de la question des Iles. A Bruxelles, j'ai trouvé une dépêche de M. Pachitch m'annonçant la guerre et m'interrogeant sur l'attitude qu'observerait la Grèce vis-à-vis de la Serbie et par rapport au traité d'alliance. Je répondis à M. Pachitch que je ne pouvais donner une réponse définitive avant d'arriver à Athènes, de convoquer un Conseil des ministres, et de demander l'opinion du roi. Mais je croyais devoir ne point laisser dans le doute, sur mes opinions personnelles du moins, mon collègue de la nation alliée, pendant les cinq ou six jours qui m'étaient nécessaires pour rentrer à Athènes.

Je lui ai donc répondu télégraphiquement que, sans pouvoir donner une réponse engageant la Grèce, je l'informais que l'opinion que je soumettrais au Conseil des ministres et à l'approbation du roi était la suivante : La Grèce ne pouvait, utilement, venir en aide à la Serbie dans la guerre européenne qui commençait ; elle ne pouvait rendre qu'un seul service à la Serbie, sur la base du traité, mais un service précieux. La Grèce se tiendrait l'arme au pied, déclarant que, si la Bulgarie attaquait la Serbie, la Grèce attaquerait la Bulgarie. Voilà le concours qu'une interprétation loyale du traité imposait à la Grèce d'accorder à la Serbie.

L'envoi de l'armée grecque vers le centre de l'Europe serait une entreprise assurément peu sérieuse, surtout au moment où l'ennemi principal guetterait sur le flanc droit, prêt à se ruer et à détruire les deux armées grecque et serbe, en coupant leurs communications avec Thessalonique.

A mon retour à Athènes cette opinion fut approuvée par le Conseil des ministres et par S. M. le roi. Elle fut communiquée comme réponse officielle à la demande de l'État allié. Et l'État allié reconnut qu'un concours de ce genre, donné par la Grèce à la Serbie, correspond entièrement aux engagements assumés et appliqués par nous loyalement.

Un député crut devoir rappeler la crise du printemps de 1914 où la Grèce était en conflit diplomatique très sérieux avec la Turquie, et il demanda ce qu'avait répondu la Serbie aux interrogations du Cabinet d'Athènes sur son attitude en cas d'hostilités avec la Turquie. M. Venizélos fournit aussitôt l'explication désirée :

Le gouvernement serbe a répondu alors au gouvernement grec en exposant l'état de fatigue dans lequel se trouvait naturellement la Serbie après deux guerres et sa préparation insuffisante pour une autre guerre. Il nous recommandait par conséquent d'employer tous nos efforts pour éviter un conflit armé. Mais il déclara en même temps qu'il s'adresserait à la Turquie en attirant son attention sur le fait que

la guerre entre la Turquie et la Grèce ne pouvait laisser la Serbie indifférente. En cette circonstance la Serbie s'est conduite en amie sincère dans le sens des obligations d'alliance qu'elle avait assumées.

Mais comme je l'ai déjà dit, Messieurs, ce n'était pas seulement l'opinion du Cabinet que je préside depuis le commencement de la guerre européenne ; cette opinion sur nos obligations d'alliance a été aussi celle du Cabinet qui m'a succédé en février 1915 et qui, sous la présidence de l'honorable M. Gounaris, a dit, dans ses déclarations officielles, en assumant le pouvoir :

« Mais, un suprême devoir impose au pays la réserve qu'il remplira les engagements d'alliance qu'il a assumés. »

Vous voyez donc que le Cabinet qui m'a succédé au pouvoir et a pris connaissance des documents officiels reconnaissait dans ses déclarations que le principal souci de sa politique était le maintien et le respect de nos engagements d'alliés. Lorsque, après les élections, je repris le pouvoir, il était naturel que je continuasse d'avoir la même opinion sur la validité de la clause du traité relative au *casus fœderis* et le respect que nous lui devions. Lorsque M. Pachitch, pressé récemment de consentir à des concessions à la Bulgarie, afin que cette dernière ne prît pas une attitude hostile envers la Serbie, lorsque, dis-je, ainsi pressé, il s'adressa au gouvernement grec, lui demandant son consentement pour ces concessions, ce dernier a consenti sous certaines réserves. Il était clair que cet acte constituait une nouvelle affirmation de la durée et de la validité de ce traité d'alliance.

Cette dernière phrase détruit la conclusion des neutralistes qui prétendent que le consentement de la Serbie à la cession à la Bulgarie de certains territoires macédoniens annulait les obligations contractuelles de la Grèce. Cette promesse de cession, arrachée à la Serbie par la pression de la Quadruple-Entente, avait été approuvée conditionnellement par la Grèce. Loin d'ébranler le traité d'alliance de 1913, les explications engagées à ce sujet entre Athènes et Nich en avaient de nouveau, suivant l'expression du président du Conseil grec, affirmé la durée et la validité. Quelles étaient donc cette durée et cette validité ? Voici, sur cette importante question, ce que rapporte le compte rendu *in extenso* :

M. Venizélos. — Messieurs, le traité avec la Serbie, le traité de l'alliance est unique. Il n'y en a pas eu deux, un avant la guerre contre la

Bulgarie, et un autre après, comme prétend l'honorable député de Cozani. Le traité de l'alliance est celui qui a été conclu un mois environ avant l'explosion de la guerre contre la Bulgarie, en prévision précisément de cette guerre, et pour une durée de dix ans, afin de servir les intérêts généraux de chacun des deux États contractants.

En ce moment j'estime n'avoir plus le droit de cacher ni à la représentation nationale, ni au pays, le fait que le traité de notre alliance avec la Serbie est un traité général, un traité défensif, sur la base duquel chacun des États s'engage à aider l'autre, si l'un d'eux, sans provocation de sa part, était attaqué par un tiers.

M. Popp. — Un tiers quelconque ?

M. Venizélos. — Il n'y a pas *quelconque*, il y a *tiers*.C'est sur la base de ce traité, Messieurs, que, lorsque en mai 1914 nos relations avec l'empire ottoman ont pris une tournure aiguë, nous nous adressâmes à la Serbie, lui expliquant les motifs pour lesquels nous allions affronter une nouvelle guerre contre la Turquie, guerre que nous considérions comme défensive, même si nous attaquions, nous les premiers, car les provocations de l'autre côté étaient devenues intolérables. C'est donc sur cette base que nous nous sommes adressés à la Serbie pour invoquer son concours dans le cas où, durant cette guerre, nous aurions été attaqués par un autre État.

Voici enfin les paroles exactes prononcées par M. Venizélos au sujet de l'éventualité d'hostilités avec les empires germaniques :

Je ne vous propose certainement pas de déclarer la guerre à l'Allemagne et à l'Autriche. Mais si, Messieurs, en appliquant le programme de notre politique nationale, si, remplissant un devoir d'honneur pour nous, remplissant nos devoirs d'alliance, défendant les intérêts vitaux de la nation, nous nous trouvions en face des puissants, je suis certain que, tout en exprimant notre regret, nous ferions notre devoir. (Applaudissements).

C'était la conclusion nécessaire de tout le discours et l'aboutissement logique de la politique suivie par la Grèce dans les Balkans depuis 1912. Aussi M. Venizélos, en terminant, put-il constater que ses contradicteurs ne lui opposaient « qu'une politique négative, des hésitations et des doutes » engendrant la paralysie définitive du pays. Il finit ainsi :

Devant le danger manifeste qui nous arrive du nord pour nous

enlever ce que nous avons conquis au cours des deux dernières guerres, j'aurais été irrésolu et lâche en ne m'empressant pas de prendre des décisions que le devoir, l'honneur, l'intérêt suprême imposent à la nation. (Applaudissements prolongés.)

Ce n'est pas en Grèce seulement que les négations, les hésitations et les doutes mènent à la paralysie. Dans les grandes crises il faut savoir se décider à temps et courir des risques. Si la Quadruple-Entente avait laissé écraser la Serbie en contemplant le cours des astres, elle eût couru des risques beaucoup plus grands qu'en jetant en Macédoine quelques centaines de mille hommes. Lorsqu'on est en guerre, il faut aller où l'on se bat. Il faut marcher au canon. Aujourd'hui c'est en Orient que le canon nous appelle.

DÉCLARATION DE GUERRE A LA BULGARIE. — LA QUESTION DES EFFECTIFS ET L'EXPÉDITION ORIENTALE.

19 octobre 1915.

La Grande-Bretagne et la France ont déclaré la guerre à la Bulgarie. On attend d'un instant à l'autre une notification analogue de la part de l'Italie et de la Russie. L'Italie s'est solidarisée sous ce rapport avec les puissances de la Triple-Entente ; elle participera tout de suite à l'action contre la Bulgarie en coopérant au blocus des côtes bulgares de la mer Egée, et peut-être plus tard en débarquant des troupes à des endroits qui ne sont pas encore déterminés. Quant à la Russie, elle tient à donner à sa rupture avec la Bulgarie une forme retentissante. Le tsar Nicolas veut lancer une proclamation où il flé-

trira l'ingratitude et la duplicité bulgares. Le mode de son action militaire n'est pas encore connu. L'important est qu'on procède rapidement à l'exécution des décisions prises. Comme on l'appréhendait, les Bulgares ont coupé près de Vrania la ligne Nich-Salonique. Sans remporter de victoire ils peuvent causer aux Serbes les plus sérieux embarras. Il importe donc d'arrêter leurs incursions en les attaquant soit de face sur le territoire serbe, soit par derrière, en Bulgarie même, si l'on dispose des moyens suffisants. En tout cas, nous ne pouvons compter que sur la force. Malgré les dépêches annonçant des troubles divers sur différents points du territoire bulgare, rien ne permet de supposer qu'une révolution se prépare contre le régime Radoslavof. Les chefs de l'opposition se taisent. Bon gré mal gré ils se sont ralliés à une sorte d'union sacrée. M. Radoslavof a su parler à chacun d'eux. A M. Ghénadief, entre autres, il a rappelé que l'instruction de l'attentat du casino de Sofia restait ouverte. Cela suffit pour que M. Ghénadief ne sortît plus de chez lui.

Les Alliés doivent agir d'autant plus vigoureusement qu'ils ne peuvent plus douter aujourd'hui que l'attitude définitive de la Roumanie et de la Grèce dépend du résultat de la campagne de Macédoine. Quels que soient les sentiments de la population de ces deux pays, leurs gouvernements actuels ne veulent point prendre parti pour nous aussi longtemps qu'ils se croient exposés à une attaque allemande. Ils ont peur et ils se réservent. Certes la meilleure manière de fuir le danger dont la menace les fige dans l'immobilité serait de se joindre sans retard aux États qui ont juré de détruire le militarisme germanique. L'appui des forces roumaines et grecques serait décisif en Orient, et la victoire donnerait aux rois

Ferdinand et Constantin un immense prestige fécond en grands résultats. Malheureusement l'un et l'autre de ces deux souverains, tous deux d'origine étrangère, se sont laissé intimider par Guillaume II. Ils ne veulent marcher qu'à coup sûr. A l'heure actuelle il serait plus que téméraire d'escompter leur concours. Ils s'imaginent probablement être prémunis contre un désastre par les promesses allemandes. Ils sont d'avance résignés à des gains limités pris sur la Russie et la Serbie dans le cas du triomphe des nations de proie. L'idéal national traditionnel n'est point dans leur sang. Des agrandissements prélevés sur n'importe qui, à la manière prussienne, leur suffisent. Pour faire décidément prévaloir dans les gouvernements de Bucarest et d'Athènes les inspirations de la conscience nationale sur les conseils de la pusillanimité, il ne reste aux Alliés qu'à prouver qu'ils sont les plus forts.

Les Alliés n'ont donc plus le choix. S'ils n'arrêtent pas les Austro-Allemands sur le chemin de Constantinople, ils perdront à la fois l'Orient et toute chance de ramener à eux la Grèce et la Roumanie. La Grèce, puissance essentiellement maritime, serait sans doute hors d'état de nous nuire. Mais, sous la pression germanique, le gouvernement roumain serait vraisemblablement contraint à se tourner contre la Russie pour s'emparer de la Bessarabie, seule proie désormais saisissable. Dès lors la question des effectifs serait résolue contre les Alliés. On ne doit donc pas se lasser de répéter que la prudence nous oblige à faire en Orient un effort maximum.

LA COOPÉRATION ITALIENNE EN ORIENT. — LE MANIFESTE DU TSAR NICOLAS CONTRE LA BULGARIE. — ÉCHANGE DE TÉLÉGRAMMES ENTRE LES MINISTÈRES DE LA QUADRUPLE-ENTENTE.

20 octobre 1915.

Les déclarations de guerre de l'Italie et de la Russie à la Bulgarie ont eu lieu hier. La situation de fait créée par la provocation bulgare est donc consacrée officiellement. Les quatre gouvernements alliés sont d'accord pour infliger à la Bulgarie, chacun avec les moyens dont il dispose, le châtiment qu'elle mérite.

La question de la coopération de l'Italie à la guerre contre la Bulgarie a soulevé chez nos voisins de l'autre côté des Alpes de vives controverses. Les hésitations du gouvernement et de l'opinion se sont manifestées par de larges coups de ciseaux pratiqués par la censure péninsulaire dans les articles de nos confrères. Le *Giornale d'Italia* lui-même, organe de M. Sonnino, n'a pas échappé à ces rigueurs. Il est certain qu'on n'a pas été fixé tout de suite à la Consulta et au palais Braschi sur la conduite à tenir. On n'y était pas préparé à une participation à l'expédition de Macédoine. Militairement, on ne croyait pas pouvoir distraire de leur poste actuel des effectifs importants. Diplomatiquement, on désirait ne pas exposer les troupes italiennes à se heurter à celles de Guillaume II. Il ne faut pas oublier en effet que l'Italie n'est pas en état de guerre avec l'Allemagne, et qu'elle n'a pas encore appelé sous les armes tous les hommes

mobilisables. Toutefois l'opinion n'a pas tardé à prévaloir dans le gouvernement et dans la presse que l'issue du conflit balkanique exercerait une influence des plus sérieuses sur le dénouement de la guerre européenne et que l'intérêt de l'Italie lui commandait de s'associer dans la mesure du possible à l'action de la France, de l'Angleterre et de la Russie sur le nouveau théâtre de la guerre. Quelle est cette mesure? On n'en sait encore rien. Hier, à la Chambre des Communes, en réponse à une question sur la coopération italienne en Serbie, M. Lloyd George s'est contenté de répondre que « la meilleure méthode avec laquelle l'Italie peut apporter l'assistance la plus efficace à la Serbie ou à la cause commune est actuellemeit en discussion entre les Alliés ». D'autre part, depuis hier, les opérations du général Cadorna sur le front autrichien ont pris une allure particulièrement énergique, et diverses catégories d'hommes des classes 1882-1884 ont été convoquées sous les drapeaux.

Comme on s'y attendait, le tsar Nicolas a déclaré la guerre à la Bulgarie au moyen d'un manifeste de flétrissure, qui sera prochainement suivi d'un communiqué gouvernemental. Le manifeste impérial révèle la profondeur de la déception russe et la vivacité de la colère du peuple libérateur. Il dénonce la trahison de la Bulgarie à la cause slave, à la foi chrétienne et à la Russie. Il appelle solennellement sur les traîtres « la juste punition de Dieu ». La rupture est donc aussi éclatante que possible. Mais le manifeste de Nicolas II ne contient pas que des reproches et des imprécations. On y lit aussi cette phrase : « *Préparée avec perfidie depuis le commencement de la guerre*, la trahison de la Bulgarie s'est accomplie, bien que paraissant impossible. » Voilà donc la plus haute autorité du monde slave qui reconnaît que la Bul-

garie a préparé sa trahison depuis le commencement de la guerre. C'est précisément ce que nous avons signalé sans nous lasser depuis l'automne 1914 [*et ce que notre censure ne voulait pas laisser dire*]. La « perfidie » stigmatisée par Nicolas II était bien connue. Elle n'était point commune, il est vrai, à toute la nation bulgare. Mais elle était l'essence même de la politique du tsar Ferdinand et du ministère Radoslavof. Dès lors ce qui, suivant l'expression de Nicolas II, paraissait impossible devenait inévitable. Pour conjurer cette prétendue impossibilité il eût fallu renverser le Cabinet Radoslavof et le remplacer par des hommes sincères guidés par l'esprit de conciliation. Nous n'affirmerons point que cette substitution fût réalisable. Nous constatons seulement qu'elle n'a pas été réalisée et que, la condition *sine qua non* d'un accord des Alliés avec la Bulgarie n'étant point remplie, les Alliés auraient dû renoncer depuis longtemps à leur combinaison.

Les relations des puissances de la Quadruple-Entente entre elles viennent d'être précisées par un échange de télégrammes entre M. Viviani et ses collègues de Russie, d'Angleterre et d'Italie. En prenant le portefeuille des affaires étrangères abandonné par M. Delcassé, M. Viviani a tenu à déclarer que cette modification dans la composition du ministère français ne changeait rien à la politique du gouvernement de la République. C'était l'évidence même pour qui connaît la situation, et personne ne s'y est trompé en France. Pourtant, à l'étranger, certains commentaires sur le départ de M. Delcassé pouvaient laisser planer des doutes. Le ministre des affaires étrangères démissionnaire a joué un tel rôle dans la diplomatie européenne que sa retraite devait fatalement être interprétée en sens divers. Mais le sys-

tème diplomatique fondé lors du premier séjour de M. Delcassé au quai d'Orsay, et dont ce ministre apparaissait comme l'incarnation, ne dépend plus depuis longtemps du titulaire du portefeuille des affaires étrangères. Il n'est plus discuté chez nous. Il est considéré par tous les Français comme un dogme intangible. La guerre européenne l'a cimenté de telle sorte dans l'âme même du pays qu'il est à l'abri de tous les ébranlements.

LA BULGARIE ET LA CENSURE EN ANGLETERRE.

21 octobre 1915.

Les événements d'Orient ont produit en Angleterre des impressions aussi fortes qu'en France. Les illusions sur la Bulgarie étaient encore plus enracinées outre-Manche que chez nous. Aussi l'agression bulgare y a-t-elle causé une véritable stupéfaction, naturellement suivie d'un vif mécontentement. Le discours de Sir Ed. Grey du 14 octobre à la Chambre des Communes n'a pas atténué cette irritation, bien au contraire. Il n'a rien appris que tout le monde ne sût déjà, ni rien expliqué. Son effet sur les Communes et l'opinion fut médiocre. Comme le gouvernement avait demandé qu'il n'y eût pas de discussion, les critiques n'eurent pas l'occasion de se manifester publiquement. Mais il n'en fut pas de même à la Chambre des Lords, où la politique du Cabinet fut soumise à un examen aussi rigoureux que le permettent les traditions parlementaires, notamment par lord Milner. Depuis, l'opinion publique, sans distinction de partis, a

exprimé de la façon la plus nette son désir de voir changer du moins certaines pratiques.

Ce dont se plaignent pour l'instant nos voisins et alliés, c'est moins des erreurs politiques commises — ils en parlent publiquement avec discrétion — que de l'ignorance où ils ont été laissés et du silence méthodique imposé par la censure au sujet d'événements connus de tout le reste de l'Europe. La censure britannique, en effet, semble avoir manié les ciseaux avec autant de rudesse et aussi peu de discernement que la nôtre. Un des membres du Cabinet, Lord Selborne, ministre de l'agriculture, a même qualifié certains actes de la censure nationale de malfaisante stupidité — *mischievous stupidity* — dans un discours prononcé à York. Questionné à ce sujet à la Chambre des Lords, le comte de Selborne répéta cette expression en ajoutant : « Le noble lord me demande si j'ai parlé au nom du gouvernement de Sa Majesté. Je n'ai pas consulté mes collègues, mais je serais bien surpris d'apprendre qu'un d'eux ne fût pas du même avis que moi. » Si un des ministres en fonctions tient ce langage, on devine ce que peuvent dire entre eux les citoyens britanniques. Il en résulte un sentiment général pénible dont se ressentent certains membres du gouvernement. En Angleterre comme en France, on est également sévère pour le système officiel d'après lequel les événements dont il est interdit de parler dans les journaux n'existent pas. Le public arrive tout de même à savoir les choses et il demande pourquoi on les lui a cachées. Naturellement il ne trouve aucune réponse plausible, et sa méfiance s'accroît. Il est aussi ridicule d'avoir caché pendant un jour à Londres la nouvelle de la démission de M. Venizélos que d'avoir supprimé pendant trois jours à Paris les informations sur la mobi-

lisation bulgare. C'est non seulement ridicule; c'est aussi maladroit. L'expérience l'a prouvé.

Notre correspondant de Londres nous écrit à ce propos les intéressantes observations suivantes :

Ce que refusent de comprendre les hommes de loi qui sont responsables de la censure, c'est que le Royaume-Uni n'est pas une Cour de justice où l'on peut éliminer tout ce qui n'est pas contenu dans des dépositions faites conformément aux règles de la procédure, et n'en pas tenir compte. Les Anglais commencent à s'impatienter d'être traités comme des enfants par une censure inintelligente et par des administrations dont les communiqués révèlent plus d'imagination que de souci de la vérité, en même temps qu'une confiance touchante mais excessive dans la crédulité publique. Quand un sentiment de défiance règne entre une nation et son gouvernement, il est dangereux en tout temps. Dans des circonstances comme celles-ci, il peut prendre les proportions d'une calamité.

L'opinion ne veut plus des subtilités parlementaires ; elle entend qu'aux questions nettement posées par les représentants du pays il soit donné des réponses nettes, claires et sans équivoque. Le pays veut savoir où il en est et où il va. Ce désir légitime d'être traité avec franchise est justifié par le patriotisme et les sacrifices du peuple britannique qui a donné trois millions de volontaires aux armées et prodigue à ses gouvernants les millions. Il est naturel qu'il tienne à savoir si, pour employer une expression vulgaire, il en a pour son sang et pour son argent.

Aussi ne faudra-t-il point s'étonner, ni s'inquiéter, si quelques changements de personnes s'effectuent dans le Cabinet de Londres. Il y a toujours intérêt à clarifier les situations.

LA PRÉPARATION ALLEMANDE DE LA GUERRE EN ORIENT. — OFFRE DE CHYPRE ET D'AUTRES AVANTAGES A LA GRÈCE.

22 octobre 1915.

Bien avant la France, bien avant l'Angleterre et la Russie, l'Allemagne a compris l'importance du théâtre

oriental de la guerre. Avant la guerre qu'elle a déchaînée à la fin de juillet 1914, elle avait préparé avec le soin le plus minutieux le terrain balkanique. Quoiqu'elle espérât écraser la France en août et septembre et mater la Russie les mois suivants, elle avait pris toutes ses précautions en prévision d'une action militaire en Orient. Elle organisait l'armée ottomane. Elle avait la parole de Charles Ier de Roumanie et de Ferdinand Ier de Bulgarie. Une de ses créatures, le prince de Wied, gouvernait l'Albanie. Après ses échecs en France et l'arrêt de sa grande offensive en Russie, Guillaume II a jugé le moment venu de jouer la partie orientale avec les atouts maîtres qu'il avait en main. Il ne pouvait s'exposer à laisser tout l'hiver ses armées se morfondre devant les fronts français et russe. Ses effectifs auraient risqué de se fondre à la longue sans aucun profit, tandis que ceux des Alliés se seraient renouvelés normalement. Il a donc résolu de frapper dans les Balkans le grand coup qu'il avait manqué sur les autres fronts. On ne peut plus douter que son plan consiste à régler avant l'hiver l'ensemble des affaires orientales suivant les intérêts germaniques de manière à s'assurer, outre le prestige de grands succès, de nouveaux effectifs et de nouvelles ressources pour une reprise d'offensive en France et en Russie.

L'exécution de ce plan n'est point sans danger. Elle ne peut réussir que grâce à de lourdes erreurs des Alliés. Il dépend encore de ceux-ci de prévenir la catastrophe. Quoiqu'ils se soient laissé surprendre et qu'ils aient perdu un temps extrêmement précieux avec leurs inexcusables négociations bulgares, ils peuvent ruiner le dessein germanique. En effet la retraite des Serbes sur des positions excentriques hors de l'atteinte de l'ennemi ne terminerait nullement la campagne. Si nos intrépides

alliés se trouvaient contraints, malgré leurs magnifiques efforts, d'abandonner les grandes voies de communication vers le sud-est, ils ne seraient pas mis hors de cause. Etablis dans les montagnes de l'ouest, ils contsitueraient une masse imposante prête à se joindre aux troupes alliées, une fois que celles-ci seraient en nombre suffisant. Il est invraisemblable que les Austro-Allemands soient en mesure de les poursuivre dans des vallées reculées, et que les Bulgares poussent, comme certaines dépêches l'indiquent, jusqu'à Salonique. Ni les uns ni les autres ne disposent des effectifs nécessaires pour de pareilles opérations. Ils s'exposeraient à être coupés à leur tour et détruits en détail, à moins que les Austro-Allemands ne détachent des deux grands fronts des forces considérables. Mais alors, ils courraient d'autres risques plus grands encore. On commence à s'apercevoir déjà sur le front russe des effets du prélèvement des troupes envoyées dans les Balkans.

Ne nous laissons donc point intimider par les nouvelles, vraies ou fausses, de succès partiels des armées germaniques en Orient, et continuons d'envoyer à Salonique le plus de troupes possible. De toute façon l'arrivée de nos régiments produira là-bas un excellent effet. Même réduit, leur concours facilitera et stimulera la résistance serbe. Leur nombre allant régulièrement en croissant encouragera nos amis de Grèce et de Roumanie à combattre l'inertie de leurs gouvernements. En Grèce, il est vrai, dans l'intervalle des deux ministères Venizélos, des arrangements secrets semblent avoir été pris avec l'Allemagne. Ces tractations dynastiques doivent même avoir été bien sérieuses puisque le gouvernement grec vient d'accueillir avec fraîcheur une proposition qui, en d'autres temps, eût soulevé l'enthousiasme de

toute l'Hellade : le gouvernement britannique a offert l'île de Chypre à la Grèce.

L'Angleterre occupe Chypre depuis 1878 en vertu de la convention signée avec la Turquie le 4 juin de cette même année, entre le traié de San Stefano et le congrès de Berlin. Elle a annexé officiellement l'île le 5 novembre 1914, après l'agression germano-turque contre les côtes de Crimée et la proclamation de l'état de guerre entre les Alliés et l'empire ottoman. Elle dispose donc absolument de Chypre et peut en faire l'objet d'une transaction. Aujourd'hui, elle propose à la Grèce de lui céder la pleine souveraineté de cette grande île habitée presque exclusivement par des Hellènes, à la condition que la Grèce se range sans retard du côté de la Serbie. A cette offre, particulière à l'Angleterre, s'ajoutent des propositions de tous les Alliés relatives aux côtes de la mer Egée jusqu'à Enos. Tous ces avantages pourtant n'ont point encore déterminé le gouvernement grec. Dans les circonstances actuelles, celui-ci semble dominé par un engagement antérieur contracté par le roi. Suivant toute vraisemblance, il persévérera dans la même attitude aussi longtemps qu'il ne sera pas rassuré contre la colère allemande par la présence de troupes alliées en nombre imposant. La Germanie a su inculquer aux neutres une telle idée de sa force, et elle exploite les relations dynastiques avec une telle audace que les peuples les mieux disposés pour nous n'osent bouger. Ils sont tenus en une sorte de tutelle. Les Grecs et les Roumains ne demandent sans doute pas mieux que de rejeter ce joug occulte. Seulement il faut que nous les y aidions. Montrons-nous forts en Orient, déployons-y tous nos moyens disponibles, et nous verrons les hésitants accourir à nous. Jamais nous n'avons eu plus

besoin de montrer de l'esprit de suite et de l'énergie.

REFUS DE CHYPRE PAR LE MINISTÈRE DE LA PEUR. — DISCOURS DE NEUTRALITÉ DE M. THÉOTOKIS. — L'INERTIE ROUMAINE ET LA PROTESTATION DE M. TAKE JONESCO.

23 octobre 1915.

Le ministère « œcuménique », comme on appelle à Athènes le Cabinet de concentration antivenizéliste présidé par M. Zaïmis, a rejeté la proposition par laquelle l'Angleterre offrait conditionnellement de céder l'île de Chypre à la Grèce. Le gouvernement britannique subordonnait cette offre généreuse à la seule condition que la Grèce, conformément à son traité d'alliance avec la Serbie, se porterait au secours de ce pays. D'accord avec les Alliés, il promettait d'autres avantages importants en d'autres régions où l'hellénisme est le plus fortement représenté. Le gouvernement hellénique a répondu par les mêmes fins de non-recevoir qu'il avait opposées au gouvernement serbe. Constitué dans des conditions anormales, composé d'hommes qui ne possèdent point la confiance de la Chambre, représentant seulement la personne du roi, dominé par la peur de l'Allemagne, le Cabinet Zaïmis refuse d'un cœur léger l'agrandissement immédiat du domaine de l'hellénisme. Il continue de prétendre que l'agression bulgare n'a point un caractère balkanique ; il ergote sur l'interprétation des clauses du traité d'alliance avec la Serbie ; il se dérobe en déclarant qu'en entrant dans le conflit « la Grèce causerait sa

propre ruine sans même avoir la consolation de pouvoir penser qu'elle a sauvé la Serbie ». Quelle confiance en soi et dans son pays! Le ministère œcuménique serait mieux nommé le ministère de la peur.

A la séance de la Boulé du 11 octobre, M. Théotokis, ministre de l'économie nationale et de l'instruction publique, répondant au nom du Cabinet à M. Venizélos, a posé crument la question. Sans s'attarder à discuter la valeur des clauses du traité gréco-serbe, sans se demander si l'honneur de la Grèce était engagé, il a seulement envisagé les chances d'une intervention armée. Voici le langage dont il s'est servi d'après le compte-rendu *in extenso* de la séance :

Il n'est pas établi que la Bulgarie d'aujourd'hui est plus faible que celle de demain, car il ne s'agit point pour la Grèce de se battre contre la Bulgarie seule, de se battre contre elle en coalition, mettons avec la Serbie. Il s'agit pour la Grèce de se battre contre la Bulgarie, derrière laquelle se trouve une ligue européenne très puissante.

Il est certain que l'honorable député de l'Attique (M. Venizélos) est libre de faire les prévisions qu'il lui plaît sur l'issue de la guerre. Il est impossible cependant, en se basant sur des pronostics, de connaître quelle sera l'issue de la guerre et lequel des deux groupes sera victorieux. Il n'existe personne dans toute l'Europe qui puisse prédire cela en toute sûreté. Mais si la chose est impossible, c'est un devoir pour le gouvernement de la Grèce de rechercher sous quelles conditions aura lieu à l'heure actuelle la campagne contre la Bulgarie, quelles sont les forces qui peuvent se trouver aujourd'hui en face l'une de l'autre.

M. Venizélos a évité d'aborder cette question. C'est pourtant la question la plus importante qui doit être étudiée. Car c'est la question qui devra résoudre l'autre. Le moment est-il favorable pour que nous entreprenions une guerre contre la Bulgarie ?

Voilà, Messieurs, le sujet principal, et ce sujet, l'honorable député de l'Attique a évité de l'examiner. L'examen de cette question nous est imposé, car c'est à la suite de cet examen que nous devrons assurément choisir la politique que nous devons suivre.

La politique du gouvernement a été clairement exposée. C'est celle de la neutralité armée, neutralité que nous n'abandonnerons que quand des intérêts purement grecs y obligeront le gouvernement.

Si jamais nous voyons que ces intérêts sont lésés, que nous courons du danger, dans ce cas nous sortirons de la neutralité.

Mais tant que ceux-ci ne sont pas en danger, tant qu'en sortant de notre neutralité nous pouvons créer de plus grands dangers, nous ferons tout notre possible pour éviter ces dangers.

Eviter les dangers, voilà donc tout le programme du gouvernement grec actuel. On ne l'en fera point sortir en lui tendant un appât. Il jettera sur l'appât des regards de convoitise, mais il restera figé dans son inertie. Toutefois nous ne croyons pas que l'offre de l'Angleterre était inutile. Ce n'était point la promesse d'une partie de la peau de l'ours. Elle n'était pas à terme. L'Angleterre proposait de céder immédiatement un riche territoire qui lui appartenait en propre, abstraction faite de l'issue finale de la guerre européenne. Elle a mis ainsi le gouvernement grec en demeure de découvrir ses véritables sentiments en face de toute l'Hellade. Tous les Hellènes savent maintenant que le gouvernement imposé à la Grèce subordonne les intérêts les plus sacrés de l'hellénisme à des considérations dynastiques dissimulées sous le masque de la prudence. Le résultat est triste, mais c'est un résultat. Il prouve une fois de plus que les Alliés doivent exclusivement compter sur la manifestation de leur force.

En Roumanie, à des nuances près, il en est de même. MM. Take Jonesco, Philipesco et leurs amis ont dit avec une énergie et une éloquence que nous ne saurions égaler que l'intervention immédiate de la Roumanie dans la guerre européenne répondait à une nécessité nationale urgente, impérieuse. Leur opinion est partagée par la grande majorité du pays, comme l'est en Grèce celle de M. Venizélos. Néanmoins le gouvernement s'enlise dans la neutralité. Il craint de froisser le roi et il ne veut agir qu'à coup sûr. Comme en Grèce aussi, cet excès de réserve constitue en réalité la pire des imprudences.

M. Take Jonesco, qui l'a expliqué bien souvent par écrit et verbalement, le répète aujourd'hui dans une lettre à M. Charles Humbert :

Aujourd'hui, il n'y a qu'une pensée : la victoire. Et la victoire ne peut être locale pour personne. Elle est une sur tout le théâtre de la guerre.

C'est ce que je ne cesse de dire à mes compatriotes. On peut gagner la Transylvanie aussi bien dans les Balkans que dans les Carpathes. La sottise exaspérante des soi-disant intérêts spéciaux de chaque nation me fait bondir. On est d'un côté ou de l'autre et en restant en dehors de la lutte on ne risque pas moins d'être écrasé. Au contraire.

Si nous laissons s'opérer définitivement la jonction entre les Austro-Allemands et les Turco-Bulgares, la Roumanie sera placée devant ce dilemme : ou bien être broyée en se battant dans deux, trois mois, seule, dans les pires conditions imaginables, ou bien pourrir dans le mépris universel des Austro-Allemands aussi bien que des nations de l'Entente. Je suis sûr qu'elle se battrait. Il vaut mieux le faire aujourd'hui.

Tout le monde se rend compte ici de cette vérité, sauf quelques misérables. Tout le monde comprend que nous sommes à l'heure fatale. Seulement, il y en a qui calculent les possibilités et, de bonne foi, trouvent que, sans une expédition des Alliés de grande envergure, il n'y a aucune possibilité. Ils estiment les forces austro-allemandes destinées à l'Orient plus importantes qu'on ne croit.

Probablement les hommes autrement compétents qui dirigent la Quadruple-Entente ont-ils déjà commencé à traiter entre eux et à traiter avec la Roumanie. Aussi j'attends le salut de la décision qu'on prendra.

Dans ma situation en dehors du gouvernement, je ne puis que crier à mes compatriotes : « Le trop tard pour nous est plus proche qu'on se l'imagine ! »

Il n'y a rien à ajouter à cela. Il appartient aux Alliés d'en tirer la conclusion.

LA COORDINATION DES EFFORTS EN ORIENT. — ÉLOGE DES SERBES PAR M. ASQUITH.

25 octobre 1915.

Il semble que les quatre grandes puissances alliées sont maintenant bien d'accord pour riposter comme il convient à l'attaque combinée de l'Austro-Allemagne et de la Bulgarie contre la Serbie. Après examen sérieux et mûre réflexion, toutes quatre ont reconnu qu'une intervention militaire vigoureuse en Macédoine pouvait seule empêcher nos ennemis d'établir en Orient une domination qui leur livrerait d'immenses ressources et leur permettrait de terroriser les États balkaniques encore hésitants. La décision une fois prise, il faut l'exécuter avec entrain. Aucune des difficultés envisagées n'est insurmontable. Toutes les lacunes dont on se plaint peuvent être comblées. Seulement il importe de ne pas recommencer les erreurs du commencement de la guerre et de ne pas piétiner sur place en s'écriant qu'il est inutile de faire telle ou telle chose parce qu'on arrivera trop tard. Les funestes conseillers auliques, qui discutent au lieu d'obéir, n'ont déjà que trop compromis nos chances. S'il en existe encore, s'ils osent élever la voix, il faut leur fermer la bouche et les faire rentrer dans le rang. Il n'est pas de succès possible si le chef du gouvernement ne sait pas imposer sa volonté. Quand chaque bureau a sa politique, il n'y a plus de politique. Chaque bureau a le droit de présenter des objections d'ordre technique. L'autorité supérieure les pèse et décide. Après cela les bureaux

n'ont plus qu'à se conformer, sans murmurer, aux ordres reçus.

La clarté dans la conception, la vigueur dans l'exécution, la loyauté dans la coordination des efforts de tous les agents subalternes, voilà le programme de toute action combinée quelconque, militaire ou diplomatique. Ces réflexions n'ont pas un intérêt purement philosophique. En ce moment la presse germanique exploite contre nous toutes les rumeurs qui lui parviennent de chez nous. Elle feint de prendre pour des projets gouvernementaux les élucubrations de quelques Napoléons méconnus qui, à les entendre, pétriraient l'Europe à leur gré s'ils étaient les maîtres pendant quinze jours. En colportant chez les neutres ces insanités grandioses plus ou moins déformées, les reptiles austro-allemands empoisonnent l'opinion internationale. Nous ne pouvons empêcher ces méchantes bêtes de distiller leur venin ; du moins ne leur fournissons point la matière.

En Angleterre on a fini par comprendre toute l'importance du front balkanique au point de vue de la durée et de l'issue finale de la guerre. On a aussi mesuré l'étendue du péril pour la Perse, les Indes et l'Egypte. Enfin, on rend de plus en plus justice aux efforts inouïs des Serbes, et l'ancienne tendresse pour les Bulgares se change lentement en fureur. Le 19 octobre, M. Asquith a rendu au peuple serbe un éclatant hommage qui n'a pas été assez remarqué. Le Premier anglais devait présider le soir de ce même jour l'inauguration des cours du professeur tchèque Masaryk, à King's College, sur « le Problème des petites nations dans la guerre européenne ». Indisposé, comme on sait, il ne put se rendre en personne à cette cérémonie. Mais il fit lire par Lord Robert Cecil, sous-secrétaire d'État aux affaires étran-

gères, une allocution où,après un grand éloge du savant patriote tchèque, le principal adversaire du comte d'Aehrenthal dans l'affaire des faux Friedjung, on lit ceci : « D'abord et surtout les Alliés combattent pour les libertés des petites nations, afin que celles-ci soient affranchies à l'avenir de la tyrannie de leurs voisins plus puissants et qu'elles puissent librement développer leur propre vie et leurs institutions. Par-dessus tout, aujourd'hui, nos pensées et nos sympathies vont à la Serbie, dont le courage indomptable gagne de jour en jour notre sympathie et notre admiration illimitées. »

De la sympathie et de l'admiration la Grande-Bretagne passe à l'action. Ses troupes vont rejoindre les nôtres dans le sud de la Serbie. Avec les nôtres, elles apportent une force morale et une force matérielle. Leur présence, la certitude qu'elles vont être suivies d'autres donnent aux Serbes cette confiance, cet espoir de vaincre malgré tout qui seuls rendent la résistance possible à un peuple acculé, comme le leur, à la situation la plus critique qu'on ait connue dans l'histoire des guerres. Ne l'oublions pas, cette résistance héroïque sert la cause commune des Alliés. Elle distrait l'ennemi commun d'autres fronts ; elle use ses effectifs, elle retarde sa prise de possession de lignes de communication de première importance. Par calcul, sinon par reconnaissance, nous devons l'encourager, l'appuyer de tout notre pouvoir. Les partisans de l'inertie paraissent n'avoir pas plus de cerveau que de cœur.

En Russie, on se prépare également à l'intervention. La flotte du tsar a déjà tonné devant Varna. Si, pour des raisons spéciales, la mise en marche de grandes forces militaires ne peut commencer tout de suite, elle n'en aura pas moins lieu. C'est aux Franco-Anglais à soutenir

l'effort en attendant. L'Italie aussi concourra, dans une mesure appréciable, à l'action commune. Ne la chicanons point sur les moyens. Elle est sincère dans ses déclarations. Déjà son offensive sur toute la ligne des Alpes a produit d'heureux résultats. Ne récriminons donc point, ne tergiversons plus, ne nous égarons pas dans des discussions de dilettantes. Poursuivons sans relâche l'exécution d'un plan concerté.

LES OBJECTIONS DES DILETTANTES CONTRE L'EXPÉDITION D'ORIENT. — LES HÉSITATIONS ANGLAISES. — L'ACTION SÉPARÉE DE L'ITALIE.

28 octobre 1915.

Le développement de la nouvelle guerre balkanique démontre de plus en plus clairement chaque jour l'erreur des personnes qui ont combattu dès le premier jour et combattent encore le projet d'intervention des Alliés en Macédoine sous prétexte qu'on arriverait trop tard. Voilà plus d'un mois que la mobilisation bulgare est proclamée, plus de trois semaines que les Austro-Allemands dirigent avec le maximum d'énergie leur attaque combinée contre la Serbie. En un mois on peut faire beaucoup de choses. Il est bien fâcheux qu'une grande partie de ce temps ait été gâchée sous l'inspiration de personnages qui accumulent les objections contre les projets qu'on met sur pied, mais ne savent jamais rien proposer de mieux. Les dilettantes habitués à la politique négative sont le fléau des conseils gouvernementaux. Qu'on soumette des projets à une critique minu-

tieuse, c'est bien. Mais que ce soit ou bien pour suggérer des améliorations et des rectifications, ou bien pour substituer à ces projets d'autres meilleurs. Or, jusqu'ici, à notre connaissance, aucun personnage qualifié n'a présenté de proposition pour contrecarrer l'entreprise germano-bulgare dans les Balkans.

Les arguments formulés contre l'expédition dérivent tous d'idées préconçues, de fausses analogies. Ici encore le préjugé de la force allemande a fâcheusement influencé les esprits. Inutile de bouger, a-t-on dit, car si les Allemands se sont engagés dans cette campagne, c'est qu'ils ont la certitude d'écraser la Serbie en quelques jours. Inutile de résister plus longtemps, disaient de même à Paris les adorateurs du germanisme après la bataille de Charleroi ; mieux vaut traiter avant d'être pulvérisés. Les calculs germaniques peuvent aussi bien être détruits en Serbie qu'en France. Ils sont déjà en défaut. Malgré de lourdes pertes, l'armée Mackensen est encore loin de son but. De leur côté les Bulgares, après avoir pris Velès, en ont été chassés par les Serbes. Ils seraient également chassés d'Uskub si le corps français qui a occupé Krivolak était relayé par de nouvelles troupes alliées venues de Salonique et pouvant remplacer les Serbes à Velès. Il est étrange que tous les hommes d'État de la Quadruple-Entente n'aient pas compris le rôle d'un corps expéditionnaire allié en Macédoine. On a tout de suite déclaré qu'il fallait envoyer 400.000 hommes ou personne. C'eût été juste s'il s'était agi pour les Alliés de chasser à eux seuls les Austro-Allemands et les Bulgares de la Macédoine. Mais ce n'est nullement le cas. Il s'agit de se porter au secours d'un État dont l'armée défend le territoire national avec la plus magnifique ténacité.

La fameuse objection des « petits paquets » tirée de

l'histoire de nos déboires coloniaux ne s'applique pas ici. Il existe déjà, en face de l'ennemi commun, un adversaire redoutable. C'est cet adversaire, qui est notre allié, qu'il faut renforcer de manière qu'il ne succombe point. Il peut tenir pendant quelque temps, il tiendra d'autant plus longtemps qu'il saura que ses efforts héroïques ne seront point inutiles et que les secours approchent. Mais il ne peut pas tenir indéfiniment contre des attaques venant de trois points de l'horizon. Il ne réclame point immédiatement une phalange de 400.000 hommes. Il demande seulement que les secours se succèdent assez rapidement pour que celles de ses troupes qui luttent au sud-est contre les Bulgares puissent sans inconvénient remonter au nord vers le principal théâtre de la guerre. Les « petits paquets », comme on prétend stigmatiser les envois successifs de divisions, seront les bienvenus. C'est un petit paquet qui a repris Krivolak et Stroumitza ; un second petit paquet peut occuper Velès, un troisième Uskub, un quatrième Vrania, etc. Les Bulgares ne sont point en état de nous chasser de ces positions. Et nos derrières ne sont pas menacés. Maîtres de la mer, appuyés sur l'excellente base de Salonique et sur une ligne de chemin de fer, nous ne redoutons rien de ce côté. Nous risquons seulement de ne pas pouvoir avancer assez loin. Mais ce risque ne deviendra sérieux que si les dilettantes de la politique négative réussissent à retarder, sous différents prétextes, l'envoi de nouveaux corps à Salonique.

Des quatre puissances alliées, deux seulement semblent maintenant en mesure d'expédier en Macédoine des forces en nombre utile. La France l'a déjà fait et nous comptons que le nouveau ministère en formation saura imprimer à notre action en Orient une impulsion

vigoureuse. L'Angleterre hésite encore. Elle a débarqué un petit corps de 13.000 hommes. Elle prépare d'imposants transports de troupes. Mais, suivant la déclaration d'avant-hier de lord Lansdowne à la Chambre des Lords, « l'emploi de ces troupes dépendra de la situation qui existera quand elles arriveront sur place ». En soi, cette formule n'est pas critiquable, car l'emploi de forces quelconques dépend toujours de la situation où elles se trouvent. Mais le reste du discours de lord Lansdowne fait craindre que l'hésitation actuelle persiste après l'arrivée des troupes en question. Depuis quinze mois le gouvernement britannique n'a eu que trop d'hésitations. Finalement il a pris d'heureuses et d'énergiques décisions, mais il les a prises un peu tard. Il lui en coûte plus cher et à ses alliés aussi. Pour l'instant, son devoir lui commande impérieusement d'envoyer à Salonique le plus grand nombre possible de forces disponibles.

L'Italie semble plutôt orienter son concours du côté de l'Adriatique que de celui de la mer Egée. Par l'Adriatique le chemin est long et pénible vers la Serbie. Mais mieux vaut encore agir de ce côté-là que ne pas agir du tout. Au commencement de la guerre, pour des raisons encore mal éclaircies, les Alliés ont totalement négligé les côtes de l'Adriatique, où ils s'étaient pourtant proposé d'aller secouer la domination autrichienne. Le mieux est de ne rien dire des croisières de notre flotte dans ces parages. Depuis que l'Italie a déclaré la guerre à l'Autriche-Hongrie, la question se présente sous un autre aspect. Le gendre du roi de Montenegro peut lui prêter un secours efficace et lui permettre d'inquiéter sérieusement les Autrichiens sur différents points sensibles. Mais l'Italie ne doit pas complètement perdre de vue Salonique, où elle peut rendre des services de différents

genres. Coupée de ses communications avec la mer Egée, la Russie est empêchée de se joindre à nous en Macédoine. Toutefois elle est capable d'exercer une influence sérieuse sur les événements qui s'y dérouleront. Elle s'y prépare activement. Ce que nous demandons instamment, c'est que les Alliés se mettent tous d'accord pour reconnaître actuellement à l'expédition de Macédoine une importance capitale et qu'ils coordonnent leurs efforts afin de donner aux Serbes, directement et indirectement, l'appui le plus efficace et le plus prompt.

LA SITUATION MILITAIRE EN ORIENT. — LE BOMBARDEMENT DE VARNA. — LA NEUTRALITÉ GRÈCQUE.

29 octobre 1915.

La presse germanique ne parle plus d'attaque foudroyante en Serbie. Elle ne compte plus sur des résultats décisifs immédiats. « On peut dire dès aujourd'hui, lit-on dans le *Lokal-Anzeiger*, que notre pénétration à l'intérieur de la Serbie ne se fera que lentement. » Or, sans cette pénétration, tous les succès remportés à l'Est seront précaires. La jonction de patrouilles ou même de fortes unités des armées austro-allemandes et bulgares dans le district de Negotin n'aurait qu'une importance relative. Elle permettrait seulement l'utilisation du Danube pour les transports militaires austro-allemands en Bulgarie et de là en Turquie. Elle n'aurait qu'une in-

fluence secondaire sur le dénouement de la campagne. Elle ne modifierait pas non plus la situation de la Roumanie car, depuis les premiers jours de la troisième guerre balkanique, tout trafic est interrompu sur la petite ligne Prahovo-Negotin. Le Cabinet de Bucarest, cédant aux instances allemandes et se conformant aux désirs du roi Ferdinand, a laissé bénévolement encercler la Roumanie. Il a découragé les velléités d'intervention de la Grèce. Il est résigné d'avance au succès de l'entreprise germanique. Les progrès des Austro-Allemands et des Bulgares en Serbie ne le troubleront donc pas. Par contre ils provoqueront une inquiétude de plus en plus vive dans le peuple roumain dont l'immense majorité ne sympathise nullement avec la politique dynastique actuellement suivie. D'après les dernières dépêches, l'émotion croît chaque jour à Bucarest. On s'y livre à des manifestations antigermaniques tumultueuses.

L'agression contre la Serbie ne produira de résultats militaires considérables que dans deux cas : si l'armée serbe, écrasée, est mise hors de cause, ou si les agresseurs s'emparent de l'ensemble de la ligne Belgrade-Nich-Pirot-Sofia et l'occupent solidement. Aucun de ces deux résultats n'est atteint ni ne semble près de l'être. L'armée serbe se défend avec intrépidité et se maintient sur une très forte ligne de combat. Le gouvernement serbe siège encore à Nich. On n'a point la confirmation de la prise de Pirot. Au sud, les Bulgares sont refoulés. Après s'être emparés d'Uskub, ils s'y trouvent menacés s'ils n'en sont pas déjà chassés, comme l'annoncent des dépêches privées. Leur jonction avec les Austro-Hongrois par Mitrovitza est loin d'être accomplie. Ce serait une entreprise bien scabreuse durant cette phase de la campagne. En effet les troupes aventurées dans le couloir

de l'ancien sandjak de Novi-Bazar risqueraient à chaque instant d'être coupées. Elles le seraient même certainement si les arrivées de troupes d'Occident à Salonique se succédaient avec la promptitude et la régularité qu'on est en droit d'attendre des alliés de la Serbie. Du reste, il n'est pas dit que l'Italie ne se décidera point à un effort sérieux dans une des régions menacées. Elle vient d'appeler sous les armes la troisième catégorie de deux nouvelles classes. Enfin, le bombardement de Varna par la flotte russe produit en Bulgarie une impression considérable. L'opinion bulgare est désorientée ; l'armée elle-même n'est pas absolument unie. Certes on ne doit pas compter sur une révolution, mais on peut beaucoup attendre, sous tous les rapports, de succès remportés dans les Balkans par les troupes alliées.

De même en Grèce. Les reptiles germaniques sifflent en ce moment de toute leur force. Ils répandent à flots leur venin. De Vienne et de Berlin on voudrait faire croire que les contingents franco-anglais déjà débarqués à Salonique sont exposés à une menace grecque. On prétend nous intimider et nous pousser à une démarche imprudente. De toutes parts arrivent à Paris et à Londres des dépêches en ce sens. N'en ayons cure. Le mieux serait même de ne pas les reproduire. Hier matin le ministre de Grèce à Paris est venu déclarer au quai d'Orsay qu'il n'y fallait prêter aucune attention et que le gouvernement grec maintenait à l'égard de l'Entente son attitude de neutralité bienveillante. Pour diverses raisons il est évident que la Grèce ne pourrait pas, même si elle le voulait, prendre une attitude hostile envers les Alliés. Ne nous préoccupons donc point des sifflements ni de la bave des reptiles et accélérons par tous les moyens notre action méthodique dans les Balkans. Toutes les

difficultés latérales disparaîtront devant les manifestations de notre force.

LE MINISTÈRE BRIAND. — M. JULES CAMBON SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — LA DIPLOMATIE SECRÈTE ET LA CENSURE DIPLOMATIQUE.

30 octobre 1915.

M. Briand a résolu de la façon la plus heureuse possible la question du remplacement de M. Delcassé. Il a pris lui-même le portefeuille des affaires étrangères avec la présidence du Conseil, et il s'est adjoint M. Jules Cambon, notre dernier ambassadeur à Berlin, comme secrétaire général au quai d'Orsay. L'unité de vues et de direction se trouve ainsi assurée entre le chef du gouvernement et le département des affaires étrangères. La récente expérience du Cabinet Viviani a suffisamment montré combien il était fâcheux que, dans des conjonctures comme celles d'aujourd'hui, le président du Conseil ne détînt point un des plus importants portefeuilles du ministère et ne fût point à même de contrôler personnellement la politique extérieure du gouvernement. La double charge que vient d'assumer M. Briand peut, il est vrai, sembler bien lourde au premier abord. Mais les deux fardeaux se complètent et s'équilibrent. Et puis le poids en sera très sensiblement allégé par la remise de la direction de l'ensemble des services du quai d'Orsay à un homme tel que M. Jules Cambon. Cette combinaison est infiniment préférable à celle où M. Briand aurait pris la présidence du Conseil sans portefeuille et M. Jules Cam-

bon le ministère des affaires étrangères. L'autorité se fût trouvée dispersée, l'unité de conception et d'exécution compromise. Sans doute M. Jules Cambon aurait été un excellent ministre des affaires étrangères. Mais une trop grande partie de son temps eût été absorbée par la politique courante, les exigences parlementaires, les Conseils, les Commissions, les réceptions, etc. En ce moment-ci la France a besoin, au quai d'Orsay, d'un homme qui se consacre tout entier à une tâche déjà écrasante en elle-même, qui ait le temps de réfléchir et qui suive sans interruption, d'un œil attentif, la marche de notre politique extérieure. Nul n'a plus d'aptitude, d'expérience et d'autorité que M. Jules Cambon pour s'acquitter de ce rôle.

Nous ne cacherons point qu'à notre avis il y a de sérieuses réformes à introduire au quai d'Orsay. Il va sans dire tout d'abord qu'on doit totalement renoncer à la politique de cabinet noir et aux pratiques louis-quinzièmes. Dans un pays démocratique comme la France, la diplomatie secrète n'a plus de place. Le pays n'admet pas qu'on le pousse subrepticement dans une direction inconnue de lui. Il ne veut pas se trouver brusquement en face de faits accomplis. Il réprouve les sous-entendus contenus dans des conventions dont on ne lui montre que les parties acceptables. Il condamne les clauses secrètes. Il tient à savoir où on le mène. Il ne ratifierait pas des engagements occultes contraires à l'honneur national. Il exige de la clarté et de la loyauté. Certes la diplomatie ne se fait point sur la place publique. Mais il importe de ne pas confondre la discrétion de rigueur dans la conduite des négociations avec l'obscurité dans la politique. Depuis quatorze mois on a vraiment trop abusé de la prétendue nécessité de faire le silence autour des négocia-

tions en cours et de ménager certaines susceptibilités. Et cela nous amène à la question de la censure diplomatique.

Depuis le commencement de la guerre européenne les instructions données à la censure diplomatique ont été inspirées par une idée radicalement fausse. On a considéré les journaux comme les interprètes obligés du gouvernement. On leur a communiqué les informations que le gouvernement désirait voir publier, et l'on s'est ingénié à supprimer les autres. Bien plus, on a contrôlé les appréciations ; on prétendait laisser passer seulement celles qui correspondaient à la pensée du ministre. Le système est aussi contraire aux intérêts les plus certains du pays qu'aux droits les plus légitimes de la presse. Le rôle de la censure diplomatique doit se borner à empêcher la publication de nouvelles, d'informations proprement dites, dont la divulgation serait de nature à compromettre la sécurité nationale. Elle ne doit pas tenir cachés des faits, connus du reste du monde, comme la mobilisation bulgare. Quant aux appréciations, elles échappent à sa compétence. Rien n'est plus imprudent que de s'attacher à les rendre uniformes conformément à des inspirations d'en haut. En ce cas, en effet, les articles de journaux prennent un caractère officieux, et le gouvernement en est tenu responsable. L'intérêt du gouvernement est que chaque journal s'exprime librement de sorte que la responsabilité du journaliste ne s'égare point ailleurs.

Le prétexte de l'obligation de ménager la susceptibilité de pays étrangers ne vaut rien non plus. Un gouvernement étranger n'est point en droit de se plaindre qu'un journal indépendant énonce telle ou telle opinion. Au contraire, il a sujet de récriminer dès que les appréciations qui le touchent passent pour avoir reçu l'autorisa-

tion de la censure. De plus il est essentiel pour la bonne marche d'une négociation que les journaux indépendants puissent librement formuler des objections, mettre en relief certains points, défendre certains intérêts. Ils peuvent ainsi rendre de grands services au pays tout en agaçant parfois les ministres pressés de conclure. Et puis une expérience déjà longue nous a prouvé que, chaque fois qu'on invoquait chez nous la nécessité de ménager les susceptibilités de pays étrangers, on désirait simplement épargner des embarras momentanés à des agents qui n'aiment ni la contradiction, ni les petits ennuis. Mais la contradiction est souvent utile, les négociations bulgares l'ont assez fait voir. Quant aux légers ennuis des chefs de mission, ils sont inséparables de la profession diplomatique. Quoi qu'en pensent les parlementaires laissés pour compte par les électeurs, la diplomatie n'est point un métier confortable exempt de tracas.

L'harmonie désirable entre le gouvernement et l'opinion ne doit pas être établie à coups de ciseaux. Elle doit résulter de rapports de confiance mutuelle entre les journalistes indépendants et les agents qualifiés pour les renseigner.

LE CABINET BRIAND ET L'ALLEMAGNE. — ADHÉSION DU JAPON A LA DÉCLARATION DE LONDRES DU 5 SEPTEMBRE 1914. — LA BULGARIE « AIDÉE DE DIEU ». — LE CORRESPONDANT MILITAIRE DU « TIMES. »

31 octobre 1915.

La constitution du Cabinet Briand trouble visiblement l'opinion germanique. Les journaux officieux de

Berlin avaient essayé tous ces derniers jours de représenter la retraite de M. Delcassé comme une source de faiblesse et de désunion pour la France et pour les Alliés. Ils exploitaient en ce sens l'ignorance de leur public et de vieilles idées répandues en Allemagne sur la personne du ministre démissionnaire. Ils sont obligés aujourd'hui de constater que la crise ministérielle ouverte par la retraite de M. Delcassé s'est dénouée par le renforcement général de notre politique de résistance et d'action. Un général au ministère de la guerre, un amiral au ministère de la marine, un ambassadeur à la tête des services du ministère des affaires étrangères, voilà des choix qui n'indiquent chez nous ni désorganisation, ni défaillance. A cela s'ajoutent des faits qui prouvent que, pour sa part, le nouveau gouvernement français est décidé à pousser aussi vigoureusement que possible l'expédition en Macédoine. Aucun Allemand ne croira qu'aux yeux de Guillaume II et de son état-major le remplacement de M. Millerand par le général Galliéni constitue un désavantage pour nous. Sous ce rapport, la presse germanique doit donc déchanter. Elle n'a pas plus sujet de se féliciter au point de vue des rapports des Alliés entre eux.

Le jour de sa prise de possession du pouvoir, M. Briand a dit au correspondant du *Times* à Paris que la politique de la France se résumait dans le mot « Victoire », que la devise du nouveau ministère était « la paix dans la victoire ». Ce programme, qui sera très probablement encore accentué dans la déclaration ministérielle au Parlement, est commun à toutes les puissances alliées. Non seulement celles-ci ne sont travaillées par aucun mal rongeur, mais encore elles viennent de s'adjoindre formellement une autre puissance. Le 19 octobre dernier, le Japon a notifié à Sir Ed. Grey et aux ambassadeurs de

France et de Russie à Londres son adhésion à la Déclaration de Londres du 5 septembre 1914 aux termes de laquelle l'Angleterre, la France et la Russie s'obligent à ne pas négocier de paix séparée. Déjà le Japon, allié de l'Angleterre depuis treize ans, avait rendu de signalés services à notre cause. Depuis bien des mois ses arsenaux travaillent jour et nuit pour le compte de la Russie. Il nous a donné tout le concours dont il était capable. Son adhésion officielle au pacte du 5 septembre 1914 ne peut guère nous valoir un surcroît d'appui matériel. Mais elle régularise très heureusement la situation diplomatique et nous apporte une force morale considérable. Elle est aussi un enseignement et un exemple pour les puissances neutres que la pusillanimité retient dans une affligeante inertie. La guerre européenne prend de plus en plus un caractère mondial. Il faut prendre parti pour ou contre l'indépendance des peuples et la civilisation. Les États qui croient habile de se réserver afin d'apparaître plus tard en arbitres seront mis finalement au ban de l'humanité.

D'autre part, l'Angleterre et l'Italie comprennent mieux chaque jour l'intérêt de briser dans les Balkans la ruée germano-bulgare. L'Italie se sent menacée par les ambitions bulgares en Albanie. Elle a manifesté parfois des prétentions peu justifiées contre la création d'une grande Serbie, en qui elle voulait découvrir une future adversaire dans l'Adriatique. Mais combien serait plus dangereux pour elle sur l'Adriatique une Bulgarie solidaire de l'Austro-Allemagne qu'une Serbie ennemie irréconciliable de l'Autriche! Une grande Serbie, si l'on se montre équitable à son égard, sera l'alliée naturelle de l'Italie contre les tentatives de revanche germanique. Une grande Bulgarie en sera certainement l'ennemie. L'An-

gleterre se sent également menacée par les ambitions du jeune peuple qu'elle chérissait naguère si fort. L'organe de M. Radoslavof, le *Narodni Prava*, ne dissimule plus ses desseins : « La Bulgarie, dit-il, avec son armée aidée de Dieu, lutte avec les puissances centrales pour démembrer l'Angleterre et conquérir la liberté du monde en punissant ces parasites placés hors du progrès, qui sucent le sang de millions d'hommes dans le monde entier pour vivre dans la débauche. » On croirait entendre Guillaume II et M. de Bethmann-Hollweg. Après le dieu allemand, voici le dieu bulgare appelé à la rescousse contre la perfide Albion. Les obstinés bulgarophiles de la Grande-Bretagne trouvent là leur récompense.

La politique des Alliés en Orient a bien été caractérisée dernièrement par un homme politique serbe, qui disait à un homme politique anglais : « Il y a longtemps que l'on vous faisait remarquer la fourberie de la Bulgarie, et vous n'en gardiez pas moins votre manière de voir, considérant la Bulgarie comme étroitement liée aux intérêts slaves. Nous affirmons que ce pays ne s'est jamais élevé au-dessus des procédés de l'habituelle politique « orientale ». Nous sommes voisins et nous nous connaissons mieux que vous ne nous connaissez. Les puissances de l'Entente font songer à cet aigle qui, planant dans les cieux, voit parfaitement un œuf sur la terre, mais ne distingue pas un grain de millet. Tandis que le moineau voit parfaitement le grain. » Le moineau serbe voyait bien. Seulement il faut maintenant l'empêcher d'être dévoré par l'oiseau de proie qui s'est abattu sur lui. Dans un récent article, le correspondant militaire du *Times* expose en détail les raisons qui militent à son sens contre l'expédition de Macédoine. En somme, toutes ces raisons reviennent à dire que l'armée britannique n'est pas

techniquement prête pour une entreprise de ce genre. Elles seraient dignes d'être prises en considération s'il s'agissait, pour les Alliés, de prendre l'initiative d'une campagne dans les Balkans. Mais ce n'est malheureusement pas le cas. Les Alliés n'ont pas le choix. Ils sont attaqués sur un nouveau terrain. Ils doivent s'y défendre. Si notre généralissime s'était inspiré au mois d'août 1914 des arguments actuels du correspondant militaire du *Times*, il aurait retiré nos armées sur la rive gauche de la Loire et dans le Morvan afin de faire construire l'artillerie lourde et les autres engins de guerre qui nous manquaient. Seulement, pendant que tout ce beau matériel se serait préparé, que serait devenue la France ?

LA SITUATION DE LA TURQUIE. — LE PROGRAMME DE LA FRANCE EN TURQUIE APRÈS LA VICTOIRE.

1er novembre 1915.

La Turquie se trouve en ce moment dans une situation paradoxale. Depuis que le comié Union et Progrès a scellé dans le sang de Nazim Pacha, en janvier 1913, son alliance avec l'Allemagne, dont la réoccupation d'Andrinople au mois de juillet suivant fut le prix, l'empire ottoman est le jouet d'une politique qui, d'un côté, tend à le rejeter en Asie, et, de l'autre, le ramène dans les territoires européens dont il a été dépossédé. D'après les informations austro-allemandes de source officieuse, il ne semble pas douteux que les gouvernements de Vienne et de Berlin se réservent expressément de disposer de la Turquie d'Europe suivant leur convenance lors de la

conclusion de la paix générale. Il y a même lieu de croire qu'ils ont déjà promis tout ou partie de ces régions à la Bulgarie. De plus, par ses officiers de terre et de mer, par ses agents de toute sorte, l'Allemagne a directement la main sur l'armée, la marine et l'administration ottomanes. Son irruption dans les Balkans, si elle réussit à s'étendre jusqu'à Constantinople, fournira à Guillaume II l'occasion d'un triomphe théâtral. Mais ce succès sur les Serbes ne modifierait pas les relations entre l'empereur protestant et le Grand Seigneur ; il les consacrerait seulement. Victorieuse avec les deux empires germaniques, la Turquie resterait leur prisonnière et leur gage. Privée de la collaboration des Arméniens exterminés, des Hellènes expulsés, des Syriens opprimés, des Arabes indignés des souillures à la religion du Prophète, elle ne vivrait plus que par les Allemands. Elle tomberait à l'état de pays protégé. Les fonctionnaires à la recherche de prébendes seraient seuls à profiter du nouveau régime. Quant à la reconquête de l'Egypte, compensation pour l'abandon de la Thrace, aucun Turc de bon sens ne la croira possible tant que l'Angleterre n'aura pas disparu comme grande puissance maritime.

Les Turcs qui ne sont point fanatisés par Enver Pacha ou stipendiés par les Allemands voient donc avec une méfiance croissante se développer les événements. Ils ne sont ni consolés, ni rassurés par le nouveau rôle qu'on fait jouer à leur armée en Europe. Certes, rien ne dépasse en ironie le spectacle des régiments turcs appelés par la Bulgarie à venir garder, pour le compte du tsar Ferdinand, les territoires conquis en 1912 par les généraux de Mahomet V, qu'elle se reconnaît incapable de défendre toute seule. Seulement la satisfaction de voir de nouveau l'étendard du Croissant flotter sur l'ancien sol national

doit être bien gâtée chez les musulmans par l'idée qu'ils font office de mercenaires au service d'un prince chrétien qui les a dépouillés trois ans auparavant. Est-ce donc pour cette besogne sacrilège qu'on les a forcés de subir la discipline d'instructeurs étrangers? Les soldats survivants de Kirk-Kilissé, de Lulé-Bourgas et de Tchataldja n'y peuvent rien comprendre. Personne du reste n'y comprendrait rien si l'on ne savait que la Sublime Porte est devenue une simple annexe de la Wilhelmstrasse.

En vue de nous orienter dans ce dédale oriental, M. J. Aulneau vient de publier un livre où l'on trouvera méthodiquement exposés, les précédents et l'état actuel de la question. Après avoir passé sommairement en revue l'histoire des Turcs depuis leur arrivée en Europe et des différents peuples habitant la péninsule balkanique, il montre comment l'empire ottoman est tombé sous l'emprise germanique. Comme nous, il croit qu'en toute hypothèse cet empire autrefois glorieux est condamné à disparaître à la fin de la guerre actuelle. Nous n'avons ni souhaité, ni encouragé ce dénouement. Nous désirions très sincèrement que la révolution de 1908 substituât au régime abject d'Abdul Hamid ce gouvernement de justice envers toutes les nationalités qui, sous le nom d'ottomanisme, fut le programme des Jeunes Turcs de la première heure. Nous tenions beaucoup aussi à ce que la France conservât en Orient toutes ses positions traditionnelles. Mais l'Austro-Allemagne fut plus habile que nous. D'abord atterrée par la chute d'Abdul Hamid, elle sut attendre et saisir les occasions. Elle n'hésita point, quand il le fallut, à recourir à la manière forte. Quant à nous, nous laissâmes passer toutes les occasions et nous contentâmes de belles paroles. Aujourd'hui nous ne pou-

vons plus poursuivre qu'un but en Turquie : l'établissement d'un régime de sécurité, de tolérance et de liberté contrôlée pour les malheureuses populations chrétiennes d'Asie Mineure actuellement exposées aux plus effroyables calamités. Il se perpètre depuis des mois en Arménie, en Syrie et en Mésopotamie des horreurs indicibles, telles que n'en a pas connu l'ère de l'invasion des barbares. Ce ne sera pas l'un des moindres bienfaits de la victoire finale des Alliés que d'apporter la sécurité de l'existence à plusieurs peuples chrétiens victimes des plus abominables traitements.

PROJETS DE REMANIEMENT MINISTÉRIEL EN RUSSIE ET EN ANGLETRRE.

2 novembre 1915.

Des informations, dont on n'a pas encore la confirmation officielle, annoncent un très prochain remaniement ministériel en Russie. M. Gorémykine, le président du Conseil actuel, serait élevé à la dignité de chancelier. Il assumerait la haute direction des affaires étrangères avec la collaboration de M. Chébéko, dernier ambassadeur de Russie à Vienne. M. Sazonof se retirerait avec MM. Krivochéine et Kharitonof. M. Khvostof, récemment nommé ministre de l'intérieur, recevrait le titre de premier ministre. On n'est pas exactement fixé sur la nouvelle répartition des portefeuilles, ni sur les véritables attributions des nouveaux titulaires. Il est donc trop tôt pour apprécier les services des ministres sortants et les mérites des ministres entrants. On peut seulement

dire que le tsar Nicolas a décidé de donner plus de cohésion à son ministère et de confier la direction des différents départements à des hommes d'une énergie éprouvée.

Il est possible que ses préférences se portent surtout sur les hommes de droite, alors que l'opinion publique russe semble plutôt désirer un gouvernement progressiste. Mais ces désignations de droite et de gauche n'ont plus aujourd'hui, en Russie, leur ancienne signification. M. Khvostof, qui fut le chef de la droite à la Douma, s'est prononcé à ce sujet, à son arrivée au ministère de l'intérieur, de la façon la plus nette. Il s'est déclaré partisan de larges concessions, de réformes ouvrières, de l'activité du Corps législatif, de l'élargissement des attributions des zemstvos et des municipalités, de la lutte acharnée contre l'emprise allemande, de la rolérance envers les diverses nationalités de l'empire. Il a condamné la politique de répression, la censure préalable et en général toutes les mesures d'exception. Ce n'est point là un programme de droite, ni un programme nationaliste. C'est un programme national inspiré, suivant l'expression employée par M. Khvostof devant la Douma, « par la nécessité de conserver intact cet élan sacré qui s'est emparé de tous les citoyens russes sans distinction de foi ni de nationalité ».

On parle aussi de la possibilité d'un remaniement du Cabinet britannique. Peut-être même M. Asquith sera-t-il en mesure de l'annoncer ce soir aux Communes. Nous ne devons pas, pour les mêmes raisons, nous en préoccuper. Tout le monde outre-Manche réclame une concentration des pouvoirs gouvernementaux et l'abandon du système de cachotteries appliqué par la censure avec un remarquable défaut de discernement. On veut se sentir gouverné et savoir où l'on va. Si un remanie-

ment offre des chances d'obtenir ce résultat, il n'existe aucune raison de le critiquer. A ce propos le *Times* disait fort justement l'autre jour : « On nous a parlé beaucoup, ces derniers temps, des inconvénients qu'il y aurait à changer d'attelage en passant un gué. Nous pourrions répondre, ainsi que le fit mardi dernier Lord Willoughby de Broke à la Chambre des Lords : « Tout « dépend du genre de cheval qui est aux brancards. Si « le cheval reste au milieu de la rivière et paraît disposé « à s'y coucher, il vaut mieux en prendre un autre. » » Nous ajouterons que la comparaison de la situation actuelle avec le passage d'un gué est aussi fausse que possible. En ce moment les Alliés traversent non un gué, mais un océan. La rive où il s'agit d'aborder heureusement est encore loin de la vue. Si le capitaine du navire qui porte la fortune nationale prend une fausse direction ou conduit le bateau sur des bas-fonds, il vaut mieux le remplacer.

DISCOURS DE M. ASQUITH AUX COMMUNES.

3 novembre 1915.

M. Asquith a prononcé hier à la Chambre des Communes le discours qu'on attendait avec une curiosité légèrement impatiente depuis la semaine dernière. Le retard mis par le gouvernement à fournir des explications sur le passé et des indications pour l'avenir lui a permis de parler avec précision. En effet, dans l'intervalle entre les derniers discours de Sir Ed.Grey et de Lord Lansdowne et la séance d'hier, un événement im-

portant s'est produit. Le général Joffre s'est rendu à Londres et a conféré avec les principaux membres du Cabinet britannique. Il s'est mis d'accord avec eux sur un ensemble de mesures de première importance, notamment sur l'organisation de l'expédition en Macédoine. M. Asquith se trouvait donc hier en bonne posture pour répondre aux reproches de faiblesse et d'indécision adressés au gouvernement.

En ce qui concerne tout d'abord la politique intérieure, le Premier a déclaré qu'il restait et resterait à la tête du gouvernement aussi longtemps que ses forces le lui permettraient et qu'il conserverait la confiance du souverain et du Parlement. Il a clos ainsi la crise ministérielle latente dont on parlait depuis plusieurs semaines dans les cercles parlementaires et les bureaux de rédaction. D'ailleurs, avant la séance, la vacance produite par la démission de Sir Ed. Carson avait été comblée par la nomination de M. F.-E. Smith, solicitor général, comme attorney général. Mais M. Asquith a donné une satisfaction à l'opinion publique en proposant de réduire le comité de guerre du Cabinet à trois ou cinq membres au plus. Cette réduction dans le nombre des ministres délibérants exercera sans doute la plus heureuse influence sur la rapidité des décisions à prendre et la vigueur dans leur exécution. Elle était unanimement désirée. Lord Rosebery s'était publiquement prononcé en faveur d'un comité de trois membres. Dans des circonstances comme celles-ci la concentration des pouvoirs est absolument nécessaire. Elle n'est du reste pas incompatible avec l'existence d'un Cabinet composé de vingt-deux membres. La plupart de ceux-ci doivent être considérés et se comporter comme chefs du département qui leur est confié plutôt que comme co-

directeurs de la politique générale. Le principe de la solidarité ministérielle peut en souffrir, mais l'expédition des grandes affaires y gagne. Du reste, en fait, même en temps de paix, la plupart des ministres n'interviennent guère en Conseil que dans les affaires de leur ressort. Il en a été autrement à Londres lors de la démission de Sir Ed. Carson. Précisément la proposition de M. Asquith a pour objet d'empêcher le renouvellement d'un pareil incident.

En abordant les questions extérieures à l'ordre du jour, M. Asquith, qui est un juriste consommé, a commencé par dire qu'il plaidait non-coupable. Avec son courage habituel, il a fait front aux attaques combinées contre lui depuis l'échec lamentable de la politique bulgarophile des Alliés. Les explications qu'il a présentées aux Communes se ramènent à dire : « Nous nous sommes trompés. » M. Asquith ne voulait pas laisser échapper cet aveu. Aussi a-t-il plaidé « à côté » comme on dit au Palais. Il s'est défendu en montrant l'immensité de l'effort britannique accompli sur terre et sur mer depuis quinze mois. Sous ce rapport, il était en droit de triompher, car jamais nation ne réalisa pareille transformation en un temps relativement aussi court. En août 1914, la Grande-Bretagne était à même d'expédier sur le continent six divisions d'infanterie et deux de cavalerie. Aujourd'hui elle a, toutes pertes déduites, un million d'hommes en France, une armée à Gallipoli, un corps expéditionnaire en Macédoine, des corps importants en Mésopotamie et en Egypte, sans parler des Indes, et des réserves très nombreuses qui s'instruisent dans les dépôts. Il y a quinze mois, personne ne soupçonnait que les armées de terre britanniques pussent être portées à ce degré de force. Trois millions de volontaires se sont

enrôlés. Ce chiffre est énorme. Néanmoins M. Asquith a déclaré hier qu'il fallait l'élever encore et que, si le nouveau système d'enrôlement volontaire établi par Lord Derby ne répondait pas aux nouvelles exigences du ministère de la guerre, il n'hésiterait pas à proposer de recourir à l'institution du service obligatoire. On ne saurait trop admirer ce déploiement d'énergie.

Si les explications du premier ministre sur la question balkanique ont été forcément ternes en ce qui touche le passé, elles ont été très nettes quant à l'avenir. Elles se ressentent du séjour du général Joffre à Londres. Aussi préférons-nous ne nous occuper que de celles-ci, en laissant discrètement dans l'ombre la justification de Sir Ed. Grey relative à son discours du 28 septembre et aux événements qui l'ont précédé et suivi. M. Asquith a déclaré solennellement deux choses qu'il importe de retenir. Premièrement, un accord complet existe aujourd'hui entre l'Angleterre et la France au sujet des voies et moyens à employer pour secourir la Serbie. Deuxièmement, l'Angleterre regarde l'indépendance de la Serbie comme un des objectifs essentiels de la guerre. Ces deux affirmations seront fécondes en résultats. Pour qu'elles produisent tout ce qu'on est en droit d'en attendre, il suffit que l'exécution corresponde à la volonté exprimée. Avec le nouveau ministère français et le comité de guerre britannique constitué comme M. Asquith l'a dit hier, il y a maintenant tout lieu d'espérer que l'expédition en Macédoine sera conduite avec la vigueur exigée par les circonstances.

DISCOURS DE M. BRIAND. — LES CONDITIONS DE LA PAIX.

4 novembre 1915.

Il n'était pas besoin d'une déclaration ministérielle pour que l'Europe connût la volonté de la France de mener la guerre actuelle jusqu'à la soumission des nations de proie. Aucun gouvernement ne pourrait s'engager dans des négociations prématurées sans être désavoué par le pays et balayé par un mouvement irrésistible d'opinion publique. Nos soldats savent pourquoi ils se battent, et ils entendent que la lutte continue jusqu'à ce que leur but soit atteint. Les familles françaises savent pourquoi elles consentent les plus douloureux sacrifices, et elles veulent que ces sacrifices reçoivent finalement leur récompense. Ni les uns ni les autres n'admettront jamais une paix qui ne donne point satisfaction à des espoirs indéracinables et qui laisse planer sur l'avenir les mêmes menaces qu'avant la grande crise de 1914. M. Briand ne pouvait donc tenir hier un autre langage que celui de M. Viviani le 4 août 1914. Mais il convient de le remercier d'avoir exprimé la volonté nationale en des termes et sur un ton qui lui ont valu, avec de longues acclamations, l'approbation unanime de la Chambre.

Le président du Conseil ne pouvait spécifier les conditions détaillées de la paix future. Depuis quinze mois nous n'avons cessé de protester contre la manie de certains esprits d'élucubrer des projets de remaniement général de l'Europe. Nous n'en sommes point à la phase des partages. Comme M. Briand a eu le courage de le dire, le moment où nous signerons la paix est lointain

encore et, d'ici là, bien des événements peuvent se passer qui modifieront de fond en comble les plans des architectes trop pressés de la nouvelle Europe. En ce moment, et pour longtemps encore, tous nos efforts doivent se concentrer sur les moyens de libérer la France et les pays foulés aux pieds par les barbares. Mais il est un certain nombre de conditions qu'il est permis et nécessaire d'envisager dès maintenant. Ce sont celles qui sont gravées dans le cœur et le cerveau de tous les Français, qui constituent la raison d'être de la continuation de la guerre; celles que M. Briand a posées hier quand il a parlé de la libération de notre sol, de la reprise des provinces arrachées en 1871, de la restitution de la Belgique martyre dans l'intégrité de ses libertés et de ses droits, de l'affranchissement de la Serbie et de l'abolition des dominations tyranniques. Ce programme de justice élémentaire est un programme minimum qui comporte des extensions en divers sens. Mais il est instinctivment si bien considéré comme un extrême minimum que, lorsqu'une phrase mal comprise du chef du parti socialiste sembla mettre en doute la solution de la question d'Alsace-Lorraine, une immense protestation s'éleva qui amena M. Renaudel à se déclarer d'accord sur ce sujet essentiel avec le reste de la Chambre.

Si M. Briand avait voulu préciser certains points, il aurait certainement dit que, dans l'Europe reconstituée, la Belgique devra être mise désormais à l'abri d'une nouvelle violation de son territoire non plus seulement par des articles de traité, mais par des mesures matérielles offrant des garanties suffisantes. Il aurait pu ajouter que la Serbie, rétablie dans sa pleine indépendance et dans la possession de l'intégrité de son territoire, devra former, avec les Yougoslaves rendus à la liberté, le boulevard de

l'Orient contre le germanisme. On ne voit que trop aujourd'hui que la Roumanie est incapable de remplir ce rôle. Ce peuple latin, en qui de grandes espérances avaient été mises, se trouve comprimé par des influences germaniques qui ont poussé de profondes racines autour du trône et du gouvernement. Loin de fermer la porte aux envahisseurs de l'Orient, le Cabinet de Bucarest la leur ouvre toute grande. Par son inertie et ses conseils décourageants, il retient la Grèce dans une neutralité funeste. Il n'ose même pas tendre la main aux frères transylvains qu'il laisse périr par dizaines de mille en combattant pour une cause sacrilège. « Tout est perdu, même l'honneur », écrivait l'autre jour M. Take Jonesco. Hélas! malgré les sympathies sincères dont le peuple roumain jouit chez les Latins d'Occident, on ne peut plus compter sur lui pour défendre les libertés des peuples d'Orient. Cette mission est dévolue à la Serbie qui sait, sans hésitation, donner la dernière goutte de son sang. Ces sacrifices-là sont féconds.

Dans l'appréciation des chances des belligérants, on perd trop souvent de vue l'aspect maritime de la guerre. On voit trop exclusivement les gages saisis sur le continent européen par les Austro-Allemands, et pas assez ceux dont les Alliés se sont emparés au delà des mers, et la mer elle-même. De toute façon, nos raisons d'espérer sont justifiées. Mais il est bon de constater aussi que, dans la lutte où sont engagés les athlètes des deux camps, et où la victoire doit rester à celui qui gardera le plus longtemps son souffle, il manque un poumon au champion germanique, le poumon de la mer.



TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER

L'EXPÉDITION DES DARDANELLES

CHAPITRE II

LA CRISE GRECQUE

CHAPITRE III

LA PERFIDIE BULGARE

CHAPITRE IV

L'INTERVENTION DE L'ITALIE

CHAPITRE V

LE TROUBLE ORIENTAL

CHAPITRE VI

L'ANNIVERSAIRE DE LA GUERRE

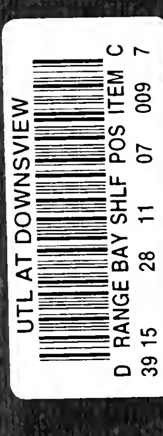
CHAPITRE VII

L'INTERVENTION DE LA BULGARIE

CHAPITRE VIII

LA TROISIÈME GUERRE BALKANIQUE




UTL AT DOWNSVIEW
D RANGE BAY SHLF POS ITEM C
39 15 28 11 07 009 7